

theol

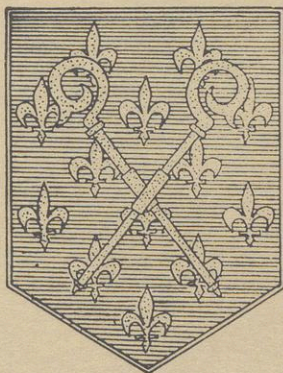
COMMISSIO HISTORICA ORDINIS PRAEMONSTRATENSIS

A N A L E C T A
PRAEMONSTRATENSIA

TOMUS LXXVI

2000

FASCICULUS 1-4



X TR

SECRETARIATUS REDACTIONIS ET ADMINISTRATIO:

Abdij Averbode

B-3271 AVERBODE

gh 5334

ZID,

SUMMARIUM tom. LXXVI, 2000, fasc. 1-4

In memoriam Koenraad Edward Stappers, abbé d'Averbode, 'moderator' de la commission historique de l'ordre de Prémontré (L.C. Van Dyck)	5-7
--	-----

Articuli:

Bruno KRINGS, Zum Ordensrecht der Prämonstratenser bis zur Mitte des 12. Jahrhunderts	9-28
Dirk VAN DE PERRE, Die ältesten Klostergesetzgebungen von Prémontré, Oigny, Cîteaux, Klosterrath und Arrouaise und ihre Beziehungen zueinander	29-69
Sabine GÄBE, <i>Me peperit ecclesia mater</i> . Einige Bemerkungen zur Selbstdarstellung Hermanns von Köln in seinem <i>Opusculum de conversione sua</i>	70-106
Jozef WOUTERS, <i>Schola claustrum alterum dici debet</i> . Filip van Harvenngts raadgevingen aan studenten	107-132
B.J.P. VAN BAVEL, Schakels tussen abdij en stad. De stadshoven van de norbertijner abdijen in de Nederlanden (ca. 1250 – ca. 1600)	133-157
Janick APPELMANS, Thierry de Tuldel et les Prémontrés brabançons face à la commende (1470-1481)	158-220
Andreas E. KOVÁCS, Die Prämonstratenser in Ungarn zur Zeit des Freiheitskampfes 1848/49	221-235
Petrus A. BAYER, Die sozialpolitische Tätigkeit des Schlägler Abtes Gilbert Schartner als Pfarrer von Haslach (1885-1922)	236-305

Documentum:

Ecclesia Abbatialis Grimbergensis a Summo Pontifice Ioanne Paulo II ad dignitatem Basilicae Minoris evehitur	306
--	-----

Miscellaneum:

Dominique-Marie DAUZET, L'architecture prémontrée dans l'Espagne médiévale. Recherches et premiers bilans	307-317
---	---------

Recensiones:

Thomas DOEPNER, <i>Das Prämonstratenserinnenkloster Altenberg im Hoch- und Spätmittelalter</i> . Sozial- und frömmigkeitsgeschichtliche Untersuchungen (L. Horstkötter O.Praem.)	318-320
Jay T. LEES, <i>Anselm of Havelberg. Deeds into Words in the Twelfth Century</i> (U.G. Leinsle O.Praem.)	320-323
<i>Lexikon des Mittelalters</i> , Band IX (L. Horstkötter O.Praem.)	324-325
Christian SCHOLL, <i>Die ehemalige Prämonstratenserstiftskirche St. Marien in Leitzkau</i> . Gestalt und Deutung. Ein Beitrag zur mitteldeutschen Architektur des 12. Jahrhunderts (L. Horstkötter O.Praem.)	325-327
J.C.M. VAN STRATUM, <i>De Vijftig van Berne; het werk van de Norbertijnen in India, 1923-1998</i> (H. van Bavel O.Praem.)	327-332

Chronicon

videbis in tomo LXXVII, 2001

Index tomi LXXVI, 2000	333-334
------------------------	---------

COMMISSIO HISTORICA ORDINIS PRAEMONSTRATENSIS

ANALECTA PRAEMONSTRATENSIA

ANALECTA PRAEMONSTRATENSIA

TOMUS LXXVI — 2006



SECRETARIATUS REDUCTIONIS ET ADMINISTRATIONIS

Abdij Averbode

11 BEVERWIJDEWEG

The purpose of this study was to investigate the effect of a 12-week training program on the physical and psychological health of sedentary individuals.

The study was conducted in a laboratory setting with 20 participants who were randomly assigned to either a training group or a control group.

The training group performed a 12-week program consisting of three sessions per week, each lasting 45 minutes.

The control group remained sedentary throughout the study period.

Physical health was measured using heart rate, blood pressure, and body mass index (BMI).

Psychological health was measured using a self-report questionnaire assessing stress, anxiety, and mood.

Results showed that the training group experienced significant improvements in physical health compared to the control group.

Specifically, the training group showed a decrease in heart rate and blood pressure, and an increase in BMI.

Psychological health also improved in the training group, with a decrease in stress and anxiety, and an increase in mood.

CONCLUSION

The results of this study suggest that a 12-week training program can effectively improve both physical and psychological health in sedentary individuals.

REFERENCES

1. American Heart Association. (2011). *Heart disease and stroke statistics*. Atlanta, GA: American Heart Association.

APPENDIX

The following table provides a detailed description of the training program used in the study.

The program consisted of three sessions per week, each lasting 45 minutes.

The first session was a warm-up, followed by a 15-minute aerobic workout.

The second session was a strength training workout, and the third session was a cool-down.

The program was supervised by a certified personal trainer.

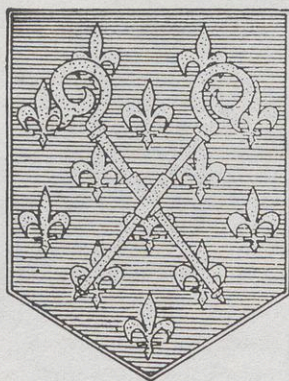
The program was designed to be suitable for individuals with no prior exercise experience.

COMMISSIO HISTORICA ORDINIS PRAEMONSTRATENSIS

In memoriam Koenraad Edward Stappers,
abbé d'Averbode, "moderator" de la commission
historique de l'ordre de Prémontré

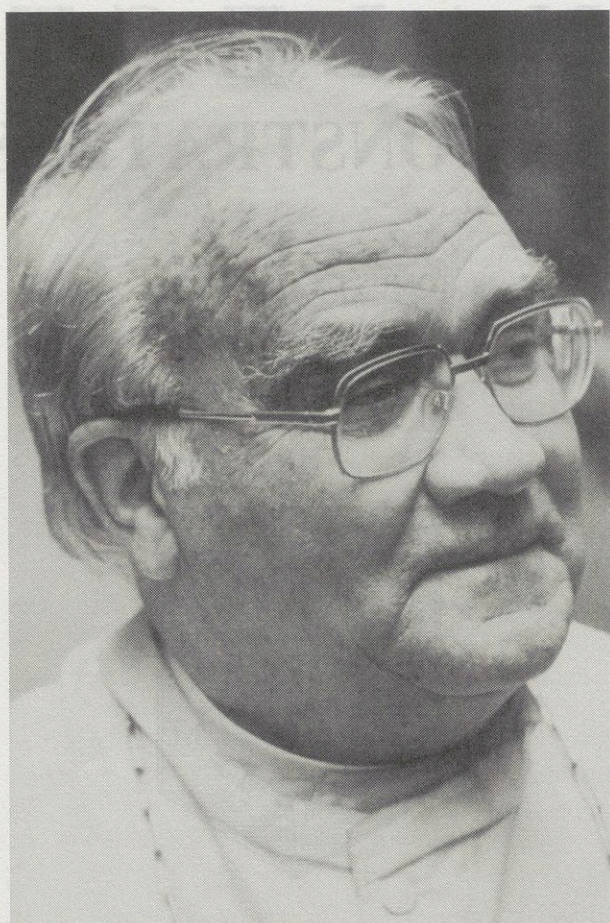
ANALECTA PRAEMONSTRATENSIA

TOMUS LXXVI — 2000



SECRETARIATUS REDACTIONIS ET ADMINISTRATIO:

Abdij Averbode
B-3271 AVERBODE



In memoriam Koenraad Edward Stappers, abbé d'Averbode, "moderator" de la commission historique de l'ordre de Prémontré

Le 15 juin 1999, Koenraad E. Stappers, cinquantième abbé d'Averbode, mourut paisiblement dans son abbaye, âgé de 77 ans. Curieuse coïncidence: lui qui avait su capter à merveille les signes du temps, nous quitta à la veille de l'an 2000, manquant de justesse l'entrée dans le nouveau siècle, qui, pendant des années, l'avait ravi comme symbole d'un tournant de la vie de l'Église et de la société.

La commission historique de l'ordre de Prémontré a perdu en lui un grand bienfaiteur et un fidèle ami. Nous nous faisons donc un devoir de gratitude de rappeler ici le souvenir de ce prélat qui, depuis 1976, s'est employé à consolider l'existence de notre revue *Analecta Praemonstratensia*, à en rehausser la qualité et à mieux intégrer les recherches historiques dans l'ensemble de la vie de l'ordre.

En effet, en cette année 1976, des problèmes d'ordre financier affligèrent notre revue à tel point que le secrétaire de la commission, Jean Baptiste Valvekens, en date du 20 mai, dut s'adresser aux prélats de la circarie de Brabant afin d'obtenir un support substantiel. A la même date, il lança, dans le même but, un urgent appel à l'abbé général et à son conseil de définites de l'ordre¹.

C'est à ce moment qu'intervint l'abbé Stappers, lui-même définites de l'ordre depuis le 22 août 1968. Bien qu'il s'affichât volontiers comme n'étant pas historien, l'abbé Stappers avait pourtant le sens de l'histoire. C'était lui qui en 1971, lors du 850^{me} anniversaire de la fondation de l'ordre de Prémontré, prit courageusement l'initiative de publier un grand recueil historique *Gedenboek orde van Prémontré, 1121-1971* avec la collaboration d'un bon nombre d'auteurs du pays et de l'étranger, recueil où se reflétèrent les grands thèmes du chapitre général de renouveau de 1968-1970. C'était lui encore qui sut trouver les moyens financiers nécessaires pour réaliser ce projet.

¹ Voir Compte-rendu de la session de la commission historique du 5 octobre 1976.

On ne s'étonne donc pas que ce fut par son entremise, que le définitoire de l'ordre de Prémontré, en sa réunion du 30 novembre – 2 décembre 1976, alloua à la commission historique, à l'occasion de ses cinquante ans d'existence, une solide subvention financière pour la publication des *Analecta Praemonstratensia*.

En annonçant cette bonne nouvelle au secrétaire Valvekens, dans une lettre du 13 décembre 1976, l'abbé Stappers lui fit aussi part d'un vœu exprimé par le définitoire. Celui-ci souhaitait que, lors de la prochaine réunion de la commission historique, un échange d'idées aurait lieu au sujet du financement des *Analecta*, bien sûr, mais surtout au sujet des rapports entre la commission historique et l'ordre de Prémontré, afin de garantir la participation de ses membres dans le courant de renouveau voulu par le concile Vatican II et de renforcer ainsi le lien entre l'institut des prémontrés et sa revue historique². Lors de la réunion de la commission du 28 mars 1977, une franche communication de vues eut lieu entre le définitoire Stappers et les membres de la commission à la plus grande satisfaction de tous. L'abbé fit valoir qu'il ne s'agissait pas, de la part des dirigeants de l'ordre, de s'immiscer dans les travaux et les publications de la commission, mais de créer une bonne entente et une sincère coopération à l'avantage de tous³.

C'était lors de cette rencontre que l'un des membres proposa d'offrir la présidence de la commission historique à un abbé de l'ordre, notamment à l'abbé d'Averbode. On décida toutefois d'ajourner une délibération à ce sujet jusqu'à la prochaine réunion au mois d'août. En fait, ce ne fut qu'au 10 avril 1978, lors de la première réunion de la commission après le décès, le 11 janvier 1978, du président Placide Lefèvre, qu'on examina à fond le problème de la présidence. On en arriva à la conclusion qu'on aurait avantage de proposer au définitoire de l'ordre de confier à l'abbé Stappers la charge de conseiller qui, ne prétendant aucune expertise dans le domaine de l'historiographie, s'appuierait surtout sur son ascendant sur le groupe pour consolider les liens avec la vie et les activités de l'ordre de Prémontré, charge qu'on croyait pouvoir articuler dans le titre de «moderator». En conséquence l'abbé général Norbert Calmels nomma l'abbé Stappers 'moderator' de la commission historique lors de

² Lettre du 13 décembre 1976 de l'abbé Stappers au secrétaire de la commission historique, Jean Baptiste Valvekens.

³ Voir: Historische Commissie van de Orde van Prémontré. Overzicht periode 1 maart 1976 tot 1 maart 1982.

la réunion du définitoire le 1 juin 1978. La même année, Wilfried Marcel Grauwen, déjà vice-président prenait la direction des activités de la commission en tant que président. En même temps trois nouveaux membres furent accueillis au sein de la commission.

Dans la réunion de la commission historique du 11 septembre 1978, le nouveau 'moderator', renouvela sa conviction que la publication de la revue *Analecta Praemonstratensia*, commencée en 1925, devait être poursuivie et qu'une gérance plus appropriée et plus efficace devait être mise en place⁴. C'est ce qui fut effectué en sa propre abbaye d'Averbode où le comité de rédaction avait trouvé depuis plusieurs années un 'chez-soi' et où dorénavant un personnel compétent se chargerait des transactions financières de la commission, ainsi que de l'administration des abonnements. C'est lui aussi qui obtint de la part de l'abbaye d'Averbode une subside stable pour l'édition des *Analecta*.

Dans une lettre du 15 mars 1987 l'abbé Stappers annonça qu'en arrivant à l'âge de la retraite après vingt ans de régime abbatial, il avait présenté à l'abbé général sa démission, qui entrerait en vigueur le 1 avril 1987. Mais même après ce désistement et bien que handicapé par une vue défaillante, le 'moderator' continuait à s'intéresser vivement aux activités de la commission historique et à participer autant que possible aux réunions semestrielles qui continuaient à se tenir à l'abbaye accueillante d'Averbode.

Le souvenir que nous gardons de notre 'moderator' est rempli d'une profonde gratitude pour sa cordiale collégialité, ses conseils pondérés et charitables, ses vues révélatrices et inspiratrices, ses encouragements et son appui, le tout secondé par un sens pratique et entreprenant. L'ordre de Prémontré lui en sera toujours reconnaissant.

Requiescat in pace Christi.

L.C. VAN DYCK O.Praem.
Vice-président de la commission historique

⁴ Voir Compte-rendu de la réunion de la commission historique du 11 septembre 1978.

Zum Ordensrecht der Prämonstratenser bis zur Mitte des 12. Jahrhunderts

Als Wilfried M. Grauven 1978 aus dem Nachlaß Placide F. Lefèvres die erste und für die Folgezeit maßgebliche Redaktion der *Consuetudines* des Prämonstratenserordens aus der Mitte des 12. Jahrhunderts herausgab¹, geschah dies nach einer Münchener Handschrift des 15. Jahrhunderts aus dem bayerischen Augustiner-Chorherrenstift Indersdorf². Diese erwies sich als Abschrift einer heute verlorenen Handschrift des 12. Jahrhunderts aus dem Prämonstratenserkloster Neustift in Freising³.

Eine Durchsicht der in der Bayerischen Staatsbibliothek in München aufbewahrten Handschriften aus Prämonstratenserstiften erbrachte nun für diese *Consuetudines* einen originalen Zeugen aus der Mitte des 12. Jahrhunderts. Es handelt sich um einen Codex aus dem bayerischen Prämonstratenserstift Windberg⁴.

Abgesehen von einem Kalender (fol. 1^v-7) und verschiedenen kalendrischen Tafeln (fol. 7^v-9) stammt der gesamte übrige Text des Buches (fol. 9^v-150^v) von einer Hand. Lediglich auf zuvor freien Stellen der Folien 142-142^v und 146 wurden eine Urkunde von 1264 sowie verschiedene annalistische und andere Notizen des 14. Jahrhunderts nachgetragen. Ebenso wurden die letzten Blätter (fol. 151-154) erst später beschrieben.

Zum besseren Verständnis der anschließend folgenden Überlegungen empfiehlt es sich, zuvor den Inhalt des Buches wiederzugeben:

- ein Martyrologium, auf dessen breiten Rändern nach Art eines damit kombinierten Nekrologs die Memorien zahlreicher Verstorbener eingetragen wurden (fol. 9^v-95);

¹ Placide F. LEFÈVRE – Wilfried M. GRAUWEN, *Les statuts de Prémontré au milieu du XII^e siècle*. Introduction, texte et tables (Bibliotheca Analectorum Praemonstratensium, fasc. 12), Averbode 1978.

² München, Bayerische Staatsbibliothek Clm 7702, fol. 59^v-92^v. Die Handschrift enthält außerdem noch fol. 92^v-95 die *Consuetudines* der Konversen und fol. 95-96^v den *Ordo professionis* der Prämonstratenser sowie fol. 97-112 Statuten der Augustiner-Regularkanoniker des Dorotheenstifts in Wien in 47 Kapiteln.

³ Vgl. Bruno KRINGS, *Das Ordensrecht der Prämonstratenser vom späten 12. Jahrhundert bis zum Jahr 1227*. Der Liber consuetudinum und die Dekrete des Generalkapitels, in: AnPraem 69 (1993) S. 109.

⁴ München, Bayerische Staatsbibliothek Clm 1031.

- vier Lektionen, die erste aus dem Hebräerbrief (5, 1-10). Sie zeichnen ein Bild des guten kirchlichen Vorstehers und warnen vor Vorgesetzten, die sich mehr ihren weltlichen als den geistlichen Aufgaben widmen. Eine Überschrift vermerkt, sie seien zu lesen, wenn ein Bischof oder Kardinal am Kapitel teilnehme⁵ (fol. 95-96^v);
- eine Sentenz, die dem Prälaten die *discretio*, den Untergebenen den Gehorsam zuweist⁶ (fol. 96^v);
- der Brief Papst Gelasius' I. aus dem Jahr 496 an die Bischöfe Maioricus und Johannes über die eucharistischen Gestalten⁷ (fol. 96^v);
- die Augustinusregel in der Form des *Praeceptum longius*, das heißt, mit dem *Ordo Monasterii* samt seinem liturgischen Teil und dem *Praeceptum*⁸ (fol. 97-104);
- Eingeleitet wird dieser Abschnitt mit dem für die Auslegung des *Ordo Monasterii* wichtigen Brief Papst Gelasius' II. vom 11. August 1118 an Propst Richard und den Konvent von Springiersbach. Hierin verwirft der Papst die von der Gewohnheit der abendländischen Kirche abweichende liturgische Ordnung des *Ordo Monasterii* und verlangt Mäßigung bei der Befolgung von dessen Vorschriften über Handarbeit und Fasten⁹ (fol. 97);
- zwei Ansprachen Augustins an seine in Gemeinschaft mit ihm lebenden Kleriker¹⁰ (fol. 104-110);
- Auszüge aus dem Brief des Hieronymus an Nepotian¹¹ (fol. 110-111);

⁵ Vgl. die entsprechende Bestimmung im Abschnitt *De capitulo* der Statuten des Prämonstratenserordens.

⁶ *In paradiso claustrum debet esse lignum scientie boni et mali, id est discretio, sed in loco suo, id est in prelatis. De subditis vero, quicumque illum tetigerit, morte morietur, quia non licet subditis discernere, sed simpliciter obedire.*

⁷ Philippus JAFFÉ, *Regesta Pontificum Romanorum ab condita ecclesia ad annum post Christum natum MCXCVIII*, 2 Bde., Leipzig ²1881; Bd. 2, Leipzig ²1888, hg. v. Samuel LÖWENFELD, Ferdinand KALTENBRUNNER und Paul EWALD (Nachdruck Graz 1956), hier Bd. 2, 725 (458); Migne PL 59, Sp. 141.

⁸ Vgl. Luc VERHEIJEN: *La Règle de saint Augustin*, vol. I, Paris 1967, S. 148-152. 417-437.

⁹ JAFFÉ – LÖWENFELD, *Regesta* (wie Anm. 7) 6648 (4895a). Migne PL 163, Sp. 496-497. Die Abschrift enthält nur die *Narratio* und *Dispositio*. Eine gleiche Kopie des Briefes befindet sich auch in einem Codex des 15. Jh. aus Windberg. München, Bayerische Staatsbibliothek Clm 1030, fol. 49.

¹⁰ Sermo 355: Migne PL 39, Sp. 1568-1573 (*Propter quod volui... felicitatis eternitatem*); der Schluß fehlt (fol. 104-108). Sermo 356 in Auszügen: Migne PL 39, 1574-1580 (Sp. 1574: *Caritati vestre... intentioni vestre* und *Cumque Lazarus diaconus recitasset... Cum orassent, motus*; Sp. 1575: *est locus, in quo... tales inveni, quales desideravi*; Sp. 1577: *pauperes sunt, deo propitio... terrene commodo hereditatis*; Sp. 1579-1580: *Ante oculos vestros... sed delebo eum de tabula clericorum*) (fol. 108-110).

¹¹ Migne PL 22, Sp. 527 (*Petis a me... diverticula rapiatur*) und Sp. 531 (*Igitur clericus... mulierum pedes terant*).

- zwei Diplome Papst Honorius' II. für Prémontré:
- a) Privileg vom 16. Februar 1126¹² (fol. 111-112),
- b) Brief an die Kanoniker von Prémontré, dessen Schluß mit der Datierung verloren ist¹³ (fol. 112);
Bedeutsam ist nur der letzte Satz, in dem der Papst den Prämonstratensern befiehlt, sich in ihrer Liturgie an die Tradition der übrigen Regularkanoniker zu halten;
- der *Liber Consuetudinum*¹⁴ (fol. 112-141^v);
- 22 Dekrete des Generalkapitels (fol. 141^v-142);
- die *Consuetudines de ordine laicorum*¹⁵ (fol. 143-146);
- sieben Privilegien der Päpste für den Prämonstratenserorden (fol. 146^v-150^v):
- a) Innozenz' II. vom 3. Mai 1134¹⁶,
- b) Innozenz' II. vom 2. Mai 1134¹⁷,
- c) Innozenz' II. vom 21. März 1138¹⁸,
- d) Innozenz' II. vom 29. Dezember 1138¹⁹,
- e) Innozenz' II. vom 21. Dezember 1138²⁰,
- f) Eugens III. vom 18. Dezember 1145²¹,
- g) Hadrians IV. vom 3. Januar 1155²².

¹² JAFFÉ – LÖWENFELD, *Regesta* (wie Anm. 7) 7244 (5232). Migne PL 166, Sp. 1249; Jean LE PAIGE: *Bibliotheca Praemonstratensis Ordinis*, Paris 1633 (Nachdruck: Instrumenta Praemonstratensia, fasc. 3, Averbode 1998), S. 392-393.

¹³ Veröffentlicht nach dem Schäftlarn Codex Clm 17174, fol. 41, der Bayerischen Staatsbibliothek München von Placide F. LEFÈVRE, *Deux bulles pontificales inédites du XII^e siècle relatives à l'Ordre de Prémontré*, in: AnPraem 12 (1936) S. 69; ebenfalls: Johannes RAMACKERS, *Papsturkunden in Frankreich*, NF 4: Picardie (Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften in Göttingen, Phil.-hist. Kl., 3. Folge, Nr. 27), Göttingen 1942, S. 90, Nr. 18. — Weitere Kopien der beiden Diplome finden sich in den Handschriften der Bayerischen Staatsbibliothek in München Clm 23455, fol. 97-97^v aus Ursberg und Clm 7702, fol. 58^v-59^v aus Indersdorf bzw. Neustift in Freising sowie in einem Codex der Bodleian Library in Oxford Ms. Canon. Misc. 283, fol. 51-51^v.

¹⁴ LEFÈVRE – GRAUWEN, *Statuts* (wie Anm. 1), S. 1-52.

¹⁵ Publiziert, allerdings mit zahlreichen Fehlern, von Trudo J. GERITS, *Betekenis en spiritualiteit van de lekebroeders in de middeleeuwse observantie van Prémontré*, in: Gedenkboek Orde van Prémontré 1121-1171, Averbode 1971, S. 190-192.

¹⁶ JAFFÉ, *Regesta* (wie Anm. 7) 7652.

¹⁷ Ebd. 7651.

¹⁸ JAFFÉ – LÖWENFELD, *Regesta* (wie Anm. 7) 7878 (5625).

¹⁹ Ebd. 8175 (5825).

²⁰ Ebd. 7927 (5656).

²¹ Ebd. 8807 (6184).

²² Ebd. 9970 (6829).

Vergleicht man die Handschriften aus Windberg und Indersdorf beziehungsweise Neustift, stellt man fest, daß Auswahl und Abfolge der Texte in beiden Büchern im wesentlichen gleich sind²³. Dies dürfte sich kaum durch einen gemeinsamen bayerischen Prototyp für Neustift und Windberg erklären lassen, sondern eher damit, daß die Zusammenstellung der Texte durch das Generalkapitel in Prémontré erfolgt war. Demnach handelt es sich wahrscheinlich um ein standardisiertes Corpus, das für alle Klöster des Ordens als verbindlich galt. Für diese Annahme spricht auch die Aufnahme der Briefe Papst Gelasius' II. an die Regularkanoniker von Springiersbach sowie Papst Honorius' II. an den Konvent von Prémontré in diese Zusammenstellung. Sie beruhte sicher nicht auf der persönlichen Auswahl eines bayerischen Kanonikers, sondern auf einer Entscheidung des Ordens, bezeugt sie doch, daß es nicht nur in Springiersbach, sondern auch in Prémontré und seinem Klosterverband in den Anfangsjahren Auseinandersetzungen über die Frage nach der Verbindlichkeit vor allem des liturgischen Teils des *Ordo Monasterii* gab, die durch den Eingriff der Päpste beendet wurden. Die Übernahme der Briefe in die maßgebliche Textsammlung sollte ein erneutes Aufflammen der Diskussion über die Auslegung des *Ordo Monasterii* im Orden verhindern.

Noch klarer belegen die These einer programmatischen Textauswahl die beiden Augustinusreden und der Brief des Hieronymus an Novatian. Sie enthalten den Kern der Spiritualität Norberts und seiner Anhänger: Augustinus lebt in Gemeinschaft mit seinen Klerikern nach dem Vorbild der Urkirche²⁴. Einen niedrigen und ungeachteten Platz haben sie sich in der Welt gewählt, auf jedes Eigene verzichtet und alles Überflüssige den Armen gegeben. Arm leben sie vom gemeinsamen Tisch, verbunden durch das Band der Liebe. Hieronymus lehrt Novatian, wie er als Kleriker

²³ Im Clm 7702 folgen auf einen Traktat über die Kontemplation vier nicht foliierte Blätter mit Schreibübungen von Schülern. Die beiden nächsten Blätter waren beschrieben, sind aber bis auf zwei schmale Streifen herausgeschnitten. Sie gehörten schon zu dem Corpus Praemonstratense der Handschrift (fol. 48-96*), denn auf dem folgenden erhaltenen Blatt setzt der *Ordo Monasterii* mitten im liturgischen Teil ein. Der Anfang stand also auf dem letzten abgeschnittenen Blatt und ihm voraus gingen die drei Lektionen, die Homilie Augustins an seinen Klerus und der Brief Papst Gelasius' II. an die Springiersbacher. Genau für diese Texte boten die beiden abgeschnittenen Blätter Platz. Alles Übrige enthält auch der Clm 7702 mit Ausnahme der Dekrete des Generalkapitels und der den Abschluß bildenden sieben Privilegien der Päpste. Deren Abschrift lag im 15. Jh. offensichtlich nicht im Interesse der Augustiner-Chorherren von Indersdorf.

²⁴ Ausdrücklich zitiert wird Apg 4, 31-35.

den Weg Christi gehen soll: Sein Los soll der Herr sein. Außer ihm soll er nichts besitzen und auf alles Übrige verzichten. Arme und Fremde sollen an seinem Tisch einen Platz finden. Und dann folgt der bekannte Satz, der zum Leitmotiv der Reformer des 12. Jahrhunderts geworden ist: Nackt soll er dem nackten Kreuz folgen.

Der Liber consuetudinum

Der Text der Windberger Handschrift ist durchweg besser als der der Indersdorfer Kopie, die Grauwen herausgegeben hat. Doch erweisen sich sämtliche Varianten oder Fehllesungen seiner Edition beim Vergleich mit ihr als unbedeutend²⁵.

Der Befund der Handschrift bestätigt die schon früher festgestellte Datierung²⁶. Das letzte der anschließend an die Consuetudines abgeschriebenen Privilegien der Päpste für den Prämonstratenserorden ist das Hadrians IV. vom 3. Januar 1155, in dem dieser die neuen Statuten bestätigte. Sie wurden demnach vom Generalkapitel des Jahres 1154 beschlossen. Anschließend reiste Abt Hugo von Prémontré nach Rom, um sie dem Papst vorzulegen. Mit dessen Zustimmung traten sie dann in Kraft.

Zu unerwarteten Erkenntnissen führen die Zusätze und Veränderungen, die sich im *Liber Consuetudinum* finden:

- Auf den äußeren Rändern der Folien 112^v-113 hat eine Hand des 13. Jahrhunderts den neuen zweiten Teil des Vorwortes zu den Statuten von 1236/38 nachgetragen, ohne jedoch die im ersten Teil vorgenommenen Änderungen mitzuübernehmen²⁷.

²⁵ Die wichtigsten Unterschiede zur Edition Grauwens seien notiert: I 1, Zeile (fortan abgekürzt Z) 18: *versus contra chorum*. I 1, Z. 19: *vertant se*. I 1, Z. 25: *prius resideant*. I 2, Z. 7: *inclini*. I 4, Z. 22: *si vero abbas*. I 4, Z. 34: *clamaverit*. I 6, Z. 6: *sument mixtum*. I 6, Z. 20: *dicuntur*. I 8, Z. 8: *absolverit*. I 9, Z. 6: *previdere*. I 9, Z. 32: *erigatur*. I 10, Z. 10: *versi chorum*. I 14, Z. 5: *defuerit*. I 17, Z. 13: *orationem autem*. I 20, Z. 10f.: *in prima* entfällt. II 1, Z. 2: *et proprium* entfällt. II 1, Z. 8: *omnium fidelium*. II 3, Z. 20: *prohibuerint*. II 4, Z. 24: *vel* entfällt. II 8, Z. 25: *forpices*. II 8, Z. 28: *altaris*. II 10, Z. 3: *construere*. II 12, Z. 28: *forpices*. II 15, Z. 22: *tribuat*. III 4, Z. 6: *arbitris*. III 5, Z. 13 ff.: *sumi*. III 6, Z. 60: *agat*. IV 2, Z. 1: *fuerint*. IV 7, Z. 25: *preiudicium*. IV 11, Z. 1: *liceat*. IV 14, Z. 16: *discinctum*.

²⁶ Vgl. KRINGS, *Ordensrecht* (wie Anm. 3), S. 111.

²⁷ Placide F. LEFÈVRE: *Les statuts de Prémontré réformés sur les ordres de Grégoire IX et d'Innocent IV au XIII^e siècle* (Bibliothèque de la Revue d'Histoire Ecclésiastique 23), Löwen 1946, S. 2, Z. 46 – S. 3, Z. 69: *Ad maiorem etiam... statuta Sedis apostolice reputamus*.

- Auf Folium 117 wurde im 6. Kapitel der 1. Distinktion *Qualiter se habent fratres in hieme* später der Passus *continuum tenebitur ieiunium* radiert²⁸.
- Auf den unteren Rändern der Folien 118^v-119 hat eine Hand des 15. Jahrhunderts zum 10. Kapitel der 1. Distinktion *De refectiōe* das Dekret des Generalkapitels *Debilitas nostri temporis* vom 10. Oktober 1422 hinzugefügt²⁹. Dieses hebt alle älteren Bestimmungen über geringe Vergehen sowie den Verzehr von Fleisch auf, abgesehen von der Adventszeit, dem Montag und Dienstag vor Aschermittwoch und sämtlichen Freitagen des Jahres.

- Auf Folium 125 ist im 3. Kapitel der 2. Distinktion *De subpriorē* der Satz *Si autem priorem in monasterio adesse noverit, claustrum non egrediatur nec licentiam loquendi det alicui, nisi ad mandatum ipsius, nec ipse loquatur, nisi breviter de instanti necessitate* durchgestrichen³⁰.

Ohne Zweifel geschah dies nicht aus antiquarischem oder dokumentarischem Interesse. Obschon die Statutenredaktion aus der Mitte des 12. Jahrhunderts schon nach zwei Jahrzehnten ihre Gültigkeit verlor und weiterhin eine Überarbeitung auf die andere folgte, fertigte man sich keine Abschriften davon an, sondern benutzte über die Jahrhunderte hinweg fernab von Prémontré in Windberg diese Handschrift. Man wußte zwar, daß es Veränderungen gab, nahm diese aber nur mehr zufällig und selektiv wahr. Bezeichnenderweise stammt die zweite erhaltene Windberger Statutenhandschrift aus der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts. Sie war wohl eine Frucht der Reformbestrebungen dieser Zeit. Aus dem Kodex des 12. Jahrhunderts übernahm man in sie nicht nur das Nekrolog, sondern auch den Brief Papst Gelasius' II. an Springiersbach und das *Praeceptum longius* mitsamt dem liturgischen Teil des *Ordo Monasterii*³¹.

²⁸ LEFÈVRE – GRAUWEN, *Statuts* (wie Anm. 1), S. 9, Z. 1-2.

²⁹ *Debilitas nostri temporis, in quo non solum merita, sed etiam tempora defecerunt, non patitur antiquorum canonum manere censuram. Et quia qualitas persone in penis sive penitentiis iniungendis sit inspicienda et hee qualitates cottidie immutentur, non mirum ergo, quod secundum varietatem temporum etiam varientur canones et statuta. Cum ergo in prologo statutorum nostri Ordinis expresse caveatur, quod transgressores eorumdem solum obligentur ad penam, non ad culpam, nisi hoc fiat ex contemptu, demptis tribus substantialibus votis Ordinis. Ex hiis ergo et aliis causis, nos ad hoc moventibus, et ad conservandas conscientias et tollendum scrupulum plurimorum per modum modificationis duximus statuendum, quod omnia et singula statuta de levibus culpis, de victu et esu carniū mentionem facientia, demptis ieiuniis Adventus, ferie secunde et tertie post <Esto mihi> et etiam feriis sextis per annum, discretionī et arbitrio singulorum prelatorum respective suorum subditorum utriusque sexus decernimus remanere.* Eine Edition der Dekrete des Generalkapitels von der Mitte des 13. bis zum Ende des 15. Jh. wird vorbereitet.

³⁰ LEFÈVRE – GRAUWEN, *Statuts* (wie Anm. 1), S. 23, Z. 15-18.

³¹ München, Bayerische Staatsbibliothek Clm 1030, fol. 1-56^v.

Wir besitzen hier ein typisches Beispiel für die seit langem bekannte Diskrepanz zwischen Rechtsanspruch, auch wenn dieser mit den härtesten Sanktionen versehen ist, und Rechtswirklichkeit im Mittelalter, eine Erscheinung, die auch uns nicht fremd ist, wenn wir etwa an heutige Straßenverkehrsordnungen und ihre Befolgung denken. Dieser Befund macht aber vor allem deutlich, wie unberechtigt es ist, von normativen Quellen einfach auf die tatsächlichen Gepflogenheiten in den einzelnen Klöstern zu schließen, denn das Windberger Verhalten dürfte nicht singular gewesen sein. Indirekt läßt sich aufgrund dieser Feststellung auch vermuten, daß die Windberger Äbte, und nicht nur sie, im Spätmittelalter das Generalkapitel kaum oder höchst selten besucht haben dürften.

Die Dekrete des Generalkapitels

Unmittelbar auf die 4. Distinktion der Consuetudines folgen 22 Dekrete des Generalkapitels³². Im Vorwort zu der Statutenredaktion von 1154 ist ausdrücklich vorgesehen, daß Beschlüsse des Generalkapitels hier in Zukunft ihren Platz finden sollten³³. Für weitere solcher Dekrete hat der Schreiber der Windberger Handschrift eigens den Rest von Folium 142 und das Blatt 142^v freigelassen. Allerdings vergebens, denn spätere Entscheidungen wurden nicht mehr nachgetragen³⁴.

1. *In abbatiis, ubi populus convenit, finita missa, benedictio dari conceditur, ubi vero non convenit, non conceditur*³⁵.
2. *Quotiens infra ambitum claustris processio fit, seculares non ad[mitti]-mus*³⁶.

³² Clm 1031, fol. 141^v-142. Der Folienwechsel wird durch ein Sternchen gekennzeichnet.

³³ LEFÈVRE – GRAUWEN, *Statuts* (wie Anm. 1), S. 1.

³⁴ In der Indersdorfer Abschrift des 15. Jh. fehlen die Dekrete. Sie dürften dennoch in der Vorlage aus Kloster Neustift gestanden haben, da sie aber im 15. Jh. nicht mehr aktuell waren, ließ man sie weg.

³⁵ Zum Schlußsegen in der Messe vgl. Josef A. JUNGSMANN, *Missarum Sollemnia*, Bd. II, Wien 1962, S. 544-554, speziell für die Orden S. 547-548. Jungsmann zitiert S. 548 aus dem Ordinarius der Dominikaner von 1256: *Et si consuetudo patriae fuerit et extranei affuerint hoc expectantes, dei benedictionem secundum modum patriae*. – Die Ordinarien der Prämonstratenser aus dem 12. und 13. Jh. sehen keinen Schlußsegen vor. Vgl. Placide F. LEFÈVRE, *L'Ordinaire de Prémontré d'après des manuscrits du XII^e et du XIII^e siècle* (Bibliothèque de la Revue d'Histoire Ecclésiastique 22), Löwen 1941, S. 14.

³⁶ Die unterstrichenen Worte sind radiert. Der in Klammern gesetzte Wortteil ist nicht mehr zu lesen und wurde als probabel ergänzt.

3. *Prefationem <Qui mortem nostram> pro defunctis non dicemus.*
4. *Psalmos <Levavi oculos meos> et <Letatus sum> pro prelatis, cum exierint et redierint, non dicemus, sed simpliciter pro ipsis sicut pro alio fratre <Salvum fac servum tuum>.*
5. *Sorores nostras ad alias sorores nostri Ordinis, nisi omnino ubi remanere debeant, non emittemus.*
6. *Pro medicinis eas exire numquam sinemus.*
7. *Numquam mulieres seculares ad officinas claustrum considerandas vel sorores visitandas introducemus.*
8. *Pueros in claustrum nostrum non docebimus, nisi nobiscum vel in Ordine nostro remanere voluerint.*
9. *Similiter et puellulas in claustrum sororum, nisi cum eis vel in Ordine remanserint, doceri non sinemus.*
10. *Abbates in sextis feriis tamdiu in pane et aqua ieiunabunt, quoad usque wambicia³⁷ deponant.*
11. *Quicumque abbas institutiones servari non fecerit, similiter in sextis feriis in pane et aqua ieiunabit.*
12. *Fratres, qui eas recipere noluerint, similiter ieiunabunt.*
13. *Ipsas consuetudines singulis annis ad capitulum nostrum propter uniformitatem litere offeremus.*
14. *Hospites ad dedicationes et summas sollempnitates nostras propter Ordinis observantiam non invitabimus. Si autem, non invitati, venerint et familiares fuerint, honeste in choro ponantur, cursores autem excludantur.*
15. *Nullus abbas ab abbacia sua, nisi in communi patrum capitulo, deponetur.*
16. *Pellicia nuda non portabimus.*
17. *Scapulari discincto non incedamus.**
18. *Numquam abbas loci fratrem aliquem <meum>, sed <nostrum> dicet.*
19. *Numquam fratres nostros simplici nomine, sed <fratre> premissio vocabimus.*
20. *Ubi in consuetudinibus habetur <ad provisorem pertinet>, hoc abradetur et <ad cellerarium exteriorum pertinet> scribetur.*
21. *Regi Francie et regine in obitu eorum sicuti pro abbate officium faciemus, sed, ne oblivioni tradatur, in libris nostris intitulabimus.*
22. *Mulieres in domo hospitum sive infra septa monasterii nulla ratione pernoctabunt.*

³⁷ In der Handschrift steht wamdicia.

Die zeitliche Einordnung dieser 22 Dekrete hängt ab von einer Datierung der ältesten Statuten der Prämonstratenser, die R. Van Waefelghem nach einer Münchener Handschrift aus Schäftlarn veröffentlicht hat³⁸.

In seinen *Annales breves Ordinis Praemonstratensis* berichtet Dupré 1645, auf Betreiben Norberts von Xanten habe 1130 in Prémontré das erste Generalkapitel des Ordens stattgefunden, an dem die Äbte Hugo von Prémontré, Walter von Laon, Richard von Floreffe, Waltmann von Antwerpen, Heinrich von Viviers und Odo von Bonne-Espérance teilgenommen hätten³⁹. Da Dupré hierfür, wie grundsätzlich für seine Mitteilungen, keine Quelle nennt, könnte man versucht sein, in ihr keine eigenständige Überlieferung zu sehen, und annehmen, er habe die Nachricht der *Vita B* Norberts von Xanten entnommen, die inhaltlich das Gleiche berichtet⁴⁰. In der Behauptung, diese Zusammenkunft sei auf eine Anordnung Norberts zurückgegangen, könnte man sodann den Versuch sehen, auch die Einrichtung des Generalkapitels nachträglich dem Ordensstifter selbst zuzuschreiben, zumal es nach der *Vita B* anscheinend die sechs Äbte waren, welche die Initiative zu diesem Treffen ergriffen hatten, um einer drohenden Auflösung des Ordens entgegenzuwirken.

Für Duprés Nachricht spricht folgendes: Sie nennt im Unterschied zur *Vita B* die Äbte namentlich, sie spricht von der Abtei Viviers, die schon 1153 nach Valséry verlegt wurde und seitdem diesen Namen trug, vor allem aber behauptet sie, die Zusammenkunft habe 1130 stattgefunden.

³⁸ Raphael VAN WAEFELGHEM, *Les premiers statuts de l'ordre de Prémontré*. Le Clm 17174 (XII^e siècle), in: *Analectes de l'ordre de Prémontré* 9 (1913) S. 1-74.

³⁹ Maurice DUPRÉ, *Annales breves Ordinis Praemonstratensis*, Amiens 1645. Neuauflage, besorgt von Ignaz VAN SPILBEECK, Namur 1886, S. 5: *Anno Domini MCXXX. Praemonstrati celebratum est ex instituto patris Norberti primum ordinis capitulum, cui interfuerunt abbates Hugo Praemonstratensis, Walterus Laudunensis, Richardus Floreffiensis, Waltmannus Antverpiensis, Henricus Vivariensis et Odo Bonae Spei*. – Dieselbe Nachricht mit Verweis auf Dupré findet sich auch in den Akten des Abtes Charles L. Hugo: Nancy, Bibliothèque municipale, Ms. 999 (1774), S. 16. – Für die Zusendung des Werkes von Dupré sei Herrn P. Dr. Leo Van Dyck, Tongerlo, herzlich gedankt. – Vor Dupré hatte schon Le Paige mitgeteilt, das erste Generalkapitel habe 1130 stattgefunden. Vgl. LE PAIGE, *Bibliotheca* (wie Anm. 12), S. 419.

⁴⁰ Migne PL 170, Sp. 1330-1331. Nach einem Bericht über die Wahl der ersten Äbte fährt die *Vita* fort: *Isti quinque* (nämlich die Äbte von Prémontré, Antwerpen, Floreffe, Laon und Viviers) *et sextus, quem ad locum, qui dicitur Bona Spes, statim post introitum suum abbas Praemonstratensis exposuerat, instantem dissolutionem Ordinis in plerisque locis videntes et maiorem futuram metuentes, ad diem statutum in loco determinato conveniunt et, quidquid ad praesens in domibus suis superfluum esse videbatur, recedentes, deinceps ad similitudinem et exemplum Cisterciensium annuatim se reversuros simul, ad Ordinis sui sinistra corrigenda, firmaverunt*.

Hierfür und für die gesamte Nachricht gibt es nämlich ein wichtiges Zeugnis, das Privileg Papst Innozenz' II. vom 12. April 1131⁴¹.

Adressat ist Abt Hugo von Prémontré, seine Mitäbte, die Pröpste, Prioren und alle Brüder des, wie der Papst ausdrücklich sagt, Prämonstratenserordens. Noch interessanter aber ist der Petent des Privilegs, der Magdeburger Erzbischof Norbert, der Ordensstifter selbst⁴².

Der Papst nimmt zuerst alle Personen und Klöster des Ordens in seinen Schutz. Sodann bestätigt er *formam et modum regulae et praerogativam religionis, quae hodie in Praemonstrata ecclesia observatur*. Das aber sind die *institutiones* oder *consuetudines* von Prémontré, die auf Norbert selbst zurückgingen. Auf sie, die *institutiones fratrum Praemonstratensium*, haben die Päpste fortan die einzelnen Klöster des Ordens, wenn sie um ihre Bestätigung nachsuchten, verpflichtet.

Wir dürfen demnach zu Recht annehmen, daß die sechs Äbte, von denen drei von Norbert selbst kurze Zeit vorher eingesetzt worden waren, tatsächlich im Auftrag Norberts 1130 zusammentraten und, als ersten Schritt zur Konsolidierung des Ordens, die Gewohnheiten von Prémontré für sich und ihre Klöster als verbindlich annahmen. Das bedeutet schließlich, daß die ältesten Statuten der Prämonstratenser tatsächlich auf das Jahr 1130 zu datieren sind. Norbert selbst war es dann, der sie dem Papst vorlegte und um ihre Bestätigung bat⁴³.

Auch wenn ihm seine Aufgaben als Erzbischof von Magdeburg nicht genügend Zeit für seinen Orden ließen, dürfte er doch dessen Entwicklung bis zu seinem Tod beeinflußt haben. Wie sehr ihm seine Gemeinschaft am Herzen lag, zeigen schon sein Kampf um die Besetzung des Magdeburger Marienstiftes mit Prämonstratensern und seine Bemühungen um Ausbreitung des Ordens in Sachsen.

⁴¹ JAFFÉ – LÖWENFELD, *Regesta* (wie Anm. 7) 7465 (5355); LE PAIGE, *Bibliotheca* (wie Anm. 12), S. 419-420; Migne PL 179, Sp. 87.

⁴² Wahrscheinlich war Norbert selbst bei der Ausstellung der Urkunde in Laon anwesend. Vgl. Wilfried M. GRAUWEN, *Norbert, Erzbischof von Magdeburg (1126-1134)*, 2. überarbeitete Aufl., übersetzt und bearbeitet von Ludger Horstkötter, Duisburg 1986, S. 302.

⁴³ Diese Statuten hatten daher gewiß keinen stark ‚privaten‘ Charakter, wie jüngst noch behauptet wurde. Vgl. Florent CYGLER, *Ausformung und Kodifizierung des Ordensrechtes vom 12. bis zum 14. Jh.* Strukturelle Beobachtungen zu den Cisterziensern, Prämonstratensern, Kartäusern und Cluniazensern, in: Gert MELVILLE (Hg.), *De ordine vitae*. Zu Normvorstellungen, Organisationsformen und Schriftgebrauch im mittelalterlichen Ordenswesen (*Vita regularis*. Ordnungen und Deutungen religiösen Lebens im Mittelalter, Bd. I), Münster 1996, S. 20, Anm. 58.

Kommen wir zurück zur Frage nach der Datierung der 22 Dekrete. Die Schäftlarnner Handschrift, welche die Statuten von 1130 enthält, ist nicht vor 1139 geschrieben worden, denn im Anschluß an die Statuten enthält sie fünf Privilegien von Päpsten, zuletzt eine Urkunde Papst Innozenz' II. vom 29. Dezember 1138, die zusammen mit den *Consuetudines* vom selben Schreiber abgeschrieben wurden⁴⁴. Dieses letzte Privileg bricht mitten im Text ab. Danach ist ein ganzes Quaternio verlorengegangen. Eine nähere Datierung der Handschrift scheidet daher mangels weiterer Urkundenabschriften aus. Die Dekrete müssen jüngeren Datums sein als 1139, denn weder enthält die Handschrift eines von ihnen, noch ist in ihr, wie im Dekret 20 vorgesehen, der Ausdruck *ad provisorem pertinet* durch *ad cellerarium exteriorum pertinet* ersetzt worden⁴⁵. Andererseits sind sämtliche Dekrete vor dem Jahr 1154 erlassen worden, denn in der in diesem Jahr vom Generalkapitel angenommenen grundlegenden Redaktion der Statuten sind die Bestimmungen der Dekrete 17 und 20 schon enthalten⁴⁶. Die 22 Dekrete sind damit in die Jahre 1140 – 1153 zu datieren.

Wie wir aus ihnen erfahren, gestattete der Orden sowohl in den Männer- wie in den Frauenklöstern eine interne Schule auch für solche Kinder, die nicht in den Orden eintreten wollten, externe Schüler lehnte er dagegen ab (Dekrete 8 und 9). Gäste, vor allem ist wohl an Verwandte der Konventualen oder Wohltäter des Klosters gedacht, wurden zu kirchlichen Hochfesten nicht eingeladen, konnten aber, wenn sie aus eigenem Antrieb kamen, am Gottesdienst teilnehmen, nicht hingegen an Prozessionen innerhalb der Klausur (Dekrete 2 und 14). Änderungen an den Statuten wurden von den jährlichen Generalkapiteln in einzelnen Punkten auch außerhalb einer generellen Revision vorgenommen (Dekret 13). Die Absetzung eines Abtes wurde weder den Bischöfen noch den Vateräbten oder den einzelnen Konventen zugestanden, sondern allein dem Generalkapitel vorbehalten (Dekret 15).

Wichtiger als die Frage nach dem, was diese Dekrete aussagen, ist für uns eine Feststellung dessen, was sie nicht enthalten.

Zuerst einmal suchen wir ein Dekret, das die Auflösung der Doppelklöster anordnete, vergeblich. In zahlreichen Veröffentlichungen wird bis

⁴⁴ München, Bayerische Staatsbibliothek Clm 17174, fol. 40-42^v. Vgl. VAN WAEFELGHEM, *Statuts* (wie Anm. 38), S. 4.

⁴⁵ Vgl. VAN WAEFELGHEM, *Statuts* (wie Anm. 38), S. 23, Kap. 8.

⁴⁶ Vgl. LEFÈVRE – GRAUWEN, *Statuts* (wie Anm. 1), S. 28, Kap. 10 und S. 51, Kap. 14. Das in dem letztgenannten Kapitel verwandte Adjektiv *distinctum* beruht, wie schon angegeben, auf einer Fehllese und ist durch *discinctum* zu ersetzen. Vgl. Anm. 25.

heute, gestützt auf Le Paige, angeführt, ein solches Dekret sei um das Jahr 1140 vom Generalkapitel erlassen worden⁴⁷. Le Paige, obgleich unklar in seiner Formulierung, behauptet aber nicht, das Generalkapitel habe ein Dekret für den gesamten Orden erlassen, sondern habe zugestimmt, daß Abt Hugo von Prémontré die in seinem Kloster seit Norberts Zeiten ansässigen Schwestern in das nahebei gelegene Fontenelle transferiert habe. Die Datierung um 1140 beruht auf der Bestätigungsurkunde für Fontenelle aus dem Jahr 1141⁴⁸. Es hat keinen Beschluß des Generalkapitels gegeben, der die Auflösung der Doppelklöster für den gesamten Orden anordnete, denn ein solcher wäre auch 1154 noch aktuell gewesen und müßte unter den bis dahin erlassenen Dekreten zu finden sein. Die Auflösung der Doppelklöster entsprach den allgemeinen Bestrebungen der Zeit. Die Springiersbacher waren hierin den Prämonstratensern schon vorausgegangen⁴⁹. Vor allem das nun anschließend zu besprechende Dekret setzt noch die Doppelklöster voraus.

Auch das häufig zitierte Dekret *Quoniam instant tempora periculosa*, durch das dem gesamten Orden die weitere Aufnahme von Frauen in die Klöster untersagt wird⁵⁰, fehlt unter den 22 Dekreten. Es kann also erst nach 1155 erlassen worden sein. Damit rücken wir auf wenige Jahre dem Schisma nahe, das von 1159 bis 1177 die abendländische Kirche und damit auch den Prämonstratenserorden spaltete. Aus dieser Zeit dürfte mit größter Wahrscheinlichkeit das Dekret stammen, aus einer Zeit also, in der die Prälaten aus dem Reich dem Generalkapitel fernblieben und

⁴⁷ LE PAIGE, *Bibliotheca* (wie Anm. 12), schreibt S. 421-422: *Caeterum, quia primo fervore Ordinis tepescente improvida securitas torporem et negligentiam inducere coeperat, beatus Hugo patrum capituli generalis decreto sanciri fecit, ne deinceps sanctioniales Praemonstratensis Ordinis idem cum viris religiosos contubernium, ut initio plantationis Norbertinae fieri solebat, admitterentur, sed remotiori loco seiunctae transferentur. Cuiquidem patrum decreto, ut faceret satis, ipse sorores, quas sanctus Norbertus Praemonstrati in suo primario sacello et in sacello sanctorum Gervasii et Protasii, xenodochii sui, collocaverat, remotius ad monasterium Fontanellae, quod a domino Bartholomaeo, Laudunensi antistite, leuca a Praemonstrato distat, constructum et aedificatum, transtulit.*

⁴⁸ Ebd., S. 422-423.

⁴⁹ Vgl. Ferdinand PAULY, *Springiersbach*. Geschichte des Kanonikerstifts und seiner Tochtergründungen im Erzbistum Trier von den Anfängen bis zum Ende des 18. Jahrhunderts (Trierer Theologische Studien 13), Trier 1962, S. 16-21.

⁵⁰ Vgl. Edmond MARTENE, *Primaria instituta canonicorum Praemonstratensium*, in: Ders., *De antiquis ecclesiae ritibus* III, 2. erweiterte Aufl., Antwerpen 1737 (Neudruck Hildesheim 1967), Sp. 925-926; ebenfalls KRINGS, *Ordensrecht* (wie Anm. 3), S. 195-196, Nr. 3.

vermutlich nur die Äbte aus dem Königreich Frankreich nach Prémontré kamen⁵¹.

Gegen diese und weitere ähnliche Entscheidungen des Generalkapitels⁵², die sich in erster Linie gegen das Institut der Doppelklöster, in der Folge dann aber auch gegen die Frauenklöster überhaupt richteten, gab es erheblichen Widerstand im Orden⁵³. Es waren vor allem die Prälaten aus dem Reich, die sich nach dem Schisma nicht bereit zeigten, ihre Frauenklöster aufzugeben⁵⁴.

Indirekt spielt wohl auch ein Brief Papst Alexanders III. an Abt Philipp von Prémontré (1161-1171), dessen Datumszeile nicht überliefert ist, auf die Entscheidung des Generalkapitels über die Schwestern an, obschon in ihm ausdrücklich nur von umstrittenen Beschlüssen über die Konversen die Rede ist, die für erhebliche Unruhe gesorgt hatten. Darin fordert der Papst den Abt und das Generalkapitel eindringlich dazu auf, alle Neuerungen, die zu einer Spaltung im Orden führen könnten, auf die Zeit nach Beendigung des Schismas zu vertagen, wenn auch die Äbte aus anderen Ländern wieder am Generalkapitel teilnehmen könnten⁵⁵.

⁵¹ In den Akten Hugos findet sich eine Liste der 24 Prälaten, die 1172 am Generalkapitel teilnahmen. Alle stammen aus im Königreich Frankreich gelegenen Abteien: Hugo Praemonstrati (Prémontré), Bartholomaeus Lauduni (Laon), Villelmus Cuiassiaci (Cuissy), Herbertus Vallis Serenae (Valsery), Odo Vallis Secretae (Valsecret), Volebaldus Loci Restaurati (Lieu-Restauré), Anscherus Sancti Judoci (Dommartin), Ulricus Sancti Justi (St. Juste-en-Chaussée), Ulricus Marchasii Radulphi (Marcheroux), Petrus Ressonii (Ressons), Hugo Sancti Andreae (St. André-au-Bois), Julianus de Calvo Monte (Chaumont), Ludovicus Bucilei (Bucilly), Gillebertus Montis Sancti Martini (Mont St. Martin), Ainfredus de Claro Fonte (Clairefontaine), Stephanus Viconiae (Vicogne), Nicolaus Sancti Foillani (St. Feuillien), Gregorius Tenoliae (Thenailles), Adam Viromandiae (Vermant), Ulricus de Brana (Braine), Radulphus de Castello Mortaniae (Chateaudieu), Absalon Tranchinii (Drongen), Hugo Furnarum (Veurne), Eustachius Ambiani (Amiens): Nancy, Bibliothèque municipale Ms. 999 (1774), fol. 18^v.

⁵² Vgl. KRINGS, *Ordensrecht* (wie Anm. 3), S. 196 Nr. 5, 200 Nr. 16, 203-204 Nr. 28.

⁵³ Vgl. Bruno KRINGS, *Das Prämonstratenserstift Arnstein an der Lahn im Mittelalter (1139 – 1527)* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Nassau 48), Wiesbaden 1990, S. 333-339.

⁵⁴ Vgl. hierzu demnächst in einer Publikation über die Prämonstratenser in den *Studien zur Germania Sacra* des Max-Planck-Instituts für Geschichte: Bruno KRINGS, *Die Prämonstratenser und ihr weiblicher Zweig*.

⁵⁵ *Universitati vestrae consulimus et monemus, quatenus turbationem Ordinis, quanto potestis studio evitantes, universas novitates, de quibus inter vos aliqua scissura possit emergere, in tempus aliud differatis. Continete vos intra terminos patrum vestrorum et videte, ne, dum vos ad nova et dubia desideratis extendere, quae certa tenetis et sensistis utilia, cum plurimo dispendio amittatis... Vitae igitur ex nostro consilio usque ad pacem ecclesiae, donec plenius coabbates vestri ex omni parte convenient, omnes, quae scissuram possent facere, novitates.* JAFFÉ – LÖWENFELD, *Regesta* (wie Anm. 7), 1663 (7790); Migne PL 200, Sp. 615.

Die Consuetudines der Konversen

Die 82 Kapitel der Statuten von 1130 enthalten außer dem allgemeinen Ordensrecht solche, die das Leben der Kanoniker, der Konversen und der Schwestern regeln⁵⁶. Im Zuge der Neubearbeitung des Ordensrechtes wurden 1154 für die drei verschiedenen Personengruppen des Ordens unterschiedliche Rechtsordnungen geschaffen, der *Liber consuetudinum de ordine clericorum*, die *Consuetudines de ordine laicorum* und, so müssen wir konsequenterweise annehmen, auch *Consuetudines de ordine sororum*. Ein Exemplar der letzteren wurde bisher nicht gefunden. Sie scheinen verloren zu sein⁵⁷. Die Windberger und die Indersdorfer Handschrift enthalten nach dem *Liber consuetudinum de ordine clericorum* auch die Gewohnheiten der Konversen⁵⁸.

Da die von Gerits nach der Indersdorfer Handschrift veröffentlichten *Consuetudines laicorum*⁵⁹ fehlerhaft sind, werden diese hier erneut nach der besseren Handschrift des 12. Jahrhunderts aus Windberg abgedruckt. Der Inhalt dieser 18 Kapitel umfassenden Gewohnheiten ist überwiegend den Kapiteln der ältesten Statuten entnommen, welche die Konversen angehen.

Der Text ist, soweit er den Statuten von 1130 entnommen ist, kursiv, soweit er neu ist, in der Grundschrift gesetzt. Die Windberger Handschrift wird als A, die Indersdorfer als B bezeichnet. Der Folienwechsel wird nach der Windberger Handschrift durch Sternchen, nach der Indersdorfer durch Kreuzchen angezeigt. Zu Ende der einzelnen Abschnitte ist die Nummer der Kapitel der ältesten Statuten nach der Edition Van Waefelghems angegeben, aus der der kursiv gesetzte Text stammt⁶⁰.

Die Consuetudines de ordine laicorum

Capitula⁶¹

1. De ieiunio laicorum fratrum
2. Quid eis addiscere liceat

⁵⁶ Die Kapitel 34, 48-49 und 64-72 betreffen die Konversen, die Kapitel 74-81 die Schwestern.

⁵⁷ Vgl. hierzu KRINGS, Ordensrecht (wie Anm. 3), S. 109-110.

⁵⁸ Die Windberger Handschrift (CIm 1031) auf den Folien 143-146, die Indersdorfer (CIm 7702) auf den Folien 92^v-95.

⁵⁹ Vgl. Anm. 15.

⁶⁰ VAN WAEFELGHEM, *Statuts* (wie Anm. 38).

⁶¹ B: *Capitula super consuetudines laicorum*.

3. De orationibus eorum
4. Quomodo surgant ad matutinas
5. Quomodo convenient ad refectionem
6. Quas officinas ingredi liceat
7. In quibus locis continuum silentium servetur⁶²
8. De communi auditorio⁶³
9. De his, qui extra laborant: Quomodo respondeant transeuntibus
10. De preponendo fratre in singulis officiis
11. Ut prelati officiorum subiectis suis necessaria provideant
12. Ut, qui a magistro reprehenditur, continuo veniam petat
13. Quomodo emendentur culpe in curiis
14. Ne frater de curia absque licentia vadat ad abbatiam
15. De directis in via
16. De novitiis
17. Ne mulieres molendina vel curias nostras ingrediantur⁶⁴
18. Quomodo institutiones recitentur fratribus

Expliciunt capitula

Incipiuntur consuetudines de ordine laicorum

1. De ieiunio eorum

Laici conversi ieiunabunt a festo sancte Crucis usque ad Quadragesimam omni sexta feria, nisi Natalis Domini occurrat in ea; et a festo sancti⁶⁵ Martini usque ad Nativitatem Domini cottidie, exceptis dominicis diebus. Considerare tamen oportet qualitatem laboris singulorum gravioris vel levioris, et secundum hoc ieiunium eorum disponere, in abbatum erit discretione. (48)

2. Quid eis addiscere liceat+

<Credo in deum>, <Pater noster>, <Miserere mei deus> et benedictionem cibi laicis fratribus addiscere licebit. Libelli vero nulli permittantur eis. (49)

⁶² B: *servetur silentium.*

⁶³ B: *adiutorio.*

⁶⁴ B: *molendina nostra ingrediantur et curias nostras.*

⁶⁵ B: *sancti* ausgelassen.

3. De orationibus eorum

Ante matutinas dicent semel <Credo in deum> et <Pater noster>. Deinde * pro matutinis dicent <Pater noster> vigies quinquies; ad primam septies, similiter ad tertiam, sextam et nonam; ad vespervas quinquies decies; ad completorium septies. Post completorium dicent semel <Credo in deum> et <Pater noster>. Singulis septimanis pro fratribus nostri Ordinis, qui in diversis locis, nobis ignorantibus, moriuntur, centies <Pater noster>. In loco autem, ubi frater vel soror moritur, eiusdem ecclesie fratres intra tricenarium dicent pro eo quingenties⁶⁶ <Pater noster>.

4. Quomodo surgant ad matutinas

Ad matutinas signum consuetum fiat. Quo audito, omnes surgant, nisi per licentiam pro infirmitate sive fatigatione vie vel laboris aliqui remaneant. Et qui in abbazia manent, simul et ordinate ad monasterium vadant, preter illos, qui deputati fuerint ad officinas custodiendas. Qui autem sunt in curia, accenso lumine, in determinato loco veniant et, completa oratione, ad signum magistri recedant. (71)

5. Quomodo convenient ad refectionem

*Hora refectionis ille, qui preest ministris, secundum consuetudinem signum faciat et in abbazia et in curia singulis diebus. Quo audito, omnes convenient et, lotis manibus, loco determinato sedeant, donec iterum signum introeundi fiat. Et tunc ingredienties secundum ordinem, quo semel dispositi fuerint a magistro conventus, sedeant. Hac hora qui defuerit, nisi ex precepto et nisi iustam necessitatem magistro⁶⁷ ministrorum dixerit, non ei aliud detur, quam communis conventus habuerit et inde + veniam petens vel clamatus * ad correptionem se preparet. (70)*

6. Quas officinas ingredi liceat

In dormitorium et in domum, ubi ad ignem conveniunt, licebit omnibus intrare, quotiens necesse fuerit, et in refectorium solis ministris, qui ad preparandum vel ministrandum deputati fuerint; ceteris fratribus hora

⁶⁶ A: quinquiesies; B: quingesies, darüber CCCCC.

⁶⁷ B: a magistro.

tantum communis refectionis, nisi infirmi vel in viam⁶⁸ dirigendi vel alia necessaria occupatione detenti ex precepto, ante vel postea comedant, et tunc ad nutum magistri ministrorum ingrediantur et, ubi ille innuerit, sedeant. In ceteras officinas, continuo silentio deputatas, absque licentia nemo ingrediatur preter illos, qui addicti sunt singularum officiis, neque in domibus hospitum. (65)

7. In quibus locis continuum silentium servetur⁶⁹

*Fratres conversi, sive in curiis sive in abbazia demorentur, habeant determinata loca ad continuum silentium, scilicet domum, ubi ad ignem conveniunt, dormitorium, refectarium, cellarium, coquinam, pistrinum, cambam, infirmitorium, domum portarii, operatoria⁷⁰ pellificum, textorum, sutorum, fabrorum, domum ad faciendos caseos, ovile in eis horis, quibus mulgent oves, stabula vaccarum, quando mulgent eas, et si tot vel plura vel pauciora habeantur alia huiusmodi loca. In his locis nemo loquatur. Ideo fratres habeant necessaria signa, quibus invicem significant, quantum instans negotium exigit. Habeantur tamen intra istas officinas vel extra in vicino loca determinata, ubi magistri loquantur cum fratribus suis de necessariis instantis operis * tantum, que significare non poterunt breviter et stando. Alia autem eis ibi loqui non licebit.+ (64)*

8. De communi auditorio

Preterea determinetur certus auditorii locus iuxta domum, ubi frequentius fratres conveniunt, ubi ordinate de suis necessitatibus respondeatur eis et disponatur. (66)

9. De his, qui extra laborant: quomodo respondeant transeuntibus

Fratres, qui in vicinia abbacie sive alicuius curie exterioribus laboribus deserviunt, ut carpentarii, pastores, carrucarii, si viatores eos salutarint, qui preest, illos resalutet, ceteri acclinent cum silentio. Si de via quesierint, qui prefuerit, si viam sciat, extenta manu duobus aut tribus

⁶⁸ B: via.

⁶⁹ B: servetur durchgestrichen, ersetzt durch tenetur silentium.

⁷⁰ A: opertoria.

*verbis insinuet aut quanto paucioribus potest. Si amplius aliunde querant, dicat: <Plus mihi loqui non licet>*⁷¹. (67)

10. De preponendo fratre in singulis officiis

*In quocumque officio duo fratres habentur vel plures, unus preponatur, qui sollicitus sit de dispositione operis et de ammonendis fratribus. Cum quo loquantur sui fratres absque licentia*⁷², *quantum exigit necessitas sui negotii. Et quod per se supplere nequiverint, ipse requirat a provisoro, qui ei preest, sicut magister pellificum et alii huiusmodi a vestiario, magister pistrini et cambe a cellerario, et in curiis, qui preest in carruca vel in custodiendis ovibus sive armentis, a provisoro curie. De cetero, qui loquitur absque licentia, cui non debet loqui, sive ubi non debet aut unde non debet, clamatus in capitulo vel petens inde veniam, ad correptionem se preparet et una die in pane et aqua ieiunet.* (66)

11. Ut prelati officiorum subiectis suis⁷³ necessaria provideant *

Provisores curiarum vestes suis fratribus necessarias a vestiario requirant et acceptas ab illo pro facultate rerum et vestiarii consilio illis distribuunt. Similiter in abbazia, ubi plures fratres eiusdem officii sub uno magistro deserviunt, magister eorum a vestiario requirat vestes illis necessarias. Nec vestiarius absque magistrorum notitia aliquid eis distribuat, et cui dantur nove, veteres reddat. (69)

12. Ut, qui a magistro reprehenditur, continuo⁷⁴ veniam petat

Ubicumque magister discipulum de presenti culpa reprehenderit, ille statim veniam petat. (63)

13. Quomodo emendentur culpe in curiis

In curiis, ubi fratres sepius non visitantur ab abbate vel priore sive provisoro sacerdote, singulis septimanis fratres conveniant coram provisoro uniuscuiusque curie, etiam laico, certa die, qua omnes possint interesse, et si quis in preterita septimana publice scandalum fecerit, coram

⁷¹ A: licebit.

⁷² B: quantum exigit licentia, quantum exigit necessitas.

⁷³ B: sui.

⁷⁴ B: statim.

omnibus veniam petat et secundum modum conscriptarum penitentiarum satisfaciat. Sic emendatis singulis, pro penitentia, que singulis septimanis imponitur commorantibus in abbazia, ad⁷⁵ confessionem suam communiter accipiant correptionem a magistro et magister ab uno eorum. Et si quis contumax fuerit, ad comedendum panis et aqua tantum proponatur ei, donec satisfecerit. (72)

14. Ne frater sine⁷⁶ licentia de curia vadat ad abbatiam

*Fratres, qui in curia morantur, absque benevola licentia⁷⁷ provisoris sui non eant ad abbatiam. Quod si prevaricator institutionis et contemptor magistri sui perrexerit, si cognitum fuerit in abbazia, eum sic venisse et eadem * die redire potuerit, non comedat vel bibat, donec, ad curiam reversus, satisfaciat. Si vero remotior sit curia, ut eadem die redire non possit, modico sustentetur pane et aqua, ne deficiat, et alia ei non impendatur necessitas. (68)*

15. De directis in via

Fratres egredientes ad mensam silentium teneant, sicut in ordine clericorum scriptum est. Super culcitrans non iaceant. Missi vero ad loca religiosa, portario vel per portarium abbati vel priori tantum loquantur, et in quacumque abbatiam nostri Ordinis venerint, per omnia, sicut in suo monasterio, ordinem suum teneant. Quod si cum abbate suo venerint, quod eis preceperit⁷⁸, faciant.+ (42 u. 50)

16. De noviciis⁷⁹

Novicii conversi in quacumque domo vel officio ponentur, illum magistrum habeant, qui illi domui vel officio preerit. Per omnia et ubique cum professis ordinem teneant. Ad emendationem tantum culparum cum professis non remaneant. Quicumque in probatione moriuntur, de eis sicut de professis fiat. Si vero contigerit, ut aliquis coniugali nexu ligatus, fratribus hoc ignorantibus, suscipiatur, dum cognitum fuerit, eiciatur. Quod si postea sigillum episcopi sui

⁷⁵ B: ausgelassen.

⁷⁶ B: *absque*.

⁷⁷ A: zuerst *benivolentia*, dann vom Korrektor durch *benivola licentia* ersetzt; B: *benivolentia*.

⁷⁸ B: *preceperint*.

⁷⁹ B: Überschrift ausgelassen.

*vel certum testem adduxerit, quod uxor eius, castitatem vovens, illum absol-
verit, recipi poterit, probationem denuo peracturus.* (34)

17. Ne mulieres molendina vel curias nostras ingrediantur⁸⁰

*Mulieres in molendina nostra, que fratres custodiunt, non ingrediantur.
Et si importuna violentia annonam suam afferant, non eis molatur.* Simi-
liter in curias nostras, nisi ubi soro * res manent, non ingrediantur vel
mature aliquae pro familiaritate sui beneficii cum duabus sociabus, de qui-
bus mala suspicio nequeat haberi. (73)

18. Quomodo institutiones recitentur fratribus⁸¹

Institutiones conversorum singulis mensibus in capitulo abbacie interpreten-
tur eis. Provisor autem curiarum, sacerdos vel clericus, conscriptas ad inter-
pretandum in curiis eas secum deferat. Et si non singulis mensibus visitet
curias, quantotius post mensem illuc venerit, interpretari non negligat et
secundum ordinem et distractionem institutionum⁸² ibi culpas emendet.

Summary

This study presents an until unknown original text of the first review of the
Premonstratensian statutes from the year 1154 following the Munich manuscript
Clm 1031 originating from the abbey of Windberg.

The oldest statutes of the order, edited by R. Van Waefelghem, have been
ratified in 1130 during the first general chapter and were confirmed by Pope
Innocent II on petition of the founder himself, Norbert of Xanten.

A decree of the general chapter from about 1140, concerning the whole order
and regulating the dissolution of the double monasteries, has never existed.
The famous decree, which prohibited the further admission of women into the
double monasteries, cannot have been issued by the general chapter before 1155.
Probably it did not exist until the occidental schism (1159-1177).

22 decrees from 1140 to 1153 as well as the special statutes for the converses
from 1154 are published about the above mentioned Munich manuscript.

Kehlbachstraße 28
D-56567 Neuwied

Bruno KRINGS

⁸⁰ B: *vel curias* ausgelassen.

⁸¹ B: Überschrift ausgelassen.

⁸² B: *distractionum*, sodann *institutionum* ausgelassen.

Die ältesten Klostergesetzgebungen von Prémontré, Oigny, Cîteaux, Klosterrath und Arrouaise und ihre Beziehungen zueinander

Einleitung¹

Bei der Arbeit an meiner Dissertation *Das kulturelle Umfeld des mittelalterlichen Kirchengebäudes (12.-16. Jahrhundert)*, insbesondere bei den *Prämonstratensern* stieß ich wiederholt auf die Problematik der Klostergesetzgebungen des 12. Jahrhunderts². Ich war damals überzeugt, einer Anzahl neuer Einsichten auf die Spur gekommen zu sein, konnte dies jedoch nicht sofort weiterverfolgen, weil es im Zusammenhang jener Untersuchung zu weit geführt hätte. Deshalb habe ich diese Überlegungen nun erneut aufgegriffen und zum Thema einer eigenen Untersuchung gemacht.

Im Mittelpunkt aller nachfolgenden Überlegungen steht die älteste Gesetzgebung von Prémontré. Zunächst wird diese Gesetzgebung mit der von Oigny verglichen, danach werden beide Gesetzgebungen zu denen von Cîteaux und Klosterrath in Beziehung gesetzt. Das zweite Kapitel geht auf die bisher zu wenig beachtete Tragweite ein, die sich hinter dem Gebrauch des Titels *Abt*, *Propst* und *Prior* in der Gesetzgebung von Prémontré verbirgt. Im abschließenden dritten Kapitel werden die Konversengesetzgebungen von Cîteaux, Prémontré, Oigny und Arrouaise miteinander verglichen.

Diese Studie über die ältesten Klostergesetzgebungen wird durch fehlende Textzeugen erschwert. In den meisten Fällen blieb von ein und derselben Redaktionsschicht nur ein einziges Exemplar erhalten, und das noch in einer späten Abschrift. Bei einer solchen Ausgangslage wäre es gewagt, das Verhältnis der ältesten Klostergesetzgebungen zueinander

¹ Mein herzlicher Dank gilt Herrn Pater Ludger Horstkötter, Prämonstratenser-Abtei Hamborn in Duisburg, der mein niederländisches Manuskript ins Deutsche übersetzt hat. Ein Verzeichnis der im Text gebrauchten Abkürzungen ist angefügt.

² D. VAN DE PERRE, *De culturele horizon van het middeleeuwse kerkgebouw (12de-16de eeuw) in het bijzonder bij de premonstranzers. Vergelijkende, cultuurhistorische studie van zijn intellectuele en functionele context* (Doktorarbeit im Fach Geschichte KU Löwen, maschinenschriftlich), Löwen [Leuven] 1998.

ausschließlich aufgrund eines Textvergleichs von zufällig noch vorhandenen Handschriften bestimmen zu wollen, zumal uns heute alle Erkenntnismöglichkeiten fehlen, um sachgerecht ermitteln zu können, als wie repräsentativ eine ganz bestimmte Statutenredaktion einzustufen ist bzw. wie groß damals die Variationen innerhalb der Abschriften ein und derselben redaktionellen Schicht gewesen sein mögen.

Aus diesem Grund habe ich meine Aufmerksamkeit sehr stark auf das Herausarbeiten von strukturellen Elementen in den Gesetzgebungstexten gerichtet. Eine gleichartige Struktur des Textverlaufs kann die Abhängigkeit einer Textpassage von einer anderen weitaus verlässlicher anzeigen als die buchstabengetreue Wiederholung einzelner Wörter. Ich werde demgemäß deutlich zwischen der redaktionellen Schicht (Phase) einer bestimmten Gesetzgebung und den tatsächlich überlieferten Quellentexten unterscheiden, die lediglich ein mehr oder weniger repräsentatives Zeugnis für eine bestimmte redaktionelle Fassung bieten.

1. Das Verhältnis der Gesetzgebungen von Prémontré und Oigny zueinander, angesichts ihrer offensichtlichen Abhängigkeit von Cîteaux und Klosterrath

1.1. Die erste und zweite Statutenredaktion von Prémontré

Die Gemeinschaft der Prämonstratenser wurde 1121 durch Norbert von Xanten ins Leben gerufen³. Nachdem Norbert ab 1126 als Erzbischof von Magdeburg ganz in seinem neuen Betätigungsfeld aufging, nahm er auch innerlich Abschied vom weit entfernt liegenden Prémontré. Dort wurde Hugo von Fosses 1128 zum ersten Abt berufen⁴. Er gilt als der eigentliche Organisator dieses größten Chorherren-Ordens. Bis 1126 war die ganze Gemeinschaft allein auf »Vater Norbert« als der führenden Persönlichkeit zugeschnitten. Nach seinem Weggang gab es für die sich stetig

³ Die Bibliographie zu *Norbert* ist sehr umfangreich. Verwiesen sei hier auf W.M. GRAUWEN, Artikel *Norbert de Magdebourg*, in: *Nouvelle Biographie Nationale*, Bd. 2, Brüssel 1990, S. 289-294; K. ELM, *Norbert v. Xanten*, in: *Lexikon des Mittelalters*, Bd. 6, München-Zürich 1993, Sp. 1233-1235; W. M. GRAUWEN, *Norbertus aartsbisschop van Maagdenburg (1126-1134)*, Brüssel 1978 [2. Auflage deutsch: *Norbert, Erzbischof von Magdeburg (1126-1134)*, Duisburg 1986].

⁴ W.M. GRAUWEN, *Hugo van Fosse, organisator van de premonstratenzerorde*, in: *Nationaal Biografisch Woordenboek*, Bd. 3, Brüssel 1968, Sp. 412-421, und W.M. GRAUWEN, *Hugues de Fosses*, in: *Nouvelle Biographie Nationale*, Bd. 2, Brüssel 1990, S. 228-232.

ausbreitende Gemeinschaft kein Organisationskonzept, das auch ohne ihn funktioniert hätte. Das läßt sich aus der Krise der Jahre 1126 bis 1128 mit einiger Sicherheit erschließen⁵. Damit lag Wohl und Wehe der jungen Gemeinschaft in der Schaffung einer umfassenden schriftlichen Gesetzgebung, die nicht an konkrete Persönlichkeiten gebunden war.

Hugo von Fosses ließ auf dem Generalkapitel des Jahres 1130 die erste schriftliche Gesetzgebung genehmigen⁶. Ich setze im Folgenden voraus, daß diese erste Redaktion der Statuten (P1) im großen Ganzen in der ältesten bekannten Handschrift vorliegt. Dieser Codex befindet sich in der Bayerischen Staatsbibliothek in München. Er stammt aus der Prämonstratenserabtei Schäftlarn südwestlich von München. Schäftlarn wurde im Jahre 1140 vom schwäbischen Kloster Ursberg besiedelt, welches seinerseits etwa um das Jahr 1130 von Prémontré reformiert worden war⁷. R. Van Waefelghem edierte 1913 den Statutentext (PW) und datierte ihn dabei auf ca. 1140-1150⁸. Der Text PW enthält 82 Kapitel, die ohne erkennbare sachliche Ordnung aneinander gereiht sind⁹. Aus struktureller Sicht ist festzuhalten, daß einerseits die Nummern 1 bis 47 eine Gleichartigkeit mit der Gesetzgebung von Cîteaux erkennen lassen (EO, SCC-CC)¹⁰ und andererseits die

⁵ VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 122-128.

⁶ Das Datum »vor 1131« wurde herausgearbeitet von L. VAN DIJCK, *Essai sur les sources du droit prémontré primitif concernant les pouvoirs du 'Dominus Praemonstratensis'*, in: AnPraem 28 (1952) S. 73-136, hier S. 87. Die Existenz der Statuten wird in der päpstlichen Bulle vom 12. April 1131 offensichtlich vorausgesetzt; denn Papst Innozenz II. legte unter Hinweis auf *vestri ordinis integritas* Strafen für jene Äbte fest, die *ab ordinis sui proposito et consuetudine Praemonstratensis monasterii* abwichen (PL 179, Sp. 88). — Einen Überblick über die Entwicklung des Prämonstratenser-Rechts bietet B. KRINGS, *Das Ordensrecht der Prämonstratenser vom späten 12. Jahrhundert bis zum Jahr 1227*, in: AnPraem 69 (1993) S. 107-244, mit Einleitung S. 107-133; B. KRINGS, *Zum Ordensrecht der Prämonstratenser bis zur Mitte des 12. Jahrhunderts*, in: AnPraem 76 (2000) S. 9-28. — Dieser Autor datiert das Generalkapitel mit der Beschlußfassung der ältesten Statuten ebenfalls in das Jahr 1130, s. ebd. S. 17-18.

⁷ Zu Schäftlarn bzw. zu Ursberg: N. BACKMUND, *Monasticon Praemonstratense*, Bd. 1, Berlin 1983, S. 20-23 bzw. 79-84.

⁸ R. VAN WAEFELGHEM, *Les premiers statuts de l'Ordre de Prémontré. Le Clm. 17.174 (XIIIe siècle)*, in: *Analectes de l'ordre de Prémontré* 9 (1913); hier Sonderdruck mit eigener Paginierung S. 1-74. Darin S. 5 zur Datierung der Handschrift: nicht vor 1140. — I.J. VAN DE WESTELAKEN, *Premonstratenser Wetgeving 1120-1165*, in: AnPraem 38 (1962) S. 7-42, datiert S. 19: frühestens 1140. — KRINGS, *Zum Ordensrecht*, S. 19, nennt 1139 als *terminus post quem*.

⁹ VAN WAEFELGHEM hat die Kapitel nicht durchnummeriert. Die hier in dieser Untersuchung genannten Nummern habe ich selbst angebracht. Sie sind aus der angefügten Tabelle 1 zu erkennen.

¹⁰ Die EO sind ediert bei B. GRIESSER, *Die 'Ecclesiastica Officia Cisterciensis Ordinis' des Cod. 1711 von Trient*, in: *Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis* 12 (1956) S. 153-288,

Nummern 54 bis 60 mit der von Klosterrath¹¹. Durchgehend besteht eine noch weitaus größere Parallelität zur Gesetzgebung von Oigny¹². Die im Anschluß gedruckte *Tabelle 1* bietet hierzu den systematischen Überblick.

Die zweite Statutenredaktion von Prémontré (P2) ist streng nach Sach Gesichtspunkten geordnet. Die Gesetzgebung für Kanoniker ist von der für Konversen getrennt. Es gibt bisher zwei bekannte Textzeugen. B. Krings entdeckte die älteste Quelle vor kurzem in der Bayerischen Staatsbibliothek in München. Der Codex stammt aus der Prämonstratenserabtei Windberg und wurde etwa um die Mitte des 12. Jahrhunderts geschrieben¹³. Der Text weist nur wenig Unterschiede zu der schon 1978 von P.F. Lefèvre und W.M. Grauwen edierten zweiten Statutenredaktion (PG) auf¹⁴, dessen Textvorlage aus einem Papiercodex des 15. Jahrhunderts des bayerischen Augustiner-Chorherrenstifts Indersdorf stammt — heute ebenfalls in der Staatsbibliothek München¹⁵. Krings datierte die zweite Statutenredaktion in das Jahr 1154¹⁶. Beide Codices von P2 enthalten auch die Konversengesetzgebung (PGK), deren Wortlaut T.J. Gerits nach der Vorlage von Indersdorf 1971 edierte und B. Krings neuerdings nach der kaum davon abweichenden Vorlage aus Windberg¹⁷.

und bei D. CHOISSELET – P. VERNET, *Les 'Ecclesiastica Officia' cisterciens du XIIème siècle*, Reiningue 1989. — Die SCC-CC sind ediert bei J. DE LA CROUX BOUTON und J.-B. VAN DAMME, *Les plus anciens textes de Cîteaux* (Cîteaux. Studia et Documenta 2), 1974 (Reprint 1985), S. 107-126, und bei CHR. WADDELL, *Narrative and Legislative Texts from Early Cîteaux* (Cîteaux: Commentarii cistercienses. Studia et Documenta 9), Brecht 1999, S. 135-191.

¹¹ S. dazu unten 1.4.

¹² S. dazu unten 1.2.

¹³ KRINGS, *Zum Ordensrecht*, S. 9.

¹⁴ P.F. LEFÈVRE – W.M. GRAUWEN, *Les statuts de Prémontré au milieu de XIIe siècle* (Bibliotheca Analectorum Praemonstratensium, fasc. 12), Averbode 1978. — Darin wird S. X der Codex beschrieben. — Eine spätere, leicht geänderte Version etwa vom Jahre 1176 ist ediert von E. MARTENE, *Primaria instituta canonicorum Praemonstratensium ex ms. bibliothecae S. Victoris*, in: Ders., *De antiquis ecclesiae ritibus III*, Antwerpen 2¹⁷³⁷ (Reprint Hildesheim 1967), Sp. 891-926.

¹⁵ München, Bayerische Staatsbibliothek Clm. 7702. — KRINGS, *Das Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 109, nennt gute Gründe, daß es sich beim Indersdorfer Codex wahrscheinlich um die Kopie eines Quellentextes des 12. Jahrhunderts aus dem Prämonstratenser-Kloster Neustift bei Freising (Bayern) handelt.

¹⁶ KRINGS, *Das Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 111, und erneut DERS., *Zum Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 22.

¹⁷ T.J. GERITS, *Betekenis en spiritualiteit van de lekebroeders in de middeleeuwse observantie van Prémontré*, in: *Gedenkboek Orde van Prémontré 1121-1971*, Averbode 1971, S. 179-196, darin S. 190-192 der Text der Gesetzgebung unter dem Titel *Consuetudines laycorum*. — KRINGS, *Zum Ordensrecht* (wie Anm. 6) edierte die Konversengesetzgebung

P2 teilt die Gesetzgebung für Kanoniker in 63 Kapitel ein, die nach dem *Prolog* in vier Distinktionen aufgrund inhaltlicher Kriterien systematisiert wurden¹⁸. Die Konversengesetzgebung, die in P1 über den ganzen Text verstreut war, bildet nun ein selbständiges Gesetzeswerk mit 18 Kapiteln. Die Gesetzgebung von P2 hat gegenüber P1 an Umfang zugenommen; es gibt 13 neue Artikel. Alles Bisherige ist überarbeitet, wobei die allermeisten Bestimmungen aus P1 übernommen wurden. Dabei wurde nicht nur der Textverlauf inhaltlich durchstrukturiert, sondern auch die Terminologie präzisiert und harmonisiert. Insbesondere wurde in PG und PGK der bisher verwirrende Wechsel — mal *prepositus*, mal *prior* — als Bezeichnung für den stellvertretenden Klosteroberen zu *prior* vereinheitlicht.

1.2. Die Gesetzgebung von Oigny

Der Bischof von Autun bestätigte 1116 die Klostergründung zu Oigny in Burgund¹⁹. Es handelte sich um eine Gemeinschaft von Regularkanonikern mit eremitischen Zügen. Es sind keine Tochterklöster von Oigny bekannt. Die *Consuetudines* [»Gewohnheiten«] blieben in einer einzigen Pariser Handschrift von ca. 1200 bewahrt, ediert 1976 von P. F. Lefèvre und A. H. Thomas (O)²⁰. Vermutlich handelt es sich bei diesem Text um

S. 22-28 unter dem Titel *Consuetudines de ordine laicorum*. — GERITS publizierte den Text von Indersdorf, KRINGS den von Windberg. Inhaltlich gibt es zwischen beiden Texten keine Unterschiede. — L. MILIS, *De Premonstratenzer-Wetgeving in de XIIIe eeuw. Een nieuwe getuige*, in: AnPraem 44 (1968) S. 181-214; 45 (1969) S. 5-23, publizierte in Band 45, S. 10-23, eine — wie er meinte — weitere Version derselben Gesetzgebung aus einem Codex in Oxford. Er hielt sie für früher als PGK. — KRINGS, *Das Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 114-118, konnte aufzeigen, daß diese Gesetzgebung nicht zu Prémontré gehört, sondern zu einer kleinen noch näher zu erforschenden englischen Kongregation regulierter Kanoniker. Dennoch ist der Text auch weiterhin für die prämonstratensische Gesetzgebung von Bedeutung. Er ist wohl jünger als PG und PGK (Ebd., S. 114).

¹⁸ In dieser systematischen Einteilung zeigen sich die ersten Einflüsse der Scholastik. Prémontré gilt als der erste Orden, der seine Gesetzgebungen nach inhaltlichen Kriterien ordnete. Dazu diente als Vorbild offensichtlich das *Decretum Gratiani*, das die gleiche Einteilung nach den gleichen vier Gesichtspunkten vornimmt (LEFÈVRE – GRAUWEN, *Les statuts* [wie Anm. 14], S. VI). Letzteres war im Großen und Ganzen um das Jahr 1142 fertiggestellt (KRINGS, *Das Ordensrecht* [wie Anm. 6], S. 110).

¹⁹ Für Oigny: A.H. THOMAS, Artikel *Oigny*, in: *Dizionario degli Istituti di Perfezione* 6, Rom 1980, Sp. 692-696.

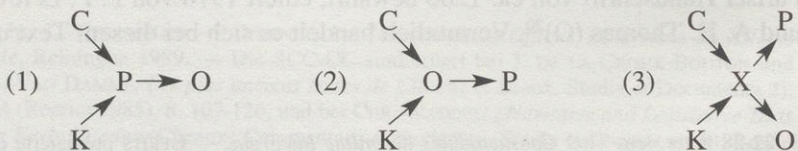
²⁰ P.F. LEFÈVRE – A.H. THOMAS, *Le coutumier de l'abbaye d'Oigny en Bourgogne au XIIIe siècle* (Spicilegium sacrum Lovaniense. Études et documents 39), Löwen [Louvain] 1976.

die älteste Statutenredaktion. Der Codex umfaßt sowohl die liturgischen Bestimmungen *Ecclesiastica officia* als auch die *Gewohnheiten*. Diesen letzteren geht ein kurzes *Propositum* voraus, ein programmatischer Text, der offensichtlich älter ist als die *Gewohnheiten* selbst. Die *Gewohnheiten* bestehen aus 69 Kapiteln, von denen 56 mit PW parallel laufen. Die Gleichartigkeit betrifft nicht nur die Formulierung, sondern auch die Reihenfolge der Kapitel (siehe dazu die *Tabelle 1*). Bemerkenswert ist, daß sich in diesem parallelen Abschnitt auch all jene Kapitel finden, die Prémontré mit Cîteaux und Klosterrath gemeinsam hat.

Diese Beobachtung führt zu drei Hypothesen:

1. Oigny übernahm die Statuten von Prémontré, das diese seinerseits zuvor schon von Cîteaux und Klosterrath übernommen hatte.
2. Prémontré übernahm die *Gewohnheiten* von Oigny, das diese seinerseits zuvor schon von Cîteaux und Klosterrath übernommen hatte.
3. Prémontré und Oigny übernahmen unabhängig voneinander diese Statuten aus einer unbekannten dritten Quelle (X), in der die entsprechenden Bestimmungen von Cîteaux und Klosterrath bereits zu einem Corpus zusammengefloßen waren.

Schematisch stellen sich die drei Hypothesen wie folgt dar:



Um das Für und Wider dieser drei Hypothesen gegeneinander abwägen zu können, werden in getrennten Schritten zunächst die Beziehungen zwischen Prémontré, Oigny und Cîteaux und danach die zwischen Prémontré, Oigny und Klosterrath untersucht.

1.3. Die Beziehungen zwischen Prémontré, Oigny und Cîteaux

Die beigelegte *Tabelle 1* der Gesetzgebungen dieser drei Institutionen ermöglicht folgende Beobachtungen:

- Es gibt nur ein einziges Kapitel, das ausschließlich in Oigny vorkommt (O 67), während die erste Statutenredaktion (PW) allein 25 solcher ausschließlich für Prémontré geltender Kapitel kennt.
- Es gibt 29 Kapitel in Oigny, die sowohl mit Prémontré als auch mit Cîteaux im Wesentlichen übereinstimmen.

- Sechzehn Kapitel kommen nur in Oigny (O 32, 33, 35, 37, 55-66) und Cîteaux vor, nicht aber in Prémontré.
- In Oigny ist bei vier Kapiteln (O 34, 38, 42, 68) die Übereinstimmung mit Cîteaux wesentlich größer als eine Parallele zu Prémontré.
- In Oigny ist bei sechs Kapiteln (O 5, 24, 27-29, 45) die Gleichartigkeit mit Prémontré größer als eine Parallele zu Cîteaux.
- In Oigny gibt es sieben Kapitel (O 4, 8, 11, 18, 46-47, 69), die nur mit Prémontré übereinstimmen, nicht aber mit Cîteaux.
- Alle Kapitel, die Prémontré und Cîteaux gemeinsam haben, kommen auch in Oigny vor.

Hieraus können bereits zwei Folgerungen gezogen werden:

- a) Zu einem wesentlichen Teil (vor allem in der Konversengesetzgebung) ist Oigny direkt von Cîteaux abhängig²¹, nicht von Prémontré.
- b) Alles, was Prémontré und Cîteaux in ihrer Gesetzgebung gemeinsam haben, findet sich auch in Oigny, während ein wesentlicher Teil dessen, was Oigny und Cîteaux gemeinsam haben, in Prémontré nicht vorkommt.

Es stellt sich die Frage: Wer übernahm von wem? — Daß die Gesetzgebung von Cîteaux zeitlich allem anderen vorausgeht, wird nicht bestritten. Aber wie steht es zwischen Oigny und Prémontré?

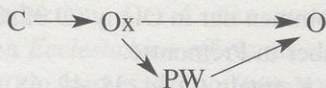
Dazu eröffnete J.-B. Van Damme 1972 die Diskussion²². Seine Untersuchung beschränkte sich auf jene Kapitel, die zur *Summa cartae caritatis* von Cîteaux parallel laufen. Er entschied sich mit Bestimmtheit für die zweite Hypothese, also für Oigny als Mittler zwischen den Gesetzgebungen von Cîteaux und Prémontré, wobei er eine direkte Beziehung zwischen Cîteaux und Prémontré ausschloß. Er datierte eine erste hypothetische Statutenredaktion von Oigny (Ox) vor 1135. Demgemäß datierte er PW (seiner Ansicht nach abhängig von Ox) zwischen 1135 und 1139. Nachträglich habe PW seinerseits den heutigen Text O erneut beeinflusst²³. Auch L. Milis sprach sich 1984 für eine Zwischenposition Oignys zwischen Cîteaux und Prémontré aus²⁴. Die Hypothese beider Forscher läßt sich wie folgt schematisieren:

²¹ Zur Konversengesetzgebung von Cîteaux s. unten 3.1.

²² J.-B. VAN DAMME, *La 'Summa cartae caritatis' source de constitutions canoniales*, in: *Cîteaux. Commentarii cistercienses* 23 (1972) S. 5-54.

²³ Ebd., S. 52-54.

²⁴ L. MILIS, *La 'Summa cartae caritatis' et son influence sur la législation canoniale*, in: *Mélanges à la mémoire du père Dimier II/3*, Arbois 1984, S. 121-131, bringt als Ergebnis: »En tout cas notre étude, comme celle du P. Van Damme, a prouvé que Prémontré ne s'est pas inspiré directement de Cîteaux pour l'organisation de l'ordre. L'intermédiaire a été l'obscur abbaye d'Oigny« (S. 131).



P.F. Lefèvre kam 1976 zu einer anderen Beurteilung²⁵. Er hielt die zweite Hypothese für unwahrscheinlich, wenn auch nicht für ausgeschlossen. Er neigte zur dritten Hypothese, welche die Abhängigkeit Prémontrés und Oignys von einer dritten unbekannten Quelle beinhaltet, also von einer uns unbekannten kanonischen Gesetzgebung (X), worin die Gesetzgebungen von Cîteaux und Klosterrath bereits zu einer Einheit zusammengefloßen waren. Das Ergebnis seiner Untersuchung lautet: Das Problem ist beim derzeitigen Kenntnisstand nicht lösbar.

Im Verlauf seiner Untersuchung hat Lefèvre jedoch zwei wichtige Feststellungen getroffen:

1. Die Kapitel über die Konversen von Oigny enthalten Elemente aus der zweiten Redaktion der Konversengesetzgebung von Cîteaux (UC2), müssen also zeitlich zwischen der ersten (UC1) und der zweiten Redaktion dieser Gesetzgebung stehen²⁶.
2. In einigen Details steht Oigny näher bei P2 (PG) als bei P1 (PW)²⁷.

Auf diesem Hintergrund datierte Lefèvre die Überarbeitung der Gesetzgebung von Oigny in die Zeit um 1150.

1.4. Die Beziehungen zwischen Prémontré, Oigny und Klosterrath

Die Kapitel *De culpis* bilden sowohl in der Gesetzgebung von Prémontré (PW 54-60) als auch in der Gesetzgebung von Oigny (O 48-54) einen eigenständigen längeren Abschnitt. Eine analoge Gesetzgebung finden wir ebenfalls in Klosterrath (Rolduc/Niederlande)²⁸. Ailbertus von Antoing rief 1104 dieses Chorherrenstift ins Leben. Von 1111 bis 1122 war dort Richer der Klosterobere. Er kam aus dem süddeutschen Rottenbuch. Mit Rottenbuch ist auch Manegold von Lautenbach verbunden, der Stifter des Klosters Marbach im Elsaß. Ausgehend von Klosterrath wurde das Kathedralkapitel von Salzburg reformiert. Auch zwischen Klosterrath und Springiersbach in der südlichen Eifel wurden Reformvorstellungen

²⁵ LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny* (wie Anm. 20), S. XXXIV-LXIII, insbesondere S. XLVIII, LIX und LXII-LXIII. Lefèvre ist der Autor der langen Einleitung.

²⁶ Ebd., S. LXIX-LXXIII. Zur Konversengesetzgebung s. unten 3.1.

²⁷ Ebd., S. LXXVIII.

²⁸ H. DEUTZ, *Geistliches und geistiges Leben im Regularkanonikerstift Klosterrath im 12. und 13. Jahrhundert* (Bonner Historische Forschungen 54), Siegburg 1990.

ausgetauscht. Klosterrath ist somit als eines der führenden Zentren in der deutschen Reformbewegung der Regularkanoniker anzusprechen²⁹.

Eine Salzburger Handschrift vom Ende des 12. Jahrhunderts enthält die *Consuetudines* von Klosterrath (K). S. Weinfurter, der den Text 1978 edierte, hielt ihn damals für die Gesetzgebung von Springiersbach, die später von Klosterrath übernommen worden sei³⁰. In nachfolgenden Untersuchungen haben L. Augustus und H. Deutz gute Gründe aufgewiesen, daß diese *Consuetudines* in Klosterrath entstanden sein dürften³¹. Nach dem übereinstimmenden Urteil dieser beiden Autoren verfaßte Abt Richer den Text um das Jahr 1119. Darin findet sich ein Abschnitt *De culpis* (K 81-86), und zwar in derselben Reihenfolge der Kapitel wie in Prémontré und auch in Oigny. Wesentliche Teile des Textes erweisen sich im genauen Vergleich der drei Institutionen als identisch, andere jedoch als verschieden. Man darf feststellen: Prémontré und Oigny haben die Gesetzgebung Klosterraths oder eines gleichartigen Typus gekannt und daraus ihre Kapitel *De culpis* mit Abänderungen übernommen.

A.H. Thomas hat 1980 die Beziehungen dieser drei Gesetzgebungen zueinander recht eingehend untersucht³². Die oben genannte erste Hypothese (von Klosterrath über Prémontré nach Oigny) schließt er aus. Der zweiten Hypothese (von Klosterrath über Oigny nach Prémontré) billigt er eine geringe Wahrscheinlichkeit zu. Die dritte Hypothese (mit X als Zwischenglied zwischen Klosterrath und den Klöstern Oigny bzw. Prémontré) läßt er offen. In diesem Punkt scheint er sich auf den gleichen Standpunkt wie Lefèvre zu stellen, der analog für die Beziehung der

²⁹ Für die süddeutsche Reformbewegung der Kanoniker, s. VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 210-213; J. MOIS, *Das Stift Rottenbuch in der Kirchenreform des XI.-XII. Jahrhunderts* (Beiträge zur altbayerischen Kirchengeschichte 19), München 1953; S. WEINFURTER, *Salzburger Bistumsreform und Bischofspolitik im 12. Jahrhundert* (Kölner Historische Abhandlungen 24), Köln-Wien 1975; J. SIEGWART (Hg.), *Die Consuetudines des Augustiner-Chorherrenstiftes Marbach im Elsass (12. Jahrhundert)* (Spicilegium Friburgense 10), Freiburg / Schweiz 1965, Einleitung.

³⁰ S. WEINFURTER (Hg.), *Consuetudines canonicorum regularium Springirsbacenses-Rodenses* (Corpus Christianorum. Continuatio Mediaevalis 48), Turnhout 1978.

³¹ L. AUGUSTUS, *De vroege religieuze gemeenschap van Kloosterrade (Rolduc) en haar Consuetudines*, in: Publications de la Société historique et archéologique dans le Limbourg 123, 1987, S. 5-22; DEUTZ, *Geistliches und geistiges Leben* (wie Anm. 28), S. 27-53 und 292; *Consuetudines canonicorum regularium Rodenses*, nach dem Text von S. WEINFURTER übersetzt und eingeleitet von H. DEUTZ (Fontes Christiani 11), 2 Bände, Freiburg 1993, Einleitung.

³² A.H. THOMAS, *Springiersbach-Kloosterrade en Prémontré. Verwantschap in kanonieke gebruiken*, in: AnPraem 56 (1980) S. 177-193.

Gesetzgebung von Prémontré bzw. Oigny zu Cîteaux zu derselben Lösung gelangte und ebenfalls ein Zwischenglied X postulierte.

1.5. Argumente für eine Abhängigkeit der Gesetzgebung Oignys von Prémontré

Auch ich bin überzeugt, daß die Art und Weise, wie Prémontré von Cîteaux abhängt, dieselbe sein muß wie die Abhängigkeit Prémontrés von Klosterrath, und zwar aufgrund derselben Reihenfolge der Kapitel in den beiden parallel laufenden Passagen der Gesetzgebung von Oigny. Ich suche die Lösung allerdings nicht in der oben genannten zweiten oder dritten Hypothese, sondern in der ersten. Selbstverständlich gilt diese Hypothese nur für jene Kapitel, welche Oigny und Prémontré mit Cîteaux bzw. Klosterrath gemeinsam haben. Das soll nun näher erläutert werden.

1.5.1. Der Titel *prepositus* bzw. *prior* für den Stellvertreter des Abtes

In der Gesetzgebung von Prémontré gibt es zwischen P1 und P2 einen auffallenden Unterschied im Gebrauch des Titels *prepositus* bzw. *prior* für den Stellvertreter des Abtes. In PW herrscht der Gebrauch des Titels *prepositus* (*subprepositus*) vor. Er kommt dort 55mal vor, davon 27mal in der Verbindung *abbas vel prepositus* (im Sinne von: der Klosterobere bzw. sein Stellvertreter) und 28mal allein als *prepositus*. Der Begriff *subprepositus* kommt siebenmal vor. Demgegenüber kommt die Verbindung *abbas vel prior* (im Sinne von: der Klosterobere bzw. sein Stellvertreter) nur zweimal vor, *prior* für sich allein sechsmal und *subprior* fünfmal. Der Titel *prior* für den stellvertretenden Oberen findet sich konsequent in den ersten vier Kapiteln von PW, danach wird für ihn durchweg die Bezeichnung *prepositus* gebraucht, allerdings mit vier über den Text verteilten Ausnahmen (PW 13, 37, 59). Wichtig zu wissen: Der Titel *prepositus* findet sich in allen Textabschnitten, und zwar sowohl in jenen, die zu Cîteaux und Klosterrath parallel laufen, als auch in den übrigen Teilen. Die Verwendung dieses Begriffes *prepositus* für den stellvertretenden Oberen erweist sich somit als charakteristisch für den Redaktor von P1. — Hingegen ist in PG der Begriff *prepositus* für den stellvertretenden Oberen überall durch *prior* ersetzt. Auch hierbei ist die konsequente Arbeit des Redaktors deutlich zu spüren.

Damit verglichen bietet die Gesetzgebung von Oigny ein ganz anderes Bild. Dort kommt für den stellvertretenden Klosteroberen einerseits

28mal die Bezeichnung *prepositus* vor und vier weitere Male *subprepositus* und andererseits 32mal der Titel *prior* und zwei weitere Male *subprior*. Die Wahl dieser Begriffe erfolgt bei Oigny nach folgendem Schema:

- In den ersten vier Kapiteln, in denen in PW der Titel *prior* steht, findet man in Oigny (O 1-4) die Bezeichnung *prepositus*. Oigny kennt kein Kapitel *De priore*, wohl aber *De preposito*.
- In jenen Abschnitten, die Oigny ausschließlich mit Cîteaux gemeinsam hat (O 37, 57-66), kommt bis auf eine Ausnahme nur der Begriff *prior* vor.
- In den Abschnitten, in denen Oigny von PW stark abweicht und näher bei Cîteaux liegt (O 34, 38, 68), dominiert der Begriff *prior* gegenüber *prepositus* (24 zu 1).
- In den übrigen Teilen von O läuft die Verwendung beider Begriffe mit PW genau parallel, allerdings mit zwei Ausnahmen, bei denen PW die Bezeichnung *prepositus* aufweist (PW 9, 42), während O den Titel *prior* wählt (O 9, 41).

Es ist darauf hinzuweisen, daß in allen anderen Texten aus Oigny, nämlich in den liturgischen Bestimmungen *Ecclesiastica officia* und im *Propositum*, für den stellvertretenden Klosteroberen immer der Titel *prior* gebraucht wird. Dabei ist daran zu erinnern, daß dieses *Propositum* älter als die Gesetzgebung ist. Im Unterschied zu Oigny kannte Prémontré sehr wohl den Titel *prepositus* für den stellvertretenden Oberen (siehe Kapitel 2). Wenn man für Oigny überdies die zu Cîteaux parallel laufenden Kapitel mit in die Untersuchung einbezieht, stellt man fest, daß darin nur die Kombination *abbas vel prior* als Bezeichnung für den Oberen und seinen Stellvertreter vorkommt, allerdings viel seltener, als sich dafür bei Prémontré und Oigny die Kombination *abbas vel prepositus* oder *abbas vel prior* findet. Die Notwendigkeit, den Titel des stellvertretenden Klosteroberen auf einen einzigen Begriff zu beschränken und nicht zwischen *prepositus* und *prior* hin und her zu pendeln, muß sich aus einer spezifischen Situation ergeben haben, sei es in Prémontré, sei es in Oigny.

So komme ich zu drei neuen Feststellungen:

- a) Weil in Oigny die Bezeichnung *prepositus* für den stellvertretenden Oberen ein offensichtlich von außen übernommener Begriff ist, scheint es wahrscheinlicher zu sein, daß Oigny diesen Titel von Prémontré übernommen hat als umgekehrt Prémontré von Oigny.
- b) Für den zwischen *Propst* und *Prior* wechselnden Titel des stellvertretenden Oberen in der Gesetzgebung von Oigny läßt sich eine plausible Erklärung finden. In einer ersten Redaktionsphase dürfte Oigny die Struktur (Reihenfolge der Kapitel) und auch weitgehend den

Wortlaut der Gesetzgebung von Prémontré übernommen haben. Dabei führte Oigny den ihm bis dahin fremden Titel *prepositus* für den stellvertretenden Oberen mit ein. In einer zweiten Redaktionsphase wurde die Gesetzgebung von Oigny revidiert und erweitert. Das geschah in direktem Kontakt mit der Gesetzgebung von Cîteaux. In diesen Textabschnitten wird stets der Begriff *prior* für den stellvertretenden Oberen gebraucht.

- c) Wenn nun, wie dargelegt, Oigny den Titel *prepositus* aus Prémontré entlehnte, dürfte es eine Version von P1 gegeben haben, die zumindest in einem Punkt von PW abwich, indem sie in den ersten vier Kapiteln statt des Titels *prior* noch konsequent den Titel *prepositus* für den stellvertretenden Oberen verwendete. Diese abweichende Version (Px) müßte — nach allem, was dargelegt ist — älter als PW sein.

1.5.2. Der Gebrauch der Begriffe *curia* und *grangia*

Curia ist in der Gesetzgebung von Prémontré der übliche Ausdruck für die Gutshöfe des Klosters. Das gilt sowohl für P1 als auch für P2. Nicht ein einziges Mal wird dafür der Begriff *grangia* verwandt³³. In PW kommt *curia* elfmal vor, und zwar in unterschiedlichen Abschnitten (PW 8, 43, 63-67). Der Begriff *curia* erweist sich damit eindeutig als Element einer vereinheitlichenden redaktionellen Bearbeitung.

Oigny kennt beide Bezeichnungen. Dreimal kommt *curia* vor und fünfmal *grangia*. Der Begriff *grangia* wird in jenen Texten verwandt, welche Oigny nur mit Cîteaux gemeinsam hat (O 42, 57-66). Hingegen steht in allen Kapiteln, die zu Prémontré parallel laufen, der Begriff *curia* (O 53). Eine weitere Beobachtung: Das Muster, wonach *curia* und *grangia* in Oigny im Wechsel gebraucht werden, läuft parallel zur Verwendung der Begriffe *prepositus* und *prior*. Das bekräftigt und verstärkt die Schlußfolgerungen a und b im vorausgegangenen Abschnitt 1.5.1.

³³ Dieser eindeutige Befund aus P1 und P2 gilt nicht für die liturgische Gesetzgebung und für die päpstlichen Schreiben an den Orden. Darin kommt auch 'grangia' vor, was auf einen späteren Einfluß aus Cîteaux hinweisen könnte. S.P. LEFÈVRE, *L'ordinaire de Prémontré d'après des manuscrits du XIIe et du XIIIe siècle* (Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique 22), Löwen [Louvain] 1941, S. 6, und »grangias vestras« im Schreiben des Papstes Alexander III. vom 27. April 1177 (Migne PL 200, Sp. 1108).

1.5.3. Die Gleichartigkeit der Redaktionen O und P2

Bereits P.F. Lefèvre hat auf die Gleichartigkeit der Redaktionen O und P2 hingewiesen³⁴. Ich biete dazu weitere Argumente:

- a) In PW 50-53 geht es um vier Strafbestimmungen, die jeweils mit *in pane et aqua jejunent* enden. Dieses Strafmaß ist typisch für Prémontré, denn es kommt in PW noch an anderen Stellen vor (PW 27, 56, 68). PG bezeugt die Tendenz, diese Strafbestimmungen zu streichen; denn von besagten vier Strafbestimmungen bleibt noch eine einzige übrig (PG III, 9). Bei Oigny läßt sich dieselbe Tendenz beobachten. Dort gibt es insgesamt zwei dieser Strafbestimmungen (O 46, 47).
- b) Das folgende Beispiel illustriert recht deutlich die Zwischenposition, welche O zwischen P1 und P2 einnimmt. Es geht um einen Vergleich des Textabschnitts *De gravioribus culpis* in der Gesetzgebung von Klosterrath, P1, O und P2:

– Klosterrath hat (K 85):

*Quod si quis domno abbate absente tale quid perpetravit, prior suspendit eum ab officio sacerdotali, si hoc gradu functus est, et ab obedientia, si quam habet, et a communione altaris; cetera differt ad audientiam abbatis. Si in aliqua cella tale quid euenerit, prior, qui ibi est, hoc ipsum observat et uel per se uel per fidelem nuntium remittit eum ad monasterium*³⁵.

– PW 59 kürzt diese Passage:

*Quod si quis, domno abbate absente, tale quid perpetravit, prepositus suspendat eum ab officio suo et obedientia, si quam habet; cetera vero differat ad audientiam abbatis. Si in aliqua cella evenerit, prior qui ibi est hoc ipsum observet, et vel per se vel per alium fidelem nuntium remittet eum ad monasterium*³⁶.

– O 53 kürzt noch stärker:

*Quod si quis domno abbate absente tale quid perpetravit, prepositus suspendat eum ab officio suo et ab obedientia si quam habet, cetera differat ad audientiam abbatis. Si in aliqua curia evenerit, custos qui ibi est nuntiet hoc ad monasterium*³⁷.

– PG III, 8 bringt folgende identische Kurzfassung:

³⁴ LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny* (wie Anm. 20), S. LXXVIII: »On constate une même tendance d'Oigny à rejoindre la seconde rédaction de Prémontré.«

³⁵ WEINFURTER, *Consuetudines Springirsbacenses-Rodenses* (wie Anm. 30), S. 46-47.

³⁶ VAN WAELGHEM, *Les premiers statuts* (wie Anm. 8), S. 56.

³⁷ LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny* (wie Anm. 20), S. 85.

*Quod si quis, domino abbate absente, tale quid perpetravit, prior suspendat eum ab officio suo et ab obediencia sua, si quam habet, cetera differat ad audienciam abbatis. Si in aliqua curia evenerit, custos qui ibi est, nunciet hoc ad monasterium*³⁸.

Signifikant sind dabei die Änderungen der Begriffe *prior* in *prepositus*, *cella* in *curia* und *prior* in *custos* nach folgendem Muster:

K: *prior, cella, prior*.

PW: *prepositus, cella, prior*.

O: *prepositus, curia, custos*.

PG: *prior, curia, custos*.

Prior und *cella* sind typische Begriffe für die gesetzgebende Tradition in Klosterrath und Marbach. PW verändert den Titel *prior* für den stellvertretenden Oberen konsequent in *prepositus*, behält jedoch in jenen Fällen den Titel *prior* bei, wo es sich um den Oberen einer *cella* handelt. In O führt der stellvertretende Klosterobere den Titel *prepositus*, die *cella* heißt dort *curia*, und aus dem *prior cellae* wird ein *custos*. PG streicht konsequent den Titel *prepositus* für den stellvertretenden Oberen, hat aber sonst die gleiche Begrifflichkeit wie O.

- c) Es gibt noch weitere Beispiele, welche die Parallelführung zwischen O und P2 untermauern: Der Anfang von O 53 ist identisch mit dem von PG III, 6 und weicht von PW 59 ab. Ein analoges Beispiel findet man im Kapitel *De levioribus culpis*; denn sowohl K 82, O 48 als auch PG III, 1 nehmen die Passage *designatum sibi cantandi vel legendi... humiliaverit* auf, während derselbe Text bei PW 55 im Abschnitt *De mediis culpis* zu finden ist. Auch im Kapitel *De gravioribus culpis* haben K 85, O 51 und PG III, 4 die gleiche Formulierung ... *cum his versiculis*: 'Post partum, Adjuva nos'... *et oratione* 'Famulorum, Ineffabilem'..., während PW 57 zwar dieselben Anfänge nennt, aber jeweils länger aus den genannten Gebetstexten zitiert.
- d) Auch in jenen Kapiteln, die zur Gesetzgebung von Cîteaux parallel laufen, findet man in O bestimmte Wortgruppen, die sich eher an P2 als an P1 anlehnen³⁹.

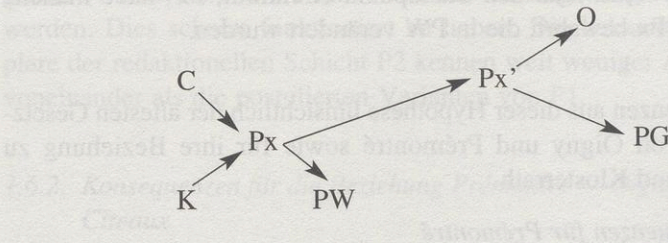
Es ist wichtig, festzustellen und darauf aufmerksam zu machen, daß die Übereinstimmung von O mit P2 für den gesamten Text gilt, und zwar sowohl

³⁸ LEFÈVRE – GRAUWEN, *Les statuts de Prémontré* (wie Anm. 14), S. 40–41.

³⁹ LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny* (wie Anm. 20), S. LXXVIII, Anm. 222. – Zwei Beispiele: PW 16: *De ebdomadario lectore*, O 15: *De lectore mense*, PG II, 16: *De mense lectore*. — PW 30: *et artifices conductos*, O 25: *et propter artifices et mercenarios conductos*, PG IV, 12: *et propter mercenarios et artifices conductos*.

für jene Passagen, die O mit Cîteaux und Klosterrath gemeinsam hat, als auch für jene Passagen, die sich außer in O nur in der Gesetzgebung von Prémontré finden. Es handelt sich demgemäß um einen strukturellen Tatbestand.

Diese Feststellungen bestärken das, was bereits oben unter Punkt 1.5.1c gesagt wurde. Sie erlauben und rechtfertigen, die bisherige Hypothese noch feiner zu nuancieren: O übernahm P1, jedoch nicht in der Version PW, sondern in einer anderen Version, die unter gewissen Gesichtspunkten archaischer ist als PW (wo der *prior* noch überall *prepositus* heißt und wo in manchen Passagen die Abfolge des Textes von K besser erhalten blieb) und unter anderen Gesichtspunkten weiter entwickelt ist in Richtung auf PG (wo *cella* in *curia* verändert ist). Noch deutlicher ausgedrückt: O gebrauchte als Vorlage nicht Px, den Prototyp von P1, sondern Px', eine weiter entwickelte Version desselben Prototyps Px. Die Gleichartigkeit von O und PG kann außerdem darauf hinweisen, daß auch PG von Px' abhängig ist. Alles in allem scheint Px' zeitlich näher bei P2 zu liegen als PW. Schematisch dargestellt ergäbe dies:



1.5.4. Gegenargumente für Prémontré als Zwischenstation zu Oigny

Meine These, daß Oigny die Gesetzgebung von Cîteaux und Klosterrath mit Prémontré als Zwischenstation übernommen haben dürfte, scheint auf den ersten Blick bereits durch die Tatsache widerlegt, daß in der Gesetzgebung von Oigny Textpassagen vorkommen, die näher bei Cîteaux und Klosterrath liegen als dies bei PW der Fall ist. Es hat damit den Anschein, daß es eine direkte Verbindung von Cîteaux und Klosterrath nach Oigny gab, die nicht über Prémontré lief. Diese Argumentation gebrauchten Van Damme und Milis für die Beziehung Oignys zur Gesetzgebung von Cîteaux, A. H. Thomas gebrauchte die gleiche Argumentation für die Beziehung Oignys zu Klosterrath⁴⁰. Ich muß zugeben: Diese

⁴⁰ VAN DAMME, *La 'Summa cartae caritatis'* (wie Anm. 22), S. 52, Punkt 2; THOMAS, *Springiersbach-Kloosterrade* (wie Anm. 32), S. 192.

Argumentation wäre schlüssig, wenn PW die einzige Version der ersten Statutenredaktion P1 wäre.

Ich habe jedoch aufgewiesen, daß dies nicht der Fall sein kann. Bereits Lefèvre ließ eine Offenheit in Richtung auf meine Hypothese erkennen: »Autre supposition plausible: Oigny et Prémontré auraient puisé directement à une compilation canoniale, non repérée jusqu'à présent. Ou peut-être à une version primitive d'Oigny ou de Prémontré, contenant les passages cisterciens conservés par l'un des deux coutumiers, à l'exclusion de l'autre.«⁴¹ Indem man PW und Px' als zwei abweichende Versionen ein und derselben Redaktion Px erachtet, hat man die Lösung für den paradoxen Befund angebahnt, welcher den bisherigen Forschern so unlösbar schien. Dieses Paradox besteht darin, daß beide Gesetzgebungen (jeweils unter anderen Gesichtspunkten) einmal näher bei Cîteaux und Klosterrath zu liegen scheinen und demgemäß nicht voneinander abhängig sein können, daß sie zum anderen aber so viel an Gemeinsamkeiten aufweisen, daß eine Abhängigkeit voneinander unterstellt werden muß. Das Paradox wird beseitigt, wenn man den Standpunkt einnimmt, Px' habe manche Elemente von Px bewahrt, die in PW verändert wurden.

1.6. Konsequenzen aus dieser Hypothese hinsichtlich der ältesten Gesetzgebung von Oigny und Prémontré sowie für ihre Beziehung zu Cîteaux und Klosterrath

1.6.1. Konsequenzen für Prémontré

Innerhalb der ersten redaktionellen Schicht (P1) hat es mehrere Varianten gegeben. Selbstverständlich gab es einen Prototyp, ein Px, wovon PW eine späte (nach 1140 anzusetzende) Variante ist. Eine andere Variante, jünger als PW, wäre Px', ein Text, der in Oigny gebraucht wurde und von dem auch PG abhängig ist. In Px stehen Passagen, die bereits zuvor aus der Gesetzgebung von Cîteaux und Klosterrath zusammengefloßen waren. Die erste Konversengesetzgebung war bei Px und PW noch in den Gesamttext integriert, bei Px' war dies vermutlich schon nicht mehr der Fall⁴².

Daß im Lauf der Jahre innerhalb ein und derselben redaktionellen Schicht Abweichungen auftreten können, darf nicht verwundern. Im Statutenexemplar eines jeden Klosters mußten alle Korrekturen und neuen

⁴¹ LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny* (wie Anm. 20), S. LIX.

⁴² S. hierzu ausführlicher unter 1.6.2 und 3.3.b.

Bestimmungen, die das jährlich stattfindende Generalkapitel beschloß, nachträglich eingearbeitet werden. Das mag in manchen Klöstern korrekt, in anderen vielleicht weniger korrekt gehandhabt worden sei, dies insbesondere deshalb, weil nicht alle Klosteroberen Jahr für Jahr am Generalkapitel teilnahmen. Die überarbeiteten Textexemplare wurden ihrerseits zum Ausgangspunkt für neue Kopien, so daß nach einer gewissen Zeit eine vom Gesetzgeber nicht gewollte Variation der Gesetzestexte im tatsächlichen Gebrauch war⁴³.

Man kann die Frage stellen, ob die neue Statutenredaktion des Jahres 1154 den Versuch darstellte, in diesem Punkte Ordnung zu schaffen und aufs Neue zu einem einheitlichen Gesetzestext innerhalb des gesamten Prämonstratenserordens zu kommen⁴⁴. Dabei wurde die Gesetzgebung nicht nur systematisch durchstrukturiert, sondern auch sprachlich vereinheitlicht. Auch hatte die Ordensleitung in Prémontré bis zum Jahr 1154 gegenüber der Anfangsphase an Autorität gewonnen⁴⁵. Indem in allen Klöstern zum gleichen Zeitpunkt ein neugefaßter einheitlicher Text eingeführt wurde, konnte die Einheit in der Gesetzgebung erneut gesichert werden. Dies scheint funktioniert zu haben. Die bekannten Textexemplare der redaktionellen Schicht P2 kennen weit weniger Abweichungen voneinander als die postulierten Varianten von P1.

1.6.2. Konsequenzen für die Beziehung Prémontré — Oigny und Oigny — Cîteaux

Nach meiner Ansicht diente zur ältesten Gesetzgebung in Oigny in erster Linie der postulierte Text Px'. Damit übernahm Oigny nicht nur die Grundzüge der Gesetzgebung von Prémontré, sondern einen wesentlichen Teil der Kapitel sogar fast wörtlich. Es ist verständlich, daß sich Oigny als kleine Institution nach einem anderen Gesetzeswerk für Kanoniker als Vorlage für die eigenen Texte umsaß. In einem weiteren Schritt — und der kann durchaus zum gleichen Zeitpunkt geschehen sein — kopierte Oigny direkt das Gesetzeswerk von Cîteaux. Oigny übernahm daraus die Konversengesetzgebung und überarbeitete auf der Grundlage

⁴³ Die gleiche Beobachtung gibt es auch bei den Zisterziensern, siehe J.A. LEFÈVRE — B. LUCET, *Les codifications cisterciennes aux XIIe et XIIIe siècles d'après les traditions manuscrites*, in *Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis* 15 (1959) S. 7-8: »L'uniformité cistercienne dans les manuscrits juridiques: un idéal rarement atteint.«

⁴⁴ KRINGS, *Zum Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 22, kommt zu derselben Ansicht.

⁴⁵ VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 130-132.

des Textes von Cîteaux eine Anzahl der aus Prémontré übernommenen Kapitel. Als Nächstes kopierte Oigny für das Kapitel *De notitia signorum* (O 67) ein Gesetzeswerk vom Typ Cluny⁴⁶. Oigny übernahm die Texte aus Cîteaux zu einem Zeitpunkt, als dort bereits eine eigenständige Konversengesetzgebung bestand (UC1). Hinsichtlich der Konversengesetzgebung ist in Oigny keinerlei Einfluß aus Prémontré erkennbar. Daraus schließe ich, daß Px' allein die Gesetzgebung für Kanoniker enthalten haben dürfte. Die Textvorlage Prémontrés, aus der Oigny kopierte, enthielt bereits einige Veränderungen, die auch in P2 (PG, PGK) zu finden sind. Alle diese Beobachtungen bekräftigen die bereits von Lefèvre vorgeschlagene Datierung von O in die Zeit von etwa 1140 bis 1150. Meine Hypothese erklärt zugleich die zwiespältige Struktur im Sprachgebrauch von Oigny, der sich einerseits an Prémontré und andererseits an Cîteaux anschließt. Meine Hypothese macht auch die Existenz eines postulierten Textes Ox überflüssig, also einer älteren Version von O, wovon PW angeblich abhängig sei⁴⁷.

1.6.3. Konsequenzen für die Beziehung Klosterrath — Prémontré

Prémontré übernahm, wie bereits dargelegt, die Gesetzgebung zum Schuldkapitel (*De culpis*) entweder direkt von Klosterrath oder von einer Institution gleichen Typs. Der Text der *Gewohnheiten* von Klosterrath wurde 1119 durch Richer, den Reformabt, aufgeschrieben. Nun weiß man aus der *Vita Norberti A*, daß Norbert in den Jahren 1115 bis 1117 mehrmals mit Richer in Klosterrath in Verbindung stand⁴⁸. Das Schuldkapitel war ein typisches Element der süddeutschen Klosterreform, sowohl bei den Mönchen (Hirsau) als auch bei den Regularkanonikern (Marbach)⁴⁹. Die Bestimmungen über das Schuldkapitel hatten zur Zeit Norberts in den genannten Klöstern bereits eine festgefügte Form erlangt. Da die Bußpraxis auch für Norbert eine wesentliche Facette seiner Spiritualität bildete⁵⁰,

⁴⁶ LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny* (wie Anm. 20), S. LXXIII-LXXVI.

⁴⁷ Ein Ox wird postuliert von MILIS, *La 'Summa cartae caritatis'* (wie Anm. 24), S. 126, und VAN DAMME, *La 'Summa cartae caritatis'* (wie Anm. 22), S. 53, Punkt 4.

⁴⁸ MGH SS 12, S. 672; H. DEUTZ, *Norbert von Xanten bei Propst Richer im Regularkanonikerstift Klosterrath*, in: *AnPraem* 68 (1992), S. 5-16.

⁴⁹ VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 209-213; SIEGWART, *Consuetudines* (wie Anm. 29), S. 135-138; *Constitutiones Hirsaudienses*, in: Migne PL 150, Sp. 1043-1046.

⁵⁰ Siehe das Zeugnis in der *Vita Norberti A* in: MGH SS 12, S. 684: *super excessibus redarguti ad pedes proruentes humiliarentur*.

wäre es durchaus denkbar, daß dieser Abschnitt der prämonstratensischen Gesetzgebung älter als 1130 ist und bereits zur Zeit Norberts in Prémontré bekannt bzw. in Übung war.

1.6.4. Konsequenzen für die Beziehung Cîteaux — Prémontré

Falls Prémontré seine Gesetzgebung direkt von Cîteaux übernommen haben sollte, wäre das Datum der ersten Statutenredaktion von Prémontré (Px), der *terminus ante quem*, noch vor dem Datum der EO und der SCC-CC von Cîteaux anzusetzen. Dieser *terminus* würde nicht für die Konversengesetzgebung von Cîteaux gelten, da Prémontré davon in keiner Weise abhängig ist. (Mehr dazu findet sich im 3. Kapitel).

2. Der Gebrauch der Titel *Abbas*, *Prepositus* und *Prior* im Prämonstratenserorden

Ein — wie mir scheint — wichtiges Ergebnis der vorstehenden Untersuchung ist die Beobachtung, daß in der ersten Schicht der Statuten von Prémontré P1 (Px, Px' und PW) der Titel *prior* als Bezeichnung für den stellvertretenden Klosteroberen wenig oder gar nicht vorkommt und daß für ihn statt dessen der Titel *prepositus* gebraucht wird. Die Kombination *abbas* — *prepositus* für den Klosteroberen und seinen Stellvertreter ist allerdings eine Seltenheit in den Klostergesetzgebungen des 12. Jahrhunderts⁵¹. Wo liegen die Hintergründe?

Bei Benediktinern und Zisterziensern war im 12. Jahrhundert das Begriffspaar *abbas* — *prior* für den Oberen und seinen Stellvertreter üblich. Das gilt für Cluny, Hirsau und Cîteaux⁵². In den meisten Klöstern der Regularkanoniker (Saint-Ruf, Sankt-Victor, Arrouaise und Klosterrath)

⁵¹ Grundsätzliches zu diesem Problem bei C. DEREINE, Artikel *Chanoines* (*Des origines au XIIe siècle*), in *DHGE* 12, 1953, Sp. 353-405, hier Sp. 399-400, und bei SIEGWART, *Consuetudines* (wie Anm. 29) in der Einleitung S. 34-45: Die Titel *Prälat* und *Propst* in Marbach. — Einen kurzen Überblick zur Problematik bietet auch L. HORSTKÖTTER, *Die Anfänge des Prämonstratenserstiftes Hamborn und seine Entwicklung im ersten Jahrhundert seines Bestehens* (Duisburger Forschungen, Beiheft 9), Duisburg 1967, S. 131-139.

⁵² Zur Gesetzgebung von Cluny (*Antiquiores consuetudines Cluniacensis monasterii* von Udalricus) s. Migne PL 149, Sp. 633-778; für Hirsau (*Constitutiones Hirsaudienses* von Abt Wilhelm von Hirsau), s. Migne PL 150, Sp. 927-1146.

war dies ebenso der Fall⁵³. Bei einigen Ordensgemeinschaften eremitischer Prägung bezeichnete man den Klosteroberen als *Prior*. Das gilt für die Kartäuser, die Grandmontenser⁵⁴ und die Regularkanoniker von Aureil und Porto⁵⁵. In Marbach war der Titel *prelatus* üblich⁵⁶.

Der Bedeutungsumfang des Begriffs *prepositus* ist in der Klostergesetzgebung nicht eindeutig definiert und bietet bis heute immer wieder Anlaß zur Verwirrung⁵⁷. Die Regel Benedikts kennt keinen *prior*; dort ist *prepositus* eine Dignität unter dem Abt⁵⁸. Vor dem 12. Jahrhundert scheint die Titulatur bei den Benediktinern fließend zu sein: Mal heißt der stellvertretende Klosterobere *decanus*, mal *prepositus*⁵⁹. In Cluny gewann im Laufe des 11. Jahrhunderts der Titel *prior* an Beliebtheit, und er verdrängte die älteren Titel *decanus* und *prepositus*. Von Cluny verbreitete sich der Titel *prior* bei den anderen Klosterorden benediktinischer Prägung⁶⁰. In der Augustinus-Regel hingegen (*Praeceptum*) heißt der Obere *prepositus*⁶¹. In der Aachener Kanonikerregel vom Jahre 816 steht der *prepositus* als stellvertretender Oberer unter dem *prelatus*⁶². In Porto

⁵³ Für Saint-Ruf s. A. CARRIER, *Coutumier du XIe siècle de l'ordre de Saint-Ruf en usage à la cathédrale de Maguelone* (Études et documents sur l'ordre de St.-Ruf 8), Sherbrooke près de Québec 1950; für Sankt-Victor s. L. JOQUÉ – L. MILIS, *Liber ordinis Sancti Victoris Parisiensis* (Corpus Christianorum. Continuatio Mediaevalis 61), Turnhout 1984; für Arrouaise s. unter 3.2.1; für Klosterrath s. oben zu 1.4.

⁵⁴ Für die Kartäuser s. *Coutumes de Chartreuse* (Sources chrétiennes 313), Paris 1984; für Grandmont s. J. BECQUET, *Scriptores ordinis Grandimontensis* (Corpus Christianorum. Continuatio Mediaevalis 8), Turnhout 1968, darin S. 63-99 die *Regula venerabilis viri Stephani Muretensis*.

⁵⁵ Für Aureil s. J. BECQUET, *Le coutumier des chanoines réguliers d'Aureil en Limousin au XIIIe siècle*, in: Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin 91 (1964) S. 71-85; für Porto s. Migne PL 163, Sp. 703-748 die *Regula clericorum*.

⁵⁶ SIEGWART, *Consuetudines* (wie Anm. 29), S. 252, s. dort aber die einschränkenden Bemerkungen S. 34-45.

⁵⁷ Ebd. S. 45: »... die Geschichte der Vorstehertitel und die dahinter verborgene Verfassungsentwicklung gehörte zu den verwickeltsten Problemen der vergleichenden Stifts- und Consuetudinesforschung.«

⁵⁸ A. DE VOGÜE – J. NEUVILLE, *La règle de saint Benoît* (Sources chrétiennes 181-186), Paris 1972-1977, II, S. 654-656, und VII, S. 249-257.

⁵⁹ K. HALLINGER, *Consuetudines saeculi X/XI/XII monumenta non-Cluniacensia* (Corpus Consuetudinum monasticarum VII/3), Siegburg 1984, S. 11 und 13, Anmerkungen zu den Begriffen *decanus* und *prepositus*.

⁶⁰ K. HALLINGER, *Horze-Kluny* (Studia Anselmiana 22/23 und 24/25), 2 Bände, Rom 1950/51, Bd. 2, S. 819-868.

⁶¹ L. VERHEIJEN, *La Règle de Saint-Augustin*, 2 Bände, Paris 1967, hier Bd. 1, S. 435.

⁶² A. WERMINGHOFF (Hg.), *Institutio canonicorum Aquisgranensis*, in: MGH. Legum sectio III: Concilia 2/1, Hannover und Leipzig 1906, S. 308-421, hier S. 415: *Quamvis omnes, qui praesunt, praepositi rite dicantur, usus tamen obtinuit eos vocari praepositos, qui quandam prioratus curam sub aliis praelatis gerunt.*

(Ravenna) war diese letztgenannte Regelung im 12. Jahrhundert noch üblich, allerdings trug dort der erste Klosterobere — wie für Italien typisch — den Titel *prior*, und sein Stellvertreter hieß *prepositus*⁶³. Allgemein war der Titel *prepositus* für den zweiten Oberen einer Klostergemeinschaft damals schon zur Ausnahme geworden, meist ersetzt durch den Titel *prior*, oder der Titel *prepositus* hatte sich in seiner Bedeutung verschoben und bezeichnete nun den ersten Klosteroberen als Äquivalent für die bisherigen Titel *abbas* bzw. *prelatus*⁶⁴. In einem solchen Fall hieß der stellvertretende Obere *decanus* oder *prior*. Diese letztgenannte Entwicklung war typisch für große Teile Deutschlands, wo seit dem 11. Jahrhundert der Titel *prepositus* als Bezeichnung für den Leiter eines Kanonikerkapitels üblich wurde⁶⁵.

Zu Beginn des 12. Jahrhunderts standen sich in Europa bei den Regularkanonikern im großen Ganzen zwei Traditionsstränge gegenüber. In dem einen wird der Klosterobere *prepositus* und in dem anderen *abbas* genannt. Dieser Gegensatz hatte nicht nur einen lokalen Bezug (Deutschland gegen Frankreich), sondern auch einen ideologischen (Traditionalismus gegen Reformgesinnung)⁶⁶. Das ist besonders gut in Klosterrath zu beobachten, wo Richer 1119 seinen bisherigen Titel *prepositus* in *abbas* änderte⁶⁷; denn gleichzeitig damit führte er ein aszetisches Reformprogramm ein.

⁶³ Migne PL 163, Sp. 739-740.

⁶⁴ Im Orden von Arrouaise wurde die Bezeichnung *prepositus* für den Gutsverwalter, den *provisor exteriorum*, gebraucht (L. MILIS, *L'ordre des chanoines réguliers d'Arrouaise*, Brügge 1969, S. 455-457). Auch im Prämonstratenser-Orden kommt die Bezeichnung *prepositus* in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts häufig vor. Dazu s. unten Anm. 100.

⁶⁵ SIEGWART, *Consuetudines* (wie Anm. 29), S. 38-40.

⁶⁶ Einen gleich gelagerten Gegensatz stellt Hallinger bei der Einführung des Titels *Prior* zwischen der Reichsabtei Gorze und dem französischen Cluny fest. Diese in Cluny vorgenommene Änderung wurde von Gorze nicht akzeptiert und als unvereinbar mit der Reichstradition erachtet. Hallinger meint dazu: »Die vorliegenden Studien haben eine Trennungslinie zwischen Kluny und Gorze gelegt. Beide Bewegungen haben seit dem 10. Jh. ihre eigenständigen Filiationen. Die Westgrenze des alten Reiches scheidet die beiderseitigen Lebenskreise. Zu dieser bewegungsgebundenen und rein örtlichen Scheidung gesellen sich — ebenfalls seit Ende des 10. Jhs. — tiefe, gefühlsmäßige Spannungen, die keinerlei Verwechslung gestatten. Reformbegegnungen lassen den Gegensatz greifbar hervortreten.« (HALLINGER, *Gorze-Kluny* [wie Anm. 60], Bd. 2, S. 869; s. auch S. 863-868 und 953-954).

⁶⁷ WEINFURTER, *Consuetudines Springirsbacenses-Rodenses*, (wie Anm. 30), S. 156-158. Im Kapitel *De nomine abbatis* (S. 156-158) setzt sich Richer dafür ein, den Abts- bzw. Propst-Titel als gleichwertig anzusehen. Im Jahre 1119 ließ sich Propst Richer zum Abt weihen. Sein Nachfolger Borno kehrte zwar zum Propst-Titel zurück, entschied sich 1134 jedoch erneut für den Abts-Titel (L. AUGUSTUS – J.T.J. JAMAR, *Annales Rodenses. Kroniek van Kloosterrade*, Maastricht 1995, S. 30 und 112-113). Derselbe Vorbehalt gegenüber

Erzbischof Friedrich von Köln (1100-1131) sprach sich kritisch gegen diese Maßnahmen aus; im Jahre 1125 nannte er in einem Brief an Bischof Albero von Lüttich den Abtstitel bei Regularkanonikern eine nicht passende Neuerung. Der Benediktinerabt Rupert von Deutz teilte diese Kritik; er bewertete den Gebrauch des Abtstitels bei Regularkanonikern als eine unangebrachte französische Modeerscheinung⁶⁸. Die päpstliche Kurie lavierte zwischen beiden Positionen hin und her. So erlaubte Papst Honorius II. im Jahr 1124 bei der Gründung des regulierten Kapitels von Beuron (bei Sigmaringen), daß das Kapitel, falls es dies wünsche, seinen *praelatus* zum *abbas* weihen lassen könne (wobei der Papst eigens die Erlaubnis zum Gebrauch des Abtsstabes erteilte), falls aber nicht, so dürfe Beuron weiterhin den Titel *prepositus* gebrauchen⁶⁹.

Als Norbert im Jahre 1120/21 die Gemeinschaft von Prémontré ins Leben rief, war die Problematik und die damit verbundene Polemik allenthalben greifbar. Als Deutscher gründete er eine Gemeinschaft von Regularkanonikern in Frankreich⁷⁰. Norbert für seine Person zog sich galant aus der Affaire, indem er sich weder *Abt* noch *Propst* nennen ließ. Meist sprechen ihn die Quellen als *pater Norbertus* an⁷¹. Wie man unter seiner Leitung bis 1126 die Oberen der französischen und deutschen Einzelniederlassungen betitelte, ist unsicher⁷². Während dieser Zeit hatte Norbert

dem Abtstitel ist für Salzburg belegt: Statt des gewohnten Propst-Titels gebrauchte man in Salzburg 1122 und 1125 den Titel *Abt*, kehrte jedoch 1139 zum Propst-Titel zurück (VAN DE PERRE, *De culturele horizon* [wie Anm. 2], S. 143).

⁶⁸ Migne PL 170, Sp. 526-527. Rupert zitiert den Brief des Kölner Erzbischofs und verwendet ihn als Argument. Rupert möchte den Gebrauch des Abts-Titels auf das Mönchtum beschränkt wissen und erachtet den Propst-Titel für die Regularkanoniker in höchstem Maße als angemessen.

⁶⁹ Migne PL 166, Sp. 1313.

⁷⁰ Beobachtungen zu Unterschieden zwischen dem deutschen und französischen Kulturklima sowie einige sich daraus ergebende Konsequenzen bezüglich Norbert und den Prämonstratenserorden findet man bei D. VAN DE PERRE, *De culturele context van de twaalfde-eeuwse premonstratenzer architectuur in Europa*, in *Middeleeuwse premonstratenzer kerken* (Werkgroep Norbertijner Geschiedenis in de Nederlanden. Bijdragen van de contactdag 9), Brüssel 1999, S. 75-107, hier S. 77-83.

⁷¹ GRAUWEN, *Norbertus aartsbisschop* (wie Anm. 3), S. 100-116 [2. Auflage deutsch, S. 82-95].

⁷² S. WEINFURTER, *Norbert von Xanten und die Entstehung des Prämonstratenserordens*, in: *Barbarossa und die Prämonstratenser* (Schriften zur staufischen Geschichte und Kunst 10), Göppingen 1989, S. 67-100, hier S. 71-77, umschreibt Norberts Position im Verband von Prémontré als »Eigenkirchenherr«. Als solcher war er bis 1126 der uneingeschränkte Leiter eines einzigen »dislozierten Großkonvents« mit Prémontré als Zentrum, umgeben von vielen Zweigniederlassungen. — Laut *Vita Norberti B* (PL 170, Sp. 1328) lädt Norbert im Jahre 1128 zu einer Gesprächsrunde (wohl in Magdeburg) ein: *advocatis*

wohl keinen Oberen mit dem Titel *Abt* als Leiter eines Einzelklosters berufen⁷³. Als Erzbischof von Magdeburg hielt er für die Gründungen in seinem Erzbistum den traditionellen Propst-Titel bei.

Die Berufung Hugos von Fosses zum ersten Abt von Prémontré im Jahr 1128 kennzeichnet eine Trendwende. Hugo, der aus Fosses im Süden Belgiens stammte, entschied sich deutlich für das mönchische Modell von Cîteaux. Er berief bei seinem Amtsantritt je einen Abt für die Prämonstratenserklöster Floreffe, Laon, Vivières, Sint-Michiels in Antwerpen und Bonne-Espérance⁷⁴.

Es fällt auf, daß in den ältesten Neugründungen Norberts im deutschen Sprachgebiet (Cappenberg, Ilbenstadt, Varlar) keine Äbte berufen wurden, sondern daß die Oberen nach deutscher Tradition zunächst viele Jahrzehnte hindurch den Titel *prepositus* führen. Es fällt ebenso auf, daß sich keines dieser Klöster unter jenen drei Klöstern findet, die später als die »ältesten Töchter« Prémontrés bezeichnet wurden und deren Äbte als »Väter des Ordens« den Vorrang innerhalb des Ordens einnahmen: St. Martin in Laon, Cuissy und Floreffe.

Zwischen Hugo von Fosses und den deutschen Klöstern taten sich von Anfang an zwei Gegensätze auf⁷⁵: Erstens der Gegensatz zwischen Prémontré und Magdeburg. Norbert führte als Erzbischof in seinem Bistum für die ab 1129 erfolgten Gründungen einige neue Gebräuche ein, die von manchem abwichen, was er selbst in Prémontré veranlaßt hatte. Dies betraf die Kleidung, den Chorgesang und den Titel des Oberen. Außerdem ist ein zweiter großer Gegensatz auszumachen zwischen den Tendenzen Hugos, die ab 1128 langsam, aber stetig auf einen zentralisierenden Orden unter Leitung Prémontrés hinausliefen, und zwischen den Auffassungen der deutschen Bischöfe, die auf der Jurisdiktion über die Kanonikerkapitel

ad se quibusdam ex prioribus et majoris et sanioris consilii fratribus. Darf man aus diesen Worten schließen, daß die Oberen der Zweigniederlassungen damals den Titel *Prior* führten?

⁷³ In diesem Punkt widersprechen sich *Vita Norberti B* und *Vita Norberti A*. – Laut *Vita B* (Migne PL 170, Sp. 1309 und 1330) berief Norbert selbst bereits 1126 Äbte in Laon und Vivières. Laut *Vita A* (MGH SS 12, S. 690 und 697) geschah dies erst 1128 durch Hugo von Fosses. Ich vertraue in diesem Punkt mehr dem Bericht der *Vita A*, weil er in sich eine stärkere Einheit bildet als der Bericht der *Vita B*. – KRINGS, *Zum Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 17, gibt allerdings der Version der *Vita B* den Vorzug. — Die Gründungsurkunde von Laon aus dem Jahre 1124, worin bereits von einem Abt die Rede ist, muß nach dem Urteil von I.J. VAN DE WESTELAKEN, *Premonstratenser Wetgeving* (wie Anm. 8), S. 12–17, als verdächtig gelten.

⁷⁴ *Vita Norberti A*, in MGH SS 12, S. 697.

⁷⁵ Hierzu s. VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 140–147.

in ihrem Bistum beharrten. Anhand der ältesten Statuten sowie anhand mehrerer päpstlicher Mahnschreiben (1140, 1143, 1144, 1145 und 1155) läßt sich nachweisen, daß einige deutsche Bischöfe den Klosteroberen verboten hatten, am jährlichen Generalkapitel teilzunehmen⁷⁶.

Diese beiden Gegensätze hinderten Abt Hugo von Fosses daran, in allen Klöstern der Prämonstratenser die gleiche Titulatur verbindlich vorzuschreiben. Ich sehe daher im Gebrauch der Titulatur *abbas vel prepositus* für den Klosteroberen und seinen Stellvertreter in den ältesten Statuten von Prémontré (P1) einen Kompromiß zwischen der französischen und der deutschen Tradition. Die Statuten lassen keinen Zweifel aufkommen, daß der Klosteroberer überall *Abt* genannt werden sollte. Aber als Kompromiß erlauben sie, daß der Stellvertreter — bei Cîteaux heißt er stets *prior* — bei den Prämonstratensern *prepositus* genannt werden darf⁷⁷. Damit verwarf man in Prémontré den deutschen Sprachgebrauch zwar nicht vollends, ließ ihn andererseits aber auch nicht uneingeschränkt zu. Ein gewisser Zwiespalt tritt in den Statuten offen zu Tage: Wo ein Kloster von einem Abt geleitet wird, heißt der stellvertretende Obere *prepositus*, andererseits scheint der häufig vorkommende Ausdruck *abbas vel prepositus* auf jene Klöster hinzuweisen, in denen es keinen Abt gab, die vielmehr von einem *prepositus* geleitet wurden⁷⁸.

Dieser Kompromiß war in der Praxis offensichtlich nicht lange durchzuhalten. In Prémontré und in allen Klöstern unter französischem Einfluß scheint recht bald die Amtsbezeichnung *prior* für den stellvertretenden

⁷⁶ PW 27 setzt das Verbot durch die Bischöfe voraus: *aut inevitabili episcopi vel archiepiscopi obedientia*. — Dieses bischöfliche Verbot ergibt sich ebenfalls aus fünf päpstlichen Bullen: am 29. Dezember 1140 durch Papst Innozenz II. (B. KRINGS, *Ein Brief Papst Innozenz' II. vom Jahre 1140 zugunsten des Generalkapitels der Prämonstratenser*, in *AnPraem* 64 (1988) S. 342-348); am 6. Dezember 1143 durch Papst Coelestin II. (Migne PL 179, Sp. 781-782); am 19. Mai 1144 durch Papst Lucius II. (Migne PL 179, Sp. 880-882); am 14. März 1145 durch Papst Eugen III. (Migne PL 180, Sp. 1017); am 3. Januar 1155 durch Papst Hadrian IV. (Migne PL 188, Sp. 1373-1375).

⁷⁷ Die Urkunde Bischof Liethards von Cambrai vom Jahre 1132 für das Kloster Grimbergen kennt sowohl den Titel Abt als auch den Titel Propst für den Leiter des Klosters: *abbatem canonice elegerint, vel ejusdem praepositum* (C. L. HUGO, *Sacri et canonici ordinis Praemonstratensis annales*, Bd. 1, Nancy 1734 (Reprint Averbode 1999), *Probationes* Sp. 609).

⁷⁸ Es ist möglich, daß die Tendenz, den Titel für den Klosteroberen auf eine einzige Bezeichnung zu beschränken, seine geistigen Wurzeln in der Tradition von Klosterrath bzw. Marbach hat. In der Gesetzgebung von Klosterrath kommt der Ausdruck *abbas vel prior* für den Klosteroberen und seinen Stellvertreter mehrfach vor. In Marbach wurden die *cellae*, womit dort die kleinen Zweigniederlassungen gemeint sind, von *Prioren* geleitet. (WEINFURTER, *Consuetudines Springirsbacenses-Rodenses* [wie Anm. 30], S. 46-47, und SIEGWART, *Consuetudines* [wie Anm. 29], §338 auf S. 252).

Klosteroberen gebraucht worden zu sein⁷⁹. In vielen Klöstern Deutschlands blieb es bei der Bezeichnung *prepositus* für den andernorts als *Abt* bezeichneten Klosteroberen; sein Stellvertreter hieß auch dort *prior*⁸⁰.

Die päpstliche Kurie akzeptierte die in diesem Punkt nicht einheitliche Regelung im Prämonstratenserorden und verwendete jeweils sowohl die eine als auch die andere Titulatur für den Oberen des Einzelklosters⁸¹.

Offensichtlich war man in Prémontré bestrebt, die Verwirrung bezüglich des Titels *Propst* für den Leiter eines Klosters zu beseitigen. Im Jahre 1145 ersuchte der Papst die (deutschen) Bischöfe, sie möchten sich nicht weigern, die *Pröpste* zu *Äbten* zu weihen. Dabei verwies er auf einen Beschluß des Generalkapitels, an Stelle der Pröpste nunmehr Äbte einzusetzen⁸².

War dieser Beschluß des Generalkapitels der Anlaß für den Redaktor von PW, den Titel *prepositus* zu streichen und durch *prior* zu ersetzen, eine Option, die er allerdings nur in den ersten Artikeln konsequent durchhielt? Erst bei der zweiten Statutenredaktion (1154) wurde der Titel *prepositus* folgerichtig gestrichen. Im Deutschen Reich hat dies allerdings wenig bewirkt, und zwar wegen des Schismas (1159-1177), in welchem Kaiser Barbarossa (1152-1190) und die deutsche Reichskirche die Autorität des legitimen Papstes Alexander III. (1159-1181) erst im Jahre 1177 anerkannten. Während des Schismas gebrauchte Papst Alexander III. in seinen Schreiben an den Orden von Prémontré nur die Bezeichnung *abbates*⁸³. Nach Beendigung des Schismas 1177 entschied sich ein ansehnlicher Teil jener deutschen Klosteroberen, die den Titel *Abt* noch nicht trugen (einige, die mit Prémontré oder anderen französischen Mutterklöstern

⁷⁹ Bischof Liethard von Cambrai bezeichnet in den Jahren 1131/32 den Stellvertreter des Abtes von Prémontré als *Prior* (J. EVERS, *Kamerijk en Premonstreit in 1132*, in: *AnPraem* 2 (1926) S. 88-90, hier S. 89: *abbas Premonstrate ecclesie per se aut per suum priorem*...). Eine Urkunde des Generalkapitels von Prémontré vom 10. Oktober 1141 ist mitunterzeichnet von *Frater Ivo, Premonstratensis Ecclesiae humilis Prior* und von *Frater Fabianus, Subprior* (J. LE PAIGE, *Bibliotheca Praemonstratensis Ordinis*, Paris 1633 [Reprint Averbode 1998], S. 322).

⁸⁰ S. dazu I. EHLERS-KISSELER, *Die Anfänge der Prämonstratenser im Erzbistum Köln* (Rheinisches Archiv 137), Köln 1997, S. 495-518.

⁸¹ In den päpstlichen Schreiben wird der einzelne Klosteroberer entsprechend dem lokalen Gebrauch entweder als *abbas* oder als *prepositus* bezeichnet. — Papst Innozenz II. richtet am 12. April 1131 sein Schreiben an Abt Hugo von Prémontré mit den *coabbatibus, praepositis, prioribus et universis fratribus* (Migne PL 179, Sp. 87). Am 21. Dezember 1138 schreibt der Papst den *abbatibus ac praepositis* (Migne PL 179, Sp. 387) und am 14. März 1145 den *abbatibus et praepositis universis Praemonstratensis ordinis* (Migne PL 180, Sp. 1017).

⁸² Migne PL 180, Sp. 1076-1077: *Ipsi... communi consilio statuerunt, ut locorum suorum praepositos abbates constituent.*

⁸³ Migne PL 200, Sp. 615 und Sp. 1105.

verbunden waren, führten den Abts-Titel bereits seit ihrer Gründung bzw. seit ihrer Reform), für den Titel *abbas*, andere blieben konsequent beim angestammten Titel *prepositus* oder kehrten kurz nach Übernahme des Abts-Titels zeitweise (wie Hamborn) oder dauerhaft (wie Cappenberg, Scheda und Varlar) zum Propsttitel zurück⁸⁴.

Im Jahre 1246 entschloß sich Propst Vramold von Ilfeld (am Harz), die Magdeburger Gewohnheiten gegen die von Prémontré einzutauschen. Das bedeutete zugleich, daß er seinen Titel *Propst* in den Titel *Abt* änderte. Als Motiv wird genannt: Er sah, daß die in Prémontré gelebte Klosterordnung authentischer und von größerer Religiosität sei und stärker wachse als die von Magdeburg⁸⁵.

Hinsichtlich des Titels für den Klosteroberen ist vom Mittelalter bis heute die Kluft zwischen der Ordensgesetzgebung (stets »abbas«) und der Praxis nie vollständig beseitigt worden. Der leidenschaftliche Kampf um einen einheitlichen Titel für den Klosteroberen verlor im Laufe der Jahrhunderte seine ideologisch motivierte Schärfe, und man gewöhnte sich an die unterschiedliche Handhabung in den verschiedenen Regionen Europas.

3. Die Konversengesetzgebungen in Cîteaux, Prémontré, Oigny und Arrouaise und ihr Verhältnis zueinander

3.1. Die Konversengesetzgebung in Cîteaux, Prémontré und Oigny

Die Konversengesetzgebung in Cîteaux ist im Laufe des 12. Jahrhunderts in drei Redaktionsphasen zustande gekommen⁸⁶. Nur die ersten beiden

⁸⁴ Für den Bereich des Erzbistums Köln gibt EHLERS-KISSELER, *Die Anfänge der Prämonstratenser* (wie Anm. 80), S. 495-518, folgenden Überblick: Knechtsteden änderte ca. 1182 den Titel *Propst* in *Abt*, Steinfeld ca. 1184 und Hamborn definitiv ca. 1210. Scheda übernahm ca. 1197 den Abts-Titel, kehrte aber ca. 1216 zum Propst-Titel zurück. Auch Wedinghausen (Arnsberg) übernahm ca. 1191 den Abts-Titel, um ca. 1217 zum angestammten Propst-Titel zurückzukehren. In der spärlichen Quellenüberlieferung von Berentrop ist eine (wenn auch nur zeitweise) Änderung des *Propst*-Titels nicht belegt. In Cappenberg, Clarholz und Varlar erfolgte noch vor dem Jahre 1200 für kurze Zeit ein Wechsel vom Propst-Titel zum Abts-Titel, doch auch diese westfälischen Klöster kehrten nach etwa einer Generation für immer zum Propst-Titel zurück (N. BACKMUND, *Monasticon Praemonstratense* [wie Anm. 7], Bd. 1, S. 188. 191. 259).

⁸⁵ *Historia monasterii Ilfeldensis*, in: MGH SS 25, Hannover 1880, S. 588: *videns ordinem Premonstratensem esse magis autenticum et religiosiorem et plus augeri quam Magdeburgensem*.

⁸⁶ Chr. WADDELL, *Cistercian Lay Brothers. Twelfth-Century Usages with Related Texts* (Cîteaux: Commentarii cistercienses. Studia et Documenta 10), Brecht 2000. Eine weitere

sind für unsere Untersuchung relevant. Die erste Redaktion (UC1 mit 15 Kapiteln) ist in einer einzigen Handschrift überliefert (Trient Nr. 1711), die laut Chr. Waddell ca. 1138/1140 geschrieben sein dürfte. Die Redaktion selbst datiert er auf ca. 1120⁸⁷. Eine zweite Redaktion (UC2 mit 20 Kapiteln) erfolgte laut Waddell im Jahre 1147⁸⁸. Davon sind heute mehrere Textzeugen bekannt.

Laut Waddell bildeten die UC und die EO von Anfang an ein gesetzgebendes Zwillingsspaar. Die Redaktion beider Texte soll unter Leitung von Abt Stephan gleich nach 1119 geschehen sein. Damit wirft Waddell die bisher üblichen Datierungen über den Haufen. Bisher ging man davon aus, daß die vier Artikel aus den CC, die sich auf die Konversen beziehen (CC 18, 20-22), den ältesten Kern der Konversengesetzgebung darstellen und daß die UC viel später (ca. 1140) als die EO entstanden sein dürften. Waddell jedoch datiert die Redaktion der SCC-CC frühestens in das Jahr 1134 oder später, während die bisherigen Autoren diesen Text übereinstimmend in den Jahren 1123/24 ansetzten⁸⁹. Damit kehrt Waddell die Beziehung zwischen den SCC-CC und den UC um.

Von der ältesten Konversengesetzgebung in Prémontré sind zwei Redaktionen bekannt. Die erste (P1) ist in PW verzeichnet, die zweite (P2) in PGK. Diese Redaktionen werden in das Jahr 1130 bzw. 1154 datiert⁹⁰. In der ersten Redaktionsschicht bildete die Gesetzgebung für

Textedition findet sich bei J. A. LEFEVRE, *L'évolution des Usus conversorum de Cîteaux*, in: *Collectanea Ordinis Cisterciensium Reformatum* 17 (1955) S. 65-97, hier S. 84-97. — Die Nummern der Kapitel zitiere ich stets nach Waddell.

⁸⁷ Zur Datierung der Redaktion s. WADDELL, *Cistercian Lay Brothers* (wie Anm. 86), S. 20-21. Bei der Datierung der Handschrift (ebd., S. 29-30) macht Waddell keinen Unterschied zwischen EO-SCC-CC und den UC, die alle in demselben Codex stehen. Andere Autoren taten dies sehr wohl. Nach ihnen ist der Text der UC von späterer Hand nachgetragen, woraus man schließen könnte, daß dieser Text auch später entstanden sein dürfte (J.A. LEFEVRE, *Les traditions manuscrites des 'Usus conversorum' de Cîteaux*, in *Collectanea Ordinis Cisterciensium Reformatum* 17 (1955) S. 11-39, hier S. 25, und J.B. AUBERGER, *L'unanimité cistercienne primitive, mythe ou réalité?*, Achel 1986, S. 63-65).

⁸⁸ WADDELL, *Cistercian Lay Brothers* (wie Anm. 86), S. 31-43.

⁸⁹ WADDELL, *Narrative and Legislative Texts* (wie Anm. 10), S. 147-152 und 175.

⁹⁰ S. dazu oben 1.1. — KRINGS, *Das Ordensrecht* (wie Anm. 6), S. 109-110, macht auf Folgendes aufmerksam: Da die Kanoniker, Laienbrüder und Schwestern in der ersten Redaktionsschicht (P1) in eine einzige Gesetzgebung (PW) intergriert waren und da aus der zweiten Redaktionsschicht (P2) erkennbar wird, daß Kanoniker (PG) und Laienbrüder (PGK) ein je eigenständiges Corpus erhalten, dann wäre ein solches auch für die Schwestern zu postulieren, zumal sich ab etwa 1140 die Tendenz verstärkte, die Doppelklöster aufzulösen und die Schwestern in eigene Klöster umzusiedeln. Ein solches Corpus für Schwestern sei zwar noch nicht aufgefunden, an seiner Existenz lasse sich aber nicht zweifeln.

Kanoniker, Laienbrüder und Schwestern noch ein einziges Corpus, in der zweiten war dies nicht mehr der Fall. Prémontré war, was die Konversengesetzgebung betrifft, in keiner Weise von Cîteaux abhängig⁹¹.

Das Kloster Oigny übernahm, wie bereits dargelegt, seine Konversengesetzgebung vollständig aus Cîteaux (siehe *Tabelle 1*). Dazu diente als Vorlage eine leicht weiterentwickelte Version der ältesten Redaktionschicht (UC1)⁹². In der Konversengesetzgebung ist keinerlei Einfluß von Prémontré auf Oigny zu erkennen.

Vielleicht kann die Untersuchung der Konversengesetzgebung von Arrouaise, welche sowohl von Prémontré als auch von Cîteaux abhängig ist, etwas Licht auf die Gründe werfen, warum Prémontré die Konversengesetzgebung von Cîteaux nicht kannte bzw. nicht übernahm und warum Oigny andererseits die Konversengesetzgebung von Prémontré nicht kannte bzw. diese nicht übernahm.

3.2. Die Beziehung zwischen Prémontré und Arrouaise

3.2.1. *Das Verhältnis von Cîteaux zu Arrouaise sowie von Arrouaise zu Prémontré und Oigny*

Das Kloster Arrouaise bei Arras in Nordfrankreich (Département du Nord) begann als eremitische Gründung⁹³. Etwa im Jahre 1116 übernahm Arrouaise die kanonikale Lebensweise. Der große Reformator war Abt Gervasius (1121-1147). Der Orden erlebte eine starke Ausbreitung in den Jahren 1129 bis 1145, also in etwa zeitgleich mit Prémontré.

⁹¹ Möglicherweise gibt es an einer einzigen Stelle dennoch einen Einfluß. Dem Artikel PW 73 *Ne mulieres ingredientur molendina nostra* könnte zeitlich und sachlich der Brief vorausgehen, den Bernhard von Clairvaux an Abt Lukas von Cuissy schrieb. Darin weist er auf die inkonsequente Regelung dieses Problems bei den Prämonstratensern hin, verbunden mit der Empfehlung, den Frauen den Zugang zu den Mühlen ganz zu verbieten (J. LECLERCQ – H. ROCHAIS (Hg.), *S. Bernardi opera*, Bd. 7, Rom 1974, Brief 79, S. 210-212, hier S. 212). Dieser Brief wurde noch vor dem Tod Norberts († 1134) geschrieben, und zwar zu einem Zeitpunkt, als dieses Verbot noch nicht in die Gesetzgebung der Prämonstratenser aufgenommen war. Dieses Verbot bestand jedoch in der Gesetzgebung von Cîteaux (CC 18, UC 6, UC 7). Zumal dieses Verbot in PW erst unter den letzten Kapiteln eingereiht ist, ist nicht auszuschließen, daß der Text an das schon bestehende Gesetzeswerk angefügt wurde.

⁹² An manchen Stellen liegt zwar eine wörtliche Übereinstimmung mit der Version UC2 vor, doch diese ist zu gering, um von einer strukturellen Übereinstimmung sprechen zu können.

⁹³ Zur Geschichte des Ordens s. L. MILIS, *L'ordre des chanoines réguliers d'Arrouaise*, 2 Bände, Brügge 1969.

Die älteste Statutenredaktion erfolgte etwa im Jahre 1135. Sie kam unter dem Einfluß Bernhards von Clairvaux zustande⁹⁴. Arrouaise übernahm sowohl die EO als auch die SCC von Cîteaux. Schon allein das bringt es mit sich, daß seine Gesetzgebung auch viel Gemeinsamkeiten mit Prémontré bzw. Oigny aufweisen muß, weil jene als Vorlage für ihre Gesetzgebung dieselben Quellentexte gebrauchten⁹⁵. Das älteste Textzeugnis für die erste Statutenredaktion in Arrouaise ist ein etwa 1233 aufgeschriebener Text (A).

Die direkte Abhängigkeit der Statuten des Klosters Arrouaise von Cîteaux ist in der Forschung unbestritten. Schwieriger wird es, der Frage nachzugehen, ob Arrouaise bei der ersten Redaktion zusätzlich die Gesetzgebung von Prémontré und eventuell noch die von Oigny kannte und verarbeitete. Es gibt Kapitel, die in der Gesetzgebung von Arrouaise, Prémontré und Oigny wörtlich übereinstimmen und dennoch von Cîteaux abweichen⁹⁶. Zwei davon fehlen sogar vollständig in der Gesetzgebung von Cîteaux (A 183, 185). Eine begrenzte, aber direkte Abhängigkeit von der Gesetzgebung Prémontrés bzw. Oignys muß daher wohl unterstellt werden. Aufbauend auf die oben am Ende des 1. Kapitels formulierten Feststellungen kann der Ausgangspunkt dazu nicht in Oigny liegen, sondern nur in Prémontré, und zwar in der Schicht P1⁹⁷. Daß Arrouaise Textabschnitte hat, die nur in Prémontré, aber nicht in Oigny vorkommen, während dies umgekehrt nicht der Fall ist, verstärkt diese These durch ein zusätzliches Argument.

⁹⁴ Zur Gesetzgebung mit entsprechender Einleitung s. L. MILIS (Hg.), *Constitutiones canonicorum regularium Ordinis Arroasiensis* (Corpus Christianorum. Continuatio Mediaevalis 20), Turnhout 1970. — Zur Datierung ebd., S. XLIX-LII. Ein deutlicher *terminus ante quem* für die Redaktion ist der 27. Januar 1137 (Ebendort, S. L). Zum Einfluß Bernhards von Clairvaux s. *Fundatio monasterii Arroasiensis*, MGH SS 15, Hannover 1888, S. 1121: *de consilio sancte memorie Bernardi Clarevallii abbatis*.

⁹⁵ Diese Verwandtschaft wurde bereits früher untersucht von VAN DAMME, *La 'Summa cartae caritatis'* (wie Anm. 22), S. 6-14; MILIS, *La 'Summa cartae caritatis'* (wie Anm. 24), S. 127-129; LEFÈVRE – THOMAS, *Le coutumier d'Oigny*, (wie Anm. 20), S. XXXVII-LXIII.

⁹⁶ Z.B. A 179, PW 5, O 5, EO 115.

⁹⁷ *De vestiario* (A 183) kommt mit gleichartigen Worten auch in PW 11 vor, während der Titel in O 11 lautet: *De his que pertinent ad vestiarium*. — MILIS, *Constitutiones... Ordinis Arroasiensis* (wie Anm. 94), S. XL stellt fest: »Il n'y a donc pas de doute que CA s'est fondé surtout sur OE [von mir als EO abgekürzt], mais aussi sur PW, et que ce dernier texte a été préféré dans quelques cas essentiels.«

3.2.3. *Das Verhältnis der Konversengesetzgebung von Arrouaise zu Prémontré und Cîteaux*

Für die Konversengesetzgebung ist die Beziehung von Prémontré zu Arrouaise außerordentlich wichtig. Während sich Oigny hinsichtlich seiner Konversen völlig auf Cîteaux konzentrierte, übernahm Arrouaise einen großen Teil seiner Konversengesetzgebung von Prémontré. Allerdings bietet die Konversengesetzgebung in Arrouaise auf den ersten Blick einen verwirrenden Eindruck, weil sie sich in zwei zusammenhängenden Textblöcken innerhalb der Statuten findet (Artikel 151-163 und 215-226, siehe dazu die *Tabelle 2*). Der Bruch zwischen beiden Blöcken ist signifikant, weil der Text bis Artikel 214 zur ältesten Redaktionsschicht (A1) gehört und der weitere Text ab Artikel 215 aus späteren Ergänzungen besteht (A2).

Die Artikel 151 bis 157 aus dem ersten Textblock gehen sowohl im Wortlaut als auch in der Reihenfolge auf P1 zurück, also auf jene redaktionelle Schicht, der PW entstammt. Die Artikel 158 bis 163 aus demselben Textblock sind verschiedener Herkunft (UC1, EO, PW, PGK). Die Artikel 215 bis 226 des zweiten Textblocks hängen vor allem von UC1 ab, enthalten jedoch auch etliche Bestimmungen aus PW, obwohl hier die Übereinstimmung weit kleiner ist als bei den Artikeln 151 bis 157.

L. Milis ging davon aus, daß die beiden Textblöcke ursprünglich zusammenhingen, und zwar beginnend bei 215-226 und gefolgt von 151-163. Nach seiner Ansicht wurde der Textblock 151-163 nachträglich in die schon vorhandene ältere Gesetzgebung eingefügt. Milis datiert die Redigierung der gesamten Konversengesetzgebung von Arrouaise in die erweiternde Redaktionsphase (A2) zwischen 1135 und 1147⁹⁸.

Ich bezweifle diesen Standpunkt und bringe im Folgenden Argumente, die aufzeigen, daß die Artikel 151-157 des ersten Textblocks zur ältesten Redaktionsschicht (A1) gehören. Erstens stehen die Artikel 151-157 in derselben Reihenfolge, wie sie sich in Prémontré finden, während der zweite Textblock — was die Herkunft der Kapitel betrifft — sehr heterogen zusammengestellt ist (siehe *Tabelle 2*). Die unterschiedliche Handhabung beider Vorlagen zeugt von einer unterschiedlichen Redaktionsphase. Als zweites Argument verweise ich auf den Ausdruck *abbate vel*

⁹⁸ MILIS, *Constitutiones... Ordinis Arroasiensis* (wie Anm. 94), S. XXX-XXXVIII, LII und LXXII.

praeposito (A 157), eine Formulierung, die in Prémontré zwar in PW 72 vorkommt, jedoch nicht mehr in PGK 13, wo es bereits *abbate vel priore* heißt⁹⁹. Sonst wird in der Gesetzgebung von Arrouaise überall die Kombination *abbas vel prior* gebraucht, auch in A 216. Drittens weise ich hin auf den Begriff *provisor curiae*, der dreimal in den Artikeln 151 bis 157 vorkommt und ebenso in den parallel dazu laufenden Texten in Prémontré. *Provisor* ist ein typischer Begriff bei den Prämonstratensern, den Arrouaise im Kapitel *De provisoro exteriorum* (A 185) wörtlich aus PW 8 übernahm. Im zweiten Textblock der Konversengesetzgebung wird dieselbe Funktion mit dem Begriff *praepositus* umschrieben (A 225, 226)¹⁰⁰. Sowohl im Gebrauch des Wortes *prior* als auch im Gebrauch des Wortes *prepositus* weicht dieser zweite Textblock von der Praxis ab, wie sie dem Redaktor der Artikel 151-157 vertraut war.

Der Text der Artikel 151-157 schließt strukturell und terminologisch an P1 und A1 an. Die Artikel 215-226 scheinen zu einer anderen, späteren Redaktionsschicht (A2) zu gehören. Die Artikel 158-163 des ersten Textblocks (A1'), die sowohl von UC1 als auch von Prémontré inspiriert zu sein scheinen, könnten möglicherweise spätere Kapitelsbeschlüsse von Arrouaise sein, die nach 1135 dort eingefügt wurden¹⁰¹. Derartige Einfügungen hat Milis auch bei anderen Unterabschnitten in der ältesten Gesetzgebung festgestellt¹⁰². Der Artikel 163 am Schluß des ersten Textblocks — ein Artikel, der mit P2 (PGK 18) übereinstimmt und der die Verpflichtung auferlegt, die Konversen einmal pro Monat in ihrer Gesetzgebung zu unterrichten — beweist meiner Ansicht nach, daß auch Prémontré bereits vor 1147¹⁰³ ein Proto-PGK gehabt haben dürfte, also eine

⁹⁹ Ein analoges Beispiel steht im Schlußteil unter A 152. Es ist identisch mit PW 66, weicht jedoch von PGK 10 ab, wo der Satz *et una die in pane et aqua ieiunet* hinzugefügt ist. Ein weiteres Beispiel ist A 153, das in allem PW 67 entspricht, jedoch nicht den Zusatz aus PGK 9 enthält.

¹⁰⁰ Zum Aufgabengebiet des *provisor exteriorum* bzw. des *prepositus* s. MILIS, *L'ordre... d'Arrouaise*, (wie Anm. 93), Bd. 1, S. 455-457. Der Begriff *prepositus* im Sinne von Gutsverwalter kommt auch in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts im Prämonstratenserorden vielfach vor. Das Generalkapitel von Prémontré faßte zwischen 1140 und 1153 den Beschluß, den Titel *provisor* durch *cellerarius exteriorum* zu ersetzen (KRINGS, *Zum Ordensrecht* [wie 6], Anm. S. 16).

¹⁰¹ Darauf lassen Formulierungen schließen wie *statuimus, definitum est, statutum est* (A 158, 160, 161). Diese Begriffe fehlen in den vorhergehenden Nummern (A 151-157).

¹⁰² MILIS, *Constitutiones... Ordinis Arroasiensis* (wie Anm. 94), S. XXX.

¹⁰³ Ebd., S. XXXVII, datiert Milis die zweite Redaktionsphase (A2) der Überarbeitung und Ergänzung der Konversengesetzgebung in die Zeit vor 1147, und damit noch in die Regierungszeit des Abtes Gervasius, die 1147 endete.

von der Kanonikergesetzgebung getrennte eigenständige Konversengesetzgebung. Übrigens ist dies in etwa der Zeitpunkt, zu dem Oigny die Version Px' übernahm.

3.3. Einige Schlußfolgerungen zur Konversengesetzgebung

- a) Prémontré verfügte bereits über eine Konversengesetzgebung vom Typ PW, als Arrouaise seine ersten Statuten (A1) aufstellte.
- b) Das Vorkommen des Artikels 163 im Textblock A1' der Gesetzgebung von Arrouaise beweist meiner Ansicht nach, daß in Prémontré nach 1135, aber schon vor 1147 eine selbständige Konversengesetzgebung ausgebildet worden war, und zwar vom Typ PGK (ein Proto-PGK). Und genau das würde verständlich machen, warum der Gesetzgebungstext Px', den Oigny aus Prémontré übernahm, keine Konversengesetzgebung enthalten haben dürfte.
- c) Die Konversengesetzgebung von Cîteaux hat Arrouaise erst nach 1135 beeinflußt, denn in der Redaktionsschicht A1 sind noch keine Spuren eines solchen Einflusses erkennbar.
- d) Da also kein früher Einfluß einer Konversengesetzgebung von Cîteaux auf Arrouaise feststellbar ist, vielmehr da Prémontré diesen Einfluß ausübte, darf vermutet werden, daß die Konversengesetzgebung von Prémontré älter ist als die von Cîteaux. Dies wäre von der Sache her nicht verwunderlich. Für Norbert waren die Laienbrüder und Schwestern von Beginn an ein wesentlicher Teil seines Reformkonzepts¹⁰⁴. Ebenso kann man Parallelen anführen zum geistlichen Standort der Laien (Männer und Frauen) in der süddeutschen Klosterreform¹⁰⁵. Die Texte über die Laienbrüder und Schwestern in der Prämonstratenser-Gesetzgebung könnten möglicherweise zu einem sehr frühen Kern gehören, der noch vor 1126 unter Norbert ausgebildet wurde, wie zum Beispiel der bereits angeführte Artikel über das Schuldkapitel¹⁰⁶. In Cîteaux hingegen scheint man in den Anfangsjahren die Konversen nicht in den neuen Klosterentwurf hineingenommen zu haben. Erst ab 1119 gewinnt ihr Anteil im Orden an Gewicht¹⁰⁷. Das macht

¹⁰⁴ VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 220-225.

¹⁰⁵ Ebd., S. 209-216.

¹⁰⁶ S. dazu oben 1.6.3.

¹⁰⁷ J. DUBOIS, *L'institution des convers au XIIe siècle*, in: I laici nella 'societas christiana' dei secoli XI e XII, Mailand 1968, S. 186-191; VAN DE PERRE, *De culturele horizon* (wie Anm. 2), S. 204-209.

verständlich, warum ihre spezifische Gesetzgebung wohl erst später ausgebildet wurde.

Schluß

Die vor kurzem erschienenen Publikationen von Chr. Waddell haben das Interesse an der zeitlichen Einordnung der ältesten Zisterzienser-Gesetzgebung aufs Neue geweckt¹⁰⁸. Waddell kam aufgrund von Handschriften-Studien, verbunden mit einer literarischen Textanalyse, zu seinen neuen Datierungen. Sein Vergleichsmaterial beschränkte sich auf zisterziensische Quellentexte, obwohl er sicherlich wußte, daß seine neu angesetzten Datierungen durch einen Vergleich mit den Gesetzgebungen in Prémontré, Arrouaise und Oigny noch hätten überprüft werden können. Das bemerkenswerteste Resultat von Waddells Untersuchung ist die recht früh angesetzte Datierung der Redaktion von UC1 auf ca. 1120 und die recht spät angesetzte Datierung der drei Schriften *Exordium Cistercii*, *Summa cartae caritatis* und *Capitula* in das Jahr 1134 oder später¹⁰⁹.

Ich bin methodisch anders vorgegangen. Mein Ansatzpunkt war der strukturelle Vergleich der ältesten Gesetzgebungen von Cîteaux, Prémontré, Oigny und Arrouaise. Ich habe nicht die einzelnen Handschriften untersucht, sondern die einzelnen redaktionellen Schichten. Die Datierungen hierzu habe ich gleichsam als vorläufige Arbeitshypothesen von anderen übernommen. Mir ging es darum, auf der Grundlage eines strukturellen Textvergleichs eine mögliche Abhängigkeit oder Beeinflussung festzustellen. Die konkrete Frage lautete: In welchem Verhältnis stehen die verschiedenen Redaktionsschichten der Gesetzgebungstexte der genannten Klöster zueinander? Das hat zu einer Anzahl neuer Einsichten geführt:

¹⁰⁸ WADDELL, *Narrative and Legislative Texts* (wie Anm. 10), gibt folgende Quellentexte: *Exordium Cistercii*, *Summa cartae caritatis*, *Capitula*, *Exordium parvum*, *Carta caritatis prior*, *Confirmatio cartae caritatis*, *Instituta generalis capituli*, *Carta caritatis posterior*. — WADDELL, *Cistercian Lay Brothers* (wie Anm. 86), enthält die drei ältesten Redaktionen von *Usus conversorum* und das *Breve et memoriale scriptum*. Eine Zusammenfassung der neuen Einsichten Waddells bringt M. AUST, *Les premiers documents de Cîteaux*, in: *Collectanea Cisterciensia* 62 (2000) S. 231-243.

¹⁰⁹ Eine erste kritische Reaktion auf die Neudatierungen Waddells kommt von CHR. HOLDSWORTH, 'Narrative and Legislative Texts from the Early Cîteaux': A Review Article, in: *Commentarii cistercienses* 51 (2000), S. 157-166.

- a) In der ersten Redaktionsphase übernahm Prémontré direkt von Cîteaux einige Textabschnitte aus EO und SCC-CC (jedoch ohne UC), außerdem von Klosterrath direkt den Abschnitt *De culpis*. Zur ersten Redaktionsphase gehörte auch eine Gesetzgebung für Laienbrüder und Schwestern, wobei Prémontré weder von Cîteaux, noch von Kloster-rath abhängig ist.
- b) Das Kloster Oigny übernahm einen Teil seiner Gesetzgebung direkt von Prémontré (P1). Es gebrauchte hierzu eine Version Px', welche jünger als PW war und welche die Kapitel über die Konversen nicht mehr enthielt. Oigny übernahm einen anderen Teil seiner Gesetzgebung direkt von Cîteaux, und zwar für die Konversengesetzgebung aus einer leicht weiterentwickelten Version von UC1.
- c) PW ist nicht die älteste Version von P1. Es muß davor noch eine Version Px gegeben haben, wovon sowohl PW als auch Px' als Varianten zu gelten haben. Zeitlich liegt Px' näher bei P2 (PG, PGK) als bei PW. — PG scheint ebenfalls von Px' abhängig zu sein, wodurch die Gleichartigkeit von O und PG verständlich wird. In der Version Px und Px' gibt es die Kombination *abbas — prepositus* für den Klosteroberen und seinen Stellvertreter, während genau diese Kombination in PW teilweise durch die Kombination *abbas — prior* ersetzt wurde. Neben Px' muß es einen speziellen Gesetzgebungstext für die Konversen gegeben haben, gleichsam ein Proto-PGK.
- d) Arrouaise übernahm in der ersten Redaktion seiner Gesetzgebung (A1) einen Teil direkt von Cîteaux (EO, SCC-CC), einen anderen Teil jedoch direkt von Prémontré, insbesondere die Konversengesetzgebung (eine Version vom Typ PW). In einer späteren Redaktionsphase (A1') ergänzte Arrouaise seine bisherige Konversengesetzgebung durch Elemente aus UC1 von Cîteaux und aus einer weiterentwickelten Konversengesetzgebung in Prémontré (Proto-PGK). Schließlich übernahm Arrouaise bei der zweiten Redaktionsphase seiner Gesetzgebung (A2) weitere Elemente sowohl aus UC1 als auch aus der Konversengesetzgebung von Prémontré.

Auf dieser Grundlage läßt sich eine relative Chronologie für die Gesetzgebung der Kanoniker erstellen. Zeitlich allem voraus geht die Gesetzgebung in Cîteaux, gefolgt von Prémontré, danach von Arrouaise bzw. Oigny.

Das gilt nur für die Kanoniker. Bei der Konversengesetzgebung drängt sich eine andere Reihenfolge auf. Hier scheint Prémontré die älteste Gesetzgebung zu besitzen, welche durch Arrouaise bereits bei deren erster Redaktion der Gesetzgebung (A1) übernommen wurde. Der Einfluß von

UC1 aus Cîteaux ist erstmals erst bei der Redaktion von A1' und bei der Redaktion von O zu erkennen.

Wohl wissend, daß eine einzige Hypothese — und mag sie noch so solide fundiert sein — noch keinen Beweis dafür liefert, daß andere gegenteilige Hypothesen falsch sein müssen, vielmehr wissend, daß in der wissenschaftlichen Diskussion immer neu nach eindeutigen und beweiskräftigen Kriterien gesucht werden muß, die es erlauben, Hypothesen zu widerlegen, bin ich der festen Überzeugung, daß die oben aufgestellte relative Chronologie zumindest ein Argument unter vielen möglichen beisteuert, um Waddells neue Datierungen zu bezweifeln. Darum sei nochmals thesenhaft zusammengefaßt:

- a) Aus dem Vergleich der Konversengesetzgebungen erhellt, daß eine späte Datierung (nach 1135) der ältesten Redaktionsschicht der UC von Cîteaux wahrscheinlicher ist als eine frühe, weil vor 1135 kein Einfluß der UC auf andere Klostergesetzgebungen (Prémontré, Arrouaise) zu erkennen ist.
- b) Zugleich ergibt sich daraus die hohe Wahrscheinlichkeit, daß in Prémontré die Konversengesetzgebung — und damit zusammenhängend die ganze erste Gesetzgebungsschicht (Px) — recht früh (vor 1135) anzusetzen ist, denn sie hat in dieser Frühzeit bereits Arrouaise (A1) beeinflusst.
- c) Nicht die erste Gesetzgebung in Oigny oder Arrouaise, sondern die erste Gesetzgebung in Prémontré bietet den frühesten *terminus ante quem* für die zeitliche Einordnung der SCC-CC von Cîteaux. Dieses Erkenntnis, verbunden mit der üblichen Datierung der ersten Gesetzgebung Prémontrés in das Jahr 1130, wofür nach wie vor gute Gründe sprechen, läßt sich mit Waddells neuer Datierung der SCC-CC (1134 oder später) nicht in Einklang bringen¹¹⁰. Hier ist weiter zu forschen,

¹¹⁰ WADDELL, *Narrative and Legislative Texts* (wie Anm. 10), S. 154-155, setzt sich recht schnell über die Problematik hinweg. Er datiert die Gesetzgebungen von Oigny, Prémontré und Arrouaise auf der Grundlage der von mir verworfenen Chronologie des P. Van Damme und des L. Milis (s. oben Anm. 22 und 24). Darüber hinausgehende Literatur zur Prämonstratenser-Gesetzgebung fehlt. Die von Milis vorgenommene Datierung der ersten Gesetzgebung von Arrouaise in das Jahr 1135 (s. oben Anm. 94) hält er für eine ungesicherte Hypothese. Waddells Neudatierung der UC erfolgte ohne jede vergleichende Untersuchung mit anderen Orden (WADDELL, *Cistercian Lay Brothers* [wie Anm. 86], S. 20-21). Kritisch bleibt festzuhalten: Seine Beweisführung übersieht bzw. unterschätzt die vielfältigen Einflüsse, welche die Gesetzgebung von Cîteaux auf die Gesetzgebung der Regularanoniker ausübte.

Die gleiche kritische Bemerkung gilt in noch stärkerem Maße für das Buch von Frau C. HOFFMAN BERMAN, *The Cistercian Evolution. The Invention of a Religious Order in Twelfth-Century Europe*, Philadelphia (USA) 2000, das mich erst nach Fertigstellung des

um zu entscheiden, welche der beiden sich widersprechenden Hypothesen richtig ist. Meine Zusammenfassung oben unter b bietet bereits ein Argument für die Unhaltbarkeit von Waddells neuer Datierung. Ich beabsichtige, in einem weiteren Beitrag dieser Frage noch intensiver nachzugehen.

Verzeichnis der im Text gebrauchten Abkürzungen

- A Arrouaise. Gesetzgebung. Ausgabe: L. MILIS, *Constitutiones canonicorum regularium Ordinis Arroasiensis* (Corpus Christianorum. Continuatio Mediaevalis 20), Turnhout 1970.
- A1 Gesetzgebung von Arrouaise. Älteste Redaktionsschicht (ca. 1135).
- A1' Gesetzgebung von Arrouaise. Erweiterung der ältesten Gesetzgebung durch Kapitelsbeschlüsse zwischen A1 und A2.
- A2 Gesetzgebung von Arrouaise. Zweite Redaktionsschicht (kurz vor 1147).
- C Cîteaux. Gesetzgebung der ältesten Redaktionsschicht (vor 1147), darunter EO, SCC-CC, UC1.
- CC: *Capitula* von Cîteaux. Siehe SCC-CC.
- EO *Ecclesiastica officia* von Cîteaux. Ausgabe: B. GRIESSER, *Die 'Ecclesiastica Officia Cisterciensis Ordinis' des Cod. 1711 von Trient*, in: *Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis* 12 (1956) S. 153-288.
- K Klosterrath. Gesetzgebung von ca. 1119. Ausgabe: S. WEINFURTER, *Consuetudines canonicorum regularium Springirsbacenses-Rodenses* (Corpus Christianorum. Continuatio Mediaevalis 48), Turnhout 1978.
- O Oigny. Gesetzgebung von ca. 1140-1150. Ausgabe: P.F. LEFEVRE – A.H. THOMAS, *Le coutumier de l'abbaye d'Oigny en Bourgogne au XIIe siècle* (Spicilegium sacrum Lovaniense. Études et documents 39), Löwen [Louvain] 1976.
- Ox Hypothetische erste Version der Gesetzgebung von Oigny, welche O vorangeht.
- P Prémontré
- P1 Gesetzgebung von Prémontré. Älteste Redaktionsschicht (ca. 1130-1150), repräsentiert durch PW, postuliert durch die hypothetischen Px und Px'.
- P2 Gesetzgebung von Prémontré. Zweite Redaktionsschicht (ca. 1154-1180), repräsentiert durch PG und PGK.
- PG Gesetzgebung von Prémontré. Textzeuge der Gesetzgebung für Kanoniker in der Redaktionsschicht P2. Ausgabe: P.F. LEFEVRE –

vorliegenden Beitrags erreichte. Die Autorin betont mit Nachdruck, der Zisterzienser-Orden sei in Wirklichkeit erst im dritten Viertel des 12. Jahrhunderts entstanden, habe aber seine Gründung bewußt einige Jahrzehnte in die Geschichte zurückprojiziert; die älteste Gesetzgebung der Zisterzienser sei von ca. 1160 und die SCC-CC seien von ca. 1165 (ebd., S. XI, XV und 240).

- W.M. GRAUWEN, *Les statuts de Prémontré au milieu du XIIe siècle* (Bibliotheca Analectorum Praemonstratensium 12), Averbode 1978.
- PGK Gesetzgebung von Prémontré. Zwei Textzeugen der Gesetzgebung für Konversen in der Redaktionsschicht P2. Ausgaben: T. J. GERITS, *Consuetudines laycorum*, in: *Gedenkboek Orde van Prémontré 1121-1971*, Averbode 1971, S. 190-192, und B. KRINGS, *Zum Ordensrecht der Prämonstratenser bis zur Mitte des 12. Jahrhunderts*, in: *AnPraem* 76 (2000) S. 22-28.
- PW Gesetzgebung von Prémontré. Textzeuge der ältesten Redaktionsschicht P1. Ausgabe: R. VAN WAEFELGHEM, *Les premiers statuts de l'Ordre de Prémontré. Le Clm. 17.174 (XIIe siècle)*, in: *Analectes de l'ordre de Prémontré* 9, Löwen [Louvain] 1913; hier Sonderdruck mit eigener Paginierung, S. 1-74
- Px Gesetzgebung von Prémontré. Hypothetische älteste Version von P1.
- Px' Gesetzgebung von Prémontré. Hypothetische spätere Version von Px, die sich von PW unterscheidet.
- SCC-CC *Summa cartae caritatis* und *Capitula* von Cîteaux. Ausgabe: CHR. WADDELL, *Narrative and Legislative Texts from Early Cîteaux* (Cîteaux: Commentarii cistercienses. Studia et Documenta 9), Brecht 1999, S. 135-191.
- UC *Usus conversorum* von Cîteaux. Ausgabe der drei ältesten Redaktionen: CHR. WADDELL, *Cistercian Lay Brothers. Twelfth-Century Usages with Related Texts* (Cîteaux: Commentarii cistercienses. Studia et Documenta 10), Brecht 2000.
- UC1 Konversengesetzgebung von Cîteaux. Älteste Redaktionsschicht (vor 1147).
- UC2 Konversengesetzgebung von Cîteaux. Zweite Redaktionsschicht (1147).
- X Hypothetische kanonikale Gesetzgebung, welche der ältesten Gesetzgebung in Prémontré und Oigny vorausgegangen sein könnte und worin bereits Elemente von C und K zu einem einzigen Corpus zusammengefloßen wären.

Tabelle 1: Parallele Artikel in der ältesten Gesetzgebung von Prémontré, Oigny, Cîteaux und Klosterrath

Fettdruck = große Übereinstimmung
Kursiv = kleinere Übereinstimmung

Prémontré (PW)	Oigny (O)	Cîteaux (EO, SCC-CC, UC) Klosterrath (K)
1. De abbate 2. De priore 3. De subpriore	1. [De abbate] 2. De preposito 3. De suppreposito	EO 110. De abbate EO 111. De priore EO 112. De subpriore
4. De circatore	4. De circatore	
5. De cantore [et solatio ejus]	5. De cantore	<i>EO 115. De cantore et succentore</i>
6. De sacrista et solatio ejus	6. De sacrista	EO 114. De sacrista
7. De magistro novitiorum	7. De magistro novitiorum	EO 113. De magistro novitiorum
8. De provitore exteriorum	8. De provitore exteriorum	
9. De cellerario et solatio ejus	9. De cellarario	EO 117. De cellarario et solatio ejus EO 116. De servitore infirmorum
10. De infirmario	10. De servitore infirmorum	
11. De vestiario et solatio ejus	11. De his que pertinent ad vestiarium	
12. De hospitali canonico 13. De portario et solatio ejus	12. De canonico hospitali 13. De portario et solatio ejus	EO 119. De hospitali monacho EO 120. De portario et solatio ejus
14. De armario et solatio ejus	5. De cantore	<i>EO 115. De cantore et succentore</i>
15. De ebdomadario invitorii	14. De ebdomadario cantore	EO 104. De ebdomadario invitorii EO 106. De ebdomadario lectore EO 107. De ebdomadariis ad mandatum hospitum EO 108. De ebdomadariis quokane
16. De ebdomadario lectore 17. De mandato hospitum	15. De lectore mense 16. De mandato hospitum	
18. De communi mandato	17. De mandato canonicorum	
19. <i>Quomodo se habeant fratres in estate</i> 20. <i>De jejunio per hiemem</i>	18. <i>Quibus horis reficiantur canonici</i> 18. <i>Quibus horis reficiantur canonici</i>	
21. De construendis abbatiiis 22. De unitate abbatiarum 23. Quos libros non liceat habere diverse	19. De construendis abbatiiis 19. De construendis abbatiiis 23. Quos libros non liceat habere diversos	CC 9. De construendis abbatiiis CC 9. De construendis abbatiiis CC 10. Quos libros non licet habere diversos
24. Ut nemo recipiat ad aliam abbatiam ire volen[tem]	24. Ut nemo recipiat ad aliam ecclesiam conversum ire volentem	<i>CC 7. Ut nemo recipiat ad aliam ecclesiam conversum ire volentem</i>
25. Que lex sit inter abbatias que se genuerunt. 26. De annuo colloquio 27. Quod omnes ad colloquium veniant 28. De abbatiiis penuria 29. Que lex sit inter abbatias que se non genuerunt 30. Ut intra monasterium nullus vescatur carne aut sagimine 31. Quibus diebus vescimur quadragesimali cibo 32. De novitiis probandis	21. Que lex sit inter abbatias que se genuerunt 20. De annuo capitulo 20. De annuo capitulo 20. De annuo capitulo 22. Que lex sit inter abbatias nostri ordinis 25. De pulmentariis 26. Quibus diebus vescimur quadragesimali tantum cibo 27. De novitiis probandis	SCC 3. De generali statuto inter abbatias SCC 4. De annuo abbatum capitulo SCC 4. De annuo abbatum capitulo SCC 4. De annuo abbatum capitulo SCC 6. Que lex sit inter abbatias que se alterutrum non genuerunt CC 13. Quod intra monasterium nullus carne vescatur aut sagimine CC14. Quibus diebus utimur quadragesimali cibo <i>EO 102. De novitiis</i>

Prémontré (PW)	Oigny (O)	Cîteaux (EO, SCC-CC, UC) Klosterrath (K)
33. Quomodo se habeant clerici probandi 34. Quomodo sint laici probandi	28. Quomodo se habeant clerici probandi 29. Quomodo se habeant laici probandi	EO 102. De novitiis EO 102. De novitiis
35. De labore 36. Qualite se habeant tempore lectionis	30. De labore 31. De hora lectionis	EO 75. De labore EO 71. Qualiter se habeant fratres tempore lectionis
	32. De refectorario 33. De mixto	EO 118. De refectorario EO 73. De mixto
37. De refectioe	34. De hora refe[ctionis]	EO 76. De refectioe
	35. De servitoribus	EO 77. De servitoribus
38. Quomodo se habeant fratres post vespervas	36. Quomodo se habeant post vespervas	EO 79. Quomodo se habeant fratres post vespervas omni tempore
	37. De bibere post vespervas	EO 80. De bibere post vespervas
39. De his qui voluerint bibere extra horam	38. De collatione	EO 81. De collatione
40. Quomodo se agant fratres post completorium 41. Quas officinas ingredi liceat	39. Quomodo se habeant post completorium 40. Quas officinas ingredi debeant vel quando	EO 82. Qualiter se agant fratres post completorium EO 72. Quas officinas ingredi debeant fratres
42. De dirigendis in via	41. De dirigendis in via	EO 88. De dirigendis in via
43. Que nos non expedit habere	42. Unde debeat provenire victus	CC 15. Unde debeat provenire victus
44. De infirmis extra chorum 45. De infirmis qui sunt in infirmitorio	43. De infirmis extra chorum 44. De infirmis qui sunt in infirmitorio	EO 91. De infirmis extra chorum EO 92. De infirmis in infirmitorio
46. De omnino infirmis		
47. Quando debeant fratres communiter ad Pacem ire	45. Quando debeant fratres communicare	EO 66. Quando debeant fratres ad pacem et communionem ire
48. De jejuniis laicorum conversorum 49. Quantum laicis conversis addiscere liceat 50. Quomodo supervenientes et transmissi fratres loquantur		
51. Quomodo fratres loquantur parentibus et nunciis supervenientibus	46. Quomodo loquantur supervenientibus	
52. De his qui murmuraverint		
53. De his qui apostataverint	47. De his qui apostataverint	
54. De levioribus culpis 55. De mediis culpis 56. De gravibus culpis 57. De graviore culpa 58. Quid faciendum sit si quid de Sacramento Corporis et Sanguinis alicubi ceciderit 59. Item de gravioribus culpis 60. De gravissima culpa	48. De levioribus culpis 49. De media culpa 50. De gravi culpa 51. De graviore culpa 52. Quid faciendum sit si quid de sacramento Corporis et Sanguinis Domini alicubi ceciderit 53. De gravioribus culpis 54. De gravissimis culpis	K 82. De levioribus culpis K 83. De mediis culpis K 84. De gravibus culpis K 85. De gravioribus culpis K. 85. De gravioribus culpis K 85. De gravioribus culpis K 86. De gravissima culpa
	55. De canonico vel converso fugitivo 56. De versu refectiois	CC 8. De monacho vel converso fugitivo EO 121. De versu refectiois
	57. Qualiter se habeant fratres nostri in grangiis 58. Quo tempore surgant ad vigiliis	UC 1. Qualiter fratres conversi habeant se in grangiis UC 2. Quo tempore surgant ad vigiliis

Arrouaise (A)	Prémontré (PW, PGK)	Cîteaux (UC, EO)
218. Quomodo se agant laici in monasterio	PW 70. Ut omnes laici audito signo conveniant	UC 1. Qualiter fratres conversi se habeant in grangiis
219. De capitulo conversorum		UC 11. De capitulo
220. Hora refectionis		
221. Convocatis	PW 48. De jejuniis laicorum conversorum	UC 8. De versu ad mensam
222. De ieiunio conversorum		
223. De disciplinis		UC 10. De disciplina
224. Ut statim venia petatur	PW 63. De satisfactione culparum	
225. De silentio conversorum	PW 64. De silentio laicorum	
226. De auditorio loco determinato	PW 66. Ut certus auditorii locus laicis deputetur	

Summary

The first chapter of this study is devoted chiefly to examining the relationship among the oldest monastic rules of Cîteaux, Kloosterrade, Oigny and Prémontré, the examination showing that, for the chapters of those rules that are similar, there is line of dependence running from Cîteaux to Prémontré to Oigny and from Kloosterrade to Prémontré to Oigny. This insight has also led to the conclusion that the oldest version of the Premonstratensian Rule is not the PW text and that a Px version must have existed of which the PW text is a later variant. Oigny did not copy the PW version, but rather a Px' version, which is a hypothetical variant of Px.

The second chapter goes into more detail about the reasons why, in the Premonstratensian Rule, the superior was called abbas (abbot) and the second in authority prepositus (provost). This is interpreted as a compromise between the German tradition, in which the superior was known as prepositus, and the French tradition, in which he was known as abbas.

In the third chapter, lastly, an examination is made of the relationship among the rules of Prémontré, Cîteaux and Arrouaise for lay brothers, and shows that the Rule of Prémontré was the oldest, a conclusion that is diametrically opposed to the recent position taken by C. Waddell that the Lay-brother Rule of Cîteaux had already been drawn up around 1120 and was thus older than that of Prémontré. The examination also shows that, in its first edition, the Rule of Arrouaise adopted elements of the Premonstratensian Rule and was subsequently supplemented with elements from the oldest Lay-brother Rule of Cîteaux and the later Rule of Prémontré.

Hoogstraat 23
B-9401 Ninove

Dirk VAN DE PERRE

Me peperit ecclesia mater
 // Einige Bemerkungen zur Selbstdarstellung
 Hermanns von Köln in seinem
 „*Opusculum de conversione sua*“

Fidel Rädle zum 65. Geburtstag

Das *opusculum de conversione sua* Hermanns von Köln¹ ist uns in zwei Handschriften des ausgehenden 12. und beginnenden 13. Jhs. und zwei Handschriften des 17. Jhs. sowie auf verschollenen Vorlagen beruhenden Drucken aus dem 17. und 18. Jh. überliefert². Hermann, der vor seiner Taufe Judas hieß, berichtet dort ausführlich von seinem Übertritt vom jüdischen zum christlichen Glauben. Wann er das Werk verfaßt hat, ist unbekannt. Niemeyer setzt seine Entstehungszeit zwischen 1150 und 1156 an, Lotter plädiert dagegen für eine Abfassung bald nach 1137/38³. Hermanns Sterbedatum ist ebenfalls unbekannt⁴. Abgesehen von einer kurzen Passage in der *Vita Gottfrieds von Cappenberg* gibt es für das im *Opusculum* überlieferte Geschehen keine Parallelüberlieferung⁵. In einer

¹ Ausgaben: Migne PL 170, Sp. 803-836. HERMANNUS quondam Iudeus, *Opusculum de conversione sua*, hrsg. v. Gerlinde NIEMEYER, (MGH, Die deutschen Geschichtsquellen des Mittelalters 500-1500, Quellen zur Geistesgeschichte des Mittelalters, Bd. 4) Weimar 1963 (nach dieser Ausgabe alle weiteren Stellenangaben zum Text). Die Signatur der dort, S. 49, genannten Handschrift V muß lauten: Bibliotheca Vaticana, Cod. Lat. 504 (und nicht 507). Vgl. auch die kritische Beurteilung dieser Edition von Wilhelm WATTENBACH – Franz-Josef SCHMALE, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, Bd. 1, 1976, S. 379-381. Deutsche Übersetzung: Augustin HÜSING, *Der heilige Gottfried von Cappenberg, Prämonstratenser-Mönch, und das Kloster Cappenberg*, Münster 1882, S. 104-164. Amerikanische Übersetzung: Karl F. MORRISON, *Conversion and text: The cases of Augustine of Hippo, Herman-Judah and Constantine Tsatos*, Charlottesville 1992, S. 76-113.

² Zur Textüberlieferung: NIEMEYER, in ihrer *Einleitung* zur Edition des *Opusculum* (wie Anm. 1), S. 49-61.

³ Ebd., S. 45-48. Friedrich LOTTER, *Ist Hermann von Schedas 'Opusculum De conversione sua' eine Fälschung?*, in: *Aschkenas* 2, 1992, S. 207-218, da: S. 214f.

⁴ NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 24f., nimmt »nicht lange nach 1181« an, wofür es allerdings keinen gesicherten Anhaltspunkt gibt; vgl. Ludger HORSTKÖTTER, *Zweifel an der Gleichsetzung des Propstes Hermann von Scheda mit dem jüdischen Konvertiten Hermann von Cappenberg*, in: *AnPraem* 71 (1995) S. 52-76, hier S. 55f.

⁵ *Vita Sancti Godefridi comitis Cappenbergensis*, hrsg. v. Philipp JAFFÉ (MGH SS XII), 1853, S. 514-528, hier S. 518, Z. 1-23. LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), S. 211-215, legt

Urkunde des Kölner Erzbischofs Philipp für das Kloster Bredelar, »in der unter anderem die Unterstellung des Frauenklosters Bredelar unter das Kloster Scheda geregelt wird, heißt es innerhalb der längeren Datumszeile, daß dieser Rechtsakt unter *Herimanno Israhelita eiusdem ecclesie preposito* geschehen sei⁶. Nachdem man in der bisherigen Forschung davon ausgegangen ist, *eiusdem ecclesie* beziehe sich auf Scheda, hat nun Horstkötter darauf hingewiesen, daß hiermit ebensogut Bredelar gemeint sein könnte, und Hermann somit nicht Propst von Scheda, sondern von Bredelar gewesen wäre. Horstkötter hält es überdies für nicht gesichert, daß der genannte »prepositus« überhaupt mit dem Autor des *Opusculum* gleichzusetzen ist. Ebenso hat er mit sehr gewichtigen Argumenten die Annahme angezweifelt, es habe sich bei dem in Scheda bei einer Graböffnung im 17. Jh. aufgefundenen Leichnam um Hermannus quondam Iudaeus gehandelt⁷. Nach seiner überzeugenden Darlegung müßte außerdem die Identifizierung des Konvertiten Hermann mit in anderen Zeugnissen erwähnten Personen gleichen Namens, die Niemeyer vorgenommen hat, erneut unter der Voraussetzung geprüft werden, daß es sich bei dem Beinamen 'Iudaeus' nicht unbedingt um eine Angabe der (ursprünglichen) Religionsgemeinschaft (»Jude«) handeln muß, sondern durchaus auch um den einer bekannten christlichen Kölner Familie »Jüdden« (lat. 'Iudeus'), und »der Name 'Hermann' im Kloster Cappenberg und dessen geistigem Umfeld« ausgesprochen häufig war⁸.

Es sei hier noch angemerkt, daß Saltman das Werk überhaupt für die Fälschung eines christlichen Autors angesehen hat, was aber nach der überzeugenden Beweisführung Lotters für widerlegt gelten darf⁹.

mit überzeugenden Argumenten dar, daß die Vita in ihrem Bericht vom *Opusculum* Hermanns abhängig ist und nicht umgekehrt. Die Existenz des Autobiographen im *Opusculum* als einer historischen Person hängt dieser Parallelüberlieferung zufolge also keineswegs nur vom Zeugnis des *Opusculum* ab, wie MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 40, meint. Vgl. auch Jean-Claude SCHMITT, *Les dimensions multiples du voir. Les rêves et l'image dans l'autobiographie de conversion d'Hermann le juif au XIIe siècle*, in: *Micrologus* 6 (1998) S. 1-27, der in einem Annex (S. 24-27) die betreffenden Textpassagen sehr anschaulich zusammengestellt hat.

⁶ HORSTKÖTTER, *Zweifel* (wie Anm. 4), S. 64f.

⁷ Ebd., S. 61-66. Zur Urkunde vgl. auch NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 10, zur Graböffnung S. 28f.

⁸ HORSTKÖTTER, *Zweifel* (wie Anm. 4), S. 68-72, bes. S. 72.

⁹ AVROM SALTMAN, *Hermann's 'Opusculum de conversione sua': Truth or fiction?*, in: *Révue des études juives* 147 (1988) S. 31-56. LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3). Vgl. auch AVIAD M. KLEINBERG, *Hermannus Iudaeus's Opusculum: In defence of its Authenticity*, in: *Révue des études juives* 151 (1992) S. 337-353.

Hermann berichtet uns in seiner Schrift von wenigen Einzelinformationen abgesehen, nur aus einem Zeitraum von etwa zehn Jahren seines Lebens, von seinem ersten intensiveren Kontakt mit Christen bis zu seiner Priesterweihe nämlich. Neun Jahre dieser Zeitspanne sind zudem sehr kurz abgehandelt. Bei der derzeitigen Quellenlage ist es also ganz offensichtlich unmöglich, Gesichertes über den gesamten Lebensverlauf Hermanns zu erfahren¹⁰. Erschwerend kommt noch hinzu, daß das Werk keine Jahreszahlen und nur Angaben zur relativen Chronologie enthält, aus denen sich — ausgehend von 1127/1128 als Zeitpunkt seines Aufenthalts in Münster — nur einige Lebensdaten Hermanns rekonstruieren lassen¹¹. Sie seien hier kurz wiedergegeben: Geboren ist er um 1107/08 in Köln, 1127/28 hält er sich bei Bischof Ekbert in Münster auf, wo er sich dem Christentum zuzuwenden beginnt. Als er von dort in seine Vaterstadt zurückkehrt, hat er zunehmend unter Anfeindungen seiner jüdischen Glaubensgenossen zu leiden, die seine christlichen Ambitionen ahnen. Durch eine Heirat soll er fester an die jüdische Gemeinde gebunden werden. Dennoch beschäftigt er sich weiter mit der Frage nach der richtigen Religion. Nach einiger Zeit steht sein Entschluß fest, zum Christentum überzutreten. Er begibt sich über Worms nach Mainz, um seinen siebenjährigen Halbbruder zu entführen und christlich erziehen zu lassen. Nach der Flucht aus Mainz läßt er seinen Bruder im Kloster Flonheim zurück und sucht selber im Augustinerstift Ravensburg Schutz, wo er freundlich aufgenommen und als Katechumene auf die Taufe vorbereitet wird. Diese findet am 25. November 1128 oder am 24. November 1129 in Köln statt. 1129/30 tritt er in das Prämonstratenserkloster Cappenberg ein. Dort lernt er in den folgenden Jahren Latein und durchläuft die Weihegrade. Nach 1137/38 wird er zum Priester geweiht. Hier endet der Bericht des *Opusculum*, und die Spuren Hermanns verlieren sich¹².

¹⁰ Im Gegensatz zu vielen anderen sieht dies ganz klar Johannes Baptista VALVEKENS, *Hermannus quondam Iudaeus praepositus in Scheida*, in: *AnPraem* 41 (1965) S. 158-165, hier S. 160: »De Hermann isto proinde non ita multa in ipsa hac biographia edicuntur«.

¹¹ Vgl. dazu: NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 32-49; LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), und vor allem HORSTKÖTTER, *Zweifel* (wie Anm. 4), S. 54-56, dort ist auch die Literatur zum *Opusculum* sehr umfassend dargestellt. Vgl. auch Fidel RÄDLE, *Wie ein Kölner Jude im 12. Jahrhundert zum Christen wurde. Hermannus quondam Iudaeus 'De conversione sua'*, in: Friedrich NIEWÖHNER – Fidel RÄDLE, (Hgg.), *Konversionen im Mittelalter und in der Frühneuzeit*, Hildesheim 1999, S. 9-24, der den Text nach dem »sensus litteralis vel historicus« durchgeht und besonders seine konversionstypischen Motive hervorhebt.

¹² Von den angeblich »nicht immer rühmlichen Wechselfällen seines späteren Lebens«, die er nach NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 45, »verständlicherweise« nicht berichtet habe, wissen wir also nichts.

Angesichts der Tatsache, daß die wenigen historischen Fragen zu seinem Lebensgang, die u.U. zu lösen wären, offensichtlich noch diskutiert werden, und andere nach heutigem Kenntnisstand nicht zu lösen sind, scheint es mir sinnvoll und geboten, den Text selbst als literarisches Werk und unabhängig von seinem Wert als historische Quelle, genauer in Augenschein zu nehmen. Erstaunlicherweise ist dies meines Wissens von einigen Ansätzen abgesehen, bisher kaum geschehen.

Misch hat das *Opusculum* im Rahmen seiner *Geschichte der Autobiographie* behandelt und festgestellt¹³, daß Hermann in seinem Werk »dem schlichten Glauben als einer Gnadengabe« den Vorzug gibt vor der Lösung religiöser Fragestellungen auf einem »intellektuellen, rabbinischen sowohl wie scholastischem, Wege«¹⁴. Er macht darauf aufmerksam, daß die Schrift in der literarischen Tradition der Hagiographie steht, und ist der Ansicht, sie sei von den *Confessiones* Augustins nicht beeinflusst¹⁵ und ein »Beispiel für die natürliche, aus mündlichen Äußerungen hervorgehende Form von Lebenserinnerungen«¹⁶. Im Rahmen seines umfassenden Werkes zur Autobiographie betrachtet Misch den autobiographischen Bericht Hermanns aber nicht für sich als Einzelwerk, sondern benutzt ihn neben vielen anderen als Quelle für die Darstellung der Entwicklung des menschlichen Selbstbewußtseins. Dabei berührt er zwar literaturwissenschaftliche Fragen wie beispielsweise die nach der Form und den Vorlagen des Textes, benutzt diesen dann aber doch wieder als Quelle für Aussagen zum Lebenslauf Hermanns wie die folgende: Bei Hermann handele es sich »um die für die Zeit charakteristische Erscheinung eines jungen Menschen, der die Sicherheit des Daseins in der Umfriedung durch den Glauben der Väter verloren hatte und sich zu der neuen Sicherheit, die ihm in der christlichen Welt vor Augen stand, auf intellektuellem Wege hindurchzufinden strebte, aber [...] nicht zum Ziele kam«¹⁷.

Im Interesse Hofmanns steht demgegenüber nur der Text als solcher. Er hat sehr richtig beobachtet, daß die Bekehrungsgeschichte Hermanns »‘dezidiert’ historisch erzähle und das eigene Bekehrungserlebnis im Kontext der sozialen und religiösen Lebenswirklichkeit lokalisieren«¹⁸.

¹³ Georg MISCH, *Geschichte der Autobiographie*, Bd. III, 2. Teil, 1. Hälfte, Frankfurt 1959, S. 505-522.

¹⁴ Ebd. S. 509, und Inhaltsverzeichnis unter IV, 2, II, 2.

¹⁵ Ebd. S. 505f; vgl. dazu auch unten, S. 95.

¹⁶ MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 506.

¹⁷ Ebd. S. 509.

¹⁸ Heinz HOFMANN, *Artikulationsformen historischen Wissens in der lateinischen Historiographie des hohen und späten Mittelalters*, in: *Grundriß der romanischen Literaturen*

Lotter hat auf mögliche Stilisierungen des Geschehens im *Opusculum* und eine »maßvolle Zuhilfenahme der *disputatio* Gisleberti« hingewiesen¹⁹.

Anknüpfend an diese Aussagen, werde ich im Folgenden das *Opusculum* ausschließlich aus einem literaturwissenschaftlichen Blickwinkel betrachten und dabei mein besonderes Augenmerk auf seine Form, auf mögliche Stilisierungen und den Gebrauch von Stereotypen, auf seine theologische Grundhaltung, auf die Art der Selbstdarstellung des Autobiographen sowie auf seine Intention und das mögliche Publikum richten.

1. Aufbau und Erzähltechnik

Das *Opusculum* wird gemeinhin als Autobiographie bezeichnet²⁰. In der gebotenen Kürze können hier freilich Fragen der Begrifflichkeit nicht diskutiert werden; der Text erfüllt jedoch immerhin einige Gattungsmerkmale einer Autobiographie: er ist ein Bericht in Ich-Form über das eigene Leben, der zeitlich von der Geburt bis zur Priesterweihe reicht²¹.

des Mittelalters, hrsg. v. Hans Robert JAUSS, Erich KÖHLER u. a., Bd. XI, 1,2, Heidelberg 1987, S. 367-687, zu Hermann: S. 595f.

¹⁹ LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), S. 216. HORSTKÖTTER, *Zweifel* (wie Anm. 4), S. 209 und 216. Vgl. auch Steven F. KRUGER, *Dreaming in the middle ages* (*Cambridge Studies in the medieval literature* 14), Cambridge 1992, S. 154-165, der auf den mündlichen und anekdotenhaften Charakter der Schrift hinweist (S. 154) und sie zwar zutreffend, aber viel zu eng gefaßt, als Illustration für den Weg vom falschen jüdischen, dem Litteralsinn folgenden Schriftverständnis zum richtigen christlichen Verständnis wertet (S. 164). MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. X u. S. 39-75, kündigt an, Erlebnis und Text trennen zu wollen (S. X) und scheint sich auch mit literaturwissenschaftlichen Fragen beschäftigt zu haben, wenn er betont, daß »the architectonic unity of the narrative depends upon the hermeneutic gap between the first dream and its misinterpretation, and [...] the correct interpretation [...]« (S. 53) oder, wenn er sagt, daß Hermanns Erzählung kein menschliches Interesse zeige und seine Personen »'cardboard' figures« seien, oder wenn er die hermeneutische Methode Hermanns als eine Übung in Kryptographie bezeichnet (nämlich um seine Glaubwürdigkeit als Christ durch den Gebrauch antijüdischer Stereotype zu unterstreichen, S. 60-70). Er beschäftigt sich dann aber doch vornehmlich mit historischen Fragen zur Person Hermanns wie mit der nach der Glaubwürdigkeit des Autors (S. 48-53) und der, in welchem Maß der Text »a measure of the degree to which conversion entailed a particular convert's assimilation to the dominant Christian society« sei (S. 40).

²⁰ MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 505: »förmliche Autobiographie«; NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 2: »autobiographisches Werk«; VALVEKENS, *Hermannus* (wie Anm. 10), S. 159: »autobiographia«. HORSTKÖTTER, *Zweifel* (wie Anm. 4), S. 53: »Autobiographie«. SCHMITT, *Les dimensions* (wie Anm. 5), S. 1: »autobiographie de conversion«.

²¹ Also über einen Zeitraum von ca. 30 Jahren (kanonisches Alter für die Weihe).

Mit der Aussage *ibique* [d.h. in Cappenberg] *presentis vite finem et promissionem future prestolaturus*²² dehnt Hermann darüberhinaus den Rahmen des Werks gewissermaßen auf sein ganzes Leben aus.

Nach einem an einen sonst nicht weiter bekannten Heinrich gerichteten Dedikationsschreiben teilt Hermann kurz seine Abstammung und seine Herkunft aus Köln mit²³, um sofort daran anschließend eine Vision zu erzählen, die er als Dreizehnjähriger hatte und die er sich von einem Verwandten auslegen ließ. Dieser deutete sie ihm, weil er als Jude *ea sola que carnis sunt sapiens* (S. 71, Z. 26f.) war, als Glücksverheißung *secundum carnem* (ebd.) aus. Mit der Aussage, er habe diesen Traum erst viel später, als er mit den Gaben des heiligen Geistes ausgestattet war, richtig verstanden und zwar als frühe Prophezeiung seiner künftigen Priesterwürde (S. 72), verweist Hermann auf die an den Schluß der Schrift plazierte Interpretation dieser Vision und spannt so den Bogen seines Selbstberichts von der falschen jüdischen Deutung des Traumes hin zur richtigen christlich-allegorischen Deutung²⁴. Durch diese Umrahmung des Werkes macht er deutlich, daß er sein ganzes Leben als eingebettet in seine Prädestination zum Christen und Priester versteht. Damit räumt er zugleich einer persönlichen Auserwähltheit den Vorrang ein vor seiner kollektiven Erwähltheit als Mitglied des Volkes Israel²⁵. So ist schon in der äußeren Gestaltung des Opusculum ein Diskussionspunkt der damaligen jüdisch-christlichen Auseinandersetzung aufgenommen und

²² HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 121, Z. 24f. Vgl. auch ebd., S. 123, Z. 20ff.: [...] *Spiritus sancti carismata* [...] *mecum sint finetenus permansura*; ebd., S. 126, Z. 14f. u. 25f. Vgl. auch Norbert BACKMUND, *Die mittelalterlichen Geschichtsschreiber des Prämonstratenserordens* (Bibliotheca Analectorum Praemonstratensium 10), Averbode 1972, S. 57f.

²³ In einem anderen Zusammenhang, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 106, Z. 18ff, weist HERMANNUS darauf hin, daß er von vornehmen Eltern abstamme und gebildet und vermögend gewesen sei.

²⁴ Am Schluß des Werks, S. 122, Z. 15ff., weist er auf den Anfang zurück: [...] *somnium in prima huius opusculi fronte insertum* [...] *intellexi, cuius sicut superius promisi, interpretationem explicabo*. Vgl. Jean-Claude SCHMITT, *L'autobiographie rêvée*, in: *Problèmes et méthodes de la biographie*. Actes du colloque Sorbonne 3-4 mai 1985 (Sources travaux historiques), o.O. o.J., S. 153-166. Auch Isaak legt übrigens den Traum »allegorisch« und nicht »dem Litteralsinn nach« aus, wie mehrfach angenommen worden ist (vgl. oben Anm. 19). Seine Deutung erweist sich jedoch als falsche »Übersetzung« der im Traum gezeigten Allegorie. SCHMITT, *Les dimensions* (wie Anm. 3), S. 4, weist darauf hin, daß die Erzählung dieses Traums und seine Interpretation das Werk strukturieren und einen »métarécit« zum Konversionsbericht bilden.

²⁵ Das Motiv der persönlichen Erwählung ist noch einmal aufgenommen in den Schlußworten des Opusculum, S. 126.

im christlichen Sinne entschieden, die Frage nämlich, ob die Juden als Religionsgemeinschaft auch nach dem Erscheinen Christi als das auserwählte Volk gelten dürfen oder nicht.

Nachdem Hermann den Traum des Dreizehnjährigen erzählt hat, läßt er den eigentlichen Bericht seiner Konversion beginnen, die *descriptio historie*, wie er sie nennt (S. 83, Z. 5), deren *occasio* er nun der Reihe nach darlegen wolle²⁶.

Die Komposition des Opusculum folgt einem hagiographischen Schema²⁷: Nach einer kurzen Bemerkung über Hermanns Abstammung und der o.g. Vision, die seine Prädestination von Anfang an aufzeigen soll, folgt der Lebensbericht nach, und zwar in Form episodenhafter Einzelerzählungen, die durch Überleitungen miteinander verbunden sind. Diese kündigen entweder explizit einen Exkurs an²⁸ oder bestehen meistens in einer die relative Chronologie und den Ort des Geschehens betreffenden Aussage²⁹. An einigen Stellen begründen sie die folgende Erzählung auch mit dem Fortgang der spirituellen Entwicklung des Autobiographen³⁰. Der Bericht einzelner Erlebnisse mündet häufig ein in eine Schilderung der inneren Entwicklung und in damit zusammenhängende theologische Reflexionen. In den Text eingeflochten sind viele Zitate aus den biblischen Schriften, die häufig die Argumentation nicht nur bekräftigen, sondern nachgerade zum Ausdruck bringen³¹. Zitate heidnischer Autoren sind dagegen kaum zu finden³².

Die formal nur lose miteinander verbundenen Episoden sind lebendig geschilderte, z.T. dramatisch gestaltete Szenen, in die Hermann die Leser

²⁶ S. 72, Z. 9f. Ein kurzer Abriß des Aufbaus auch bei Jean-Claude SCHMITT, *La question des images dans les débats entre juifs et chrétiens au XII^e siècle*, in: *Spannungen und Widersprüche* (Gedenkschrift František Graus), hrsg. v. Susanna BURGHARTZ, Hans-Jörg GILOMEN u.a., Sigmaringen 1992, S. 245-254, hier S. 250.

²⁷ So schon MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 506.

²⁸ So z.B. HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 83, Z. 8: *Occurrit hoc loco rei cuiusdam memoria, quam etiam hic inserere dignum existimo [...]*; vgl. auch S. 87, Z. 24ff.; S. 122, Z. 15; ebd., Z. 22.

²⁹ So z.B. S. 70, Z. 21f.: *Tertio decimo etatis mee anno [...]*; vgl. auch S. 72, Z. 13; S. 76, Z. 19; S. 83, Z. 8; S. 93, Z. 11; S. 103, Z. 3; S. 114, Z. 18; S. 116, Z. 14; S. 118, Z. 6.

³⁰ So z.B. S. 94, Z. 7: *Ego autem tanto magis de Dei pietate confisus [...]*; S. 98, Z. 4: *Sed auctor invidie diabolus [...] me [...] aggreditur*; vgl. auch S. 106, Z. 26ff.; S. 108, Z. 22ff.; S. 109, Z. 14ff.; S. 112, Z. 18; S. 121, Z. 3f.

³¹ RÄDLE, *Kölner Jude* (wie Anm. 11), S. 21, vermutet, daß »das besondere Ernstnehmen und fast penetrante Festhalten von leitenden Bibelworten« ein »jüdisches Erbteil im Leben dieses Konvertiten ist«.

³² NIEMEYER (wie Anm. 1), S. 130, hat nur drei Zitate nichtchristlicher Autoren (Horaz, Macrobius, Vergil) festgestellt.

gleichsam mit hineinnimmt und sie somit an ihnen teilhaben läßt³³. Der Ansicht Morrisons, der Leser könne die Szenen nicht »visualisieren«, kann ich keineswegs zustimmen³⁴. Wenn Hermann beispielsweise seinen Aufenthalt bei Bischof Ekkert in Münster schildert und beschreibt, wie er bei einem Festmahl mit dem Gefolge des Bischofs vom Verhalten eines seiner Dienstleute zutiefst berührt war³⁵, können und sollen sich die Leser die Szene sehr wohl lebhaft vorstellen: Der Bischof hatte seinem *provisor* Richmar, einem in seinem Lebenswandel sehr frommen Manne, ein Gericht vom Hecht kommen lassen, das Richmar *pietatis affectu* (S. 83, Z. 19) dem neben ihm sitzenden Juden anbot und sich selbst mit Wasser und Brot begnügte. Hermann ist völlig verwundert über das liebevolle Verhalten eines Mannes, den er bis dahin für *gesetz- und gottlos* gehalten hatte³⁶, noch dazu gegenüber einem Juden, den dieser Christ doch eigentlich hätte hassen müssen. Der freundliche Umgang der Christen mit ihm und besonders diese Szene gaben Hermann, wie er sagt, einen ersten Anstoß, sich mit der Frage zu beschäftigen, durch welche Religion man Gott auf angemessenere Weise dienen könne. Auch hier wird wieder durch die Illustration einer Szene ein jüdisch-christlicher Gegensatz, ob man nämlich seine Feinde hassen oder lieben solle, als im christlichen Sinne entschieden dargestellt³⁷. Die sich an diese Szene anschließende Schilderung, wie derselbe Richmar Judas (wie Hermann damals noch hieß) ein Gottesurteil anbietet, um ihn von der Wahrheit des Christentums zu überzeugen³⁸, ist ebenfalls sehr lebendig gestaltet und dient dazu, einen Vorwurf, den Christen Juden gegenüber häufig erhoben haben, zu illustrieren und zurückzuweisen: daß nämlich die Juden nach Zeichen verlangen, während die Christen einen Glauben ohne Vorbedingungen fordern³⁹. Man sieht die beiden ihre Wette abschließenden Männer geradezu vor sich, wie sie sich dann zu Bischof Ekkert begeben, um seine Erlaubnis für das Unternehmen einzuholen. Dieser untersagt die Wette jedoch, und die Erzählung mündet in eine Rede Ekkerts ein, in der er darlegt,

³³ Mit welchen stilistischen Mitteln er dies erreicht, würde auf jeden Fall eine Einzeluntersuchung lohnen. Ein augenfälliges Mittel ist beispielsweise der häufige Gebrauch des historischen Präsens an dramatisch markanten Punkten der Erzählung.

³⁴ MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 57.

³⁵ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 83f.

³⁶ Ebd., S. 83, Z. 24f.: [...] *homo, quem prorsus exlegem et sine deo putabam* [...].

³⁷ Vgl. auch RÄDLE, *Kölner Jude* (wie Anm. 11), S. 17.

³⁸ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 84, Z. 15ff.

³⁹ Er zitiert in diesem Zusammenhang Paulus 1 Kor 1, 22: *Iudei signa querunt*.

warum der Glaube nicht von Zeichen abhängig gemacht werden dürfe⁴⁰. Auch andere Begebenheiten aus der Zeit seiner Konversion schildert Hermann sehr lebendig: Wie er zufällig, d.h. geleitet durch die Gnade Gottes, ausgerechnet mit dem Kleriker nach Mainz reist, der einen Brief der Kölner jüdischen Gemeindemitglieder mit sich führt; dieser Brief enthielt eine Aufforderung an die Mainzer Juden, auf den Apostaten die volle Härte des Gesetzes anzuwenden. Hermann kommt so in die Lage, die Briefe vernichten zu können⁴¹. Ebenso plastisch berichtet er, wie er mit seinem Halbbruder auf den Schultern orientierungslos bzw. irreführt vom Teufel, durch die Straßen von Mainz läuft und das richtige Stadttor nicht finden kann, wo sein Knecht mit einem Pferd auf ihn wartet⁴².

Auch wenn Hermann sein inneres seelisch-geistiges Ringen um die wahre Religion beschreibt, ist sein Bericht weniger belehrend als vielmehr plastisch und sehr dramatisch. So erzählt er, wie er sich sowohl nach jüdischem wie auch nach christlichem Ritus strengen Fastenübungen unterwarf, weil er hoffte, einer nächtlichen *visitatio* Gottes gewürdigt zu werden, die ihm die *via veritatis* zeigen sollte⁴³. Hier läßt er die Leser ebenso unmittelbar an seiner Verzweiflung, seinen Qualen und seiner Enttäuschung beim Ausbleiben dieses Zeichens teilhaben wie an seiner Angst, aus der Synagoge ausgeschlossen zu werden, wenn er dem Drängen der Juden nicht nachgeben und die Heirat verweigern würde⁴⁴.

Während Misch von »predigthaftern Einlagen« im gesamten Opusculum spricht⁴⁵, kann ich erbauliche, belehrende Ansprachen an nur zwei Stellen des Werkes feststellen: Einmal hat die o.g. Rede Bischof Ekberts zu der Frage, ob der Glaube durch den Beweis von Zeichen erlangt werden dürfe⁴⁶, die der Predigt verwandte Form eines didaktischen Monologs, ohne jedoch eine Predigt im eigentlichen Sinne zu sein. Zum anderen hat die Ansprache der Christen anlässlich der Hochzeit Hermanns und seiner

⁴⁰ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 84, Z. 26ff.

⁴¹ Ebd., S. 111f.

⁴² Ebd., S. 114ff.

⁴³ Ebd., S. 94, Z. 7ff.: *Ego autem tanto magis de Dei pietate confisus, quanto [...], cepi iterum, sicut prius crebris eum precibus implorare, ut mihi veritatis viam [...] nocturna visione dignaretur revelare.*

⁴⁴ Ebd., S. 98ff; S. 99, Z. 23ff.: [...] *vel, si aliud quippiam mihi placuisset, extra sinagogam eorum fierem. Quod ne leve apud eos esse quispiam fortassis arbitretur, noverit hoc esse inter Iudeos extra sinagogam fieri, quod apud Christianos ab ecclesia per excommunicationem eliminari.*

⁴⁵ MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 505.

⁴⁶ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 85, Z. 5ff.

Rückkehr zum Judentum einen ähnlichen Charakter, wenn er sie das Unglück »ihres Juden«, der sich ja schon auf dem richtigen Weg befunden hatte, beklagen und ihn vor der ewigen Verdammnis warnen läßt⁴⁷.

Die *disputatio* spielt dagegen sowohl formal wie inhaltlich eine bestimmende Rolle im *Opusculum*⁴⁸. So betont Hermann, daß seine Neugier auf das Christentum durch die Predigten Ekberts erregt worden sei, der als *scriba doctus* mit *idonea ratione* das Alte Testament auf das Neue bezog, und das Neue aus dem Alten bewies⁴⁹. Schon hier, am Anfang seines Selbstberichts, macht Hermann also deutlich, daß das Interesse des jungen Juden, der unter den Seinen selbst als *scriba doctus* galt⁵⁰, zunächst durch die intellektuell anregenden typologischen Ausführungen und allegorischen Deutungen des *doctor egregius* Ekbert⁵¹ geweckt worden ist. Die Bedeutung des vernunftgemäßen und scholastischen Nachdenkens über Glaubensfragen hebt Hermann auch in langen Passagen hervor, die immer wieder in das Werk eingefügt sind und darlegen, wie in ihm regelrecht ein geistiger Kampf der Argumente für und wider die beiden Religionen tobte. Welch hohen Wert Hermann der rationalen Behandlung von Glaubensfragen beimißt, kann man auch daran ablesen, wie häufig er berichtet, daß er mit Christen disputiert oder disputationsähnliche Gespräche geführt habe, um die drängende Frage nach der richtigen Religion für sich zu lösen⁵². Das »Protokoll« der Disputation, die Hermann mit Rupert von Deutz in übrigens recht angriffslustiger Weise führte, nimmt in seinem Bericht mehrere Seiten ein⁵³. Es berührt sich, was die Argumentation angeht, mit dem *Annulus sive dialogus inter Christianum et Iudaeum* Ruperts, ohne daß wohl eine direkte Abhängigkeit anzunehmen ist⁵⁴. Schmitt hat darauf

⁴⁷ Ebd., S. 101, Z. 2ff; Z. 7ff.: *Quomodo, inquiunt, miser Iuda, tam cito, tam facile a bono proposito ad tantum perditionis baratrum dilapsus es? Quomodo manu ad aratrum missa tam cito retro respexisti?*

⁴⁸ Allein das Wort *disputatio* begegnet 11mal im *Opusculum*.

⁴⁹ Ebd., S. 73, Z. 23ff.: *Ibi itaque audiebam scribam doctum in regno celorum de thesauro suo nova et vetera proferentem, et vetus scilicet testamentum ad novum referendo et novum ex veteri idonea satis ratione approbando.*

⁵⁰ Ebd., S. 97, Z. 12.

⁵¹ Ebd., S. 86, Z. 16.

⁵² Vgl. z.B. ebd., S. 96f.; S. 103, Z. 24ff.

⁵³ Ebd., S. 76-83; vgl. besonders S. 79, Z. 15ff., wo Hermann zu Rupert sagt: [...] *unum iam e duobus, quod placuerit, elige: aut scilicet mihi huius abhominabilis vestre culture* [d.h. der Bilderverehrung], *si quam forte nosti, auctoritatem pretende; vel certe, quod consequens est, si id non potes, immo plane quia non potes, dampnabilem hunc et sacre omnino legi contrarium errorem erubescens confitere.*

⁵⁴ RUPERTUS TUTTIENSIS, *Annulus sive dialogus inter Christianum et Iudaeum* (Migne PL 170, Sp. 559-610; vgl. dazu Heinz SCHRECKENBERG, *Die christlichen Adversus-Iudaeos-*

hingewiesen, daß das Streitgespräch des *Opusculum* ähnliche Argumente gegen den Vorwurf der christlichen Idolatrie enthält wie die *Disputatio Iudei et Christiani* des Gislebertus Crispinus, die Hermann nach Lotter auch benutzt hat⁵⁵. In der *disputatio* zwischen Rupert und Hermann sind einige der geläufigen religiösen Streitfragen zwischen Juden und Christen im Mittelalter⁵⁶ angesprochen wie die nach der Auserwähltheit des Volkes Israel⁵⁷, die nach der willkürlichen Auslegung des Gesetzes durch die Christen⁵⁸, und die nach der Bilderverehrung⁵⁹, wobei Rupert nach der zusammenfassenden Aussage, daß er nichts von dem gänzlich zurückweise, was Hermann vorgebracht habe⁶⁰, nur auf die Vorwürfe der Idolatrie eingeht und *tam pulcherrimis rationibus quam validissimis scripturarum auctoritatibus obvians, eas velut quandam tetre noctis caliginem clarissimis responsionum suarum radiis propellebat* (S. 82, Z. 21ff.).

Nach seinem Bekehrungserlebnis fordert Hermann, nun schon als Christ, wenn auch noch ungetauft, die Juden der Wormser Synagoge zum Streitgespräch heraus⁶¹ und disputiert mit seinem Bruder und David, dem *archisinagogus* von Worms⁶². Nach der Erschütterung, die der Besuch des Klosters Cappenberg bei ihm ausgelöst hatte, führt er einen aufgeregten inneren Disput mit Gott über den rechten Glauben⁶³, in dem u.a. ein geläufiges Argument der Christen gegen die Juden eingeflochten und behandelt ist: Gott würde es nicht zulassen, daß die Juden heimatlos über

Texte (11.-13.Jh.). Mit einer Ikonographie des Judenthemas bis zum 4. Laterankonzil (Europäische Hochschulschriften, Reihe XXIII, Bd. 335), Frankfurt 1988, S. 100-107). Zur Abhängigkeit der beiden Schriften vgl. SCHMITT, *La question* (wie Anm. 26), S. 252; ferner auch NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 4f. mit Anm. 2.

⁵⁵ GISLEBERTI CRISPINI *Disputatio Iudei et Christiani*, hrsg. v. Bernhard BLUMENKRANZ (Stromata Patristica et Medievalia 3), Utrecht 1956; vgl. dazu SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 58-65. SCHMITT, *La question* (wie Anm. 26), S. 247. LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), S. 216. Vgl. auch NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 1), S. 4 mit Anm. 2.

⁵⁶ Vgl. dazu die zahlreichen Belege bei SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54).

⁵⁷ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 77.

⁵⁸ Ebd., S. 77f. Diese Streitfrage behandelt RUPERT VON DEUTZ in seinem *Annulus* ebenfalls; vgl. SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte*, (wie Anm. 54), S. 102.

⁵⁹ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 78f.

⁶⁰ Ebd., S. 79, Z. 22: *In omnibus, ait, que mihi utcumque convenienter opposuisse visus es, nichil omnino deterreor.*

⁶¹ Ebd., S. 112-114; S. 113, Z. 5f.: [...] *cum ipsis disputationem ingressus* [...].

⁶² Ebd., Z. 19ff.: *Contra archisinagogum quoque David nomine et predictum fratrem meum singulare certamen disputationis arripiens* [...].

⁶³ Ebd., S. 88-93; S. 90, Z. 13f.: [...] *cepi talibus intra me pro ipsis questionibus quasi contra Deum argumentari* [...].

die ganze Welt verstreut seien, wenn der jüdische Glaube der rechte wäre⁶⁴. Erst nach der Zeit der Taufe Hermanns hören im *Opusculum* die äußeren und inneren Disputationen auf. Die Überlegungen zum Glauben werden jetzt nicht mehr aufgeregt argumentierend, sondern eher ruhig und meditativ in den Bericht eingebracht. Damit wird auch formal verdeutlicht, daß die Zeit des Zweifels vorbei ist⁶⁵.

Hermann sagt aber andererseits auch ausdrücklich, daß er in der falschen Reihenfolge den Glauben mit dem Intellekt habe erlangen wollen⁶⁶. Dies sei nämlich nicht durch scholastisches Argumentieren, sondern nur durch die Gnade Gottes möglich. Er zitiert in diesem Zusammenhang die Jesajastelle *nisi credideritis, non intelligetis*⁶⁷ und nimmt damit das *credo, ut intellegam* der Scholastik auf⁶⁸. Die theologisch begründete Grundaussage des *Opusculum*, daß der Glaube eine Gnadengabe sei, impliziert aber keineswegs, wie Misch meint, daß die vernunftsgemäße, scholastische Auseinandersetzung mit Glaubensfragen in dem Werk *ad absurdum* geführt wäre⁶⁹. Dazu hat sie m. E. im Bericht Hermanns sowohl formal wie inhaltlich ein viel zu hohes Gewicht. Sie besitzt durchaus ihren theologisch begründeten Stellenwert im Ringen um den rechten Glauben, weil sie bei Juden (und anderen »Irrgläubigen«)⁷⁰ gerade in ihrer Aussichtslosigkeit Zweifel auszulösen imstande ist, die den Ungläubigen überhaupt erst in den Zustand von Demut und Einsicht in das eigene Unvermögen versetzen, der nötig ist, um die Gnadengabe des Glaubens empfangen zu können. Das rational argumentierend geführte religiöse Streitgespräch hat überdies *eo ipso* seinen Stellenwert im interkulturellen Bereich der Religionen, weil es, wie scharf und engagiert auch immer geführt, von der gegenseitigen Achtung zeugt, einander zuzuhören und

⁶⁴ Ebd., S. 92, Z. 1ff. Ein sehr geläufiges Argument der Christen gegen die Juden; vgl. Kurt SCHUBERT, *Das christlich-jüdische Religionsgespräch im 12. Und 13. Jh.*, in: *Die Juden in ihrer mittelalterlichen Umwelt*, hrsg. v. Alfred EBENBAUER u. Klaus ZATLOUKAL, Wien 1991, S. 223-250, hier: S. 232; Nicholas R. M. DE LANGE, Art. 'Antisemitismus IV', in: *Theologische Realenzyklopädie*, Bd. 3, 1978, S. 128-137, hier: S. 131.

⁶⁵ Vgl. bes. ebd., S. 122-127.

⁶⁶ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 104, Z. 2f.: [...] *ego dum ordine pre-postero fidem intellectu volebam pervenire*; vgl. auch S. 108, Z. 17: [...] *me, quem ad fidem Christi nec reddita mihi a multis de ea ratione nec magorum potuit clericorum convertere disputatio* [...].

⁶⁷ Ebd., S. 104, Z. 5f. (Jes 7, 9 Vg.).

⁶⁸ Vgl. dazu MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 518.

⁶⁹ Ebd., S. 509; vgl. NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 8.

⁷⁰ Gemeint sind wohl Moslems; HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 69, Z. 12: [...] *infideles Iudeos sive paganos* [...]; S. 87, Z. 4: [...] *iudaici seu cuiuslibet erroris homines* [...].

sich nicht umzubringen. Wenn Hermann sich also als dem Juden, der er war, in solchen Disputationen den Part des wirklich Zweifelnden und nach außen und innen Argumentierenden zuschreibt, und sich nicht, wie sonst in mehr oder weniger fingierten Disputationsprotokollen häufig, als zum reinen Stichwortgeber degradiert darstellt⁷¹, betont er schon damit den hohen Wert rationaler Auseinandersetzung zwischen den Religionen.

Hofmann hat sehr richtig festgestellt, daß im Selbstbericht Hermanns »der äußere ereignishafte Ablauf« und die »innere Entwicklung [...] realiter aufeinander bezogen« sind⁷². So sind die in den einzelnen Episoden berichteten Ereignisse, die Hermanns *conversio* begleiteten, stets verknüpft mit dem Bericht seiner spirituellen Entwicklung. Hier ist jedoch deutlich eine Hierarchie der beiden Ebenen in der Erzählung festzustellen. Die Schilderung seiner Entwicklung vom Juden zum Christen, die im seelisch-geistigen Bereich stattfand, zieht sich kontinuierlich durch das gesamte Opusculum und ist somit schon durch die Komposition des Textes als die wichtigere Ebene herausgehoben, während Hermann Einzelereignisse aus der Zeit seiner Bekehrung als in das äußere Geschehen ragenden Ausdruck seiner inneren Entwicklung und als Niederschlag des Wirkens Gottes bzw. Gegenwirkens des Teufels in seinem Leben kennzeichnet⁷³. Hermann berichtet gleichsam über das ganze Werk hinweg fortschreitend von seiner langsamen Hinwendung zum Christentum, die er letztlich als eine Errettung durch Gott versteht.

Die Darstellung der »historischen« Ereignisse geschieht dagegen immer in Form von in sich geschlossenen »Szenen«, die nur durch einige zusammenfassende Aussagen ergänzt werden und auf die dann wieder eine zeitliche Lücke folgt. So sind beispielsweise Hermanns Erlebnisse im Gefolge Bischof Ekberts deutlich in ihrer Funktion als Anreiz für den jungen Juden gekennzeichnet, sich mit dem Christentum auseinanderzusetzen und Zweifel am jüdischen Glauben auszulösen⁷⁴. Ebenso ist der

⁷¹ Vgl. dazu die zahlreichen Belege bei SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54); z. B. für den Disput in der Silvesterlegende Lydia MIKLAUSCH, *Der Antijudaismus in den mittelalterlichen Legenden am Beispiel der Silvesterlegende in der Fassung des Konrad von Würzburg*, in: *Die Juden in ihrer mittelalterlichen Umwelt*, hrsg. v. Alfred EBENBAUER u. Klaus ZATLOUKAL, Wien 1991, S. 173-182, hier: S. 179.

⁷² HOFMANN, *Artikulationsformen* (wie Anm. 18), S. 596.

⁷³ Vgl. auch MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 10), S. 507: »Aber unser hauptsächliches Interesse und auch das des Autors haftet doch an dem inneren Geschehen, das er selber als ein 'Suchen nach der Wahrheit' bezeichnet.«

⁷⁴ Vgl. z. B. HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 83, Z. 9ff: [...] *tum scilicet quod sui [Richmari] dulcedine magnum mihi conversionis prebuit incitamentum* [...];

plötzliche Tod seines Bewachers Baruch nach Art eines hagiographischen Strafwunders als eine ihn bestärkende Gnaden Tat Gottes in die Erzählung eingebracht⁷⁵. Wenn er berichtet, wie er sich an die *religiosae* Berta und Glismut wendet und sie um ihre Fürbitte ersucht, dient dies als Illustration der völlig verzweifelter Lage, in der er sich selbst nicht mehr zu helfen weiß und sich nur noch demütig an die *Freunde Gottes* wenden kann⁷⁶. Der Bericht von seiner Disputation mit den Wormser Juden hat im Text u.a. die Funktion, genau den Zustand zwischen persönlicher Bekehrung und offiziellem Übertritt zu verdeutlichen, in dem sich Hermann als so glaubensgewiß darstellt, daß er es zwar wagte, die Wormser Juden zu einer Disputation herauszufordern und die christliche Wahrheit zu verteidigen, aber noch nicht so errettet durch die Taufe und geschützt durch die Kirche, daß er nicht am Schluß doch einlenkte und vorgab, den christlichen Standpunkt nur vorgetäuscht zu haben, um die Juden im Argumentieren gegen die Christen zu üben⁷⁷.

So ließe sich dies durch das ganze Opusculum hindurch weiterverfolgen. Auch einige Überleitungen stellen heraus, daß das Folgende nur deshalb in den Bericht kommt, um beispielsweise von der Gegenkraft des Teufels zu berichten, der Hermanns Bekehrung zu verhindern suchte:

und ebd., S. 92, Z. 4ff. [nach dem Besuch im Kloster Cappenberg]: [...] *titubare intra me cepi et cogitare, ne forte Iudeis errantibus per viam mandatorum Dei currerent Christiani* [...].

⁷⁵ Ebd., S. 93, Z. 20ff.: *Deus autem ultionem Dominus dignam mox ei* [Baruch, vgl. auch S. 75, Z. 26ff.] *pro hac maligna accusatione sua ultionem reddidit* [...]. *Statim namque gravi febrium dolore correptus infra quindecim dies obiit*. Vgl. auch MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 516, der darauf hinweist, daß solche Bestrafungen aus anderen Selbstzeugnissen des Mittelalters bekannt sind.

⁷⁶ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 106-108; vgl. bes. S. 107, Z. 4ff: [...] *et ad educendum me de tenebris et umbra mortis dexteram sue maiestatis* [Deus] *dignaretur extendere, quem ex propria infirmitate ubique videret defecisse*; ebd., S. 107, Z. 9: [...] *considerare cepi, quod sicut servilis aliqua persona, perdita domini sui gratia, non ad eam ulterius nisi eiusdem domini pro se intervenientibus amicis valet reverti* [...]. Die beiden Frauen werden übrigens in ihrer seine Rettung befördernden Funktion deutlich der seine Rettung behindernden Ehefrau gegenübergestellt; ebd., S. 108, Z. 11: [...] *ut per feminam lapsus* [sc. Hermannum] *femine precibus sublevarent*. Vgl. dazu auch MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 61.

⁷⁷ HERMANNUS, *De conversione*, S. 112, Z. 19ff.: [...] *tam fortiter in amore catholice fidei* [...] *cepi fervere, ut* [...] *inimicis eius Iudeis constanter et libere predicare auderem*. In Worms befand sich eine bedeutende Talmudschule, vgl. Günter STERNBERGER, Art. 'Juden, Judentum I', in: *Lexikon für Theologie und Kirche*, Bd. 5, ³1996, Sp. 1027-1032, hier: Sp. 1030. Rabbi Josef Kimchi, ein Zeitgenosse Hermanns, schrieb ein Handbuch für jüdische Gelehrte, die damit rechnen mußten, mit Christen zu disputieren; SCHUBERT, *Religionsgespräch* (wie Anm. 64), S. 229.

*Sed auctor invidie diabolus, qui me infidelitatis adhuc nexibus irretitum tenebat, [...] antique me fraudis sue armis aggreditur*⁷⁸.

Auch an der Inszenierung der Personen in der Erzählung, die in der Zeit seiner Bekehrung eine Rolle gespielt haben, läßt sich die Hierarchie der beiden Ebenen ablesen: Ohne Ausnahme treten sie gleichsam geschichtslos in einer oder einigen wenigen Szenen auf und werden dann für den weiteren Verlauf der Erzählung wieder fallengelassen⁷⁹. Dies gilt für Juden ebenso wie für Christen. Sie haben als historische Personen kaum ein eigenes Profil, Leben gewinnen sie erst in ihrer Rolle als Impulsgeber bzw. Störer der spirituellen Entwicklung des Autobiographen. So taucht beispielsweise Bischof Ekbert nur in seiner Rolle als derjenige auf, der Hermann auf den Weg des Christentums brachte, ohne daß abgesehen von einer Angabe seines Standes auch nur ein Wort verloren würde über sein Vorleben oder sein späteres Verhältnis zu Hermann, geschweige denn über sein weiteres Schicksal. Auch der Halbbruder Hermanns tritt ausschließlich in seiner Rolle als «geraubter Schatz» auf, den der Konvertit zum Christentum mit hinüberretten wollte⁸⁰. Über das weitere Schicksal des Knaben, nachdem er bei Mönchen in Verwahrung gegeben war, erfahren wir aus dem *Opusculum* nichts; daß er mit Hermann zusammen getauft worden ist, berichtet nur die *Vita Godefridi*⁸¹. Für den Fortgang der *conversio* hat der Bruder in den Augen Hermanns offensichtlich keine Rolle mehr gespielt, weshalb er auch kein Wort mehr über ihn sagt. Von Hermanns Ehefrau erfahren wir nur, wie der Teufel sie ihm als Lockvogel fleischlicher Versuchung schickte und damit zunächst auch sehr erfolgreich gewesen ist⁸². Was aus ihr wurde, nachdem er sie verlassen hatte, erfahren wir ebensowenig wie davon, daß die Sanktionen, denen er

⁷⁸ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 98, Z. 4ff.; vgl. auch die oben, Anm. 28-30, angeführten Stellen.

⁷⁹ Meine Bemerkungen an dieser Stelle beziehen sich auf die (nichtbiblischen) Einzelpersonen, auf die Personengruppen »Juden« und »Christen« komme ich unten zu sprechen. Vgl. ferner auch MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 55.

⁸⁰ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 109-111; S. 109, Z. 16ff.: [...] *nolebam et ego tali doctus exemplo de Egipto, tenebris videlicet iudaice infidelitatis, vacuus exire, sed aliquam [...] rationalem predam abducere*.

⁸¹ *Vita Godefridi* (wie Anm. 5), S. 518, Z. 20ff: *Sicque secum erepto puero, in brevi dehinc baptismi gratiam [frater hebraeus, d.i. Hermannus] percepit cum illo, ac prosequente caelesti dono, simul cum eodem non longe post nostrae militiae societati adunatus est*. Vgl. dazu auch LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), S. 212.

⁸² HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 98, Z. 9ff.: *Qui [diabolus] enim primo parenti gustum necis per feminam [...] reservavit, ipse mihi in meam ruinam mulierem matrimonio copulavit*.

von seiten der jüdischen Gemeinde ausgesetzt war, u.U. nicht nur mit seinem Abfall vom Glauben zu tun hatten, sondern auch mit dem unrechtmäßigen Verlassen der Ehefrau⁸³. Als letztes Beispiel sei der Wegbegleiter Hermanns, der *capellanus regine Richenze* Wolkwin, genannt, dem er den Brief abnehmen konnte, der seine Anklage bei den Juden in Mainz enthielt. Dieser Kleriker ist in die Erzählung nur deshalb eingeführt, um durch den Bericht die Gnade Gottes hervorzuheben, die das Geschehen lenkte⁸⁴. Warum die Kölner Juden ausgerechnet einen christlichen Boten mit der Überbringung der Briefe betrauten, und was mit ihm geschah, als er sie nicht ordnungsgemäß ablieferte, gehört nicht zum Konversionsbericht und ist deshalb nicht erwähnt.

Die eigentliche *descriptio historie* (S. 83, Z. 5) ist also die Schilderung der schrittweisen inneren Hinwendung Hermanns zum Christentum bzw. der göttlichen Gnade, die diese Hinwendung bewirkte. Alles andere ist ihr unter- bzw. zugeordnet. Der Vollständigkeit halber sei nur erwähnt, daß der Autobiograph in seiner Erzählung bis zum Zeitpunkt seiner Taufe mit größter Regelmäßigkeit einem Fortschritt im Glauben einen Rückschritt folgen läßt.

Wenn im *Opusculum* in der Tat »die Seelengeschichte nicht mehr weitgehend isoliert dargestellt« ist wie in Selbstberichten genuin christlicher Autobiographen vor Hermann⁸⁵, so mag das auch damit zusammenhängen, daß die *conversio* eines Juden zum christlichen Glauben in viel stärkerem Maße Wirkung auf seine soziale und ökonomische Existenz zeitigen mußte als beispielsweise die *conversio* eines Mönchs vom lauen zum eifrigen Glauben.

Schon nach diesen wenigen Beobachtungen zur Form des *Opusculum* kann ich der Auffassung Mischs nicht zustimmen, es sei »ein Beispiel für die natürliche, aus mündlichen Äußerungen hervorgehende Form von Lebenserinnerungen.« Hermann sagt allerdings in seinem Dedikations-schreiben ausdrücklich, er sei oft nach seiner Bekehrung gefragt und erst neulich durch demütige Bitten gezwungen worden, sie zu erzählen⁸⁶. Dies

⁸³ Zu solchen Sanktionen beim Verlassen der Ehefrau; vgl. Friedrich DEXINGER, Art. 'Judentum V', in: *Theologische Realenzyklopädie*, Bd. 17, 1988, S. 352-356, hier S. 355.

⁸⁴ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 110, Z. 22ff.: [...] *Deus* [...] *illorum* [Iudeorum] *suo nutu dissipans consilium, ab eorum* [...] *me laqueo potenter liberavit* [...].«

⁸⁵ HOFMANN, *Artikulationsformen* (wie Anm. 18), S. 596.

⁸⁶ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 69, Z. 5ff.: *Solent plerique* [...] *a me sciscitari, qualiter de Iudaismo ad Christi gratiam conversus sim* [...], *sicut et nuper te presente quarundam sancte conversationis feminarum devota petitione coactus sum omnem eius seriem replicare*«; vgl. dazu unten S. 99.

ist also vielleicht in der Tat zwar der Anlaß gewesen, die Geschichte seiner Konversion auch niederzuschreiben, der autobiographische Bericht in der Form, wie er uns schriftlich im *Opusculum* vorliegt, ist jedoch eine durchdachte und, wie noch zu zeigen sein wird, in theologischen Reflexionen verankerte, komplizierte Komposition und mit Sicherheit mehr als eine schriftlich fixierte Sammlung von Anekdoten, wie Misch wohl meint.

2. Typisierungen und Stilisierungen

Die Christen (es handelt sich hier fast ausschließlich um Kleriker und Ordensleute) werden im *Opusculum* fast ausnahmslos sehr positiv geschildert⁸⁷. Ekbert ist der *bonus pastor* (S. 73, Z. 19) und ein *totius consilii vir* (S. 72, Z. 16f.). Die Christen gratulieren Hermann zu seiner Neugier und beklagen in frommer Liebe seinen Irrtum⁸⁸, sie umschmeicheln und umgarnen ihn⁸⁹, sie geben ihm Bücher⁹⁰, und Richmar ist *homo pietatis affectu plenissimus*⁹¹. An Hermanns Hochzeit beklagen sie *christiano affectu* seine Rückkehr zum Judentum⁹². Die frommen Frauen kommen voller Mitleid seiner Bitte um Fürsprache nach⁹³. Die Kleriker, mit denen er disputieren möchte, entsprechen bereitwillig seinem Wunsch⁹⁴. Die Mönche in Flonheim nehmen ihn mit großer Liebe und Freude auf, obwohl er noch ungetauft ist⁹⁵. Und auch die bei seiner Taufe anwesenden Kleriker überzeugen ihn mit Milde, noch einmal unterzutauchen⁹⁶. Hermann betont in seinem *Opusculum* also das von frommer Liebe getragene Entgegenkommen der Christen, auch und gerade, als er

⁸⁷ Es gibt nur zwei Ausnahmen: Als Hermann bei seiner Taufe nicht weiß, daß er dreimal untertauchen muß, führt er das auf die Nachlässigkeit der Kirchendiener zurück, die ihm das nicht gesagt hatten (ebd., S. 119, Z. 2: [...] *ex ministrorum negligentia* [...]), und als er mit seinem siebenjährigen Halbbruder durch Mainz irrt, lachen die Christen über ihn (ebd., S. 115, Z. 3: [...] *quod multi videntes velut fatuum me deriserunt Christiani*).

⁸⁸ Ebd., S. 74, Z. 20ff.: [...] *curiositati mee congratulantes simulque errorem meum pio affectu miserantes* [...].

⁸⁹ Ebd., S. 75, Z. 9f.: [...] *precantationibus Christiani me demulcentes*.

⁹⁰ Ebd., S. 76, Z. 9ff.

⁹¹ Ebd., S. 83, Z. 19.

⁹² Ebd., S. 101, Z. 5f.

⁹³ Ebd., S. 106-108.

⁹⁴ Ebd., S. 96f.

⁹⁵ Ebd., S. 116, Z. 1f.

⁹⁶ Ebd., S. 119, Z. 13: [...] *blanda baptiste mei flexus ammonitione* [...]; S. 120, Z. 1f.: [...] *blanda religiosorum, qui aderant, clericorum exhortatio* [...].

noch Jude war, der zunächst nur Neugier und dann auch Zweifel am Glauben seiner Väter mitbrachte.

Zu Beginn der Erzählung tauchen einzelne Juden auf, die in naher Beziehung zu Hermann stehen: seine Eltern, seine Verwandten⁹⁷, der Gelehrte Isaak, der ihm den Traum auslegte⁹⁸, und dann der *pedagogus* Baruch⁹⁹, der ihm nach Münster zur Beaufsichtigung mitgegeben worden war¹⁰⁰. Dieser wird im Laufe des Aufenthalts immer mehr zum mißgünstigen Bewacher stilisiert, der Hermanns Interesse am Christentum beargwöhnt. Als Baruch Hermann nach seiner Rückkehr bei seinen Verwandten anklagt, hat er in der Schilderung jegliches persönliches Profil verloren und wird auch nicht mehr mit seinem Namen genannt. Aus ihm ist *ille emulus meus Iudeus* (S. 93, Z. 13) geworden, der durch die Gerechtigkeit Gottes auch bald für seinen Verrat sterben muß¹⁰¹. Von diesem Punkt des Opusculum an treten Juden nur noch ganz selten als Einzelpersonen auf¹⁰². Ab jetzt ist fast ausschließlich die Rede von »den Juden«, die Hermann verfolgen. Sie haben auch als Gruppe kein deutliches Gepräge; nur andeutungsweise erfährt man, daß wohl die jüdische Gemeinde in Köln gemeint ist¹⁰³. Die Juden werden aus der Sphäre menschlicher Beziehungen herausgehoben und zur feindlichen, Hermanns Bekehrung bedrohenden Macht stilisiert¹⁰⁴. Wenn er erzählt, er sei in Köln gerade noch der Steinigung durch die Juden entgangen¹⁰⁵, ist diese Aussage gerade in ihrer Ahistorizität¹⁰⁶ ein deutlicher Verweis sowohl

⁹⁷ Ebd., S. 70, Z. 18.

⁹⁸ Ebd., S. 71, Z. 23ff.

⁹⁹ Ebd., S. 75, Z. 26f.

¹⁰⁰ Ebd., S. 73f.

¹⁰¹ Ebd., S. 93.

¹⁰² Es handelt sich bei den Ausnahmen um ihm persönlich nahestehende Personen wie seinen Schwiegervater Alexander (S. 98, Z. 14), seinen Bruder Samuel in Worms (S. 112, Z. 25f.) und außerdem um den *archisinagogus David* (S. 113, Z. 19).

¹⁰³ Vgl. z.B. ebd., S. 99, Z. 5: *Coacto siquidem Iudeorum concilio* [...], und S. 115, Z. 12: [...] *Iudei Colonienses navigio supervenientes* [...]. Zur Kölner jüdischen Gemeinde im Zeitalter der Kreuzzüge vgl. Zvi ASARIA, *Die Juden in Köln*. Von den ältesten Zeiten bis zur Gegenwart, Köln 1959.

¹⁰⁴ Als Beispiele seien hier nur genannt: HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 100, Z. 6: *Ad primam etenim Iudeorum comminationem ita totus immenso povere obriui* [...]; S. 109, Z. 4ff.: [...] *Iudeorum persecutionem* [...] *metuebam*; S. 110, Z. 7: [...] *in tantum omnes [Iudei] adversum me zelum exarsere* [...]; S. 111, Z. 15f.: [...] *Iudeorum adversum me insidias* [...]; S. 114, Z. 19: [...] *ob metum Iudeorum* [...].

¹⁰⁵ Ebd., S. 110, Z. 8: [...] *ut, si qua eis [Iudeis] efficiendi sceleris facultas occurrisset, propriis me non timuissent manibus lapidare*.

¹⁰⁶ Im 12. Jh. war es Juden natürlich nicht erlaubt, jemanden zu steinigen; vgl. dazu LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), S. 209 mit Anm. 7.

auf »die Juden« der Apostelgeschichte, die die ersten Christen verfolgten und mit der Steinigung bedrohten¹⁰⁷, wie auch auf die Gesprächspartner Jesu im Johannesevangelium, die dort durchweg als »die Juden« bezeichnet werden¹⁰⁸. Mit dieser Stilisierung der Juden im Opusculum nach dem biblischen Vorbild der jüdischen Christenverfolger nimmt Hermann einen im christlichen Kulturkreis stereotyp auftauchenden Gedanken auf, daß nämlich die Juden gewalttätig seien¹⁰⁹.

Als Hermann sich mitten in Köln taufen läßt, treten dieselben (Kölner) Juden in einem eher marginalen Satz als Statisten auf, die, ihrer Macht beraubt, seinen Übertritt nur noch betrauern können¹¹⁰. Obwohl diese Darstellung durchaus der Realität entsprechen dürfte, weil Hermann als Konvertit nun unter dem Schutz der Kirche stand, weist sie dennoch einen Bruch auf, denn der plötzliche Sinneswandel seiner Verfolger wird im Opusculum weder hergeleitet noch durch eine Bemerkung über die weltlichen Machtverhältnisse erklärt. Vor dem Hintergrund einer theologisch begründeten Konzeption des Werkes wird er jedoch verständlich: Mit der Stilisierung der Juden zur feindlichen Macht *vor* der Bekehrung und zu bedeutungslosen Zuschauern *danach* unterstreicht der Text die heilsgeschichtliche Bedeutung der Taufe; durch sie ist Hermann aus dem Reich der Finsternis hinübergerettet in das Reich Christi, und die Juden als Handlanger des Teufels¹¹¹ haben keine Macht mehr über ihn.

Außer dem Vorwurf der Gewalttätigkeit sind auch noch andere Vorstellungen von den Juden und dem Judentum im Opusculum verarbeitet; sie sind, ausgehend von den biblischen Berichten, von der Patristik entwickelt worden und begegnen stereotyp in der Literatur und Ikonographie

¹⁰⁷ Vgl. bes. Act 7, 13, 14, 17.; dazu Theo C. DE KRUIJF, Art. 'Antisemitismus III.5', in: *Theologische Realenzyklopädie*, Bd. 3, 1978, S. 122-128; Friedrich LOTTER, Art. 'Judenfeindschaft', in: *Lexikon des Mittelalters*, Bd. 5, 1991, S. 790f.

¹⁰⁸ KRUIJF, Art. 'Antisemitismus III.5' (wie Anm. 108), S. 126f.; Josef NIEWIADOMSKI, *Die Juden im Neuen Testament und bei den Kirchenvätern*, in: *Christen und Juden in Offenbarung und kirchlichen Erklärungen vom Urchristentum bis zur Gegenwart*, hrsg. v. Erika WEINZIERL (*Veröffentlichungen des internationalen Forschungszentrums für Grundfragen der Wissenschaften* Salzburg, NF, Bd. 34: Publikationen des Instituts für kirchliche Zeitgeschichte, hrsg. v. Erika WEINZIERL, Serie I: Studien, Dokumentationen), Salzburg 1988, S. 13-31, hier S. 20.

¹⁰⁹ Ebd., S. 13f. Verbunden mit der Schuldzuweisung an die Juden, Jesus getötet zu haben (I Thess 2, 14f.).

¹¹⁰ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 120, Z. 21ff.: *Iudei autem [...] luctu me amarissimo velut perfidum ac perditum inconsolabiliter plangebant*; sie hatten ihm immerhin nicht nur Apostasie, sondern auch das (wohl unrechtmäßige) Verlassen seiner Ehefrau und Entführung vorzuwerfen.

¹¹¹ Vgl. dazu unten, S. 96f.

des Mittelalters, um die Juden und den jüdischen Irrweg zu charakterisieren¹¹². Bischof Ekbert weist in seiner »Predigt« Hermann vorsichtig und taktvoll darauf hin, daß die Juden mit ihrer streng auf den Litteralsinn ausgerichteten Interpretation des Alten Testaments stumpfen Lasttieren zu vergleichen seien, die sich mit der Spreu zufriedengeben¹¹³. Weitaus überheblicher und aggressiver hat ein Zeitgenosse Hermanns, Petrus Venerabilis, den Gedanken, daß Juden in ihrer Einsichts- und Vernunftlosigkeit den Tieren gleichgestellt seien, ausgedrückt: *Audiet nec intelliget asinus, audiet nec intelliget Iudeus*¹¹⁴. Regelmäßig taucht zur Charakterisierung der Juden im *Opusculum* auch der Vorwurf der Verstocktheit und Blindheit auf¹¹⁵. Auch er wird, von den biblischen Texten ausgehend, schon in der Patristik stereotyp gebraucht¹¹⁶ und ist nicht nur bei ausgesprochen judenfeindlichen Autoren wie Johannes Chrysostomus oder Petrus Venerabilis zu finden¹¹⁷, sondern durchaus auch bei solchen, die sich in ihren Schriften und ihrem Wirken für den Schutz von Juden ausgesprochen und stark gemacht haben wie Rupert von Deutz und Bernhard von Clairvaux¹¹⁸. Diese Beurteilung der Juden ist theologisch in der

¹¹² LOTTER, Art. 'Judenfeindschaft' (wie Anm. 107), S. 790. Willehad Paul ECKERT, Art. 'Antisemitismus V', in: *Theologische Realenzyklopädie*, Bd. 3, 1978, S. 137-143. NIEWIADOMSKI, *Die Juden* (wie Anm. 108), S. 13-31. Für das 11.-13.Jh.: SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54).

¹¹³ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 74, Z. 6ff.: [...] *Iudeis tamquam brutis quibusdam iumentis sola in his littera velut palea contentis* [...].

¹¹⁴ PETRUS VENERABILIS, *Adversus Iudeorum inveteratam duritiem*, hrsg. v. Yvonne FRIEDMANN (*Corpus Christianorum, Continuatio Mediaevalis* 58), Turnhout 1985, hier: S. 125, Z. 19f.; vgl. auch S. 55 und 186. Zu Petrus Venerabilis vgl. SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 180-193, und passim zu dieser antijüdischen stereotypen Aussage. Vgl. auch SCHUBERT, *Religionsgespräch* (wie Anm. 64), S. 224.

¹¹⁵ Als Beispiele seien hier nur genannt: HERMANNUS, *De conversione*, S. 110, Z. 10f.: *Sed perfidie ac malignitatis sue tenebris excecati* [Iudei...]; S. 113, Z. 12f.: [...] *ceca superbia et superba cecitate* [...].

¹¹⁶ Vgl. dazu die oben in Anm. 112 u. 114 genannte Literatur.

¹¹⁷ Zu Johannes Chrysostomus vgl. Heinz SCHRECKENBERG, *Die christlichen Adversus-Iudeos-Texte und ihr literarisches und historisches Umfeld (1.-11. Jh.)*. (Europäische Hochschulschriften, Reihe XXIII, Bd. 172) Frankfurt ³1995; NIEWIADOMSKI, *Die Juden* (wie Anm. 108), S. 17; zu Petrus Venerabilis: SCHUBERT, *Religionsgespräch* (wie Anm. 64), S. 123f. und SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 180-193.

¹¹⁸ RUPERT VON DEUTZ, *Annulus* (wie Anm. 54), Sp. 576A: [Iudaeus]: *Quae enim culpa in me, si obscuratus sive excaecatus sum* [...]«; vgl. auch SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 106. S. BERNARDI *Sermones super cantica canticorum*, hrsg. v. J. LECLERCQ, C.H. TALBOT u. H.M. ROCHAS, Rom 1957, hier S. 76, Z. 22f.: *Hoc ergo iudicium, o Synagoga, quod flagitas. Errori tuo caeca et contentiosa desereris* [...]; vgl. auch SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 169-178; Bernhard BLUMENKRANZ, *Patristik und Frühmittelalter*, in: *Kirche und Synagoge*. Handbuch zur

Ansicht begründet, daß die Juden die heilsgeschichtliche Bedeutung Jesu Christi nicht haben sehen und anerkennen wollen, obwohl sie dazu in der Lage gewesen wären. Sie hat auch in zahlreichen bildlichen Darstellungen ihren Niederschlag gefunden, von denen die wohl bekannteste die der Synagoge mit der Augenbinde ist¹¹⁹. Die Blindheit und Verstockung der Juden durchzieht als Motiv das ganze Opusculum. Hermann macht deutlich, daß ihn erst die Einsicht in seine eigene jüdische Blindheit für den Empfang des Glaubens bereit machen konnte. Wie ihm die Augen geöffnet wurden, hat er sehr anschaulich in einer Szene geschildert: Als er auf der Suche nach der Wahrheit wieder einmal mit Christen disputierte und sie seiner Aussage zufolge mit logischen Winkelzügen in die Irre zu führen versuchte, sagte einer der eher unbeteiligten Zuschauer aus dem Gefolge des disputierenden Klerikers: *Cur [...] o magister, cur frustraniteris? Quid in ventum verba fundis? [...] Scis equidem, teste apostolo [2 Kor 3, 16] usque in hodiernum diem, cum legitur Iudeis Moyses, velamen positum est super cor eorum*¹²⁰. Hermann stilisiert den Vorwurf der Blindheit, der ihm aus früheren Kontakten mit Christen schon vor dieser Disputation bekannt gewesen sein muß, zur »Initialzündung« für seine Einsicht in die christliche Wahrheit¹²¹. Auch hier hat er also wieder eine lebendig geschilderte Szene auf der Folie der jüdisch-christlichen Auseinandersetzung gestaltet und stellt den christlichen Standpunkt als durch sein eigenes Erleben erwiesen dar.

Das gleiche Phänomen zeigt sich im sechsten Kapitel des Opusculum. Hermann erzählt dort, wie er mit Bischof Ekbert das Kloster Cappenberg besucht hat und dort Menschen *varie conditionis diverseque nationis* sah, und sagt dann ausdrücklich, daß durch das Zusammenleben dieser Gesellschaft der Getreuen Christi¹²² die Prophetie des Jesaja [Jes 11] *spiritualiter* erfüllt sei, die für die Zeit nach dem Kommen des Messias völligen

Geschichte von Christen und Juden. Darstellung mit Quellen, hrsg. v. Karl Heinrich RENGSTORF und Siegfried VON KORTZFLEISCH, Bd. 1, Stuttgart 1968, S. 84-135, hier S. 119-124.

¹¹⁹ Vgl. dazu Bernhard BLUMENKRANZ, *Juden und Judentum in der mittelalterlichen Kunst*. Franz Delitzsch-Vorlesungen 1963, Stuttgart 1965, hier bes.: S. 57-61; H. FELDBUSCH, Art. 'Blindheit', in: *Lexikon der christlichen Ikonographie*, Bd. 1, hrsg. v. Engelbert KIRSCHBAUM, Rom 1968, Sp. 307f.; Willehad Paul ECKERT, Art. 'Juden, Judentum', in: Ebd., Bd. 2, 1970, Sp. 449-454 u. SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), Anhang, S. 447-636.

¹²⁰ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 104, Z. 11ff.

¹²¹ Ebd., S. 14ff.: *Hoc audiens [...] vehementer expavi, reputans ne forte [...] ego misticum Mosaice legis intellectum nequaquam, velut interpositis quibusdam carnalium figurarum umbris, clara mentis acie possem attingere.*

¹²² Ebd., S. 89, Z. 1f.: [...] *in hac Christi fidelium societate [...]*.

Frieden vorausgesagt habe. Er antwortet damit sozusagen auf ein sehr gewichtiges Argument der Juden gegen das Christentum, daß nämlich der friedlose Zustand der Welt doch ganz deutlich beweise, daß der Messias noch nicht erschienen sei¹²³. Auch hier nimmt der Autobiograph von seiner Warte als nun überzeugter Christ das Selbsterlebte zum Anlaß, auf einen strittigen Punkt der religiösen Diskussion zwischen Juden und Christen einzugehen und ihn als gelöst darzustellen¹²⁴. Damit hebt Hermann überdies auch das urchristlich orientierte Gemeinschaftsideal des Ordens hervor, dem er nun angehörte¹²⁵.

Er ordnet in seinem Selbstbericht die Juden in ihrer Blindheit, ihrer Verstockung und Gewalttätigkeit dem Reich des Teufels zu. Anknüpfend an ihre Dämonisierung vor allem im Johannesevangelium bezeichnet er sie als *Synagoge des Satans*¹²⁶. Als dessen Handlanger versuchen sie, Hermann im Machtbereich Satans zu halten. Ganz besonders deutlich wird die Verbindung Juden-Teufel in der Schilderung, wie Satan ihn durch die fleischliche Versuchung zur Ehe zwingt und sich dabei der Drohungen der Juden bedient, ihn zu verfolgen und aus der Synagoge

¹²³ So z. B. GISLEBERTUS CRISPINUS, *Disputatio* (wie Anm. 55), S. 34, Z. 3-28. Dazu SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 60. Zu diesem Argument überhaupt vgl. die ebd. angeführten jüdischen Autoren (vgl. S. 9); SCHUBERT, *Religionsgespräch* (wie Anm. 64), S. 237ff.; SCHMITT, *La question* (wie Anm. 26), S. 246.

¹²⁴ Dies stellt schon fest: Bernhard BLUMENKRANZ, *Jüdische und christliche Konvertiten im jüdisch-christlichen Religionsgespräch des Mittelalters*, in: *Judentum im Mittelalter*, hrsg. v. Paul WILPERT (Miscellanea Medievalia 4), Berlin 1966, S. 277.

¹²⁵ Zur Vorstellung der 'kommunistischen' *vita apostolica* bei den Prämonstratensern vgl. Stefan WEINFURTER, *Der Prämonstratenserorden im 12. Jh.*, in: *Marchtal. Prämonstratenserabtei, Fürstliches Schloß, Kirchliche Akademie*, hrsg. v. Max MÜLLER, Rudolf REINHARDT u. Wilfried SCHÖNTAG, Ulm 1992, S. 13-30, hier S. 13.

¹²⁶ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 97, Z. 2ff.: [*Religiosi doctores*] *suis me disputationibus et ammonitionibus a sinagoga Sathane* [Offb 3, 9] *segregare [...] laborabant [...]*; vgl. ebd., S. 87, Z. 23f.: [*Iudei...*] *resipiscant a diaboli laqueis, a quo captivi tenentur [...]*. Vgl. Joh 8, 44: *Vos ex patre diaboli estis*; vgl. dazu František GRAUS, *Die Juden in ihrer mittelalterlichen Umwelt*, in: *Die Juden in ihrer mittelalterlichen Umwelt*, hrsg. v. Alfred EBENBAUER und Klaus ZATLOUKAL, Wien 1992, S. 53-65, hier S. 63; Karl Heinz RENGSTORF, *Das Neue Testament und die nachapostolische Zeit*, in: *Kirche und Synagoge. Handbuch zur Geschichte von Christen und Juden. Darstellung mit Quellen*, hrsg. v. DEMS. u. Siegfried VON KORTZFLEISCH, Bd. 1, Stuttgart, 1968, S. 23-83, hier S. 43-40; zur Vorstellung »Juden als Teufelskinder« überhaupt vgl. SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte*, Bd. 1 (wie Anm. 117), S. 132-137, und beispielsweise bei Rupert von Deutz, ebd., Bd. 2 (wie Anm. 54), S. 100-107. Die Verwendung antijüdischer Stereotype gehört in die *theologische* Vorstellungswelt Hermanns und dient nicht, wie MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 60, annimmt, dem Zweck, die Glaubwürdigkeit der Konversion Hermanns zu bekräftigen, was er wohl nach zehn Jahren im Kloster und als geweihter Priester nicht mehr nötig gehabt haben dürfte.

auszuschließen¹²⁷. Die Juden sind in ihrer Rolle als Widersacher Hermanns der eigentlichen Gegenmacht seiner Errettung, dem Teufel, untergeordnet. Dieser bedient sich aber nicht nur der Juden, sondern ist auch sonst in gewohnter Tücke bemüht, ihn auf alle erdenkliche Weise von der Konversion abzuhalten, durch fleischliche Versuchung, Schuldgefühle, Verwirrung und vieles mehr¹²⁸. Er stellt sich der Gnade Gottes, die Hermann ins Licht ziehen will, mit aller Macht entgegen und muß am Schluß doch unterliegen. Das äußere Geschehen im Leben des Konvertiten ist ebenso wie seine Seele zum Schauplatz für den Kampf der Mächte »Gott« und »Satan« ausgestaltet. Die beiden Bereiche werden charakterisiert mit Teufel, Synagoge, Finsternis, Blindheit, Reich des Todes und der Ägyptischen Gefangenschaft auf der einen und mit Christus, Kirche, Licht, Erleuchtung, ewigem Leben und dem Auszug aus Ägypten auf der anderen Seite¹²⁹. Das Ringen des Juden um den christlichen Glauben wird so eingeordnet in den größeren Zusammenhang eines Kampfes des Teufels um die Seelen. Die geläufige Vorstellung, daß jede Seele nur durch die Gnade Gottes und nicht durch eigene Verdienste aus den Fängen des Satans befreit werden kann¹³⁰, ist im Opusculum verbunden mit der spezifischeren Ansicht, die schon in der Bibel begegnet, daß besonders ein Jude in seiner tierhaften Vernunftlosigkeit nicht durch intellektuelle Anstrengungen, sondern nur durch die Erleuchtung des Heiligen Geistes zu Christus bekehrt werden könne¹³¹. Das Bekenntnis Hermanns, daß der

¹²⁷ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 98ff., hier bes. S. 98, Z. 9ff. MISCHE, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 517, meint unrichtig, daß dies die einzige Stelle sei, wo Hermann zum Teufelsglauben greife; zutreffender MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 75.

¹²⁸ Aus der Fülle von Belegstellen seien hier nur genannt: HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 105, Z. 22: *Quod ideo callidissimus hostis fecisse credendus est, ut intentionem meam eo facilius a proposito suo retraheret, quo per hoc me legis prevaricatorem esse ostenderet*; S. 114, Z. 25f: *Nam cum transitus urbis illius mihi esset notissimus, ita [...] oculi mei sunt diabolica illusione obcecati, ut [...] exitum eius invenire non possem*.

¹²⁹ Weitere gegensätzliche metaphorische Vorstellungen sind (als allgemein konversionstypische Motive) zusammengestellt bei RÄDLE, *Kölner Jude* (wie Anm. 11), S. 23f.

¹³⁰ Hier sind im Falle Hermanns vor allem Fastenübungen (vgl. HERMANNUS, *De conversione* [wie Anm. 1], S. 94-96) und intellektuelle Bemühungen zu nennen.

¹³¹ Vgl. z.B. PETRUS VENERABILIS, *Adversus [...] duritiem* (wie Anm. 114), S. 57, Z. 564ff.: *Nescio plane utrum Iudaeus homo est, qui nec rationi humanae caedit, nec auctoritatibus divinis et propriis acquiescit. [...] in cuius medio nondum positus est divinus spiritus, sine quo ad Christum nunquam potest converti Iudaeus*; vgl. dazu SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudaeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 188f. Zur Vorstellung im Johannesevangelium, daß es der Überwindung des Teufels bedarf, wenn die Juden die Wahrheit erkennen sollen, vgl. RENGSTORF, *Das Neue Testament* (wie Anm. 126), S. 38.

Glaube nicht durch Verstehen erlangt werden könne, muß auch in diesem Zusammenhang gesehen werden. Im Rahmen dieser dem ganzen Werk zugrundeliegenden theologischen Konzeption ist dann auch die Rolle der Kirche als Mittlerin der Gnade herausgestellt¹³².

Die Aussage Hermanns zu Beginn des *Opusculum*, daß gerade die teuflischen Versuchungen, die seine Konversion begleiteten, ihre Ernsthaftigkeit bewiesen¹³³, ist ebenfalls nur zu verstehen vor dem Hintergrund des Kampfes der Mächte um die Seele, denn nach traditionellen Vorstellungen versucht Satan immer mit aller Anstrengung ihre Hinwendung zu Gott durch Versuchungen zu verhindern. Daß es sich dabei um die Seele eines Juden handelt, ist hier durchaus zweitrangig¹³⁴.

3. Selbstdarstellung des Autobiographen

Peccator ego et indignus sacerdos Hermannus (S. 70, Z. 16), so beginnt Hermann seinen autobiographischen Lebensbericht. Diese Demutsformel steht zwar wie ein Motto über seiner Selbstdarstellung, in deren weiterem Verlauf tauchen dann aber, soweit ich sehe, kaum mehr derartige Formeln auf¹³⁵. Durch ihr Fehlen wirkt der Bericht sehr selbstbewußt, was noch durch die Tatsache verstärkt wird, daß Hermann weder, wie sonst bei mittelalterlichen Autoren häufig, darauf hinweist, daß Gott der eigentliche Inspirator des Werkes sei, noch dessen Mithilfe bei seiner Entstehung betont¹³⁶. Allerdings schreibt Hermann seine Konversion nieder, um glänzend in der Reinheit des Lebens wie geprüftes Silber, auch für andere von der Liebe Gottes und dem ewigen Leben zu klingeln (S. 123, Z. 14ff.). Daß die Gnade Gottes ihn auf seinem Lebensweg geführt hat, und alles Gute, was ihm widerfahren ist, nicht auf seine eigenen Verdienste

¹³² HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 107, Z. 12: [...] *nec ego nisi sancte ecclesie fultus intercessionibus Christi possem gratiam promereri*«; weitere Stellen vgl. unten, S. 105, Anm. 200.

¹³³ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 69, Z. 16ff.: *At vero mea conversio, gravissimis in eius primordio crebrescentibus temptationum procellis multisque se ei opponente antiquo hoste insidiis [...] est mancipata.*

¹³⁴ Zu Versuchung allgemein vgl. Simon LEGASSE, Paul LAMARCHE, u.a., Art. 'Tentation', in: *Dictionnaire de spiritualité*, Bd. 15, Paris 1990, Sp. 193-243.

¹³⁵ Vgl. HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 84, Z. 9: [...] *mihi indigno* [...]; dort allerdings mehr auf seine Unwürdigkeit in dieser Situation als auf seine ganze Person bezogen.

¹³⁶ So schon MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 72.

zurückgeht, betont er immer wieder¹³⁷. So schildert er sich nicht vornehmlich als handelndes Subjekt seines Werdegangs, sondern als Objekt der göttlichen Gnade, die sich in seinem Leben manifestierte¹³⁸. Mehr noch, seine gesamte Existenz und seine Identität sind in der Gnade Gottes begründet: *Hermannus Dei gratia id quod est* (S. 69, Z. 4), so überschreibt er seinen Lebensbericht.

Dieser Satz, Zitat der berühmten autobiographischen Aussage von Paulus¹³⁹, verweist auf den judenchristlichen Apostel als Identifikationsmodell Hermanns in seiner Selbstdarstellung¹⁴⁰. Schon die Genealogie zu Beginn ist ebenso nach Paulus gestaltet¹⁴¹ wie die vor den Lebensbericht gestellte Vision als Zeichen einer Prädestination von Anfang an¹⁴². Aus Paulus stammen auch die mit Abstand meisten direkten und indirekten biblischen Zitate des *Opusculum*. Als Hermann beginnt, sich neugierig für das Christentum zu interessieren, bieten ihm die Christen diesen Apostel als Vorbild an¹⁴³, und er beginnt bald, sich nach einer dem Lichterlebnis von Damaskus ähnlichen Vision zu sehnen, die ihm aber zunächst nicht gewährt wird¹⁴⁴. Als er jedoch das zu erhalten verdient hat, was er gläubig von Gott erbeten hatte, wird ihm plötzlich der christliche Glaube zuteil (S. 107, Z. 7f.). Dieses Ereignis ist ebenfalls in Anlehnung an Paulus und

¹³⁷ Die Belegstellen sind so zahlreich, daß sie nicht im einzelnen aufgeführt werden können; vgl. NIEMEYER (wie Anm. 1), Register: 'gratia'. Seine ganze Bekehrung führt er auf die Gnade Gottes zurück, vgl. HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 108, Z. 22f.: *Inventa igitur per gratiam Dei una pretiosa catholice fidei margarita [...]* oder auch einzelne Geschehnisse, vgl. z. B. ebd., S. 111, Z. 8: *Ex Dei namque dispensatione [...]*.

¹³⁸ Vgl. z.B. ebd., S. 126, Z. 25ff.: *Spero, Domine, [...], quia misericordia tua subsequetur me omnibus diebus vite mee, cuius tanta iam mihi gratiarum pignora dignatus es prerogare [...]*.

¹³⁹ 1 Kor 15, 10: *gratia autem Dei sum id quod sum et gratia eius in me vacua non fuit sed abundantius illis omnibus laboravi non ego autem sed gratia Dei mecum.*

¹⁴⁰ Daß Paulus Hermann als Vorbild gedient hat, ist mehrfach festgestellt worden, vgl. zuletzt RÄDLE, *Kölner Jude* (wie Anm. 11), S. 11, 14 u. 24.

¹⁴¹ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 70, Z. 17: [...] *genere Israelita, tribu Levita, ex patre David [...]*; Phil 3,5f. (Paulus über sich selbst): [...] *ex genere Israhel, de tribu Benjamin, Hebraeus ex Hebraeis [...]*.

¹⁴² Gal 1, 15f.

¹⁴³ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 74, Z. 26f.: *Ad commendandam etiam gratie huius largitatem apostoli sui Pauli mihi proponebant exemplum [...]*; vgl. auch weiter.

¹⁴⁴ Ebd., S. 92, Z. 15ff.: *Dum [...] maximas in corde meo [...] pugnas sustinerem, recordatus eorum, que dudum de conversione beati Pauli a Christianis [...] audieram [...] lacrimabiliter deprecatus, ut [...] mihi hoc vel per occultam inspirationem [...] vel certe [...] per signum aliquod visibile revelaret, et qui ad ecclesie sue ovile Paulum traxit [...], ad illud me perduceret [...]*.

vielleicht auch an das Lichterlebnis des Augustinus im Mailänder Garten, wie er es in den *Confessiones* schildert, wiedergegeben¹⁴⁵: Die Klarheit des christlichen Glaubens leuchtet in seinem Herzen ebenso plötzlich auf wie Paulus das Licht vom Himmel auf dem Weg nach Damaskus¹⁴⁶. Darüber hinaus hat Hermann mit dem Bericht über seine Predigt in der Wormser Synagoge möglicherweise eine Reminiszenz an Apg 18, 4 und andere Stellen der Apostelgeschichte beabsichtigt¹⁴⁷, wo über Paulus gesagt ist: *disputabat in synagoga per omne sabbatum*. Auch wenn Hermann erzählt, wie ihm kurz nach seinem Bekehrungserlebnis seine Augen blind wurden, so daß er das richtige Mainzer Stadttor nicht mehr finden konnte (S. 114, Z. 26f.), dürfte dies eine beabsichtigte Aufnahme des Berichtes in der Apostelgeschichte von der Erblindung des Apostels zwischen seinem Damaskuserlebnis und seiner Taufe sein¹⁴⁸. Die Geschichte seiner Bekehrung beschreibt Hermann also auf der Folie des Musters Paulus. Als weitere Vorbilder, deren Funktion als Modell sich jedoch mehr auf einzelne Szenen bezieht als auf den gesamten Lebensbericht, sind im *Opusculum* genannt: aus dem Bereich der Bibel nur Nikodemus¹⁴⁹, Naaman der Syrer¹⁵⁰ und nach der Schilderung der Taufe dann auch Christus selbst¹⁵¹. Die Stifter seines Klosters, Gottfried und Otto, dienen Hermann ebenfalls als Vorbilder¹⁵², wenn er sagt, er habe, alles Weltliche hinter sich lassend, mit den Brüdern in Cappenberg leben wollen¹⁵³.

¹⁴⁵ Ebd., S. 108, Z. 8ff.: [...] *tanta repente cordi meo christiane fidei claritas infulsit, ut ab eo totius pristinae dubietatis et ignorantie tenebras penitus effugaverit* [...]. 2 Kor 4, 6: *quoniam Deus qui dixit de tenebris lucem splendescere qui inluxit in cordibus nostris ad inluminacionem scientie claritatis Dei* [...]; AUGUSTINUS, *Confessionum libri XIII*, hrsg. v. Lucas VERHEIJEN (*Corpus Christianorum, Series Latina* 27), Turnhout 1981, S. 131 (VIII, 12): *Statim quippe cum fine huiusce sententiae quasi luce securitatis infusa cordi meo omnes dubitationis tenebrae diffugerunt*; so MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 45. Außer dieser Stelle sehe ich keine Textübereinstimmung des *Opusculum* mit den *Confessiones*, auch kann ich eine inhaltliche Verwandtschaft, wie sie oft angenommen worden ist, so zuletzt RÄDLE, *Kölner Jude* (wie Anm. 11), S. 12, nicht feststellen, außer daß natürlich beide Autoren über eine Bekehrung zum Christentum schreiben.

¹⁴⁶ Apg 22, 6 u. 26, 12.

¹⁴⁷ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 112-114; vgl. auch Apg 9, 20; 9, 29; 13; 17, 2.

¹⁴⁸ Apg 9, 8: [...] *apertisque oculis nihil videbat* [...]; vgl. auch Apg 22, 11.

¹⁴⁹ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 109, Z. 6.

¹⁵⁰ Ebd., S. 119, Z. 22.

¹⁵¹ Ebd., S. 124, Z. 7: *Christum quoque regem secutus sum* [...].

¹⁵² Bei HERMANNUS, ebd., S. 88, Z. 9ff., werden sie in einer längeren Passage als Gründerpersönlichkeiten von Cappenberg und wegen ihrer Weltentsagung lobend erwähnt.

¹⁵³ Ebd., S. 121, Z. 23f. Es ist mehrfach darauf hingewiesen worden, daß einem Juden, der durch seine Konversion aus den sozialen und ökonomischen Bezügen seiner ursprünglichen

Ich habe bereits darauf hingewiesen, daß Hermann seinen Bericht zwar bewußt auf sein ganzes bisheriges Leben ausdehnt, die eigentliche Erzählung aber nur die kurze Zeit seiner Bekehrung zum Christentum wiedergibt. Diese Tatsache ist für die Selbstdarstellung Hermanns im Opusculum nicht ohne Bedeutung. Seine *conversio* wird so schon formal als sein ganzes Leben überstrahlendes und seine Identität begründendes Ereignis herausgestellt. Der Selbstbericht läuft in seiner Dramatik ansteigend auf die Taufe als das bestimmende Ereignis in seinem Leben zu. Hervorgehoben wird dieser Höhe- und Scheitelpunkt seines Lebens noch durch die Wiedergabe des die Taufe vorbereitenden inneren Bekehrungserlebnisses¹⁵⁴ und seine Überhöhung in der nachfolgenden Priesterweihe. Hermann präsentiert den Lesern seine Bekehrung nicht nur als ein, wenn auch sehr wichtiges Ereignis unter anderen, sondern als das seine Existenz geradezu definierende Geschehen, auf das sein gesamtes früheres Leben sich zuentwickelte und von dem aus sein späteres existenziell bestimmt ist.

Wie schon in der paulinischen Theologie wandelt die Taufe seinen Tod dem Fleische nach in ein Leben im Geiste¹⁵⁵. Hermann beschreibt diesen Wandel seiner Persönlichkeit, der seine autobiographische Darstellung ebenso wie das in ihr beschriebene Leben auf die Mitte der persönlich und heilsgeschichtlich bedeutsamen Erlösung bezieht, in mächtigen Bildern aus der christlichen Tradition:

Er hat den alten Menschen mit seinen Taten ausgezogen und sich durch das Bad der Erneuerung mit dem neuen bekleidet¹⁵⁶. Mit der Taufe wird

Glaubensgemeinschaft herausgerissen war, kaum etwas anderes übrig blieb, als ins Kloster zu gehen; vgl. dazu u.a. LOTTER, *Hermann*, (wie Anm. 3), S. 215 mit Anm. 23.

¹⁵⁴ Die Schilderung ist hier, was die Gewichtung angeht, genau andersherum geordnet als im autobiographischen Bericht des Paulus, wo die Erwähnung der Taufe dem entscheidenden Lichterlebnis nachgeordnet ist.

¹⁵⁵ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 127, Z. 5: [...] *quia mortuus fueram et revixi* [...]; Röm 6, 4-16; Eph 4, 22-24; vgl. dazu Henry PINARD DE LA BOULLAYE, Art. 'Conversion', in: *Dictionnaire de spiritualité*, Bd. 2, 1953, Sp. 2224-2265, hier Sp. 2234; MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 61. Die Bedeutung der Taufe als existenzieller Wende im Leben des Konvertiten wird noch deutlicher, wenn man die jüdische Polemik gegen getaufte Juden betrachtet, die beispielsweise Nitsachon vetus bringt: Das Taufwasser reiche bis an die Seele und vernichte diese; SCHUBERT, *Religionsgespräch* (wie Anm. 64), S. 240. Nach jüdischer Sicht ist die Taufe Götzendienst: František GRAUS, *Judentum und Judenverfolgung im Hoch- und Spätmittelalter*, in: *Christen und Juden in Offenbarung und kirchlichen Erläuterungen vom Urchristentum bis zur Gegenwart*, hrsg. v. Erika WEINZIERL (wie Anm. 108), S. 33-46, hier S. 36.

¹⁵⁶ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 118, Z. 6f.: [...] *veterem hominem cum actibus suis exuendus, et novum fueram per lavacrum regenerationis induendus*; ebd., S. 120, Z. 9f.: [...] *me per lavacrum regenerationis pelle vetustatis exutum* [...].

er aus dem Reich der Finsternis ans Licht, aus der Tyrannis des Teufels gezogen¹⁵⁷, der noch während des Taufvollzuges ein letztes Mal versucht, ihn mit jüdischer Blindheit zu schlagen und die Erlösung zu verhindern¹⁵⁸. Von der Lepra des Geistes geheilt¹⁵⁹, ändert er die Ordnung seines früheren Lebens¹⁶⁰, um wie ein verlorenes Schaf auf den Schultern des Erlösers zum Stall der Kirche getragen zu werden¹⁶¹. Von der jungfräulichen Mutter Kirche wird er in eine neue Kindheit geboren¹⁶². Als Zeichen dieser neuen Existenz ändert er das Besitzrecht an seinem Namen und heißt fortan Hermannus¹⁶³. Dieser Name ist vermutlich nach dem für Cappenberg so bedeutsamen Großvater Gottfrieds für den neuen Christen ausgewählt worden¹⁶⁴ und hebt Hermanns Zugehörigkeit zu seiner neuen geistlichen Klosterfamilie sinnbildlich hervor.

Die Taufe ist verstanden als eine durch göttliche Gnade bewirkte Errettung; aus ihr leitet sich die neue christliche Identität des Konvertiten ab. Sie ist dann *die* Identität, aus der heraus Hermann sein Opusculum verfaßt. Das Ich, das hier schreibt, ist das Ich eines geweihten christlichen Priesters¹⁶⁵. Die frühere Identität des zweifelnden und sich dem Christentum langsam annähernden Juden ist im Opusculum durchweg negativ als eine *Nicht*-Identität gestaltet. Mit dem schweren Joch des mosaischen Gesetzes auf den Schultern war er gefangen in den Banden jüdischer Blindheit¹⁶⁶. Als er sich unter die christliche Schafherde mischte, hätte er

¹⁵⁷ Ebd., S. 118, Z. 21f.: [antiquus hostis] *per divine institutionis salutare sacramentum ab eius me rapi tyrannide conspexit*; vgl. S. 70, Z. 9.

¹⁵⁸ Ebd., S. 118-120. Vermutlich spielt Hermann mit der Aussage (S. 119, Z. 10), er habe die Winke der Kleriker nicht sehen und ihre Anweisungen nicht hören können *defluente nimirum hinc inde piloso capite aqua* auf die jüdische Haar- und Barttracht (Schläfenlocken und Vollbart) an, die im 11. Jh. aufgekommen war (ECKERT, Art. 'Juden, Judentum' (wie Anm. 119), Sp. 449) und nimmt so noch ein letztes Mal das Motiv der jüdischen Blindheit auf.

¹⁵⁹ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 119, Z. 22ff.

¹⁶⁰ Ebd., S. 120, Z. 11f.

¹⁶¹ Ebd., Z. 14f.

¹⁶² Ebd., Z. 9ff.: [...] *me [...] in novam peperit ecclesia virgo mater infantiam*. Das Motiv klingt bereits S. 109, Z. 25ff., an: er will seinen Halbbruder mit zum Christentum herüberziehen, *quatenus quam non habueramus carnaliter nascendo, unam haberemus simul matrem ecclesiam spiritualiter renascendo*.

¹⁶³ Ebd., S. 120, Z. 12.

¹⁶⁴ *Vita S. Godefridi* (wie Anm. 5), S. 515, Z. 10ff. So erklärt sich vielleicht auch, daß der Name Hermann im Umkreis des Klosters Cappenberg so häufig gewesen ist, vgl. oben, S. 71.

¹⁶⁵ HERMANUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 70, Z. 16; vgl. auch S. 69, Z. 4 u. S. 122, Z. 4f.

¹⁶⁶ Ebd., S. 75, Z. 10 u. S. 70, Z. 19.

wegen seines Irrtums eher zu den Böcken gezählt werden müssen¹⁶⁷. Später ist er von der Finsternis des Zweifels umgeben¹⁶⁸. Immer wieder hebt Hermann die damalige Verstockung seines Herzens hervor¹⁶⁹. Aus seinem Leben vor der Taufe berichtet Hermann kaum etwas Positives. Abgesehen von der neutralen Nennung seiner Abstammung und seines jüdischen Namens sind hier nur einige wenige Angaben zu finden, die aber nicht eigens hervorgehoben, sondern beiläufig erwähnt werden und in die Wiedergabe seiner spirituellen Entwicklung integriert sind¹⁷⁰. Alles, was ihn mit der *schmutzigen und unaussprechlichen Glaubensrichtung jüdischen Aberglaubens* verband¹⁷¹, ist generell negativ und unter Verwendung fest etablierter antijüdischer Stereotype geschildert. Alles Positive, was Hermann aus seiner Zeit als Ungetaufter berichtet, referiert das Vorankommen auf dem Weg zu seiner eigentlichen Bestimmung: die Neugier, die Aufgeschlossenheit, die Fähigkeit zum Mitleid, das stete Bemühen um Erkenntnis und schließlich die demutsvolle Hilflosigkeit sind auf seine Konversion und Taufe ausgerichtet. Zudem beginnt die Lebensbeschreibung des Opusculum überhaupt erst eigentlich in dem Moment, als Hermann neugierig wird und am mosaischen Glauben zu zweifeln beginnt. Er sieht sein Leben als ein erst eigentlich zu diesem Zeitpunkt beginnendes an.

Und selbst die wenigen Sätze, in denen er sich als Juden schildert, der dem väterlichen Glauben noch unangefochten verbunden ist, geben nur das wieder, was ihn aus christlicher Sicht als »guten Juden« ausweist: Als Kreditgeber verläßt er sich auf die Vertrauenswürdigkeit eines Bischofs, ohne eine Sicherheit zu verlangen. Die Schuld fordert er nur erzwungenermaßen ein¹⁷².

Der Traum des Dreizehnjährigen, den Hermann an den Anfang seiner Lebensbeschreibung stellt, hatte ihm bereits seine wahre Bestimmung und seine *eigentliche* Identität als die eines christlichen Priesters offenbart. Infolge seiner am Litteralsinn haftenden jüdischen Blindheit hat er sie jedoch nicht erkennen können. Die Lebensphase des Zweifels, der Hinwendung und Rückfälle interpretiert er als eine Zeit des Ringens nicht nur

¹⁶⁷ Ebd., S. 73, Z. 20f.

¹⁶⁸ Ebd., S. 103, Z. 23.

¹⁶⁹ Vgl. z.B. ebd., S. 84, Z. 16.

¹⁷⁰ Zu nennen sind hier die Angaben, er entstamme einer angesehenen Familie, sei *scriba doctus* und begütert gewesen.

¹⁷¹ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 126, Z. 18ff.

¹⁷² Ebd., S. 72f.

um den rechten Glauben, sondern um seine wahre Identität, zu der er sich schließlich mit der Gnade Gottes durchkämpfen konnte. Erst in der Bekehrung und in der Taufe wird er zu dem, der er eigentlich hätte sein sollen und nun auch ist: *sacerdos Hermannus*.

4. Publikum und Intention

Gewidmet ist das *Opusculum karissimo filio Heinricho*, den Hermann an anderer Stelle auch als *frater karissime* anspricht¹⁷³. Wir wissen sonst nichts von diesem Heinrich. Der Begriff *frater* legt aber nahe, daß er ebenfalls Prämonstratenser gewesen ist, wohingegen die Anrede *filius* nahelegt, daß er nicht ordiniert war¹⁷⁴. Von Ordensleuten ist Hermann früher immer wieder nach seiner Bekehrung gefragt worden¹⁷⁵, durch die Bitte von Nonnen fühlt er sich jetzt gezwungen, seine Bekehrung der Reihe nach zu berichten¹⁷⁶. Diese Nonnen spricht er im Laufe seiner Erzählung auch einmal an: *O vos ergo devote et sancte mulieres, quaecumque ista legeritis vel lecta audieritis* (S. 108, Z. 12ff.). Als direktes Publikum hat Hermann also wahrscheinlich einen Nonnenkonvent im Auge. Setzt man voraus, daß der in der Urkunde des Kölner Erzbischofs Philipp genannte *Herimannus Israhelita* mit dem Autor des *Opusculums* gleichzusetzen ist¹⁷⁷, wäre hier an Bredelar zu denken. Ferner spricht er dann aber auch andere Leser der Gegenwart und Zukunft an¹⁷⁸. Wie schon der Sprache des Werks zu entnehmen ist, wendet er sich ganz sicher an Christen und nicht an Juden, die normalerweise kein Latein konnten¹⁷⁹. Deshalb fühlt er sich an einigen Stellen des Werkes auch veranlaßt, einem christlichen Publikum jüdische Gebräuche und Verhältnisse zu erklären¹⁸⁰.

¹⁷³ Ebd., S. 69, Z. 4 u. S. 70, Z. 7.

¹⁷⁴ *Frater* ist im Orden um diese Zeit nicht auf nichtordinierte Mitglieder beschränkt, sondern Bezeichnung aller Mitbrüder; darauf hat mich freundlicherweise Professor Ulrich Leinsle OPraem, Regensburg, hingewiesen. Vgl. auch NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 46f.

¹⁷⁵ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 69, Z. 5ff.

¹⁷⁶ Ebd., Z. 9ff.: [...] *sicut et nuper te presente [Heinrico] quarundam sancte conversationis feminarum devota petitione coactus sum omnem eius seriem replicare*; vgl. auch S. 70, Z. 6ff.

¹⁷⁷ Vgl. oben S. 71. Dabei wäre erst von sekundärer Bedeutung, ob Hermann Propst von Scheda oder Bredelar war.

¹⁷⁸ Vgl. HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 70, Z. 9f.

¹⁷⁹ Hermann sagt ebd., S. 122, Z. 2ff., er selbst habe erst als Getaufter Latein gelernt.

¹⁸⁰ Die Erklärung der unterschiedlichen Fastenvorschriften: ebd., S. 94, Z. 14ff.; die Erklärung, daß für einen Juden der Ausschluß aus der Synagoge Ähnliches bedeute wie

Die Ansicht Morrisons, die Schrift wende sich an Juden, die sich mit dem Gedanken eines Übertritts trugen, und sei gleichzeitig an eine wirklich oder potentiell feindlich gesinnte Zuhörerschaft gerichtet, entbehrt jeder Grundlage im Text¹⁸¹.

Auch eine »apologetische und erbauliche Tendenz« des Werkes, wie sie mehrfach angenommen worden ist¹⁸², kann ich nicht feststellen. Die Begriffe *aedificatio* und *aedificare* sind im *Opusculum* nirgends verwendet. Und obwohl Hermann sagt, er wolle erzählen, daß seine *conversio* nicht schnell, unüberlegt und vor allem nicht unangefochten vor sich gegangen sei¹⁸³, halte ich es dennoch für ausgesprochen unwahrscheinlich, daß es ein sicher nicht leichtfertig geweihter Priester, der u.U. sogar Propst gewesen ist, mindestens zehn Jahre nach seinem Eintritt in Capenberg nötig gehabt haben soll, die Glaubwürdigkeit und »Echtheit« seines Übertrittes zu betonen und zu diesem Zweck einen Konversionsbericht zu verfassen.

Hermann selbst äußert bereits in seinem Dedikationsschreiben eine durchaus andere Absicht: Es sei für fromme Ohren ergötzend (*delectabilis*), von dem wunderbaren (*mirabilis*) Erfolg seiner Bekehrung zu erfahren (S. 70, Z. 4f.). Er möchte die Gnade dessen verkünden, der ihn aus der Finsternis ans Licht gezogen hat. Die Verherrlichung der Gnade Gottes, die ihn zum rechten Glauben führte, ist also das erklärte Ziel Hermanns bei der Abfassung seines Werkes¹⁸⁴.

Darüber hinaus macht uns schon ein Schreiber (oder Leser) des 12. Jahrhunderts auf eine weitere Intention im *Opusculum* aufmerksam: In der Handschrift der Bibliotheca Vaticana ist am Rande der Satz *Iudei trahendi sunt clementia* zu finden¹⁸⁵. Diese Aussage bietet m.E. einen wichtigen

für einen Christen die Exkommunikation: S. 99, Z. 24ff. u. die Erklärung, daß es einem Juden streng verboten ist, heidnische Bräuche zu üben: S. 105, Z. 16ff.

¹⁸¹ MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 70f.; zu Recht schon kritisiert von SCHMITT, *Les dimensions* (wie Anm. 5), S. 20.

¹⁸² LOTTER, *Hermann* (wie Anm. 3), S. 207; vgl. auch MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 506; MORRISON, *Conversion* (wie Anm. 1), S. 39-75 passim.

¹⁸³ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 69, Z. 11ff. Hieraus ist immer wieder geschlossen worden, Hermann habe seinen Bericht verfaßt, um darzulegen, wie vollkommen seine Bekehrung gewesen ist (so z.B. LOTTER, *Hermann* [wie Anm. 3], S. 209).

¹⁸⁴ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 70, Z. 7ff.: [...] *dignum duxi [...] inestimabilem gratiam eius, qui me de tenebris vocavit in admirabile lumen suum, tam futuri quam presentis evi fidelibus ad perennem ipsius laudem et gloriam fideliter annuntiare*; vgl. auch ebd. S. 127, Z. 4ff.

¹⁸⁵ Ebd., S. 87; NIEMEYER äußert sich nicht zum paläographischen Befund dieser Randbemerkung.

Schlüssel für das Verständnis des gesamten Opusculum. Denn auch Hermann selbst betont an zahlreichen Stellen, die Christen sollten den Juden nichts Böses zufügen, ihre Liebe zu ihnen befestigen, an ihren Nöten Anteil nehmen und ihnen ein Vorbild an Güte sein, damit sie diejenigen, die sie durch ihr Wort nicht überzeugen konnten, durch ihr Beispiel gewöhnen¹⁸⁶.

Der Christ Hermann gibt also in seinem Opusculum Empfehlungen an andere Christen weiter, wie mit den Juden umzugehen sei: Sie sollen nicht verachtet und bespuckt werden (S. 87, Z. 3), sie sollen nicht durch Zeichen, d.h. Gottesurteile, zum Glauben gebracht werden (S. 85, Z. 4ff. u. 17ff.), die Christen sollen die Geduld nicht verlieren und den Juden trotz ihrer Rückfälle immer wieder den Weg der Buße aufzeigen (S. 101, Z. 2ff.), sie sollen dafür beten, daß Gott ihnen die Gnadengabe des rechten Glaubens gewähre (S. 87, Z. 20ff.) und es für gottwohlgefällig halten, sich für das Heil der Juden abzumühen (S. 87, Z. 10ff.). Hermann propagiert also, an ein christliches Publikum gerichtet, ganz offensichtlich eine nicht nur tolerante, sondern überdies von christlicher Nächstenliebe getragene Haltung den Juden gegenüber, um ihnen auf ihrem Weg zum rechten Glauben behilflich zu sein. Er scheint es damit gleichsam aufzufordern, dem an Paulus ergangenen Missionsauftrag Gottes (Act 26, 17) selbst Folge zu leisten: [...] *in quas [gentes] nunc ego mitto te aperire oculos eorum ut convertantur a tenebris ad lucem et de potestate Satanae ad Deum* [...]. Von einer ähnlich zugewandten Haltung den Juden gegenüber sind auch die Schriften von Gilbertus Crispinus und Rupert von Deutz getragen; Gilbertus bekennt sich zu einer freundschaftlichen Gesinnung, zu Toleranz und Geduld, und Rupert vergleicht sich mit dem verlorenen Sohn, der zu seinem Bruder hinausgeht und ihn bittet einzutreten¹⁸⁷.

Faßt man die judenfreundliche Tendenz des Werkes ins Auge, erscheint auch die Aussage Hermanns im Dedikationsschreiben, seine Bekehrung habe sich langsam, bedacht und unter vielen Anfechtungen vollzogen, in einem etwas anderen Licht, als bisher angenommen: Hermann macht hier klar, daß die Gnadengabe einer Bekehrung nicht schnell und schon gar

¹⁸⁶ Vgl. z.B. ebd., S. 87, Z. 16ff.: *confirmant [Christiani] igitur ad illos caritatem eorum, quantum valent, necessitatibus communicando ac totius eis forma pietatis existendo, quatenus quos verbo non possunt, lucrentur exemplo*; ohne das genauer auszuführen, hat BLUMENKRANZ, *Jüdische Konvertiten* (wie Anm. 124), S. 276, festgestellt, das Opusculum enthalte praktische Ratschläge für die missionarische Tätigkeit.

¹⁸⁷ SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 60 u. 100, jeweils mit Stellenangaben.

nicht erzwungen erlangt werden könne, sondern nur dann vollkommen sei, wenn sich der Konvertit unter Aufwendung aller Kraft und begleitet von christlicher Fürsorge und Fürbitte langsam aus den Fallstricken des Teufels befreie.

Wenn sich das *Opusculum* an Christen und *nicht* an vielleicht bekehrungswillige Juden richtet, stellt sich die Frage, mit wem die Leser sich bei der Lektüre eigentlich identifizieren können und sollen. Im Falle Hermanns können sie sich zwar durchaus an seiner wunderbaren Begnadung mitfreuen, eine Identifikation mit seiner eigentlichen Bekehrungsgeschichte ist dagegen nicht möglich, wie sie es beispielsweise bei der Lektüre eines Berichtes wäre, in dem ein Christ seinen Wandel vom Zustand der Sünde zu einem gottwohlgefälligen Leben beschriebe. Sich selber bietet Hermann bezeichnenderweise erst ab dem Zeitpunkt seiner Taufe als Identifikationsmodell an: Erst jetzt, als er Christ ist, stellt er selbst sich anderen als Beispiel vor Augen und scheint sie zum Priesterstand verlocken zu wollen, wenn er die Freude beschreibt, die ihn beim Altardienst erfüllte (S. 125, Z. 1ff.). Für die Zeit vor der Taufe dient der Autobiograph in seiner Erzählung dagegen nur indirekt als Modell für eine ideale Bekehrung, die eigentlichen Identifikationsmodelle sind die im *Opusculum* beschriebenen Christen, die ihn zum rechten Glauben führten. Sie sind dort durchweg positiv geschildert und werden den Lesern als das leuchtende Vorbild christlicher Nächstenliebe vor Augen gestellt, das imstande ist, Andersgläubige für die Gnade Gottes bereit zu machen.

Die judenfreundliche Tendenz des Werkes ist in einer, um sie einmal so zu nennen, christlichen Theologie zur Judenfrage verankert, die in der Patristik entwickelt worden ist und bei späteren Autoren immer wieder aufgenommen wurde. Sie besagt, daß die Juden eine heilsgeschichtliche Funktion in der Welt besitzen und deswegen nicht verfolgt werden dürfen¹⁸⁸. So wurde die Aussage des Hoheliedes *ich halte den Geliebten fest, bis ich ihn führe in meiner Mutter Haus* (Hld 3, 4), als das Wort der Kirche verstanden, welche die Synagoge noch vor dem Zeitende zu Christus bekehren wird. Wer also einen Juden tötet, greift frevelnd in den Heilsplan Gottes ein¹⁸⁹. Die Juden tragen das Alte Testament überallhin und sind lebende Zeugen für ihr Unrecht und die christliche Wahrheit und

¹⁸⁸ Vgl. dazu ganz allgemein die Zeugnisse ebd. u. bei NIEWIADOMSKI, *Die Juden* (wie Anm. 108).

¹⁸⁹ Friedrich OHLY, *Synagoge und Ecclesia*. Typologisches in mittelalterlicher Dichtung, in: *Judentum im Mittelalter*. Beiträge zum christlich-jüdischen Gespräch, hrsg. v. Paul WILPERT (Miscellanea Medievalia 4), Berlin 1966, S. 351-369, hier S. 354.

verdienen in dieser nicht eben positiven Funktion Schutz¹⁹⁰. Diese theologische Grundüberzeugung ist sogar bei ausgesprochen judenfeindlichen Autoren wie Petrus Venerabilis anzutreffen, der zwar den Schutz ihres Lebens postuliert, sich ansonsten jedoch für die Enteignung und Vertreibung von Juden ausspricht¹⁹¹. Bei Bernhard von Clairvaux dienen dieselben Ansichten dagegen als Begründung für seine Überzeugung, daß die unterworfenen Juden zu schonen seien¹⁹². Hermann geht in seinem Opusculum noch einen Schritt weiter und betont, anknüpfend an biblische Aussagen, daß das Heil, Christus, aus dem Judentum hervorgegangen sei, und die Christen deshalb in einer Art Wechselseitigkeit (*vicissitudo*) verpflichtet seien, sich erbarmungsvoll um das Heil der Juden zu bemühen¹⁹³.

Gestützt auf die Ansicht, daß ein Jude wie ein *animal irrationale* nicht mit Argumenten zu überzeugen sei, hebt Hermann die Beispielfunktion der Christen bei der Überzeugungsarbeit hervor. Im Rahmen dieses Zusammenhanges ist dann auch ein vermeintlicher Widerspruch des Werkes aufzulösen, warum sich nämlich bei Hermann auf der einen Seite die Überzeugung feststellen läßt, rationale Argumente und Überlegungen seien zwar notwendig, um bei Juden Zweifel auszulösen, nicht aber in der Lage, dieselben von der Wahrheit zu überzeugen, auf der anderen Seite dann aber doch strittige Fragen aus der interreligiösen Diskussion in einzelnen Szenen verarbeitet sind: Von der Gültigkeit des Gebotes beispielsweise, auch seine Feinde und nicht nur seine Freunde zu lieben, ist ein Jude letztlich doch gleichsam auf der emotionalen Ebene durch das Beispiel eines frommen Christen zu überzeugen, obwohl er durch seine geistige Blindheit und Verstockung nicht imstande ist, sie aus Vernunftgründen anzuerkennen. Daß der messianische Friede bereits herrscht, kann der Jude in Cappenberg *sehen*, auch wenn er in die Messianität Jesu intellektuell noch keine Einsicht gewonnen hat.

Um 1140 berichtet der in Köln in hebräischer Sprache schreibende Salomo bar Simeon von den Judenverfolgungen während des ersten

¹⁹⁰ Dazu vgl. NIEWIADOMSKI, *Die Juden* (wie Anm. 108), bes. S. 13 u. 19; GRAUS, *Judentum und Judenverfolgung* (wie Anm. 155), S. 33.

¹⁹¹ Vgl. SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 180-193.

¹⁹² Ebd., S. 168-178.

¹⁹³ HERMANNUS, *De conversione* (wie Anm. 1), S. 87, Z. 8ff.: *Quia enim, ut ait ipse salvator, salus ex Iudeis est, attestante quoque eius apostolo Paulo, quia illorum delicto salus est gentibus, digna omnino et Deo placita vicissitudo est, Christianos, quantum possunt, pro illorum salute satagere, ex quibus ipsi eterne salutis auctorem Iesum Christum meruerunt suscipere.*

Kreuzzuges: *Als sie [die Kreuzfahrer] nun auf ihrem Zuge durch die Städte kamen, in denen Juden wohnten, sprachen sie untereinander: 'Sehet, wir ziehen den weiten Weg, um die [Grabstätte] aufzusuchen und uns an den Ismaeliten zu rächen, und siehe, hier wohnen unter uns die Juden, die ihn [d.h. Christum] unverschuldet umgebracht und gekreuzigt haben! So lasset zuerst an ihnen uns Rache nehmen, uns sie austilgen unter den Völkern, daß der Name Israel nicht mehr erwähnt werde [Ps 83, 5]; oder sie sollen uns- resgleichen werden und zu unserem Glauben sich bekennen'*¹⁹⁴.

Um 1140 waren also bei den Kölner Juden die Ereignisse am Anfang des ersten Kreuzzuges, als Hunderte von Juden in den Städten des Rheinlandes den Tod gefunden hatten, noch sehr lebhaft in Erinnerung. Zu Beginn des zweiten Kreuzzuges standen ähnliche Verfolgungen und Zwangstaufen zu befürchten, die für die rheinischen Städte nicht zuletzt durch den Einsatz Bernhards von Clairvaux weitestgehend abgewendet werden konnten, wohingegen beispielsweise in Würzburg 1147 solche Zwangstaufen stattgefunden haben¹⁹⁵. Niemeyer hat vermutet¹⁹⁶, daß die Entstehungszeit des *Opusculum* in eine Periode verschärfter Judenverfolgung vor dem zweiten Kreuzzug fällt. So scheint die Aussage Hermanns in seinem Dedikationsschreiben, seine *conversio* sei nicht so plötzlich und unüberlegt gewesen wie die vieler anderer, in diesen historischen Zusammenhang zu gehören; sie könnte — nimmt man eine frühe Abfassungszeit für das Werk an — allerdings ebenso gut auch ein Reflex der Zwangsbekehrungen während des ersten Kreuzzuges sein¹⁹⁷. In jedem Fall hat sie jedoch eine viel gewichtigere Bedeutung als bloß die, der Autobiograph habe sich hier gegen die Annahme verwahren wollen, sein

¹⁹⁴ Zitiert nach BLUMENKRANZ, *Patristik und Frühmittelalter* (wie Anm.118), S. 118. Vgl. auch das Klagelied des Kölner Rabbi Joel Halevy (Zeitgenosse des ersten Kreuzzuges): »Wie hat sich Gottes Hand so schwer gelegt auf die hochgeschätzte Gemeinde in Köln! [...] Die Feinde wollten zu fremden Diensten sie verleiten, sprechend: 'Führt sie zum Tode, wer nicht zu unserem Glauben sich bekennen will!'«, zitiert nach ASARIA, *Die Juden* (wie Anm. 103), S. 37f. Zu den Judenverfolgungen während des ersten Kreuzzuges vgl. ferner ROBERT CHAZAN, *European Jewry and the first crusade*, Berkeley 1987.

¹⁹⁵ NIEMEYER, *Einleitung* (wie Anm. 2), S. 48 mit Anm. 1.

¹⁹⁶ Ebd., S. 47f.

¹⁹⁷ Es ist allerdings zu beachten, daß Hermann seine Bekehrung zwar von den schnellen und ahnungslosen der anderen abhebt, diese jedoch durchaus nicht nur negativ bewertet: [...] *multos sepe infideles sive Iudeos sive paganos ad fidem catholicam repentina et inopinata mutatione converti videmus, ut quos heri perfidos dolebamus, hodie fideles et nostros in gratia Christi factos coheredes gaudeamus* (S. 69, Z. 12ff.); das mag damit zusammenhängen, daß selbst Christen, die Zwangstaufen im Prinzip ablehnten, das Sakrament der Taufe auch dann für vollgültig ansahen, wenn es unter Zwang empfangen worden war. Zu den Zwangsbekehrungen während der ersten Kreuzzüge: GRAUS, *Judentum und*

Religionswechsel sei aus opportunistischem Kalkül oder erzwungen geschehen, was man bis heute in der Forschung anzunehmen scheint. Nimmt man nämlich zwei weitere Aussagen hinzu, wird das o.g. Zeugnis Hermanns noch aus einem anderen Zusammenhang verständlich: Im Verlauf der Disputation mit Rupert von Deutz wirft Hermann als Jude den Christen vor, daß sie die Juden wie tote Hunde bespeien würden, obwohl diese doch das auserwählte Volk Gottes wären¹⁹⁸. Und im Rahmen seiner Aufforderung an die Christen, den Juden mit Freundlichkeit zu begegnen, sagt er, daß es die Sitte mancher Leute sei, Andersgläubige zu verabscheuen¹⁹⁹. Hermann gibt also ein deutliches Votum gegen die Verachtung und Verfolgung von Juden ab. Diese Aussagen und die auch sonst allorts feststellbare judenfreundliche Tendenz des Werkes, die auf die Überzeugungskraft guter Beispiele setzt, berechtigt m.E. zu der Annahme, daß das *Opusculum* nicht nur ganz allgemein in den historischen Kontext der Judenverfolgungen während der ersten Kreuzzüge gehört, sondern, viel konkreter, Bemühungen zu unterstützen beabsichtigt, wie sie die Kirche unternommen hat, um die Juden vor Übergriffen undisziplinierter Kreuzfahrerhaufen und vor der allgemeinen Stimmung gegen sie in Schutz zu nehmen²⁰⁰. So tritt uns in dem Selbstbericht Hermanns eine ähnliche Haltung wie die Bernhards von Clairvaux entgegen, der die Bischöfe aufforderte, die Juden nicht zu verfolgen, nicht totzuschlagen oder zu verjagen, und dem es 1146 durch seinen persönlichen Einsatz gelungen war, dem Pogromprediger Radulf Einhalt zu gebieten und die Juden vor Schlimmerem zu bewahren, wofür er in der hebräischen Chronistik dankbar erwähnt wird²⁰¹.

Judenverfolgung (wie Anm. 155), bes. S. 36; BLUMENKRANZ, *Patristik und Frühmittelalter* (wie Anm. 118), S. 111-124; ferner CHAZAN, *Jewry* (wie Anm. 194), S. 85-222.

¹⁹⁸ HERMANNUS, *De conversione*, (wie Anm. 1), S. 77, Z. 6f.: *Magnum vos Christiani Iudeis preiudicium facitis, qui eos ac si canes mortuos execrando et abhorrendo conspuitis [...]*; vgl. auch weiter: *[...] nos [...] pre cunctis mortalibus exosos habetis [...]*; ähnlich GISLEBERTUS CRISPINUS, *Disputatio* (wie Anm. 55), S. 28, Z. 18f.

¹⁹⁹ HERMANNUS, *De conversione*, (wie Anm. 1), S. 87, Z. 4f.: *[Christiani] iudaici seu cuiuslibet erroris homines nequaquam, ut quibusdam mos est, conspuentes, abhorreant [...]*.

²⁰⁰ Daß die Aufforderung, die Juden zu schützen, sich an kirchliche Kreise richtet, geht daraus hervor, daß als direktes Publikum nur Kirchen- und Ordensleute angesprochen sind und ausschließlich diese als Beispiele angeführt werden. Auch sonst ist deutlich eine Tendenz festzustellen, die Rolle der Kirche bei Hermanns Bekehrung hervorzuheben; vgl. ebd., S. 93, Z. 2; S. 107, Z. 12f.; S. 120, Z. 13ff. Vgl. dazu auch MISCH, *Geschichte* (wie Anm. 13), S. 522.

²⁰¹ BLUMENKRANZ, *Patristik und Frühmittelalter* (wie Anm. 118), S. 121-124; SCHRECKENBERG, *Adversus-Iudeos-Texte* (wie Anm. 54), S. 168-178.

Das *opusculum de conversione sua* ist also durchaus mehr als die persönliche Schilderung Hermanns von seiner gelungenen Konversion. Über seine Person weit hinausgehend, hat er am Beispiel seiner zum Lebensbericht ausgestalteten Bekehrungsgeschichte zeigen und bezeugen wollen, um wieviel wirkungsvoller als Gewalt und Verachtung die christliche Nächsten- und Feindesliebe imstande ist, die Gnade Gottes auf die Juden herabzuziehen, sie aus den Banden des Teufels zu befreien und ihnen durch die Wiedergeburt in der Taufe zu ihrer wahren Identität in Christus zu verhelfen.

Summary

Looking at the *Opusculum* from a literary studies perspective (form, stylizing, stereotyped attitudes, intention, reader's point of view) one arrives at the following results: The *descriptio historiae* consists of a continuous description of the internal, spiritual, and intellectual struggle of the autobiographical ego. Individual experiences of his life are only reported in so far as they are important for the progression of conversion. »Historical Persons« mentioned in the text do not have their own personality: Jews are stylized as adversaries of the conversion (according to the stereotyped attitudes stemming from the theological tradition). Christians, however, are made into role models. The identity of the autobiographical writer is the identity of an ordained Christian priest. His former Jewish identity is portrayed as »non-identity«. The intention of the work is not to be, as it was assumed in the past, a defence against the reproach that the conversion took place for opportunistic reasons. Nor is it an attempt to respond with anti-Semitic comments to latent hostile feelings against the former Jew. On the contrary, the intention is to show Christian readers an example of how to part Jews from their »hardening« and win them for Christianity by gentleness and charity. The work attempts, as the second Crusade quickly approaches (among other things) to support efforts that defend Jews from encroachments.

Friedrich-Ebert-Str. 22
D-76829 Landau

Sabine GÄBE

*"Schola claustrum alterum dici debet"*¹

(Filip van Harvengts raadgevingen aan studenten

1. Brieven aan studenten

In de uitgave van de werken van Filip van Harvengt, de tweede abt van Bonne-Espérance in Henegouwen, overleden in 1183², zijn eenentwintig brieven opgenomen, waarvan er vier aan hem gericht werden en één ten onrechte aan hem werd toegeschreven. Van de zestien brieven die van zijn hand bewaard zijn, werden er zes aan studenten gericht.

Een brief had in de twaalfde eeuw niet het privé karakter dat hij nu heeft. Schrijven was een inspannende bezigheid en het materiaal waarop men schreef was kostbaar. Een brief ontvangen was een gebeurtenis, niet alleen voor de geadresseerde, maar ook voor zijn omgeving. Het was een geschenk dat ten zeerste gewaardeerd werd. Men liet hem dan ook graag aan anderen lezen, of deelde de inhoud ervan mee. Bij het schrijven van

¹ PL 203, col. 31.

² De werken van Filip van Harvengt werden voor het eerst uitgegeven in 1620 te Douai, door Nicolaus Chamart, de toenmalige abt van Bonne-Espérance. Deze uitgave was gebaseerd op handschriften die in de abdij zelf bewaard werden. Ze werd gedrukt op de persen van de weduwe van Laurent Kellam. Een jaar later volgde een tweede uitgave, gedrukt in 1621 bij Balthasar I. Bellère. (*Reverendi in Christo Patris ac D. Philippi de Harveng, ab Eleemosyna, secundi abbatis monasterii Bonae Spei, Ordinis Praemonstratensis, Opera Omnia, quae saltem inveniri potuerint: ante annos quadragintos, composita ac manuscripta, pluries a multis desiderata, nunc tandem in lucem primum edita*. Verder wordt ernaar verwezen als ed. Chamart). Deze uitgave, die niet verschilt van de eerdere, werd in 1855 uitgegeven als volume 203 van Mignes Patrologia Latina: D. PHILIPPI Abbatis Bonae Spei, Sacri Ordinis Praemonstratensium Auctoris Dissertissimi et D. Bernardi Claraevallensi contemporanei, *Opera Omnia juxta editionem quam anno 1621 in urbe Duacensi prelo subiecit Nicolaus Chamart, Abbas Bonae Spei, Accurante J.P. MIGNE, Lutetiae Parisiorum 1855*. Verder wordt uit deze uitgave geciteerd als PL 203.) Daarin werden een korte levensbeschrijving van de auteur, die ontleend werd aan de *Bibliotheca Praemonstratensis ordinis* van J. LEPAIGE en een historisch-literaire nota, die een lijst geeft van Filips authentieke en aan hem toegeschreven werken als "prolegomena" opgenomen. Een belangrijke verandering bestaat in het aanpassen van de Latijnse spelling aan het systeem dat Migne voor al zijn uitgaven volgde, waarbij alle afkortingen opgelost werden. Ook werden de samenvattende marginale nota's van Chamart weggelaten, terwijl verwijzende en verklarende nota's onderaan de bladzijden of in de tekst zelf werden afgedrukt.

een brief had de schrijver dit gegeven voor ogen. Hij beseftte dat hij gelezen en beoordeeld zou worden door verschillende lezers zodat men in feite voor een ruimer publiek schreef. Dit alles geldt ook voor de brieven van Filip van Harvengt, die niet zelden de vorm aannemen van echte tractaten en dus zelfs eerder bestemd lijken voor mensen uit de omgeving van de geadresseerde dan voor hem persoonlijk³. In het geval van de brieven aan studenten, treedt Filip op deze manier in gesprek met het schoolmilieu van zijn tijd. Enkele van die brieven bevatten bovendien elementen die het mogelijk maken hen enigszins te dateren.

Epistola I, Ad Wedericum (ed. Chamart p. 1-9: PL 203, col. 1-16): Deze brief werd geschreven na 1141, omdat Hugo van St. Victor in deze brief ter sprake komt op een wijze die veronderstelt dat hij reeds overleden was⁴.

Epistola II, Ad Heroardum (ed. Chamart, p. 9-15); *Ad Hervardum* (PL 203, col. 16-26)⁵: Deze brief is zeker geschreven na de eerste brief aan Johannes, de vijfde brief in de collectie⁶. Hij is een verdediging van een werk dat Johannes had ontleend uit de bibliotheek van Bonne-Espérance. De titel van het boek schreef het werk toe aan Athanasius. Volgens Johannes was de rechtgelovigheid van dit werk eerder dubieus,

³ Een bespreking van de brief als literair genre vindt men in Jean LECLERCQ, *L'amour des lettres et le désir de Dieu*, Paris 1957, p. 170-175.

⁴ Denique vir quidam nostri temporis, religionis habitu et moribus insignitus, et litteris tam divinis quam saecularibus non mediocriter eruditus, qui nobis ingenii sui non parva reliquit monumenta, in quibus inveniuntur non contemptibilia sanae fidei documenta: quodam loco cum de illo primo homine disputaret et corpus ejus de limo, animam vero de nihilo creatum affirmaret, sic ait: "Fides catholica hoc potius elegit, et veritati magis consentaneum judicavit, ut credamus animam primi hominis quando facta est, non de praejacenti aliqua materia factam, sed de nihilo creatam, neque factam a principio quando angeli facti sunt, sed postea, cum corpus ipsum cui infundenda erat formatum est ab ipso creatore, simul et factam et corpori sociatam." — HUGO DE S. VICTORE, *De Sacramentis*, Liber 1, pars VI, cap. 3. Ed. PL. 176, col. 265D (PL 203, col. 12D-13A). Zie G.P. SIJEN, *Les œuvres de Philippe de Harveng abbé de Bonne-Espérance*, in: *Analecta Praemonstratensia* 15 (1939), p. 135.

⁵ De naam van de geadresseerde van de tweede brief wordt anders gespeld in de Migne-uitgave dan in de uitgave van Chamart. Blijkbaar meende de laatste uitgever dat hij deze moest verbeteren. De geadresseerde van de derde brief in de collectie wordt Heroaldus genoemd. SIJEN meent dat het in feite gaat om dezelfde naam en dat een vergissing van een schrijver aan de basis ligt van het onderscheid. De letters r en l kunnen gemakkelijk verwisseld worden. Beide brieven, de tweede zowel als de derde, zijn aan een student gericht, zodat het mogelijk is dat ze aan dezelfde persoon gericht waren. Inhoudelijk zijn er evenwel geen elementen aan te wijzen die deze hypothese bevestigen. Sijen bespreekt beide brieven als de eerste en de tweede brief aan Heroaldus: G.P. SIJEN, *Les œuvres de Philippe de Harveng*, p. 135, nota 23.

⁶ PL 203, col. 34-46.

wat aanleiding gaf tot enig over en weer schrijven. Aan het einde van zijn eerste brief aan Johannes verhaalt Filip een ontmoeting met de toenmalige bisschop van Poitiers: Gilbert de la Porrée, die hem in het gesprek dat zij voerden, diets maakte dat de werkelijke auteur van het boek Hilarius van Poitiers was⁷. Omwille van deze ontmoeting met Gilbert de la Porrée kon Godfried Sijen besluiten dat de theologische polemiek tussen Filip en Johannes gevoerd moet zijn geweest tussen 1142 en 1154: de tijd dat Gilbertus bisschop was van Poitiers. Anderzijds is er in de briefwisseling tussen beiden geen enkele allusie te vinden op de moeilijkheden die de aanleiding waren tot de verbanning van Filip uit Bonne-Espérance tussen 1149 en 1152⁸. Vandaar dat de briefwisseling met Johannes geda-teerd kan worden tussen 1142 en uiterlijk 1149. De brief aan Hervardus moet ook geschreven zijn na 1142, omdat Filip er in zijn argumentatie dezelfde teksten van Hilarius citeert als in de eerste brief aan Johannes, en deze teksten ook toeschrijft aan Hilarius van Poitiers. Bijgevolg werd ook deze brief geschreven na de in de vijfde brief beschreven ontmoeting met Gilbertus⁹.

Epistola III, Ad Heroaldum (ed. Chamart, pp. 15-18, PL 203, col. 26-31): Van deze brief kan aangenomen worden dat hij geschreven werd rond dezelfde tijd als het vijfde boek van Filips *Commentaria in canticum canticorum* omwille van de gelijkenis met de geestelijke leer die daar wordt uitgewerkt. De verdere ontwikkeling in de brief aan Heroaldus en de grotere precisie in terminologie maken het waarschijnlijk dat de brief na dit deel van de Hoogliedcommentaar geschreven zou zijn, dus wellicht ook tussen 1142 en 1149.

Epistola IV, Ad Engelbertum (ed. Chamart, pp. 18-19, PL 203, col. 32-34): De groet die de brief beëindigt: *Eos qui tecum sunt socios tuos, amicos meos vice mea plurimum saluta*, toont aan dat Filip op het ogenblik dat hij deze brief schreef, onder de studenten in Parijs kennissen had

⁷ Nudius enim tertius cum essem Parisiis, idemque magister et episcopus Gislebertus mihi colloquium dignaretur, inter loquendum protulit de libro illo quendam versiculum: "Sic, ait, inquit Hilarius de Trinitate." Quem versiculum optime recognoscens, statim quaesivi si operis illius, e quo versiculus assumptus est, Hilarius veraciter auctor erat, quia nostri codicis titulus Athanasium praeferebat. At ille, ne me error tituli redderet dubium, totius principium operis memoriter duxit ad medium, addens et quoto librorum numero clauderetur, et in quo quorum ille, quem dixerat, versus haberetur. (PL 203, col. 45D).

⁸ G.P. SIJEN, *Philippe de Harveng, abbé de Bonne-Espérance*, in: *Analecta Praemonstratensia*, 14 (1938), p. 46.

⁹ Dit blijkt uit een vergelijking tussen PL 203, col. 22C met col. 38D en volgende.

die hij als zijn gelijken beschouwde¹⁰. Dit zou een basis kunnen zijn om deze brief vrij vroeg te dateren, maar uit zijn briefwisseling met Johannes en uit andere brieven blijkt dat Filip ook vanuit Bonne-Espérance relaties bleef onderhouden met studenten, zodat deze brief zelfs bij benadering niet te dateren valt.

Epistola XVIII, Ad Richerum (ed. Chamart, pp. 87-88, PL 203, col. 157-160): Sijen stelt de periode na 1157 voorop als tijd waarin de brieven aan Richerus geschreven werden, omdat de manier waarop Filip zich uitdrukt de ervaring en het gezag van een prelaat verraadt¹¹. Brief 18 aan Richerus is duidelijk de eerste brief die Filip aan hem richtte. Dit blijkt uit de inleiding, waar de aanleiding tot het schrijven ervan omstandig uit de doeken wordt gedaan. De bejaarde clericus die zich in de school aan de studie van de schrift blijft wijden, schijnt hem te intrigeren¹². Het *amas ut sensi litteras, imo et sacras litteras* (PL 203, col. 165 A.) dat na de begroeting het eigenlijke thema van *Epistola XX, ad Richerum* inleidt, valt moeilijk te rijmen met de lof die Filip aan de geadresseerde van *Epistola XVIII* toezwaait omwille van diens liefde voor de gewijde teksten. Evenmin is er in *Epistola XX* een toespeling op de leeftijd of de situatie van de "eeuwige student-clericus" Richerus uit *Epistola XVIII*. Een nadere precisering is misschien mogelijk omdat de brief aan Richerus een thema weergeeft dat Filip zeer ter harte gaat, namelijk de verbinding van *sciendo et vivendo*, waardoor de clericus aan anderen een voorbeeld geeft. In deze brief wordt deze verbinding vermeld in de context van de school en van het klooster, waar clerici elkaar aanzetten tot meer studiejver én tot een deugdzame levenswijze door kennis en leven met elkaar te verbinden. Dit thema is een van de aspecten die steeds terugkeren in de spirituele tractaten van Filip die samengebracht zijn

¹⁰ PL 203, col. 34 C.

¹¹ De collectie brieven bevat nog een andere brief, *Epistola XX Ad Richerum*: de laatste die aan een student gericht is. Godfried SIJEN gaat ervan uit dat beide brieven aan dezelfde geadresseerde gericht werden. (SIJEN G.P. *Les œuvres...* p. 141.) Dit kan evenwel betwijfeld worden, omdat in de verzameling de brieven die aan dezelfde persoon gericht zijn steeds onmiddellijk na elkaar staan, zoals de drie brieven *Ad Joannem*, de twee brieven *Ad Bernardum* en de drie brieven *Joannis ad Philippum*. Tussen de twee brieven *Ad Richerum* staat de brief aan Raynaldus.

¹² De te quidem, frater charissime, plures mihi post invicem sunt locuti, et omnes inaequali forte sensu, sed uno tamen consensu satis commendabilia prosecuti: sermone benevolo sibi cognita mihi placita retulerunt, sed nondum ad videndum tuam mihi faciem obtulerunt. Quo autem amplius audio de te uno, tot et talia recenseri, eo magis, ut assolet, tuam cupio faciem intueri: nec absenti mandare, sed dare praesenti verbum gratiae vel salutis, venerari canos tuos obtinentes reverentiam senectutis. (PL 203, col. 157A).

onder de titel *De institutione clericorum* en die alle gedateerd kunnen worden na Filips ballingschap, dus vanaf 1152-1153¹³.

Epistola XX, Ad Richerum (ed. Chamart, pp. 91-93, PL 203, col. 165-168): Enkele termen die in deze brief gebruikt worden, doen voor wie vertrouwd is met de werken van de abt van Bonne-Espérance, een beetje vreemd aan. In enkele passages komen begrippen voor die lijken te wijzen op invloed van de pseudo-Dionysius¹⁴. Wellicht kwamen deze voor in het schrijven dat Richerus aan hem gericht had. Het voorkomen van deze terminologie is mogelijk een aanduiding dat deze brief niet al te vroeg in de twaalfde eeuw geschreven zou zijn. Volgens Chenu werden de werken van de pseudo-Dionysius het meest intens bestudeerd tussen 1130 en 1160. De terminologie aan hem ontleend wordt het meest frequent gebruikt rond 1160¹⁵.

De chronologie van de brieven van Filip van Harvengt komt niet helemaal overeen met de orde waarin ze in de uitgegeven verzameling zijn opgenomen. Het eerste ordenend principe lijken vooral de geadresseerden te zijn geweest. Brieven die aan dezelfde persoon gericht waren, werden samengebracht en in tweede instantie chronologisch opgenomen. Een exacte datering van de brieven is niet mogelijk. In enkele gevallen geven personen die erin vermeld worden of de verwantschap met andere werken van Filip een aanwijzing. Op grond van hun inhoud kunnen ze wel in twee groepen ingedeeld worden. Twee brieven, namelijk de brief aan Wedericus en de brief aan Hervardus, bevatten een theologisch tractaatje, waarin Filip naar aanleiding van een vraag een kwestie bespreekt. Daarom zijn ze verwant aan twee werken van Filip, namelijk de *Responsio de salute primi hominis* en de *Responsio de damnatione Salomonis*, die beiden vrij schools van inslag zijn. Deze *responsiones* worden bij

¹³ Vergelijk bijvoorbeeld PL 203, col. 706C met de reeds geciteerde tekst uit col. 158B. Zie ook Caroline WALKER-BYNUM, *Docere Verbo et Exemplo. An Aspect of Twelfth-Century Spirituality* (Harvard Theological Studies 31), Seattle – Washington, 1979, p. 48-55, waar deze verbinding besproken wordt in de context van de verantwoordelijkheid van de clerici t.o.v. leken. Betreffende de datering: cf. *ibidem*, p. 26, nota 31.

¹⁴ Nec desistes progredi donec perveneris et inveneris magnum quiddam omni supereminens creaturae, eum videlicet qui mutabilia cuncta creans, solus immutabilis est naturae. Ille solus essentia, et essentiali excellentia naturaliter elucescit, mutationis motum, vicissitudinis umbram nescit, ab aeterno vere Deus magnus, praepotens, immortalis, non cujusvis majoris gratia, sed naturae privilegio specialis.... eum primum, eum novissimum sane sapiens percipit intellectus, summe bonum vere potissimum amor recte intelligentium et affectus. (PL 203, col. 167A-B; C).

¹⁵ M.D. CHENU, *La Théologie au douzième siècle* (Librairie Philosophique J. Vrin), Paris 1957, p. 129 e.v.

Filips eerdere werk gerekend¹⁶. Latere werken van Filip betreffen eerder de spiritualiteit van zijn publiek: de medebroeders van Bonne-Espérance. Ook in de brieven aan Heroaldus, Engelbertus en Richerus (XVIII en XX) toont Filip zich als een leraar van het geestelijk leven. Men kan veronderstellen dat Filip, die voor zijn intrede een schoolse vorming genoten had¹⁷, in de gemeenschap van Bonne-Espérance een ontwikkeling doorgemaakt heeft die hem geleidelijk meer en meer richtte op vragen betreffende het geestelijk leven, waardoor de inhoud van zijn werken naarmate de tijd verder schreed ook minder schools aandoet. Het spreekt vanzelf dat de studie van de schrift een andere functie had in een school dan in een klooster.

2. Brieven die een antwoord bevatten op een theologische kwestie

Epistola I, Ad Wedericum

De gelegenheid tot het schrijven van deze brief was een discussie in de omgeving van Wedericus aangaande de interpretatie van het scheppingsverhaal. De vraag of God alles tegelijkertijd dan wel het ene na het andere schiep, wordt in de bijbel niet eensluidend beantwoord als men Gn 1,1-51 vergelijkt met Sir 18,1¹⁸. Door het onderscheid tussen scheppen en vormen wordt het mogelijk de twee bijbelplaatsen als niet tegenstrijdig te verstaan. De onlichamelijke schepselen werden vanaf het begin geschapen en gevormd terwijl de materiële dingen gevormd werden uit de in het begin vormeloos geschapen materie. Ter gelegenheid van de bespreking van de geestelijke wereld, waarbij hij het eerste boek van Augustinus' *De Genesi ad litteram* trouw volgt, besteedt Filip aandacht aan de schepping van de engelen en de keuzemogelijkheid die dezen van meet af aan hadden, namelijk om eeuwig God, dan wel zichzelf te beschouwen.

Maar als alles tegelijkertijd geschapen werd, welke is dan de betekenis van het scheppingsverhaal dat de schepping over zes dagen verdeelt?

¹⁶ G.P. SIJEN, *Les œuvres de Philippe de Harveng*, p. 149.

¹⁷ Cum in scholis ego et tu pueri, discendi gratia versaremur... (*Epistola XIII*, PL 203, col. 98B).

¹⁸ Petis, et instanter petis, ut, quia cernis apud te duos ab invicem dissentire, dum unam sententiam alter altero melius aestimat se sentire... Quaeris utrum Deus cuncta simul creaverit, an sua post invicem opera fecerit, ut secundum moram et ordinem sex dierum, mora et ordo intelligatur et operum. (PL 203, col 1A; B).

Wat de vorming van de materiële dingen betreft wordt dus de vraag gesteld of de verdeling over zes dagen letterlijk te begrijpen is of zij eerder in mystieke zin moet worden uitgelegd. Om de brief niet te zeer te overladen zegt Filip zich toe te spitsen op de sententies van de kerkelijke leraren die blijk hebben gegeven van het helderste inzicht¹⁹. Hij citeert uit Augustinus' belijdenissen en uit diens tractaat over de letterlijke betekenis van het scheppingsverhaal om aan te tonen dat beide benaderingen aanvaardbaar zijn. In het eerste werk houdt Augustinus namelijk voor dat de materie onmiddellijk met de vorm verbonden werd, terwijl hij in het andere werk het beeld gebruikt van het zaad, waarin de boom reeds aanwezig is. In het laatste geval houdt hij dus wel een ontwikkeling van de schepping in de tijd voor. Volgens Filip helde *ille noster Augustinus* trouwens naar deze laatste mening over²⁰. Filip meent ook dat Augustinus' mystieke uitleg van het *Hexameron* gefundeerd is in de letter van het scheppingsverhaal en dus te rijmen is met de eisen van de Victorijnse school betreffende de allegorische schriftuitleg²¹.

Zo wordt dan het scheppingsverhaal, verdeeld over zes dagen besproken, waarbij de schepping van de mens en de zondeval bijzondere aandacht krijgen. Voor dit deel van zijn brief vond Filip ook inspiratie in *De Sacramentis* van Hugo van Sint Victor. Van dit werk bleef trouwens een exemplaar uit twaalfde eeuw — afkomstig uit de bibliotheek van Bonne-Espérance — bewaard²². Filip neemt Hugo van St. Victors fundamentele uitspraak over: de schepping opvatten als progressief gestalte krijgend in de tijd, doet niet tekort aan Gods almacht en is ook meer in overeenstemming met het handelen van de mens, voor wie alles geschapen werd²³.

¹⁹ Quia vero longum est hanc diversitatem seriatim colligere, conabor, ut postulas, quae potiora videntur eligere: quae doctores ecclesiasticos amplius invenio commendasse, quos aestimo secreta Scripturarum diligentius et subtilius penetrasse. (PL 203, col 3B.)

²⁰ cf. PL 203, col. 9B. — Et tamen ipse (Augustinus) in hanc mihi videtur sententiam potius declinare, qua dicitur intervallo sex dierum sua Deus opera consummare: et quo ait coeli et terrae materiam, et speciem Deum fecisse, non impugnat id, quod ait per moras temporum perfecisse (ibid. 9D-10A).

²¹ Sic enim plerisque in locis Scripturarum profunditas invenitur haberi, ut constet in ea multa et profunda mysteria contineri: nec tamen ab ea litteralem intelligentiam removeri, et eo gratius ad fructum intimum pervenitur, quo non solum verbis frondosa, sed et veritate fructuosa litterae superficies invenitur. (PL 203, col. 12C-D).

²² Trudo GERITS, *Boekenbezit en boekengebruik in de middeleeuwse premonstratenzerabdijen van de Nederlanden*, in: *Studies over het boekenbezit en boekengebruik in de Nederlanden voor 1600* (Archief- en bibliotheekwezen in België. Extranummers. Dl. 11), Brussel, 1974, p. 127.

²³ HUGO A S. VICTORE, *De sacramentis*, PL 176, col. 188: Nobis autem videtur (excepto eo quod nihil in hac re temere diffinire volumus) omnipotentiae Creatoris in nullo

De toon van de brief is niet belerend. Hij wordt aangeboden als een uiteenzetting van een aantal meningen waarbij het aan het voorzichtig oordeel van Wedericus wordt overgelaten of ze te houden, dan wel te verwerpen zijn²⁴. Wel meent Filip dat men bij het zoeken naar het veelvoudige mysterie dat in de schrifttekst vervat ligt, dient uit te gaan van de letterlijke betekenis van het scheppingsverhaal. Maar hij wijst de andere benadering niet af, mits deze de letterlijke betekenis niet tegensprekt. Het zoeken van de letterlijke zin verschijnt in de brief aan Wedericus als een onmisbaar middel om door te dringen tot de geestelijke zin²⁵. Dat de geestelijke betekenis moet geschraagd worden door de letter van de tekst is natuurlijk een wezenlijk beginsel voor een gezonde schriftuitleg dat door Filip niet tegengesproken wordt, maar de reden waarom men de letterlijke zin niet mag loslaten, is volgens hem dat het ontdekken van de geestelijke zin dan ook aangenamer is als men de vruchtbare waarheid van de letterlijke betekenis vindt. Het doel van de studie is dus ook het op een verantwoorde wijze zoeken van spiritueel voedsel²⁶.

derogari, si per intervalla temporis opus suum ad consummationem perduxisse dicitur... Omnipotens etenim Deus... in eis omnibus faciendis illum praecipue modum servare debuit, qui ipsius rationalis creaturae commoditati ac causae magis congruus fuit. — Filip neemt dit als volgt over: Recte ergo illa distinctio sex dierum ad litteram posse intelligi non negatur, et sua Deus opera perfecisse per intervalla temporum aestimatur: nec in hoc tamen omnipotenti ejus potentiae derogatur, quia hoc non ejus imbecillitate, sed voluntati potius assignatur. Potuit quippe alio modo facere si voluit, sed eo forte modo facere voluit, quem rationali creaturae convenire potius praevidebat: propter quam mundum et ea quae mundi sunt faciebat. (PL 203, col. 8D-9A).

²⁴ Ad id quod quaesisti, utrum simul, an post invicem sua Deus opera fecerit, haec existimavi fuisse respondenda, tuo prudente committens iudicio, utrum tenenda sint, vel forte respuenda. (PL 203, col. 15D).

²⁵ sic recipiat intellectus gratiam spiritalis, ut tamen non debeat excludi litteralis. (PL 203, col. 1B).

²⁶ Na een korte uiteenzetting van een niet letterlijke verklaring van het scheppingsverhaal schrijft Filip: Haec opera sex dierum qui sic intelligit, erroris non damnatur, nec huic intellectui quisquam sane sapiens reluctatur: quia, etsi in his quae dicta sunt, mysterium multiplex continetur, illud tamen litterali sensui contrarium non habetur. Sic enim plerisque in locis Scripturarum profunditas invenitur haberi, ut constet in ea multa et profunda mysteria contineri: nec tamen ab eam litteralem intelligentiam removeri, et eo gratius ad fructum intimum pervenitur, quo non solum verbis frondosa, sed et veritate fructuosa litterae superficies invenitur. (PL 203, col. 12C-D). Van col. 14D tot 15D staat Filip stil bij een vraag die voortkwam uit een te verre gaande allegorisering van het verhaal van de zes scheppingsdagen. In een anoniem geschrift werd namelijk beweerd dat de duivel, samen met de andere engelen en de mens in het begin geschapen was, en dat de mens in zijn aanvankelijke gehoorzaamheid volhard had van het zesde tot het negende uur. De vragen die deze stelling doet rijzen moeten maar opgelost worden door degene

Op de achtergrond van deze brief speelt Hugo van St. Victors eerbiedige afwijzing van de mystieke uitleg van de zes scheppingsdagen volgens Augustinus²⁷. Filip eert in zijn brief zowel het gezag van Augustinus als dat van Hugo van St. Victor. Hij poogt aan te tonen dat Augustinus' verklaring van het scheppingsverhaal wel degelijk in overeenstemming te brengen is met de eis van de Victorijnse schriftuitleg, volgens welke het zoeken naar de geestelijke betekenis van een schriftplaats moet vertrekken van de letterlijke betekenis. De brief is dus een *expositio* en wel in de technische betekenis van het woord²⁸. De verschillende standpunten die Augustinus in zijn werken verwoordt, worden benaderd op een wijze die niet vreemd is aan de regels die meester Abelard verwoordt in zijn *Sic et Non*²⁹.

Aan het einde van zijn brief haalt Filip een tweede vraag aan waarop een antwoord verlangd werd, namelijk of men vrij was zware zonden te biechten bij een andere biechtvader dan de daartoe aangeduide. Een overzicht geven van de meningen die aangaande deze kwestie bestaan zou de brief evenwel te uitgebreid maken, zodat hij, ook omwille van de complexiteit van de vraag, van een antwoord afziet³⁰.

die dergelijke dingen beweert, want in de canonieke geschriften wordt niets gezegd over het uur waarop de schepselen gestalte kregen.

²⁷ M.D. CHENU, *La Théologie au douzième siècle* (Librairie Philosophique J. Vrin), Paris 1957, p.68: "C'est sous la pression de cet esprit qu' Hugues récuse respectueusement l'interprétation, alors classique, du récit de la création selon saint Augustin. Dans son idéalisme, et pour rendre raison de la nature des choses par leur 'rationes aeternae' dans la pensée divine, Augustin ne voit dans les six jours de la Genèse qu'un classement hiérarchique des différentes natures, telles qu'elles sont connaissables en Dieu, vrai lieu de leur connaissance (*cognitio matutina*), et non dans leur existence temporelle (*cognitio vespertina*); la réalité des 'jours' est volatilisée dans ce *mane et vespere*, et la succession temporelle évacuée. Hugues estime, avec les Grecs, contre cette 'distribution mystique', que la création progressive dans le temps ne déroge point à la toute-puissance du Créateur et est plus conforme au mode d'action de l'homme, en lequel se répercute l'action divine."

²⁸ Etsi ergo illi, qui nos tempore, et scientia praecesserunt, eamdem sententiam prout decuit perviderunt, et eam exponendo satis, ut eis visum est, lucidam reddiderunt: nobis tamen eorum expositio expositione altera videtur indigere... (PL 203, col. 2A). De brief beantwoordt geheel aan de beschrijving van de techniek van het *exponere reverenter* zoals weergegeven door M.D. CHENU, *La Théologie...*, p. 365 en Ulrich G. LEINSLE, *Einführung in die scholastische Theologie*, Paderborn 1995, p. 38.

²⁹ Et haec quidem Augustinus secundum diversas diversorum sententias est locutus, ne alteram videretur reprobare, si solam esset alteram prosecutus: sciens quia creatori omnium injuria non infertur, si in rebus dubiis, nunc ista, nunc altera pro captu disputantium antefertur. (*Ad Wedericum*, PL 203, col. 9D). Zie de samenvatting van M.D. CHENU, *La Théologie...*, p. 362. De eerste regel die de auteur weergeeft is hier van toepassing aangezien het over verschillen gaat binnen de werken van dezelfde schrijver.

³⁰ Disputanti enim super eo cuilibet, tam multa possunt opponi, et opponentibus tam multa e converso reponi: ut mihi longum et difficile videatur, prosequendo ad unguem omnia definire... (PL 203, col. 16B).

Epistola II, Ad Hervardum

De brief aan Hervardus werd geschreven naar aanleiding van een vraag, die zijn leraren niet bevredigend wisten op te lossen. Hoe komt het dat Christus, die naar het vlees in Adam was, van Adam niet de erfzonde meekreeg zoals de andere mensen?³¹ De vraag wordt niet onmiddellijk beantwoord. Filip herneemt in een inleiding eerst de vraag zoals Hervardus die stelde, om daarna uit te wijden over de wijze waarop men de heilige Schrift moet bestuderen. Hiervoor zijn ijver, verstand en nederigheid nodig³². Deze drie eigenschappen worden afzonderlijk besproken, waarbij de nederigheid bijzondere aandacht krijgt. Aan het einde van deze uitweiding wordt de vraag opnieuw geresumeerd, maar het *dubitas et quaeris*, is nu vervangen door het vromere *miraris*³³.

Het antwoord zelf is een weergave van de Augustijnse leer over de erfzonde, die de *concupiscentia*, de begeerte die het seksuele verlangen in de mens veroorzaakt en waarover de wil geen volledige controle heeft, beschouwt als het gevolg van de zonde van Adam. Omdat elke mens verwekt wordt door een handeling die haar oorsprong vindt in deze begeerte, erft elke mens ook de gevolgen van Adams zonde. Omdat de erfzonde niet aankleeft aan het vlees, maar aan de begeerte, kon Christus het vlees aannemen zonder daarmee door de erfzonde getroffen te worden, aangezien Hij niet geslachtelijk verwekt werd, maar door de Heilige Geest uit de maagd Maria geboren werd³⁴. Deze conclusie wordt getrokken na een uiteenzetting van de leer van Augustinus zoals deze te vinden is in zijn tractaat over de letterlijke betekenis van het boek Genesis, aangevuld met fragmenten uit *De Trinitate* van Hilarius van Poitiers³⁵.

In deze brief is het antwoord op de gestelde vraag gevat in een kader van raadgevingen. De eerste reeks betreft de studie van de heilige schrift.

³¹ *Dubitas quidem et quaeris, cum Christi caro in lumbis fuerit Adae, sicut et nostra: quomodo non inde et ipsa peccatum contraxerit sicut et nostra?* (PL 203, col. 16D).

³² *Divinarum quippe lectori Scripturarum tria ut aestimo valde sunt necessaria, sine quibus earundem Scripturarum non acquiritur perfecta scientia, videlicet studium, ingenium, humilitas.* (PL 203, col. 17B).

³³ *Miraris, cum in Adam Christus fuerit, sicut et nos: cur non inde peccatum, et ipse contraxerit, sicut et nos.* (PL 203, col. 18D).

³⁴ De leerstellige inhoud van deze brief wordt uiteengezet door G.P. SIJEN, *De leer over de erfzonde bij Philippe van Harveng*, in: *Analecta Praemonstratensia*, 17 (1941), pp. 35-63.

³⁵ AUGUSTINUS, *De Genesi ad Litteram*, lib. X, cap. 20 (CSEL 28, 323, 16-17); HILARIUS PICTAVIENSIS, *De Trinitate* lib. X (CC SL 62A), c. 16, 5-7; c. 16, 20-22; c. 47, 5-7. 24-25.

Deze arbeid bestaat in het ijverig, met toeleg en volhardend lezen. Dit is nodig omdat de schrift vergeleken kan worden met een grote en eindeloos diepe zee. Dat wat men wil weten is niet op één plaats te vinden. Daarom moet men vaak naar dezelfde plaats terugbladeren en dezelfde passages hernemen, totdat de duisternis van de onwetendheid opgeklaard wordt. Het is zelden voldoende dat men iets eenmaal leest. Men moet opnieuw lezen en het gelezene steeds weer overdenken. Dergelijke intense studie vraagt om stilte en concentratie. Men mag niet opgaan in andere, “wereldse”, bezigheden³⁶.

De heilige schrift is niet slechts een voorwerp van studie, het is ook een voorwerp van nederige verering. Wie zich op haar toelegt moet er van uitgaan dat alles wat zij bevat waar is, ook al wordt die waarheid niet door iedereen op dezelfde wijze begrepen. De wijze waarop de schrift begrepen moet worden, kan voorwerp van discussie en onderzoek zijn. Niet de vraag of hetgene wat men leest waar is. Men kan dus niet twifelen aan iets dat in de schrift voorgehouden wordt. Men kan het wel bewonderen³⁷.

Een tweede reeks raadgevingen betreffen een ascetisch leven. Het gegeven van de erfzonde is aanleiding tot de aansporing Johannes de Doper na te volgen in zijn strijd tegen de begeerte³⁸. In de brief aan Hervardus is de bedoeling van de studie niet alleen het oplossen van een theologisch probleem. Zoekend naar inzicht in een geloofsmysterie, wordt men gegrepen door bewondering en door een gevoel van nederigheid. Aan het einde van zijn brief zegt Filip: “De waarheid hiervan, meen ik gemakkelijker te kunnen ervaren dan dat ik haar in woorden kan uitdrukken, en daarom zal mijn onvermogen, ter verontschuldiging, als uiterste toevlucht het gezegde van de profeet in de mond nemen: Wie zal zijn herkomst verhalen?” (Jes 53,8). De nederigheid voltooit zowel het kritisch onderzoek als het theologisch antwoord. Op deze wijze

³⁶ *Ad Hervardum*, PL 203, col. 17B-D. Filip verwijst in zijn uiteenzettingen aan gaande studie vaak naar de brieven van Paulus aan Timotheus: “Attende lectioni” (1 Tim. 4, 13) “In his meditare, in his esto” (4, 15) “semper discentes et numquam ad scientiam veritatis pervenientes” (2 Tim. 3, 7).

³⁷ Zie de inleiding van *Ad Hervardum*, waar de gestelde vraag: *dubitas et quaeris* over de vrijheid van Christus van de erfzonde, hoewel Hij als mens toch uit Adam geboren werd, omgewerkt wordt tot *Miraris* (PL 203, col. 16D-18D).

³⁸ *Apte ergo lumbos suos zona pellicea circumcinxit, quia carnis lasciviam loro continentiae sic astrinxit: ut nullam illi evagandi licentiam relaxaret, sed in ipso fonte, caput serpentis mortificationis malleo conquassaret.* (PL 203, col. 24B-25A).

wordt in deze brief de studie geplaatst in het perspectief van het geestelijk leven³⁹.

3. Brieven die hoofdzakelijk raadgevingen bevatten aangaande het geestelijk leven

Epistola III, Ad Heroaldum

Deze brief is een reactie van Filip op een brief die Heroaldus hem eerder geschreven had. Hij bevat een aantal ongevraagde raadgevingen. Filip stelt zich van meet af aan vaderlijk op. Hij wenst Heroaldus geluk met de uit zijn brief gebleken vooruitgang die hij in de studie geboekt had⁴⁰. Deze lof is slechts de inleiding tot een uitgewerkte vermaning.

In zijn brief had Heroald namelijk argeloos gewag gemaakt van *Fortuna*, de Romeinse godin van de lotsbeschikking. Filip wijst, in het spoor van Augustinus, het woordgebruik waarbij *Fortuna* bij name wordt genoemd af omwille van zijn heidense wortels, die het geloof in Gods voorzienigheid negeren⁴¹. Filip drukt de wens uit dat Heroaldus zijn taal zou zuiveren van heidense invloeden en zich uitsluitend zou toeleggen op de *disciplina divinae lectionis*: een begrip dat eerder het resultaat van de studie aanduidt dan de inspanning die ervoor nodig is⁴². Een vruchtbare studie van de schrift resulteert in een discipline van denken en taalgebruik, waardoor men de onwaarachtigheid van bepaalde uitspraken

³⁹ Ut autem verum fatear tuae dilectioni, hujus rei veritatem aestimo expeditius me sentire, quam verbis praevaleam expedire: et ideo ad extremum excusandi suffugium mea impossibilitas illud propheticum exclamabit: "Generationem ejus quis enarrabit?" Ejus enim generationem non solum divinam, sed etiam humanam, vel impossibile, vel difficile est enarrari, et ideo humilitas necessaria est, quae si quid clauditur, non novit indignari: sed vel ampliorem gratiam ad consequendam id quod desiderat promeretur, vel non consequens, rea tamen praesumptionis et contumaciae non habetur. In hac ergo humilitate et tua inquisitio, et mea responsio consummetur... (PL 203, col. 25-26A).

⁴⁰ Litteras quas affectu memori tua mihi misit dilectio, ut lethargum meum, et gravem somnolentiam quodam quasi vigili curares pulsorio, scito me et legisse diligenter, et lectas gratanter accepisse; quia tuum discentis profectum in eis mihi videor percepisse. (PL 203, col. 26A-B).

⁴¹ Unde, etsi quibusdam verbis licite utimur, quibus occultum quid vel dubium dicimus designari, videlicet forte, fortuito et hujusmodi aliis quae a fortuna, vel a quibus fortuna videtur derivari: eo tamen verbo quod est fortuna, uti nos pari modo loquendi regula non permittit, quia diversum et perversum ejus significatum veritas non admittit. (PL 203, col. 26C-D). Verwijst naar AUGUSTINUS, *Retractationes* (CC SL 57), lib. I, cap. 1, 11-23.

⁴² quia et ea nondum taces quibus fumat ethnicorum seductibilis officina, et ea simul loqueris quae divinae lectionis tibi serenior contulit disciplina. (PL 203, col. 26B).

van profane schrijvers vermijdt. Juvenalis kon in zijn satyren zeggen: *Si fortuna volet, fies de rethore consul*, maar het denken van een christen wordt door de *codex maturior honestae veritatis* en door het geloof van de kerk gevormd⁴³. De waarheid van het geloof is de maatstaf voor het denken en dus ook voor het taalgebruik⁴⁴. Deze opmerking is voor Filip een gelegenheid om enkele psalmcitaten ten berde te brengen die beter aansluiten bij het geloof in de voorzienigheid. Heroald, die nog maar pas begonnen is de heilige schrift te bestuderen in de school van de psalmen, doet er best aan de naklanken van zijn heidense literaire vorming te vergeten om op te gaan in een nieuwe manier van kennen en leven⁴⁵.

De nieuwe manier van kennen en leven is het eigenlijke onderwerp van deze brief. Filip behandelt de samenhang die de letterlijke en morele betekenis van de schrift verbindt met de ervaring van haar spirituele werkzaamheid. De studie van de heilige schrift is erop gericht kennis op te doen en op grond van deze kennis ook beter te gaan leven⁴⁶. Maar de studie van de schrift kan ook veel dieper ingrijpen in het leven van de lezer. De schrift leert haar lezers God kennen. Filip noemt deze kennis *spiritualis scientia* en *vitalis sententia quae in divinis litteris tunc sentitur*⁴⁷. Deze kennis wordt niet alleen verworven door toelag of op grond van intellectuele capaciteiten. Alleen de invloed van de genade bewerkt haar. Ze raakt niet alleen verstand en geheugen, maar raakt de mens in zijn gevoelsleven. Ze zet hem aan tot liefde. Deze ervaringsdimensie in de studie van de schrift wordt uitgewerkt in een beeldrijke taal waarin sprake is van proeven, smaken, drinken en dronken worden.

In een allegorische uiteenzetting, wordt de volkomen kennis vergeleken met het drinken van wijn. Het volk reageert niet op de mededeling dat er ergens wijn te krijgen is. Ze zijn tevreden met putwater of met

⁴³ PL 203, col. 26B en C; JUVENALIS, *Saturae* 7, 197.

⁴⁴ Quod quia sentire cum illis non est catholicum, profecto et dicere cum illis, non est veridicum: et cum certum habeam veritatem fidei te sentire, volo ut inveniatur vera sentienti sermo serius consentire. (PL 203, col. 26D-27A).

⁴⁵ In quo velut gymnasio (ut mihi tuae innuunt litterae) jam luctaris, et voluntario humero pressuram sustines torcularis: forte saporem illum veterem saecularis vitae et scientiae velut acinum relicturus: et in novum tam sciendi quam vivendi dulcorum agilitate strenua transiturus. (PL 203, col. 27C).

⁴⁶ Quid enim aliud divinae, quibus intendis personant lectiones? Ad quid aliud elaborant litteralis hujus exercitii tunsiones: nisi ut quem assumpserint, reddant graviter eruditum, et eruditionis malleo ad ineundam melioris vitae semitam expeditum? (PL 203, col. 27C).

⁴⁷ PL 203, col. 50A.

water dat voorbij stroomt. Anderen zien op de drankgelegenheid wel de cirkel staan die verkondigt dat daar wijn te verkrijgen is, en ze weten zelfs van horen zeggen dat hij van goede kwaliteit is. Maar om te weten waar het om gaat, moet men drinken, proeven en ervaren⁴⁸. Wie gegeven wordt te ervaren, verkrijgt ook de werkelijke kennis van de schrift. In de beschrijving van de echte kennis van de schrift speelt Filip met verschillende tegenstellingen: er is de tegenstelling tussen de wateren van de Helikoon en de *cella vinaria Salomonis*. Verder is er de tegenstelling tussen een louter intellectuele studie van de schrift en het, via de lezing van de schrift, in contact komen met zijn levengevende en levenskrachtige geest. Dit is het smaken van de zoetheid van de schrift en erdoor geraakt worden, zodat men er van harte mee instemt⁴⁹. Het lezen van de schrift is dus een bezigheid die de lezer opent voor een ontmoeting met Gods aanwezigheid, voor een mystieke ervaring. De lezer kan in de heilige schrift Gods zoetheid ervaren, en deze ervaring is precies een kenmerk van de echte kennis van God, die de geest van de lezer raakt en ontroert⁵⁰.

Deze stof en de manier waarop ze behandeld wordt, levert een mooi spiritueel tractaatje op dat een opvallende gelijkenis vertoont met bijvoorbeeld het vierde hoofdstuk van het vijfde boek van zijn *Commentaria in canticum canticorum*⁵¹. Evenmin is het te verwonderen dat de woordenschat die Filip in deze brief gebruikt doet denken aan de *Sermones super Cantica* van Bernardus van Clairvaux, een werk dat hij zeker kende, daar hij er elders uit citeert, zij het met enkele betekenisvolle veranderingen⁵². Een gedachte die bij Bernardus ook sterk op de voorgrond

⁴⁸ Caeterum cujus scientiam usu tantum, vel auditu extrario perceperint, non statim et dulcorem gustu intimo persenserunt: eisque nil salubre confert scientia quae praecurrit, si praecurrenti gustus experientia non succurrit. (PL 203, col. 27D-28A).

⁴⁹ Sensum non obtinet, qui, etsi carnes vel corium quaerens potuit invenire, nondum tamen ad vitalem ejus spiritum pervenire: qui auditae lectioni affectu mentis applicito non consentit: qui, etsi legendi studio memoriter verba capit, palato ejus stupido interna illius suavitatis nondum sapit... (PL 203, col. 28B).

⁵⁰ Nam scientia Dei dicit, qua Deus scitur, qua sentitur, qua ejus dulcedinem in Scripturis affectuosa mens legentium experitur... (PL 203, col. 28D).

⁵¹ comedentes bibite, hoc est, diligite quod intelligentia percepistis. (PL 203, col. 413A.).

⁵² Een passage uit *Sermo 36 super Cantica*: Sunt namque qui scire volunt eo fine tantum, ut sciant: et turpis curiositas est. Et sunt qui scire volunt, ut sciantur ipsi: et turpis vanitas est. Qui profecto non evadent subsannantem Satyricum et ei qui eiusmodi est decantantem: Scire tuum nihil est, nisi te scire hoc sciat alter. Et sunt item qui scire volunt, ut scientiam suam vendant, verbi causa pro pecunia, pro honoribus: et turpis quaestus est. Sed sunt quoque qui scire volunt, ut aedificent: et caritas est. Et sunt item qui

treedt, is de verbinding tussen kennis van God en een ervaring van zijn beminnelijkheid⁵³. Filip plaatst deze ervaring resoluut in de context van de studie van de schrift. Het is ook de ervaringskennis van God die de lezer van de schrift leert hoe hij moet leven. Wie God leert kennen zal zich met vreugde toeleggen op het gehoorzamen van zijn geboden, terwijl iemand die deze kennis niet heeft, geen vreugde vindt in het gehoorzamen aan Gods geboden en ze dus gemakkelijker zal overtreden⁵⁴. Met deze vervlechting van Godservaring en moreel handelen zit Filip geheel op de lijn van Bernardus, al schijnt deze laatste de volgorde eerder om te draaien, zodat de gehoorzaamheid aan Gods geboden, die men door de schrift leert kennen, binnenleidt in de kennis van God⁵⁵. Beiden zullen wellicht dezelfde dynamische ontwikkeling van het geestelijk leven op het oog hebben, waarin handelen en ervaren elkaar beïnvloeden. In deze dynamiek legt Filip in deze brief wel sterk de nadruk op de ervaring van Gods aanwezigheid.

Naast de nadruk op de ervaringskennis komt Filips persoonlijke overtuiging nog het sterkst aan het licht in het belang dat hij toeschrijft aan de studie van de schrift als ijkmaat van het geestelijk leven. In zijn brief aan Heroaldus staat Filip uitgebreid stil bij het nut van de *exterior lectio*: het lezen van de tekst van de schrift. Ze is een belangrijk hulpmiddel,

scire volunt, ut aedificentur: et prudentia est. (S. BERNARDI, *Opera Vol. II: Sermones super Cantica Canticorum* 36-38, Romae 1958, p. 5-6) is door Filip overgenomen in zijn werk *De dignitate clericorum*, uitgegeven onder de titel *De iustitia clericorum*: Alii quippe discunt, nihil aliud appetentes, quam scire, quod est vitium inquietae curiositatis; alii ut sciant scire, quod est vitium ventosae vanitatis; alii ut vendant cum didicerint, quae est simoniaca pravitas; alii ut spiritaliter aedificentur, quae est pia et sancta humilitas; alii ut aedificati alios quoque aedificent, quae est pura et vera charitas. (PL 203, col. 710B). De nadruk op de studie met als doel niet alleen zichzelf te vormen, maar ook anderen te stichten bevestigt de conclusies van Caroline WALKER-BYNUM, *Docere Verbo et Exemplo*, p. 195, waar zij besluiten formuleert aangaande de verschillende benadering van monniken en reguliere kanunniken met betrekking tot studeren en kennis doorgeven.

⁵³ Daarvan kunnen vele voorbeelden gegeven worden uit de *Sermones super Cantica* v.g.: "Nam quomodo non vidit eum, qui gustavit et vidit quoniam suavis est Dominus?" (S. BERNARDI *Opera Vol. II*, p. 11).

⁵⁴ Qui si Deum praedicta scientia, id est praesenti experientia gustu, sensu, sententia tenuisset, non voluntate, non contemptu pactum quod acceperat, praeterisset: quia, quem eo modo quisque sentiens gaudet scire, et consequenter diligit etiam obedire. (PL 203, col. 29B). Deze opmerking staat in de context van een exegese van Hosea 6,7: "Ipse autem sicut Adam transgressi sunt pactum", waar de zondeval van Adam toegeschreven wordt aan dit gebrek aan ervaringskennis van God.

⁵⁵ Zie bijvoorbeeld Michel BRUNO, *La Philosophie: Le cas de De Consideratione*, in *Bernard de Clairvaux. Histoire, Mentalités, Spiritualité*, (Sources Chrétiennes n. 380), Paris 1992, p. 583.

omdat de schrifttekst zelf de lezer aanzet om op zoek te gaan naar diepere betekenissen, zowel betreffende moraal als betreffende de mystieke betekenis. De schrift prijst zichzelf aan als leermeesteres voor het handelen, en als wijnkelder van de Geest die haar inspireerde en die doorheen de woorden een deugddoende en voelbare ontmoeting met God zelf begeleidt en bewerkt. Zeker, niet elke lezer wordt bij het lezen zo diep geraakt. Alleen de genade bewerkt dit ervaringsinzicht, maar daarom is het lezen van de schrift nog niet overbodig. Ze is als brood waar zij de mens moreel sterker maakt. Ze is als wijn waar zij de levengevende kennis doet smaken⁵⁶. Studie is dus een onmisbaar facet van de groei in het geestelijk leven. Daarom eindigt de brief met een loftuiting op de Parijse scholen, waar velen zich op studie toeleggen en zoeken naar de diepere zin van de schrift. Filip wenst zijn correspondent toe dat hij de schrift zo zou mogen begrijpen dat hij ook haar innerlijke zoetheid zou mogen ervaren⁵⁷.

⁵⁶ Neque ideo credideris, ut divina lectio digne superflua judicetur, quo scilicet non omnis ejus lector ad hunc sensum et consensum legendo promovetur: nec habet in se illa vim tam vividam vel effectum ut lectorem quemlibet reddat necessario sic affectatum. Sola quippe gratia donat profectus hujus invisibiliter incrementum, sed exterior lectio non mediocre adhibet adjumentum: dum lectorem blando sinu excipiens ad docendum, docet multifariam quomodo sit vivendum: et quo meritis vitae praecedentibus veniendum. Quae, dum sensus mysticos et morales clausos involucro litterali, dum testam litteralem dicit esse vino praeditam spiritali: dum ejus vini quasi ostentat colorem, dum commendat saporem, dum praedicat utilitatem, ad bibendum illud, auditorem, hortatur et instigat, et hoc ille hortamento, commendata curiosius pervestigat. Dumque bibit commendantis instantia gratanter lacessitus, acuitur interior bibentis appetitus: et quod parum vel nihil videbatur utile non bibenti, fit jucundum et salubre plenius haurienti. Gustus enim appetitu, et appetitus gustu gratum accipit incrementum, et uterque proficiens interiori homini confert solidius alimentum; ut hic ille velut pane robustius invalescat, vel tamquam vino primo eleganter ebrius hilarescat. Illa quippe spiritalis scientia, sive, ut expressius dixerim, vitalis sententia quae in divinis litteris tunc sentitur, cum earumdem auctor devoto lectori uberiorem gratiam impertitur, et panis dicitur quo ille homo interior roborari, et vinum quo in excessum mentis proficiens debriari. Panis est, cum invictam ille fortitudinem conceditur adipisci; vinum vero, cum coelestiam inhians terrenorum et visibilium oblivisci. Panis cum quaeque adversantia viriliter sustinet et retundit; vinum vero, cum, non quaerens quae suae sunt, totus in illo Dei sanctuario se abscondit. (PL 203, coll. 29C-30A.).

⁵⁷ sic et tu amore ductus scientiae Parisius advenisti, et a multis expetitam optato compendio Jerusalem invenisti. Hic enim David decachordum psalterium manu tangit, hic tactu mystico psalmos pangit; hic Isaiae legitur, legendo detegitur prophetia; hic prophetae caeteri diversos modulos concordii proferunt melodia. Hic sapiens Salomon erudiendos convenas operitur; hic ad pulsandum tantus concursus, tanta frequentia clericorum, ut contendat supergredi numerosum multitudinem laicorum. Felix civitas, in qua sancti codices tanto studio revolvuntur, et eorum perplexa mysteria, superfusi dono spiritus resolvuntur, in qua tanta lectorum diligentia, tanta denique scientia scripturarum, ut in

Epistola IV, Ad Engelbertum

Engelbertus was iemand uit Filips omgeving die te Parijs studeerde. Dit blijkt uit de zinsnede *cum ergo ad nos, Deo volente, sanus redieris* en uit *non enim Parisiis fuisse, sed Parisius honestam scientiam acquisisse honestum est*⁵⁸. Het studeren viel Engelbertus blijkbaar nogal zwaar, want de brief is vooral een aansporing om de moeilijkheden van de studie krachtig tegemoet te treden en de nodige discipline op te brengen⁵⁹. Hij mag niet, zoals zovele clerici tevreden zijn met een oppervlakkige welsprekendheid of blijven steken in middelmatigheid, maar moet zich toeleveren op de studie, zonder enige moeite te schuwen⁶⁰. Als voorbeelden van levenslange toelever op studie worden Plato, Mozes, Socrates en Cato voorgelouden. Deze mannen werden niet gebroken door de harde arbeid, maar de liefde voor de wetenschap, zette hen aan om te volharden. Hun voorbeeld volgend moet Engelbertus niet flauw zijn, maar aanpakken⁶¹.

De studie van profane auteurs krijgt er een ongewone nadruk, wellicht omdat Engelbertus op dat ogenblik deze materie te verwerken had. Filip zet Engelbertus er in de eerste plaats toe aan de studie van de filosofie die uit de heldere bron van de Helikoon opwelt (het scherpe intellect van Plato, de welsprekendheid van Cicero, het voorbeeld van Socrates en de duidelijke bewijstrant van Aristoteles) ter harte te nemen. Het is niet voldoende zich in deze bron te weerspiegelen of zich door wat druppels eruit te laten besprenkelen. Men moet er zich geheel in onderdompelen⁶². Pas op het einde van deze brief maakt Filip een korte

modum Cariat Sepher merito dici potest civitas litterarum. In hac instar Gothonieli volo te non tam litteraliter, quam spiritaliter erudiri, sic scripturis capere, ut internam illarum dulcedinem diligas experiri... (PL 203, col. 31C-D).

⁵⁸ PL203, col. 33D; A.

⁵⁹ Si ergo perfectum proficere vis in virum, vel potius si te recolis esse virum, age, viriliter et robustius confortare, nec recuses dicendi gratia, quicquid grave occurrerit tolerare. (PL 203, col. 32A-B).

⁶⁰ Ideo nimirum et clericali nomine vides passim plurimos insigniri, et profectu congruo raros admodum erudiri, sed eos difficultate qualibet repercussos vel manere penitus idiotas, vel fonte labra proluere caballino, ut sic repente prodeant in poetas. (PL 203, col. 32B).

⁶¹ Cum igitur hos et huiusmodi viros non fregerit laboris asperitas, non pro vectae revocaret aetatis longaeuitas, quin studio litterali tantam diligentiam impertirent, ut amore sciendi occurrentia quaevis incommoda non sentirent, non est consilium, ut propter ingruentem febriculam tua strenuitas emarcescat, et, infirmato corpore, virilis pariter animus elanguescat. (PL 203, col. 32D-33A).

⁶² Denique ipsa philosophia quae proponit studentibus fontem lucium Heliconis, non satis esse iudicat solum huius beneficium visionis; et cui acre et acutum ingenium dat

toespeling op de studie van de schrift, waarop het onderricht tenslotte moet uitlopen.

Deze brief, die vooral een aansporing is om de inspanning die de studie met zich meebrengt niet uit de weg te gaan, bevat een beknopte beschrijving van de *honesta scientia*, die hier niet zonder meer als synoniem van *sapientia* verschijnt. Wetenschap (*scientia*) is op zich niet de ware rijkdom die men moet nastreven. De vermeerdering en verdieping van de kennis moet samengaan met de ontwikkeling van een innerlijke religieuze houding, anders verwerft men slechts de wijsheid (*sapientia*) van deze wereld, die dwaasheid is bij God⁶³. Deze innerlijke religieuze houding wordt gekenmerkt door geloof, hoop, liefde en de andere deugden, die bepalen hoe de student met zijn groeiende kennis omgaat⁶⁴. De vele ontberingen en inspanningen die men trotseert, maar ook de weetgierigheid en de voldoening die de studie geeft, leiden niet tot de kennis van de waarheid, want de waarheid is God zelf. Deze kennis van God is een voorrecht, een gave, die samengaat met een aanvoelen, een merken van zijn aanwezigheid als liefdevolle en belangeloze beschermer. Deze kennis is dynamisch en wordt beschreven als een zoeken en kennen van Gods welwillendheid⁶⁵. In de visie die in deze brief verwoord wordt, komt de studie en de moeite die ze kost naar voren als een vorm van louterende ascese, die het innerlijke oog helderder en gezonder maakt. Ze is een ascese die de innerlijke zintuigen loutert en de volle godservaring *facie ad faciem* voorbereidt⁶⁶.

Platonis, cui flores et ornatam eloquentiam Ciceronis, cui largitur illius tui Socratis documenta, cui Aristotelis revelat manifestius argumenta, eum profecto vult gutta vel rore modico non aspergi, sed ejus fonti vivido diutius incumbere vel immergi. (PL 203, col. 33A-B). — De Helikoon is een berg in Boëtie, aan Apollo en de Muzen toegewijd.

⁶³ 1 Kor 3, 19. PL 203, col. 33D.

⁶⁴ Nulla ergo prudentia, nulla scientia, nulla litteraturae affluentia satis digna est commendari, quae non studet superducto virtutum propugnaculo cumulari, imo illarum divitiis, ut compedibus alienis graviter deprimuntur, qui non virtutum meritis tamquam propriis divitiis redimuntur. (PL 203, col. 33D).

⁶⁵ Quae gloriandi causa, cum scholares miseros ad discendum provocat et inducit, eos grato lenocinio supplantat penitus et seducit; dum illis et sciendi insatiabilem dat affectum, et tamen, numquam eos scientiae adducit ad perfectum, de quibus apostolus: "Semper (inquit) discentes et nunquam ad scientiam veritatis pervenientes" (2 Tim 3, 7). Veritatis est scientia Deum scire, sciendi beneficio illum plenius et sentire... (PL 203, col. 34B). — Verder wordt deze kennis van de waarheid toegelicht met een vergelijking van de godskennis van de demonen met die van de cherubijnen: Sciunt ergo Deum [sc. Cherubim]... ut gratum et gratuitum Protectorem... ut familiarius sequantur propitium et cognoscant. (PL 203, col. 34C).

⁶⁶ Te quoque eo intuitu volo scire, multam litteris diligentiam impertire, ut litterarum adminiculo Deum scias plenius et sequatur, et sequendi instantia tandem facie ad faciem

Epistola XVIII, Ad Richerum

Filip kende Richerus door wat anderen over hem verteld hadden, en die anderen hadden hem ook over Filip gesproken. De brief is een reactie op een groet die Richerus aan hem had laten overbrengen. Ondanks zijn rijpe leeftijd is Richerus nog steeds op school, met, volgens Filip, de bedoeling te onderscheiden tussen datgene wat schadelijk is en wat blijvende waarde heeft. Het eerste om zich ervan te bevrijden, het tweede om het te beminnen. Het is immers volstrekt nutteloos, ja, zelfs schadelijk iets te willen weten als deze kennis niet gesmaakt wordt, als iemand alleen maar woorden onthoudt zonder zoetheid te ervaren⁶⁷. Deze stelling wordt het uitgangspunt van enkele kritische opmerkingen over studenten die teveel aandacht geven aan de wetenschap van de heidenen en over hen die zich wel toeleggen op gewijde literatuur, maar zonder enthousiasme. Zij dorsten niet, maar lezen slechts oppervlakkig, wat wil zeggen dat wat zij lezen hun gemoed niet raakt en dat zij het gelezene niet in praktijk brengen⁶⁸. Volgens Filip treft deze kritiek de meerderheid van de studenten. Zijn ideaal bestaat in een combinatie van kennis en heiligheid⁶⁹, een begrip dat in de context van deze brief vooral uiterlijk waarneembaar deugdzaam gedrag aanduidt. De student die zich beijvert om zowel te weten als om goed te leven, is voor zijn medestudenten een voorbeeld en een spiegel⁷⁰. In dat opzicht kan een school zeer goed vergeleken worden met een klooster,

cognoscere merearis. Utinam omnes qui mancipantur labori litterario sic student, eo fine multiplices scholarum angustias sustinerent, ut scilicet oculus eorum interior infuso scientiae collyrio mundaretur, et ad videndum Deum promptior et defaecatior redderetur. (PL 203, col. 34C).

⁶⁷ Ad hoc quantum intelligo studuisti, imo et studes negotiis scholaribus inservire, ad hoc amas esse discipulus, non tam audiri appetens quam audire, ut auditu doctor cautius respuas nocitura, et ab his expeditus affectuosius diligas, et diligentius eligas profutura. Agenda enim scire et ea diligendi affectu non sentire, non solum est inutile, sed nocivum... (PL 203, col. 157B-C).

⁶⁸ Qui si forte velut saniore usi consilio, et applicantes animum rationi, quandoque apposuerint divinae dare operam lectioni: plerumque labra tantum velut fonte proluunt caballino, dum quod legunt, non sitiunt, nec amore hauriunt intestino. (PL 203, col. 158A).

⁶⁹ Quia vero talium invenitur plurima multitudo quos in camino scholari exercet studii malleus et incudo: felicem et egregium illum dixerim quem sic fovet et promovet divinae gratiae rectitudo, ut eum et sciendi amor non deserat et vivendi teneat sanctitudo. (PL 203, col. 158B).

⁷⁰ Felix ergo ille qui hoc gratiae beneficium est sortitus, qui lima et studio ad sciendum et vivendum pariter expolitus: inter scholares convenas et condiscipulos sic versatur, ut eis in utroque forma vel speculum habeatur. (PL 203, col. 158B).

omdat in een klooster het stichtende voorbeeld van anderen ook een belangrijke rol speelt⁷¹. Filip vraagt zich af hoe het mogelijk is dat niet alle clerici zich bij voorkeur toeleggen op lezing, waarna hij deze brief besluit met de stelling dat het klooster voor clerici de veiligste plaats is. De school komt in dat opzicht op de tweede plaats. Als het klooster een solied schip is, dan is de school een soort reddingsplank voor schipbreukelingen, waaraan men zich vastklampt door de heilige geschriften te lezen en opnieuw te lezen⁷².

Deze brief spitst zich vooral toe op de discipline die men zich moet opleggen om zich in de school te handhaven. Ze wordt gesmeed door ijver en weetgierigheid en is op haar beurt een levenswijze die de studie bevordert⁷³. De *disciplina scholaris* is een proces waarin een selectie plaatsgrijpt. Sommigen worden er verstandiger, anderen blijven er dom. Sommigen komen er tot een hoogstaande levenswijze, anderen komen er in de goot terecht⁷⁴. In deze context bespreekt Filip de voordelen van het kloosterleven voor clerici. Hun voornaamste taak is immers lezen en studeren⁷⁵. In een school zijn er evenwel veel verstrooiingen mogelijk, de rijkdom, de beweging op de kruispunten, de *forensia*, de drukte van de markt en van het handel drijven, concurreren er met de studie. Een school zou als een klooster moeten zijn: *schola claustrum alterum dici debet*, maar omwille van de grotere bewegingsvrijheid is de kans om het verkeerde pad op te gaan er steeds aanwezig⁷⁶. Dat gevaar is vooral acuut voor minder begaafde studenten. In een klooster zullen zij weliswaar geen hoogvliegers worden, maar het voorbeeld van de medebroeders zet ook hen aan om te blijven lezen, een bezigheid die in alle geval

⁷¹ Unde et videre videor, schola claustrum alterum dici debet, quae diversis convenientibus imitabiles multos praebet, quae studiosos deditos lectioni a forensibus avocat et avertit, et eorum affectus reprobos vel attenuat, vel convertit. (PL 203, col. 158D-159A).

⁷² Secundum vero locum scholaris debet sibi conversatio vindicare, amore cuius prudens clericus eligit laicalia relegare, ut cum navem claustrum nautico carens et insufficiens non ascendat, ne perditur naufragetur, vicinam scapham sive tabulam apprehendat. (PL 203, col. 159C).

⁷³ Tales illos decet esse qui scholarum incolunt officinam, qui studendi malleo vel incude sciendi fabricant disciplinam... (PL 203, col. 157B).

⁷⁴ Ita, ut melius nosti, habet se scholaris disciplina, in qua alium intellectus agilius et subtilitas provehit aquilina, alium sensus rudis et hebetudo detinet asinina; alius ad vivendum melius lectione proficit et doctrina, alius more suis jacens, jacet in volutabro vel sentina. (PL 203, col. 158C-D).

⁷⁵ Nihil aestimo convenientius clerico quam litterarum studiis inhaerere... (PL 203, col. 159A).

⁷⁶ PL 203, col. 158D-159A.

nuttig is, hoewel die niet noodzakelijk tot de volmaaktheid voert⁷⁷. Om in de school te overleven is er een grote persoonlijke discipline nodig, terwijl een clericus die in een klooster leeft, vanzelf al in omstandigheden leeft die de studie begunstigen. Filip spoort zijn correspondent niet aan om kloosterling te worden, maar wel om die discipline aan de dag te blijven leggen.

Epistola XX, Ad Richerum

Deze brief is een antwoord op een vraag. Deze Richerus, die op het ogenblik dat de brief geschreven werd in Parijs studeerde⁷⁸, had eerder aan Filip *sacras litteras* gevraagd. Blijkbaar maakte hij een crisis door, misschien ten gevolge van een ziekte⁷⁹. Verderop blijkt dat hij Filip verzocht had iets te schrijven dat zijn gemoed zou verwarmen en verkwikken. De etiquette van de briefschrijver noopt Filip tot een bescheiden reactie. Tegen zulk een opdracht is hij niet opgewassen, maar niettegenstaande dat, feliciteert hij Richerus omdat hij iets dergelijks niet zoekt bij dichters en sofisten⁸⁰. Zoals het begin van de brief aangeeft, zal Filip hier handelen over de juiste manier en de juiste plaats waar men een dergelijke verkwikking voor de ziel moet zoeken en kan vinden, namelijk in de heilige schrift, waarin men vindt wat men nodig heeft betreffende de leer, de gedragsregels en een heilig leven. Het is evenwel nodig datgene wat de schrift leert, te beminnen, zodat begrip en liefde samengaan⁸¹.

Met deze verbinding van begrijpen en beminnen bevinden we ons op bekend terrein. Het is een van de thema's die in Filips brieven aan

⁷⁷ Etsi enim inferiorem superior non semper excitare valeat ad agendum, tamen lectioni deditus, exemplo caeteros provocat ad legendum: et assumpta lectio habet quamdam occupationis gratiam et profectum, quamvis occupatio nulli sufficiat ad perfectum. (PL 203, col. 159A).

⁷⁸ Parisius ubi aliquando litterarum gratia conversaris... (PL 203, 166C).

⁷⁹ Dit kan afgeleid worden uit het slot van de brief: Quaeso autem, ut, cum bene tibi erit, mei vel ad modicum recorderis. (PL 203, col. 168A).

⁸⁰ Verum, cum easdem litteras de fonte arido, de vena paupere postulas tibi fundi, non satis considerare te errare, non mediocriter me confundi, quia, cum a me exigis ad quod nullatenus invalesco, et tu nesciens falleris, et ego insufficiens erubesco. In hoc tamen non falleris, quod non poetarum exigis fabulas et figmenta, non sophistarum laqueos... (PL 203, col. 165B-C).

⁸¹ habes divinos codices, apothecas uberes Scripturarum: habes cellam vinarium, domum illam aromaticum, porticum Salomonis, habes quod ad refocillandum animam expedire perhibet divinae series lectionis. Legis autem et intelligis quod utile est doctrinae, moribus, sanctitati, apponis et diligere, et intellectum jungere charitati: et quod praedicat lectio, et capit intellectus legentis, amplexatur dilectio et affectus interior diligentis. (PL 203, col. 165B-C).

studenten regelmatig terugkeren, maar hij werkt dit thema niet onmiddellijk verder uit, blijkbaar omdat Richerus' vraag niet zozeer de studie van de schrift betrof, maar een gevolg was van een confrontatie met filosofische begrippen, wellicht van neo-platoonse oorsprong. Richerus had in zijn brief, naar aanleiding van zijn spirituele toestand, de vraag gesteld hoe hij de "tegenwoordige dingen" zo zou kunnen waarnemen dat die waarneming hem zou voeren tot het verkrijgen van "bovenhemelse dingen". Filip neemt deze termen, die hij elders niet gebruikt, uit Richerus' brief over, niet zonder zijn verbazing uit te drukken dat dergelijke vraag aan hem gericht werd⁸². In deze brief dient de geschapen werkelijkheid zich aan als object voor de studie maar aan deze studie van "veranderlijke dingen" weet Filip nauwelijks een plaats toe te kennen. Niet zozeer de dingen zijn object van studie, maar wel hun natuurlijke veranderlijkheid, opdat men niet de vergissing zou begaan zich eraan te hechten. Men moet eraan voorbij gaan om hun Schepper te ontmoeten⁸³.

Filip past op zijn correspondent de toestand toe van het volk van Jeruzalem dat, volgens de klaagliederen, brood zoekt en zucht, dat al zijn kostbaarheden weggegeven heeft om voedsel te kopen (Kl 1,11). De *perceptio praesentium* wordt via de spirituele exegese van de klaagliederen omgeduid tot *contemptus praesentium*⁸⁴. Terecht noemde Richerus zich in zijn brief pelgrim, want deze vergankelijke wereld biedt geen blijvende thuis. Men moet zich niet richten op wat voorbij is, maar door de genade geleid voorwaarts streven naar de hoogste gaven. En daarvoor studeert men ook, de heidense zowel als de heilige geschriften. Door zich toe te leggen op het *pie legere*, komt men er toe de Schepper te kennen én de dingen die gebeuren zullen⁸⁵. De beschouwing van de tijdelijke dingen moet tenslotte tot hetzelfde resultaat voeren als de vrome lezing van de schrift, want het is steeds een zoektocht naar het gelaat van

⁸² Quia ergo perceptio praesentium ad obtinenda pro certa supercoelestia te perducet, quare mea nullius momenti verba vel monita exigas, non elucet, nisi forte quia amor intemperans nihil sibi judicat satis esse, quandiu sibi videt differri quidpiam, vel deesse. (PL 203, col. 165D).

⁸³ Ad hoc autem a prudentibus ista rerum mutabilitas debet sciri, ut summo nisu caveant errore vel amore talium irretiri, ut nullo modo quisquam praesumat talibus inhaerere, quae et ipsa a seipso valent statu stabili permanere. Transeundum est igitur... (PL 203, col. 167A).

⁸⁴ PL 203, col. 166B.

⁸⁵ dum non retro ad ultima, sed in ante ad optima dono gratiae te extendis. Ad hoc sonat et intonat omnis tuba vel buccina litteralis, ad hoc libri Gentilium et divinatorum pagina spiritalis: a hoc denique nobis datur omnis lectio vel Scriptura, in qua, si pie legeris, vel factor intelligitur vel factura. (PL 203, col. 166C-D).

de Schepper waarboven of waaronder er niets is dat de geest kan verza-digen⁸⁶. Goed studeren is voor Filip een zoeken naar de Godservaring. Het is kloppen aan de deur van het heiligdom waarin Hij woont, het is hoopvol wachten tot men toegelaten wordt in het bruidsvertrek⁸⁷. De brief eindigt met de vraag aan Richerus om, zo gauw het goed met hem zou gaan en hij voor Gods aanschijn staat, voor Filip te bidden.

In deze brief is studie door liefde gedreven op zoek gaan naar wat men bemint. Het lezen van de schrift voedt op, onderricht de lezer met betrekking tot het heil. De liefde voor de heilige schrift doet de lezer groeien in kracht. Mits men op de juiste manier zoekt zal de *lector* de schrift niet vruchteloos onderzoeken en de *dilector* niet onbeloond blijven⁸⁸. Omdat de geadresseerde van deze brief blijkbaar een crisis door-maakte, is de concrete vraag waar Filip zijn aandacht op toespitst hoe men iets kan vinden wat het hart verwarmt⁸⁹. Wie troost zoekt in de lezing van de schrift zoekt alvast op de juiste plaats: zij is een enorme voorraadkast, een wijnkelder, een huis met welriekende specerijen, de portiek van Salomo. Deze beelden herinneren ook aan het hooglied en drukken uit dat de bedoeling van het lezen van de schrift tenslotte ge-legen is in de ontmoeting met God⁹⁰. Deze ontmoeting situeert zich niet uitsluitend op intellectueel vlak. De lezing van de schrift inspireert de ziel tot liefde jegens God, die zijn barmhartige blik niet zal afkeren van de mens die Hem bemint, maar daarom juist voor wereldse ogen ver-achtelijk is. Deze verachtelijkheid wordt ruim vergoed door de hoop op een hogere beloning⁹¹. Deze hoop is niet te verstaan als een magere en

⁸⁶ Cum igitur in omni Scriptura intelligere poterit prudens lector, in omni creatura admirari providus intellector, creata quaeque digne considerans, quaeret semper faciem Creatoris, nihil infra, nihil supra satiabit animum dilectoris. (PL 203, col. 167B).

⁸⁷ Nosse autem debent, qui scholas incolunt, quia nondum satis eorum quispiam bene studet, si ad pulsandum praedictum sanctuarium, sollicitudine congrua non desudet: si non ad hoc legat, intelligat et dilligat hunc laborem, ut profectu congruo, sequi et assequi velit et valeat Creatorem. (PL 203, col. 167D).

⁸⁸ Amas ut sensi litteras, imo sacras litteras, quarum lectio juxta Paulum instruit ad salutem, quarum dilectio de virtute provehit in virtutem, quarum lector et dilector non caret fructu, vel proemio diligendi, sed requirens invenit si tamen rectam pervenit ad viam requirendi. (PL 203, col. 165B).

⁸⁹ quod tuam foveat, et ut ais, animam refocillet. (PL 203, col. 165B).

⁹⁰ divinos codices, apothecas uberes Scripturarum: habes cellam vinariam, domum illum aromaticum, porticum Salomonis: habes quod ad refocillandum animam expedire prohibet divinae series lectionis. (PL 203, col. 165B-C).

⁹¹ Quam ad se diligendum inspirat animam et convertit, ab eadem suos Deus miserans oculos non avertit, sed amantem introspicit et attente considerat vilem foris, amorem digne pensans, vilitatem recompensans spei beneficio melioris. (PL 203, col. 165B).

ietwat holle troostprijs. Ze is een voorsmaak, een ervaring in dit leven van de hemelse stad, waar hij reeds op gezag van de schrift thuis hoort. Studie brengt een spirituele ervaring teweeg en versterkt die. Op deze wijze zal Richerus troost vinden in zijn studie van de gewijde teksten.

4. Tot besluit

De werken van Filip van Harvengt tonen een evolutie waarin hun auteur zich geleidelijk losmaakt van zijn schoolse opvoeding en zich meer en meer gaat bezighouden met vragen betreffende spiritualiteit. Deze evolutie laat toe zijn werken in twee groepen te verdelen en ze is ook te merken in zijn brieven. Een aantal van zijn brieven betreffen een theologische kwestie, die op schoolse wijze behandeld wordt, als men tenminste het feit dat Filip steeds in rijmproza schrijft buiten beschouwing laat.

Ook de brieven aan studenten, die opgebouwd zijn rond een kwestie bevatten raadgevingen, maar deze zijn eerder corollaria. Ze hebben niets te maken met de kwestie die behandeld wordt, maar ze worden er eerder kunstmatig mee verbonden, zoals de noodzaak om de uitleg van de geestelijke zin van de schrift te funderen in de letterlijke betekenis in de brief aan Wedericus, en de aansporingen tot nederigheid en ascese in de brief aan Hervardus.

In latere brieven worden geen kwesties behandeld. Ze bevatten aansporingen tot studiejver en inzet, maar ze beschrijven vooral de lezing van de schrift in het perspectief van het geestelijk leven. De schrift lezen is zich openen voor de ervaring van Gods aanwezigheid. Het gelezene wordt gesmaakt, raakt het gevoel en laat de liefde ontvlammen. De *lector* wordt *dilector*, uit *intelligere* groeit *diligere*. En wel precies zo: het lezen van de schrift wordt nooit overbodig. Men blijft student, ook als de studie binnenvoert in intense spirituele ervaringen. Trachten te begrijpen is een streven dat niet losgelaten wordt.

Er is dus ook een continuïteit aan te wijzen in de evolutie die Filip doormaakte. Hij blijft de noodzaak onderlijnen te lezen en te herlezen en het gelezene te overdenken. Dit lijkt erg veel op de *ruminatio* van de geestelijke lezing, zoals die in een kloosterlijk midden nu eenmaal gebruikelijk is, maar de bedoeling van dit lezen en herlezen is vooral de tekst te verklaren. In zijn grotere werken legt Filip de teksten die hij bespreekt volledig uit en ontwikkelt zijn spirituele theologie, zijn

aansporingen of zijn bedenkingen vanuit de tekst. Deze werkwijze kenmerkt Filips volledige werk dat vooral bestaat uit besprekingen van pericopen, die volledig, zij het vaak allegoriserend, verklaard worden. Voor Filip vallen studie en geestelijk leven tenslotte volledig samen. God zoeken en vinden gebeurt in de schrift, tijdens het lezen ervan en in de poging wat er staat steeds beter te begrijpen. Filip verstaat de schriftstudie dus niet als iets dat men op een gegeven ogenblik kan achterlaten of dat ooit overbodig wordt. De schrift leidt niet zozeer binnen in de wijnkelder van Salomo. Ze is zelf de wijnkelder. Liefde voltooit het begrijpen, maar het ene kan niet zonder het andere. Dit verklaart misschien de afwezigheid van een uitgewerkte theorie betreffende de verschillende betekenissen van de schrifttekst. Geestelijk en moreel begrip van de tekst worden in de brieven van de tweede groep eerder beschreven als een verschillende werking van de tekst in het innerlijk leven van de lezer. Aan de overtuiging, die reeds uitgedrukt wordt in de brief aan Wedericus, namelijk dat gelijk welke schriftuitleg vertrekt vanuit de materiële tekst, is Filip heel zijn leven trouw gebleven.

Opvallend is het feit dat Filip nergens aan zijn correspondenten aanraadt de school te verlaten, ook al ziet hij het klooster als een veiliger plaats voor clerici dan de school. Hij zet hen wel aan tot ijver en discipline en waarschuwt voor oppervlakkigheid. Een ernstige studie, onder leiding van de *magistri* en in het gezelschap van andere studenten schijnt voor hem een uiterst waardevol element geweest te zijn voor de groei van het geestelijk leven. Het lijkt onwaarschijnlijk dat Filip, die toch verschillende invloeden vanuit het intellectuele leven van zijn tijd onderging, geen benul had van de evolutie die aan de gang was. "De school moet een ander klooster genoemd worden." Dat andere klooster is wellicht niet helemaal hetzelfde als een monnikenabdij, juist zoals de bijbelstudie er enigszins verschilt van de monastieke *lectio divina*⁹². Dit zinnenetje verraadt dus ook een andere en nieuwe kijk van *clerici* op hun leven in een klooster, dat voor hen voldoende verschilde van het monastieke kloosterleven om deze keuze te rechtvaardigen.

⁹² M.D. CHENU, *La Théologie...*, p. 260. "Car ce n'est pas de plain pied que le 'magister in sacra pagina' relaie l'abbas, dont saint Grégoire demeurait le prototype vénéré. Certes, la continuité des objets de la foi scripturaire est explicite, mais non sans une évolution parallèle au passage de la théologie monastique à la théologie scholastique Philippe de Harvengt (1182-3), l'abbé de Bonne-Espérance s'adressant aux étudiants de Paris, ne semble pas avoir perçue cette évolution, et il leur donne les mêmes directives qu'à des moines: 'schola claustrum alterum dici debet. (PL 203, col. 31)'".

Summary

In his letters to students, Philip of Harvengt († 1183) engages himself in a dialogue with the environment of the schools of his time. This is obvious since the exchange of letters was not an entirely private affair as it is nowadays. Letters were shared with one's companions and read by them. When Philip therefore wrote a letter to a student, he addressed in fact a broader public. The letters addressed to students appear to belong to two different literary types. His earliest letters, *Ad Wedericum* and *ad Hervardum* are in fact treatises concerning a debated question with some spiritual advice in the margin. Later written letters only contain spiritual advice. But all Philip's letters show a keen awareness of the fact that a sound exegesis starts from a literal understanding of the material text of Sacred Scripture, even though he depicts its study as preparing for an experienced meeting with the One who inspired it. This fundamental conviction concerning study of Scripture probably points towards influence from the Parisian school of the canons regular of Saint Victor. In his letter *Ad Wedericum* Hugh of Saint Victor is explicitly quoted while Philip develops his argument in favour of a literal explication of the six days during which creation took place according to the book Genesis. "The school should be called another monastery", for, in spite of the different environment, assiduous study of Scripture is performed in both places. Bible study probably took on a different character in monasteries of regular canons, such as Saint Victor in Paris and Bonne-Espérance, than the monastic *lectio divina*.

Abdij Averbode
Abdijstaat 1
B-3271 Averbode

Jozef WOUTERS O.Praem.

Schakels tussen abdij en stad, //De stadshoven van de norbertijner abdijen in de Nederlanden (ca. 1250 – ca. 1600)

1. Afbakening van het onderwerp en gebruikte terminologie

Alhoewel enkele norbertijner abdijen binnen de muren van een stad waren gelegen, zoals de O.L.V.-abdij te Middelburg, en andere abdijen in de directe omgeving van een stad, zoals Park bij Leuven, waren de meeste norbertijner vestigingen toch op het platteland te vinden. De norbertijnen hadden bovendien vooral hier hun belangen. Op de eerste plaats hun veelal enorme grondbezit, tot soms enkele duizenden hectares, deels georganiseerd in uithoven, maar daarnaast ook hun tienden en patronaatsrechten. Algemeen worden de norbertijner abdijen dan ook beschouwd als producten van een agrarische samenleving, en hun karakter wordt meestal gekenschetst als ruraal¹. Dit neemt echter niet weg dat er zich in de loop der eeuwen allerlei contacten tussen deze instellingen en de steden ontwikkelden, zeker in de Nederlanden, waar het urbanisatieproces in de late Middeleeuwen onstuimig verliep. In die contacten werd een belangrijke rol vervuld door de steunpunten van de abdijen in de stad: de stadshoven². Als zodanig vormden deze eeuwenlang een schakel tussen de norbertijner abdijen, die hoofdzakelijk op het platteland waren gelegen, en de steden.

Ondanks hun — vermoedelijk — niet onbelangrijke functie zijn de norbertijner stadshoven historiografisch in dubbel opzicht onderbelicht gebleven. Ten eerste vergeleken met de norbertijner uithoven. Deze hebben zich, niet onbegrijpelijk gezien hun grote belang, wèl in een vrij

¹ Cfr. bijvoorbeeld de beschrijving in een recent handboek als D.E.H. DE BOER e.a., *Middeleeuwen* (Groningen, 1995) pp. 177, 221-222 en 336-337.

² Eerder schreef ik over dit onderwerp naar aanleiding van een lezing voor de studiedag van de werkgroep Norbertijnse Geschiedenis in de Nederlanden. De tekst van deze lezing is verschenen in een "grijze" publicatie, uitgegeven door S. van der Perre (1995). Graag bedank ik L.C. van Dyck (Abdij van Tongerlo), P.H.D. Leupen (Universiteit van Amsterdam) en vooral J.A. Mol (Fryske Akademy) voor hun commentaar en aanvullingen op eerdere versies.

grote aandacht mogen verheugen³. Ten tweede vergeleken met de cisterciënzer stadshoven, en dan met name die in Duitsland. Hiernaar wordt immers al wel geruime tijd onderzoek verricht, dat geresulteerd heeft in artikelen over afzonderlijke stadshoven, maar ook in syntheses over de rol van stadshoven in het functioneren van de abdijen en hun rol in de contacten tussen abdijs en stad⁴. Zulke studies ontbreken haast geheel voor de norbertijner stadshoven in de Nederlanden, wat een lacune vormt in de Premonstratenzer geschiedschrijving.

Er is dus voldoende aanleiding om dit onderwerp onder de loupe te nemen: bij wijze van inleiding en ook om een voorzet tot nader onderzoek te geven. Hierbij zullen we ons toespitsen op de Nederlanden, en meer specifiek op de (mannen-)abdijen van de Brabantse circarie, al zal ook getracht worden af en toe op basis van de literatuur vergelijkingen te trekken met abdijen uit de circarieën van Friesland, Vlaanderen en Floreffe. Allereerst zullen we hier inventariseren welke functies de stadshoven vervulden en welk belang zij voor de abdijen hadden. Dit voor de periode vanaf hun eerste verschijnen in de bronnen, zo rond het midden van de 13de eeuw, tot aan de tijd van Reformatie en Opstand, die zeker in de noordelijke Nederlanden een sterke breuk betekende. Tevens zullen we onderzoeken in welke mate deze functies tijdens de betreffende periode aan verandering onderhevig waren, mede in het licht van de veranderingen in de verhouding tussen de norbertijner abdijen en de steden.

Lang niet alle huizen die door de norbertijnen in de steden werden bezeten, vallen te beschouwen als stadshof. Elke abdijs beschikte in de late Middeleeuwen wel over enkele huizen binnen de muren van een stad. De abdijen hebben immers op grote schaal huizen en hofsteden

³ Cfr. voor de Nederlanden bijvoorbeeld J.A. MOL, *Grootgrondbezit van Friese kloosters in de Middeleeuwen*. Scriptie VU Amsterdam (1979), met name pp. 23-30 en 96-103, G.M. VAN DER VELDEN, *De voormalige uithoven van de Abdijs van Berne*, in: *Analecta Praemonstratensia* 64 (1988) pp. 231-257, B.J.P. VAN BAVEL, *Goederenverwerving en goederenbeheer van de abdijs Mariënweerd, 1129-1592* (Hilversum, 1993) pp. 227-228, 242-264 en 289-311, of P.J.V. DEKKERS, *Hoe de abdijs van Averbode haar grootste domein, Sterksel, verwierf en bestendigde (12de-13de eeuw)*, in: *Analecta Praemonstratensia* 72 (1996) pp. 80-108.

⁴ Cfr. bijvoorbeeld R. SCHNEIDER, *Stadthöfe der Zisterzienser: zu ihrer Funktion und Bedeutung*, in: *Zisterzienser-Studien* 4 (1979) pp. 11-28, en W. SCHICH, *Die Wirtschaftstätigkeit der Zisterzienser im Mittelalter: Handel und Gewerbe*, in: *Die Zisterzienser. Ordensleben zwischen Ideal und Wirklichkeit* (Köln, 1980) pp. 217-236, met name pp. 224-230.

(erven, *domistadia* of *areae*) in de steden verworven om daaruit pacht- of tijsinsinkomsten te trekken⁵. Deze huizen, soms wel enkele tientallen per abdij, werden vaak direct aan de verkoper in tijsn of erfpacht gegeven⁶. Hierbij ging het dus om investeringen gericht op economisch profijt, zonder de bedoeling of de mogelijkheid om de betreffende huizen zelf te gebruiken. In dergelijke gevallen is de benaming stadshof niet op zijn plaats, want deze term is slechts van toepassing op huizen die in eigen gebruik bleven en een directe functie vervulden ten behoeve van activiteiten door een abdij in de stad ontplooid.

De huizen die onder deze definitie vallen, worden in de contemporaine bronnen met verschillende termen aangeduid. In de 15de/16de-eeuwse bronnen van de abdijen Averbode, Berne en Ninove komen zij doorgaans voor als *hospicium* of *herberghe*⁷, welke benaming vooral betrekking lijkt te hebben op hun functie als verblijf- en overnachtingsplaats. Dit blijkt ook uit de benamingen voor het personeelslid dat hier permanent verbleef om het huis op orde te houden: de *hospes* oftewel *herbergier*. Ook de term *mansio* uit 1292 lijkt vooral betrekking te hebben op de rol als overnachtingsplaats. Daarnaast komen we in de norbertijner archieven een enkele maal de term *conciergerij* tegen, zoals in een stuk uit 1478 betreffende het stadshof van Tongerlo in 's-Hertogenbosch⁸. Over het algemeen komen we in de stukken betreffende stadshoven echter vooral de neutrale termen *domus* of *huys* tegen.

De termen refuge of refugiehuis, waarvoor moderne studies met betrekking tot Premonstratenzer abdijen een voorkeur lijken te hebben, vallen in de bronnen niet eerder aan te treffen dan eind-16de eeuw en

⁵ Overigens werd deze aankoopwoede in de loop van de late Middeleeuwen steeds meer aan banden gelegd door beperkende maatregelen van de wereldlijke overheden. Cfr. ook hieronder paragraaf V.

⁶ Dit geldt bijvoorbeeld voor haast alle huizen genoemd in C.L. SPILLEMAECKERS, *Het bezit van de abdij van Grimbergen in Brussel tijdens de late middeleeuwen*, in: *Eigen schoen en de Brabander* 63 (1980) pp. 411-414.

⁷ T.J. GERITS, *Het refugiehuis van Averbode te Maastricht*, in: *De Maasgouw* 84 (1965) kolommen 33-42, aldaar kolom 33 en E. SOENS, *De "herberg" der abdij Ninove te Gent*, in: *Bulletijn der maatschappij van geschied- en oudheidkunde te Gent* 18 (1910) pp. 150-184, aldaar p. 150. Voor de benamingen gebruikt voor het Bernse huis in 's-Hertogenbosch, cfr. H. VAN BAVEL, *Regestenboek van het archief van de Abdij van Berne*, deel II (Heeswijk, 1990) nrs. 539 (1408 maart 3), 540 (1408 maart 15) en 592 (1419 januari 7): in *hospitio sive domo habitationis*, in *hospitio*, en *hospitium*.

⁸ H. HEIJMAN, *De Norbertijnen te 's-Hertogenbosch*, in: *Berne* 31 (1978) pp. 57-63 (eerder verschenen in *Provinciale Noordbrabantsche en 's Hertogenbosche courant* 10 mei 1928).

dan nog slechts in enkele gevallen. Een voorbeeld van zo'n uitzonderingsgeval is een vermelding uit 1583, toen de abt van Veurne met enkele kanunniken zijn intrek nam *in zijn huys van refugie*⁹. Dat deze term juist toen in zwang raakte, lijkt het gevolg te zijn van de godsdiensttroebelen, waardoor de functie van vluchtoord sterk naar voren trad, zoals hieronder nader zal blijken. Buiten deze periode, en zeker vóór het einde van de 16de eeuw, wordt de term refugiehuis echter zelden in de bronnen gebruikt. Ook voor wetenschappelijke studie lijkt het beter een meer algemene term te gebruiken die ruimte laat voor de veelheid aan functies die een dergelijk huis kon vervullen. Vandaar dat hier gekozen is voor de benaming stadshof, welke term (of het Duitse equivalent *Stadthof*) ook door de onderzoekers van de cisterciënzer geschiedenis bij voorkeur wordt gebruikt. Deze benaming is meer geschikt dan de slechts op één enkele functie toegespitste term refugiehuis.

2. Aantallen norbertijner stadshoven

Binnen de definitie die we hier zullen aanhouden, lijken de norbertijner abdijen in de Nederlanden in de hier beschouwde periode elk over gemiddeld ongeveer vijf stadshoven te hebben beschikt. Het ging hierbij dus niet bepaald om een uitzonderlijk fenomeen. Het aantal stadshoven kon echter sterk uiteenlopen van abdij tot abdij. Hierbij was de grootte van de abdij een factor, maar ook de situering van de abdij. De enkele norbertijner abdijen die in de stad waren gevestigd, zoals St.-Michiels in Antwerpen of de O.L.V.-abdij in Middelburg, zullen minder behoefte aan stadshoven elders hebben gehad. Daarnaast waren er ook duidelijke regionale verschillen. Zo is het opvallend dat de Groningse en Friese kloosters nauwelijks of geen stadshoven lijken te hebben bezeten. Slechts van een enkele abdij is een stadshof bekend: Oldenklooster, Nijeklooster, Mariëngaarde en Wittewierum hadden elk een stadshof in de stad Groningen, Lidlum had een stadshof in Franeker¹⁰. Mariëngaarde is

⁹ F. BECUWE, *Van toevluchthuis tot abdij. Grondinname en bouwgeschiedenis van de voormalige St.-Niklaasabdij te Veurne in de 17de eeuw*, in: *Handelingen van het genootschap voor geschiedenis* 126 (1989) pp. 79-100, aldaar, p. 83.

¹⁰ *Oorkondenboek van Groningen en Drente*, deel 2 (1899) nr. 1125 (1402 september 7), C. TROMP (red.), *Groninger kloosters* (Assen/Maastricht, 1989) pp. 47-48 en 55, N. BACKMUND, *Monasticon Praemonstratense*, deel 2 (Straubing, 1952) pp. 208 en 214, en J.A. FEITH, *De rijkdom der kloosters van Stad en Lande*, in: *Groningsche volksalmanak* (1902) p. 20, en D.A. WUMKES, *Sibrandus Leo's abtenlevens der Friesche kloosters*

de enige abdijs van de Friese circarie waarvan nog een tweede vestiging in een stad bekend is: zij bediende de St.-Vitusparochie in Leeuwarden en had derhalve ook in deze stad een steunpunt¹¹. Dat wij slechts zo'n klein aantal stadshoven van de abdijen van de Friese circarie kennen, is wellicht deels een gevolg van de bronnenschaarste met betrekking tot deze instellingen, maar zelfs als het werkelijke aantal stadshoven iets hoger zou hebben gelegen, dan nog steekt dit schril af bij de aantallen van de abdijen van de Brabantse circarie, waarvan sommige talrijke stadshoven bezaten. Zo bijvoorbeeld de abdijs Averbode, die in de late Middeleeuwen over stadshoven in elf verschillende plaatsen heeft beschikt, namelijk in Antwerpen, Brussel, Diest, 's-Hertogenbosch, Leuven, Mechelen, Sint-Truiden en Tienen, en daarnaast gedurende kortere tijd in Luik, Zoutleeuw en Maastricht¹². Bij dit hoge aantal moet bedacht worden dat Averbode deze stadshoven niet alle tegelijkertijd bezat; het huis in Maastricht bijvoorbeeld is slechts van circa 1490 tot 1516 in handen van deze abdijs geweest. Bij een synchrone peiling zullen het er echter toch wel vijf à tien stuks zijn geweest, wat een groot verschil is met de Friese en Groningse abdijen.

Men zou geneigd zijn te denken dat de hogere urbanisatiegraad van Brabant en omliggende gewesten hierbij een rol speelde: in Friesland en Groningen waren in de late Middeleeuwen immers minder steden te vinden en waren de meeste stedelijke nederzettingen vrij klein, afgezien van de stad Groningen. Misschien zijn de norbertijner abdijen in het Noorden in sterkere mate op het platteland georiënteerd gebleven dan de abdijen van de Brabantse circarie. Een rol zal dit zeker hebben gespeeld, maar bij nader inzien kan dit toch niet de enige reden zijn geweest. De abdijen van de Brabantse circarie hadden namelijk niet alleen hoven in steden die in de directe omgeving van de abdijs waren gelegen, maar ook in steden op grotere afstand. De abdijs Tongerlo, gelegen in de Antwerpse Kempen, bezat tijdens de late Middeleeuwen bijvoorbeeld ook

Mariëngaard en Lidlum (Bolsward, 1929) pp. V en XXI. Cfr. voor de stadshoven van de Friese cisterciënzers J.A. MOL, *Besitzerwerbungen der friesischen Zisterzienserklöster Klaarkamp, Bloemkamp und Gerkeskloster*, in: K. ELM (red.), *Erwerbspolitik und Wirtschaftsweise mittelalterlicher Orden und Klöster* (Berlin, 1992) pp. 67-96, aldaar pp. 87-88.

¹¹ Cfr. voor het (geringe) norbertijner bezit aan patronaatsrechten en pastorieën in de steden ook hieronder paragraaf III.

¹² T.J. GERITS, *Het Mechels refugiehuis van Averbode in het begin van de 18de eeuw*, in: *Studia Mechliniensia* (Mechelen, 1976) pp. 315-322, aldaar p. 315, en dezelfde, *Het refugiehuis van Averbode te Maastricht*, kolom 33.

hoven in steden als Breda en Brussel, en in 's-Hertogenbosch, op zo'n 70 km afstand gelegen¹³. Hetzelfde geldt voor Postel, dat hoven had in de nabijgelegen stadjes Bree en Diest, maar daarnaast ook in de grotere en meer veraf gelegen steden Leuven en 's-Hertogenbosch, in Lier, bekend om haar belangrijke veemarkt, en in het aan de Rijn gelegen Emmerik¹⁴. Blijkens deze soms grote afstanden, had dus op zich niets de Groningse en Friese abdijen hoeven te beletten om steunpunten te verwerven in steden als Steenwijk, Kampen, Zwolle, Deventer, of zelfs in Osnabrück of Bremen. Dit lijken zij echter niet te hebben gedaan; op de mogelijke redenen daarvoor komen we hieronder nog terug.

Wanneer we nu de bovengenoemde aantallen, die bij verder onderzoek zeker nog bijgesteld en gepreciseerd kunnen worden, vergelijken met die voor cisterciënzer abdijen, dan blijken zij daarvan niet veel te verschillen. Ook daar groeide namelijk het aantal stadshoven gedurende de late Middeleeuwen tot ongeveer vijf à tien per abdijs, althans bij de onderzochte stichtingen in het Rijngebied en Midden-Duitsland. Zo beschikten grotere instellingen als Haina en Himmerod elk over tien stadshoven, terwijl kloosters als Otterberg, Schönau en Bronnbach elk vijf of zes stadshoven hadden, en Bebenhausen niet meer dan twee¹⁵. Dit komt ongeveer overeen met de aantallen van de norbertijner abdijen in de Nederlanden, al zullen ook hier de regionale verschillen groot zijn geweest.

Over de chronologie in de ontwikkeling van het aantal norbertijner stadshoven valt bij gebrek aan gegevens weinig te zeggen, wat zeker geldt voor de vroegste periode. Naar analogie van de cisterciënzers in het Nederrijngebied valt te veronderstellen dat de oudste stadshoven zullen dateren uit de tweede helft van de 12de eeuw¹⁶. Waarschijnlijk verwierven de meeste abdijen al enkele decennia na hun stichting een hof in een stad, maar te staven valt dit vermoeden niet. Eén van de oudst bekende norbertijner stadshoven is dat van Postel in 's-Hertogenbosch,

¹³ N. BACKMUND, *Monasticon Praemonstratense*, deel 2, p. 331.

¹⁴ Th.I. WELVAARTS, *Het refugiehuis der abdijs Postel te 's Hertogenbosch* ('s-Hertogenbosch, 1888) p. VII.

¹⁵ W. SCHICH, *Die Wirtschaftstätigkeit der Zisterzienser*, pp. 224-225 en J. SYDOW, *Die Zisterzienserabtei Bebenhausen*. *Germania sacra*. Neue Folge 16 (Berlin/New York, 1984) pp. 151 en 159-160.

¹⁶ Cfr. W. SCHICH, *Der Handel der rheinischen Zisterzienserklöster und die Einrichtung ihrer Stadthöfe im 12. und 13. Jahrhundert*, in: R. KOTTJE (ed.), *Die niederrheinischen Zisterzienser im späten Mittelalter. Reformbemühungen, Wirtschaft und Kultur* (Köln, 1992) pp. 49-73.

ontstaan rond 1250¹⁷. Volgende vermeldingen van stadshoven dateren vooral van het einde van de 13de eeuw. Samengaan met het urbanisatieproces is het aantal stadshoven toen waarschijnlijk sterk toegenomen. Dit blijkt ook uit de oorkonden in de periode tussen maart en juli 1292 voor de verschillende Brabantse abdijen uitgevaardigd door hertog Jan van Brabant, waarin hij bepaalde dat deze instellingen niet meer dan één stadshof (*mansio*) in elk van de zeven vrije steden van het hertogdom mochten bezitten¹⁸, wat wijst op een sterke verbreiding van dit fenomeen. In de loop van de volgende eeuwen lijkt het aantal stadshoven geleidelijk nog verder te zijn toegenomen, om tegen het einde van de hier onderzochte periode de grootste omvang te bereiken.

3. De functies van norbertijner stadshoven

Onder de verschillende functies die de stadshoven voor de abdijen vervulden, springt er één duidelijk naar voren: de functie van opslag- en overslagplaats van producten. Zeker in de vroegste periode ging het hierbij vooral om landbouwproducten die op abdijgoederen in de omgeving van de betreffende stad waren voortgebracht, bijvoorbeeld op een nabijgelegen uithof. Deze producten werden vaak voor een belangrijk deel naar een stadshof vervoerd en hier opgeslagen, om ze vervolgens door te voeren of in de stad op de markt te brengen.

Als zodanig vormden de norbertijner stadshoven dus een schakel in de route waarlangs agrarische surplussen hun weg naar de stedelijke markt vonden. Dit onderwerp, en in ruimere zin de interactie tussen stad en land, heeft in de afgelopen jaren ruim aandacht van historici gekregen, zeker voor wat de laat-middeleeuwse periode betreft. Deze aandacht gold bijvoorbeeld de invloed van rurale ontwikkelingen op het verloop

¹⁷ H.L. JANSSEN, *De materiële cultuur van de middeleeuwse stedelijke kloosters in Nederland als probleem van de historische interpretatie van archeologische gegevens*, in: *Ons geestelijk erf* 59 (1985) pp. 313-343, met name 332-335, en dezelfde, *Van uithof tot stadshof. Een functionele analyse van de opgraving van de uithof van Postel te 's-Hertogenbosch'*, in: S. VAN DE PERRE (red.), *De stadshoven van de premonstratenzer abdijen in de Nederlanden* (Brussel, 1995) pp. 29-46.

¹⁸ Oorkonden met deze strekking werden onder meer uitgevaardigd voor Park (1292 april 18), Dielegem (1292 april), Gempe (1292 april), Averbode (1292 april), Grimbergen (1292 juli 16), Sint-Michiels (1292 juli 16) en Tongerlo (1292 juli 16). In verschillende abdij-archieven is deze oorkonde in origineel bewaard gebleven, cfr. *Oorkondenboek van Noord-Brabant I* ('s-Gravenhage, 1979) nrs. 470-473, 475-476 en 478-480.

van de urbanisatie¹⁹. Op dit vlak hebben de norbertijner en cisterciënzer abdijen een belangrijke rol gespeeld. Door de opbouw van een enorm grondbezit en de succesvolle exploitatie daarvan, gevoegd bij een vrij sobere levenswijze, althans in de vroegste periode, waren zij in staat enorme overschotten op de markt te brengen²⁰. In de 12de/13de eeuw, toen de beschikbare surplussen op het platteland nog zeer gering waren, zullen zij zo dus een grote bijdrage aan de mogelijkheden tot stadsontwikkeling hebben geleverd. Andersom heeft de opkomst van stedelijke markten echter ook aan abdijen de mogelijkheid geboden hun agrarische overschotten te verkopen, waardoor zij de materiële basis kregen voor een verdere groei en bloei, bijvoorbeeld voor de verruiming van hun religieuze activiteiten, maar ook voor de opbouw van een kunstpatrimonium of de uitbreiding van het abdijscomplex.

Voor de vermarkting van hun surplussen hadden de abdijen wel een overslagpunt nodig dat strategisch gelegen was ten opzichte van zowel de rurale goederen als de stedelijke markt. Dit overslagpunt kon bestaan uit een uithof die in de omgeving van een stad lag, maar meestal was het toch een hof direct aan de rand van de stad of in de stad zelf. Een mooi voorbeeld hiervan is het hof van Postel te 's-Hertogenbosch, waarvan de functie met name uit archeologische gegevens aannemelijk kon worden gemaakt²¹. Gunstig gelegen aan de rivier de Dommel, die hier goed bevaarbaar was, en gesitueerd aan de rand van de stad, zoals geldt voor veel stadshoven uit deze periode²², heeft deze vestiging vooral gediend als opslag- en doorvoercentrum van de graanopbrengsten van de Postelse goederen in de Kempen. Dit blijkt ook uit de grote opslagruimte van circa 18 bij 10 meter, die hier rond 1250 is gebouwd. Pas vanaf het midden van de 14de eeuw, toen het hof door de uitleg van de stadsomkering binnen in plaats van juist buiten de stadsmuren was komen te

¹⁹ Cfr. bijvoorbeeld E. THOEN, *From a medieval "commercial peasant economy" to the period of industrialisation. The Flemish countryside and the transition debate*, in: P.C.M. HOPPENBROUWERS & J.L. VAN ZANDEN (red.), *From peasants to farmers? The Brenner debate and the Netherlands* (binnenkort te verschijnen).

²⁰ Cfr. G. DESPY, *Les richesses de la terre: Cîteaux et Prémontré devant l'économie de profit aux XIIe et XIIIe siècles*, *Problèmes d'histoire du Christianisme* 5 (1975) pp. 58-80, met name pp. 76-78, en L.J.R. MILIS, *Angelic monks and earthly men. Monasticism and its meaning to medieval society* (Woodbridge, 1992) pp. 38-40.

²¹ H.L. JANSSEN & P.A.M. ZOETBROOD, *De uithof en het refugiehuis van de Abdij van Postel*, in: Van bos tot stad. Opgravingen in 's-Hertogenbosch ('s-Hertogenbosch, 1983) pp. 74-88, en H.L. JANSSEN, *Van uithof tot stadshof*.

²² Cfr. W. SCHICH, *Der Handel der rheinischen Zisterzienserklöster*, pp. 60, 65-67 en 71-72.

liggen, verdween de opslagfunctie meer naar de achtergrond en werd de woonfunctie belangrijker, zoals ook blijkt uit de ingrijpende herbouw.

Deze veranderde functie hing waarschijnlijk ten dele samen met de ontwikkelingen in de economie van de norbertijner abdijen. De omvang van de agrarische surplussen die door de abdijen op de markt werden gebracht, nam in de loop van de late Middeleeuwen namelijk geleidelijk steeds verder af, waarmee ook de betekenis van de stadshoven als overslagplaats afnam. In de eerste plaats werden de agrarische surplussen kleiner omdat de abdijen langzamerhand de directe exploitatie van hun goederen opgaven en overschakelden op de pacht²³, waardoor zij steeds minder zelf produceerden. Bovendien werden de pachtsommen van grond en tienden in toenemende mate voldaan in specie in plaats van in natura, waardoor de abdijen minder agrarische producten ontvingen. Snel verliep dit proces overigens niet. Zelfs in de 15de/16de eeuw was het aandeel van de natura-leveringen in de pachtsom vaak nog vrij groot²⁴, zeker in streken waar de geld-economie langzamer doordrong.

Een mooi voorbeeld van een norbertijner stadshof dat nog lang als overslagplaats van landbouwproducten fungeerde, is het Spijker te Diest²⁵. Dit stadshof, waarvan de naam (*spicarium* = graanschuur) reeds veelzeggend is, werd door de abdij Tongerlo gebruikt om het graan dat geïnd was uit pachten en tienden te verzamelen en op te slaan. Meest opvallende onderdeel van het hof is de enorme graanschuur, in haar huidige vorm gebouwd in 1562. Dat men toen nog bereid was deze investering te plegen, wijst er op dat dit stadshof haar functie als graanoverslagplaats nog niet had verloren. De schuur, liefst zes verdiepingen hoog, leende zich uitstekend voor deze functie. Niet alleen was hij gunstig gelegen aan de samenvloeiing van de Demer en de Verversgracht,

²³ Cfr. voor de chronologie van de overschakeling op de pacht bij de religieuze instellingen in de Nederlanden: B.J.P. VAN BAVEL, *Transitie en continuïteit. De bezitsverhoudingen en de plattelands-economie in het westelijke gedeelte van het Gelderse rivierengebied, ca. 1300 – ca. 1570* (Hilversum, 1999) pp. 500-507 en 527.

²⁴ E. THOEN, *De landbouweconomie in Vlaanderen gedurende de late Middeleeuwen en het begin van de Moderne Tijden* (Gent, 1988) pp. 572-573, en B.J.P. VAN BAVEL, *Pachtboek, pachtcontract, legger, pachtrekening-courant en rekening. Typologie en interpretatie van de laat-middeleeuwse bronnensoorten met betrekking tot de verpachting van grondbezit*, in: D.E.H. DE BOER e.a. (red.), *Vander rekeninghe* (Den Haag, 1998) pp. 99-109, aldaar pp. 106-109.

²⁵ G. DE BÉTHUNE, *Het Spijker te Diest*, in: *De woonsteden door de eeuwen heen* 92 (dec. 1991) pp. 2-10. Cfr. ook L.C. VAN DYCK, *De abdij van Tongerlo* (Averbode, 1999) pp. 208-209.

maar ook was de schuur zo geconstrueerd dat men het graan via laaddeuren rechtstreeks vanuit de schepen op de zolders kon brengen.

Kon de functie van het Postelse stadshof in 's-Hertogenbosch vooral door archeologische vondsten gereconstrueerd worden en die van het Tongerlose stadshof in Diest met name door bouwkundig onderzoek, voor het stadshof van Mariënweerd in Grave bleek het mogelijk een reconstructie uit te voeren aan de hand van archiefmateriaal. De functie van dit hof blijkt eveneens hoofdzakelijk te hebben gelegen binnen het landbouw-economische systeem van de abdij, en het blijkt net als het Tongerlose stadshof in Diest deze functie nog tot diep in de 16de eeuw te hebben behouden. Het stadshof in Grave vervulde met name een complementaire rol met betrekking tot de Mariënweerdse uithof te Mill, gelegen in het Land van Cuijk²⁶. De uithofgoederen in Mill brachten voornamelijk rogge, wol, turf en hout voor, welke producten in de directe omgeving van Mariënweerd schaars waren. Derhalve werden deze goederen deels naar de abdij vervoerd, wat gezien de grote afstand van hemelsbreed circa 65 km alleen over water kon gebeuren. Hiertoe had de abdij een verkeersgeografisch gunstig gelegen overslagplaats nodig, waar zij eventueel ook de producten die zij niet binnen de kloosterhuishouding gebruikte op de markt zou kunnen brengen.

Dit strategische steunpunt zocht Mariënweerd in Grave, op ongeveer tien kilometer van Mill gelegen aan de oever van de rivier de Maas. In elk geval vanaf de 14de eeuw²⁷, maar waarschijnlijk ook al eerder, bezat de abdij hier een stadshof, dat we ons als groot huis met opslagruimte en stallen moeten voorstellen. In 1449 kocht abt Dirk Spuelre à raison van 300 rinjse gulden voor de abdij een nieuw huis in Grave²⁸, dat net als de eerdere Mariënweerdse stadshoven alhier een onlosmakelijk onderdeel vormde van de organisatie en het beheer van de abdijsgoederen in het Land van Cuijk. Dergelijke tweelinghoven, bestaande uit een uithof en stadshof op korte afstand van elkaar²⁹, zijn waarschijnlijk niet ongewoon geweest bij de norbertijner en cisterciënzer abdijen.

²⁶ Zie B.J.P. VAN BAVEL, *Mariënweerd*, met name pp. 304-311, en dezelfde, *Goederen-exploitatie van het klooster: de uithof*, in: E. KOCH e.a. (red.), *Over kaken, broodbanken en etstolen: sporen van middeleeuws Nederland* (Utrecht, 1995) pp. 60-61.

²⁷ Algemeen Rijksarchief ('s-Gravenhage), Nassause Domeinraad, fonds Mariënweerd, nrs. 28 (1390) en 29 (1390).

²⁸ Archief Abdij Mariënweerd inv.nrs. 5 f. 30r en 6 f. 41v-42r.

²⁹ Cfr. voor enkele voorbeelden bij Duitse cisterciënzer abdijen W. SCHICH, *Die Wirtschaftstätigkeit der Zisterzienser*, pp. 226-227.

Over het praktische functioneren van het stadshof te Grave verschaften de 16de-eeuwse bronnen enkele gegevens. Op dat moment had Mariënweerd de directe exploitatie van deze uithof al opgegeven en de goederen verpacht. Een groot deel van de pacht werd echter nog steeds in natura betaald, rond 1570 nog zo'n twee-derde van de pachtsommen³⁰, wat laat zien hoe geleidelijk de overgang van directe exploitatie naar volledige geld-pacht kon verlopen. Ook passend in deze overgangperiode waren de arbeidsdiensten die nog steeds aan de pachters werden opgelegd. Zo hadden de Mariënweerdse pachters uit Mill de verplichting om de rogge die de abdij uit haar uithofgoederen ontving naar Grave te vervoeren, een heidens karwei waar tientallen wagens en bijna honderd sterke mannen aan te pas kwamen. In Grave werd de rogge op graanzolders opgeslagen, hetzij gehuurd of beschikbaar gesteld door de rentmeesters van de abdij ter plaatse³¹, hetzij op de eigen zolders van het Mariënweerdse stadshof. De rogge bleef daar liggen *ter tijt toe mijn erwaerde heer [= de abt] dieselve haelen laet offte volmaecht gheefft om te verkoepen*³². In oorlogstijd, wanneer de abdij op de markten in haar directe omgeving niet of slechts tegen hoge kosten in haar graanbehoefte kon voorzien, gaf de abt inderdaad vaak opdracht van de rogge naar Mariënweerd te vervoeren. Onder normale omstandigheden werd echter het merendeel van de geïnde rogge op de markt te Grave verkocht. Deze verkoop blijkt steeds gebeurd te zijn met een scherp oog op de ontwikkeling van de graanprijzen. In dit opzicht was de abdij duidelijk in het voordeel ten opzichte van de kleine boeren, die uit noodzaak hun kleine overschotten vaak direct moesten verkopen.

In vreedetijd bracht Mariënweerd zodoende grote hoeveelheden rogge op de markt in Grave. Rond het midden van de 16de eeuw, toen de pachtverplichtingen al deels waren omgezet in geldbetalingen, verkocht zij hier gemiddeld nog steeds zo'n 250 à 325 hl rogge per jaar, wat voldoende was om een geheel jaar in de behoefte aan broodgraan van ongeveer honderd volwassenen te voorzien³³. Voor een stadje als Grave, met

³⁰ B.J.P. VAN BAVEL, *Mariënweerd*, pp. 295-301.

³¹ Cfr. bijvoorbeeld Archief Abdij Mariënweerd inv.nr. 106 (1576).

³² Archief Abdij Mariënweerd inv.nr. 106 (1576).

³³ F. IRSIGLER, *Getreidepreise, Getreidehandel und städtische Versorgungspolitik in Köln, vornehmlich im 15. und 16. Jahrhundert*, in: *Die Stadt in der europäischen Geschichte. Festschrift Edith Ennen* (Bonn, 1972) pp. 571-572, en R. KIEBLING, *Stadt und Kloster. Zum Geflecht herrschaftlicher und wirtschaftlicher Beziehungen im Raum Memmingen im 15. und in der 1. Hälfte des 16. Jahrhunderts*, in: I. BATORI (red.), *Städtische Gesellschaft und Reformation* (Stuttgart, 1980) pp. 155-190, aldaar pp. 172-180.

ongeveer 1.400 inwoners, volwassen en niet-volwassen, was dit relatief een grote hoeveelheid. Dit geeft enig idee van de betekenis van de afzet van overschotten van de abdijgoederen voor de stedelijke economie en ook in de functie die de stadshoven daarbij vervulden. Zeker in de 12de-14de eeuw, toen de steden veelal nog klein waren en de marktgerichte productie op het platteland nog niet sterk was ontwikkeld, zullen de steden zwaar hebben gesteund op de relatief grote overschotten die van de uithoven via de stadshoven op de stedelijke markt kwamen. Hiervan waren de stedelijke overheden zich waarschijnlijk zeer wel bewust. Ondanks hun strijd tegen de uitbreiding van bezit in de dode hand zullen zij zich dus wellicht niet in alle gevallen tegen de vestiging van stadshoven hebben gekeerd.

Wat deze functie van de stadshoven betreft, valt overigens wel een geografisch onderscheid aan te brengen. Bij de overschotten die door de abdijen van de Brabantse circarie op de stedelijke markt werden gebracht, ging het vooral om graan: rogge van de zandgronden, bijvoorbeeld uit de Kempen, verder haver van veengronden of lage kleigronden, en vooral tarwe van de vruchtbare kleigronden, zoals in Zeeland of het Gelderse rivierengebied. Graan was een basaal bulkproduct, dat vrij lang kon worden bewaard. Zoals hierboven al zijdelings bleek, kon een lange bewaartijd zelfs gunstig zijn vanwege een mogelijke stijging van de graanprijzen in de loop van het jaar. De stadshoven met hun enorme schuren konden dus met betrekking tot de graanopslag volop hun diensten bewijzen. Voor de abdijen van de Friese circarie is het belang van de graanteelt gezien de fysisch-bodemkundige omstandigheden en de ontwikkeling van de landbouw waarschijnlijk minder groot geweest; zij zullen minder in staat zijn geweest grote surplussen aan graan op de markt te brengen. Deze abdijen beschikten wel over andere marktware producten, met name afkomstig van de veeteelt, zoals boter, kaas en huiden. Dit waren geen echte bulkproducten en bovendien waren ze deels minder goed bewaarbaar. De afzet lijkt dan ook veel directer te zijn verlopen: rechtstreeks vanuit het schip naar de kopers, bijvoorbeeld in de havensteden in het noorden van Duitsland. Stadshoven waren hierbij niet echt nodig³⁴, wat het relatief geringe aantal stadshoven van de Friese abdijen mede helpt verklaren.

Nog een tweede geografische onderscheid moet worden aangebracht. Zoals we zagen, nam bij de stadshoven de functie van overslagplaats

³⁴ Met dank aan J.A. Mol (Fryske Akademy) voor deze suggestie.

vanaf de 13de/14de eeuw geleidelijk in belang af. Dit was een proces dat eveneens duidelijke geografische verschillen vertoonde. In gebieden waar steden, markten en handel sterk vertegenwoordigd waren en de geld-economie zich sterk doorzette, zoals in het Nederlandse rivierengebied of de kustgewesten³⁵, zal deze functie vrij snel zijn verdwenen. In gebieden waar deze elementen minder sterk waren en de natura-economie langer intact bleef, zoals in veel landgewesten, treffen we deze functie bij de stadshoven echter nog in de 16de eeuw volop aan. Dat juist in Grave en Diest, gelegen aan de rand van respectievelijk de Peel en de Kempen, nog in de 16de eeuw voorbeelden van zulke stadshoven waren te vinden, is dus geenszins toevallig.

Over het algemeen, met inachtneming van deze geografische nuance, kan men echter zeggen dat de omvang van de agrarische overschotten die door de abdijen op de markt werden gebracht in de loop van de late Middeleeuwen steeds verder afnam. Steeds minder werden de norbertijner abdijen producent of leverancier van voedingswaren en grondstoffen. Wel bleven de abdijen nog koopkrachtige afnemers, die hun geld vooral op de stedelijke markten besteedden. In deze nieuwe situatie werden stadshoven nog wel gebruikt als overslagplaats, maar in mindere mate dan voorheen, en nu vooral ten behoeve van de inkoop van producten door de abdij. Een mooi, alhoewel enigszins uitzonderlijk voorbeeld hiervan vormt het transport van 1.798 planken, in mei 1528 door Tongerlo ingekocht in Amsterdam³⁶. Deze planken, bestemd voor de bouw van het nieuwe koorgestoelte, werden eerst door twee schippers naar Antwerpen vervoerd en daar opgeslagen in het Tongerlose stadshof. Vervolgens werden de planken door pachters van Tongerlo vanuit het stadshof per kar naar de abdij gereden.

Dergelijke transporten vonden echter slechts incidenteel plaats. De rol van overslagpunt, die de stadshoven vooral op grote schaal vervulden toen de abdijen hun goederenbezit nog rechtstreeks uitbaatten en omvangrijke agrarische overschotten te vervoeren hadden, werd derhalve vanaf de 13de/14de eeuw over het algemeen minder belangrijk. De andere functies van de stadshoven bleven echter wel over en werden soms zelfs wat sterker, zodat zij in elk geval relatief aan belang gingen winnen.

³⁵ J. DE VRIES, *The Dutch rural economy in the Golden Age, 1500-1700* (New York/London, 1978) met name pp. 4-10 en 241-242, en B.J.P. van Bavel, *Transitie en continuïteit*, pp. 558-568.

³⁶ Archief Abdij Tongerlo sectie II nr. 567 ff. 90v, 92r, 93r en 96r (1528 mei).

Eén van deze functies was die van overnachtingsplaats voor ambtsdragers en personeelsleden van de abdij. Zo werden stadshoven gebruikt als logeeraadres wanneer de inkoop van kunst- of nijverheidsvoorwerpen een verblijf in de stad noodzakelijk maakte. Deze functie vervulde bijvoorbeeld het hof van Averbode in Maastricht, in welke stad de abdij in de jaren rond 1500 achtereenvolgens een retabel, een koordoxaal, glasramen, koperen kerkmeubilair en traliewerk bestelde en ook wol, leien, nagels en kalk inkocht³⁷. Toen de abdij zich in de loop van de 16de eeuw voor haar inkopen meer op de Brabantse steden ging richten, stootte zij het stadshof in Maastricht af, wat eveneens — maar dan vanuit het omgekeerde — een aanwijzing vormt voor de rol als logeeraadres ten behoeve van inkopen die voordien door dit stadshof werd vervuld.

In het verlengde hiervan ligt de functie van de stadshoven als pied-à-terre ten behoeve van contacten of onderhandelingen met kerkelijke en wereldlijke overheden. Zo bezaten de abdijen van Ninove en Drongen een stadshof in Gent, mede omdat de abten zitting hadden in de Staten van Vlaanderen en in andere representatieve lichamen, die hier tamelijk frequent vergaderden³⁸. Evenzo beschikten veel Brabantse abdijen over een stadshof in Brussel, ten behoeve van de abten die de vergaderingen van de Staten van Brabant wilden bijwonen. Ook voor de langdurige bijeenkomsten van de Staten-Generaal, vaak gehouden in steden als Brussel, Antwerpen of Mechelen, zullen de stadshoven hun nut hebben bewezen, bijvoorbeeld voor de abt van Bonne-Espérance, die in de tweede helft van de 15de eeuw als vertegenwoordiger van de Henegouwse geestelijkheid regelmatig op deze vergaderingen verscheen³⁹. Eenzelfde functie vervulden de stadshoven in bisschopssteden, zoals in Utrecht en (vanaf 1559) Mechelen, in welke laatste stad bovendien de Grote Raad zetelde. De positie van Mechelen weerspiegelt zich in het feit dat tenminste vijf norbertijner abdijen hier in de 16de eeuw over een stadshof beschikten.

De lijst met contacten die door de abdijen vanuit deze stadshoven werden onderhouden, is hiermee overigens nog geenszins uitgeput. Te memoreren vallen bijvoorbeeld ook de beraadslagingen met advocaten of procureurs in belangrijke centra, of de deelname van abdijsfunctionarissen aan de grote processies in de steden, maar ook de aanwezigheid

³⁷ T.J. GERITS, *Het refugiehuis van Averbode te Maastricht*, kolommen 34-35.

³⁸ Cfr. E. SOENS, *De "herberg" der abdij van Ninove te Gent*, p. 150.

³⁹ R. WELLENS, *Les Etats généraux des Pays-Bas des origines à la fin du règne de Philippe le Beau, 1464-1506* (Heule, 1974) pp. 421-525: in de periode 1464-1506 verscheen hij liefst acht keer op deze vergaderingen, die vaak enkele weken duurden.

van norbertijnen op bijeenkomsten van de stedelijke broederschappen. Zo bijvoorbeeld bij de beroemde O.L.V.-broederschap in 's-Hertogenbosch, die vooral in de decennia rond 1500 talrijke norbertijnen onder haar leden telde⁴⁰. Onder hen waren kanunniken van Postel en Berne, en abten van Mariënweerd, Floreffe, Middelburg, Berne en Tongerlo, die merendeels behoorden tot de gezworenen, de relatief kleine kern van de broederschap, en die regelmatig bij de broederschapsactiviteiten aanwezig zullen zijn geweest.

De stadshoven in universiteitssteden werden ook gebruikt als residentie voor studerende kloosterlingen. Het huis dat Mariënweerd aan het begin van de 15de eeuw in Keulen had aangekocht⁴¹, heeft waarschijnlijk deze functie vervuld voor de Mariënweerders die aan de Keulse universiteit studeerden. Het belangrijkste en duidelijkste voorbeeld van een als zodanig functionerende stadshof is echter het college dat aan het einde van de 16de eeuw werd opgericht voor de studenten van de Brabantse circarie te Leuven (het *collegium circariae Brabantiae*). De abdij Grimbergen had in het begin van de 15de eeuw een stadshof in Leuven verworven van de patricische familie Absolons⁴². Dit stadshof werd rond 1570 voorwerp van onderhandelingen tussen de abten van Averbode, Park, Ninove en Grimbergen, met als inzet de inrichting van dit huis tot college voor norbertijner studenten. In januari 1572 werden deze onderhandelingen afgerond: Grimbergen stelde haar stadshof ter beschikking, al behield zij zich wel een gedeelte hiervan voor als logeerplaats, terwijl de andere drie abdijen een financiële bijdrage zouden leveren⁴³. Het gebouw, gelegen aan de Naamse Straat, werd overigens in 1755 volledig herbouwd en behoort thans aan de universiteit.

Nadat de stadshoven hun belang als opslag- en overslagplaats van agrarische producten tijdens de late Middeleeuwen langzamerhand gingen verliezen, werd naast al deze bovengenoemde functies echter vooral hun rol als refugiehuis steeds belangrijker. Een dergelijk stadshof dat

⁴⁰ Cfr. bijvoorbeeld G.C.M. VAN DIJCK, *De Bossche optimaten. Geschiedenis van de Illustere Lieve Vrouwebroederschap te 's-Hertogenbosch, 1318-1973* (Tilburg, 1973) pp. 71, 80, 87, 198-199, 218-219, 448 en 455-457 voor de norbertijnen die lid van deze broederschap zijn geweest.

⁴¹ W. HOEVENAARS, *Bijdragen tot de geschiedenis van de abdij van Mariënweerd* (Utrecht, s.d.) nr. 14 (1436 juli 25).

⁴² C.L. SPILLEMAECKERS, *De abdij van Grimbergen te Leuven*, in: *Eigen schoon en de Brabander* 59 (1976) pp. 247-248.

⁴³ P. LEFÈVRE, *Le collège des Prémontrés à Louvain*, in: *Analecta Praemonstratensia* 11 (1935) pp. 44-73, aldaar pp. 44-47.

vooral als toevluchtsoord binnen de veilige stadsmuren werd gebruikt, treedt duidelijk naar voren in de 16de-eeuwse archiefstukken van de abdij Mariënweerd. Het betreft hier een huis gelegen in de Nieuwstad te Culemborg, op slechts vijf kilometer afstand van de abdij. Tijdens de 16de eeuw heeft het convent hier meermaals zijn toevlucht gezocht. Zo hebben de kloosterlingen hier bijvoorbeeld enkele maanden geschuild in 1527, toen de streek rond Mariënweerd het brandpunt werd van de strijd tussen de Utrechts-bisschoppelijke en Gelderse troepen.

Blijkens de verbouwingsrekeningen moet dit stadshof behoorlijk groot zijn geweest. Het was niet alleen voorzien van een zaal, verscheidene kamers en kelders, maar ook van hooibergen, schuren en een stal⁴⁴. De Mariënweerdse rentmeester van het rentamt Culemborg fungeerde meestal als tijdelijk bewoner van dit complex, zodat hij samen met zijn echtgenote en een door de abdij gesalarieerde dienstmaagd kon zorgdragen voor het onderhoud en vooral ook voor een permanente staat van paraatheid ingeval zich een noodsituatie zou voordoen⁴⁵. Dat men inderdaad op een overhaaste komst van de kanunniken was voorbereid, blijkt onder meer uit de inventaris van huisraad die in 1544 werd opgesteld⁴⁶. Aan slaapgerei beschikte dit huis bijvoorbeeld over 27 hoofdkussens, 26 slaaplakens, 18 wollen kussens en acht bedden met gordijnen, hoofdkussens en dekens, terwijl hier bovendien zes tinnen pispotten beschikbaar waren. Uit deze inventaris en vooral uit de aanwezige aantallen blijkt duidelijk de functie van refugiehuis die dit gebouw voor de abdij vervulde.

Een vergelijking van deze inventaris met die van andere norbertijner stadshoven legt duidelijke verschillen bloot. Zo blijkt uit de inventaris van huisraad in het hof van Averbode in Maastricht, opgemaakt in 1516, dat hier slechts twee matrassen, een opklapbed, twee rustbedden en twee pispotten aanwezig waren⁴⁷. Dit stadshof, overigens waarschijnlijk niet meer dan een eenvoudig huis, was blijkens de inventaris niet bedoeld als refugiehuis voor de abdij, wat ook niet voor de hand ligt gezien de grote afstand, maar als logeeradres voor hoogstens enkele abdijsleden.

⁴⁴ Archief Abdij Mariënweerd inv.nrs. 143 (1527) f. 6r-8v en 144 (1534) f. 7r-7v.

⁴⁵ Arbeidscontract met de dienstmaagd alhier: Archief Abdij Mariënweerd inv.nr. 89 f. 102v (1555).

⁴⁶ Archief Abdij Mariënweerd inv.nr. 103 (1544 juli 25) met aanvulling (1553 oktober 18).

⁴⁷ T.J. GERITS, *Het refugiehuis van Averbode te Maastricht*, p. 36.

Overigens vermelden de bronnen slechts zelden de aanwezigheid van een kapel in de norbertijner refugiehuizen, terwijl juist deze stadshoven bedoeld waren om in noodgeval de kanunniken langdurig onderdak te verlenen. Zeker als zij hier vanwege oorlogsgevaar gedurende een langere tijd zouden verblijven, zullen de kanunniken toch behoefte aan een kapel hebben gehad. Voor het Mariënweerdse refugiehuis in Culemborg gold dit probleem niet, aangezien de abdij Mariënweerd de parochie van de Culemborgse stadswijk Lanxmeer bediende en dus al een religieus steunpunt binnen de stadsmuren bezat. Weliswaar viel de Lanxmeerse pastorie niet samen met het stadshof, wat overigens opvallend is, maar de parochiekerk kon wel dienst doen voor de gevluchte Mariënweerders. Dit geval was echter een uitzondering, aangezien er verder maar weinig stadsparochies waren waarvan de norbertijner abdijen het patronaatsrecht bezaten⁴⁸. Toch lijken de abdijen slechts zelden ertoe te zijn overgegaan een eigen kapel in hun stadshoven op te richten. Dit gebeurde wel in het hof van Averbode in Diest, waar de kapel in 1506 werd ingewijd door de wijbisschop van Luik⁴⁹. Een dergelijke stadshof-kapel lijkt echter meer uitzondering dan regel te zijn geweest.

Nog een laatste functie van de stadshoven moet hier behandeld worden: die van (semi-)permanente residentie voor de kanunniken. Deze functie treedt vooral in de 16de eeuw naar voren, als met name de norbertijner abten zich vaak langdurig in de stadshoven gaan vestigen. Deze praktijk vormde een aantasting van het gemeenschapsleven van de abdijen. Het langdurige verblijf in de stadshoven botste ook met de ordesregel en de *stabilitas loci*, waartoe de norbertijnen gezien hun kloostergelofte gehouden waren. In de loop der eeuwen lijken de regels op dit punt echter steeds meer te zijn versoepeld of te zijn overtreden. Een vergelijkbare situatie valt te zien in de cisterciënzer orde. De cisterciënzers blijken al vroeg maatregelen te hebben uitgevaardigd tegen een langdurig verblijf van monniken en lekebroeders in de stadshoven, want hierover is reeds in de vóór 1152 ontstane statuten een verbodsbepaling opgenomen⁵⁰. In de statutenredactie van 1202 blijkt deze bepaling echter al te zijn versoepeld, want aan lekebroeders wordt een verblijf in de

⁴⁸ Zulke uitzonderingen waren bijvoorbeeld Venlo (Averbode) en Leeuwarden (Mariëngaarde).

⁴⁹ L. BLOMME, *De abdij Averbode*, p. 121. Cfr. ook F. BECUWE, *Van toevluchtshuis tot abdij*, p. 83, waar een kapel in de stadshof van de St.-Nicolaasabdij in Veurne wordt vermeld.

⁵⁰ N. TURK, in: *Analecta Cisterciensia* 4 (1948) p. 27 nr. 73.

stadshoven niet langer meer verboden. In de late Middeleeuwen werd het steeds minder uitzonderlijk dat ook monniken hier gedurende langere tijd resideerden⁵¹. Vooral voor de abten werd het stadshof vaak een tweede residentie.

Ook bij de norbertijnen treffen we dit fenomeen aan, met name in de 16de eeuw. We zien bijvoorbeeld hoe de Mariënweerdse abt Peter van Zuyren in 1552 een huis in de stad Zaltbommel kocht, met de bedoeling zich hier regelmatig terug te trekken en zich na zijn aftreden hier definitief te gaan vestigen, wat hij inderdaad blijkt te hebben gedaan. In dit opzicht verschilt de rol van de stadshoven overigens niet van die van de buitenhuizen van de abten, zoals de states in Friesland, de speelhuizen in Brabant of de *maisons de plaisance* in het zuiden van de Nederlanden. Zo werd het huis dat de abdij van Berne in Heeswijk bezat in 1546 door abt Koenraad van Malsen sterk uitgebreid en verfraaid, zodat dit *Speelhuys* voortaan kon gaan dienen tot residentie voor hem en zijn gasten.

Ook veel stadshoven kregen in deze periode een dergelijke functie en boden de abten vaak langdurig onderdak; zeker rond het midden van de 16de eeuw was Peter van Zuyren bepaald geen uitzondering in de norbertijner orde. In deze periode trokken vooral afgetreden abten of ouder wordende abten zich terug in een stadshof. Zo bijvoorbeeld abt Cornelis Hey van Ninove, die zich na zijn aftreden tijdelijk terugtrok in het stadshof te Brussel⁵². Twee achtereenvolgende abten van Grimbergen, François de Blioul (†1542) en Nicolas a Spira (†1568), die beide in Brussel waren geboren, trokken zich zelfs tijdens hun gehele levensavond terug in het Grimbergse stadshof in Brussel, waar zij ook overleden⁵³. Ook in één van de weinige recente studies over norbertijner stadshoven in Duitsland komen dergelijke gevallen naar voren. Zo blijken de proosten van Clarholz vanaf het midden van de 16de eeuw langdurig in het stadshof te Warendorf geresideerd te hebben⁵⁴, en heeft hier rond 1600 zelfs een proost met zijn vier dochters gewoond. Uit al deze

⁵¹ W. SCHICH, *Die Wirtschaftstätigkeit der Zisterzienser*, pp. 223-224 en 226.

⁵² *Abbaye de Ninove*, in: *Monasticon Belge* deel VII.3 (1980) pp. 485-535, aldaar p. 522.

⁵³ *Abbaye de Grimbergen*, in: *Monasticon Belge* deel IV.3 (1969) pp. 721-746, aldaar pp. 737-738.

⁵⁴ P. LEIDINGER, *Die Clarholzer Prämonstratenser in Warendorf. Zum Stadtbesitz eines ländlichen Stiftes*, in: *Clarholtensis ecclesia. Forschungen zur Geschichte der Prämonstratenser in Clarholz und Lette, 1133-1803* (Paderborn, 1983) pp. 257-272, aldaar pp. 263-266.

voorbeelden, die eenvoudig zijn te vermeerderen, blijkt dat deze praktijk althans rond het midden van de 16de eeuw een hoge vlucht had genomen.

4. Architectuur en omvang van de stadshoven

Uit archivalische en archeologische bronnen, en door beschouwing van de enkele stadshoven die nog bestaan, valt op te maken dat het bij de norbertijner stadshoven over het algemeen om aanzienlijke huizen ging. Enige vertekening is hierbij overigens wel mogelijk, aangezien vooral de fraaiste hoven bewaard zullen zijn gebleven. Dit geldt bijvoorbeeld voor de stadshoven van Grimbergen en Tongerlo in Mechelen, die haast geheel zijn bewaard. Het prachtige hof van Tongerlo, met dertien vertrekken, werd gebouwd in 1483-1484 en is uitgevoerd in baksteen en kalkzandsteen. Door de bouwstijl en andere aanwijzingen kan men directe of indirecte invloed van Antoon Keldermans op de architectuur vermoeden⁵⁵. Het stadshof heeft een prestigieuze uitstraling; niet alleen door de rijke bouw, maar vooral ook door de octogonale toren. Het stadshof van Tongerlo te Diest, dat hierboven al ter sprake kwam, heeft ook een dergelijke achthoekige toren⁵⁶, en kent eveneens een opvallende, rijke architectuur.

Ook uit de archiefbronnen treedt de rijkdom van deze huizen naar voren. Het huis dat door de abt van Mariënweerd in 1552 in Zaltbommel werd gekocht, werd na de koop enkele malen sterk verbouwd. Eén van deze verbouwingen behelsde het aanbrengen van een extra verdieping en nieuwe zolders, de verhoging van de wenteltrap, de bouw van een bottelarij, het aanbrengen van Zichemer (ijzerzandstenen) haarden en kozijnen, de bouw van een nieuwe schoorsteen en de vervanging van de leistenen op het dak⁵⁷. Deze ingrijpende en kostbare verbouwing, die een investering van vele honderden carolusguldens vergde, zal het Mariënweerdse stadshof tot een van de mooiste huizen van Zaltbommel hebben gemaakt.

⁵⁵ L. VAN LANGENDONCK, *Het voormalig refugium van de norbertijnerabdij van Tongerlo te Mechelen*, in: S. VAN DE PERRE (red.), *De stadshoven van de premonstratenzer abdijen in de Nederlanden* (Brussel, 1995) pp. 59-65.

⁵⁶ L. DE BÉTHUNE, *Het spijker te Diest*. Cfr. ook de (veelal zes- of achthoekige) trap-torens van andere refugiehuizen, zoals in 's-Hertogenbosch: C. KOLMAN e.a., *Monumenten in Nederland: Noord-Brabant* (Zeist/Zwolle, 1997) p. 220.

⁵⁷ Archief Abdij Mariënweerd inv.nrs. 92 f. 19v (1561 april 21) en 163 (1561).

Inzicht in de omvang van de norbertijner stadshoven wordt ons ook verschaft door de gegevens over de geldelijke waarde van de hoven. Het Mariënweerdse stadshof in Grave heeft, zoals hierboven bleek, in 1449 een bedrag van 300 rijnse gulden gekost. De waarde van het stadshof van Averbode in Mechelen werd in 1510 geschat op 500 rijnse gulden, terwijl de abdij bij de ruil tegen een nieuw stadshof aldaar nog 1.000 rijnse gulden moest toeleggen⁵⁸. Het Postelse stadshof in 's-Hertogenbosch, dat vrij groot moet zijn geweest, werd in 1519 voor twaalf jaar verhuurd tegen de som van 200 rijnse gulden. In 1558 werd het geschat op een verkoopwaarde van 2.000 gulden, en uiteindelijk werd het in 1613 verkocht voor 5.000 gulden⁵⁹. De aankoop en verbouwing van het Mariënweerse stadshof in Zaltbommel, tenslotte, kostte in 1555 bij elkaar zo'n 1.250 carolusgulden. Ook deze bedragen bevestigen de indruk dat het veelal om behoorlijk grote complexen moet zijn gegaan. Door verder onderzoek en door een vergelijking van de koopwaarde en huurwaarde met die van andere stadshoven, waarbij ook de adellijke en patricische stadshoven moeten worden betrokken, zullen verdergaande conclusies mogelijk worden.

Het bovenstaande heeft vooral betrekking op het woongedeelte van de stadshoven. Daarnaast behoorde er tot deze hoven meestal ook een stuk grond (een erf), met schuren, stallen, eventueel een hooiberg en andere bijgebouwen. Een aantal stadshoven heeft ook beschikt over een boomgaard, moestuin of over een kleine wijngaard. Slechts in enkele gevallen behoorden tot het stadshof wat uitgebreidere landerijen, die dan meestal juist buiten de stadsmuren waren gelegen. Zulke uitzonderingen vormden bijvoorbeeld het huis van Tongerlo in Herenthals, waartoe een belendend perceel van ongeveer vijf hectare hoorde, en het huis van Postel in 's-Hertogenbosch, waartoe zelfs weidegronden aan weerszijden van de rivier de Dommel behoorden⁶⁰. Dat stadshoven over een dergelijke oppervlakte aan landbouwgrond beschikten, was echter meer uitzondering dan regel.

5. Maatregelen van stedelijke overheden tegen bezit in de dode hand

Aan het einde van de Middeleeuwen werd het voor de norbertijner abdijen in de Nederlanden steeds moeilijker om huizen in de steden te

⁵⁸ T.J. GERITS, *Het Mechels refugiehuis van Averbode*, p. 316.

⁵⁹ Th.I. WELVAARTS, *Het refugiehuis der abdij Postel*, pp. 34, 49 en 59.

⁶⁰ W. VAN SPILBEECK, *De abdij van Tongerlo* (Lier, 1888) pp. 397-398 en Th.I. WELVAARTS, *Het refugiehuis der abdij Postel*, p. 29-31.

verwerven, als gevolg van de maatregelen door de wereldlijke overheden genomen tegen de uitbreiding van bezit in de dode hand⁶¹. Een van de vroegste voorbeelden hiervan vormt de reeks oorkonden die in 1292 werd uitgevaardigd door hertog Jan van Brabant. In de oorkonden, die hierboven al ter sprake kwamen, werd bepaald dat de norbertijner abdijen niet meer dan één stadshof in elk van de zeven vrije steden van het hertogdom mochten bezitten. Als gevolg van deze bepaling, die waarschijnlijk een toegeving aan de wens van de steden was⁶², zouden de abdijen het teveel aan huizen in de Brabantse steden binnen een jaar moeten verkopen of aan leken in tijns geven.

In de praktijk liep het over het algemeen echter niet zo'n vaart, want dergelijke maatregelen bleven veelal een dode letter. Zelfs nog in de 16de eeuw, toen de verhouding tussen de wereldlijke overheden en de reguliere geestelijkheid een nieuwe fase inging en het respect voor het kloosterleven bij velen afnam⁶³, werden de zaken meestal in der minne geschikt. Dit ondervond ook de abdij Mariënweerd, toen abt Peter van Zuyren in 1552 een huis in de stad Zaltbommel kocht. Deze aankoop druiste in tegen de steeds verrekender maatregelen die de overheden in de voorgaande eeuwen hadden getroffen, waarmee zij immers vooral de toename van geestelijk bezit in de steden wilde tegengaan. Vandaar dat de landsheer zijn ambtman last gaf om over te gaan tot confiscatie van het Mariënweerdse huis.

Toen de abdij zich hiertegen verzette, kreeg zij steun uit een onverwachte hoek, namelijk van de stedelijke magistraat, die over het algemeen juist het voortouw had genomen bij het treffen van maatregelen tegen de dode hand. De Bommelse magistraat schreef echter een request aan de Rekenkamer te Arnhem met het verzoek om de confiscatieprocedure te staken⁶⁴, welk verzoek werd omkleed met drie argumenten. Ten

⁶¹ Cfr. R. KOERPERICH, *Les lois sur la mainmorte dans les Pays-Bas catholiques* (Louvain, 1922) met name pp. 1-17 en 23-29, en D. DE MAN, *Maatregelen door de middeleeuwse overheden genomen ten opzichte van het oeconomisch leven der kloosterlingen en leden van congregaties*, in: *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde*, vijfde reeks 8 (1921) pp. 277-292.

⁶² R. VAN UYTVEN, *Standenprivileges en -beden in Brabant onder Jan I (1290-1293)*, in: *Belgisch tijdschrift voor filologie en geschiedenis* 44 (1966) pp. 413-456, met name pp. 434-435. Cfr. echter de nuanceringen hierop aangebracht in het voorgaande en ook in het volgende.

⁶³ K. GOUDRIAAN, *Het einde van de middeleeuwen ontdekt?*, in: *Madoc* 8 (1994) pp. 66-75, en R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid in Brabant tijdens de late middeleeuwen*, in: *Bronnen voor de religieuze geschiedenis van België* (Leuven, 1968) pp. 48-134, met name pp. 48-49.

⁶⁴ Archief Abdij Mariënweerd inv.nr. 191 (1564 september 2).

eerste had Mariënweerd dit huis tegen een eeuwige lossing verkregen, zodat hier geen sprake zou zijn van koop, maar van pandneming. Ten tweede voerde de magistraat aan dat de maatregelen tegen de bezitsaanwas van geestelijke instellingen bedoeld waren om te voorkomen dat het land benadeeld zou worden, waarvan naar haar idee in dit geval zeker geen sprake was. Toen de abdij het huis kocht, bevond het zich namelijk in volstrekt vervallen toestand, maar na de renovatie was het een sieraad van de stad. Ten derde diende de Rekenkamer volgens het request te bedenken dat Mariënweerd een refugiehuis nodig had, vooral nu de tijden zo gevaarlijk waren *daer verscheyden sectarissen, ketterschen ende andere oveldadige menschen tot destructie ende vernichtinge sulcker godtshuysen sich stercken ende alderley boese stucken voornemen ende aanrechten.*

Dat het huis van puinhoop tot sieraad van de stad was geworden, was ongetwijfeld waar. De koopsom van dit huis was immers relatief gering, maar in de volgende jaren besteedde abt Peter van Zuyren enorme sommen gelds aan verbouw en verfraaiing, zoals in de vorige paragraaf bleek. De andere twee argumenten aangevoerd door de magistraat waren echter niet werkelijk steekhoudend, want de zogenaamde pandneming was niet meer dan een juridisch foefje en een refugiehuis had Mariënweerd bepaald niet nodig, aangezien zij reeds enkele huizen bezat in andere nabijgelegen steden. Bij het indienen van het request speelden voor de magistraat waarschijnlijk echter ook overwegingen mee die niet werden vermeld, zoals het profijt dat Zaltbommel trok van de vele honderden guldens die Peter van Zuyren jaarlijks spendeerde en bijvoorbeeld ook de vriendschapsbanden die de magistraat met deze abt onderhield. Duidelijk is in elk geval dat de Bommelse overheid geenszins de behoefte voelde om de zaak op de spits te drijven, maar in tegendeel zelfs op de bres sprong voor de abdij, terwijl deze toch werd geconfronteerd met een maatregel die onder druk van de steden was uitgevaardigd.

Het zou onjuist zijn om dit ene geval te veralgemenen, maar het laat wel zien hoe de maatregelen tegen bezit in de dode hand niet altijd een belemmering zijn geweest voor de verwerving van onroerend goed binnen de stadsmuren. Meestal viel er wel een oplossing of schikking te vinden. Met de toenemende verbreiding van reformatorische ideeën ging dit echter veranderen en werd de verhouding met de overheden fundamenteel anders dan voorheen. Dit gold zeker in de noordelijke Nederlanden, waar de overheden successievelijk op de nieuwe leer overgingen. Deze woelige periode, die in de noordelijke Nederlanden uiteindelijk leidde tot opheffing van de abdijen, maakten de conventsleden veelal

mee in hun stadshof. Zo verbleven de kanunniken van Heylissem vanaf 1568 in Zoutleeuw⁶⁵. Het convent van Averbode vertrok in 1572 naar Leuven, keerde na enige tijd weer terug naar de abdij, maar moest in 1578 opnieuw vertrekken. Meer dan een kwart eeuw lang verbleven de kanunniken in steden als Sint-Truiden en Diest, voordat zij opnieuw intrek konden nemen in hun abdij. Ook de conventualen van Ninove verbleven vanaf 1577 in de stad: eerst in Brussel en vervolgens in Aalst. Die van Drongen verbleven vanaf 1578 in Gent, die van Tongerlo vanaf 1578 in 's-Hertogenbosch en die van Park vanaf 1580 in Leuven. Ook de kanunniken van Grimbergen zochten tijdens de Troebelen een veilig heenkomen in een stadshof: zij verbleven vanaf 1579 in Brussel⁶⁶. Wellicht heeft deze periode, waarin haast alle norbertijnen in de Nederlanden uitweken naar de respectieve stadshoven en daar langdurig verbleven, de term refugiehuis algemeen ingang doen vinden, aangezien deze functie van de stadshoven toen zeer nadrukkelijk naar voren trad.

6. Voorlopige observaties

Gezien de stand van het onderzoek moeten de conclusies hier beperkt blijven tot enkele voorlopige observaties. Ten eerste blijken de norbertijner abdijen in de Nederlanden in de onderzochte periode over vrij veel stadshoven te hebben beschikt, wat een uiting lijkt te zijn van de sterke contacten tussen deze abdijen en de steden. Het aantal hoven per abdij liep overigens sterk uiteen. Sommige abdijen beschikten over slechts een of twee stadshoven, terwijl andere wel een tiental huizen tot hun beschikking hadden. Over het algemeen lijken de abdijen van de Brabantse circarie veel meer stadshoven te hebben bezeten dan die van de Friese circarie. Factoren hierbij waren wellicht de geringere urbanisatie in het noorden van de Nederlanden en het misschien wat meer rurale karakter van de abdijen van de Friese circarie. De voornaamste factor lijkt echter de andere aard van de agrarische producten die door deze abdijen op de markt werden gebracht, waardoor zij minder behoefte aan stadshoven hadden. Deze regionale verschillen maken het ook moeilijker

⁶⁵ *Monasticon Belge* deel IV p. 763.

⁶⁶ *Monasticon Belge* deel IV p. 661 (Averbode), deel IV p. 739 (Grimbergen) en deel VII pp. 524-525 (Ninove), en *De glans van Prémontré* (Heverlee, 1973) p. 136 (Park) en p. 226 (Drongen).

om de aantallen stadshoven te vergelijken, bijvoorbeeld met de cisterciënzer orde. Bezien per regio zullen deze aantallen echter ongeveer overeen zijn gekomen.

De functies die de stadshoven voor abdijen vervulden, waren velerlei van aard. Aanvankelijk dienden zij vooral als opslag- en overslagplaats voor voedingswaren en grondstoffen. Met name werden hier de producten verzameld die waren voortgebracht op nabijgelegen uithoven of geïnd uit grondbezit of tienden. Vanuit het stadshof konden de producten vervolgens op de markt worden gebracht of doorgevoerd naar de abdij. Een dergelijk hof was dus veelal een soort pendant van de (agrarische) uithof en vervulde de rol van scharnierpunt in de abdij-economie. Ook werden vanuit de stadshoven goederen ingekocht op de stedelijke markt, zoals nijverheidsproducten en kunstvoorwerpen. Het stadshof diende dan als verblijfplaats voor de kloosterlingen of personeelsleden die inkopen kwamen doen. Een dergelijke rol van logeeradres kon het stadshof eveneens vervullen ten behoeve van onderhandelingen, studie of het onderhouden van contacten met kerkelijke en wereldlijke autoriteiten. Het meest pregnant trad de functie van verblijfplaats echter naar voren in tijden van oorlog. Dan immers vluchtte soms het complete convent naar een stadshof, om beschermd door de stadsmuren het einde van de woelingen af te wachten.

Het belang van deze verschillende functies is door de eeuwen heen niet steeds hetzelfde gebleven, want hierin vond een geleidelijke, maar duidelijke ontwikkeling plaats. Door het verdwijnen van directe exploitatie van het goederenbezit en door de monetarisering van de economie werden de opslag en overslag van eigen landbouwproducten vanaf de 13de/14de eeuw immers steeds minder belangrijk, zeker in de gewesten waar de geld-economie snel doordrong. De andere functies bleven echter wel over en wonnen toen relatief aan belang: het stadshof als inkoopcentrum en logeeradres, en steeds meer ook als (semi-)permanente residentie. Vooral in de woelige periode van Beeldenstorm en Opstand trad bovendien de functie van toevluchtsoord of refugiehuis sterk naar voren. Deze geleidelijke verschuiving van functies door de eeuwen heen wordt ook weerspiegeld door de aard en inrichting van de gebouwen, die een steeds duidelijkere woonfunctie kregen.

In velerlei opzicht blijken de stadshoven dus te hebben gefungeerd als een schakel tussen de abdijen, die veelal gelegen waren op het platteland, en de steden, waar de norbertijnen hun agrarische surplussen verkochten, inkopen deden, onderhandelingen voerden, studeerden en hun

toevlucht zochten in geval van oorlog. Als zodanig vormt de keuze voor de vestiging van een hof in een bepaalde stad ook een indicatie van de aantrekkingskracht en centraliteit van de betreffende stad. De verspreiding van de stadshoven kan derhalve ook gebruikt worden als parameter bij het reconstrueren van steden-hierarchieën en de verschuivingen daarin⁶⁷. Tegelijk vormen de stadshoven ook een spiegel van het wedervaren en de ontwikkeling van de abdijen zelf, en van de voortdurende veranderingen in de verhouding tussen de abdijen en de (stedelijke) samenleving. In alle opzichten bevinden de norbertijner stadshoven zich op het snijvlak van abdij en stad.

Summary

The Premonstratensian abbeys were mostly located in the countryside and are often characterised as rural institutions. However, from an early date they developed many links with the cities, which was certainly the case in the Low Countries, an area experiencing a strong process of urbanisation during the late Middle Ages. In the contacts between the abbeys and the cities a crucial role appears to have been played by the houses ('hospicia' or 'mansiones') the abbeys owned in the cities for their own use. These houses, often of considerable size and splendour, fulfilled various functions for the abbeys, functions which developed over time. During the 12th-14th centuries the urban mansions were used mainly for storage, transport and marketing of food stuffs produced on the monastic lands, for instance on nearby granges. With the decline of direct exploitation and the rise of monetarised leasing, however, this function declined. Other functions came more to the fore, such as a base for purchasing goods on the urban market, and a place of residence for negotiations, study or political matters requiring a stay in the city. Also the urban mansions were used more and more as permanent residences, mainly for (retired) abbots. Especially during the religious troubles in the 16th century another function surfaced: that of urban refuge. Thus, these urban houses mirrored the manifold contacts between abbeys and cities, and also the changes these contacts underwent in time.

NWO/Universiteit Utrecht
Kromme Nieuwe Gracht 66
NL-3512 HL Utrecht

B.J.P. VAN BAVEL

⁶⁷ Cfr. R. KIEBLING, *Die Stadt und ihr Land*, pp. 313-314 en 322-323. Als zodanig hadden de stadshoven niet misstaan als parameter in R. VAN UYTVEN, *Brabantse en Antwerpse centrale plaatsen*, in: *Le réseau urbain en Belgique dans une perspective historique, 1350-1850* (Bruxelles, 1992) pp. 29-79, of P. STABEL, *Dwarfs among giants. The Flemish urban network in the late Middle Ages* (Leuven/Apeldoorn, 1997) pp. 237-269.

Thierry de Tuldé et les Prémontrés brabançons face à la commende (1470-1481)¹

Thierry de Tuldé, prélat de l'abbaye du Parc de 1462 à 1494, fut un des grands abbés de l'ordre de Prémontré. Son nom a toujours été lié à la lutte contre la commende pendant la seconde moitié du quinzième siècle. Bien que l'abbé de Tuldé ait joué un rôle important dans différents domaines, cet aspect singulier de sa biographie sera mis à l'examen.

Il importe d'abord de poser une question fondamentale : qu'est-ce qu'une commende ? Le dernier quart de siècle ce sont surtout des spécialistes de l'histoire sociale et économique qui ont tenté d'y répondre. Ces réponses n'ont pas toujours coïncidé avec des éléments du droit canon et surtout avec les sources. Plus que jamais le besoin d'une définition adéquate de la commende se fait sentir.

Afin d'étudier la commende il faut élucider la chronologie des événements et la prise de position des partis. Une partie importante de ce travail a été effectué par A. Erens, le savant archiviste de l'abbaye de Tongerlo, en 1925 dans son article *Thierry van Tuldé et la commende en Brabant, 1470-1490*, paru dans les *Analecta Praemonstratensia*. En outre quelques questions importantes sont relatées à ces données. Qui furent ces abbés commendataires ? Quel fut leur rôle dans l'Eglise et à la cour bourguignonne ? Reçurent-ils le soutien des princes Charles le Téméraire et Maximilien d'Autriche ? Comment tentèrent les chanoines norbertins de déjouer les schémas de leurs adversaires ? Qui prit leur défense et à quelles occasions ?

La cour de Bourgogne et les abbayes prémontrées ne furent pas les seuls centres de pouvoir où le sort de la commende se joua. Depuis les

¹ Je tiens à exprimer ma gratitude et ma reconnaissance envers le professeur R. van Uytven et le chanoine L.C. Van Dyck O.Praem. qui ont largement contribué à la réalisation de cet article. — Liste des abréviations : A.A.A. : Archives de l'abbaye d'Averbode ; A.A.G. : Archives de l'abbaye de Grimbergen ; A.A.M. : Archives de l'archevêché de Malines ; A.A.P. : Archives de l'abbaye de Parc à Heverlee ; A.A.T. : Archives de l'abbaye de Tongerlo ; A.E.A. : Archives de l'Etat à Anvers ; A.E.B. : Archives Ecclésiastiques du Brabant ; A.G.R. : Archives Générales du Royaume à Bruxelles ; A.S.V. : Archivio Segreto Vaticano ; A.V.A. : Archives de la Ville d'Anvers ; A.V.L. : Archives de la Ville de Louvain ; Div. Cam. : Diversa Cameralia ; Oblig. et Sol. : Obligations et solutions ; R : armoiré ; Reg. Vat. : Registri Vaticani ; reg. : registre ; sect. : section

règnes des pontifs-canonistes à Rome et à Avignon, la papauté eut mis la main sur beaucoup de décisions concernant les abbayes exemptes. Chaque nouvelle initiative, soit nomination, confirmation ou résignation d'un abbé, soit procès devant les tribunaux ecclésiastiques, passa par Rome. Il fallut y disposer d'informants afin de contrecarrer les initiatives du parti opposé. Comment les contacts entre les prémontrés brabançons et Rome se déroulèrent-ils? Est-ce que les abbayes eurent des gens de confiance à la curie? A quels moments intervinrent ces sympathisants des prémontrés?

Les événements survenus à l'abbaye de Grimbergen ont toujours été écrits à l'ombre de la commende à Saint-Michel d'Anvers et à Tongerlo. L'abbaye de Grimbergen n'eut point de grande tradition historiographique au cours de l'ancien régime. Les tribulations du couvent au quinzième siècle n'ont pas encore joui d'une étude approfondie. Depuis la rédaction des chroniques de l'abbaye de Parc par Jean Frumentius et par Jean Masius au dix-septième siècle la provision de l'abbaye de Grimbergen en faveur de Josse Bruylant fut toujours perçue comme une annexe de la commende de l'abbaye Saint-Michel d'Anvers. Faut-il situer toutes les provisions apostoliques à l'encontre du choix canonique dans le même contexte?

En dernier lieu il y a la figure de Thierry de Tuldel, un des plus grands abbés de Parc. A quel niveau ce prélat prémontré s'engagea-t-il dans la lutte contre les abbés commendataires? Quels furent les moyens dont il disposa pour faire face à la commende? Qui furent ses partisans les plus hardis? De quelles institutions reçut-il du soutien pour sa cause?

Une définition adéquate de la commende sera conçue dans le premier chapitre. Ensuite l'évolution de la commende sera étudiée dans le cadre de l'élaboration du système des provisions apostoliques, développé par la papauté pour la majeure partie pendant son séjour à Avignon. Le deuxième chapitre contiendra également quelques traits caractéristiques de l'église bourguignonne pour faciliter une bonne compréhension du phénomène de la commende dans le moyen âge tardif. Le troisième chapitre traitera de l'attitude des prémontrés face aux provisions apostoliques antérieures à 1470. Le quatrième et le cinquième chapitre seront consacrés aux commendes de 1470-1471 à Tongerlo et de 1477-1480 à Anvers et à Tongerlo. La question de la provision de Grimbergen sera élucidée au cours du chapitre suivant. Un aperçu de l'évolution de la commende et de l'élection canonique dans les abbayes prémontrées de Brabant clôturera notre exposé.

1. La commende ou l'abbatiate séculier: une définition

La commende fut plus que millénaire, avant qu'il y eurent des définitions explicites. Divers canonistes ont tenté de déterminer le terme. Leurs descriptions diffèrent en de nombreux points.

La majorité des auteurs a attiré l'attention sur les modifications, que subit la commende au cours du moyen âge. D'origine le mot *commenda* signifia garde ou tutelle lors d'une vacance². Il ne s'agit que d'une mesure administrative de courte durée, en vertu de laquelle une fonction ecclésiastique fut accordée à un *procurator tantum*, qui ne put en être le titulaire³. Les commendataires ne tardèrent pas à jouir de l'usufruit viager et à percevoir les revenus liés au bénéfice ou à l'abbaye au détriment des religieux et des pauvres⁴. Le titulaire se saisit de la charge et de la dignité abbatiale, et, étant donné qu'il ne résida que peu au couvent, il appointa un procureur comme prieur. Le système n'eut pas nécessairement de conséquences néfastes.

Moins d'unanimité se rencontre vis-à-vis des titulaires d'abbatiats commendataires. Les auteurs anglo-saxons F.L. Cross et E.A. Livingstone estiment que des laïcs aussi bien que des ecclésiastiques purent être pris en considération, tandis que R. Laprat limite le cercle des bénéficiaires possibles au clergé séculier⁵. D'autres auteurs présument à tort qu'il ne put s'agir que de non religieux ou même exclusivement de laïques⁶.

Les sources démontrent que R. Laprat a vu juste. Seul au cas où un ecclésiastique séculier vint à la tête d'un monastère, il est possible de

² Ph. HOFMEISTER, *Kommende*, dans *Lexikon für Theologie und Kirche*, VI, Fribourg-en-Breisgau, 1961², col. 407; *The Oxford Dictionary of the Christian Church*, F.L. CROSS et E.A. LIVINGSTONE (éd.), Londres-New York-Toronto, 1974², p. 139.

³ R. LAPRAT, *Commende*, dans *Dictionnaire de droit canonique*, R. NAZ (éd.), III, Paris, 1938, col. 1029-1085 (1029); *Theologisch Woordenboek*, H. BRINK (éd.), I, Ruremonde-Maaseik, 1952, I, col. 827.

⁴ *The Concise Oxford Dictionary of the Christian Church*, E.A. LIVINGSTONE (éd.), Oxford, 1977, p. 120; *Theologisch Woordenboek*, H. BRINK (éd.), I, col. 827.

⁵ R. LAPRAT, *Commende*, col. 1029; *The Oxford Dictionary of the Christian Church*, F.L. CROSS et E.A. LIVINGSTONE (éd.), p. 319.

⁶ M.-A. ARNOULD, *Les lendemains de Nancy dans les «Pays de par deçà». Janvier-avril 1477*, dans W.P. BLOCKMANS (éd.), 1477. *Le privilège général et les privilèges régionaux de Marie de Bourgogne pour les Pays-Bas*, (Anciens Pays et Assemblées d'Etats. LXXX), Heule, 1985, p. 1-78 (47); E. DE MOREAU, *L'Eglise aux Pays-Bas sous les ducs de Bourgogne et Charles-quin*, (*Histoire de l'Eglise en Belgique*. IV), Bruxelles, 1949, p. 289; W. PREVENIER et W. BLOCKMANS, *De Bourgondische Nederlanden*, Antwerpen, 1983, p. 153; J. SCHYRGENS, *Le huitième centenaire de l'abbaye du Parc-le-Duc*, dans *La Revue Générale*, CXXII, Bruxelles, 1929, p. 234-243 (237).

parler d'une commende⁷. Au cas où un religieux ou une religieuse acquit un prieuré ou un abbatiat sans le consentement de ses confrères ou sœurs, la notion plus générale de provision est utilisée⁸. Thierry de Tuldel, l'abbé de Parc, qualifia dans une requête de 1459 les commendataires comme des clercs séculiers. Il écrivit qu'ils ne désirèrent point vivre selon une règle monastique et qu'ils ne purent montrer l'exemple à leurs religieux par leur train de vie mondain⁹. Les abbés commendataires furent souvent des cardinaux, des évêques, des protonotaires apostoliques, des chanoines, des conseillers princiers, des confesseurs ou des légats.

En guise de conclusion il est possible de définir une commende comme la détention d'une dignité ecclésiastique ou d'un bénéfice, souvent une abbaye, par un clerc séculier. La commende et l'emprise des clercs séculiers et des laïques sur la vie monacale connurent à travers le moyen âge des hauts et des bas. Elle jaillit sous différentes formes, comme le démontre l'aperçu historique ci-dessous.

2. La tradition millénaire de la commende

Saint Ambroise fut le premier à traiter de la commende. Il mentionna qu'il eut commendé une église milanaise¹⁰. Ph. Hofmeister situe à tort la naissance de la commende dans la période carolingienne¹¹. Cette méprise se comprend, puisque sous le gouvernement de Charles Martel de nombreuses institutions religieuses furent attribuées à des laïques, afin de supporter un grand nombre de guerriers équestres. L'évolution ne se limita

⁷ A.A.P., R IV, 913: L'abbaye de Tongerlo fut accordée en commende par le pape Paul II au chanoine Ferry de Clugny: «Paulo papa, ij predecessore nostro, commendatum fuit» et ensuite le chanoine renonça à son abbatiat commendataire: «deinde cessante commenda»; A.A.T., sect. I, n° 2105; A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 57r° et 84, f° 117r° et 118v°.

⁸ A.A.A., I, n° 2301.

⁹ A.A.P., R VII, 3: J. MASIVS, *Chronicon Ecclesie Parcensis*, p. 259, 277 et 278: «quod licet de antiqua et approbata hactenus etiam a trecentis annis citra et ultra pacifice observata ac legitime prescripta consuetudine ipsius ordinis monasteria per illius professores, canonice electos et confirmatos, et non per seculares clericos, qui discipline regularis expertes, neque verbo, vita, moribus et exempla personis in iisdem monasterijs degentibus preesse, duci».

¹⁰ *The Oxford Dictionary of the Christian Church*, F.L. CROSS et E.A. LIVINGSTONE (éd.), p. 319.

¹¹ Ph. HOFMEISTER, *Kommende*, col. 407. L'auteur se trompe également quand il prétend que la concession de commendes est réservée depuis le pape Léon X en 1514 au Saint Siège.

point au continent, puisqu'en Angleterre beaucoup de petits monastères devinrent le siège d'un serviteur royal ou d'un noble et sa famille¹².

Une deuxième tendance consista en la jonction de la dignité épiscopale avec l'abbatiate. Cette pratique provint du système des moines et évêques-missionnaires, qui utilisèrent, dans la trace de Boniface et des autres missionnaires irlandais ou anglais, une abbaye comme base pour la christianisation. En outre, des empereurs et des rois réunirent des abbayes à des diocèses moins favorisés¹³.

La réforme grégorienne rasa presque entièrement la commende de la terre, mais celle-ci se rétablit afin de pourvoir les évêques expulsés de la Terre Sainte de revenus¹⁴.

L'autorité pontificale, très souvent absente aux premiers siècles après la christianisation, se manifesta depuis l'an mille à travers l'Europe entière. L'intervention du pape en matière de nomination et de collation débuta au douzième siècle. L'initiative ne fut pas prise par le Saint-Siège, mais par les postulants. D'abord des candidats furent recommandés, mais des papes comme Alexandre III, Célestin III et Innocent III passèrent de leur propre autorité à des nominations. Ils fondèrent leur droit de réserve dans l'administration suprême de l'Eglise, qui put collationner tout office ou bénéfice ecclésiastique¹⁵. Ensuite les papes tentèrent de se procurer la collation de toujours plus de bénéfices vacants. Au lieu de se réserver un bénéfice singulier, les papes procédèrent à des réservations générales dans toute la Chrétienté ou dans un diocèse. *Licet ecclesiarum*, promulgué le 27 août 1265 par Clément IV, et d'autres constitutions systématisèrent les prétentions romaines. La papauté d'Avignon continua à étendre le schéma des réservations sur toute la Chrétienté d'Occident¹⁶.

Au treizième siècle une liberté d'élection canonique régna encore, mais le besoin pécunier de la papauté d'Avignon activa une surconsommation de provisions et de commendes. Pendant leur séjour en Provence les papes

¹² F.J. FELTEN, *Äbte und Laienäbte im Frankenreich. Studie zum Verhältnis von Staat und Kirche im früheren Mittelalter*, (Monographien zur Geschichte Mittelalters. XX), Stuttgart, 1980, p. 280-296.

¹³ F.J. FELTEN, *Äbte und Laienäbte*, p. 54-55 et 58-60.

¹⁴ U. BERLIÈRE, *Les élections abbatiales au moyen âge*, Bruxelles, 1927, p. 14-15.

¹⁵ G. BARRACLOUGH, *Papal provisions. Aspects of Church history constitutional, legal and administrative in the later Middle Ages*, Oxford, 1935, p. 154-155.

¹⁶ A. DEELEY, *Papal Provisions and Royal Rights of Patronage in the Early Fourteenth Century*, dans *The English Historical Review*, XLIII, Londres, 1928, p. 497-527 (498-499); G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon. 1305-1378*, Paris, 1921, p. 24-28.

mirent sur pied un réseau de réservations et de taxations. La collation des bénéfices réservés procura un motif pour l'encaissement de *servitia*, *annatae* et *fructus medii temporis*. L'influence pontificale fut surtout en vigueur dans les élections contestées¹⁷.

La réaction ne se fit point attendre. Dans différents pays européens des synodes et des princes légiférèrent contre les réservations apostoliques. L'opposition fut souvent de courte durée: dès que le souverain reçut de meilleures conditions du Saint-Siège sous la forme d'un concordat il se rallia au pape. Le mécontentement anglais se manifesta à travers le *Statute of Provisors*. Un décret du Concile de Bâle de 1433 annula la réservation pontificale de bénéfices. L'esprit gallican de l'Eglise française se montra dans la Sanction Pragmatique de Bourges. Cette loi de 1448 n'accepta qu'un nombre restreint de provisions¹⁸. L'opposition, que les papes ressentirent, fut étayée par les états et églises nationaux émergents. Les princes voulurent décider eux-mêmes de la nomination de hauts dignitaires ecclésiastiques. Ils estimèrent que l'Eglise fut un facteur de pouvoir important, mais soumis aux intérêts des états¹⁹.

Après le Grand Schisme, qui déchira la Chrétienté d'Occident, les pontifs romains eurent la tâche non aisée de redresser l'autorité apostolique affaiblie. Ils durent se libérer du conciliarisme et des revendications du Concile de Bâle. Afin de regagner sa position de pouvoir antérieure le pape dut se munir d'alliés. Martin V et Eugène IV les trouvèrent en premier lieu parmi les princes. Les papes s'entendirent à merveille avec les ducs de Bourgogne. Philippe le Bon continua la politique dynastique en matière ecclésiastique et se montra le vrai champion de la papauté romaine. L'entente se cristalisa dans le concordat du 6 novembre 1441 concernant les pays bourguignons en dehors de la France. Les ducs purent appointer plus d'évêques. Les bourguignons confièrent les évêchés à leurs plus hauts fonctionnaires, favoris, parents et bâtards. Le pape se fit souvent rémunérer pour ses services. Trop de préoccupations administratives,

¹⁷ U. BERLIÈRE, *Les élections*, p. 23-25; P. LEUPEN, *De betrekkingen tussen kerk en staat tijdens de Bourgondiërs*, dans *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, IV, Bussum, 1980, p. 387-391 (387).

¹⁸ J.W. DAHMUS, *Henry IV of England. An Example of Royal Control of the Church in the Fifteenth Century*, dans *Journal of Church and State*, XXIII, Waco, 1981, p. 35-46 (36); A. DEELEY, *Papal Provisions and Royal Rights*, p. 527; A. G. JONGKEES, *De pragmatieke sanctie van Bourges in de Bourgondische landen: het geval van de Sint-Baafsabdij bij Gent*, dans *Postillen over Kerk en maatschappij in de vijftiende en zestiende eeuw*, Nimègue, 1964, p. 138-153 (138, 142 et 148-151).

¹⁹ P. LEUPEN, *De betrekkingen tussen kerk en staat*, p. 387.

diplomatiques et militaires empêchèrent les évêques d'exercer effectivement leurs charges pastorales. Des évêques suffragants et des vicaires généraux se chargèrent de l'administration. Des liens institutionnalisés naquirent entre des fonctions à la cour ducale et des sièges épiscopaux²⁰. À côté des évêchés les princes purent accorder à leurs favoris d'autres bénéfices et prébendes. Comme seigneurs territoriaux il possédèrent le droit de patronat et de collation dans un grand nombre d'églises et de chapitres. Souvent ces canonicats furent mis à la disposition de légistes princiers, de conseillers et d'amis intimes du souverain. Une grande partie des clercs ne se tint pas à l'obligation de résidence et cumula sans cesse les bénéfices intéressants. La collation de dignités ecclésiastiques et de bénéfices y adhérents mit les ducs de Bourgogne dans la possibilité de contrôler l'Eglise et d'éviter des conflits entre les autorités cléricales et séculières. Le plus grand avantage fut que le duc ne dut plus payer lui-même ses fonctionnaires. L'église aux Pays-Bas fut fortement politisée. Grâce à la coopération avec Rome les ducs purent piloter leurs confidents dans les abbayes.

Le quinzième siècle fut une période de haute conjoncture pour le système des commendes²¹. Au cours du Schisme les papes rivalisèrent la commende pour rallier des partisans à leur cause et pour conserver des confidents. Les concordats stipulèrent que la nomination des abbés commendataires ne se fit point par le pape, mais par les princes. Cette transition causa une diffusion plus large de l'abbatiate séculier. Il n'est pas surprenant que l'introduction de la commende aux Pays-Bas se fit pour compte des bourguignons. Dès les années 1440 le nombre d'abbayes dirigées par des commendataires fut à la hausse. Presque chaque nomination se fit à la demande des ducs ou de la famille ducale²². Les abbés infiltrés ne se soucièrent point des dispositions prohibitives du Concile de Constance ou du pape. En Angleterre seulement une mesure identique de 1447 eut du succès. Ce ne fut souvent qu'une accalmie avant qu'une nouvelle tempête de commendes ne se déclencha en France et aux Pays-Bas en 1475-1476. La commende devint de plus en plus un instrument aux

²⁰ W. PREVENIER et W. BLOCKMANS, *De Bourgondische Nederlanden*, p. 245; R. VAUGHAN, *Valois Burgundy*, Londres, 1975, p. 86.

²¹ Il suffit de consulter les listes des commendes: U. BERLIÈRE, *La commende aux Pays Bas*, dans *Mélanges Godefroid Kurth*. Recueil de mémoires relatifs à l'histoire, à la philosophie, et à l'archéologie, I, Liège, 1908, p. 185-201 (190-194); E. DE MOREAU, *Histoire*, IV, p. 83-91, 177-181, 184, 201, 341 et 343.

²² U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 195-196; E. DE MOREAU, *Histoire*, IV, p. 85-88.

maines du gouvernement. Les princes et leurs conseillers purent ainsi mieux contrôler l'Eglise, administrer ses biens et profiter de ses revenus.

3. Les Prémontrés face aux provisions apostoliques

La commende toucha tous les ordres religieux. Les norbertins brabançons ne furent non plus épargnés d'abbés séculiers et imposés. Déjà au quatorzième siècle l'abbaye de Parc fut saisie d'infiltration externe. A l'opposé des temps postérieurs le pape et le duc furent des adversaires à l'occasion d'une nomination en 1361.

La base de l'intrusion se trouva dans l'élargissement des provisions apostoliques par Urbain V à toutes les abbayes qui eurent plus de cent florins d'or de revenus. Les princes, dont entre autre le duc de Brabant, contestèrent cette disposition, parce qu'elle permit à des étrangers d'infiltrer dans leurs pays. Le duc protesta auprès du pape Urbain V, qui eut conféré le 6 mars 1361 l'abbaye de Parc, vacante depuis la mort du prélat Nicolas Bosseret, à l'abbé Etienne de Saint-Marien d'Auxerre, en dépit de la confirmation et de la bénédiction de l'élu Henri d'Overbeke. En 1363 Wenceslas et Jeanne de Brabant tentèrent sans succès d'aider l'abbé élu à accéder à l'abbatiate. Afin d'obvier aux objections ducales, l'abbé Etienne marqua son accord avec une pension annuelle en faveur d'Henri d'Overbeke ou de Wespelaar. L'abbé Etienne fut promu le 20 mars 1368 comme abbé-général de l'ordre et quitta l'abbaye de Parc, mais il rendit le dernier soupir le 10 septembre suivant. Les chanoines de Parc usèrent la liberté regagnée pour confirmer leur confiance à Henri d'Overbeke²³.

Les prémontrés de Parc eurent bien retenu la leçon. A l'avènement d'une nouvelle dynastie en 1404-1406, quand la seconde branche de la famille de Bourgogne vint au pouvoir dans le duché de Brabant, ils demandèrent avec succès au duc Antoine de garantir la liberté de l'élection abbatiale²⁴.

Malgré l'augmentation du nombre de commendes dans la première moitié du quinzième siècle, les prémontrés ne furent point inquiétés. Mais

²³ U. BERLIÈRE, *Les élections*, p. 26; L. DE PAPE, *Summaria cronologia insignis ecclesiae Parchensis ordinis Præmonstratensis sitæ prope muros oppidi Lovaniensis*, Louvain, 1662, p. 143-147; J. MOLANUS, *Historiae Lovaniensium libri XIV*, P.F.X. DE RAM (éd.), I, Bruxelles, 1861, p. 197; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 128-129.

²⁴ A.A.P., IV, 576; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 129.

eux aussi subirent de plus en plus l'influence papale sous forme de provisions d'abbés, de dîmes, de procurations et de *visitationes ad limina apostolorum*.

Le premier signe que l'abbatiate fut aussi menacé, se manifesta à l'occasion d'une élection d'abbé à Averbode. Sous la présidence du père abbé Olond de l'abbaye Saint-Michel d'Anvers et en présence du prélat Gauthier de Beringen de l'abbaye de Parc, les religieux entamèrent le 8 août 1441 l'élection d'un nouvel abbé. Jean de Meerbeek fut choisi. Le même jour le notaire Bartholomé van de Put rédigea l'*instrumentum electionis*²⁵ qui dut être soumis à Rome afin d'obtenir la confirmation du nouveau prélat. Une pareille procédure valut pour tous les monastères exempts. Pour les prélats d'institutions sans exemption la bénédiction de l'évêque diocésain suffit. Appel auprès du métropolitain ou du Souverain Pontife resta possible. Le consentement du souverain fut obligatoire pour les monastères royaux.

Le pape Eugène IV par contre appointa par une bulle du 24 septembre 1441 Jean Balduini comme «*dilecto filio Johanni Abbati monasterij Auerbodiensis*»²⁶. Jean Balduini, un membre du conseil ducal, fut prieur de l'abbaye Saint-Nicolas à Furnes, mais avec le support de son maître il tenta d'obtenir un office plus intéressant.

Philippe le Bon soutint son collaborateur dans la quête vers l'abbatiate d'Averbode et donna l'ordre au sénéchal de Brabant, au mayeur de Louvain et à l'écoute de Bois-le-Duc de faire reconnaître Jean Balduini comme abbé²⁷. Malgré l'appel au bras séculier une partie des religieux ne s'avoua point vaincue. L'élu Jean de Meerbeek fuit en compagnie de quelques confrères à Cologne. Après son décès les norbertins exilés élurent Pierre de Lom comme abbé. Si les chanoines réussirent à faire reconnaître ce personnage par l'antipape Félix V, il ne fut cependant jamais une menace pour Balduini²⁸.

Après une dizaine d'années Jean Balduini voulut copermuter sa prélatie d'Averbode. Nicolas V réserva à la demande du duc Philippe le Bon

²⁵ Averbode, 18 août 1441: A.A.A., sect. I, n° 2300 (original); A.A.A., sect. I, n° 23, f° 156v°-158r° (copie); P. LEFÈVRE (éd.), *Textes relatifs à une provision pontificale à l'abbaye d'Averbode au XVe siècle*, Tongerlo, 1926, p. 1-3 (édition).

²⁶ Florence, 27 septembre 1441: A.A.A., sect. I, n° 2301 (original); P. LEFÈVRE (éd.), *Textes*, p. 4-5 (édition).

²⁷ [Brabant, vu la présence de conseillers brabançons], 12 décembre 1441: A.A.A., sect. I, n° 2303 (original); A.A.A., reg. 24, f° 125r° (copie); P. LEFÈVRE (éd.), *Textes*, p. 5-6.

²⁸ A.A.A., sect. I, liasse n° 3: supplique; P. LEFÈVRE (éd.), *Textes*, p. IX-X et 8-12.

les abbayes d'Anvers, de Furnes et de Tongerlo. Le conseiller ducal put en cas d'une sédisvacance enjamber vers une des trois abbayes susmentionnées²⁹. Cette provision papale se fit sentir dans les autres abbayes prémontrées de la circarie brabançonne. Les couvents la considèrent comme un indice d'une influence ducale croissante dans les milieux monastiques brabançons. La supériorité ducale se manifesta plus explicitement dans l'accord conclu entre le prince Philippe et le pape Eugène IV en 1442.

A la demande ducale Eugène IV réserva le 28 juin de la même année la nomination d'une multitude de prélats. A côté de Saint-Vaast à Arras, d'Anchin, de Marchiennes, de Saint-Bertin à Saint-Omer, d'Elnon à Saint-Amand-les-Eaux, de Saint-Pierre et de Saint-Bavon à Gand et de Cambron en Hainaut, le duc eut prise sur l'abbatiate de deux abbayes brabançonnaises, à savoir Saint-Michel à Anvers et Tongerlo. Le pape prétendit que les élections dans ces institutions se termineraient par des querelles et bagarres. Il interdit aux religieux de procéder au remplacement des abbés décédés ou de prélats résignants. Le 11 mai 1447 Nicolas V confirma les réservations³⁰. L'acquisition récente du duché de Brabant par Philippe le Bon en 1430 et la position de pouvoir des religieux déclarent la présence limitée d'abbayes brabançonnaises dans la liste de 1442. En utilisant ses droits de nomination, Philippe le Bon préféra se couvrir par le pape³¹.

Les religieux tentèrent d'épargner leurs institutions de provisions apostoliques. Surtout quand la mort d'un prélat fut imminente, les chanoines devinrent très actifs.

La défense des abbayes brabançonnaises amena le prince bourguignon le 8 août 1446 à confirmer le maintien du choix par élection à Tongerlo sous la garde de deux représentants ducales et de deux prélats, le père abbé d'Anvers et le prélat de Parc³². Les norbertins n'eurent pas pris leurs

²⁹ Rome, 28 avril 1451: A.A.A., sect. I, n° 2391 (original); A.A.A., sect. I, reg. 24, f° 184v°-185r° (copie); P. LEFÈVRE (éd.), *Textes*, p. 22-23 (édition); R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 130.

³⁰ U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 195; A.G. JONGKEES, *Staat en Kerk in Holland en Zeeland onder de Bourgondische hertogen. 1425-1477*, Groningue, 1942, p. 33; L. LENAIN, *L'Eglise et l'Etat au temps des ducs de Bourgogne*, dans *Revue diocésaine de Tournai*, Tournai, 1953, p. 46-52 (51).

³¹ R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 129.

³² Bruxelles, 8 août 1446: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 3 et *Copia authentica* n° 472 (copies); R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek in de Nederlanden*, dans *De glans van Prémontré. Oude kunst uit witherenabdijen der lage landen. Tentoonstellingscatalogus*, Parc-Heverlee, 1973, p. 47-62 (50); R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 130.

précautions trop tôt. L'année suivante l'abbé de Tongerlo, Thierry de Haren, trépassa, mais le duc ne fit point usage de son privilège lors de la succession par Henri de Voren.

En 1457 ce dernier sentit que ses jours furent comptés et il fit vidimer une bulle de protection du pape Jean XXIII par le doyen de l'église Sainte-Croix de Liège³³. A sa mort en 1458 Henri de Kemmenaden lui succéda sans le moindre obstacle.

L'abbé Gauthier de Beringen de l'abbaye de Parc essaya de sauvegarder son abbaye par des lettres de protection ducales. Philippe le Bon promit que l'abbaye en cas de vacance, par décès ou toute autre cause, ne serait pas concédée en commende et il garantit aux chanoines l'élection libre de leur abbé. En outre le souverain promit de l'aide pour obtenir la confirmation nécessaire de l'écu³⁴. L'abbé Jean Maes écrivit avec raison que l'âge avancé de l'abbé de Beringen joua lors de la succession par Thierry de Tuldel un rôle aussi important que la menace de commende ou de provision³⁵.

La succession de Gauthier de Beringen se passa en toute quiétude. Mais également en Brabant, tout comme dans les autres territoires bourguignons, le duc et ses légistes s'apprêtèrent à concéder un nombre élevé d'abbayes en commende.

Les prémontrés brabançons eurent en leur sein un homme de marque, qui eut déjà une certaine expérience en matière de commende. Comme procureur général de son ordre auprès du Saint-Siège Thierry de Tuldel avait plaidé avec succès l'écartement des prélats commendataires des abbayes Saint-Jean-de-la-Castelle dans les Landes et de Bellpuig de las Avellanas en Catalogne. Des légistes de la curie romaine élaborèrent un compromis par lequel les abbés commendataires durent prendre l'habit dans l'année.

Thierry de Tuldel naquit en 1419 ou 1420 à Hilvarenbeek en Brabant septentrional comme second fils du colon Jean de Tuldel et Elisabeth de Groenendaal. Il étudia chez les frères de la vie commune à Bois-le-Duc, où il rencontra Henri van der Heyden, le futur prieur de Hérent, près de Louvain. A un moment inconnu il entra à l'abbaye norbertine de Tongerlo. Comme bon nombre de confrères il se fit immatriculer à l'université de Louvain récemment fondée. Après avoir parcouru le programme

³³ A.A.T., sect. I, n° 1971.

³⁴ Bruxelles, 3 mai 1459: A.A.P., R IV, 819 (original): «Consentons et aggreons que quant la vaquation de vostre eglise et abbaye escherva, soit par mort ou resignacion de vostre dit abbe ou autrement, vous procedez a election dautre futur abbe de homme de vostre couvent ou dautre de vostre religion et ordre»; A.A.P., R VII, 89, f° 9r°-9v° (copie).

³⁵ J. MASIUS, *Chronicon*, p. 260.

des *artes liberales*, il se dirigea vers Paris et y obtint le titre de licencié en droit canonique. Après ses études Thierry rentra à Louvain, où il fut assigné comme chargé de cours à la faculté de droit canonique pour la durée de quatre ans. A la fin de son professorat Thierry de Tuldél partit à Rome, où il se préoccupa pendant huit ans des intérêts de l'ordre. En qualité de procureur il déposa des suppliques, il prit soin de la confirmation et l'élargissement des privilèges de l'ordre de Prémontré et il stimula la réforme religieuse de son ordre. Thierry devint abbé de Parc en 1462 à l'intercession de Henri van der Heyden, le prieur du couvent de Bethléem à Hérent. En sa qualité de prélat de Parc, il fut une des figures les plus marquantes du clergé brabançon de la seconde moitié du quinzième siècle. Autour de cet abbé les prémontrés se réunirent dans leur lutte contre la commende³⁶.

4. Vaut-il mieux un rentier qu'un abbé commendataire?

En application de ses droits de nomination dans le duché de Brabant récemment acquis, Philippe le Bon préféra se dérober et invoquer la papauté³⁷. Son fils et successeur Charles le Téméraire changea radicalement de conduite. La prudence paternelle céda le pas à une politique active, caractérisée par de maintes interventions en matières ecclésiastiques. Une première confrontation entre le duc et les abbayes se produisit lors du décès de Henri de Kemmenaden, survenu le 22 avril 1470. Le souverain avait l'intention d'offrir l'abbaye de Tongerlo en commende à un de ses courtisans³⁸.

Les prémontrés eurent vent des intentions duciales et organisèrent la défense. Quelques jours après la mort de l'abbé Henri de Kemmenaden les norbertins de Tongerlo s'assemblèrent sous la présidence du père abbé Jean Fierkens et Thierry de Tuldél. Les prémontrés choisirent Jean Kin-schot par la voie du Saint Esprit comme nouveau supérieur. L'abbé anver-sois installa le prélat élu³⁹.

³⁶ N.J. WEYNS, *Diederik van Tuldél*, dans *Nationaal Biografisch Woordenboek*, VI, Bruxelles, 1974, col. 921-930.

³⁷ R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 129.

³⁸ Ceci ne concorda pas avec le libre choix abbatial, que l'évêque Bourchard de Cambrai eut déjà concédé au douzième siècle: Cambrai, 1130-1133: A.A.T., sect. I, n° 1 (original); A.A.T., sect. II, n° 1, f° 14r° et n° 3, f° 16r° (copies).

³⁹ A.A.P., R IV, 879; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, dans *Monasticon belge*, VII, 1, Liège, 1994, p. 263-375 (312).

Au mois de mai 1470 différents abbés prémontrés se réunirent à Louvain. Ils tentèrent de défendre l'élection de l'abbé de Tongerlo. Le 20 juin les prélats s'assemblèrent à nouveau et pendant cinq jours l'ordre du jour fut dominé par la problématique de la commende⁴⁰.

Le 1 juin 1470 le souverain pontife confia l'abbaye à un abbé séculier, Ferry de Clugny⁴¹, le prévôt du chapitre Saint Barthélémy de Béthune⁴².

⁴⁰ A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende en Brabant. 1470-1490*, dans *Analecta Praemonstratensia*, I, Tongerlo, 1925, p. 321-356 (327): «Anno lxx mensis may die x prelati congragati in Lovanio super defensione electionis abbatiss Tongerloensis. Consumpsit dominus in Lovanio diversis vicibus cum suis xj griffones, iij stuferos, vij grossos.

Item xx junii iterato super materia electionis congregati spacie quinque dierum consumpsit tam in carnibus pullarum collumbarum, vino, cerevisia, etcetera pariter vj griffones, iij stuferos, l placcas, vj grossos».

⁴¹ Ferry fut né comme second fils du conseiller bourguignon Henri de Clugny. Il obtint le degré de *doctor utriusque iuris* après des études à Padoue, Ferrare et Bologne. Comme émissaire il dirigea différentes ambassades duciales. En janvier 1477 il fit, tout comme son neveu, le protonotaire Guillaume de Clugny, part de la députation bourguignonne à la cour de Louis XI. En l'absence du chancelier il présida le Grand Conseil et le Parlement de Malines. Grâce à l'appui de son patron, le duc Charles le Téméraire, il eut une carrière ecclésiastique remarquable. Il fut abbé commendataire des abbayes bourguignonnes de Flavigny et de La Ferté, d'Hasnon aux bords de la Scarpe, de Marchiennes, de Saint-Denis-en-Broqueroie en Hainaut et de Tongerlo. Il assista le cardinal Jean Rolin comme évêque auxiliaire d'Autun. Pie II lui octroya le titre de notaire papal. Le duc Charles rêva de voir Ferry sur le siège épiscopal d'Amiens. La nomination du fils du seigneur de Gaucourt, un partisan de Louis XI, déplut fortement au duc. Finalement le pape le nomma évêque de Tournai le 22 mars 1473. Le 5 mai 1480 Sixte IV l'éleva au rang de cardinal et lui attribua l'église de Saint Vital. Ferry décéda à Rome le 7 octobre 1483; A.S.V., *Instr. Misc.*, 5015, f° 21r°-21v°; A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 79v°, 80v° et 113v° et 84, f° 117r° et 209r°; J. BARTIER, *Légistes et gens de finances au XVe siècle. Les conseillers des ducs de Bourgogne Philippe le Bon et Charles le Téméraire*, Bruxelles, 1955, p. 128; U. BERLIÈRE, *Inventaire analytique des libri obligationum et solutionum des archives vaticanes (1389-1500) au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai*, Rome-Bruges-Paris, 1904, p. 199, n°s 1788, 1789, et 1791, p. 200, n° 1798, p. 201, n°s 1809 et 1813, p. 202, n° 1816, p. 205, n° 1849 et p. 208, n° 1876; A. CIACONIUS, *Vitae et res gestae Pontificum Romanorum et Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium. Ab initio nascentis Ecclesiae usque ad Clementem IX*, III, Rome, 1677², col. 77 et 78; E. DE BORCHGRAEVE, *Ferry de Clugny*, dans *Biographie Nationale*, VII, Bruxelles, 1880-1883, col. 41-43; J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature de Flandre au XVe siècle. Les missions dans les Pays-Bas de Luc de Tolentis, évêque de Sébénico (1462-1484)*, dans *Bulletin de l'institut historique de Rome*, XXV, Bruxelles-Rome, 1949, p. 27-144 (115-118); R.J. WALSH, *The coming of Humanism to the Low Countries*, dans *Humanistica Lovaniensia*, XXV, Louvain, 1976, p. 146-197 (191).

⁴² Rome, 1 juin 1470 (4x) et 9 juin 1470 (1x): A.S.V., *Reg. Vat.*, 524, f° 51v°-52r°, 52r°-52v°, 52v°, 52v° et 53r° (copies); A.A.A., sect. IV, n° 85; A. VAN BOTERDAEL, *Brabantia Praemonstratensis*, p. 315; A.A.P., R IV, 913; A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 2, f° 0v°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 199, n° 1788; C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales dans les Pays-Bas avant le dix-neuvième siècle*, dans *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, V, Louvain-Bruxelles, 1868, p. 315-343

Ce légiste princier de haut niveau eut le profil idéal du commendataire. Il se distingua par une habilité extrême dans la collection de canonicats. Au moins dans six abbayes cet ecclésiastique séculier occupa la charge abbatiale. En 1473 il monta sur le siège épiscopal de Tournai. Le chapeau de cardinal couronna sa carrière ecclésiastique.

Il semble étrange que la commende se fit «ad relationem Reverendissimi Domini Rothomagensis», sur proposition de Guillaume d'Estoutteville, le cardinal protecteur de l'ordre de Prémontré⁴³. Bien que maints historiens firent les louanges de l'archevêque de Rouen, le protecteur ne puisa que peu d'énergie afin de remplir sa tâche. Pendant les années 1477-1480 il ne prit guère d'initiative pour déjouer la commende malgré son ample rémunération⁴⁴. Il ne faut cependant pas exagérer, puisque à chaque nomination le candidat fut présenté par un promoteur. L'évêque de Mâcon fit ainsi fonction de promoteur lors de la nomination de Ferry au siège épiscopal de Tournai⁴⁵.

La prise de possession de l'église et du cloître de Tongerlo par Ferry de Clugny se déroula en toute sérénité⁴⁶.

Non seulement l'entourage ducal, mais aussi la curie tentèrent de bénéficier de la commende à Tongerlo. Deux semaines après la nomination Hugues Pinard, le chargé d'affaires de Ferry et chanoine à Metz, s'engagea pour le paiement d'un *servitium commune* exorbitant⁴⁷ d'un montant de treize cents florins et pour cinq petits services. L'abbé commendataire

a omis la commende en faveur de Ferry de Clugny; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 130.

⁴³ A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 57r°.

⁴⁴ A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 4r° (2x) et 4v°: «Item et pro stipendijs protectoris ordinis predicti pro anno lxxvij° solvit reverendissimo domino cardinali Rothomagensi prout ex eius quitancia etcetera inferius annotata constat

c ducata».

«Item et similiter pro stipendijs protectoris ordinis predicti pro anno lxxix° solvit eidem reverendissimo domino cardinali prout ex eius quitancia hic annotata constat

c ducata».

«Item et pro stipendijs protectoris ordinis predicti pro anno lxxxij° solvit eidem reverendissimo domino cardinali Rothomagensi quinquaginta ducatos et alios quinquaginta soluit dictus frater Tossanus de tallijs ordinis per eum in cicaria Bavarie et Suevie collectis et pro tanto idem Parcensis non computat hic nisi

l ducata».

⁴⁵ A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 79v°; A.A.P., R VII, 21: J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 128.

⁴⁶ A.A.P., R IV, 879.

⁴⁷ Normalement les services ne coûtèrent que trois cents florins.

se limita au versement de six cent cinquante florins. Jean Kinschot règle le solde après la résignation de Ferry⁴⁸.

Malgré la commende Jean Kinschot fut considéré comme le vrai dirigeant de la communauté abbatiale de Tongerlo. La ville de Louvain reconnut l'abbé élu. L'automne de 1470, le mardi après la procession de la Vierge, le magistrat urbain régala Jean Kinschot de quatre cannettes de vin du Rhin et de deux cruches de vin de Beaune. Le norbertin jouissa de cette quantité abondante chez Thierry de Langenhove, le tenancier de la Rose, et chez Claes Merchant, tavernier au Monriaen⁴⁹. Le prémontré n'assista néanmoins pas aux processions louvanistes des années 1470 et 1471⁵⁰.

Son adversaire, l'abbé commendataire, fut entretenu avec la même convivialité. Les autorités municipales ne voulurent déplaire à Ferry de Clugny et le délectèrent début 1468, fin 1469 et fin 1470 avec des cannettes de vin. La dernière année, quand le conseiller ducal fut abbé séculier de Tongerlo, la ville se montra très généreuse. Ferry de Clugny et Jean Carondelet, en mission ducal dans les quatres capitales brabançonnnes, furent régalez à Louvain pendant trente jours aux frais de la ville. Les clercs municipaux enregistrèrent des dépenses pour un montant de cinquante-neuf florins⁵¹.

Le légiste Ferry de Clugny ne s'intéressa pas à la charge abbatiale. Son attention se limita aux revenus abbaciaux. Maître Jacques, secrétaire du commendataire, fut chargé des contacts avec les religieux. A Pâques 1471 le serviteur collecta un présent pour son patron⁵². Ferry employa l'abbé élu, Jean Kinschot, comme vicaire.

Au printemps de 1471 le commendataire et les norbertins s'apprêtèrent au compromis. Les abbés prémontrés s'assemblèrent à plusieurs reprises et démontrèrent une activité administrative intense. Au mois de février les prélats se réunirent pendant six jours à Malines. Jean Kinschot y assista aux délibérations. Puis il prit la direction de Louvain, vraisemblablement en compagnie de son collègue de l'abbaye de Parc⁵³. Pendant pas moins

⁴⁸ Rome, 16-17 juin 1470: A.A.T., sect. I, n° 2105 (original); A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 84, f° 118v°; Les collaborateurs de la curie situèrent l'abbaye de Tongerlo erronément dans l'évêché de Tournai; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 199, n° 1791.

⁴⁹ A.V.L., 5097, f° 7v°.

⁵⁰ A.V.L., 5096, f° 5r° et 78r° et 5097, f° 6r° et 77v°.

⁵¹ A.V.L., 5094, f° 37r°, 5096, f° 7r° et 5097, f° 65r°.

⁵² A.A.T., sect. II, n° 561, f° 3v°; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 327.

⁵³ Février 1471: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 3r°: «Item pro expensis meis per vj dies Mecghelinie in dieta prelatorum et ulterius in Louanio

iiij libra ij solidos viij denarios».

de treize jours Thierry de Tuldal et Jean Kinschot firent le bilan de la situation. Ils demeurèrent à Bruxelles et en d'autres lieux⁵⁴. Au mois de mars 1471 les prélats norbertins convoquèrent une nouvelle assemblée à Malines. Ils firent rédiger plusieurs lettres⁵⁵. Le 4 mars 1471 les partis concernés conclurent un accord dans les bâtiments claustraux de Tongerlo. La communauté locale souscrivit aux conditions de la renonciation de Ferry de Clugny⁵⁶.

Henri de Someren, un ami intime de Thierry de Tuldal, joua un rôle prépondérant dans l'achèvement de la commende. Ce professeur s'apprêta à partir en direction de Rome afin de se pourvoir en cassation contre sa répudiation comme professeur de théologie à l'université de Louvain. Il reçut cinquante florins de l'abbaye de Tongerlo. Les mots «pro confirmatione», qu'un chanoine enregistra dans le livre des comptes de Tongerlo, indiquèrent que les norbertins prévoyèrent une sanction pontificale en accord avec le commendataire⁵⁷.

Le pape ratifia la convention le 24 mai 1471⁵⁸. Il concéda aux religieux le libre choix de l'abbé moyennant une pension⁵⁹ annuelle de mille florins en faveur de l'abbé séculier⁶⁰. Ferry résigna à l'abbaye et les religieux élirent Jean Kinschot. Le paiement de la rente annuelle dut avoir

⁵⁴ Février 1471: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 3r°.

⁵⁵ Mars 1471: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 3r°: «Item pro expensis meis Mecghelinie cum multis litteris ibidem scriptis in dieta prelatorum

iiij libra v solidos Brabantie».

⁵⁶ Tongerlo, 4 mars 1471: A.A.P., R IV, 879 (copie); C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 315.

⁵⁷ Mars 1471: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 3r°: «Ego dedi magistro Henrico de Zomeren ad proficiscendum versus curiam romanam pro confirmatione

l florenum renensem aureum».

⁵⁸ Rome, 24 mai 1471: A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 62v°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 200, n° 1798; A. ERENS, *Thierry van Tuldal et la commende*, p. 327; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312.

⁵⁹ Le droit canonique, plus spécifiquement le privilège papal d'Alexandre IV daté du 23 juillet 1256, permet à l'ordre de Prémontré tout refus de pension, même accordée par la papauté: A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 15, p. 27, reg. 16, p. 24 et reg. 17, f° 3r°; A.E.A., abbaye Saint-Michel, n° 4, f° 300v°; Le roi Charles VI eut légiféré strictement en matière de rentes viagères au profit de cardinaux et d'étrangers. La procédure impliqua la convocation de commissaires: Paris, hospice Saint-Paul, 6 octobre 1385: A.A.P., C VII, case LII, liasse 1, n° 3 (copie).

⁶⁰ A.A.T., sect. I, n° 2155: Quelques années plus tard le pape Sixte IV relata que «dudum siquidem felicitis recordationis Paulus papa ij, predecessor noster, venerabili fratri nostro Ferrico, episcopo Tornacensi, tunc canonico Cameracensi, pensionem annuam mille florenorum auri renensium super fructibus, redditibus et proventibus monasterij Beate Marie de Tongerlo dedit».

lieu à Bruxelles ou ailleurs en Brabant ou en Flandre, où Ferry résida. L'argent dut être, sous peine d'excommunication, à la disposition de l'ancien commendataire ou de son plénipotentiaire. Les dates d'échéance furent le 1 mars et le 1 septembre⁶¹.

L'élaboration du compromis fit couler beaucoup d'encre. Guillaume Swinnen reçut trente-cinq florins pour son ouvrage de copiste⁶². En janvier 1472 maître Jacques, le secrétaire du rentier, rendit à Tongerlo les matrices de sceau, que Ferry de Clugny eut encore en sa possession⁶³.

L'accord clôturé rendit la voie libre pour la consécration de l'abbé élu. Paul II confirma la provision de l'abbaye de Tongerlo en faveur de Jean Kinschot, originaire de Turnhout. Il acquitta le nouveau supérieur de toute censure ecclésiastique qu'il put avoir encourue lors de la querelle avec l'évêque de Liège concernant l'église de Tilbourg⁶⁴. Le nouveau prélat versa la taxe d'élévation obligatoire. Les services s'élevèrent à environ six cent cinquante florins et à cent cinquante florins. La banque des Médicis prit soin de la deuxième transaction. Le camerlingue papal écrivit qu'il perçut l'argent «per manus societatis banchi de Medicis», dirigée par les «honorabilibus viris Laurentio et Juliano de Medicis»⁶⁵.

Jean Kinschot reçut la consécration abbatiale au mois de novembre des mains de l'évêque suffragant diocésain. L'eucharistie fut célébrée en présence des prélats Jean Fierkens et Thierry de Tuldal. Le père abbé et l'ancien procureur de l'ordre célébrèrent⁶⁶. Le nouveau prélat voulut démontrer que, contrairement à son prédécesseur séculier, il s'occupa activement de la charge abbatiale. Voilà pourquoi l'abbé Kinschot visita peu de jours après son sacre les moniales du Besloten Hof à Herentals⁶⁷.

Seulement après la résignation de Ferry de Clugny et les arrangements financiers, le duc Charles le Téméraire accepta l'hommage du nouvel abbé de Tongerlo⁶⁸.

⁶¹ A.A.P., R IV, 879.

⁶² Décembre 1471: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 7r°: «Item pro domino Willhelmo Swinnen de scriptura sua quando Fericus renunciavit abbacie

xxxv florenos renenses».

⁶³ A.A.T., sect. II, n° 561, f° 8r°.

⁶⁴ Rome, 24 mai 1471: A.A.T., sect. II, n° 199, couverture (original).

⁶⁵ Rome, 24 et 27 septembre 1471: A.A.T., sect. I, n°s 2118 et 2138 (originaux).

⁶⁶ Novembre 1471, A.A.T., sect. II, n° 561, f° 7r°; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312.

⁶⁷ Novembre 1471: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 7r°.

⁶⁸ A.A.T., sect. II, n° 561, f° 7v°.

Lors de la nomination de Ferry de Clugny comme évêque de Tournai, le pape Sixte IV lui ôta la pension et octroya la rente à Philibert Hugonet⁶⁹, l'évêque et futur cardinal de Mâcon⁷⁰. Bien que ce frère du chancelier bourguignon fut longtemps titulaire de la rente, il dut attendre les années 1480 avant de s'en procurer les fruits.

Au printemps de 1476 l'évêque Philibert de Mâcon et l'abbé Thierry de Tuldel⁷¹, en sa qualité de plénipotentiaire de l'abbaye de Tongerlo, négocièrent le paiement de la rente dans la demeure romaine du cardinal. Le notaire Jean Nilis, un légiste de la curie et prévôt de Sainte-Pharaïlde à Gand, prit note des modalités de l'accord. L'abbé de Tongerlo dut amortir deux mille deux cents ducats au cardinal de Mâcon. Le prélat de Parc s'engagea pour la première tranche de mille ducats, moyennant un taux de change de soixante gros de Flandre. Cette somme dut être soldée dans les trois mois. Les deux partis convinrent de conclure la transaction par Gabriël Ofhuys⁷² et par la société de Jean de Vresselt. Le solde de mille deux cents ducats serait payé par l'intermédiaire de Gabriël Ofhuys ou un autre marchand bruxellois dans les délais prévus. A la demande de Thierry van Tuldel l'ecclésiastique Henri de Houterlé et les marchands Victor de Bakarem et Jean de Vresselt se portèrent garant de la dette contractée⁷³. Un mois plus tard le pape insista auprès du duc Charles le

⁶⁹ Philibert Hugonet fut issu d'une famille de patriciens de Mâcon. Son oncle Etienne Hugonet y monta sur le trône épiscopal en 1451. En 1468 au plus tard il entra dans le conseil ducal. Il prit la charge de l'éducation de ses neveux Guillaume et Philibert Hugonet. Philibert étudia le droit civil et le droit canonique à Turin et Pavie. Il obtint le titre de *doctor utriusque iuris*. Vers 1455 il tint comme commendataire l'abbaye bourguignonne de Moutiers-Saint-Jean. Le 2 octobre 1472 il succéda à son oncle à la tête de l'évêché de Mâcon. Le pape le promut au rang de cardinal le 7 mai 1473. A deux reprises, en 1473 et 1480, il assuma l'abbatiate commendataire de l'abbaye hennuyière de Saint-Denis-en-Broquerie. Son frère Guillaume fut au service de Philippe le Bon, du roi de France Charles VII, du duc Jan II de Bourbon et de Charles le Téméraire. En l'espace de six ans il attint le sommet de l'administration bourguignonne: A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 79v°, 84, f° 210v° en 84A, f° 78v°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 201 et 202, n°s 1810 et 1817 et p. 206 n° 1860; A. CIACONIUS, *Vitae et res gestae*, III, col. 54; W. PARAVICINI, *Zur Biographie von Guillaume Hugonet, Kanzler Karls des Kühnen*, dans *Festschrift für Hermann Heimpel*, II, Göttingen, 1972, p. 443-481 (444-450); E. VARENBERGH, *Guillaume Hugonet*, dans *Biographie Nationale*, IX, Bruxelles, 1886-1887, col. 645-646.

⁷⁰ Rome, 14 février 1475 (n.s.): A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 4 (copie) et sect. I, n° 2155; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 327; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312.

⁷¹ L'abbé de Tuldel fut en possession d'une lettre de procuration rédigée par le notaire Louis de Groenendael à charge de la communauté conventuelle de Tongerlo.

⁷² Gabriël Ofhuys fut un commerçant bruxellois qui entretenait de très bonnes relations avec l'abbaye de Parc: A.A.P., R X, 18, f° 129v°.

⁷³ Rome, 3 avril 1476: A.A.T., sect. I, n° 2196 (original).

Téméraire qu'il veilla personnellement au respect de la convention entre le cardinal et les prémontrés⁷⁴.

Deux ans et demi plus tard les norbertins et Philibert Hugonet se rassemblèrent de nouveau autour de la table de négociations, parce que le cardinal n'eut encore rien perçu de la somme promise. Pour résoudre cette question épineuse l'abbé et les chanoines de Tongerlo donnèrent carte blanche⁷⁵ à leur procureur, Thierry de Tuldel. L'abbé de Parc fit passer les transactions par la banque du marchand bruxellois Victor de Bakarem⁷⁶, dont l'agent Nicolas se présenta en compagnie du cardinal à Rome devant le notaire Pierre Barbe de Besançon. Jean Nilis et Henri de Houterlé s'engagèrent comme garants⁷⁷. Afin de rembourser leurs dettes les prémontrés offrirent tout un service d'argenterie, composée d'assiettes, de grands et de petits plateaux, ainsi que des chandeliers⁷⁸. Toutes ces pièces pesèrent quarante-six livres. L'abbé offrit d'autres objets en argent, qui représentèrent à Bruxelles une valeur de plus de soixante gros de Flandre. Le cardinal se montra satisfait des assiettes, des chandeliers et des grands et des petits plateaux qui lui furent offerts⁷⁹.

En 1479 l'abbaye de Tongerlo n'eut pas entièrement appuré la dette contractée. Un auditeur général de la chambre apostolique des comptes autorisa les créanciers brabançons Gabriël Ofhuys, Jean de Vresselt et Victor de Bakarem à saisir une somme de mille quatre cents ducats au détriment de l'abbaye de Tongerlo⁸⁰.

Bien qu'il agît avec zèle pendant une longue période pour l'encaissement de la pension, le frère du chancelier bourguignon eut aliéné la pension annuelle de nombreuses années au préalable. Le troisième titulaire

⁷⁴ Rome, 4 mai 1476: A.A.P., R IV, 919 (original).

⁷⁵ A.A.T., sect. I, n° 2243: «Reverendus pater dominus Theodoricus, abbas monasterij Parcensis ordinis et diocesis predictorum, tam suo proprio et privato, quam etiam ut procurator et procurator nominibus abbatis et conventus dicti monasterij Beate Marie predictorum, adhuc ad eisdem abbate et conventu specialem et plenariam facultatem habens».

⁷⁶ A.A.T., sect. I, n° 2243: «necnon venerabiles viri magistri Victor de Bakarem, mercator Brucellensis Cameracensis diocesis, tam suo quam pro et nomine sociorum suarum in bancho Victoris vulgariter dicto mercatoris».

⁷⁷ Jean Nilis fut notaire principal à la rote. Sa nomination data d'avant le 26 juillet 1469. Henri de Houterlé, de l'évêché de Cambrai, travailla dès le 16 octobre 1469 comme notaire-substitut au tribunal papal. Le 15 juillet 1472 Jean Nilis et Henri de Houterlé firent fonction de notaire-substitut: A.S.V., Index 1057, f° 1r° et 3r°; A.S.V., *Rota, Manuale actorum et citationum* 1, f° 565r° et 576r° et 4, f° 298v°.

⁷⁸ Les norbertins payèrent «in discis, scutellis, cadretis, scutellinis et tribus candelabris argenteis ascendentibus ad quantitatem quadraginta sex librarum»: A.A.T., sect. I, n° 2243.

⁷⁹ Rome, 26 novembre 1478: A.A.T., sect. I, n° 2243 (original).

⁸⁰ Rome, 10 mai 1479: A.A.T., sect. I, n° 2253 (original).

de la rente fut le nonce Luc de Tolentis, évêque de Sibenik en Dalmatie. L'arrière-pensée de cette transaction est compréhensible: Philibert Hugonet dut son chapeau de cardinal surtout aux efforts assidus du légat pontifical. Dans sa supplique l'évêque de Sibenik invoqua sa «paupertatem et miseriam, in qua coniectus [erat]». En outre il rafraîchit la mémoire du Saint-Père en fixant l'attention sur les multiples dangers et charges, qui'il eut à subir en sa qualité de légat apostolique⁸¹.

Plus tard le pape prétendit qu'à chaque transfert la pension annuelle fut résiliée et qu'une nouvelle rente d'une valeur de mille florins fut instaurée⁸².

La rente, qui «per tot manis translata erat», menaça les finances du monastère de Tongerlo. La pension pesa lourdement sur les revenus abbaciaux. L'abbaye emprunta mille florins à maître Paul de Rota. Au début de l'abbatit de Werner de Halleer, en janvier 1477, les prémontrés remboursèrent le prêt⁸³.

L'abbaye ne put collecter les annuités dues sans la vente de biens. Afin de rassembler la dette contractée le Souverain Pontife accorda au couvent de Tongerlo le droit d'aliéner annuellement des biens abbaciaux d'une valeur de mille florins. Sixte IV stipula que «et deinde pro parte dilectorum filiorum abbatis et conventus monasterij Beate Marie de Tongerlo premonstratensis ordinis cameracensis diocesis nobis nuper exhibita petitio continebat quod fructus redditus et proventus monasterij prefati ad solutionem annue pensionis mille florenorum renensium super fructibus redditibus et prouentibus eiusdem dilecto filio magistro Ferico de Clugniaco, clerico Eduensis diocesis notario nostro, reservare integre sibi singulis annis persoluende»⁸⁴. En 1475 Thierry de Tuldel obtint une approbation papale permettant d'aliéner des biens et de combler les dettes abbaciales⁸⁵.

Le faste, la pompe et les besoins pécuniaires permanents de la cour bourguignonne ne furent pas le seul élément en jeu. De toute apparence la curie romaine eut une image incorrecte du monastère de Tongerlo. Bien que plus petite que l'abbaye Saint-Michel d'Anvers, l'institution de

⁸¹ A.A.T., sect. I, n° 2155, 2196 et 2243; A.S.V., *Instr. Misc.*, 5015, f° 19r°; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 196; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 328; J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature*, p. 114; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 131.

⁸² A.A.T., sect. I, n° 2155.

⁸³ Janvier 1477: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 18v°.

⁸⁴ Rome, 5 octobre 1471: A.A.T., sect. I, n° 2119 (original).

⁸⁵ Rome, 13 juillet 1475: A.A.T., sect. I, n° 2181 (original); A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 333.

la Campine paya des *fructus primi anni* bien plus élevés⁸⁶. Guillaume d'Estoutteville, le cardinal-évêque d'Ostie et protecteur des norbertins à Rome, chiffra à base du registre de la *camera apostolica*, que les annates lors du pontificat de Paul II s'élevèrent à trois cents florins d'or. Mais, vu la grande richesse de l'abbaye, il sembla opportun aux fonctionnaires de la curie romaine de majorer la taxation de sept cents florins pour atteindre un montant de mille florins. Hubert de Monthermé, l'abbé de Prémontré, insista auprès des légistes pontificaux sur cette dissemblance majeure. La pauvreté relative du monastère brabançon contraignit la curie romaine à un retour au tarif initial de trois cents florins⁸⁷.

Malgré les mesures draconiennes la papauté n'eut aucun intérêt à ruiner l'abbaye de Tongerlo. Elle voulut surtout plaire au duc Charles le Téméraire. Elle ne vit aucune contrainte à accorder une pension exorbitante en faveur d'un courtisan bourguignon. L'attitude prise par le Saint-Père dans la querelle de la prévôté de Diest, illustre la pensée pontificale.

En dépit de la contestation des droits de Tongerlo sur la plus haute dignité du chapitre de Saint-Sulpice, Sixte IV désigna le théologien prémontré Jean Mathaei⁸⁸ par provision apostolique à la prévôté. De surcroît il confirma que seuls les chanoines de Tongerlo purent exercer la dignité de prévôt, car «pro tempore vacare contingerit nulli nisi canonico monasterij Beate Marie de Tongerlo»⁸⁹. En outre le pape subvint en janvier

⁸⁶ La curie porta des *servitia communia* ou des services communs en compte lors de la concession de bénéfices consistoriaux. Ces hautes dignités englobèrent les évêchés et les grandes abbayes. La taxation s'éleva à un tiers des revenus estimés de la première année (dès lors: annates). Le produit en revint pour la moitié à la *camera*, pour l'autre moitié au Sacré Collège. Les *servitia minuta* ou services mineurs se portèrent à un trentième des revenus. Ils furent employés pour la rémunération des clercs de la chancellerie. Le *servitium commune* eut évolué d'une donation de plein gré (*oblatio*) à une taxation obligatoire (*taxa papalis*). Sa perception se généralisa au cours du treizième siècle à cause de l'accroissement du pouvoir pontifical de nomination. Vu le grand mécontentement le Concile de Constance (1414-1418) abolit les petits annates. Les grandes annates subirent le même sort lors du Concile de Bâle (1431-1437). Le concordat entre le pape Nicolas V et l'empereur allemand Frédéric III de 1448 reintroduisit les annates à une échelle plus restreinte. Dès 1534 la couronne anglaise se servit des annates pour son propre usage: *The Oxford Dictionary of the Christian Church*, F.L. CROSS et E.A. LIVINGSTONE (éd.), p. 59; *Theologisch Woordenboek*, H. BRINK (éd.), I, col. 149-150.

⁸⁷ Rome, 13 décembre 1482: A.A.T., sect. I, n° 2315 (original) et sect. IV, n° 55/1, n° 2, f° 1r°; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 315.

⁸⁸ Jean Mathaei de Duffel fut docteur en théologie et curé à Roosendaal: A.A.P., R IV, 879.

⁸⁹ Rome, 13 octobre 1473 (2x) et 27 novembre 1473: A.A.T., sect. I, n°s 2149, 2150 et 2151 (originaux) et 2565 (vidimus); Notariat Leonard de Parto, 14 avril 1474: A.A.T., sect. I, n° 2157 (original); M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 313.

1473 aux souhaits des norbertins lors de l'incorporation dans l'abbaye de l'église de Moergestel près d'Oisterwijk⁹⁰.

5. Le voyage romain de Thierry de Tuldé et l'abrogation de la pension

La rente annuelle risqua de créer un précédent dangereux. Elle passait de main en main sans le consentement de la communauté de Tongerlo. Les prémontrés voulurent se libérer dans les plus brefs délais de cette charge contreignante. La seule instance capable de les dispenser de leur engagement, ne fut autre que le Saint-Siège. A cette fin Thierry de Tuldé décida d'entamer un voyage à Rome afin de veiller personnellement à l'abrogation de la rente.

Une mission ducal dans le cadre de la querelle des futurs contingents lui fournit l'occasion par excellence pour se rendre en Italie. Le duc Charles le Téméraire munit l'abbé de Parc de sauf-conduits et de lettres de recommandation pour le pape et le collège des cardinaux. Le souverain désigna le prélat comme «son conseiller favori». L'abbé put aussi compter sur l'intercession de Louis de Bourbon. L'évêque de Liège lui remit des lettres d'introduction destinées à Guillaume d'Estoutteville, le cardinal-évêque d'Ostie⁹¹.

Pour le financement de son voyage l'abbé fit appel à des marchands, des proches et des confrères. Cinq personnes collectèrent la plus grande partie des fonds destinés aux frais du voyage. Arnold Vincke, un chanoine de Parc, apporta cent vingt-cinq florins. Un noble malinois offrit cent florins. Le marchand bruxellois Gabriël Ofhuys, qui entretenait d'étroites relations avec l'abbaye, présenta deux cents ducats. Baudouin, un autre commerçant, qui rentra de la curie, contribua avec cent ducats. Le notaire⁹² Jean Lachaert prêta trente florins⁹³.

Arrivé à Rome, Thierry de Tuldé, en sa qualité de chargé d'affaires de l'abbaye de Tongerlo, visa à la cassation de la rente annuelle. Sa supplique fut favorablement reçue par la curie. Le 17 mars 1475 le pape annula la pension de Lucas de Tolentis, parce qu'elle imposa une charge

⁹⁰ Rome, 18 janvier 1473: A.A.T., sect. II, n° 116, f° 157r°-158r° (copie); Rome, 1 septembre 1474: A.A.T., sect. I, n° 2166 (original).

⁹¹ Louvain, 13 juillet 1474 (3x): L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 202-207 (éditions); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 197; A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 328; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 122-123; R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 50-51.

⁹² A.A.T., sect. I, n° 2350/b.

⁹³ A.A.P., R VIII, 13, f° 118r°.

trop lourde à supporter pour la communauté des chanoines de Tongerlo⁹⁴. La pension porta préjudice au service divin, à l'hospitalité traditionnelle et à la distribution d'aumônes. La rente fut cassée, annulée et considérée comme nulle et non avenue. L'abbé Jean Kinschot ne fut plus tenu aux annuités, puisque «litteras predictas [...] inde secuta auctoritate apostolica predicta tenore presentium cassamus et annulamur ac nullius fuisse et esse valoris uel momenti et dictum Johannem abbatem ad solutionem dicte pensionis non teneri»⁹⁵. Quatre semaines après l'approbation de la bulle *Super gregem dominicum* il s'adressa au cardinal Latin d'Orsini⁹⁶, le camerlingue papal. A la demande de l'abbé le collaborateur de la curie rédigea un *vidimus*. Pour sa transcription il se basait sur l'enregistrement du document dans le «libro primo secreto bullarum sanctissimi domini nostri, domini Sixti papae quarti», qui fut conservé à la chambre apostolique des comptes⁹⁷.

La promulgation de la bulle d'annulation se fit le 28 mars 1475 dans l'abbaye Saint-Pierre au Mont Blandin à Gand par le notaire Gauthier Bosmans. Son collègue Pierre de Perlyck⁹⁸ assista comme procureur de l'abbé de Tongerlo à la promulgation. Maître Thierry de Groenendaël, un oncle de l'abbé de Parc, représenta les autres prélats brabançons. Après la cérémonie le notaire Gauthier Bosmans se dirigea vers la demeure urbaine du nonce Luc de Tolentis. Il communiqua le contenu de la bulle à Nicolas Ruard, le représentant du légat⁹⁹.

Thierry rentra aux Pays-Bas muni d'un bref papal louant ses merites¹⁰⁰. Le duc Charles le Téméraire n'apprécia pas du tout l'intervention de

⁹⁴ U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 197; L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 216; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 329.

⁹⁵ Rome, 17 mars 1475 (n.s.): A.A.T., sect. I, n° 2155 (original) et n° 2156 (vidimus) et sect. II, n° 55/1, n° 5 (copie de vidimus).

⁹⁶ A. CIACONIUS, *Vitae et res gestae*, III, col. 89: Cet aristocrate romain fut cardinal-prêtre de Saint-Jean et Saint-Paul. Il décéda comme cardinal-évêque de Sabina en 1477.

⁹⁷ 12 avril 1475: A.A.T., sect. I, n° 2156 (original) et sect. II, n° 55/1, n° 5 (copie); A.S.V., *Div. Cam.*, 39, f° 14v°; U. BERLIÈRE, *Inventaire analytique des diversa cameraria des archives vaticanes (1389-1500) au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Thérouanne et Tournai*, Rome-Namur-Paris, 1906, p. 151, n° 696.

⁹⁸ Louvain, 6 avril 1472: A.A.P., R IV, 890: Pierre de Perlyck fut trois ans plutôt notaire dans le procès devant l'officialité liégeoise à Louvain, qui opposa le curé de Werchter, Jean Boys de Nekkerspoel, et l'abbaye de Vlierbeek.

⁹⁹ Gand, 28 mars 1475: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 6 (copie); A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 329; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312.

¹⁰⁰ Rome, 8 août 1475: L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 217 (édition); A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 330.

l'abbé de Tuldél. L'abrogation de la rente n'alla pas de concert avec le point de vue ducal où commendés et pensions furent considérées comme un droit acquis et comme une clef de voûte de la politique ecclésiastique des bourguignons. Le duc écrivit une lettre désobligeante au pape¹⁰¹.

Charles le Téméraire accueillit l'abbé de Tuldél en éclatant de fureur. Il ne put apprécier que le prélat norbertin l'eut tenu à l'écart des desseins de son voyage transalpin¹⁰². Dès ce jour il médita sur les modalités de sa vengeance. Il ne fit plus appel aux services du Souverain Pontife. Le duc fut non seulement offusqué par la cassation de la pension, mais également par la prohibition papale des commendés. Il stipula que le nonce Luc de Tolentis eut droit à la totalité de la pension, augmentée d'arrérages, et indiqua que le légat pouvait épuiser les mesures coercitives à sa disposition, afin de faire valoir ses droits¹⁰³. Le bourguignon se vit passé d'une telle facilité, qu'il ordonna la saisie des biens des abbayes de Parc et de Tongerlo. Il décréta une défense des paiements aux colons de Tongerlo et menaça l'abbaye de Parc d'une punition identique¹⁰⁴. Le huissier d'armes Etienne Waignon arriva à Tongerlo, muni d'un mandement en faveur de Luc de Tolentis. Il réclama une somme de mille florins, de la valeur de quarante gros de Flandre chacun. Parce que l'abbaye ne satisfait point aux exigences, il imposa une main mise sur sept fermes et quelques cens. L'abbé Jean Kinschot de Tongerlo tenta de persuader le huissier à ajourner la saisie, afin que l'église eût le temps de se procurer les revenus qui découlèrent du produit de ses possessions. Le huissier argumenta qu'il n'agit que en qualité d'exécuteur d'un mandement et ignore la requête abbatiale¹⁰⁵. L'autorité centrale fit souvent usage de la saisie comme moyen de pression vis-à-vis des monastères. En 1520 et 1527 la gouvernante n'hésita pas à confisquer le patrimoine des abbayes insurgées¹⁰⁶.

¹⁰¹ L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 224.

¹⁰² A. ERENS, *Thierry van Tuldél et la commende*, p. 330; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 125.

¹⁰³ A. ERENS, *Thierry van Tuldél et la commende*, p. 331.

¹⁰⁴ A.A.P., R IV, 911: «Dux ipse dilecto filio Theodrico abbati Parcensi, Premonstratensis ordinis, sic graviter indignatus videat, ut bona monasteriorum Tongerlensis, eiusdem ordinis, et dicti Parcensis arrestari [mandet]»; A.A.P., R IV, 913; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 131.

¹⁰⁵ A.A.T., sect. I, n° 2187; A. ERENS, *Thierry van Tuldél et la commende*, p. 331.

¹⁰⁶ P. GORISSEN, *Le séquestre des biens des abbayes brabançonnnes en 1527*, dans *Analecta Praemonstratensia*, XXXI, Averbode, 1955, p. 63-93 (63); R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 51 et 53.

L'abbé de Tongerlo se pourvut en cassation au Parlement de Malines. Il se référa aux lourdes charges qu'impliquèrent l'administration abbatiale. Le prélat invoqua qu'il fut de son devoir d'accueillir «tous passans» avec une hospitalité bienveillante et chaleureuse. Il reprit avec ardeur les arguments pontificaux en matière de la pension. Sixte IV dénonça «que telles pensions sont hayneuses et exhorbitants». De surcroît l'abbé plaida que son monastère fut lourdement chargé par les «aides et subventions» ducales. L'accusation abbatiale fut double: Jean Kinschot contesta le mandement octroyé à l'évêque de Sibenik, de même que le refus d'ajournement du huissier d'armes Etienne Waignon¹⁰⁷.

Inopinément le duc suivit l'argumentation prémontrée. Etienne Waignon dut rendre compte devant la cour de son exploit d'huissier. L'émissaire pontifical dut également assumer sa défense. Au cas où le légat ne se trouvât pas aux Pays-Bas bourguignons¹⁰⁸, il put se laisser représenter par un chargé d'affaires. Charles le Téméraire défendit le huissier et l'évêque explicitement d'entamer de nouvelles démarches. En guise de conclusion le duc appela le Parlement de Malines à prononcer rapidement un arrêt où «ilz facent bon et brief droit»¹⁰⁹.

Pour l'exécution de son arrêt le souverain ordonna au huissier d'armes Jean Clemensot alias Bonwonnoirs de sommer son collègue Etienne Waignon et le nonce Luc de Tolentis le 3 octobre 1475 de comparaître devant la cour suprême. A cet effet le huissier d'armes se présenta le 23 septembre à la demeure de l'évêque de Sibenik, où il trouva son procureur Nicolas de Coquerel¹¹⁰.

Devant le Parlement de Malines le procureur Baudouin de Grosere plaida pour le plaignant et Nicolas de Coquerel fit de même pour la défense¹¹¹. Le tribunal se réserva la sentence finale. L'abbaye de Tongerlo eut peu d'espoir de gagner le procès, car Charles le Téméraire supporta de toutes ses forces le légat. De hauts fonctionnaires ducaux tels que Ferry de Clugny et Guillaume Hugonet jouèrent un rôle prépondérant au Parlement de Malines. Quoique les norbertins ne purent apporter que leurs arguments irréfutables, la sentence finale contreignit contre toute attente

¹⁰⁷ A.A.T., sect. I, n° 2187.

¹⁰⁸ J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature*, p. 34: En juin 1473 et au cours des années 1474-1475 Luc de Tolentis ne résida point dans les Pays-Bas.

¹⁰⁹ Malines, 18 septembre 1475: A.A.T., sect. I, n° 2187.

¹¹⁰ Malines, 23 septembre 1475: A.A.T., sect. I, n° 2188.

¹¹¹ A.A.T., sect. I, n° 2193.

le légat papal et le huissier d'armes à la restitution des exploitations agricoles et des cens confisqués¹¹².

Le Saint-Père n'épargna aucune peine à prendre le prélat de Tuldel en protection contre la colère ducale. Le pape écrivit qu'il lui eut toujours plu de recevoir en audience le conseiller ducal tombé en disgrâce: «Dilectum filium Theodericum abbatem monasterii Parcensis ordinis Premonstratensis Leodiensis diocesis consiliarium tuum libenter vidimus et [...] benigne audivimus». Sixte IV crut que Thierry eut achevé la mission avec une telle diligence, que le pape se daigna de le recommander auprès du duc¹¹³.

Au printemps de 1476 la rage ducale ne fut point modérée. La fureur de duc fut si grande, que Sixte IV se vit contraint à transmettre de nouvelles recommandations au souverain. Il loua le «dilectum filium Theodericum abbatem Parcensem, pro quo nuper tibi etiam scripsimus», surtout «propter eius virtutes». Le pontife continua: «eximiam literaturam deligimus et nostra etiam contemplatione benigne audiri et commendatum haberi petimus ac rogamus»¹¹⁴. Il profita de l'occasion de mettre le duc au courant de la prohibition des commendes.

Le pape adressa quelques lettres à des confidents ducaux, comme Jean l'Orfèvre et Pierre Bégart, l'archidiacre de Valenciennes. Il exposa la situation et conclut qu'aucune faute ne put être imputée à Thierry de Tuldel¹¹⁵. Il demanda leur intervention en faveur de l'abbé de Parc. Les courtisans durent démontrer au duc Charles que l'annulation de la pension de mille florins fut inspirée par des considérations équitables et légitimes. Ils durent mouvoir le prince à se désister de commendes et de mesures disciplinaires envers les monastères récalcitrants¹¹⁶.

Le pape envoya un bref à l'évêque de Capaccio, un fervent partisan du légat. Ce dignitaire s'était occupé à stigmatiser Thierry de Tuldel. Le

¹¹² Malines, 2 janvier 1476 (n.s.): A.A.T., sect. I, n° 2193 (original); M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 312-313.

¹¹³ Rome, 8 août 1475: A.A.P., R IV, 907 (original); Rome (3x), 27 novembre 1475, 28 août 1475 et 4 mai 1476: A.A.P., R VII, 34, f° 56v°-57v°, 57v° et 58r° (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 218-223 édite le bref papal du 27 novembre 1475; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 331-332; N.J. WEYNS, *Diederik van Tuldel*, col. 925-926.

¹¹⁴ Rome, 2 mars 1476 (n.s.): J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 123-125; J. MASIIUS, *Chronicon*, p. 289-290 (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 226-229 (édition).

¹¹⁵ A.A.P., R IV, 911: «immunem arbitremur».

¹¹⁶ Rome, 15 novembre 1475 (3x) et 27 novembre 1475: A.A.P., R IV, 909-911 et 913 (originaux); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 224-225 (édition).

pape lui ordonna d'accepter la cassation et de mettre un terme aux intrigues. En outre il lui ordonna d'utiliser à la cour toute son influence pour que l'abbé de Tuldal regagnât la grâce du duc bourguignon¹¹⁷.

Dans le but de parer la politique ducale de nominations ecclésiastiques, Thierry de Tuldal fit un appel au Saint-Père. Il essaya de prémunir l'ordre de prémontré et les abbayes brabançonnes au moyen d'indults apostoliques et de lettres de protection contre les commendes.

En premier lieu le successeur de Saint Pierre confirma les libertés, franchises et immunités de l'ordre¹¹⁸. Le 22 mars 1476 Thierry reçut une bulle papale, par laquelle le Saint-Siège renonça à l'emploi de la commende lors de nominations abbatiales dans l'ordre de Prémontré. Dans sa poursuite de la faveur apostolique l'abbé de Tuldal se sut assuré à la curie de l'aide de Jean Nilis, prévôt du chapitre de Sainte-Pharaïlde à Gand¹¹⁹. Thierry paya au total six cent quatre-vingts ducats pour la réception de la bulle. Il emprunta la majeure partie de cette somme au commerçant bruxellois Victor de Bakarem. L'abbé récupéra les dépenses dans les années 1480 grâce à la perception de la taille de l'ordre dans différentes circaries¹²⁰.

Thierry veilla à ce que les dispositions de la bulle se réalisèrent. A sa demande le pape écrivit des brefs apostoliques à plusieurs souverains européens, notamment au roi de France et aux ducs de Bourgogne et de Souabe¹²¹.

¹¹⁷ U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 197; A. ERENS, *Thierry van Tuldal et la commende*, p. 332.

¹¹⁸ Rome, 12 janvier 1476 (n.s.): A.A.P., R VII, 28, f° 12r°-12v° et 29, f° 13r°-13v° (copies).

¹¹⁹ Rome, 22 mars 1476 (n.s.): A.A.P., R VII, 28, f° 14v°-15r° et 29, f° 14v°-15v° (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 293-294 (édition); A. ERENS, *Thierry van Tuldal et la commende*, p. 333; N.J. WEYNS, *Diederik van Tuldal*, col. 926.

¹²⁰ A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 2v°-3r° et surtout 2v°: «In primis pro magne bulle contra commendas etcetera diversis abbreviationibus pluries visitata et reformata exposuit idem abbas [Parchensis] cum adhuc esset in curia Romana xij ducatos

Item pro taxa abbreviatorum cum idem adhuc esset in curia exposuit

xxvj ducatos

Item et pro ulteriori expedicione ejusdem bulle exposuit in banco Victoris de Bakeren prout extra ipsius Victoris quitancia et illius bulle sollicitatoris missiva inferius annotata clare constat

vjC l ducatos».

Le marchand confirma que l'abbé lui eut remboursé l'argent emprunté.

¹²¹ «Ende op dat de voorschreven declaratie ende edictie van onsen Heijlighen Vader te voirder stadt hebben ende grijpen soude moghen, soo heeft hij daer om gesonden aen diverse kerstene princen ende onder d'andere aen wijlen onsen harde lieven heere ende vader hertoghe Kaerle, saligher gedachten, sijne brieven biddende ende seere ernstelijck begeerende, dat hij hertoghe Karele, onsen voirschreuen heijlighen vader, in toecomende tijden niet bidden oft aen hem begeeren en wilde voor wie die waere abdijen oft anderen

Sixte IV informa les princes que désormais nul monastère prémontré ne put être concédé en commende¹²².

Le 9 juin 1476 le pape promulgua le *Motu Proprio Regimini universalis ecclesie*. Sixte IV y répéta que les commendes furent illicites. Tous les monastères norbertins, qui ne devinrent pas vacants à la curie romaine, purent dorénavant lors d'une sédisvacance entamer l'élection libre d'un prélat, comme décrétée dans les statuts et les habitudes de l'ordre. La présence du père abbé où de commissaires resta prescrite. Dans le cas d'une discorde au sein du corps électoral ou de dissensions entre les chanoines le candidat le plus apte dut être nommé. Provisions, commendes ou toute autre disposition pontificale similaire ne s'étendront plus sur ces monastères. Le pape se réserva néanmoins le droit de dévier de la prohibition en cas de circonstances particulières. La *sanctio derogativa* valut seulement au cas où le pontife promulgua trois bulles consécutives. Il fallut explicitement rappeler les pièces antérieures dans les lettres postérieures. De surcroît le pape dut adresser les trois bulles au même monastère. Finalement le Saint-Père dut à chaque fois prendre en compte un délai de trois mois. Des auditeurs ou des juges, n'importe leur rang, ne purent ni procéder ni informer au sujet d'une telle provision¹²³. La duchesse Marie et son époux Maximilien traduisirent les modalités d'annulation comme suit: le libre choix fut en vigueur, «het en waer, dat bij onsen heijlighen Vader de paus, bij drie revocation iterativen tusschen welcke revocation eenen termijn van drie maanden soude moeten zijn, ende lijden daer tegen expresselijck gederogeert waere om eenighe particuliere saecken bij bullen oft geschriften mentie maeckende int lange vanden indulte gedaen der geheele ordenen van

cloosteren in commanden te gevene»: A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 136r°; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 194; C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 329 et 330; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 125; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 131.

¹²² J. MASIUS, *Chronicon*, p. 290: «Commendas huiusmodi a nobis petere amplius non fatigeris et nobis desuper scibere nolis»; A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 3r°: «Item pro nonnullis brevibus apostolicis ad regem Francie, ducem Burgundie, ducem Sabaudie et ad alios magnates in facto commendarum impetratis xij ducatos».

¹²³ Rome, 9 juin 1476: A.A.G., II, 14, f° 108r°-110v° dans une copie d'un vidimus de 1519; A.A.G., sect. IV, 7; A.A.P., C VII, case XI, liasse 5, n° 1, f° 16v°-18r°, R VII, 28, f° 15r°-17r° et 29, f° 16v°-18v°; A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 8 (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 230-241 (édition); A.A.A., sect. I, n°s 2849 et 2850; A.A.T., sect. II, n° 2201 (vidimus); A.A.G., II, 14, f° 108r°-110v°; A.A.P., R VII, 28, f° 99r°-100r° et 29, f° 93r°-94r° (copies d'un vidimus); A.A.P., R VII, 28, f° 100v°-102r° et 29, f° 94v°-96r° (copie d'un vidimus d'un vidimus); A.A.P., R IV, 928; A.A.P., R VII, 33, f° 6r°; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 197; R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 51.

premonstreit»¹²⁴. Le pape désigna les abbés de Sainte-Geneviève de Paris et de Saint-Georges de Cologne et le prévôt de Saint-Pierre à Louvain comme les défenseurs du privilège.

L'abbé de Parc voulut préserver quelques abbayes en particulier face à l'abbatit séculier. Les institutions de Saint-Michel, de Ninove et de Parc bénéficièrent de l'attention spéciale de Thierry. Le 26 mars 1476 il obtint du Saint-Siège la promesse que ces trois abbayes ne seraient confiées à un commendataire lors d'une vacation. Les religieux pourraient tranquillement entamer l'élection du nouveau supérieur. Le 2 avril l'abbé de Tuldel se porta garant en son propre nom et au non de ses collègues de Saint-Michel et de Ninove pour le versement des *servitia communia* et des autres taxes dues¹²⁵. Le coût de toute cette opération s'éleva à cent ducats¹²⁶.

Thierry de Tuldel veilla également que le pape plaça l'abbaye anversoise de Saint-Michel sous la protection des doyens d'Utrecht, Cambrai et Sainte-Croix à Liège afin de la protéger contre des «invasores»¹²⁷.

6. La commende ou les temps de crise

Jean Kinschot, l'abbé de Tongerlo qui combattit Ferry de Clugny, fut bien établi à la tête du couvent depuis la cassation de la rente annuelle en mars 1475. Il ne put savourer longtemps son succès, puisqu'il trépassa deux ans après l'annulation. Il expira à Duffel le 4 janvier 1477¹²⁸.

¹²⁴ A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 136r°.

¹²⁵ Rome, 28 mars 1476 (n.s.): A.A.P., R VII, 28, f° 17v°-18v° et 29, f° 19r°-20r° (copies); A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 84, f° 268v°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 203, n° 1832 et p. 247-248; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 197; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 333.

¹²⁶ A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 3r°: «Item pro aliis tribus bullis videlicet contra reservationes cardinalium etcetera, confirmationis privilegiorum ordinis et revocationis curatorum exposuit idem abbas Parcensis

c ducatos».

¹²⁷ Rome, 4 octobre 1475: A.A.T., sect. I, n° 2182 (original).

¹²⁸ A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 9: Les prémontrés passèrent à l'élection d'un abbé, après «die quarta mensis januarij anni a nativitate Domini millesimi quadringentesimi septuagesimi septimi, vacante monasterio seu ecclesia Beate Marie de Tongerlo, ordinis Premonstratensis Cameracensis dyocesis, per obitum pie memorie domini Johannis Kynschot illius monasterii, dum vixit ultimi abbatis»; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 313; R. VAN WAELGEM, *Liste chronologique des abbés des monastères belges de l'ordre de Prémontré*, dans *Analecta Praemonstratensia*, XII, Tongerlo, 1936, p. 5-29 et 103-130 (109).

Trois jours après le décès du prélat les chanoines de Tongerlo s'apprêtèrent à l'élection d'un successeur. Atteint d'une maladie, le père abbé Jean Fierkens de l'abbaye anversoise de Saint-Michel ne put assister au vote. Il désigna deux délégués, Thierry de Tuldé, l'abbé de Parc, et Bartholomé van de Valgaet, le prélat d'Averbode. La délégation fut contenue dans une charte munie d'une queue double en parchemin, muni d'un scel rouge. Le secrétaire du vieil abbé eut signé la pièce. Les abbés Gérard d'Eyck de Floreffe et Siger Claes de Bunsbeek d'Heylisseem firent fonction d'assesseurs. Deux notaires et un nombre non spécifié de témoins assistèrent à la réunion. Les norbertins choisirent Werner de Halleer à l'unanimité¹²⁹ comme abbé. Ce même 7 janvier 1477 les notaires actèrent le déroulement précis de l'élection dans un *instrumentum electionis*¹³⁰. Le lendemain ils rédigèrent une supplique pour la curie romaine. Le prieur et le couvent demandèrent la confirmation papale de Werner de Halleer comme abbé¹³¹. Le 12 janvier 1477 l'abbé de Halleer chargea Guillaume de Cloetenghem, un clerc d'Utrecht, de sa confirmation à Rome¹³². Malgré l'interdiction papale l'abbé nouvellement élu se laissa, en compagnie de son collègue anversoise André d'Achtenrijt, bénir par l'évêque-auxiliaire de Cambrai.

Sur les rives de l'Escaut l'abbé Jean Fierkens passa ses derniers jours. Une santé affaiblie l'empêcha de se rendre au monastère de Tongerlo pour y présider l'élection d'un nouveau prélat. Le 19 janvier 1477 il passa de vie à trépas. Les religieux de Saint-Michel se réunirent et choisirent *via Sancti Spiritus* André d'Achtenrijt, le curé de Minderhout. Le nouveau supérieur était originaire d'Hoogstraten¹³³. Avec cette élection les

¹²⁹ Trois modes d'élection furent permis: le consentement général ou l'inspiration (*via Sancti Spiritus*), le vote ou le scrutin (*via scrutinii*) et la délégation de l'élection à un petit comité (*via compromissi*). Le chapitre général des norbertins eut défendu en 1306 le mode d'élection du scrutin.

¹³⁰ Tongerlo, 7 janvier 1477: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n°s 9 et 10 (copies), sect. I, n° 2275 et sect. IV, n° 55/1, n° 2, f° 1r°; A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 334; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 126; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 291.

¹³¹ Tongerlo, 8 janvier 1477: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 11 (copie).

¹³² 12 janvier 1477: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 12; A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 334; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 313-314. La désignation d'un ou de plusieurs procureurs en vue d'obtenir le consentement papal fut une pratique habituelle. En 1497 le prévôt Pierre Mans de Westerhoven chargea deux plénipotentiaires afin de s'assurer du coadjutorat avec droit de succession: Malines, 28 août 1497: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 13 (original) et n° 135 (copies).

¹³³ A.A.P., R VII, 28, f° 108r°; A.V.A., G F 324, f° 50v°; A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 334; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 126; P. GENARD, *Verhandeling over de Sint-Michielsabdy*, Anvers, 1862, p. 24; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 291; A. MIRAEUS, *Ordinis Praemonstratensis chronicon*, Cologne, 1713, p. 203; J. VAN DEN

prémontrés s'opposèrent à la volonté du pape Sixte IV, qui les eut défendus le 8 octobre 1476 de procéder au choix d'un abbé¹³⁴. Des ménétriers et des chanteurs furent engagés pour rehausser l'éclat des cérémonies d'élection et de bénédiction¹³⁵.

La confirmation pontificale de l'abbé élu tarda à venir. Le 21 février 1477 arriva ce que les norbertins craignirent: le pape Sixte IV concéda *motu proprio*, à sa propre initiative, les abbayes de Saint-Michel à Anvers et de Tongerlo en commende à des ecclésiastiques séculiers¹³⁶. La transmission s'effectua en consistoire secret. Les collaborateurs de la curie notèrent comme suit:

«Die veneris xxj february idem Sixtus iiij dominus suo proprio motu commendavit monasterium Sancti Michaelis Antverpiensis, ordinis Premonstratensis Cameracensis diocesis, reverendissimo patri domino Luce Episcopo Sibi-nicensi, vacans per obitum ultimj abbatis, extra Romanam curiam defuncti». «Eadem die et consistorio idem Sixtus iiij dominus simili motu commendavit monasterium Beate Marie de Tongerlo [sic], ordinis premonstratensis Cameracensis diocesis, reverendissimo in Christo patri Philiberto Cardinali Matisconensi, vacans per obitum ultimi abbatis, extra Romanam curiam defuncti»¹³⁷.

Sixte IV confia l'abbaye anversoise de Saint-Michel à son représentant à la cour de Bourgogne, le nonce Luc de Tolentis. Le légat put se glorifier d'une brillante carrière au service de l'Église en Dalmatie et au service de la diplomatie papale.

Luc de Tolentis¹³⁸ vit le jour en 1428 à Korcula, le chef-lieu de l'île homonyme au large de la côte vénéto-dalmatique. Après des études en Italie, probablement à Padoue, il décrocha la dignité de chanoine dans sa

NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel à Anvers*, dans *Monasticon belge*, VII, 1, Liège, 1994, p. 195-261 (228).

¹³⁴ A.A.T., sect. I, n° 2277; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 339.

¹³⁵ «Item lusoribus, mimis et histrionibus tempore electionis et benedictionis prelati viij solidos vi denarios»: A.E.A., abbaye Saint-Michel, n° 18, f° 5r°.

¹³⁶ Rome, 21 février 1477 (n.s.) (3x): A.A.P., R VII, 28, f° 27v°, 30v°-31r° et 110v°-111v° et 29, f. 33v°-34r° et 34, f° 3r° et 9r°-9v° (copies); A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 104r°; A.A.P., R IV, 923 et 957 et R VII, 28, f° 28r°-28v°; A.A.T., II, sect. II, n° 100: J. VANDER ACHTER et R. VICHET e.a., *Memoriale Tongerloense*, p. 10; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 193; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 204, n°s 1837 et 1838; C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 316; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 335; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 127; P. GENARD, *Verhandeling*, p. 24; M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 314; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 291; J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature*, p. 34; J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229.

¹³⁷ A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 83, f° 74v°.

¹³⁸ U. BERLIÈRE, *Inventaire analytique des diversa cameralia*, p. 134-135, 139, 140, 149, 160, 163 et 254-255 n°s 620, 642-643, 649-650, 685, 739 et 755; J. PAQUET, *Une*

ville natale en 1453. Cinq ans plus tard, il y devint archidiacre. Le pape Calixte III remarqua cet ecclésiastique prometteur et l'attira à la curie, où Luc de Tolentis entreprit une carrière dans la diplomatie pontificale. En 1462 Pie II lui confia une mission délicate. L'archidiacre dut conduire, en qualité de légat, la croisade contre les Turcs et la lutte contre le manichéisme en Bosnie. Sous Paul II et Sixte IV il fit fonction d'émissaire attiré à la cour bourguignonne. En 1466 Paul II l'ordonna d'entamer des négociations avec Philippe le Bon concernant le contract d'alun provenant de Tolfa. Deux ans plus tard, les pourparlers aboutirent en un monopole de douze ans dans les pays bourguignons. Le légat fit office de collecteur d'indulgences et fut responsable pour le remboursement de l'argent que Maximilien eut versé pour sa dispensation matrimoniale. Le 2 juillet 1462 le chapitre cathédral de Kerkira en l'île de Corfou élut Luc de Tolentis comme évêque, mais le pape Pie II refusa de ratifier le choix des chanoines. Sept ans plus tard, le 18 août 1469, Paul II, le successeur de Pie II, éleva le légat au rang d'évêque de Sibenik, sur la côte dalmatique, bien qu'il ne fut que sous-diacre. L'archidiacre de Korcula y succéda à l'évêque Urbain. À côté d'une rétribution mensuelle, qu'il put déduire des revenus pontificaux, il disposa comme commendataire de l'abbaye Saint-Nicolas de Sibenik. Il finança la construction de sa cathédrale.

Au cours des années 1480 l'étoile du *legatus a latere* s'amoindrit. À cause de fraude financière et de médisance Sixte IV excommunia le nonce. Il suspendit les compétences épiscopales de Luc de Tolentis. L'émissaire excommunié séjourna quatre ans en exil à la cour de Maximilien d'Autriche. Quoique muni de lettres de recommandation archiduciales, il n'osa retourner à Rome qu'en 1488. Le pape Innocent VIII leva l'anathème. Luc de Tolentis vécut ses dernières années retiré à Sibenik, où il décéda le 11 avril 1491.

Luc de Tolentis, l'abbé commendataire de Saint-Michel, fut doté de charisme. Dès qu'il eut gagné la confiance des papes, ceux-ci ne lui refusèrent aucune faveur. Les ducs bourguignons, et Charles le Téméraire en

ébauche de la nonciature, p. 33-39 et 96-104; H. VANDER LINDEN, *Itinéraires de Charles, duc de Bourgogne, Marguerite d'York et Marie de Bourgogne. 1467-1477*, Bruxelles, 1936, p. 8-9, 14-15, 17-22, 32-33, 39, 41, 47-55, 57-60, 66, 70-71 et 73-74; R. VAUGHAN, *Charles the Bold*, Londres, 1973, p. 25-26, 165-166, 179 et 421; R.J. WALSH, *Diplomatic aspects of Charles the Bold's relations with the Holy See*, dans *Bijdragen en Mededelingen betreffende de Geschiedenis der Nederlanden*, XCV, La Haye, 1980, p. 265-278 (266-267 et 276); R.J. WALSH, *The coming of Humanism to the Low Countries*, p. 151-152 et 184.

particulier, lui portèrent une haute estime. Au moment de son départ pour Rome en 1465 le duc Philippe le fit conseiller. Marie et Maximilien le dénommèrent comme conseiller et maître des requêtes. Les princes des maisons de Bourgogne et de Habsbourg firent à maintes reprises usage de ses talents diplomatiques. Ils l'envoyèrent à quatre reprises comme émissaire à Venise. Il entretint des contacts chaleureux et sincères avec le dernier duc bourguignon de la maison de Valois, dont la préférence pour les italiens fut connue. Lors du règne de Charles le Téméraire le légat pontifical séjourna au moins pendant quatre cent quarante quatre jours à la cour ducale. Le succès du nonce auprès du prince fut consolidé par la méfiance de Charles envers d'autres légats tels que Bessarion de Nicée, Guillaume d'Estoutteville ou Onofrio da Santa Croce, qui, à l'avis du duc, abondèrent de sympathies françaises. Charles le Téméraire considéra les nonces comme des instruments dociles aux mains de son adversaire français, Louis XI. Le duc se montra extrêmement flatté, quand le légat pontifical annonça en 1473 la création de Philibert Hugonet comme cardinal. Andrea de Spiritibus, un partisan des Sforza de Milan, accusa Luc de Tolentis de flatteries sans borne, qui ne firent qu'agrandir la vanité ducale.

Luc de Tolentis ne connut pas seulement la cour bourguignonne, mais aussi l'abbaye anversoise au bord de l'Escaut, qui lui fut accordée en commende. Il y eut déjà logé du 24 au 28 février 1473. La première soirée il assista en compagnie du duc au dîner¹³⁹.

La carrière du second abbé commendataire, Philibert Hugonet, manqua l'éclat de celle de son frère, le chancelier Guillaume Hugonet. Philibert succéda à son oncle Etienne comme évêque de Mâcon¹⁴⁰ et devint en 1473 cardinal. Pour avoir les mains libres il renonça le 11 mars 1477 à l'abbaye de Saint-Denis-en-Broqueroie, qui fit office d'antichambre aux commendataires bourguignons. Le pape concéda l'abbaye hennuyère à Henri de Berghes¹⁴¹ sous réserve d'une pension de deux cents florins au compte de l'abbé résignant¹⁴².

¹³⁹ H. VANDER LINDEN, *Itinéraires de Charles, duc de Bourgogne, Marguerite d'York et Marie de Bourgogne*, p. 49.

¹⁴⁰ Avec des revenus annuels de mille ducats l'évêché bourguignon de Mâcon fut un des diocèses les plus pauvres: J. BARTIER, *Légistes et gens de finances*, p. 131.

¹⁴¹ Henri de Berghes terminerait sa carrière au siège épiscopal de Cambrai. Ses frères Jean de Berghes, seigneur de Walhain, et Corneille de Zevenbergen appartinrent à la plus haute noblesse. Un autre frère, Arnould, devint abbé de Saint-Bertins à Saint-Omer et de Saint-Trond.

¹⁴² A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 105r°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 204, n° 1839.

Différents auteurs ont souligné la stupéfaction et la déception des prémontrés à l'annonce des provisions apostoliques en faveur des prélats séculiers¹⁴³. Le pape Sixte IV annula ses propres garanties et ignora les concessions de ses prédécesseurs Innocent IV du 10 juin 1248 et Alexandre IV du 23 juillet 1256. Ces pontifes romains eurent défendu l'émission de rentes annuelles et de provisions au détriment de l'abbaye de Saint-Michel et de l'ordre¹⁴⁴. La succession rapide des prohibitions pontificales de commendes et l'établissement de l'abbatiate séculier lors du consistoire secret du 21 février 1477 induisirent en erreur les chroniqueurs du dix-septième siècle et leurs successeurs. Ils furent à tort convaincus que les norbertins se firent surprendre par la commende.

Les prémontrés brabançons surent déjà en automne 1476 que le danger de la commende fut imminent. Quelques semaines après la promulgation tacite de la première bulle d'abrogation Thierry de Tuldé fut au courant du contenu et de ses intentions¹⁴⁵. Un réseau d'informants tint l'abbé de Parc au courant des événements récents. Jean Nilis et un noble dont le nom ne fut pas mentionné, firent fonction d'intermédiaires. Le personnage clef du réseau fut le cardinal de Spolète. Il informa les norbertins et leurs partisans des décisions, que le pape et les cardinaux eurent pris en consistoire secret.

Le noble commenta les intentions pontificales dans une «*quamdam literam domino abbati Parcensi per quemdam nobilem virum ex curia romana missa de dato anni lxxvij xxvj novembris*». Les contemporains considérèrent son témoignage comme valable et hautement crédible. Le duc Maximilien ajouta deux ans plus tard des extraits de son récit en annexe aux instructions destinées à une délégation de sept émissaires qui durent plaider la cause des prémontrés brabançons à Rome¹⁴⁶.

Avec l'«*auxilio venerabilis viri domini Johannis de Nilis*» le noble avertit les prémontrés la veille de la fête de Sainte-Catherine de 1478 des nouvelles démarches du nonce¹⁴⁷. Afin de connaître de façon précise les thèmes débattus à la curie, le noble s'informa auprès du cardinal de Spolète. Ce membre du Sacré-Collège lui confia que les nobles brabançons

¹⁴³ P. GENARD, *Verhandeling*, p. 24; N.J. WEYNS, *Diederik van Tuldé*, col. 926.

¹⁴⁴ Lyon, 10 juin 1248: A.E.A., abbaye Saint-Michel, n° 4, f° 117r° et 300v° (copie); A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 15, p. 27, reg. 16, p. 24 et reg. 17, f° 3r°.

¹⁴⁵ A.A.P., R VII, 28, f° 109r°.

¹⁴⁶ Rome, 26 novembre 1476: A.A.P., R VII, 28, f° 206r°.

¹⁴⁷ Rome, 24 novembre 1478: A.A.P., R VIII, 28, f° 106r°-106v°.

furent favorables à la cause de l'évêque de Sibenik¹⁴⁸. Le deuxième état eut envoyé de Gand, où se réunirent les Etats de Flandre, de Hollande et de Zélande, des lettres à Rome, dont le cardinal de Spolète prit également connaissance. Le 20 novembre le nonce fit son apparition dans le consistoire, où le pape et les cardinaux débattirent de la lettre transmise par les nobles bourguignons¹⁴⁹.

Déjà dans la charte du 12 septembre 1476 le pape fit part de son intention de réserver l'abbaye de Saint-Michel après le décès ou la renonciation de l'abbé Jean Fierkens¹⁵⁰. Pour conférer l'abbatiate anversois à Luc de Tolentis la papauté fit usage de la clause dérogoire, insérée dans la bulle *Regimini universalis ecclesie*. Le Saint-Siège fut prêt à promulguer une bulle tous les trois mois afin de se réserver le choix abbatial. Selon la succession des différentes bulles papales dans le processus de réservation, les délais de trois mois s'avérèrent impossible à respecter: l'abbé Jean Fierkens décéda plus vite que prévu. Le pape se vit contraint d'abandonner dès le 22 novembre 1476 les essais d'annulation.

Par la première bulle, datée du 8 octobre 1476, le pape empêcha les chanoines réguliers de Saint-Michel d'entamer une nouvelle élection abbatiale en cas de décès de Jean Fierkens. Cette interdiction étant contraire à la promesse pontificale du 26 mars 1476, Sixte IV déclara sa bulle antérieure, qui garantit une élection abbatiale en toute liberté, déchue. A l'encontre des règles de la clause dérogoire, qui prescrivirent un délai de trois mois, il promulgua le 22 novembre 1476 une seconde bulle. Il s'y réserva la nomination abbatiale du monastère de Saint-Michel. Il annula de même les dispositions du *Motu Proprio Regimini universalis ecclesie*. Trois mois plus tard, le 21 février 1477, Sixte IV conféra l'abbatiate au nonce¹⁵¹.

Au mois de mars 1477 les prélats prémontrés d'Averbode, de Floreffe, de Heylisseem, de Tongerlo et de Parc échangèrent des idées au sujet de la commende. Des hommes de confiance assistèrent à ces réunions en divers lieux¹⁵².

¹⁴⁸ A.A.P., R VIII, 28, f° 106v°: «dominus Spoletanensis dixit nobis quod etiam status nobilitatis Brabantie esse pro Sibenicensem».

¹⁴⁹ A.A.P., R VII, 28, f° 206v°-207r°.

¹⁵⁰ 12 septembre 1476: A.A.P., R VII, 28, f° 29r°-30v° et 34, f° 4r°-4v° (copies).

¹⁵¹ Rome, 22 novembre 1476: A.A.P., R VII, 28, f° 31v°-34r°, 29, f° 34r°-36v° et 34, f° 5r°-6v° (copies); A.A.P., R VII, 28, f° 108v°; A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 136r°; A.A.T., sect. I, n° 2277; A. ERENS, *Thierry van Tuldela et la commende*, p. 339 date la seconde bulle erronément le 15 novembre 1476.

¹⁵² Mars 1477: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 19r°.

Les norbertins implorèrent l'aide de la duchesse Marie de Bourgogne. Après la confirmation du décès de Charles le Téméraire le clergé régulier réussit à intégrer la protection des monastères dans le Grand Privilège et dans les différentes chartes des pays bourguignons¹⁵³. Les norbertins témoignèrent de l'indignation et de la rage vis-à-vis des provisions apostoliques. La jeune princesse n'eut d'autre choix que de corroborer sans réserve les propos des abbés brabançons. Elle plaida que, lorsque «eenige kercken oft abdijen bloot zijn ende onstelt van hoofde, tzij abt oft andere huere beschermers oft regeerders, de electie ende provisie van dyen behoort den religieusen vanden selven kercken, abdyen ende religionen, ende dat men henlieden geen belettenis schuldich [is] van doene inde voirschreven electie, noch die te belettende onder tdxel, noch vuyt crachten vanden reservatien, commanden oft andere provisien vanden hoove van Roomen». Les provisions apostoliques n'apportèrent que «scande, scade, oneere ende dangueren». Pour l'abbaye de Saint-Michel, où sa mère, Isabelle de Bourbon, fut ensevelie, Marie fit grâce d'un plaidoyer énergique¹⁵⁴. Elle ordonna au sénéchal de Brabant, au bourgmestre de Louvain, au vicomte d'Anvers, à l'ammann de Bruxelles et au premier huissier d'armes d'empêcher les provisions apostoliques¹⁵⁵. Tous ceux qui s'opposèrent à la sentence, durent répondre de leurs actes devant le chancelier de Brabant.

La duchesse Marie voulut montrer que son dévouement à la cause des prélats brabançons fut sincère et fit officiant Werner de Halleer lors de la messe solennelle de mariage dans l'église Saint-Pierre de Louvain. Le prélat de Tongerlo mentionna l'événement heureux comme suit dans les comptes abbaciaux: «Item ego frater Wernerus, abbas monasterij Tongherlensis, xxj^a die mensis maij anni lxxvij celebravi summam missam in

¹⁵³ W. BLOCKMANS, *De «constitutionele» betekenis van de privilegiën van Maria van Bourgondië*, dans W.P. BLOCKMANS (éd.), 1477, p. 473-494 (488 et 490): La protection apparut dans le nombre d'articles qui suit:

- 1) le privilège général: 1
- 2) le privilège flamand: 6
- 3) le privilège pour la Hollande et la Zélande: 1
- 4) le privilège namurois: 4

La non insertion des articles visant la protection des immunités et des libertés ecclésiastiques dans la Joyeuse Entrée brabançonne se déclare par l'attitude du clergé brabançon, qui se tint à l'écart.

¹⁵⁴ Bruges, 12 avril 1477: A.A.T., sect. I, n° 2214 (original) et sect. IV, n° 55/1, n° 8 (copies); A.V.A., G F 324, f° 64r°; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198-199; A. ÉRENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 335-336; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 294; A. MIRAEUS, *Ordinis Praemonstratensis chronicon*, p. 24.

¹⁵⁵ Bruges, 12 avril 1477: A.A.T., sect. I, n° 2214 (original).

Sancto Petro Lovanij ob in presentia domine duxisse, vnus legati, duorum episcoporum, et plurimorum abbatum et statuum omnium patriarum ob honorem matrimonij sollempnizati et publicati contracti inter dominum Maximillianum, regem romanorum, filium imperatoris ex vna et dominam Mariam duxissam Burgundie, Brabantie, filiam Caroli quondam ducis Brabantie etcetera ex aliam [sic] partibus»¹⁵⁶.

Après l'avènement de Maximilien d'Autriche, les conjoints ducaux continuèrent à s'opposer à toute forme de commende. A l'occasion de son entrée à Bruxelles le 3 janvier 1478 il promit de mettre un terme à l'abbatiate séculier¹⁵⁷. Marie et son époux n'acceptèrent que des élections libres et canoniques. Ils décidèrent que désormais personne ne put tenir un monastère brabançon en commende et que nul ne put jouir d'une pension annuelle au détriment d'une institution sans le consentement des religieux concernés¹⁵⁸. Ils fondèrent leur intervention dans leur charge d'avoué des institutions monastiques. Ils marchèrent ainsi sur les traces de leurs prédécesseurs à la tête du duché de Brabant, qui se soucièrent invariablement comme avocats de la situation matérielle et financière des institutions, ainsi que du respect de la discipline monastique. Finalement Maximilien et Marie ratifièrent et confirmèrent de leur propre volonté tous les privilèges que les souverains eurent promulgués vis-à-vis des églises et des abbayes¹⁵⁹. L'empereur Frédéric III acquiesça en 1478 aux points de vue de son fils Maximilien et de sa belle-fille Marie¹⁶⁰.

¹⁵⁶ 21 mai 1477: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 20r°; A. ERENS, *Thierry van Tuldcl et la commende*, p. 336; W. VAN SPILBEEK, *De abdij van Tongerlo: geschiedkundige navor-singen*, Geel, 1888, p. 260.

¹⁵⁷ Bruxelles, 3 janvier 1478 (n.s.): A.A.P., R VII, 28, f° 105r°.

¹⁵⁸ «Nullatenus etiam permissuri, quod monasterium nostrum Sancti Michaëlis Ant-werpiensis, aut quecumque alia in nostris dominiis presertim in ducatu nostro Brabantie consistentia, in commendis seu sub pensione absque consensu illius, qui pensionem hujus-modi solvere habebit, dentur seu concedantur, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque»: C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 336.

¹⁵⁹ «Motu nostro proprio et ex certa nostra scientia, tamquam advocati et defensores omnium monasterium et ecclesiarum ducatus nostri Brabantie, ex concessione imperiali, nec non matura nostra desuper etiam cum concilio nostro prehabita deliberatione, ea, que a nobis nostrisque antecessoribus eisdem ecclesiis aut monasteriis concessa aut data fue-runt, ratificamus, approbamus, confirmamus»: Bois-le-Duc, 14 janvier 1479 (n.s.): A.A.G., IV, 7 (2x); A.A.P., R VII, 28, f° 105r°-105v° (copies); A.A.T., abbaye de Saint-Michel, reg. 17, f° 3v°; C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 319 et 335-336 (édition); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 199; A. ERENS, *Thierry van Tuldcl et la commende*, p. 340; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 295; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geeste-lijkheid*, p. 58-59, 63-65 et 132.

¹⁶⁰ C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 317; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 131; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 296.

Les Etats de Brabant furent parmi les premiers à élever la voix. Dans leur jérémiade à l'attention du Sacré Collège les trois états référèrent aux dispositions prises par Sixte IV, qui voulut bannir la pratique pernicieuse de la commende¹⁶¹. Ils furent ébahis par la prohibition, dictée aux abbayes prépondérantes de Tongerlo et d'Anvers, d'entamer une élection canonique de prélat. La commende des deux abbayes, sans l'avis des partis intéressés, ne put à leurs yeux compter sur aucune sympathie. Ils estimèrent cette façon d'agir totalement en désaccord avec le droit et les habitudes de l'ordre de Prémontré. Dès lors les Etats de Brabant ne purent qu'apprécier modérément l'action de Rome. La commende fut une menace pour la discipline monastique et la charge d'âmes. Les ecclésiastiques, les nobles et les citoyens s'interrogèrent comment quelqu'un, *in casu* un abbé commendataire, put diriger un vaisseau, comme une abbaye, sans indiquer qu'il fallut ramer avec les avirons. Les délégués voulurent que le pape prit soin de «revocare, cassare et annullare» les «duas pretentas commendas supradictas, a jure penitus exorbitantes, nobis et toti populo graves et schandalosas, et tam nobis quam patrie huic prefatisque ordini, monasteriis et religiosis eorum molestas atque intollerabiles»¹⁶². De surcroît ils insistèrent sur la restauration des abbés élus canoniquement dans leur dignité et sur l'imposition d'un silence éternel aux commendataires¹⁶³.

Le rôle de l'abbé de Parc au sein des Etats de Brabant fut si limpide que Sixte IV se vit forcé d'éclaircir dans un bref apostolique le point de vue romain. Le norbertin dut rendre compte en personne à Rome de son intervention dans la provision anversoise, mais il ignore la convocation papale¹⁶⁴.

Le 28 août 1478 les états s'en prirent à nouveau à la commende. Ils insistèrent sur la restauration de la liberté d'élection et collectèrent leurs arguments à partir des brefs apostoliques. Le même jour les députés prirent la défense de Thierry de Tuldé. Ils tinrent à en découdre avec la médisance, qui eut porté préjudice à la réputation et au bon nom du prélat. Les adversaires de Thierry eurent signifié au pape que l'abbé de Parc

¹⁶¹ C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 329: «dominus noster papa Sixtus, moderans more piissimi pastoris dominici gregis, ambitiosam pestiferamque commendarum practicam, contra juris ordinem facto quorundam avaricie studentium noviter istic obrepentem, hic prorsus amputare ac interdicere statuisset».

¹⁶² C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 330.

¹⁶³ Louvain, 15 avril 1477: C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 316 et 329-331 (édition); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 128; J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229.

¹⁶⁴ Rome, 30 avril 1478: A.A.P., R VII, 28, f° 24v°, 29, f° 25v° et 34, f° 26v° (copies).

ne tint compte d'aucune provision apostolique. Ils prétendirent que l'abbé de Tuldeld traîna le Saint-Siège dans la boue à l'occasion de réunions publiques. En outre ils répandirent la rumeur que le norbertin se comporta de façon perverse et sans le moindre respect¹⁶⁵.

En contradiction avec l'opinion historiographique répandue le magistrat urbain anversoïse éleva sa voix dans deux accusations de la commende. Les dirigeants municipaux, qui furent, comme la plupart des chanoines de Saint-Michel, issus de la bourgeoisie locale¹⁶⁶, écrivirent des lettres de protestation au Saint-Père et au Sacré Collège. Ils contestèrent les nominations apostoliques à Anvers et à Tongerlo. Ils ne purent accepter que les abbayes furent accordées «contra iura omnia» en commende malgré des élections *via Sancti Spiritus*¹⁶⁷.

En septembre 1478 les Etats-Généraux rédigèrent à l'instance des abbés brabançons une lettre de protestation. Lors de l'assemblée à Termonde les états exprimèrent leur désagrément vis-à-vis de la politique apostolique de provisions. Ils écrivirent de façon péjorative de l'abbatiate séculier, qu'ils considérèrent comme une «commendarum pestem». Les délégués rappelèrent les intentions du souverain et des états brabançons, qui voulurent mettre un terme à la commende. Ils se réjouirent de la prohibition papale des commendes. Ils furent consternés quand ils remarquèrent que quelques-unes des institutions monastiques les plus renommées des Pays-Bas furent confiées depuis un bon bout de temps à des prélats séculiers. Un sens certain pour l'exagération et le lyrique ne fut point absent dans le discours des représentants. Les membres des trois états déclarèrent que leurs coeurs furent perturbés et que leurs langues furent collées dans leurs gorges. Ils communiquèrent que le peuple partagea leur stupéfaction. Dans la population des villes et des campagnes régna une atmosphère de scandale. Pour toutes ces raisons les états réunis exigèrent la révocation

¹⁶⁵ 28 août 1477: L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 243-248 (édition); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198; A. ERENS, *Thierry van Tuldeld et la commende*, p. 336-337; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 129; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 292-293.

¹⁶⁶ R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 78.

¹⁶⁷ Anvers, 4 mai 1477: A.V.A., G F 324, f° 21r°-22r° (copie); A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 17, f° 3v°: Au dix-septième siècle les chanoines de Saint-Michel annoncèrent que des copies de ces deux lettres de protestation furent conservées dans le «fasciculo litterarum Theodorici abbatis» (f° 6), qui fut conservé aux archives de l'abbaye de Parc; U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198; A. ERENS, *Thierry van Tuldeld et la commende*, p. 339-340; P. GENARD, *Verhandeling*, p. 24; J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229.

des commendes, afin que les monastères et les autres institutions religieuses purent être déservis en toute liberté et sécurité¹⁶⁸.

Les maintes protestations furent infructueuses à la curie romaine. Le pape ne prit qu'une seule fois la peine de répliquer aux doléances des États de Brabant. Il jugea avoir assez de raisons pour effectuer une provision à l'abbaye anversoise de Saint-Michel. Dans la même lettre le Saint-Père ordonna le chancelier de Brabant de n'accepter aucune requête «ex parte abbatiss Parcensis, qui apostolicis mandatis rebellis esse [...] dignoscitur»¹⁶⁹.

Luc de Tolentis, par contre, continua à jouir du soutien de la papauté. Le pape eut une confiance presque illimitée en son représentant à la cour de Bourgogne. La réorganisation rigoureuse des nonciatures dans les années 1477 et 1478 par le Saint-Père et la confirmation de l'évêque de Sibenik dans ses fonctions, à trois reprises en six mois, par Sixte IV en furent le témoin¹⁷⁰.

Pour vidimer ses privilèges Luc de Tolentis fit souvent appel à Jean Nijs, le prévôt de l'église Saint-Jean d'Utrecht, qui acta en sa qualité de juge et de sous-exécutif¹⁷¹. Dans des lettres au prévôt et à l'évêque d'Utrecht l'archiduc Maximilien d'Autriche critiqua violemment le contenu peu détaillé des articles usités par Jean Nijs pour convoquer l'abbé de Tuldé¹⁷².

Thierry de Tuldé se profila de plus en plus comme le meneur des norbertins récalcitrants. André d'Achtenrijt, Marc vander Straten et Werner de Halleer, les prélats élus des abbayes menacées par les réservations et les provisions, l'autorisèrent à acter comme chargé d'affaires et avocat pour l'abolition de la commende. Il s'acquitta de sa tâche avec zèle¹⁷³.

Le pontife devina très vite que l'abbé de Parc occupa une position-clé dans la contestation de la commende. Il établit une correspondance assidue avec Thierry de Tuldé. Dans le bref du 23 avril 1477 le pape tint des propos modérés¹⁷⁴. Quinze jours plus tard Sixte IV déclara au prélat de

¹⁶⁸ Termonde, 14 septembre 1478: C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 316 et 331-333 (édition); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198; A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 340; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 131.

¹⁶⁹ Rome, 26 mars 1478: A.A.P., R VII, 28, f° 24v°-25r° et 29, f° 25v°-26r° (copies).

¹⁷⁰ Le pape témoigna sa confiance dans le légat le 4 septembre 1477, le 26 novembre 1477 et le 8 mars 1478: J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature*, p. 35 et 137-140.

¹⁷¹ A.A.P., R VII, 28, f° 52v°-56v°, 63r°-68v° et 34, f° 27r°-30r°.

¹⁷² A.A.M., *Conventualia*, n° 1 (2x) et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 110r°-110v° et 112r°-112v°.

¹⁷³ Bruxelles, hospice de l'abbaye de Saint-Michel: 15 août 1477: A.A.P., R IV, 926 (original); J. MASIUS, *Chronicon*, p. 295.

¹⁷⁴ Rome, 23 avril 1477: A.A.M., *Conventualia*, n° 1 et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 92r°; A.A.P., R VII, 28, f° 23r° et 29, f° 24v° (copies).

Parc que l'abbaye de Saint-Michel fut concédée en commende au nonce «ut eius cura atque regimine salubria in spiritualibus et temporalibus suscipiat incrementa». Le pape invita l'abbé à ne présenter aucune résistance à l'exécution de la commende et à l'installation de l'abbé séculier, mais plutôt à favoriser et stimuler la commende¹⁷⁵. Le 15 mai 1477 il somma Thierry pour la seconde fois de s'accommoder aux provisions. Sinon, menaçait-il, une réprimande suivrait¹⁷⁶. Quinze jours plus tard Sixte IV posa un ultimatum: il ordonna à l'abbé d'adhérer aux provisions apostoliques dans les deux mois qui suivirent la réception du bref. Sinon Thierry de Tuldel risqua d'être démis de sa dignité abbatiale¹⁷⁷. Le Souverain Pontife répéta son appel le 27 janvier et le 7 octobre 1478¹⁷⁸.

Malgré les différentes protestations et lamentations la problématique fut inébranlable. Ni le légat et ses partisans ni les norbertins voulurent céder. Afin de sortir de l'impasse l'archiduc Maximilien décida d'envoyer une délégation de sept ecclésiastiques éminents vers la ville éternelle pour y plaider l'abolition des commendes. Trois allemands firent partie de la délégation. Il s'agit de Nicolas de Heszeler, un chanoine de Würzburg, du cardinal Grégoire de Sainte Lucie¹⁷⁹ et de Pierre d'Erklento, le doyen de l'église Sainte-Marie d'Aix. Le prince fit aussi appel au prévôt de la collégiale gantoise, Jean Nilis, et à Henri d'Houterlé, un chanoine de Saint-Servais à Maastricht. Ces deux ecclésiastiques eurent déjà une carrière bien remplie dans la chancellerie pontificale et la Rote. Ils soutinrent Thierry de Tuldel à tort et à travers. Toussain de Trazegnies, le procureur de l'ordre, fut le seul prémontré de la délégation. Le protonotaire

¹⁷⁵ «devotionem tuam hortamur in domino in virtute sancte obedientie tibi mandamus ut pro reverentia, quam Sedi Apostolice debes, nullo modo directe ut indirecte effectum predictum impedire presumas: sed potius provisionem ipsam favoribus oportunis prosequaris et foveas»: Rome, 6 mai 1477: A.A.P., R IV, 923 (original), R VII, 28, f° 23r° et 29, f° 24v°-25r° (copies).

¹⁷⁶ Rome, 15 mai 1477: A.A.P., R VII, 28, f° 23v° et 29, f° 24v° (copies).

¹⁷⁷ Rome, 2 juin 1477: A.A.M., Conventualia, n° 1 et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 93r°; A.A.P., R VII, 28, f° 23v° et 29, f° 25r° (copies).

¹⁷⁸ Rome, 27 janvier 1478: A.A.M., Conventualia, n° 1 et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 94r°; A.A.P., R VII, 28, f° 23v° et 29, f° 25r° (copies); Rome, 7 octobre 1478: A.A.M., Conventualia, n° 1 et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 95r°; A.A.P., R VII, 28, f° 24r° et 29, f° 25r° (copies).

¹⁷⁹ Le cardinal fut envoyé par le pape Sixte IV aux Pays-Bas afin d'y élaborer les circonstances véridiques de la commende. Après une entrevue avec Thierry de Tuldel il fit l'éloge du comportement de l'abbé et se montra défavorable aux abbés séculiers des monastères brabançons. Le noble anonyme envoya au cardinal de Sainte-Lucie le même jour une lettre, dans laquelle il exposa la situation: 24 novembre 1478, A.A.P., R VII, 28, f° 106v°.

apostolique Louis d'Agnell et le professeur de théologie Jacques Cotthem complétèrent l'ambassade¹⁸⁰.

Avec la désignation de la représentation le duc paracheva le projet élaboré par les États de Brabant. Dans la lutte contre la commende anversoise l'assemblée des États provinciaux eut proposé l'idée d'une délégation. Comme chargé d'affaires les trois États firent appel à Arnould Cloever, Gabriël Haus, le prévôt Henri Steenwech¹⁸¹, Hubert vander Straten, l'abreviateur Jean Nilis, le chanoine Jacques Cotthem, le légiste papal Henri d'Houterlé, le notaire Jean Gerones¹⁸², Jean Heusden, le conseiller ducal Jean Kerkhof¹⁸³, Tielman Branders et le procureur de l'ordre de Prémontré, Toussain de Trazegnies¹⁸⁴. Le prince choisit pas moins de cinq députés de la liste des États brabançons.

Le représentant de l'ordre entreprit divers voyages à Rome afin d'exposer le point de vue norbertin. Thierry de Tuldé et l'abbaye de Tongerlo pourvoyèrent à une aide financière régulière¹⁸⁵. Jean Nilis et Henri d'Houterlé s'efforcèrent de défendre la cause norbertine, sans négliger aucune peine¹⁸⁶. Ils entretenaient d'étroites relations avec les prémontrés brabançons. Les norbertins montrèrent leur gratitude en offrant à Henri d'Houterlé des pensions annuelles de vingt-six et de dix florins¹⁸⁷.

¹⁸⁰ Bruxelles, 18 octobre 1478: C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 317 et 333-335 (édition); A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 340.

¹⁸¹ Il fut aussi prévôt de l'église Saint-Georges à Cologne.

¹⁸² Jean Gerones travailla comme notaire à la cour papale en 1476: U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 248.

¹⁸³ Le 25 novembre 1478 le noble anonyme écrivit une lettre à Jean Kerkhofs, un conseiller du duc Maximilien, dans laquelle il éclaircit l'attitude du second État brabançon face aux évêques de Sibenik et de Mâcon: A.A.P., R VII, 28, f° 107v°.

¹⁸⁴ 9 octobre 1478: A.A.P., R VII, 28, f° 89r°-90v° et 29, f° 114v°-116r° (copies): Les délégués purent décliner l'honneur.

¹⁸⁵ A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 4v° (2x): «Item et pro itinere fratris Tossani de Trahegnies, missi ad Romanam curiam pro defensione trium monasteriorum, videlicet Sancti Michaelis Antwerpiensis, Grimbergensis et Tongerlensis, que tunc a nonnullis cardinalibus et alijs valde opprimebantur, solvit idem Parcensis prout ex eius Tossani quitancia hic annotata patet

l ducata».

«Item et pro stipendijs procuratoris generalis in curia romana pro anno lxxx° soluit fratri Tossano de Trahegnies, prout ex eius quitancia hic annotata patet

c ducata»;

Juin 1480 et septembre 1481: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 43r° et 51r°: «Item domino Tossano Rome suo procuratori et promotori nostro

vij renenses iiij stuferos».

«Item domino Thosano, procuratori ordinis nostri, dedi ex gratia

ix renenses».

¹⁸⁶ Entre autre le 22 décembre 1479: A.A.P., R VII, 28, f° 57r°-60r°.

¹⁸⁷ Août 1477, juin 1479 (2x): A.A.T., sect. II, n° 561, f° 21r° et 38r°.

Le pape Sixte IV répéta la convocation de Thierry avec toujours plus d'insistance. Dans une lettre adressée au cardinal-protecteur de l'ordre, l'abbé de Tuldal se montra pétrifié et très perturbé par la rumeur. Il associa la colère pontificale à la rage ducale, qu'il connut jadis. Il maintint son innocence et attribua la disgrâce au mauvais conseil, qui fut glissé à l'oreille de Sixte IV¹⁸⁸.

Le duc Maximilien invita l'abbé de Tuldal à Bruxelles pour y élaborer une stratégie de défense¹⁸⁹. En raison du privilège *de non evocando*, le duc ordonna à Thierry de Tuldal de ne pas prendre le chemin de Rome. Le souverain promit à l'abbé de Parc de l'excuser auprès du Saint-Siège. A maintes reprises il joignit l'action à la parole. Le 22 novembre 1478 il excusa le norbertin dans un message adressé à son parent, le cardinal de Mantoue¹⁹⁰. Le lendemain Maximilien expédia une lettre similaire à l'attention du pape Sixte IV. Après avoir recueilli l'avis de son conseil, le duc s'interrogea avec stupeur pourquoi le pape donna suite aux mensonges de l'évêque de Sibenik. Il jugea qu'aucune faute n'incomba à l'abbé de Tuldal. Le norbertin n'assuma que la défense des libertés de l'ordre: cela valut-il un proces? Le prince fut convaincu qu'il ne fut pas nécessaire pour Thierry de comparaître à Rome en sa propre personne. Il estima qu'il ne put se passer de son conseiller fidèle. Le long voyage serait un tourment terrible pour le vieil abbé. Cela donna l'occasion à Maximilien de plaider pour l'établissement d'une commission apostolique, qui put éplucher la matière à fond¹⁹¹. Le pape rétorqua en accordant à Thierry la permission de se faire représenter par un procureur, qui put rendre compte du comportement de l'abbé¹⁹².

Au mois de novembre 1479 le duc estima encore nécessaire de prendre Thierry de Tuldal sous sa protection. Dans des lettres au pontife et au cardinal-évêque d'Ostie il qualifia l'abbé prémontré de conseiller¹⁹³. Dans

¹⁸⁸ 10 janvier 1479: J. MASIVS, *Chronicon*, p. 295-296; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 131; A. ERENS, *Thierry van Tuldal et la commende*, p. 342-343.

¹⁸⁹ A. ERENS, *Thierry van Tuldal et la commende*, p. 340-341.

¹⁹⁰ Bruxelles, 22 novembre 1478: A.A.M., *Conventualia*, n° 1 et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 96r°-96v° (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 256-257 (édition).

¹⁹¹ Bruxelles, 23 novembre 1478: A.A.M., *Conventualia*, n° 1 et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 100r°-100v°; J. MASIVS, *Chronicon*, p. 297 (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 254-256 (édition); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 132; N.J. WEYNS, *Diederik van Tuldal*, col. 926-927.

¹⁹² Rome, 23 décembre 1478: A.A.P., R VII, 28, f° 24r° et 29, f° 25v° (copies).

¹⁹³ Bruxelles, 18 novembre 1479 (2x): A.A.M., *Conventualia*, n° 1 (2x) et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 102r°-102v° et 104r°-104v° (copies).

d'autres apologies il constata que l'abbé de Parc eut entrepris légitimement la défense des droits de l'ordre et des abbayes¹⁹⁴.

Les norbertins ne furent pas les seuls à rechercher les faveurs de la cour ducale. Sixte IV insista à maintes reprises auprès de Maximilien pour aider Luc de Tolentis à prendre possession de l'abbatîat¹⁹⁵. Le pape présenta la commende comme une cause légitime. Il exhorta le duc «ut protectionem sancte apostolice sedis iustissimam causam foveretur»¹⁹⁶.

Le légat Luc de Tolentis comprit que la prise de possession des abbayes ne put se réaliser sans coup férir. Il demanda au pape une condamnation sévère de l'opposition. Le 12 février 1478 les propos de Sixte IV dans le *Motu Proprio Sollicitudo pastoralis* furent d'une dureté inouïe envers les prémontrés. Le pape n'accorda aux norbertins récalcitrants qu'un délai de six jours pour reconnaître l'autorité de Luc de Tolentis. Au cas contraire la menace d'excommunication, d'interdit et de *cessio a divinis* se réaliserait¹⁹⁷.

Dans l'entourage de Luc de Tolentis une campagne calomnieuse contre les norbertins fut mise sur pied. Ils se servirent de chaque occasion pour dénigrer leurs adversaires au moyen d'insinuations malveillantes¹⁹⁸. La figure en vue de la rumeur fut Thierry de Tuldé. Ils prétendirent que le norbertin fut un des responsables de la rébellion communale contre le pouvoir ducale. Le magistrat municipal de Louvain se hâta de nier la rumeur. Le 10 janvier 1478 le bourgmestre, les échevins et les conseillers rejetèrent d'un ton ferme les accusations vénimeuses dans une lettre adressée au pape. Le chroniqueur Jean Maes estima qu'il fut impossible que Thierry conspira avec les insurgés louvanistes contre le pouvoir, parce que l'abbé se trouva à Liège lors de l'éclatement des troubles¹⁹⁹.

La mort d'André d'Achtenrijt à Malines le 14 décembre 1478 ne fit qu'accroître les problèmes. Les chanoines de Saint-Michel ignorèrent à

¹⁹⁴ A.A.M., *Conventualia*, n° 1 (2x) et Jansénisme, reg. 21 (D 2), f° 106r°-106v° et 108r°-108v° (copies).

¹⁹⁵ Rome, 1 août 1477: A.A.P., R VII, 28, f° 84v° et 34, f° 7r° (copies).

¹⁹⁶ Rome, 26 novembre 1478: A.A.P., R VII, 28, f° 25r°-25v°, surtout 25v°, et 29, f. 26r° (copies).

¹⁹⁷ Rome, 12 février 1478 (n.s.): A.A.P., R VII, 28, f° 34r°-36r°, 29, f° 37r°-38v° et 34, f° 7v°-8v° (copies); A.A.P., R VII, 28, f° 108r° et 109r°; A.A.T., sect. I, n° 2277.

¹⁹⁸ J. MASIUS, *Chronicon*, p. 291.

¹⁹⁹ Louvain, 10 février 1479 (n.s.): L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 249-251 (édition); U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 198; A. ERENS, *Thierry van Tuldé et la commende*, p. 342; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 129-131; J.E. JANSEN, *L'abbaye norbertine du Parc-le-Duc, Huit siècles d'existence, 1129-1929*, Malines, 1929, p. 39 et 75; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 293; R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 67.

nouveau la prohibition romaine d'élection et s'assemblèrent sous la présidence de Thierry de Tuldel le 19 décembre pour élire un successeur. Les abbés de Floreffe et de Dielegem prirent soin de l'assessorat. Ils ratifièrent l'élection en qualité de commissaires de l'abbé-général²⁰⁰. Les chanoines élirent le malinois Jean Robijns par inspiration comme successeur. Le 21 décembre 1478 le nouveau prélat reçut la bénédiction. Jean Robijns se laissa intimider aussi peu que son prédécesseur par la rhétorique menaçante du pape et du nonce. A l'extérieur du couvent l'abbé élu se conduisit en vrai prélat. Le 2 février 1480 il accorda sa permission comme père abbé à l'abbaye de Tongerlo pour un paiement d'un demi marc d'or au profit du chapitre Saint-Jean à Bois-le-Duc²⁰¹.

Le duc Maximilien comprit la gravité de la situation et prit ses sujets prémontrés à nouveau en protection. Il tint à annoncer personnellement l'élection de Jean Robijns au pape. La veille de Noël 1478 il joignit l'action à la parole. L'archiduc exprima le vœu que le nonce arrêterait sans tarder ses intrigues. Il fut convaincu que Jean Robijns eut toutes les capacités pour devenir un abbé digne de confiance. De concert avec son épouse Marie, Maximilien considéra l'abbé élu comme «wel gerecommandeert in doctrinen, eerelijcken conversatien, deuchden, ende van goeden levene ende regimente»²⁰². Les Etats de Brabant avaient soutenu l'abbaye anversoise et son abbé André d'Achtenrijt.

La curie romaine interpréta l'élection comme un signe manifeste de mauvaise foi. Les adversaires de l'abbé de Tuldel exprimèrent trois accusations. D'abord ils lui reprochèrent d'avoir ignoré un mandement pontifical et de refuser de se rendre à Rome. Ensuite il eut, en défiance d'une interdiction papale, présidé à l'élection d'un abbé de Saint-Michel. Enfin il continua à empêcher la prise de possession de l'abbaye anversoise par l'évêque de Sibenik²⁰³.

Le pape fut convaincu de la résistance ouverte et promulgua une bulle. Il y menaça les religieux anversois d'excommunication et l'abbé de Parc

²⁰⁰ La délégation releva d'une intervention de Gérard d'Eyck, l'abbé de Floreffe, qui fut vicaire-général de l'abbé de Prémontré.

²⁰¹ 2 février 1480 (n.s.): A.A.T., sect. I, n° 2271 (original).

²⁰² A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 136v°; A.V.A., G F 324, f° 51r°; G.J. DE HAES, *Chronologie de l'abbaye du Parc*, dans *Bibliothèque Norbertine*, V, Anvers, 1903, p. 2-7, 49-53 et 101-108 (106); A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 339 et 341; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 132; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 299; J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229.

²⁰³ A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 337; J. MASIUS, *Chronicon*, p. 294.

de le relever de sa dignité, s'ils ne voulurent se conformer aux ordres pontificaux et exécuter la provision en faveur du nonce.

La menace de l'anathème se confirma. Thierry de Tuldel et la communauté des chanoines réguliers d'Anvers furent anathématisés à plusieurs reprises. Sixte IV déclara le prélat déchu de sa dignité abbatiale. En guise de mesure temporaire, Louis de Bourbon leva deux fois, le 14 mars et la veille de Noël 1479, l'excommunication. L'évêque liégeois voulut se protéger contre la possibilité d'une fureur pontificale. Il décida d'adresser une lettre au pape. L'évêque y fit écrire qu'il se laissa guider lors de l'absolution par des témoignages dignes de foi²⁰⁴.

La commende à Anvers fut la plus en vue, mais ce fut à Tongerlo que les bases d'une solution furent établies. Le commendataire et l'abbaye trouvèrent un compromis. Les norbertins s'engagèrent à payer une somme globale de deux mille deux cents ducats. Si l'abbaye ne put verser assez rapidement les sommes convenues, les religieux seraient frappés d'anathème. L'abbaye de Tongerlo s'acquitta avec diligence de ses arrérages, de sorte que la fin de l'abbatiate commendataire rapprocha²⁰⁵. Pour le règlement des sommes dues, les norbertins firent à nouveau appel au marchand Gabriël Ofhuys et à l'ecclésiastique Henri d'Houterlé :

«Item solui Gabrieli Offhuys Romane concordie per dominum Parcensem inter Matisconensem et predecessorem nostrum

xiiij^c renenses».

«Item magistro Henrico Houterloe ecclesie Romane concordie eiusdem quos ipse recepit a factoribus Egidij Vranx²⁰⁶ in urbe

iiiij^c renenses«²⁰⁷.

En juin 1479 les norbertins remboursèrent encore une somme de quatre cent et quatre florins à Gabriël Ofhuys²⁰⁸.

²⁰⁴ Rome, 9 août 1479: A.A.P., R VII, 28, f° 38v°-40v° (copie); 14 mars 1479 (n.s.) à une heure (2x): A.A.P., R VII, 28, f° 43v°-45v° et 46r°-47r° et 34, f° 23r°-24r° et 25r°-26v° (copies); A.A.T., sect. I, n° 2277; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 342 et 345; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 133; J. MASIVS, *Chronicon*, p. 298 et 299; J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229; N.J. WEYNS, *Diederik van Tuldel*, col. 927. Les prémontrés et les états brabançons se présentèrent chez l'évêque de Liège. Le 14 décembre 1479, entre quatre et cinq heures, le chanoine Daniël de Castro remetta des lettres dans le palais épiscopal pour le compte des trois états brabançons et des abbés Jean Robijns et Thierry de Tuldel.

²⁰⁵ A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 2, f° 1r°; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 343.

²⁰⁶ Egidie Vranx fut le prévôt du chapitre Saint-Pierre de Louvain.

²⁰⁷ Avril 1479: A.A.T., sect. II, n° 561, f° 36v°.

²⁰⁸ A.A.T., sect. II, n° 561, f° 37v°.

Les collaborateurs de la curie, tout comme les norbertins, préparèrent avec soin la renonciation. Au cours d'une journée ils prirent toutes les dispositions administratives et financières nécessaires. Sur proposition de l'archevêque de Rouen le pape accepta la résignation du cardinal de Mâcon à l'abbaye de Tongerlo. Le Saint-Siège promut de Halleer, l' élu des religieux, à la dignité abbatiale et lui confia le gouvernement et la direction spirituelle de l'abbaye²⁰⁹. Baptiste, le cardinal-évêque de Tusculum et camerlingue pontifical, confirma par une quittance datée du 30 juin 1480 que l'abbé de Halleer eut amorti les *fructus primi anni*²¹⁰. En réalité le prélat prémontré s'acquitta a posteriori du versement²¹¹. Le jour de la renonciation Philibert Hugonet reprit l'abbatiate séculier dans l'abbaye de Saint-Denis-en-Broqueroie. Le pape eut promulgué le 17 mai 1480 une bulle, qui lui autorisa de tenir le monastère hennuyer en commende. Pour le *servitium commune* il versa cinq cents florins²¹².

A la demande de l'abbé de Tongerlo, Werner de Halleer, Sixte IV désigna un an après la renonciation par le cardinal Hugonet l'abbé de Sainte-Gertrude de Louvain et le doyen de Cambrai comme « conservatores et judices a sede deputati », afin qu'ils purent, mandatés par le Saint-Siège, juger et trancher dans les querelles auxquelles le monastère de Tongerlo fut mêlé²¹³.

La fin de l'abbatiate séculier à Tongerlo joua un rôle d'exemple. Les Etats de Brabant se réjouirent de la solution favorable de la commende et exprimèrent le souhait que le pontife élaborât un compromis analogue pour l'abbaye anversoise de Saint-Michel et pour le cloître de Grimbergen²¹⁴.

Quatre mois s'écoulèrent avant que le pape Sixte IV parvint à résoudre la commende anversoise. En octobre 1480 il promulgua une nouvelle bulle, qui confirma le légat comme abbé légitime. Lors de cette dernière tentative infructueuse depuis Rome pour faire accepter la commende, le

²⁰⁹ Rome, 30 juin 1480: A.A.T., sect. I, n° 2275 (original); A.A.P., R VII, 28, f° 111v°-112v° et 34, f° 11v°-12v° (copies).

²¹⁰ Rome, 30 juin 1480: A.A.T., sect. I, n° 2276 (original); A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 82, f° 125r° et 84A, f° 78r°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 206, n°s 1858-1859.

²¹¹ Une note marginale mentionne que seulement plus tard une suite fut donnée à la promesse: A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 84A, f° 78r°.

²¹² Rome, 30 juin 1480: A.A.T., sect. I, n° 2276; A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 84A, f° 78v°; U. BERLIÈRE, *Libri obligationum et solutionum*, p. 206, n° 1860.

²¹³ Rome, 24 mai 1481: A.A.T., sect. I, n°s 2287 (original) et 2382/b (vidimus).

²¹⁴ A. ERENS, *Thierry van Tuldell et la commende*, p. 345; J. MASIVUS, *Chronicon*, p. 301.

pontife appuya à nouveau la dérogation des différentes lettres de protection de l'abbaye de Saint-Michel²¹⁵.

Georges, le cardinal de Sainte-Lucie, remplit un rôle important dans l'achèvement de la commende anversoise. En automne de 1478 le pape eut envoyé le prélat de la curie d'Allemagne aux Pays-Bas²¹⁶. Après une entrevue cordiale avec Thierry de Tuldé le cardinal plaida en faveur de l'annulation des commendes. Les prémontrés de Saint-Michel apprécièrent à leur juste valeur les efforts du cardinal et lui demandèrent le 20 mars 1479 d'exposer au pape la situation réelle en vigueur. L'année suivante l'abbé Thierry lui remit une lettre analogue²¹⁷.

Il signala que la nomination de Luc de Tolentis le 21 février 1477 ne fut point valable. La chancellerie vécut dans la supposition erronée que l'abbé Jean Fierkens fut encore en vie. A l'occasion de la bulle du 21 février 1477 l'abbaye ne put dès lors être déclarée vacante, car André d'Achtenrijt fut déjà élu comme nouveau supérieur.

Le pape reconnut la légitimité des prétentions d'André d'Achtenrijt et de Jean Robijns. Du point de vue juridique le pape fonda l'abrogation de la commende dans la révocation de sept bulles préalables²¹⁸. En outre il libéra les religieux anversois et l'abbé de Parc de toutes censures encourues et il désigna les abbés d'Affligem et de Sainte-Gertrude comme conservateurs²¹⁹. Dès réception de la nouvelle délivrante d'Italie l'archiduc Maximilien d'Autriche, l'évêque Louis de Bourbon et les Etats de

²¹⁵ Rome, 4 octobre 1480: A.A.P., R VII, 28, f° 41r°-43r° et 34, f° 13r°-14r° (copie); A.A.T., sect. I, n° 2277.

²¹⁶ Avant le 24 novembre 1478.

²¹⁷ Bruges, 13 décembre 1478: J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 131-134; J. MASIVS, *Chronicon*, p. 296, 298 et 300.

²¹⁸ Sixte IV abrogea le 9 novembre 1480 les sept bulles qui furent promulguées contre l'abbaye de Saint-Michel. Les documents annulés traitèrent

- 1) de l'interdiction du droit à la libre élection abbatiale,
- 2) de la réservation de l'abbaye de Saint-Michel,
- 3) de la nomination de Luc de Tolentis comme abbé,
- 4) de la menace de lourdes peines à l'adresse de l'élu André d'Achtenrijt et des chanoines,
- 5) des censures ecclésiastiques pour l'abbé élu et le couvent, de même que pour Thierry de Tuldé, qui eut installé le prélat André d'Achtenrijt,
- 6) de l'alourdissement des peines d'interdit et d'invocation du bras séculier et
- 7) de la confirmation que l'abbaye fut assez réservée.

²¹⁹ Rome, 9 novembre 1480: A.A.T., sect. I, n° 2277 (original); A.A.P., R VII, 28, f° 73r°-76v°, 29, f° 81v°-85r° et 34, f° 30v°-33v°; A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 117v°-123v°; A.E.A., abbaye Saint-Michel, n° 4, f° 117r°-123v° (copies); L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 262-283 (édition); A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 15, p. 27-29, reg. 16, p. 24-25 et reg. 17, f° 3v°; A.A.T., sect. I, n° 2277; U. BERLIÈRE, *La commende*,

Brabant adressèrent des lettres de remerciements au pape, aux cardinaux et aux collaborateurs de la curie. Ils chantèrent les louanges de l'intervention perspicace du Saint-Siège²²⁰.

Les chanoines réguliers de Prémontré se donnèrent peu de peine pour l'exécution immédiate de la bulle pontificale. Bien que le pape eût assigné deux exécuteurs, à savoir les abbés d'Affligem et de Sainte-Gertrude à Louvain, les religieux tardèrent jusqu'à l'été 1481. Dans le refuge abbatial à Bruxelles l'abbé Gossuin d'Affligem, en sa qualité de juge et d'exécuteur, promulgua la bulle papale. Un terme fut définitivement mis à la commende. Les peines et censures, que les prémontrés brabançons eurent encourues, furent levées. Il fut interdit de faire usage des sept bulles annulées contre l'abbaye d'Anvers ou contre l'abbé de Parc²²¹.

Malgré la bulle d'abrogation Luc de Tolentis refusa de rendre son tablier. Ce fut surtout Juste, l'évêque de Ceuta, qui opéra au service du *legatus a latere*. Le pape Sixte IV désapprouva ses initiatives et réprimenda l'évêque²²².

Maximilien et Marie prohibèrent à Luc de Tolentis de gêner Jan Robijns dans l'exercice de ses fonctions abbatiales. Le point de vue ducal fut que, selon le droit commun, les décrétales et les décrets des conciles, au cas d'une vacance, une élection dut être organisée afin de se procurer un nouveau prélat. Personne ne put «geenen stoot schuldich te doene in die voorschreven electie, noch oic dit te belettene vijt crachte van reservatien, commanden oft andere provisien oft bullen uut den hove van Rome». Des pères abbés absents, comme ce fut le cas à Anvers, durent être remplacés par «heure gecommitteerde». Une élection semblable «sal heure volcommen effect sorteren». Le duc et la duchesse eurent éclairci leur point de vue vis-à-vis de l'évêque de Sibenik «soo mondelinghe, soo bij brieven» et lui déconseillèrent de faire valoir ses titres à la prélature. Ils tentèrent de le dissuader d'entreprendre d'autres démarches judiciaires,

p. 199; C.B. DE RIDDER, *Les élections abbatiales*, p. 317-318; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 344; J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 135; J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature*, p. 36; J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229.

²²⁰ J. MASIUS, *Chronicon*, p. 302.

²²¹ Bruxelles, refuge d'Affligem, 9 août 1481: A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 123v°-135r°; A.E.A., abbaye Saint-Michel, n° 4, f° 124r°-135r° (copies); A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 15, p. 29, reg. 16, p. 25 et reg. 17, f° 4r°; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 345.

²²² 10 et 13 avril 1481: A.A.P., R VII, 28, f° 77r°-78v° et 78v°-79v° et 29, f° 85r°-88r° et 88r°-89r° (copies); Rome, 18 juin 1481: A.A.P., R VII, 28, f° 25r° et 79v°-80r° et 29, f° 89v°-90v° (copies).

et surtout par l'intermédiaire de «procureurs oft facteurs, die t'meeste deel lieden sijn van lichter conditie». Au cas où le légat et ses partisans ne cessassent leurs actions, les princes les menacèrent d'arrestation, de saisie de biens et d'un procès devant la cour provinciale de justice. Marie et Maximilien ordonnèrent aux huissiers de la chambre des comptes et aux valets d'armes à veiller à la stricte observation de leurs dispositions²²³.

Malgré de virulentes condamnations la conduite de Maximilien resta très ambiguë. D'une part il témoigna son support à la résistance envers l'abbatiate séculier. D'autre part il garda Luc de Tolentis comme conseiller et l'abrita pendant son excommunication²²⁴. Bien qu'il n'y ait pas d'indices directs, quelques auteurs émirent l'hypothèse que seul sa propre faiblesse²²⁵ et l'efficacité d'une large opposition retinrent Maximilien de soutenir la commende. Le duc ne se rallia que par opportunisme à la cause de ses sujets²²⁶.

L'abbé de Parc acquéra la gloire éternelle en prenant les devants dans la lutte pour les libertés ecclésiastiques. Il se vit loué par la plume de l'humaniste et philologue Justus Lipsius. Certains auteurs comparèrent le combat de Thierry face à la commende à l'attitude hardie et résolue du père de l'Église Ambroise de Milan contre les excès de la politique impériale de Théodose le Grand²²⁷.

A l'opposé de Ferry de Clugny les commendataires ne purent prendre possession des abbayes²²⁸. Aucune instance brabançonne ne collabora avec les abbés séculiers. Ainsi la vie journalière des chanoines put se dérouler sans interférences selon la règle de Saint Augustin, les constitutions de l'ordre et les habitudes traditionnelles. L'abbé élu de Tongerlo,

²²³ Gand, 5 décembre 1480: A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 135r°-139v°; A.E.A., abbaye Saint-Michel, n° 4, f° 135r°-140r° et 301r° (copies); A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 15, p. 29, reg. 16, p. 25 et reg. 17, f° 4r°.

²²⁴ J. PAQUET, *Une ébauche de la nonciature*, p. 38; H. VANDER LINDEN, *Itinéraires de Marie de Bourgogne et de Maximilien d'Autriche*, Bruxelles, 1934, p. 122-123.

²²⁵ L'archiduc dut admettre lui-même que le choix canonique de l'abbé ne put être cassé «ter begeerte van eenigher kerstenen prince»: A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 11, f° 136r°.

²²⁶ R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid en reguliere geestelijkheid*, p. 67-68 et 132.

²²⁷ L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 296; P. IMPENS, *Abbatia Parcensis priori de Bethleem offertur, quam ille humiliter recusavit*, dans P. LEFÈVRE (éd.), *L'«Epistola reformatoria» du prieur de Bethléem Henri van der Heyden pour l'abbaye du Parc au XVe siècle*, Tongerlo, 1927, p. 22-25 (25); J.E. JANSEN, *L'abbaye norbertine du Parc-le-Duc*, p. 38-39; J.E. JANSEN, *La Belgique norbertine*, Averbode, 1920, p. 124; J. MASIVUS, *Chronicon*, p. 264 et 314; J. VANDER ACHTER et R. VICHET e.a., *Memoriale Tongerloense*, p. 10-11.

²²⁸ A.A.T., sect. I, n° 2275.

Werner de Halleer, mena une grande politique de bâtisseur. L'abbaye obtint pour une somme de vingt-six et demi florins trois mille petits vitraux. Ceux-ci furent montés par l'artisan verrier Remi Verheze à l'aide de plomb et d'autres métaux. Les prémontrés achetèrent une petite horloge et firent réparer le jeu d'orgue²²⁹. La communauté acquérit un missel précieux pour un montant de vingt-cinq florins. Pour deux volumes du *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais le couvent paya cinq florins de moins. Les religieux de Tongerlo munirent la bibliothèque abbatiale d'un exemplaire du Décret de Gratien. Ils entamèrent aussi un nouveau censier. Les chanoines réguliers n'hésitèrent point à ouvrir largement leur bourse pour acheter un tableau décoré d'or d'une valeur de quelques cent dix florins. Pour une toile bruxelloise de sept pied d' hauteur il payèrent soixante-douze florins. En janvier 1481 ils versèrent trois cent trente florins pour une passion en neuf tableaux²³⁰.

7. Josse Bruylant: Un chanoine ambitieux à l'ombre des grands commendataires

A ce jour l'historiographie n'accorda que peu d'intérêt à la provision de Grimbergen. La raison pour ce manque d'intérêt est double. D'une part les archives de Grimbergen ne contiennent que peu de documents originaux ou contemporains. Ce sont des pièces des années 1477 à 1480 qui offrent une vue rétrospective sur toute la période des troubles de 1468 à 1480. D'autre part la complexité de la matière a rebuté de nombreux historiens. Les différentes renonciations de Josse Bruylant, accouplées aux maintes procédures devant la Rote, et la chronologie divergeante vis-à-vis des commendes à Tongerlo et à Saint-Michel furent deux obstacles de grande envergure.

La personnalité de Josse Bruylant fut déformée pendant de nombreux siècles. Bien que les sources du quinzième siècle n'offrent pas d'indices pour établir le moindre lien entre Josse Bruylant et l'émissaire papal Luc de Tolentis, bon nombre d'auteurs ont considéré le chanoine de Grimbergen comme un partisan du légat. Jean Maes écrivit que le pitancier de Grimbergen conspira avec l'évêque de Sibenik²³¹. Jean Frumentius

²²⁹ A.A.T., sect. II, n° 561, f° 25r°, 36v°, 43r° et 49v°.

²³⁰ A.A.T., sect. II, n° 561, f° 27r°, 35r°, 47r°, 47v°, 49v° et 61v°.

²³¹ J. MASIUS, *Chronicon*, p. 291, 292 et 303.

dépeint Josse Bruylant comme un religieux infidèle, qui fut soutenu par le nonce Luc de Tolentis²³². Cette vision attachante fut reprise par beaucoup d'écrivains. Libert de Pape limita le rôle de Josse Bruylant à celle d'un chanoine infidèle et ambitieux, qui mit en cause l'élection de Marc de Platea²³³. Beaucoup d'auteurs ont depuis partagé les idées du grand abbé de Parc. Même A. Erens se fit induire en erreur par la tradition historiographique dans son analyse magistrale de la commende en Brabant du quinzième siècle. Le savant archiviste de Tongerlo vit l'évêque de Sibenik comme le maître de Josse Bruylant²³⁴. Il plaça la renonciation définitive de Bruylant au 6 août 1477. Or ce jour Josse reçut une nouvelle bulle de nomination, grâce à laquelle il put à nouveau déchaîner une attaque en règle sur la prélature de l'abbaye prémontré de Grimbergen. D'autres historiens du vingtième siècle comme J.E. Jansen ont trop réduit la provision de Grimbergen à un fait divers en marge des commendes de l'abbaye Saint-Michel d'Anvers ou de Tongerlo²³⁵. Ils n'aperçurent ni la propre dynamique, ni le caractère unique des événements à Grimbergen. Les actions et la conduite de Josse Bruylant ne furent pas du tout éphémères. Ses efforts furent décrits au quinzième siècle à juste titre comme «la longue poursuyte [...] pour parvenir a la possession de ladicte abbaye»²³⁶.

A l'opposé des commendataires traités antérieurement Josse Bruylant fut bel et bien membre de la communauté conventuelle, dont il voulut devenir le prélat. Bien qu'il occupa un canonicat dans les chapitres de Sainte-Gudule à Bruxelles et de Saint-Rombaut à Malines, il fut également profès à l'abbaye Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Grimbergen²³⁷. Du point de vue canonique il est impossible de considérer la provision en faveur de Josse Bruylant comme une commende.

Le milieu traditionnel, où jaillit la commende, fut la zone frontière entre l'église indépentante et l'état central. Les querelles vivaces qui s'y

²³² J. FRUMENTIUS, *Chronicon*, p. 127.

²³³ L. DE PAPE, *Summaria cronologia*, p. 241 et 283.

²³⁴ A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 330 et p. 334; A. Erens mentionne Pierre Bruylant par erreur.

²³⁵ J.E. JANSEN, *L'abbaye norbertine du Parc-le-Duc*, p. 39; J.E. JANSEN, *La Belgique norbertine*, p. 123-124.

²³⁶ A.A.G., II, 5, f° 50r°.

²³⁷ A.A.G., II, 5, f° 125v°: «virum dominum Judocum Bruylant, professum eiusdem ordinis Premonstratensis in Beate Gudule Bruxellensi et Sancti Rumoldi Mechliniensi collegiata et dicto monasterio Grimbergensi et parrochiali de capella in Bruxella ecclesijs, [...]».

déroulèrent au bas moyen âge et au début de l'époque moderne, furent un berceau idéal pour l'abbatit séculier, attribué aux favoris princiers. Cette tension entre le clergé régulier et le pouvoir séculier fit presque entièrement défaut. Dans le dossier de Grimbergen il n'est pas question de prise de position ou de conceptions opposées entre le prince et les norbertins. Josse Bruylant ne jouit d'aucune aide ducale. Il est dès lors pas souhaitable de s'attarder plus longtemps à la provision de Grimbergen en faveur du chanoine Josse Bruylant.

8. Le redressement financier laborieux après la commende (1474-1494)

Bien que la bulle d'abrogation de 1480 et son exécution en 1481 aient mis un terme à l'abbatit séculier, la commende avait creusé d'importants trous dans les finances des abbayes concernées. Il fallut concevoir un plan de redressement financier. Il ne fut point exceptionnel qu'une abbaye, *in casu* l'abbaye de Parc, prit toutes les dettes à son compte. Chez les cisterciens l'abbaye bourguignonne de Cîteaux régla tous les versements pour l'ordre. Les religieux instaurèrent un modèle de taxation afin d'acquitter les dettes de l'illustre abbaye²³⁸.

Les prémontrés suivirent un schéma similaire. La taxation interne de l'ordre sembla un intermédiaire exquis pour rassembler les sommes dues. La taille représenta une petite contribution annuelle des différents monastères. Les abbés prémontrés de Brabant, de Hainaut et de Flandre réunis, se saisirent des problèmes pécuniaires avec le consentement du chapitre général et marquèrent ainsi le début du remboursement des dettes. Les dignitaires norbertins décidèrent de faire appel aux ressources de l'ordre. Etant donné que l'argent ne fut point disponible, ils demandèrent une avance de fonds à un nombre d'abbés²³⁹.

Le chapitre général, qui se réunit à l'abbaye de Saint-Martin de Laon en août 1476, prévoit une indemnité pour le procureur de l'ordre et pour deux bulles papales²⁴⁰. En 1481 l'assemblée confirma la concession de la taille annuelle. Les dignitaires craignirent que le rendement limité de la

²³⁸ W.J. TELESKA, *Papal reservations and provisions of Cistercian abbeys at the end of the middle ages*, dans *Cîteaux. Commentarii Cistercienses*, XXVI, Achel, 1975, p. 129-145 (140).

²³⁹ A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 6r°; A. ERENS, *Thierry van Tuldel et la commende*, p. 349.

²⁴⁰ A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 6r°.

taxe de l'ordre ne suffit pour apaiser la grande détresse financière. Ils élargirent le champs d'activité de l'abbé de Parc avec la circarie de Westphalie. A maintes reprises les prélats norbertins réunis prolongèrent les compétences de Thierry de Tuldal.

Le livre de comptes révéla que le 8 juin 1487 Thierry de Tuldal fut encore obligé de recueillir plus de mille florins afin de combler toutes les dettes²⁴¹. Progressivement Thierry put alléger le fardeau des dettes. A la mort du premier abbé mitré de Parc, l'encaissement de la taille fut cependant toujours d'application²⁴².

9. La commende au delà de 1481

Après l'annulation des commendes en 1480-1481 l'élection libre ne fut pas incontestée. Josse Bruylant, par exemple, persévéra dans sa quête de la charge abbatiale de Grimbergen. Les prémontrés ne cessèrent de rechercher l'appui princier. Maximilien d'Autriche et Philippe le Bel accordèrent à la communauté de Tongerlo le 14 janvier 1484 une lettre de protection détaillée. Ils considérèrent que leur tâche fut de «alle die kercken, cloosteren ende goidshuysen ons voirscreven lants van Brabant te hebben ende houden in onsen zunderlinger hoeden, protection ende salveguardien ende die van allen ongelike crachten fortsen ende gewonde te beschudden ende beschermen»²⁴³. Cinq mois plus tard, le 6 juillet 1484, l'archiduc et son fils prirent l'abbaye Saint-Michel sous leur garde²⁴⁴. En 1488 l'empereur Frédéric III renouvela dans un édit les privilèges, les immunités et les franchises de l'ordre de Prémontré, comme ils furent accordés par ses prédécesseurs Frédéric II et Charles IV. Il reprit également la teneur d'une bulle d'Innocent VIII de 1484²⁴⁵. Charles V jura lors de ses joyeuses entrées en Brabant et en Flandre de ne plus

²⁴¹ Totaux des dépenses et des revenus de Thierry de Tuldal selon A.G.R., A.E.B., 9395, 5, f° 15v°:

REVENUS: 1603 florins, 11 sous ou 972 ducats <1 ducat = 33 sous>

DEPENSES: 1438 ducats, 37 florins et 14 sous

SOLDE: 466 ducats, 37 florins et 14 sous ou 1086 florins et 4 sous <1 ducat = 45 sous>

²⁴² A.A.A., sect. I, reg. 42, f° 23r°; A.G.R., A.E.B., 9395, 5, sans numéro.

²⁴³ 14 janvier 1484: A.A.T., sect. I, n° 2328 (original); M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 315.

²⁴⁴ J. VAN DEN NIEUWENHUIZEN, *Abbaye de Saint-Michel*, p. 229.

²⁴⁵ Malines, 2 octobre 1488: A.A.G., II, 14, f° 54r°-60r° et IV, 9 (copies).

concéder de commendes. Dans la Joyeuse Entrée brabançonne du 23 janvier 1514 cette interdiction fut le seul nouvel article²⁴⁶.

Les norbertins eurent appris à leurs dépens que des lettres de protection et des chartes du pays n'offrirent pas assez de garanties face à la poussée du souverain en matière de nominations ecclésiastiques. Les prémontrés brabançons purent néanmoins choisir leurs prélats sans être inquiétés au cours des deux dernières décennies du quinzième siècle. A part le paiement de quatre cents florins, Jean de Westerhoven n'eut en 1487-1488 aucune peine à succéder à Werner de Halleer comme abbé de Tongerlo²⁴⁷. Deux ans plus tard Arnould Persoons fut élu sans problèmes à Grimbergen²⁴⁸. En 1505 l'ecclésiastique liégeois Jacques d'Usch promit au nom de Jacques Embrechts, l'abbé élu de Saint-Michel, de régler les services. Les frais d'administration furent de deux cents florins pour le *servitium commune*²⁴⁹.

L'institution du coadjutorat avec droit de succession sembla aux yeux des prémontrés un moyen exquis pour éviter la commende. L'ancien abbé désigna avec le consentement de la communauté un coadjuteur. Bien que les princes exigèrent de témoigner leur consentement préalable à la personne du coadjuteur, les autorités furent très souples dans l'acceptation des candidatures proposées²⁵⁰. L'abbé Arnould Persoons de Grimbergen put se faire assister après l'approbation du duc Philippe le Bel par un coadjuteur «inden persoen van broederen Peeter van Waeyberge, religieux ende supperior vanden voirscreuen godshuyse»²⁵¹. Deux décennies plus tard ce dernier se fit aider de François de Blioul²⁵². A l'abbaye de

²⁴⁶ P. GORISSEN, *Les abbayes de Tournai-Tournais et l'indult aux nominations de Charles-Quint*, dans *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, XXXIII, Bruxelles, 1955, p. 577-596; R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 51.

²⁴⁷ Rome, 31 décembre 1487: A.A.T., sect. I, n° 2386 (copie); Rome, 7 janvier 1488: A.A.T., sect. I, n° 2361 (original); M. KOYEN et L.C. VAN DYCK, *Abbaye de Tongerlo*, p. 315.

²⁴⁸ Rome, 25 novembre 1489 (4x): A.A.G., IV, 9 (original); A.A.G., II, 5, f. 94r°-94v° en 95r°.

²⁴⁹ Pistoue, 15 décembre 1505 (La bulle de nomination fut déjà accordée le 14 novembre 1505): A.S.V., *Oblig. et Sol.*, 88, f° 53r° (copie).

²⁵⁰ En 1522 les grandes abbayes brabançonnnes eurent constaté que le coadjutorat ne fut pas une dignité effective et qu'il fut dès lors lié aux articles de l'indult de 1515. Les autorités furent plus souple et acceptèrent des coadjuteurs sans trop de problèmes: P. GORISSEN, *De invoering van het vorstelijk benoemingsrecht in de Nederlandse abdijen onder Karel V*, dans *Bijdragen voor de Geschiedenis der Nederlanden*, IX, Anvers, 1954-1955, p. 190-237 et X, Anvers, 1955-1956, p. 25-57 (34).

²⁵¹ Bruxelles, 4 mars 1504: A.A.G., IV, 10 (original); C. SPILLEMAECKERS, *De abten van Grimbergen tot het einde van de achttiende eeuw*, Grimbergen, 1978, p. 114.

²⁵² Grimbergen, août 1523: A.A.G., II, 5, f° 28v°-30v° (copie).

Parc Arnold Wyten et Ambroise d'Engelen furent investis de la dignité de coadjuteur avec droit de succession.

L'abbé de Tongerlo, Jean de Westerhoven, demanda dans une circulaire en date du 21 septembre 1497 aux religieux résidants et aux chanoines vivants en dehors des murs de l'abbaye la permission d'appointer un coadjuteur avec droit de succession. Le prélat voulut ainsi détourner l'opposition des nobles, l'ambition des ecclésiastiques sans ferveur religieuse et le démon de la commende²⁵³.

Le coadjutorat n'offrit quand même pas de solution infaillible. Dans l'abbaye cistercienne de Clairmarais en Artois Charles-Quint se passa en 1517 d'un coadjuteur avec droit de succession²⁵⁴.

La technique de transférer la charge abbatiale par une résignation, fut fondée sur le même principe: à la mort de l'abbé ou au cas d'une résignation de l'ancien prélat, le successeur administra déjà les fonctions abbatiales. Les abbés de Dielegem et de Saint-Feuillen se montrèrent les maîtres du genre de la renonciation. En 1505 l'abbé de Grimbergen, Arnould Persoons, résigna en faveur du coadjuteur Pierre de Wayenberghe²⁵⁵.

A l'opposé des années 1470 les interventions princières et apostoliques furent limitées. Le cardinal Raymond Peraud infiltra et occupa l'abbatiale de Middelbourg en 1499-1500. En 1504 Philippe le Bel concéda l'abbaye de Tongerlo en commende à l'archevêque de Saragosse. Les norbertins rédimèrent leur liberté pour la somme de deux mille florins²⁵⁶.

La majorité de Charles-Quint annonça une nouvelle offensive princière de nominations ecclésiastiques. Les abbés de Parc prirent les devants dans l'opposition à la politique du souverain. Ambroise d'Engelen, un arrière-neveu de Thierry de Tuldél, se fit remarquer comme porte-parole des abbayes brabançonnaises.

²⁵³ «Tum propter oppositionem magnatum, tum propter pestem commendarum, tum propter conatum ambiciosorum qui magis spe ambitionis quam zelo religionis accensi plerumque intendunt, sibi dominationem vendicare, volens igitur dictis periculis quantum possibile sit michi obviare et monasterio nostro de futuro prospicere, matura deliberatione cum nonnullis prelatorum nostrorum prehabita, statui ac ordinavi michi sepius egrotanti ac debili substituere unum de confratribus nostris in coadiutorem perpetuum ac irrevocabilem et deinde in successorem post mortem meam»: Anvers, 21 septembre 1497: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 14 (2x: original et copie); 27 novembre 1498: A.A.T., sect. IV, n° 55/1, n° 15 (original).

²⁵⁴ P. GORISSEN, *De invoering*, p. 205.

²⁵⁵ Rome, 14 (3x) et 15 novembre 1505: A.A.G., IV, 11 (originaux).

²⁵⁶ U. BERLIÈRE, *La commende*, p. 192; R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 51.

A la demande de l'archiduc Charles le pape Léon X promulgua le 5 juillet 1515 la bulle *Fervor purae devotionis*²⁵⁷. Le pape promit de ne plus tolérer de provisions sans l'accord du souverain. Le prince put exprimer sa préférence, accorder son consentement ou émettre son veto. Les légistes de Charles interprétèrent l'indult de façon très large. Ils considérèrent la concession papale comme un droit de nomination complet à toutes les prélatures d'abbayes, prieurés et prévôtés. Cette opinion engendra de vives protestations de la part des abbayes brabançonnnes. La bulle serait, selon leur avis, pas valable pour les dignités électORALES et eut comme but d'extirper toute commende, réservation ou provision apostolique dans le futur²⁵⁸. L'indult de 1515 servit encore au dix-septième siècle de base aux interventions du gouvernement²⁵⁹. Cette opinion contrasta avec l'idée des chanoines de Parc, pour qui la bulle *Fervor purae devotionis* fut octroyée à Charles-Quint à titre personnel²⁶⁰.

La gouvernante Marguerite d'Autriche promit dans le traité de paix du 16 mai 1518 avec l'évêque de Liège, Erard de la Mark, d'accorder la première abbaye brabançonne en commende au prince de l'église. Malgré le renouvellement des promesses de Charles dans la Joyeuse Entrée, les prélats norbertins conclurent une alliance défensive. A la mort attendue d'Étienne de Tirlemont, abbé d'Anvers, le 9 novembre 1519 les chanoines de Saint-Michel élirent et rendirent immédiatement hommage au prieur Corneille Embrechts de Meere comme nouveau supérieur. Un nombre exceptionnellement grand de monastères norbertins témoignèrent leur solidarité²⁶¹. L'empereur Charles-Quint ignora l' élu et respecta la clause du traité. Le pape Léon X nomma Erard de la Mark comme nouvel abbé. Les chanoines refusèrent d'accepter la provision apostolique, car la dignité abbatiale fut «by onsen heyligen vader den paus subreptischelijck verleent» à l'évêque²⁶². Les abbés de Parc et Tongerlo, qui eurent présidé lors de l'élection, prirent le devant dans la résistance à la provision.

²⁵⁷ Cette bulle n'eut pas comme but de porter un coup mortel aux abbayes. L'abbé de Sainte-Gertrude fut l'exécuteur principal. Bon nombre d'abbés assistèrent à la promulgation de l'indult dans l'hospice bruxellois de l'abbaye anversoise de Saint-Michel: P. GORISSEN, *De invoering*, p. 194-195.

²⁵⁸ P. GORISSEN, *De invoering*, p. 191-193; R. VAN UYTVEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 51-52.

²⁵⁹ B. JANSSENS DE BISTHOVEN, *De Duinen-abdij aan abt Bernard Campmans toegevoezen*, dans *Collationes Brugenses*, L, 1954, Bruges, 1954, p. 254-261 (254-255).

²⁶⁰ A.A.P., R VII, 68, f° 21v°-22r°.

²⁶¹ Corneille vander Goes, abbé de Dielegem, appela son collègue de Grimbergen à assister à l'installation du nouvel abbé anversoise: A.A.G., II, 5, f° 58r°-58v° (copie).

²⁶² A.A.T., abbaye Saint-Michel, liasse II, n° 20 (copie).

Par l'intermédiaire des Etats de Brabant les prémontrés firent passer leurs revendications. Les norbertins anversoïses jouirent de l'aide morale et matérielle de leurs confrères brabançons. Dans son apologie le pitancier Nicolas Viruli se référa à la bulle, par laquelle Sixte IV mit en 1480 un terme à la commende anversoïse. L'empereur ne tint point compte de l'argumentation norbertine, mais fixa plutôt l'attention sur la paix et le libre commerce avec la principauté de Liège et le duché de Bouillon. La gouvernante convoqua les prélats rebelles. Les biens de Parc et de Tongerlo furent saisis. Finalement les prémontrés et leurs opposants arrivèrent à un compromis. Le détournement de la commende s'avéra onéreux. Les norbertins promirent au commendataire une rente annuelle de huit mille florins, majorée d'une indemnité unique de trente-deux mille florins. La veuve de Croy-Aarschot avança la plus grande partie de ce montant astronomique²⁶³.

Afin d'éviter des conflits, le gouvernement et le clergé régulier décidèrent de fixer leurs droits respectifs. Une commission paritaire eut comme tâche de délimiter les droits princiers en matière de nominations abbatiales. Quand une réponse satisfaisante se fit attendre, les abbés de Parc et de Tongerlo et le prélat des augustins de Sainte-Gertrude à Louvain ne ménagèrent pas leurs critiques face à l'attitude gouvernementale. La rhétorique quasi révolutionnaire des abbés de Parc et de Villers, à la réunion du clergé brabançon du 12 avril 1527, empêcha les tentatives d'intervention et d'extorsion de la part de la gouvernante vis-à-vis de l'abbaye de Sainte-Gertrude. Le clergé, qui s'était réuni en une confédération, excita les états laïques contre l'abus de pouvoir princier et la violation des privilèges. La gouvernante décréta la mainmise sur les biens de dix grandes abbayes brabançonnnes. Sous l'impulsion d'Ambroise d'Engelen les protestations devinrent plus bruyantes. Les prélats purent compter sur la résistance passive de la population brabançonne et des institutions du duché contre le séquestre. Les partis querellants mirent fin à la dispute, sans qu'un accord définitif fut conclu en matière du droit princier de nomination²⁶⁴. Ce ne fut qu'en 1564 que le souverain et les abbayes

²⁶³ A.A.P., R VII, 68, f° 22r°; A.A.T., abbaye Saint-Michel, liasse II, n°s 11, 12, 15, 16 et 17 (copies); A.A.T., abbaye Saint-Michel, reg. 17, f° 4r°-4v°; P. GORRISEN, *De invoering*, p. 32; P. GORRISEN, *Les abbayes de Tournai-Tournais*, p. 581 et 584-585; P. GENARD, *Verhandeling*, p. 27-28; V. VAN GENECHTEN, *Sint-Michiels te Antwerpen en de commende. 1518-1521*, dans *Analecta Praemostratensia*, VIII, Tongerlo, 1932, p. 308-320.

²⁶⁴ A.A.P., R VII, 68, f° 22v°; A.V.A., K 430, f° 8r°-8v°, 10r°-12r°, 14r°-14v°, 16r°-16v° et 27r°-29r°; P. GORRISEN, *De invoering van het vorstelijk benoemingsrecht*, p. 33 et

brabançonnnes conclurent un traité concernant les élections abbatiales. Le concordat sanctionna une pratique, qui fut suivie déjà depuis le début du siècle. Une procédure modérée garda la nomination par le souverain et répondit aux souhaits et soupirs des religieux et du Saint-Siège. En cas de vacance, les commissaires appointés par le gouvernement rassemblèrent les voix des religieux. Ensuite le souverain fit son choix entre les candidats proposés. L' élu dut se faire confirmer soit par le pape, soit par l'évêque. Le souverain opta presque toujours pour le candidat de la communauté religieuse²⁶⁵.

A la suite du Concile de Trente le roi Philippe II décida de rationaliser la géographie ecclésiastique des Pays-Bas sur la base d'un projet de son père, Charles-Quint. Le nombre de diocèses se multiplia par trois. Dans le but de pourvoir des revenus aux nouveaux évêques des abbayes furent incorporées dans les *mensae episcopales*. Les abbayes d'Affligem, de Saint-Bernard et de Tongerlo furent incorporées à l'archevêché de Malines et aux évêchés d'Anvers et de Bois-le-Duc. Le souverain et ses collaborateurs, les évêques, reçurent ainsi une large part dans le premier état des états provinciaux. Le roi put ainsi suffoquer l'opposition du clergé.

Les Etats de Brabant furent conscients des dangers et firent usage de tous les moyens à leur disposition dans la lutte contre l'incorporation d'abbayes dans les *mensae episcopales*. La gouvernante Marguerite de Parme essaya d'élaborer un compromis en proposant un choix princier entre trois candidats élus et des pensions pour les évêques, mais les prélats radicalisèrent leurs exigences. La rébellion des Etats Généraux marqua le début définitif de la désincorporation²⁶⁶.

Toutefois, les interventions princières restèrent limitées. Dans les Pays-Bas méridionaux²⁶⁷ la commende ne prit jamais la même ampleur qu'en France. Au seizième et au dix-septième siècle bon nombre de hauts dignitaires

36; P. GORISSEN, *De prelaten van Brabant onder Karel V. 1515-1544. Hun confederatie. 1534-1544*, dans *Anciens Pays et Assemblées d'Etats*, VI, Louvain, 1953, p. 1-129 (22 et 86); R. VAN UYTVEEN, *De Premonstratenzerabdijen en de Politiek*, p. 52 et 63-67.

²⁶⁵ C. BUVE, *Kiezingen van abten in de kloosters van Brabant bij de norbertijnen, benediktijnen, bernardijnen en reguliere kanunnikken* [sic], dans *Bijdragen tot de geschiedenis, bijzonderlijk van het aloude hertogdom Brabant*, I, Hoogstraten, 1902, p. 188-199; E. DE MOREAU, *Histoire*, IV, p. 176-179; A. ERENS, *Elections abbatiales dans l'ancienne circonscription de Brabant*, dans *Analecta Praemonstratensia*, XIII, Tongerlo, 1937, p. 145-146.

²⁶⁶ A.A.P., R VII, 68, f° 23r°-24v°; M. DIERICKX, *L'érection des nouveaux diocèses aux Pays-Bas. 1559-1570*, Bruxelles, 1967, p. 79-94.

²⁶⁷ Des copistes hollandais du seizième siècle ne furent pas familiarisés avec la notion de «commende»: A.G. JONGKEES, *Het Groot Privilegie voor Holland en Zeeland*, dans W.P. BLOCKMANS (red.), 1477, p. 145-208 (179).

convoitèrent l'abbatiate de Prémontré. Les cardinaux Francisco Pisani (1535-1561) et Hyppolite d'Este (1562-1572) devinrent abbés commendataires de Prémontré²⁶⁸. Le cardinal de Richelieu, qui fut à la tête des clunisiens et des congrégations de Chezal-Benoît et Saint-Maur, ambia également le généralat de Prémontré. Le chef du gouvernement français se fit élire sous contrainte par une partie du collège électoral de l'abbaye de Prémontré²⁶⁹.

Conclusions

L'étude des tribulations pour le maintien de l'élection abbatiale et du conflit entre le prince bourguignon et ses fonctionnaires d'une part et les abbayes prémontrées d'autre part élucide la nature de l'abbatiate commendataire. La commende est un synonyme d'abbatiate séculier et non d'abbatiate laïque. Une abbaye ne peut être concédée en commende à un laïque ou à un membre du clergé régulier. Les titulaires sont par définition des ecclésiastiques séculiers. De ce point de vue canonique la provision de l'abbaye de Grimbergen fut une affaire singulière, qui ne peut en aucun cas être considérée comme une commende. Le bénéficiaire, Josse Bruylant, fut membre de la communauté conventuelle de Grimbergen. La situation locale, l'enjeu des partis concernés et la chronologie des événements diffèrent fondamentalement de la commende à Anvers ou à Tongerlo.

Dans ces deux monastères les titulaires de l'abbatiate commendataire et des rentes viagères furent de hauts dignitaires de l'église et des conseillers influents à la cour bourguignonne. Luc de Tolentis, évêque de Sibenik en Dalmatie, tint office de légat apostolique auprès du duc de Bourgogne. Ferry de Clugny présida en l'absence du chancelier le Grand Conseil et le Parlement de Malines. Ce protégé de Charles le Téméraire devint en 1473 évêque de Tournai et en 1480 cardinal de Saint-Vital. Philibert Hugonet, le frère du chancelier bourguignon, occupa le siège épiscopal de Mâcon. En 1473 il fut promu au rang de cardinal.

²⁶⁸ E. VALVEKENS, *Le Cardinal Hyppolite d'Este abbé commendataire de Prémontré. 14 mai 1562-2 décembre 1572*, dans *Analecta Praemonstratensia*, XVIII, Tongerlo, 1942, p. 91-135.

²⁶⁹ L.C. VAN DIJCK, *Le cardinal de Richelieu, abbé de Prémontré. II. L'élection du 23 décembre 1635*, dans *Analecta Praemonstratensia*, LXIII, Averbode, 1987, p. 70-88 et 175-220 (76-77 et 183-184); L.C. VAN DIJCK, *Pour une histoire du généralat prémontré du cardinal de Richelieu. Les actes et correspondances du registre Deschamps. 1635-1638*, dans *Analecta Praemonstratensia*, LX, Averbode, 1984, p. 256-286 (259).

Bien que moins tenace qu'en 1477, la résistance aux abbés infiltrants fut déjà en 1470-1471 bien organisée. A différentes occasions les abbés prémontrés tinrent des réunions dans le but de se munir contre le danger imminent. Il importe de voir les abbés prémontrés réunis au mois de mai à Louvain pour la défense de l'élection abbatiale de Tongerlo. Cette assemblée se déroula avant que le monastère fut donné en commende le 1 juin suivant. Le dénouement de cette commende en faveur de Ferry de Clugny suivit un schéma traditionnel: l'abbé désigné par Rome résigna et reçut une pension annuelle.

Six ans plus tard la commende réapparut au sein des abbayes prémontrés de la circarie de Brabant. La mort de Charles le Téméraire sur le champs de bataille de Nancy eut renversé les données. En 1477 le pouvoir central n'eut plus les moyens de soutenir les commendataires. A l'instigation des abbayes une prohibition de commendes fut inscrite dans le Grand Privilège. A l'encontre de Ferry de Clugny les nouveaux abbés commendataires, le nonce Luc de Tolentis et le cardinal Philibert Hugonet, ne purent prendre effectivement possession des abbayes de Saint-Michel et de Tongerlo. Avec peu d'atouts en main ils entamèrent une poursuite acharnée des abbatiats qui leur furent conférés. Faut-il y voir un indice du pouvoir réel qu'eurent les abbés commendataires à la curie?

Les institutions brabançonnaises telles que les états provinciaux et la chambre de conseil se trouvaient du côté des prémontrés. Le soutien de ces instances en faveur de Thierry de Tuldel et des prémontrés fut déterminant pour déjouer la commende. Une large coalition réalisa son objectif en 1480. Le pape annula les commendes et appointa les prélats élus à la tête des monastères.

Les *Motu proprio* du 21 février 1477 n'eurent pas l'effet de surprise comme le prétendirent les chroniques du dix-septième siècle. Au contraire les chanoines réguliers furent bien informés des intentions pontificales grâce à un réseau ingénieux d'informants, qui se constitua non seulement d'abbés et de procureurs norbertins, mais aussi de collaborateurs de la curie et de banquiers. Le cardinal de Spolète et un noble anonyme confièrent à l'issu d'un consistoire secret des informations aux partisans des prémontrés à Rome. Tous les autres informants et procureurs furent originaires des Pays-Bas. Jean Nilis et Henri d'Houterlé travaillèrent comme légistes à la curie. Ils informèrent les norbertins des décisions prises à Rome et se portèrent garants à de nombreuses occasions. Trois ecclésiastiques entreprirent des voyages en Italie afin d'y défendre les intérêts des norbertins brabançons. Deux chargés d'affaires furent des religieux

de l'ordre de Prémontré. Thierry de Tuldal eut déjà une large expérience comme procureur général à la cour pontificale. En 1475 et 1476 l'abbé séjourna à Rome afin de plaider de nombreuses causes. Il rentra aux Pays-Bas muni de la cassation de la pension annuelle en faveur du nonce Luc de Tolentis et de maintes garanties à l'égard de la commende. Henri de Someren, un ami intime de Thierry de Tuldal, fut chargé en 1471 de rapporter la confirmation papale de l'accord conclu entre Ferry de Clugny et l'abbaye de Tongerlo. Toussain de Trazegnies, également procureur norbertin à Rome, prit en main le dénouement administratif de la commende dans les années 1480. Les marchands Gabriël Ofhuys et Victor de Bakarem prirent soin des transactions financières. A la base du réseau se trouvèrent les abbayes brabançonnnes, où les abbés constituèrent sous la direction de Thierry de Tuldal le noyau de la résistance face à la commende.

En matière financière la commende pesa différemment sur les ressources des abbayes. Dès la nomination de Ferry de Clugny l'abbaye de Tongerlo prit tous les frais à sa charge, tandis que depuis le voyage de Thierry de Tuldal à Rome en 1475-1476 l'abbaye de Parc centralisa les dépenses. Pendant vingt ans l'abbé de Parc put récupérer les dépenses grâce à la collecte de la taille dans différentes circaries.

Thierry de Tuldal ne fit pas que centraliser le financement de la lutte contre la commende. Grâce à sa présence et à son influence aux réunions de prélats, aux assemblées des états de Brabant et au chapitre général de l'ordre de Prémontré il mit la commende à l'ordre du jour. Au cours de son séjour romain de 1475-1476 il obtint l'annulation de la rente annuelle sur les revenus de Tongerlo. Ses contacts à la curie lui valurent beaucoup d'informations utiles. Thierry de Tuldal tint la tête haute lors de son excommunication. Sa politique modérée lors de la tourmente de 1477 lui valut la gratitude et la confiance de Maximilien d'Autriche, qui s'avérèrent réciproques. L'abbé de Parc fut incontestablement la figure-clef de la résistance des abbés et des chanoines de l'ordre de Prémontré en Brabant face à la commende.

Summary

During the later middle ages holding an abbey *in commendam* meant that it was granted to a secular clergyman, for example a bishop, a dean or a secular canon. At Saint Michael's abbey in Antwerp as well as in Tongerlo these commendators were influential members of the Burgundian court and high-ranking ecclesiastical officials. These princes of the church gave the duke more control over his clergymen and were in return provided with a substantially increased income.

Ferry de Clugny made at Tongerlo in the years 1470-1471 the first successful intrusion in a Premonstratensian monastery in Brabant. His aspirations could be bought off by a lifelong rent. Diederik van Tuldel (1419-1494), the abbot of Park since 1462, undertook different diplomatic initiatives at the papal court in order to safeguard the Brabantine abbeys from more commendators. Despite many apostolic letters and guarantees his efforts were vain. In 1477 two bishops were appointed as the heads of the communities of Antwerp and Tongerlo. The reign of the commendatory prelates started at an ill-fated moment, just a few weeks after the death of Duke Charles the Bold. The central government was no longer able to support firmly the commendators in their struggle to obtain their offices and revenues. In contrast to the many collations of Benedictine abbeys in *commendam* the princes of the church faced well-informed and organized opponents. At several times the different Brabantine abbots gathered to discuss the state of affairs and took action against the commendators. Diederik van Tuldel and his fellow prelates knew every move of the secular abbots and their supporters. Therefore the abbot of Park could rely upon a network of trustful informers and skilled negotiators, including abbots and Premonstratensian delegates as well as merchants and church officials at the papal court.

The last commendator finally resigned in 1481, but it had necessitated many funds to compel the secular abbots to desist from their prerogatives. Since his journey to Rome in 1475 Diederik van Tuldel had co-ordinated the defense of the liberties and rights of Saint Norbert's order and had taken care of the financial settlements. With the repetitive, but sometimes reluctant, consent of the order's general chapter the *taille*, a taxation within the order, was used. It lasted almost fifteen years before all the debts were reimbursed.

Verbeyststraat 3 bus 7
B-1853 Strombeek-Bever

Janick APPELMANS

Die Prämonstratenser in Ungarn zur Zeit des Freiheitskampfes 1848/49

1. Die Revolutionskapitel

Die ungarischen Prämonstratenser fühlten sich aufgrund ihrer Herkunft und ihres Lebens ohne Zweifel stets als Teil der ungarischen Nation. Das galt immer schon für die Pfarrseelsorger, die inmitten der Bevölkerung lebten und arbeiteten. Das galt ab 1802 nach der Wiederherstellung des Ordens in Ungarn ebenso für die Gymnasiallehrer und Erzieher der Jugend. Als Kinder ihrer Zeit wurden sie 1848 in den Strudel der revolutionären Ideen und Ereignisse hineingerissen. Es war damals schwer, ein guter ungarischer Patriot und zugleich ein guter Ordensmann zu sein. Denn das Interesse des Vaterlandes verlangte den ganzen Menschen¹.

Der revolutionäre Zeitgeist drang bis in das innere Leben der Klöster vor. Das zeigte sich symptomatisch während des berühmt gewordenen Kapitels, das in Jászó vom 19. bis 26. Juni 1848 gehalten wurde und das unter dem Namen *das revolutionäre Großkapitel* in die ungarische Ordensgeschichte einging. Von der Kanonie Jászó soll zunächst die Rede sein.

Vorausgegangen war eine Entscheidung des ungarischen Parlaments in Pozsony, das am 18. März 1848 die Abschaffung der Fronarbeit und des kirchlichen Zehnten beschlossen und am 11. April 1848 als Gesetz verkündet hatte². Damit waren die bisherigen Einkünfte aus den Ordensgütern, die Versorgung der Ordensmitglieder, die Erhaltung der Ordenshäuser und der vom Orden getragenen Institutionen unsicher geworden. Um dies und andere lebenswichtigen Fragen zu besprechen und die dringenden Anordnungen zu treffen, hatten zahlreiche Prämonstratenser von Jászó ihren Propst um die Einberufung eines Kapitels der gesamten Kanonie gebeten, z.B. das Lehrerkollegium von Várád mit Brief vom 26. März

¹ Róbert FARKAS, *A Jászóvári Premontrei Kanonokrend története a visszaállítástól napjainkig* [Die Geschichte der Prämonstratenser-Chorherren von Jászó von der Wiederherstellung bis zum heutigen Tag], in: *A Jászóvári Premontrei Kanonokrend Névtára*, Budapest 1902, S. 97.

² *Magyarország Történeti Kronológiája* [Die historische Chronologie Ungarns], Budapest 1982, Bd. III, S. 677-680.

1848, das Lehrerkollegium von Kassa am 4. April 1848 und das Lehrerkollegium von Lőcse am 6. April 1848³.

Dr. Alajos Richter, der Propst von Jászó, reagierte nicht auf diese Briefe. Mit der Taktik des Hinauszögerns und Aufschiebens versuchte er, einerseits einer größeren Einmischung der Ordensleute in die öffentlichen Angelegenheiten vorzubeugen und andererseits abzuwarten und zu beobachten, wie sich die das ganze Land betreffenden Dinge entwickelten, um auf dieser Grundlage seinen eigenen Standpunkt den neuen Verhältnissen sachgerecht anpassen zu können.

Nachdem die Lehrer von Várád am 29. Mai 1848 erneut, aber wiederum ohne Erfolg, die Einberufung eines Kapitels verlangt hatten, kündigten sie in ihrem Brief vom 6. Juni 1848 an, daß sie alle zu einer *brüderlichen Besprechung* am 17. Juni 1848 in Jászó erscheinen würden. Nun konnte Propst Richter der Erfüllung der Bitte nicht länger ausweichen. Er berief zum 19. Juni 1848 das *gewohnheitsmäßige Ordenskapitel* ein. Dazu wurden vom Propst nicht alle Mitglieder seiner Kanonie eingeladen, sondern nur die *Officiales*, also die Mitglieder des Zentralrates, die Superioren der einzelnen Konvente und je ein Mitglied der Lehrerkollegien. Ungeachtet dessen erklärten die Lehrer von Kassa am 15. Juni 1848, daß sie alle zusammen am Kapitel in Jászó persönlich teilnehmen würden.

Nach dieser Vorgeschichte begann das *revolutionäre Großkapitel* am 19. Juni 1848, ohne die in den Statuten verankerte Befugnis des Propstes genügend zu beachten, sich versammelnd aufgrund eines Mehrheitsbeschlusses der Ordensmitglieder⁴. Nachdem Propst Richter das Kapitel für *allgemein* erklärt hatte, waren nicht nur die offiziell Eingeladenen teilnahmeberechtigt, sondern alle Mitglieder der Kanonie. In seiner Eröffnung verwies der Propst darauf, daß während seiner zwanzigjährigen Amtszeit bis jetzt in jedem Jahr ein Kapitel gehalten worden sei. Danach nannte er in sechs Punkten die von ihm vorgesehenen Themen, übertrug Prior Frigyes Sloszárík das Präsidium und verließ das Kapitel. Das Kapitel begann seine Beratungen, die sechs Tage dauerten. Am 25. Juni 1848 überbrachte eine vom Prior angeführte Deputation dem Propst die gefaßten Beschlüsse und bat ihn zum feierlichen Abschluß des Kapitels in den Sitzungssaal.

In ihren Beschlüssen verlangten die Teilnehmer des Kapitels unter anderem eine Reorganisation der Klosterökonomie. Sie setzten die jährliche

³ Die folgenden ungarischen Ortsnamen in deutscher und slowakischer Version: Pozsony = Pressburg, Bratislava; Kassa = Kaschau, Košice; Lőcse = Leutschau, Levoča; Várád, Nagyvárád = Großwardein, Oradea.

⁴ FARKAS (wie Anm. 1), S. 98-100.

Naturalverpflegung und die Geldzuteilung für die verschiedenen Häuser der Kanonie neu fest. Sie beschlossen, daß die Direktoren und Lehrer eine den Einnahmen der Kanonie entsprechende gebührende Vergütung erhalten sollten. Sie forderten die Modernisierung in der Ausbildung der Ordensmitglieder und in der Erziehung der Jugend sowie überdies die Demokratisierung in der Leitung der Kanonie. Zur Erreichung des letztgenannten Zieles sollte die Macht des Propstes begrenzt werden. Der gesetzliche Vertreter des Propstes, der Prior, sollte fortan vom Kanonienkapitel in geheimer Abstimmung gewählt und dem Propst zur Bestätigung präsentiert werden. Der so gewählte Prior konnte nur vom Kanonienkapitel abberufen werden. Die Durchführung der Beschlüsse sollte von einem Zentralausschuß überwacht werden, der vom Kapitel einzusetzen war.

Wie erbeten, erschien Propst Richter in der Versammlung. Aber nachdem er von den Beschlüssen Kenntnis genommen hatte, erklärte er, daß er diese nicht genehmigen werde. Einige Konventualen baten ums Wort. Doch Propst Richter ließ sie nicht zu Wort kommen, sondern beendete umgehend das Kapitel und verließ den Sitzungssaal. Doch die Teilnehmer führten unter Leitung des Priors die Sitzung fort. Um die verfahrenere Situation zu retten, beschloß man eine Textänderung. Eine Deputation bat den Ordensoberen, die Beschlüsse nicht in seiner Eigenschaft als *Propst*, sondern als *Vater der Gemeinschaft* zu akzeptieren, was dann auch geschah. Er bestätigte die Beschlüsse unter der Bedingung, daß sie nicht *gegen den Orden und das Evangelium* verstießen, und unterschrieb am 26. Juni 1848 das Protokoll des Kapitels. Allerdings hatte er in seinem Inneren nicht vor, seine Propst-Rechte auf längere Zeit einschränken zu lassen. Er wollte abwarten, bis sich die Gemüter beruhigt hatten. Und so, als ob in der Zwischenzeit nichts geschehen wäre, rief er zum 24. Oktober 1848 ein Kapitel der offiziellen Vertreter der Kanonie ein⁵.

Nahezu parallel zu Jászó hatte sich Ähnliches auch in der ungarischen Kanonie Csorna ereignet. Der damals 69-jährige Propst Pál Gyöngyösi, der seit 28 Jahren an der Spitze des Klosters stand, schrieb rückblickend am 2. Juni 1848 in seinen Aufzeichnungen: »Am 13. April 1848 ließen die lärmend sich versammelnden Konventualen erkennen, daß im Konvent von Csorna die Revolution ausgebrochen war. Durch die Professoren wurden mir einige Punkte einer Verfassung zur Unterschrift vorgelegt. Wegen derselben Punkte hatte der Konvent schon anläßlich meiner Wahl zum

⁵ Ebd. S. 102-107.

Propst im Jahre 1818/19 das kaiserlich-königliche Mißfallen (*displicentiam caesareo regiam*) auf sich gezogen. Ich habe die Punkte schließlich unterschrieben, weil ich von den Abtrünnigen bedroht wurde und in Gefahr schwebte. Durch diese Punkte wurde mein Amt als Propst zunichte gemacht, mir wurde die Verwaltung der Güter und des Vermögens der Propstei — ungeachtet meines königlichen Diploms — gewaltsam genommen, ich war von allem beraubt.«⁶

Von Csorna ist also dasselbe zu sagen, was später ein Ordens-Chronist über das Kapitel vom Juni 1848 in Jászó schrieb: Im Verhalten und in den Beschlüssen dieses revolutionären Kapitels spiegelt sich ganz getreu der Zeitgeist wider. Die Macht der Regierenden einschränken, den Regierten einen Teil der Macht überlassen, dabei Wert und Würde jeder einzelnen Person, die Sicherung seiner Rechte und seiner Wohlfahrt fördern: das alles waren die Grundsätze, die damals von der gärenden Außenwelt auch durch die Mauern ins Innere der Klöster drangen⁷.

Die Ereignisse, von denen der Propst von Csorna oben in seinen Aufzeichnungen berichtete, hatten am 26. Dezember 1847 ihren Anfang genommen. Vierzehn Lehrer der Prämonstratenser-Gymnasien von Szombathely und Keszthely baten den Propst in einem gemeinsamen Brief, er möchte zu Ostern 1848 in Csorna ein Kapitel einberufen, um die wichtigsten Fragen miteinander zu besprechen. Die Lehrer von Szombathely wiederholten ihre Bitte im Brief vom 18. Februar 1848, ebenso die Lehrer von Keszthely im Brief vom 24. Februar 1848, aber nichts geschah.

Angeregt durch die Nachrichten von den Ereignissen im März 1848, hielten auch die Mitglieder des Konvents von Csorna ein Kapitel für unaufschiebbar. Sie versammelten sich unter Leitung des Priors Evermod Dézsényi am 27. März 1848, um *ihr künftiges Schicksal zu beraten*. Ihrer Einladung Folge leistend, nahm auch Propst Gyöngyösi an einer weiteren Beratung am 30. März 1848 teil. In seiner Einleitung behauptete er: »Bis jetzt habe ich kein Kapitel gehalten, weil jenes schwere kaiserlich-königliche Mißfallen, das unser Kloster vor 28 Jahren getroffen hat, die Abhaltung eines Kapitels ohne Genehmigung des Bischofs, ja sogar ohne seine Anwesenheit verbot.... Zwischen ihnen hin- und hergehen und betteln, wollte ich nicht. Dennoch lebten wir in Frieden. Keine Klage erhob sich gegen uns.« Doch der Propst räumte ein, daß nun die veränderten

⁶ Csornai Premontrei Prépostság Magánlevéltára [Privatarchiv der Prämonstratenser-Propstei Csorna], 6. doboz [Karton], 24. fasc., II. köteg [Bund], Nr. 18.

⁷ FARKAS (wie Anm. 1), S. 106.

Zustände eine Beratung notwendig machten. Er legte der Versammlung die zu behandelnden Themen samt den von ihm formulierten Fragen in sechs Punkten vor. Ein Punkt lautete: »Falls unser Orden aufgehoben würde, wie können wir einen Fonds schaffen, der jedem von uns eine gewisse Unterstützung gewähren könnte?« Und ein anderer Punkt hieß: »Wenn uns die Zehnteinkünfte, die Domänenverpflichtungen und unzählige Fronleistungen geraubt werden und unsere Fronbauern zu Herren geworden sind, wie sollen wir dann die Klosterökonomie so reorganisieren, daß wir leben können, daß wir die Komitats-Haussteuer zahlen und die Gelder an die Staatskasse abführen können, daß wir Kleidung und alles Nötige bezahlen können?«⁸

Nach der Rede des Propstes legten die Konventualen ihre Vorschläge und Forderungen dar. Dabei wurde der Propst zunächst erregt, dann zeigte er deutlich Angst, wie einer, der in Gefahr schwebt, schließlich erklärte er, daß er nichts unterschreiben werde, bevor sich außer den 23 Ordensmitgliedern, die im Konvent von Csorna lebten, auch die 24 Ordensmitglieder in den anderen zu Csorna gehörenden Häusern über diese Vorschläge ausgesprochen hätten. Danach verließ er die Sitzung, während der Konvent die Beratung fortsetzte.

Prior Evermod Dézsenyi wandte sich in einem Rundschreiben an die abhängigen Häuser, daß man auch dort über die vorgeschlagenen Punkte sprechen und eigene Vorschläge zur Ergänzung einreichen möchte. Wir kennen die Antwort der Lehrer von Keszthely vom 6. April 1848. Im neunten Punkt ihres Briefes heißt es: »Während der ungeheueren Nationalbewegung müssen die Gymnasialdirektoren, Lehrer und Pfarrer — unbeschadet des Versetzungsrechts des Propstes — an ihrer Stelle ausharren, dabei auch die Ungewißheit der Zukunft beachtend, bis die Nationalbewegungen zu ihrem Ziel gelangt seien.«⁹

Das sogenannte *Revolutionskapitel* aller Mitglieder von Csorna versammelte sich am 11. April 1848 und faßte seine Beschlüsse in acht Punkten. Dabei handelte es sich um Folgendes: Die Ordensmitglieder haben das Recht, über die materielle Lage der Kanonie informiert zu werden. Darum sollen die Verwalter der Einzelvermögen vor dem Konvent Rechenschaft ablegen, in gleicher Weise auch die Vermögensverwalter der Gymnasien. Die Verwalter können nur mit Zustimmung des Konvents ernannt werden; es sollen nur befähigte Verwalter in Vorschlag

⁸ Csorna, Privataarchiv (wie Anm. 6), 24. fasc., II. köteg [Bund], Nr. 11, 13, 15.

⁹ Csorna, Privataarchiv (wie Anm. 6), 24. fasc., II. köteg [Bund], Nr. 12.

gebracht werden. Die Mitglieder der Kanonie sollen einen sechsköpfigen Ausschuß bilden, der die gesamte Verwaltung der Propsteigüter beaufsichtigt. Für die Pfarreien Türje und Jánoshida soll ein eigener Pfarrfonds gebildet werden. Was der Kanonie an Silber, Schmuck, Pretiosa und Stoffen gehört, soll in einer Liste zusammengestellt werden. Der Propst soll jährlich eine bedarfsgerechte Summe erhalten. Alle Ordensmitglieder sollen als Gehalt jährlich 240 Pengőforint von der Zentralkasse in Csorna bekommen. Um der Sparsamkeit und der größeren Gleichförmigkeit willen, soll die Kanonie in Zukunft den Habitstoff selbst einkaufen und nicht jedes einzelne Mitglied durch Vermittlung von Händlern. Wegen der Ungunst der Zeiten soll sich jeder auf die nötigsten Ausgaben beschränken. Nachdem die Frondienste abgeschafft sind, sollen die Ordensgüter entweder verpachtet oder an Halbwinner ausgetan werden (von allen geernteten Früchten ist die Hälfte ans Kloster abzuliefern, die andere Hälfte behält der Pächter). Wenn das nicht gelingt, muß die Kanonie die Güter selbst durch Knechte und Mägde bewirtschaften lassen und ein Darlehn für die nötige Ausstattung aufnehmen.

Das Kapitelsprotokoll, das diese Beschlüsse enthielt, wurde von allen 24 anwesenden Mitgliedern persönlich unterzeichnet, ebenso von den Beauftragten der drei abwesenden Mitglieder. Danach wurde es dem Propst vorgelegt. Doch der wollte erst unterschreiben, nachdem zuvor die königliche Approbation eingeholt worden war.

Die Teilnehmer des Kapitels antworteten darauf mit einer neuen Erklärung: Was das Kapitel als notwendig entschieden habe, das werde auch ohne Bestätigung des Propstes *kurzerhand verwirklicht*. Wenn sich der Propst an den König wenden wolle, werde sich das Kapitel an die derzeit verantwortliche Regierung wenden und dort um Bestätigung der Beschlüsse nachsuchen. Das Kapitel verfolge das Ziel, das gesamte Vermögen der Kanonie zu ermitteln und schriftlich festzuhalten. Man werde in den Zeitungen bekanntgeben: Wer Forderungen an die Kanonie habe, solle sie an genau festgelegten Terminen vorbringen. Zum Schluß wird der Propst ultimativ gebeten, er möge seine Entscheidung ernsthaft überdenken.

Noch während der Wortlaut der Erklärung ins Reine geschrieben wurde, hatte der Prior deren Inhalt dem Propst bereits persönlich mitgeteilt. Durch die vorgebrachten Argumente überzeugt, nahm der Propst die vorgelegten Beschlüsse an, genehmigte sie und bestätigte sie am 13. April 1848 durch seine Unterschrift¹⁰.

¹⁰ Csorna, Privatarhiv (wie Anm. 6), 24. fasc., II. köteg [Bund], Nr. 16, 17.

Doch Propst Gyöngyösi von Csorna konnte sich mit der neuen Lage auf Dauer nicht abfinden. Unter Hinweis, er sei seiner Amtsvollmacht als Propst weitgehend beraubt und könne seine Kanonie, besonders die Gymnasien und die Ordensjugend in der gegenwärtigen stürmischen Zeit nicht in geeigneter Weise regieren, bat er den Erzbischof von Esztergom János Szcitovszky am 22. September 1848 in einer offiziellen Erklärung, er möchte die von ihm, dem Propst, am 13. April 1848 unter Zwang unterschriebenen Kapitelsbeschlüsse für ungültig erklären und die Mitglieder seiner Kanonie erneut zur Befolgung der Ordensstatuten und zum Gehorsam gegenüber dem Propst verpflichten¹¹.

2. Der Freiheitskrieg

Die beiden langgedienten und altgewordenen Ordensoberen, Propst Alajos Richter von Jászó und Propst Pál Gyöngyösi von Csorna, blieben — wie schon oben dargelegt — konservativ gesinnt. Dieser Umstand prägte ihre Haltung und lenkte ihre Taten. Sie blieben mit ihren Ansichten nicht allein. Einige Mitglieder ihrer Kanonien, insbesondere die älteren, dachten genauso. Das zeugte nicht von einem Mangel an Patriotismus, sondern von Angst vor einer ungewissen Zukunft, sowohl vor der Zukunft der Kanonien als auch vor der Zukunft des eigenen Lebens. Aber wie in der großen Politik, wo die Reformgeneration, die Märzjünglinge und ihre Nachfolger die Initiative übernahmen, so gewannen auch innerhalb der ungarischen Prämonstratenser die Bestrebungen der Jüngeren die Oberhand. Der Zeitgeist war wahrlich durch die Klostermauern ins Innere gedrungen. Die Idee der verfassungsmäßigen Freiheit hatte die ungarischen Prämonstratenser so sehr begeistert, daß sie ihre eigene engere Welt und das Ordensleben dementsprechend einrichten wollten¹².

Die Prämonstratenser nahmen als Ungarn umfassend teil am Freiheitskampf der Jahre 1848/49, sei es in ihrem Amt als Seelsorger, Lehrer oder Erzieher der Jugend, sei es in ihrer auf die Gläubigen und die Schüler ausgeübten Wirkung, sei es in ihrem persönlichen Vorbild und in ihrem Engagement bei der Nationalgarde.

Die Seelsorger in den Ordenspfarreien beteiligten sich — jeder auf seine Weise — an den großen Kämpfen der Nation. Bei einem von ihnen,

¹¹ Privataarchiv, wie Anm. 6, 24. fasc., II. köteg [Bund], Nr. 19.

¹² FARKAS (wie Anm. 1), S. 109.

dem Pfarrer von Királyhelmece, hatten die Zeitgenossen bemerkt: »An Sonn- und Feiertagen waren seine von der Kanzel an die Gläubigen gerichteten Predigten ein weitschallender Ruf patriotischer edler Begeisterung und ein Aufruf an die ungarische Nation zu brennender Vaterlandsliebe, zur Erkämpfung der Freiheit und Unabhängigkeit.«¹³

Die Lehrer an den vom Orden geleiteten Schulen hatten die Jugend nicht nur zu Religiosität und Bildung, sondern auch zur Vaterlandsliebe erzogen. Als zur Verteidigung des Vaterlandes und zum Freiheitskrieg Rekruten geworben wurden, sind viele Schüler der Oberklassen der Prämonstratenser-Schulen zur Nationalgarde eingerückt. So haben die Schüler des Gymnasiums in *Keszthely* spontan zu den Waffen gegriffen. Wer sich zum Waffendienst meldete, wurde in die Nationalgarde eingereiht, bei deren Organisation in *Keszthely* neben dem Regierungskommissar die Prämonstratenser-Lehrer *Demeter Laky*, *Kálmán Sebesy* und *Fábián Kulcsár* sowie der Stadtrichter Ferenc Balogh und der Stadtpfarrer Svatits eine führende Rolle spielten.

Die *freiwillige Truppe des Komitats Zala* bestand zunächst aus 40 Männern, doch vermehrte sie sich mit der Zeit auf nahezu zweihundert. Diese Truppe verteidigte mit dem hinzukommandierten Husaren- und Infanterieregiment von August bis Anfang September die Linie an der Drau gegen den kroatischen und serbischen Angriff. Demeter Laky und Kálmán Sebesy hatten als Offiziere der Nationalgarde auch persönlich den Dienst mit der Waffe übernommen. Nachdem der Regierungskommissar László Csányi die Nationalgarde Mitte September 1848 aufgelöst hatte, kehrten Demeter Laky und Kálmán Sebesy nach *Keszthely* zurück und setzten bis Mitte Mai 1849 ihren Unterricht fort. Nach der Lösung vom Haus Habsburg am 14. April 1849 beschloß die ungarische Regierung, am 27. Mai 1849 einen allgemeinen Volksaufstand gegen die Österreicher und Russen zu beginnen. Das Komitat Zala hatte Demeter Laky beauftragt, den Volksaufstand zu organisieren und die sich meldenden Freiheitskämpfer zum Einsatzort zu führen. Demeter Laky nahm den Auftrag an, obwohl er in seiner späteren Erinnerung diese Tat als die schwerste Unternehmung seines Lebens einstufte.

Nach der Niederwerfung der Freiheitsarmee hatten sich Demeter Laky, Hauptmann der Nationalgarde, sowie Kálmán Sebesy, Oberleutnant der Nationalgarde, und Fábián Kulcsár im Bergkeller des Pfarrers János Jeruska von Rezi versteckt. Sie wurden am 5. September 1849 nachts

¹³ FARKAS (wie Anm. 1), S. 112.

verhaftet und nach Keszthely gebracht. Nach dem Verhör ließ man Fábián Kulcsár und den Pfarrer frei, Laky und Sebesy aber wurden in *Pest* in das berüchtigte Neugebäude gesperrt. Am 14. Oktober 1849 wurde ihnen der Prozeß gemacht und am 15. Oktober 1849 das Urteil gesprochen: 8 Jahre in Eisen zu verbringende Festungshaft. Die Hauptanklage lautete: Laky hatte am 16. Juli 1849 mitgeholfen, eine Volksversammlung zu organisieren, und Sebesy hatte am 15. Juli 1849 anlässlich der in Keszthely gehaltenen Komitatsversammlung für den Volksaufstand geworben. Das Ergebnis konnte sich sehen lassen: Laky hatte etwa 100 Männer und Sebesy etwa 60 Männer geworben. Selbst die Ankläger mußten gestehen, die beiden Angeklagten hätten ihnen mit ihren zündenden Reden mehr geschadet als eine kleinere Armee. Von der achtjährigen Festungsstrafe verbüßten sie zweieinhalb Jahre in Olmütz und anderthalb Jahre in Josefstadt¹⁴. Am 15. Oktober 1853 wurden sie durch eine Amnestie aus dem Kerker befreit, aber sie durften ihren Lehrberuf in der Schule längere Zeit nicht mehr ausüben.

Auch die Schüler und Lehrer des Gymnasiums von *Szombathely* hatten aktiven Anteil am ungarischen Freiheitskrieg 1848/49. *Vince Simon*, der spätere Propst von Csorna (1860-1884), war im Jahre 1848 Lehrer in Szombathely. Er trat in die Nationalgarde des Komitats Vas ein und diente als Feldkurat. Nach der Niederschlagung des Aufstands war er deswegen vielen Unannehmlichkeiten ausgesetzt. Dennoch konnte er bereits 1850 im Gymnasium von Szombathely als Professor für ungarische Sprache und Literatur tätig werden¹⁵.

Nach der am 16. Mai 1848 ergangenen Aufforderung des ungarischen Ministerpräsidenten Lajos Graf von Battyány wurden an 21 Orten im Land Werbezentralen für Rekruten errichtet. In Szombathely, dem Komitatssitz von Vas, nahm auch der Prämonstratenser *Dózsa Pozsgai* an der Rekrutenwerbung teil. Kelemen Kárpáti, der Verfasser der Geschichte des Gymnasiums, berichtet, daß in jenen Monaten die Waffenübungen, die Instruktion der Nationalgardisten und andere auf die Verteidigung des Vaterlandes gerichteten Beschäftigungen die Zeit der Lehrer und der älteren Schüler erheblich beanspruchten. Und Adolf Kunc berichtet in seiner

¹⁴ Szabolcs HORVÁTH, *Laky Demeter élete és működése* [Demeter Lakys Leben und Wirken], Szombathely 1997, als Manuskript im Archiv der Prämonstratenser-Propstei Csorna. — Ágnes SÜLE, *Sebesy Kálmán*, Szombathely 1997, als Manuskript im Archiv der Prämonstratenser-Propstei Csorna.

¹⁵ *Az Országos Középiskolai Tanáregyesület Közlönye* [Anzeiger des Landesvereins der Mittelschullehrer] Budapest 1883-1884, S. 554.

Monographie von Szombathely, daß 1848/49 die Gebäude des Gymnasiums und Lyzeums als Quartiere für die aus der Umgebung geworbenen Nationalgardisten gebraucht wurden¹⁶.

Gebäude des Ordens wurden auch anderwärts für den Freiheitskampf in Anspruch genommen, z.B. in Nagyvárad, wo das Gymnasium und später auch das Kolleg zur Einrichtung eines Lazarets beschlagnahmt wurden. Die bisher dort wohnenden Ordensleute waren gezwungen, sich einzeln in der Stadt eine Wohnung zu suchen.

Nagyvárad zählte zur Propstei Jászó. Wie in den zu Csorna gehörenden Gymnasien von Keszthely und Szombathely in Transdanubien und wie in den übrigen zu Jászó gehörenden Gymnasien von Kassa, Rozsnyó und Lőcse in Oberungarn und in Siebenbürgen hatten in Nagyvárad die vaterländisch gesinnte Jugend und mehrere ihrer Lehrer am Freiheitskrieg tätigen Anteil. Von zwei Lehrern aus Nagyvárad namens *Gábor Fekete* und *Sándor Bossányi* weiß man, daß sie wegen ihrer aufrührerischen Reden vom zuständigen Bischof von Váradi namens Baron László Bémer bei Propst Richter von Jászó für eine baldige Versetzung in Vorschlag gebracht wurden. Dabei ist bemerkenswert, daß der Bischof selbst früher wegen seiner Dienste in nationalen Angelegenheiten Gefangenschaft erleiden mußte. Die Rolle der folgenden vier Lehrer beim Aufstand des Jahres 1848 kennen wir genauer:

Ernö Panyik war schon vor seiner Priesterweihe als Lehrer im Gymnasium von Nagyvárad tätig. Am 13. September 1848 war er in die Nationalgardisten-Truppe von Bihar eingetreten. Zunächst wurde er dem Waffendienst zugeteilt, doch es gelang ihm, in einer Abteilung Dienst zu tun, die sich mit der Werbung von Rekruten bzw. mit der Beschaffung der Verpflegung befaßte. An einer Schlacht hatte er nicht teilgenommen, dennoch besaß er den Rang eines Oberleutnants, später den eines Hauptmanns. Nach der Niederwerfung des Freiheitskrieges ging er zunächst nach Jászó, dann zu seinen Verwandten nach Váradi. Auch der Kurort Bad Félix bot keine Heilung seiner Krankheit. Er starb am 18. September 1850 an der Wassersucht.

Ede Vidasits war ebenfalls Lehrer in Nagyvárad. Auf seine Bitte erlaubte ihm Propst Richter, in der am 7. Januar 1849 in Pest eröffneten

¹⁶ Kelemen KÁRPÁTI, *A szombathelyi kir. kath. főgymnasium története* [Geschichte des königlichen katholischen Hauptgymnasiums von Szombathely], in: *ÉRTESÍTŐ a szombathelyi kir. kath. főgymnasiumról*, 1889/90, 1890/91, S. 65. — Adolf KUNC, *Szombathely-Savaria rendezett tanácsú város monográfiája* [Monographie der Stadtgemeinde Szombathely-Savaria], I-II, Szombathely 1880/1884, S. 257.

Militärhochschule *Ludoviceum* das Amt des Feldkuraten anzunehmen. In kurzer Zeit bekam er eine hohe Dienststellung. Wegen des Ausscheidens des Titularabts Ignác Cziegler war das Amt des leitenden Feldkuraten frei geworden. Kriegsminister Lázár Mészáros ernannte Ede Vidasits am 23. Januar 1849 zum leitenden Feldkuraten. Als solcher folgte er der Regierung auch nach Debrecen. Nach der Kapitulation von Világos wurde er vor das Kriegsgericht gestellt, aber nicht verurteilt. Er erhielt jedoch die Auflage, Nagyvárad zu verlassen. Darum kehrte er nach Jászó zurück, wurde 1853 Konventsprediger und 1856 Pfarrer in Debröd, wo er 1858 starb.

Félix Répássy war Lehrer im Gymnasium von Lőcse. Nachdem er sich der Nationalgarde angeschlossen hatte, ernannte ihn der oberungarische Regierungskommissar Bertalan Szemere zum Leutnant im Schutzheer von Abaúj. Er kämpfte als tapferer Soldat. Seine Vaterlandsliebe besiegelte er mit dem Blut. Er starb in der Schlacht bei Temesvár am 10. August 1849.

*Benedek Szomolnok*y war ebenfalls Lehrer in Lőcse. Er diente in der ungarischen Armee als Feldkurat. Mit zündenden Ansprachen hatte er den jungen Freiheitskämpfern zum Sieg verholfen. Nach der Kapitulation von Világos kam er als Landflüchtiger ins Kollegium von Lőcse zurück, wo er unter Bewachung gehalten wurde. In seinem Brief an Propst Richter bat er, entweder wieder voll in den Orden aufgenommen oder offiziell aus dem Orden entlassen zu werden. Das Letztere ist geschehen. Nachdem er aus dem Orden ausgeschieden war, übernahm er die Stelle des Hauslehrers bei János Mumhard, dem Leiter des Komitats Gömör¹⁷.

3. Die Haltung der Pröpste von Csorna und Jászó

In diesen schweren Zeiten hatten auch die Ordensoberen von Jászó und Csorna keine leichte Position. Wie oben dargelegt, kann man sie wegen ihrer Haltung zu den Konservativen rechnen. Ihre Erziehung, ihr vorgerücktes Alter und der Umstand, daß sie beide ihre Ernennung zum Propst aus der Hand des Kaisers erhalten hatten, erklärt ihre Treue zur Dynastie. Dennoch waren sie bereit, für das Gemeinwohl Opfer zu bringen: sei es für den Fortbestand ihrer Kanonie, sei es für das Wohl des Vaterlandes. Davon haben sie viele Zeugnisse abgelegt.

¹⁷ FARKAS (wie Anm. 1), S. 110-117.

Propst Pál Gyöngyösy von Csorna rettete nach der Schlacht von Csorna durch seinen persönlichen Einsatz nicht nur das Kloster, sondern auch die Häuser der Gemeinde Csorna. Die denkwürdige Schlacht fand am 13. Juni 1849 statt. Die von György Kmety geführte ungarische Armee griff von drei Seiten die Csorna besetzt haltende österreichische Armee an und trieb sie aus dem Ort hinaus. Auf beiden Seiten gab es viele Gefallene und Verwundete. Auch der österreichische General Wyss kam ums Leben. Er wurde in der Klosterkirche der Prämonstratenser aufgebahrt und auf dem Friedhof von Csorna beigesetzt. Nach dem Sieg zog die ungarische Armee weiter, doch die Österreicher marschierten eine Woche später erneut in die ohne Verteidigung zurückgelassene Gemeinde Csorna ein. Sie kamen in der Absicht, Rache zu nehmen für die meuchlings geschehene Erschießung des Generals Wyss und für die empfindliche Niederlage der österreichischen Brigade. Sie wollten alle Häuser plündern und anzünden. Welches Schicksal dabei auf Csorna wartete, hatte zuvor die Tragödie des Dorfes Bőszárkány nördlich von Csorna gezeigt. Weil die Dorfbewohner die Rückwärtsbewegung der aus der Schlacht von Csorna flüchtenden österreichischen Soldaten verhindert hatten, umstellten am 21. Juni 1849 auf Befehl des Feldzeugmeisters Schlick 300 österreichische Infanteristen zur Vergeltung das Dorf, plünderten die Häuser und brannten alle Häuser mit Ausnahme der Kirche nieder. Der österreichische Oberbefehlshaber Feldzeugmeister Haynau stellte der ungarischen Bevölkerung in seiner am 22. Juni 1849 in Pozsony gedruckten Proklamation diesen Zwischenfall als Warnung und abschreckendes Beispiel vor Augen.

Dennoch wurde Csorna nicht eingeäschert. Propst Pál Gyöngyösi trat mit den Priestern und der Obrigkeit des Ortes vor den österreichischen Generalstab und bat — nach einigen Autoren sogar auf den Knien — um Erbarmen für die Einwohner. Die Bitte wurde gewährt: Csorna wurde nicht angezündet, aber eine 48-stündige Plünderung blieb dem Ort nicht erspart¹⁸.

Auch Propst Alajos Richter von Jászó war trotz seines zur Zeit des *revolutionären Großkapitels* bewiesenen konservativen Verhaltens der inneren Einstellung nach ein wahrer ungarischer Patriot. In seiner Rede, die er am 24. Oktober 1848 vor dem Kapitel seiner Kanonie hielt, betonte er: »Je größer die Gefahr wird, die über unserem Vaterland von allen Seiten zusammengeschlagen ist, mit desto größerer Begeisterung und

¹⁸ Iván KIRÁLY, *Az 1849. június 13-án lezajlott csornai ütközet krónikája* [Chronik der am 13. Juni 1849 stattgefundenen Schlacht von Csorna], ohne Ort und Jahr, S. 20.

Entschiedenheit müssen wir zu den Opfern bereit sein, die das gefährdete Vaterland von uns begehrt.« Er hat diese Worte auch durch Taten bekräftigt. Für das Opfer *auf dem Altar des Vaterlandes* stellte er mehrere tausend Pengőforint zur Verfügung. Als der österreichische Generalleutnant Schlick nach der russischen Invasion in Kassa weilte, lud er Propst Richter zum Mittagessen ein. Doch der Propst achtete auf seinen Ruf und lehnte die Einladung unter dem Vorwand einer Unpäßlichkeit ab. Als der Adjutant bei ihm eintraf, um ihn zum Essen zu begleiten, fand er ihn glücklicherweise noch mit dem Morgenrock bekleidet. Und weil er damit die Unpäßlichkeit bestätigt sah, entschuldigte er ihn beim General.

Es erforderte allerhand Klugheit und Geschick, bei wechselndem Kriegsglück bald gegenüber den ungarischen Truppen, bald gegenüber den österreichischen Truppen und ihren Führern diplomatisch klug zu taktieren. Doch Propst Richter sollte nach der Niederschlagung des Freiheitskrieges in eine noch schwierigere Situation kommen, als die Österreicher gegen die Teilnehmer des Krieges Untersuchungen vor dem Kriegsgericht einleiteten und als er einige Mitglieder seiner Kanonie vor dem Kerker retten wollte.

János Szcitovszky, der Fürstprimas und Erzbischof von Esztergom, hatte Propst Richter mit Brief vom 23. August 1849 aufgefordert, er möge ihm aufgrund höherer Anordnung die folgenden drei Fragen beantworten. Erstens: Es sind diejenigen Ordensmitglieder mit Namen zu nennen, die sich zur Zeit der Revolution mittelbar oder unmittelbar darum mühten, daß das ungarische Volk und die Jugend dem Herrscher die Treue hielt und in der gesetzmäßigen Ordnung verblieb. — Zweitens: Es sind diejenigen Ordensmitglieder und Lehrer mit Namen zu nennen, die das Volk oder die Jugend zum Aufstand ermunterten, die es gegen Seine Majestät oder gegen die herrschende Ordnung aufwiegelten, die sich persönlich der Revolution anschlossen, die zu den Waffen griffen, kämpften und somit Majestätsbeleidigung verübten. — Drittens: Es sind diejenigen Ordensmitglieder mit Namen zu nennen, die unter Angst und Drohung, durch physische oder moralische Gewalt gezwungen wurden, an der revolutionären Bewegung teilzunehmen.

Propst Richter von Jászó teilte dieses Schreiben des Fürstprimas den Oberen der abhängigen Häuser mit und bat, ihm die Antworten zu schicken, damit er sie geschlossen weiterleiten könne. Die Oberen der Häuser strebten — oft mit genialer Findigkeit, manchmal auch mit an Naivität grenzender Argumentation — danach, ihre Mitbrüder zu entschuldigen und zu verteidigen. Nachdem der Fürstprimas unter dem 7. März 1850 seine Aufforderung wiederholt hatte, antwortete Propst Richter am 17. April 1850 in einem gemeinsamen Bericht auf die gestellten drei Fragen. Hierbei

berichtete er auch, daß er selbst am 7. November 1848 vor das Kriegsgericht zitiert worden sei. Dabei sei es ihm gelungen, sich zunächst schriftlich, dann auch mündlich zu rechtfertigen.

Bis zum September 1850 dauerte die Bearbeitung durch den Fürstprimas. Dann gab der erzbischöfliche Vikar dem Propst den Endbescheid bekannt. Die Bischofskonferenz habe Verfügungen über jene Geistlichen getroffen, welche an der Revolution teilgenommen hätten. Auf der Grundlage dieser Verfügungen und unter Beachtung der vorgeschriebenen Auflagen konnte Propst Richter *Ede Vidasits* von der kirchlichen Strafe der Irregularität lösen¹⁹.

4. Folgen

Der Vollständigkeit halber ist nochmals zu erwähnen, daß mehrere Ordensmitglieder, besonders die älteren, bis zum Schluß eine konservative und antirevolutionäre Haltung bewiesen. So ist z.B. die Treue des Prämonstratenserkonvents von Lelesz zur Dynastie allgemein bekannt; doch dessen Mitglieder waren lauter bejahrte Männer²⁰.

Auch unter den Mitgliedern des Konvents von Csorna findet man solche, die Anhänger des alten Regimes geblieben waren. Unter den 27 Unterzeichnern der Beschlüsse des sogenannten *Revolutionskapitels* aller Mitglieder von Csorna vom 12. April 1848 findet sich auch der damals 61-jährige László Hatos, zugleich Mitglied des vom Kloster ausgeübten Notariats. Er hatte m(anu) p(ropria), also eigenhändig unterzeichnet. Vielleicht hatte er sich etwas anders erhofft als das, was am Ende eingetroffen war. In seiner Reimchronik, die er zwischen Juli und Oktober 1849 verfaßte, kommentierte er die Ereignisse schon mit strenger Kritik, ja da und dort mit beißendem Spott. Er tadelte z.B. den Reichsverweser Lajos Kossuth und seine Nachfolger. Aber gleichzeitig machte er auch keinen Hehl aus seiner Freude über die Siege der ungarischen Husaren²¹.

Eine Spätfolge der in den Jahren 1848/49 gezeigten patriotischen Haltung des Ordens war, daß die Propstei Jászó ihr Gymnasium in Lőcse im Jahr 1852 für immer verlor, während sie ihr Gymnasium in Kassa zwar

¹⁹ FARKAS (wie Anm. 1), S. 110-113, 120f.

²⁰ Ebd., S.115.

²¹ László HATOS, *Az Ezer nyolcszáz negyven nyolczadik és negyven kilenczedik év Magyarországon* [Das Jahr 1848/49 in Ungarn], Manuskript im Komitatsarchiv Sopron, S. 133f.

auch 1852 abzugeben hatte, aber neun Jahre später zurückerhielt. Beide Schulen wurden 1852 in staatliche Gymnasien umgewandelt. Auch das Gymnasium der Propstei Csorna in Keszthely wurde zur Strafe vorübergehend in eine niedrigere Schulkategorie zurückgestuft.

Die Gedanken des Jahres 1848 lebten weiter. Nach der Niederschlagung der Freiheitskriege wurden die Teilnehmer am Aufstand, die sogenannten Honvéds, von den offiziellen österreichisch-ungarischen Dienststellen benachteiligt, zurückgestuft oder entlassen. Anders im Kloster Jászó. Hier wurden die sich meldenden jungen Honvéds in die Reihen der Novizen aufgenommen: János Lencsés, Kálmán Schmidt, Ármin Várszély und andere, die als ehemalige Soldaten den ganzen Freiheitskampf mitgemacht hatten²².

Summary

The revolutionary spirit of the times of the years 1848/49 penetrated even into the inner life of the Hungarian Premonstratensian monasteries. The effect of this spirit appeared and asserted itself in the revolutionary great chapter that place in the Prevostry of Csorna, April 11-13, 1848 and in the Prevostry of Jászó, June 19-26, 1848.

The Premonstratensians of Hungary actively participated in the fight for the nation's freedom in the years 1848/49, whether it was through their task as pastors, teachers or educators of youth, or by influence exerted on believers and students, or by their personal example and their involvement with the National Guard. Some took part in recruitment propaganda or in medical work, others became field chaplains. There were others who with their students had taken up military service.

After the suppression of the war for freedom, retaliation on the part of the Austrian authority followed. The two officers of the National Guard, Demeter Laky and Kálmán Sebesy, were punished with the severest sentences: 8 years imprisonment in irons. After four years they were released from prison in amnesty. The others received lighter punishments, or were acquitted.

Soproni út 65
H-9300 Csorna

Andreas E. KOVÁCS O.Praem.

²² FARKAS (wie Anm. 1), S. 112.

Die sozialpolitische Tätigkeit des Schlägler Abtes Gilbert Schartner als Pfarrer von Haslach (1885-1922)

1. Pfarrer Gilbert Schartner als christlichsozialer Politiker*

Vom Hochmittelalter bis zur Aufklärung war die Kirche in vielen Ländern Europas staatstragende und politisch bestimmende Macht. Gegen Ende des 18. Jahrhunderts ging dieser Einfluß auf das öffentliche Leben mehr und mehr verloren. Eine der Ursachen dafür ist in der politischen Auswirkung der Aufklärung zu suchen, besonders in deren österreichischen Variante, dem Josephinismus. In Österreich war es daher dem Klerus bis 1848 verboten, sich politisch zu engagieren. Die Tätigkeit eines Priesters war strikt auf die Seelsorge beschränkt¹.

Erst ab der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts schalteten sich wieder Geistliche in die Politik ein. Genauer betrachtet ist das politische Erwachen des Katholizismus als Reaktion auf die prekären Verhältnisse in der österreichischen Politik zu sehen. Die liberale Majorität in den politischen Gremien – in Oberösterreich standen etwa in den 1860er Jahren den zweiundvierzig liberalen Abgeordneten nur acht des katholisch-konservativen Lagers gegenüber² – und der daraus resultierende Streit um

* Bei diesem Artikel handelt es sich um eine leicht überarbeitete und gekürzte Fassung meiner Diplomarbeit: *Katholizismus und Arbeiterbewegung. Paternalismus oder Subsidiarität?* — Dargestellt am Beispiel der Pfarre Haslach (1885-1914), die im Juli 1999 an der Katholisch-Theologischen Fakultät der Universität Wien eingereicht wurde. Sigeln und Abkürzungen: DAL: Diözesanarchiv Linz; h: Heller; K: Krone; KAZ: Katholische Arbeiterzeitung; LDB: Linzer Diözesanblatt; LTP: Linzer Tages-Post; LV: Linzer Volksblatt; MN: Mühlviertler Nachrichten; PB: Profeßbuch (Schachtelbezeichnungen im Stiftsarchiv Schlägl), PFAHasl.: Pfarrarchiv Haslach; Sch.: Schachtel; StASchl.: Stiftsarchiv Schlägl; StBSchl.: Stiftsbibliothek Schlägl; Sten. Prot. d. oö. Landtages: Stenographische Sitzungsprotokolle des oberösterreichischen Landtages.

¹ Gerhard SILBERBAUER, *Österreichs Katholiken und die Arbeiterfrage*, Graz 1966, S. 28f.

² Siegfried HAIDER, *Geschichte Oberösterreichs*, Wien 1987, S. 330. Diese Situation dürfte auch wesentlich zum Rücktritt des Landeshauptmannes und Schlägler Abtes Dominik Lebschy beigetragen haben. Vgl. dazu Eleonore UHL, *Dominik Anton Lebschy*. Abt von Schlägl und Landeshauptmann von Oberösterreich (Schlägler Schriften 1), Linz 1971, S. 99f.

das Konkordat können als Geburtsstunde des Katholischen Volksvereins gelten. In den umstrittenen Schul- und Ehegesetzen sah man von katholischer Seite eine Kriegserklärung an die katholische Kirche, wie es der Linzer Bischof Franz Joseph Rudigier formulierte³. Besonders in Oberösterreich wurde der Klerus zum Widerstand aufgerufen. Außerdem gelang es, die Bevölkerung zur Verteidigung des Konkordates zu mobilisieren⁴. Durch die Gründung des Katholischen Volksvereins im Jahr 1869 sollte vor allem der liberale Einfluß in der oberösterreichischen Politik zurückgedrängt werden⁵. Das politische Leben in Österreich wurde in der Folge von zahlreichen Geistlichen geprägt.

Einer von ihnen war der Schlägler Chorherr Gilbert Schartner (1854-1925). Er trat 1873 in das Stift Schlägl ein und wurde 1878 zum Priester geweiht. Vorerst wirkte er als Kooperator in Ulrichsberg bis er 1885 zum Pfarrer in Haslach installiert wurde. Diese Dienststelle versah er 37 Jahre lang. 1922 wurde er – trotz seines Alters und seines schlechten Gesundheitszustandes – als Nachfolger des Generalabtes Norbert Schachinger zum Abt des Stiftes Schlägl gewählt. Er regierte nur knapp drei Jahre und starb am 10. Jänner 1925 im 71. Lebensjahr⁶.

1.1. Der politische Werdegang Gilbert Schartners

1.1.1. Die politische Tätigkeit auf Gemeindeebene

Schon als Kaplan in Ulrichsberg zeigte Gilbert Schartner Interesse, in der Lokalpolitik mitzuwirken. 1883 ließ er sich als Kandidat für die Ulrichsberger Gemeindewahlen aufstellen. Der Kaplan unterließ es jedoch, das bischöfliche Ordinariat von seiner Absicht zu unterrichten⁷. Bischof Rudigier, der die politische Tätigkeit des Klerus propagierte, zeigte sich über das politische Engagement des Ulrichsberger Kaplans zwar erfreut, war aber nicht erbaut davon, daß er vor vollendete Tatsachen

³ UHL, *Lebschy* (wie Anm. 2), S. 99.

⁴ Helmut RUMPLER, *Eine Chance für Mitteleuropa. Bürgerliche Emanzipation und Staatsverfall in der Habsburgermonarchie (Österreichische Geschichte 1804-1914)*, Wien 1997, S. 421.

⁵ Harry SLAPNICKA, *Christlichsoziale in Oberösterreich. Vom Katholikenverein 1848 bis zum Ende der Christlichsozialen 1934*, Linz 1984, S. 30f..

⁶ PICHLER Isfried H., *Profeßbuch des Stiftes Schlägl* (Schlägler Schriften 10), Schlägl 1992, S. 425. 476-479.

⁷ StASchl., Sch. 62/4, Brief von Bischof Franz Joseph Rudigier an Gilbert Schartner vom 18.1.1883.

gestellt worden war. Für eine Kandidatur hätte es nämlich einer bischöflichen Bevollmächtigung bedurft.

Ob Gilbert Schartner nun tatsächlich in den Ulrichsberger Gemeindeausschuß gewählt wurde, ist nicht bekannt. Bei seinem Weggang aus Ulrichsberg würdigte das Organ des Katholischen Volksvereines, das »Linzer Volksblatt«, das seelsorgliche Wirken Gilbert Schartners⁸. In diesem Artikel wird zwar nicht ausdrücklich auf eine Tätigkeit des Kaplans in der Gemeindevertretung hingewiesen, jedoch wird er als Priester beschrieben, der nichts versäumt hatte, um *den kath. Glauben zu befestigen, alles was gegen den Katholizismus gerichtet mit Energie zu bekämpfen* [...]. Die frühe politische Tätigkeit Schartners ist, wie dieses Zitat zeigt, derselben Motivation zuzuordnen, die zur Gründung des Katholischen Volksvereines führte.

1888 fanden in Haslach Gemeindewahlen statt, in deren Verlauf Pfarrer Gilbert Schartner im ersten Wahlkörper in den Gemeindeausschuß gewählt wurde⁹. Daß ein Pfarrer in die Gemeindevertretung gewählt wurde, war damals aufgrund des Wahlrechtes keine Seltenheit und zeugt noch nicht unbedingt von überdurchschnittlichem politischen Interesse. Das damalige Wahlrecht war nach dem System eines Steuer- und Intelligenzwahlrechtes konzipiert. Die Bürger mit der höchsten Steuerleistung und die »Honoratioren«, zu denen in vielen Gemeinden auch der Klerus zählte, bildeten den ersten Wahlkörper. Dieser war der kleinste von allen drei Wahlkörpern. Da jeder Wahlkörper die gleiche Anzahl von Mandataren zu wählen hatte, war es daher die Regel, daß etwa ein Drittel der im ersten Wahlkörper Wahlberechtigten in den Gemeindeausschuß gewählt wurde¹⁰.

Anders verhielt es sich bei den nächsten Gemeindewahlen im Jahre 1891. Gilbert Schartner war nun in den am meisten benachteiligten Wahlkörper, nämlich in den dritten, eingereiht worden¹¹. In diesem großen

⁸ LV, 2. 10. 1885.

⁹ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 62f.

¹⁰ Harry SLAPNICKA, *Oberösterreich — unter Kaiser Franz Joseph (1861-1918)*, Linz 1982, S. 85-89.

¹¹ In Haslach kam es bei der Einreihung des Pfarrers in den Wahlkörper öfters zu Veränderungen. Z. B. befand er sich 1894 im zweiten Wahlkörper und bei der darauffolgenden Wahl 1897 wieder im ersten. PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 144, 197. Zu welchem Wahlkörper der Klerus zuzuordnen ist, war in den Gemeinden unterschiedlich geregelt und konnte offenbar von Wahl zu Wahl geändert werden. Vgl. SLAPNICKA, *Oberösterreich unter Kaiser Franz Joseph* (wie Anm. 10), S. 86.

Wahlkörper waren die Chancen schon wesentlich geringer, gewählt zu werden. Dennoch wurde der Pfarrer wieder in den Gemeindeausschuß gewählt¹².

Schwierig gestaltete sich die Wahl eines neuen Bürgermeisters, da aufgrund der schlechten finanziellen Lage der Gemeinde sich vorerst niemand zur Verfügung stellte. Bürgermeister Franz Mathie war zurückgetreten, und Pfarrer Gilbert Schartner glaubte die Chance nützen zu können, einen Kandidaten aus dem Lager des Katholischen Volksvereines wählen zu lassen. Er machte deshalb den Gemeindeausschuß darauf aufmerksam, [...] *daß es doch nicht recht passend sei, wenn an der Spitze unserer gut religiösen Gemeinde ein in religiöser Beziehung vollständig kalter Mann stehe* [...] ¹³. Trotz seiner Intervention wurde jedoch der k. k. Notar Edgar Fröhlich, der den liberalen und nationalen Gruppierungen nahestand, zum neuen Bürgermeister gewählt¹⁴.

Bis 1900 war Gilbert Schartner in der Gemeindepolitik tätig. Bei den Gemeindewahlen dieses Jahres wurde er jedoch, obgleich er im ersten Wahlkörper gute Chancen gehabt hätte, nicht in den Gemeindeausschuß gewählt. Der Pfarrer selbst führte seine Niederlage auf sein unbequemes Verhalten in den Ausschusssitzungen zurück, was seine Gegner veranlaßt habe, gegen ihn zu agitieren¹⁵.

Erst 1903 wurde er wieder im ersten Wahlkörper in den Gemeindeausschuß gewählt, nachdem man sich mit der gegnerischen Partei auf einen Kompromiß geeinigt hatte¹⁶. Bei der Erstellung der konservativen Wählerliste führte Gilbert Schartner den Vorsitz und spielte dabei also eine gewichtige Rolle¹⁷. Auch bei den Gemeindewahlen des Jahres 1906 vereinbarte man mit den Deutsch-Freiheitlichen eine Kompromißliste, die der Pfarrer selbst mit Bezirksrichter Dr. Bachmann aushandelte¹⁸.

¹² PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 100.

¹³ Ebd. pag. 101.

¹⁴ Ebd. Dieser übersiedelte schon 1893 nach Ottensheim. Zu seinem Nachfolger wählte man Heinrich Zlabinger, dem Pfarrer Gilbert Schartner offenbar besser gesonnen war. Er beschreibt ihn zwar ebenfalls als religiös *hübsch kalt*, wählte aber dennoch bei der Bürgermeisterwahl 1894 denselben. PfAHasl, Pfarrchronik I, pag. 124f., 145.

¹⁵ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 240.

¹⁶ Ebd. pag. 293f.

¹⁷ Ebd.

¹⁸ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 78.

1.1.2. Der Pfarrer als Wahlagitator

In Haslach fand 1895 die erste Versammlung des Katholischen Volksvereines statt. Zu dieser erschien auch der Präsident des Katholischen Volksvereines, Alfred Ebenhoch, der Rechenschaft ablegte über seine Tätigkeit im Reichsrat und Landtag¹⁹. Pfarrer Gilbert Schartner, der die Versammlung als so gut besucht beschrieb, *daß alle Lokalitäten die Erschienenen nicht fassen konnten*²⁰, begrüßte die Versammelten, hielt aber sonst keine Rede. Bemerkenswert ist jedoch, daß bei dieser Versammlung vom Linzer Domprediger Leopold Kern die Arbeiterfrage thematisiert wurde²¹, die im Markt Haslach eine große Bedeutung hatte²².

Ein Jahr später standen wieder Landtagswahlen vor der Tür. Von katholisch-konservativer Seite versuchte man durch eine geeignete Person dem liberalen und später deutschnationalen Rohrbacher Lederfabrikanten Rudolf Poeschl, der in der Kurie der Städte und Industrialorte den Wahlbezirk Rohrbach vertrat, Konkurrenz zu machen. Schon damals zog man dafür Pfarrer Gilbert Schartner ernsthaft in Erwägung. Ebenhoch persönlich legte dem Haslacher Pfarrer die Kandidatur für die Landtagswahlen nahe²³. Dieser willigte jedoch nicht ein, da ein Geistlicher zuwenig Stimmen aus dem Gewerbestand erhalten würde, und schlug statt dessen den Rohrbacher Georg Schiedmayr vor. Die Vertreter des Volksvereines ersuchten ihn aber erneut darum, woraufhin sich Gilbert Schartner an Abt Norbert Schachinger wandte, um sich dessen Rat bzw. Erlaubnis einzuholen²⁴. Es liegt zwar keine Reaktion des Schlägler Abtes vor, aber er dürfte der Kandidatur Gilbert Schartners nicht zugestimmt haben. Auf jeden Fall ist nichts daraus geworden, und für die Wahl wurde Schiedmayr aufgestellt. Auf den überaus heftigen Wahlkampf wird an anderer Stelle noch einzugehen sein. Die Wahl gewann Rudolf Poeschl²⁵.

¹⁹ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 158f.. Alfred Ebenhoch vertrat zu dieser Zeit in der Kurie der Landgemeinden den Wahlbezirk Rohrbach sowohl im Reichsrat als auch im Landtag. Vgl. Harry SLAPNICKA, *Oberösterreich — Die politische Führungsschicht 1861 bis 1918*, Linz 1983, S. 61.

²⁰ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 158f.

²¹ Ebd. Über den näheren Inhalt existieren leider keine Informationen.

²² In Haslach befanden sich zu dieser Zeit einige der bedeutendsten Textilfabriken des Mühlviertels.

²³ StASchl., Sch. 62/7, Brief von Gilbert Schartner an Abt Norbert Schachinger vom 1. 6. 1896.

²⁴ Ebd.

²⁵ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 178.

Wie allgemein in der Kurie der Landgemeinden²⁶, so stand auch im oberen Mühlviertel der Katholische Volksverein in dieser Kurie unangefochten an der Spitze. Damit war das Konzept des Katholischen Volksvereins aufgegangen, der schon bald nach seiner Gründung sämtliche Abgeordnete der Landgemeinden stellte. Es war daher in Haslach nicht nötig, in der Kurie der Landgemeinden für den Katholischen Volksverein zu agieren, da es ohnehin als sicher galt, daß die beiden Wahlmänner Simon Leitner und Paul Schürz gewählt werden würden, was auch tatsächlich eintraf. Diese gaben ihre Stimme dem bisherigen Vertreter der Landgemeinden im Landtag Alfred Ebenhoch²⁷.

Wie sehr Pfarrer Gilbert Schartner in die Wahlkämpfe involviert war, zeigt die Reichsratswahl, die ein halbes Jahr später, nämlich im Februar 1897, stattfand. Es ist bemerkenswert, daß der Pfarrer allein das Wahlkomitee aufstellte, in dem sich auch Kooperator Bernhard Stögmüller befand²⁸. Aus dem Wahlkomitee waren von den Wahlberechtigten Wahlmänner zu wählen, da bei Reichstags- und Landtagswahlen in der vierten und fünften Kurie kein direktes Wahlrecht herrschte²⁹. Zum ersten Mal waren bei diesen Wahlen alle Männer, unabhängig davon, ob und wieviel Steuerleistung sie erbrachten, wahlberechtigt³⁰, und dies machte sich Gilbert Schartner zunutze, indem er mit seinem Kaplan in den Dörfern von Haus zu Haus zog und um Stimmen warb³¹. Vom sechsköpfigen Wahlkomitee wurden vier als Wahlmänner gewählt, jedoch nicht der Kooperator Bernhard Stögmüller.

Eine etwas bescheidenere Rolle spielte Gilbert Schartner bei den nächsten Reichsratswahlen, die von November 1900 bis Jänner 1901 abgehalten wurden. Er fungierte im Wahlkampf nur als Schriftführer des Wahlkomitees. Vorsitzender war Bürgermeister Höß³². Doch wurde der Pfarrer bei den Reichsratswahlen 1907 von der k. k. Bezirkshauptmannschaft zum Wahlkommissär ernannt³³. Anlässlich dieser Wahl wurde in Haslach

²⁶ SLAPNICKA, *Christlichsoziale* (wie Anm. 5), S. 35.

²⁷ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 176.

²⁸ Ebd. pag. 183, Bernhard Stögmüller war von 1890 bis 1902 Kooperator in Haslach. Vgl. PICHLER, *Profesbuch* (wie Anm. 6), S. 442.

²⁹ SLAPNICKA, *Oberösterreich unter Kaiser Franz Joseph*, (wie Anm. 10), S. 99.

³⁰ Ebd. S. 103. — 1896 war mit der Einführung einer fünften Kurie, nämlich der allgemeinen Wählerklasse, der Durchbruch zum allgemeinen Wahlrecht geglückt. Dies galt jedoch nur für die Reichsratswahlen.

³¹ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 184.

³² Ebd. pag. 254.

³³ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 136.

eine Volksvereinsversammlung mit Gilbert Schartner als Vorsitzenden abgehalten, zu der der Landeshauptmann und Kandidat des Volksvereins, Alfred Ebenhoch, erschien³⁴.

Gilbert Schartner war nicht der einzige Priester des oberen Mühlviertels, der sich politisch engagierte. Neben seinem Kaplan Bernhard Stögmüller war es vor allem der Kaplan der Nachbarspfarre Rohrbach, Petrus Dolzer³⁵, der besonders bei Wahlen mit großem Eifer für die christlich-soziale Partei eintrat. Unterstützung fand dieser auch beim Rohrbacher Benefiziaten Pius Feldler³⁶. Das Verhalten Petrus Dolzers führte immer wieder zu Konflikten mit seinem Abt und seinem Pfarrer³⁷. So kam es z. B. bei den Reichsratswahlen 1907 zu einem Streit zwischen Petrus Dolzer und den Deutschnationalen, die einen der christlichsozialen Agitatoren wegen Ehrenbeleidigung verklagten. Petrus Dolzer verteidigte diesen in den »Mühlviertler Nachrichten«. Die Folgen dieses Berichtes schildert Petrus Dolzer folgendermaßen: *Zwei junge Beamte kamen auf mein Zimmer und fragten mich, ob ich der Verfasser jenes Artikels sei. Ich bejahte. Darauf gingen sie nach Schlägl und denunzierten mich beim Herrn Prälaten. Alle Stiftsherren standen auf meiner Seite und meinten, der Herr Prälat hätte die Denunzianten belehren und dann hinauswerfen sollen. Der Herr Prälat tat aber anders. Er war sehr freundlich gegen die Beamten und mir erteilte er eine Nase. Ich hab' sie wohl verdient*³⁸.

Auch beim Reichsratswahlkampf 1911 beteiligte sich Petrus Dolzer aktiv. Im Wahlkomitee war außer ihm auch Pius Feldler, Pfarrer Ferdinand

³⁴ Ebd. pag. 135.

³⁵ Petrus Dolzer war von 1905 bis 1917 in Rohrbach Kooperator. Vgl. PICHLER, *Profesbuch* (wie Anm. 6), S. 451.

³⁶ Benefiziat in Rohrbach von 1910 bis 1917. PICHLER, *Profesbuch* (wie Anm. 6), S. 445.

³⁷ Pfarrer Ferdinand Laad (Pfarrer in Rohrbach von 1898 bis 1917) scheint politisch ein eher desinteressierter Mensch gewesen zu sein. Darauf weist auch folgende Bemerkung hin, die er in einem Brief an Abt Norbert Schachinger machte: *Ich lese für gewöhnlich die Mühlviertler Nachrichten gar nicht, höchstens die 'Streifzüge'.* StASchl., PB 499/4/4, Brief Ferdinand Laads an Abt Norbert Schachinger vom 15. 5. 1902. Die Mühlviertler Nachrichten waren zu diesem Zeitpunkt das bedeutendste Blatt des Katholischen Volksvereins im oberen Mühlviertel. Ein politisch interessierter Kleriker hätte diese Zeitung wohl gelesen. Wenn Pfarrer Ferdinand Laad nur die »Streifzüge« las, die vom Schlägler Historiker Laurenz Pröll verfaßt wurden, zeugt das höchstens von einem gewissen historischen Interesse.

³⁸ StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 6. Diese »Pfarrchronik« wurde von Petrus Dolzer inoffiziell verfaßt, da er mit der Art, wie sie sein Pfarrer führte, nicht einverstanden war. Von der Existenz dieser geheimen Chronik wußte der Pfarrer nichts.

Laad jedoch nicht. Über die Tätigkeit des Wahlkomitees berichtet Petrus Dolzer: *Wir verschaffen uns Wählerlisten, nehmen sie Namen für Namen durch und bezeichnen jeden, je nach dem wir ihn für sicher, für schwankend oder für gegnerisch halten und richten darnach unsere Agitation ein*³⁹.

Ähnlich verhielt sich der Rohrbacher Klerus auch bei den Gemeindewahlen. Es scheint, daß sich Petrus Dolzer noch intensiver als der Haslacher Pfarrer Gilbert Schartner bei den Wahlkämpfen für die Christlich-sozialen einsetzte und dabei auch Konflikte mit seiner Obrigkeit nicht scheute. Freilich gehörte Petrus Dolzer auch schon einer anderen Generation an, war er doch beinahe 20 Jahre jünger als Gilbert Schartner.

1.1.3. Die Landtagswahlen 1909

1909 standen wieder Landtagswahlen vor der Tür. In der Kurie der Landgemeinden hatten den Wahlbezirk Rohrbach im Landtag bis dahin die Abgeordneten Alfred Ebenhoch und Leopold Fuchs repräsentiert. Ebenhoch war inzwischen Ackerbauminister geworden und lehnte 1909 daher eine neuerliche Kandidatur ab, und auch Leopold Fuchs strebte das Amt eines Landtagsabgeordneten nicht mehr an⁴⁰.

Gilbert Schartner hatte bereits damit gerechnet, daß er als Kandidat aufgestellt würde, und lehnte schon im vorhinein ab⁴¹. Dennoch entschieden die Vertrauensmänner des Volksvereins, die am 15. März in Rohrbach eine Versammlung hielten, Gilbert Schartner als Kandidaten aufzustellen. Als Gründe für die Wahl Gilbert Schartners zum Kandidaten galten seine guten Kenntnisse der Schulgesetze⁴² sowie seine Beschlagenheit in landwirtschaftlichen Fragen als Vorstandsmitglied der landwirtschaftlichen Bezirksgenossenschaft⁴³. Pfarrer Gilbert Schartner sagte schließlich doch zu und erhielt von Abt Norbert Schachinger die Erlaubnis⁴⁴. Auch das bischöfliche Ordinariat verweigerte seine Zustimmung nicht⁴⁵.

³⁹ Ebd. pag. 16.

⁴⁰ LV, 15. 3. 1909.

⁴¹ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 165.

⁴² Seit 1888 war Gilbert Schartner Mitglied des k. k. Bezirksschulrates. PFAHasl., Pfarrchronik I, 65.

⁴³ MN, 20. 3. 1909.

⁴⁴ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 166.

⁴⁵ DAL, Ordinariatsakten, Sch. 116, Fasz. H/11, Brief des Ordinariates an Gilbert Schartner vom 20. 5. 1909. Bemerkenswert ist, daß Gilbert Schartner erst kurz vor dem Wahltermin um die Erlaubnis ansuchte und diese erst nach den Wahlen gegeben wurde.

In der Folge fanden im Wahlbezirk Rohrbach zahlreiche Volksversammlungen statt, in denen sich Gilbert Schartner als Kandidat vorstellte⁴⁶. Die beherrschenden Themen seiner Reden waren die letzte Landtagswahlreform⁴⁷ und das Tauziehen um die Schule zwischen Liberalen und Christlichsozialen, das seit dem Fall des Konkordates anhielt⁴⁸. Am 10. Mai wurde er zum Landtagsabgeordneten gewählt. Das Wahlergebnis in Haslach zeigt in den drei für Haslach relevanten Kurien folgendes Bild⁴⁹:

a) allgemeine Wählerklasse

Gültige Stimmen	308
Christlichsozial	179
Deutschfreiheitlich	83
Sozialdemokratisch	46

b) Industrialorte

Wahlberechtigte	130
Abgegebene Stimmen	75
Gültige Stimmen	63
Rudolf Poeschl	56
Gilbert Schartner	4
Andere	3

c) Landgemeinden

Wahlberechtigte	68
Abgegebene Stimmen	45
Gültige Stimmen	42
Kaspar Krammer	42
Gilbert Schartner	41
Johann Haselgruber	1

⁴⁶ MN, 17. 4. 1909, 24. 4. 1909, 1. 5. 1909 und 8. 5. 1909.

⁴⁷ Vgl. SLAPNICKA, *Oberösterreich unter Kaiser Franz Joseph* (wie Anm. 10), S. 93-96. Bei dieser Reform war eine allgemeine Kurie wie schon 1896 bei den Reichsratswahlen eingeführt und damit das allgemeine Wahlrecht (für Männer) auch auf Landesebene realisiert worden. Einen Durchbruch zum gleichen Wahlrecht bedeutete dies jedoch nicht. Das Wahlmännersystem war bereits 1902 abgeschafft worden.

⁴⁸ Vgl. Kurt WIMMER, *Liberalismus in Oberösterreich*. Am Beispiel des liberal-politischen Vereins für Oberösterreich in Linz (1869-1909), Linz 1979, S. 71-79.

⁴⁹ Die Wahlergebnisse sind der Pfarrchronik II, pag. 166-168 entnommen.

Zur Erläuterung dieser Wahlergebnisse ist zu sagen, daß in der Kurie der Industrialorte kein Gegenkandidat zu Rudolf Poeschl aufgestellt worden war. Den Wählern war vom Katholischen Volksverein daher nahegelegt worden, sich in dieser Kurie der Stimme zu enthalten, was die niedrige Wahlbeteiligung erklärt.

In der allgemeinen Wählerklasse, die aus den unteren sozialen Schichten bestand, hatte die christlichsoziale Partei eine eindeutige Mehrheit. Ebenso verhält es sich mit der eigentlichen Zielgruppe des Volksvereins, nämlich den Landgemeinden, wo jeder Wahlberechtigte zwei Kandidaten zu wählen hatte. Hier erhielten die beiden christlichsozialen Kandidaten Gilbert Schartner und Kaspar Krammer beinahe alle Stimmen. Nur eine entfiel auf das Mitglied des oberösterreichischen Bauernvereins Johann Haselgruber. Der 1880 entstandene oberösterreichische Bauernverein mit antiklerikaler, deutschnationaler und antisemitischer Tendenz hatte sich in Oberösterreich zu einer beachtlichen Konkurrenz für den Katholischen Volksverein entwickelt⁵⁰. Der Bauernverein verfügte in Oberösterreich über zehn bis fünfundzwanzig Prozent der Wählerstimmen. Auch im Mühlviertel fielen bei der Wahl 1909 etwa acht Prozent der Stimmen auf den oberösterreichischen Bauernverein, wie das unten stehende Bezirkswahlergebnis der Landgemeinden zeigt.

Gültige Stimmzettel	3045
Gültige Stimmen	5956
Ungültige Stimmen	134
Kaspar Krammer	2735
Gilbert Schartner	2723
Johann Haselgruber	498

Bei der Analyse der Wahlergebnisse ist allerdings zu beachten, daß nicht alle Parteien in allen Kurien vertreten waren. So waren etwa die Sozialdemokraten nur in der allgemeinen Wählerklasse mit Kandidaten vertreten. In den anderen Kurien hätten diese kaum Aussicht auf Erfolg gehabt.

1.1.4. Abgeordneter des oberösterreichischen Landtages

Als Landespolitiker war Gilbert Schartner im Schulausschuß, im Gemeinde- und Verfassungsausschuß⁵¹ und später im Gemeindewahl-

⁵⁰ HAIDER, *Geschichte Oberösterreichs* (wie Anm. 2), S. 332.

⁵¹ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 2. Sitzung vom 24. 9. 1909.

reformausschuß⁵² tätig. Die Tätigkeit des Landtages in dieser Wahlperiode war vor allem geprägt durch die andauernde Diskussion um die Gemeindewahlreform, die nach den gelungenen Reichsrats- und Landtagwahlreformen noch ausstand. Sie führte im Jahre 1912 durch die deutschfreiheitliche Obstruktion zu einer eineinhalb Jahre währenden Arbeitsunfähigkeit des Landtages. Die neue Gemeindewahlordnung wurde zwar anschließend beschlossen, erlangte aber durch den Ausbruch des Ersten Weltkrieges nie Gesetzeskraft⁵³.

Zum erstenmal kam die Gemeindewahlreform am 6. Oktober 1909 zur Sprache, als der einzige sozialdemokratische Abgeordnete im oberösterreichischen Landtag, Josef Hafner, den Antrag stellte, die bestehenden Wahlkörper aufzuheben und damit das allgemeine und gleiche Wahlrecht einzuführen⁵⁴. Hafner erhielt weder von deutschfreiheitlicher noch von christlichsozialer Seite die Zustimmung. Am nächsten Tag wurde dieses Thema erneut verhandelt. Die christlichsozialen Abgeordneten waren einhellig der Meinung, daß die Gemeindewahlordnung einer Reform bedürfe. Über den Inhalt dieser Reform herrschte allerdings Uneinigkeit. Die einen standen einer Ausweitung des Wahlrechtes skeptisch gegenüber, während andere, und zu denen ist auch Gilbert Schartner zu zählen, das allgemeine Wahlrecht auch auf Gemeindeebene forderten. Jedoch konnte man sich auch von dieser Seite nicht dazu durchringen, das Wahlkörpersystem abzuschaffen und damit den Wählern das gleiche Stimmrecht einzuräumen, wie es tags zuvor der Abgeordnete Hafner gefordert hatte. Gilbert Schartner schlug statt dessen vor, einen vierten allgemeinen Wahlkörper einzuführen⁵⁵, ähnlich wie bei der Landtagwahlreform 1909 eine allgemeine Wählerklasse errichtet worden war. Damit wäre allen Arbeitern und Tagelöhnern, die außer der Bierumlage keine Steuern zahlten, das Wahlrecht zugestanden worden. Fand Gilbert Schartner zwar Zustimmung von sozialdemokratischer Seite, so wurde sein Vorschlag von den Deutschfreiheitlichen und von einigen Christlichsozialen abgelehnt, sodaß er sich veranlaßt sah, seinen Antrag wieder zurückzuziehen. Beschlossen wurde schließlich, daß der Landesausschuß beauftragt werden solle, die Revision des Gemeindewahlrechtes *einem eingehenden Studium zu unterziehen* und

⁵² Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I/2, 22. Sitzung vom 9. 9. 1910.

⁵³ SLAPNICKA, *Christlichsoziale* (wie Anm. 5), S. 181f.

⁵⁴ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 8. Sitzung vom 6. 10. 1909.

⁵⁵ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 9. Sitzung vom 7. 10. 1909.

dem Landtag darüber Bericht zu erstatten⁵⁶. Gilbert Schartner meldete sich später zu dieser Frage nicht mehr zu Wort.

Weniger umstritten als die Gemeindewahlreform war im Landtag die Frage der Erweiterung der Infrastruktur des oberen Mühlviertels. So setzte sich Gilbert Schartner besonders für den Straßenbau im oberen Mühlviertel und die Einrichtung einer Telephonverbindung von Linz nach Schwarzenberg ein⁵⁷. Wichtiger als das erschien jedoch der Ausbau der Bahnverbindungen. Ins obere Mühlviertel führte nur die Mühlkreisbahn, die zwischen Linz und Aigen verkehrte. Für den geplanten Ausbau existierten verschiedene Trassierungsvorschläge, die jeweils von denen befürwortet wurden, die für das Gebiet, das sie im Landtag vertraten, als vorteilhaft erschienen. Die Meinungsverschiedenheiten spielten sich also nicht so sehr zwischenparteilich, sondern auch innerparteilich ab. So waren sich zum Beispiel Abgeordneter Poeschl und Pfarrer Gilbert Schartner durchaus einig, daß der Ausbau der Mühlkreisbahn zu befürworten sei, während sie andere Varianten, die das westliche Mühlviertel eher benachteiligten, ablehnten⁵⁸. Vom Ausbau der Mühlkreisbahn versprach man sich einen nicht unerheblichen Aufschwung für die sich in der Krise befindliche Industrie des oberen Mühlviertels. So viele Beschlüsse zu dieser Frage im Landtag auch gefaßt wurden, es wurde dennoch kein einziges dieser Projekte realisiert⁵⁹. Für die Arbeiterfrage ist dieses Thema nur insofern von Bedeutung, daß sich mit einer besseren wirtschaftlichen Entwicklung vermutlich auch die Lage der Arbeiter zum Besseren gewendet hätte.

Zu erwähnen ist hier noch eine Debatte aus dem Jahr 1914, in der es um eine Erhöhung der Landesbeiträge für die Schneeschaufelungskosten der Gemeinden und damit um eine Lohnerhöhung für die Schneeschaufler ging⁶⁰. In diese Debatte griff auch Pfarrer Gilbert Schartner ein und stellte sich auf die Seite derer, die eine bessere Entlohnung für diese Tagelöhner forderten. Seine Ansicht teilten auch die meisten anderen Abgeordneten, nicht nur die der christlichsozialen Fraktion. Der

⁵⁶ Ebd.

⁵⁷ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I/2, 28. Sitzung vom 18. 11. 1910 und XI/II/2, 24. Sitzung vom 17. 2. 1914.

⁵⁸ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 12. Sitzung vom 13. 10. 1909 und XI/I, 46. Sitzung vom 15. 2. 1910.

⁵⁹ Christian HAGER, *Die Mühlkreisbahn. Strecke Linz Urfahr — Aigen-Schlägl und Linzer Verbindungsbahn*, Steyr 1988, S. 20-22.

⁶⁰ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/II/2, 24. Sitzung vom 17. 2. 1914.

christlichsoziale Abgeordnete Waldl betonte jedoch, daß er eine Erhöhung in dem geforderten Ausmaß als zu hoch gegriffen finde. Damit dürfte er in der christlichsozialen Partei in der Minderheit gestanden sein. Der Antrag wurde jedenfalls einstimmig angenommen⁶¹.

Aktiv wirkte Gilbert Schartner nur etwa drei Jahre im Landtag. Zwischen Jänner 1912 und September 1913 konnten wegen der Obstruktion keine Sitzungen stattfinden. Nachdem sich die deutschfreiheitliche Partei mit der christlichsozialen Partei geeinigt hatte, tagte der oberösterreichische Landtag noch ein halbes Jahr. Die letzte Sitzung fand am 27. Februar 1914 statt. Während der ganzen Kriegszeit wurde er nicht mehr einberufen⁶².

Am 18. November 1918 konstituierte sich die provisorische Landesversammlung. Die Verteilung der Sitze wurde nach den Ergebnissen der Reichsratswahl von 1911 festgelegt, dabei wurden von der Christlichsozialen Partei alle ehemaligen Abgeordneten, die in der Legislaturperiode von 1909-1915 im Amt waren, also auch Gilbert Schartner, in die provisorische Landesversammlung bestimmt⁶³. Er meldete sich dort jedoch nicht mehr zu Wort. Vermutlich wegen seines fortgeschrittenen Alters und seiner geschwächten Gesundheit entschied er sich deshalb auch, bei den Neuwahlen nicht mehr zu kandidieren, *aber um nicht feig zu erscheinen, im Wahlkampf als gewöhnlicher Soldat mitzuarbeiten*⁶⁴. Mit der Konstituierung des neuen Landtages der Ersten Republik endete die landespolitische Tätigkeit Gilbert Schartners.

1.2. Gilbert Schartner und die politische Presse

1.2.1. Agitation für die katholische Presse

Als 1869 der Katholische Volksverein gegründet wurde, war man sich bewußt, daß ohne publizistische Tätigkeit diesem kein Erfolg beschieden sein könne. Es gab zu dieser Zeit in Oberösterreich bereits ein gut ausgebauten Pressewesen. Auch die katholischen Bewegungen verfügten bereits seit 1848 über verschiedene Wochenblätter. Diesen erwuchs jedoch 1865 mit der Gründung der liberalen und später national gesinnten »Linzer Tages-Post« Konkurrenz, und die katholische Presse geriet

⁶¹ Ebd.

⁶² Harry SLAPNICKA, *Oberösterreich — von der Monarchie zur Republik (1918-1927)*, Linz 1975, S. 31-34.

⁶³ Ebd. S. 34f..

⁶⁴ StASchl., Sch. 62/7, Brief von Gilbert Schartner an Abt Norbert Schachinger vom 5. 1. 1919.

in Gefahr, ihren Einfluß auf die Bevölkerung zu verlieren. Ab 1869 wurde daher eine eigene Tageszeitung herausgegeben, das »Linzer Volksblatt«, das in der Folge zum wichtigsten Organ des Volksvereins wurde⁶⁵. Um das katholische Pressewesen finanzieren zu können, wurde 1870 ein katholischer Preßverein für die Diözese gegründet. Später wurden noch einzelne örtliche Preßvereine ins Leben gerufen, etwa 1891 einer für das obere Mühlviertel.

Die Presse als geeignetes Mittel der politischen Agitation erkannte Gilbert Schartner spätestens 1885, als er Pfarrer in Haslach wurde. Er zeigte sich ziemlich erschüttert, daß in Haslach außer ein paar unbedeutenden katholischen Zeitschriften nur ein Exemplar des sonst einflußreichen »Linzer Volksblattes« gelesen wurde. Große Sorge bereitete ihm daher, daß in Haslach dafür die »Linzer Tages-Post« großen Zuspruch fand und es von sozialdemokratischer Seite Versuche gab, sozialistische und anarchistische Schriften unter den Fabriksarbeitern zu verbreiten⁶⁶. Der Haslacher Klerus versuchte dem entgegenzusteuern, indem die Seelsorger selbst Aktivitäten setzten, katholische Zeitschriften unter die Arbeiter zu bringen. Dies hatte offenbar Erfolg, denn 1892 konnte Gilbert Schartner feststellen, daß das christliche Arbeiterblatt »Gerechtigkeit« von vielen Arbeitern gelesen wurde. Einige Exemplare hatten diese selber abonniert, einige wurden vom Klerus für die Arbeiter gekauft⁶⁷. Den größten Teil der Haslacher Bevölkerung beschreibt Gilbert Schartner jedoch als an Zeitungen und Büchern uninteressiert⁶⁸. Der Pfarrer erwog daher, durch die Errichtung einer Pfarrbibliothek die Verbreitung katholischer Schriften zu fördern⁶⁹. Tatsächlich gelang es schon 1886, eine solche ins Leben zu rufen, die offenbar auch stark frequentiert wurde⁷⁰.

Man darf annehmen, daß Gilbert Schartner bald begann, bei der Bevölkerung für die katholische Presse zu werben, da er im selben Jahr bereits vermerken konnte, daß die Lektüre der liberalen Blätter etwas abgenommen habe und in zwei Gasthäusern nun auch zwei Exemplare des »Österreichischen Reichsboten« aufliegen⁷¹. Aber auch 1887 konnte Gilbert

⁶⁵ SLAPNICKA, *Christlichsoziale*, (wie Anm. 5), S. 85-88. — Dagegen konnte die sonst weitverbreitete »Reichspost« in Oberösterreich kaum Fuß fassen.

⁶⁶ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 22.

⁶⁷ Ebd. pag. 113.

⁶⁸ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 22.

⁶⁹ Ebd.

⁷⁰ Ebd. pag. 30.

⁷¹ Ebd. Daß damit noch nicht genug geschehen ist, war sich auch der Pfarrer bewußt, wenn er dies mit den Worten kommentiert: *Wenig aber doch etwas*.

Schartner nicht auf große Erfolge blicken, und es klingt schon eine gewisse Resignation mit, wenn er schreibt: *Das Lesen der liberalen 'Tagespost' scheint leider vielen in Haslach zur zweiten Natur geworden zu sein*⁷².

1.2.2. Die »Mühlviertler Nachrichten«

Von katholischer Seite sah man 1889 eine weitere Gefahr heraufziehen. Damals wurde in Rohrbach das Wochenblatt »Mühlviertler Nachrichten« gegründet. Die Zeitung mit antiklerikaler Tendenz wurde vom Buchhalter der Lederfabrik Poeschl redigiert und drohte, neben der »Linzer Tages-Post« großen Einfluß auf die Mühlviertler Bevölkerung zu gewinnen. Um dies abzuwenden, kaufte 1890 der Landtags- und Reichsratsabgeordnete Alfred Ebenhoch das Blatt, das fortan im oberen Mühlviertel die bedeutendste Zeitung des Katholischen Volksvereins werden sollte und dort sogar eine größere Popularität als das »Linzer Volksblatt« erlangte. Auf die Entscheidung Alfred Ebenhochs, die Zeitung in katholische Hände zu bringen, dürften die Pfarrer Gilbert Schartner und Johannes Winkler⁷³ einen nicht unerheblichen Einfluß ausgeübt haben⁷⁴. Die Redaktion der »Mühlviertler Nachrichten« war ab 1890 ebenfalls durch den Klerus geprägt, wie es bei den meisten dem Volksverein nahestehenden Zeitungen der Fall war. Einer der ersten Redakteure war Johannes Winkler, später übernahm der Rohrbacher Kaplan Dominik Watzinger⁷⁵ die Redaktion⁷⁶. Viele der Schlägler Chorherren waren durch diverse Artikel, meist wissenschaftlicher Natur, aber auch durch Reiseberichte an der Gestaltung des Wochenblattes beteiligt. Gilbert Schartner redigierte ab 1893 bis zu seinem Tod den politischen Teil der »Mühlviertler Nachrichten«⁷⁷. Der Haslacher Pfarrer trug also wesentlich zur politischen Meinungsbildung der Bevölkerung des oberen Mühlviertels bei. Seinen

⁷² Ebd. pag. 50.

⁷³ Johannes Winkler war von 1883 bis 1886 in Haslach Kooperator, kannte also die Probleme der Presse in diesem Markt. 1890 wurde er zum Pfarrer von Oepping ernannt. PICHLER, *Profeßbuch* (wie Anm. 6), S. 428f.

⁷⁴ Wilhelm SALZER, *Vom Untertan zum Staatsbürger*. Oberösterreich von 1848 bis 1918, Linz 1970, S. 144.

⁷⁵ Seit 1890 bis 1899 war Dominik Watzinger Kooperator in Rohrbach und wurde 1905 vom Abt zum Prior des Stiftes Schlägl ernannt. PICHLER, *Profeßbuch* (wie Anm. 6), S. 441.

⁷⁶ Felix KERN, *Oberösterreichischer Landesverlag*, Ried i. I. 1951, S. 173f.

⁷⁷ Ebd. S. 377.

Einfluß auf diese Zeitung illustriert eine Bemerkung der sozialdemokratischen Presse, die die »Mühlviertler Nachrichten« als *Leibblättchen* Gilbert Schartners bezeichnete⁷⁸. Einen Förderer fand die neue katholisch-konservative⁷⁹ Zeitung im Linzer Diözesanbischof Franz Maria Doppelbauer. Dieser regte aufgrund der erheblichen finanziellen Belastungen, die auf Alfred Ebenhoch fielen, die Gründung eines katholischen Preßvereins für das obere Mühlviertel an, der unter der Initiative zahlreicher Geistlicher 1891 ins Leben gerufen wurde⁸⁰. Und anläßlich einer Visitation im Jahre 1891 in Haslach rief der Bischof zur Förderung der katholischen Presse, besonders der »Mühlviertler Nachrichten«, auf⁸¹. Offenbar hatte er damit Erfolg, denn 1893 und 1894 konnte Gilbert Schartner auf einen weiteren Abonnentenzuwachs blicken⁸².

Im Nachruf auf Gilbert Schartner beschreiben die »Mühlviertler Nachrichten« seine pressepolitische Tätigkeit mit folgenden Worten: *Unendlich viel hat Abt Schartner für die katholische Sache getan. Ein besonderes Wort aber sei dem verewigten Abte als Förderer der katholischen Presse gewidmet. Er hat in dieser Beziehung wirklich außerordentlich viel geleistet. Die 'Mühlviertler Nachrichten' verlieren an dem heimgangenen Abte einen warmen Förderer und eifrigen Mitarbeiter. Lange Jahre hindurch hat er als guter Kenner des politischen Lebens die politische Rundschau redigiert. Bei jeder Gelegenheit betonte er die Wichtigkeit der katholischen Presse und hat damit zur Verbreitung unseres Blattes hervorragenden Anteil genommen. Von der Gründung des Blattes an bis zu seinem Tode hat der verstorbene Abt ihm seine Hilfe und Unterstützung angedeihen lassen. Wir werden den heimgegangenen Anwalt der katholischen Presse schmerzlich vermissen. Auch das 'Linzer Volksblatt' hatte in dem Dahingeeschiedenen einen warmen Anwalt und eifrigen Mitarbeiter. Abt Schartner hatte eben einen guten Blick für die Notwendigkeiten im öffentlichen katholischen Leben und erkannte gar wohl, welche Rolle darin gerade die Pressefrage spielt*⁸³.

⁷⁸ Wahrheit!, 29. 10. 1909.

⁷⁹ So bezeichneten sich die »Mühlviertler Nachrichten« über Jahrzehnte hin selbst, obwohl ihre Berichte durchaus der christlichsozialen Richtung nahestanden. Dies kann als Hinweis auf die in Oberösterreich währende Koexistenz der katholisch-konservativen und der christlichsozialen Gruppierung im Katholischen Volksverein gelten.

⁸⁰ KERN, *Oberösterreichischer Landesverlag* (wie Anm. 76), S. 173.

⁸¹ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 94.

⁸² Ebd. pag. 126, 142.

⁸³ MN, 16. 1. 1925.

1.3. Das Verhältnis Gilbert Schartners zu den politischen Gegnern

1.3.1. *Gegnerschaft und Kooperation mit den liberal-nationalen Gruppierungen*

Etwa zur selben Zeit als sich das Lager der Katholisch-Konservativen in Oberösterreich im Katholischen Volksverein formierte, wurde in Linz ein Verein gegründet, der die verschiedenen liberalen Gruppierungen zusammenfassen sollte. Dieser »Liberal-politische Verein für Oberösterreich«, dessen Anhänger antiklerikal und national gesonnen waren, fand besonders unter den Bürgern der Städte und Märkte großen Zulauf. Schon in den ersten Jahren seines Bestandes, bedingt durch die kriegerischen Auseinandersetzungen zwischen Deutschland und Frankreich, traten die nationalen Kräfte in den Vordergrund⁸⁴. Die Nationsbildung der Slawen forcierte ebenfalls den Nationalismus innerhalb des liberalen Vereines, während die altliberale Ideologie immer weiter in den Hintergrund rückte⁸⁵. Auch der aufkommende Antisemitismus trug wesentlich zu dieser Entwicklung bei. Vom nationalen Flügel wurde den Juden die Zugehörigkeit zum deutschen Volk aberkannt, während die Liberalen die Juden als Deutsche betrachteten. Der erstarkende Nationalismus und politische Fehlentscheidungen führten dazu, daß sich vor allem Kleingewerbetreibende und Bauern vom liberal-politischen Verein abwandten⁸⁶. Von letzteren wurde 1881 der oberösterreichische Bauernverein gegründet, der eine beachtliche Konkurrenz zum Katholischen Volksverein bildete. Dennoch blieb der Katholische Volksverein unangefochten an der Spitze. 1885 umfaßte er über vierzigtausend Mitglieder, während den liberalen Vereinen insgesamt nur etwa achttausend Mitglieder angehörten. Der liberal-politische Verein war mit 913 Anhängern in die politische Bedeutungslosigkeit gefallen⁸⁷. Um den Verein am Leben zu erhalten, wurde er 1885 neuorganisiert und umbenannt in »Deutscher Verein für Oberösterreich«. 1888 spaltete sich die deutschnational-antisemitische Gruppe unter der Führung von Karl Beurle ab. In der Folge gelang es dieser, die Wähler der Liberalen an sich zu ziehen. Der deutsche Verein löste sich 1909 auf.

⁸⁴ HAIDER, *Geschichte Oberösterreichs* (wie Anm. 2), S. 331.

⁸⁵ Ernst HANISCH, *Der lange Schatten des Staates. Österreichische Gesellschaftsgeschichte im 20. Jahrhundert* (= Österreichische Geschichte 1890-1990), Wien 1994, S. 121.

⁸⁶ WIMMER, *Liberalismus* (wie Anm. 48), S. 40.

⁸⁷ Ebd. S. 43.

Gilbert Schartners Einstellung zu den liberalen und nationalen Gruppierungen ist nicht einfach zu beurteilen, da er sich sowohl wohlwollend als auch radikal ablehnend zu ihren Vertretern verhielt. Als er 1885 Pfarrer in Haslach wurde, verfaßte er in der Pfarrchronik eine Art Beschreibung des öffentlichen Lebens, wie er es dort vorfand. Seine Schilderungen erwecken den Eindruck, daß seitens der Bürgerlichen ein größerer Einfluß auf die Bevölkerung ausgeübt wurde als von katholisch-konservativer Seite. So beschrieb er den größten Teil des Ortsschulrates als gemäßigt liberal, der sich des kirchlichen Einflusses auf die Schule jedoch nicht widersetzte. Kein gutes Haar ließ der Pfarrer am Ortsschulinspektor, dem Leinenfabrikanten Johann Mathie, den er als geeigneten Mann beschrieb, *der Schuljugend in religiöser und sittlicher Beziehung zum abschreckenden Beispiele zu dienen*⁸⁸. Er war daher hoch erfreut, als dieser im Herbst 1885 durch den Fleischhauer Josef Ippoldt ersetzt wurde⁸⁹.

Gilbert Schartners Gegnerschaft zum Liberalismus war von der Angst geprägt, der Liberalismus könne einen schlechten Einfluß auf die Religiosität der Bevölkerung nehmen. Er war beinahe verwundert, *daß in der hiesigen Bevölkerung die Liebe zu Gott [...] doch noch feste Wurzeln hat, trotz des jahrelang dauernden Wählens des Liberalismus*⁹⁰. In Gefahr sah der Haslacher Pfarrer deshalb auch die Arbeiter der Textilfabrik Vonwiller schweben, die durch die großteils protestantischen Direktoren, Beamten und Werkführer *in religiöser Hinsicht dem schlechtesten Beispiele* ausgesetzt gewesen seien⁹¹. Man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, daß nicht nur die politische Einstellung der Fabriksleiter und ihr Umgang mit den Arbeitern das Verhältnis Gilbert Schartners zu ihnen bestimmte, sondern auch deren Konfessionszugehörigkeit eine große Rolle spielte. Noch bevor er zum Pfarrer von Haslach bestellt worden war, entzündete sich 1885 an der Fronleichnamsprozession zwischen dem Haslacher Kooperator Johannes Winkler und protestantischen Fabriksbeamten ein Konflikt, infolgedessen sogar die Staatsanwaltschaft wegen »Religionsstörung« bzw. »Verachtung einer anerkannten religiösen Genossenschaft« eingeschaltet wurde. Grund für diese Anzeige war, dass die Beamten bei der Prozession ihre Hüte aufbehalten und geraucht hatten. Den Aufforderungen seitens des Gemeindedieners ihre Hüte

⁸⁸ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 18.

⁸⁹ Ebd. pag. 19.

⁹⁰ Ebd. pag. 50.

⁹¹ Ebd. pag. 23.

abzunehmen oder sich zu entfernen, leisteten die Beamten nicht Folge⁹². Ähnliches ereignete sich als Johannes Winkler während eines Versuches den Leuten am Straßenrand den Segen spendete. Der Kooperator berichtet darüber im Linzer Volksblatt: *Da bemerkte ich schon in der Entfernung auf etwa 100 Schritte einen von obgenannten Herren, Herrn Linke, auf mich zukommen. Er hätte zehnmal für einmal ausweichen können, statt dessen aber gieng er immer auf mich zu, an mir knapp vorbei, den Hut auf dem Kopf. Oft hatte er mich als Privaten begrüßt, heute that er es nicht. Weil mir Aehnliches hierorts schon zum viertenmal geschah und wegen der vielen Andächtigen, die da ihren Glauben verachtet sahen, glaubte ich ihn auffordern zu müssen, das Haupt zu entblößen. Er that es nicht, worauf ich ihn ein zweitesmal aufforderte, indem ich laut seinen Namen nannte, worauf er mir antwortete: Warum? ich bin Protestant! und fortgieng. [...] Nach Weisung der Vorgesetzten, denen ich die Sache vorlegte, verlangte ich von Herrn Linke, daß er in Gegenwart zweier Zeugen, die ich an Ort und Stelle aufgerufen hatte, Abbitte leiste, und erst, als er sich weigerte, dieses zu thun, machte ich beim Bezirksgericht die Anzeige. Auch diese Sache gieng wieder an die k. k. Staatsanwaltschaft Linz, wurde aber, ich constatire nur die Thatsache, gleich den früheren fallen gelassen⁹³.*

Konflikte mit der Fabriksleitung brachen vor allem aber bei den Wahlkämpfen auf. So behauptete Gilbert Schartner 1889, als Landtagsergänzungswahlen stattfanden, auf die Fabriksarbeiter sei großer Druck ausgeübt worden. Die Verhöhnung von Konservativen und die Käuflichkeit mancher Bürger hätten dem Rohrbacher Lederfabrikanten Rudolf Poeschl zum Sieg verholfen⁹⁴. Als zwei Jahre später Wahlen in den Reichsrat vorgenommen wurden, warf er den Haslacher Textilfabrikanten vor, von ihrer Seite hätte der *größte Terrorismus* geherrscht. Die wahlberechtigten Arbeiter seien vom Direktor der Textilfabrik Zambona gezwungen worden, am Wahltag in der Fabrik ihre Wahlzettel vorzuzeigen und sich den Namen des deutschliberalen Kandidaten einschreiben zu lassen⁹⁵.

Bei den Landtagswahlen 1896 scheinen sich die Fronten verhärtet zu haben. Wieder wurde in der Fabrik Vonwiller auf die Arbeiter Druck ausgeübt, Poeschl zu wählen. Direktor Ferdinand Jelinek soll den Arbeitern

⁹² LV, 17. 1. 1886.

⁹³ Ebd.

⁹⁴ PfAHasl, Pfarrchronik I. pag. 74.

⁹⁵ Ebd. pag. 99f.

gedroht haben: *Wer am Montage nicht für Pöschl stimmt, der möge sich am Dienstag beim Pfarrer Arbeit suchen*⁹⁶. Tatsächlich wurden zwei Arbeiter entlassen, die erklärt hatten, sie werden ihre Stimme dem katholischen Kandidaten Schiedmayr geben. Sympathisanten des Volksvereins schimpfte man *Pfaffenknechte*⁹⁷. Die Anhänger der liberal-nationalen Partei in Haslach sahen also im Pfarrer einen ihrer Hauptgegner. Enttäuscht zeigte sich Gilbert Schartner über Bürgermeister Zlabinger, der ihm versprochen haben soll, der deutsch-liberalen Partei den Rücken zu kehren und nun dennoch für Poeschl agitierte⁹⁸.

Ein Jahr später kam es infolge einer deutsch-nationalen Versammlung in Haslach zu einem neuen Konflikt zwischen dem Klerus und den liberal-national gesinnten Bürgern, in die auch der Diözesanbischof hineingezogen wurde. Kaufmann Theodor Aumeyer warf dem Bischof mangelnde Nächstenliebe vor, da dieser ein am Fuß verletztes Dienstmädchen bei einer Fahrt von Neufelden nach Linz nicht in sein Coupé gelassen haben soll⁹⁹. Gilbert Schartner erkundigte sich beim Bischof über diesen Sachverhalt, der sämtliche Vorwürfe von sich wies. Daraufhin verfaßte der Pfarrer eine Berichtigung in den »Mühlviertler Nachrichten«¹⁰⁰.

Trotz dieser andauernden Konflikte war Pfarrer Gilbert Schartner durchaus auch zur Zusammenarbeit bereit, vor allem wenn es darum ging, die aufkeimende Sozialdemokratie abzuwehren. Vor den Reichsratswahlen 1897 hatte das katholische Wahlkomitee den Deutschfreiheitlichen und Liberalen angeboten, eine gemeinschaftliche Kandidatenliste aufzustellen und so gemeinsam gegen die Sozialdemokraten vorzugehen. Dies wurde jedoch von Fabriksdirektor Jelinek abgelehnt, der nun seinerseits mit den Sozialdemokraten eine Kompromißliste aushandelte¹⁰¹. Der Katholische Volksverein schien den freiheitlich gesinnten Industriellen gefährlicher zu sein als die in Haslach noch schwachen Sozialdemokraten.

Ebenfalls kompromißbereit zeigte sich Gilbert Schartner im Streit um die »Badeni-Verordnungen«¹⁰², die auch den Haslacher Gemeindeausschuß

⁹⁶ Ebd. pag. 177.

⁹⁷ Ebd.

⁹⁸ Ebd. pag. 178.

⁹⁹ Ebd. pag. 187. Daß sich ein Neffe Aumeyers just in dem Augenblick, als dieser seine Vorwürfe erhob, den Fuß brach, betrachtete das Volk laut Gilbert Schartner als Strafe Gottes.

¹⁰⁰ Ebd. pag. 188.

¹⁰¹ Ebd. pag. 184.

¹⁰² Ministerpräsident Badeni hatte 1897 zwei Sprachenverordnungen erlassen, in denen die zweisprachige Amtsführung der böhmischen Behörden verlangt wurde und der

beschäftigten. Das Erstarken des Nationalismus in der ehemals liberalen Partei hatte in Haslach erstmals konkrete politische Auswirkungen. Notar Baltinester, stellte im Gemeindeausschuß den Antrag, gegen die Sprachenverordnungen Stellung zu nehmen und gegen die Abgeordneten, die für diese Verordnungen eintraten, ein Mißtrauensvotum abzugeben. Von der katholischen Minorität konnte dies natürlich nicht hingenommen werden. Die Vertreter des Katholischen Volksvereins entfernten sich deshalb von der Sitzung und blockierten damit den Gemeindeausschuß. Schließlich gelang es jedoch dem Pfarrer, mit Baltinester einen Kompromiß auszuhandeln. Demnach sollte zwar die neue Sprachenregelung verurteilt werden, jedoch das Mißtrauensvotum unterbleiben¹⁰³.

Das Verhältnis Gilbert Schartners zu den Fabriksdirektoren änderte sich schlagartig, als im Jahre 1900 der bisherige Direktor Jelinek wegen Unterschlagung und Betrug entlassen und Karl Rahn neuer Direktor wurde. Fand der Pfarrer für Jelinek nur Worte wie *stolz, tyrannisch und sozialistenfreundlich*, so beschrieb er den neuen Direktor als *gerecht und unparteiisch gegen jedermann u. wohlwollend und freundlich gegen die katholischen Geistlichen*¹⁰⁴. Erst die Streikbewegung des Jahres 1910 (siehe unten) führte wieder zu einer Krise zwischen Gilbert Schartner und den Industriellen.

Es ist bemerkenswert, daß die deutschnationale Presse nicht auf die Aufstellung Gilbert Schartners als Landtagskandidaten im Jahr 1909 reagierte. In der Landespolitik dürfte dem Pfarrer von den Deutschnationalen keine große Bedeutung zugemessen worden sein. Sieht man von den Reaktionen auf den Textilarbeiterstreik ab, ist es in den Jahren 1909 bis 1912 zu keinen Konflikten zwischen Pfarrer Gilbert Schartner und den Deutschfreiheitlichen gekommen. Es hat den Anschein, daß seine Vorträge bei den Volksvereinsversammlungen in diesen Jahren keine antiliberalen und antinationalen Akzente enthielten. Erst ab 1912, als die Deutschfreiheitlichen den Landtag lahmgelegt hatten, polemisierte der Pfarrer wieder gegen diese. So bezeichnete er ihre Politik als *Lügenpolitik*¹⁰⁵ und die Parteimitglieder selbst als *Taufscheinkatholiken, die sich*

dortigen Beamtenschaft aufgetragen wurde, beide Landessprachen zu erlernen. Diese Verordnungen führten in Österreich zu heftigen Unruhen, besonders auf deutsch-nationaler Seite. Vgl. Erich ZÖLLNER, *Geschichte Österreichs*. Von den Anfängen bis zur Gegenwart, Wien 81990, 430f.

¹⁰³ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 189.

¹⁰⁴ Ebd. pag. 251.

¹⁰⁵ MN, 20. 1. 1912.

nur zu Wahlzeiten fürchterlich christlich gebärden¹⁰⁶. Weiters warf er ihnen volks- und religionsfeindliche Bestrebungen vor und behauptete, die deutschnationale Gemeindevertretung eines südböhmischen Ortes habe einen christlichen deutschen Arzt verdrängt und einen jüdischen Tschechen als Gemeindefunktionär angestellt¹⁰⁷.

Man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, daß das Verhältnis Gilbert Schartners zu den Liberalen und Nationalen nicht nur durch die öffentliche politische Diskussion geprägt war, sondern sehr von persönlichen Sympathien und Antipathien gegenüber liberalen und nationalen Politikern abhing. Er lehnte zwar deren Politik grundsätzlich ab, doch war er auch bereit, Kompromisse zu schließen und mit ihnen zusammenzuarbeiten.

1.3.2. Das Feindbild Sozialdemokratie

Ganz anders gestaltete sich die Beziehung Gilbert Schartners zur Sozialdemokratie. Betrachtete er die Deutschfreiheitlichen zwar als seine politischen Gegner, so zeigte er doch nicht selten Kooperationsbereitschaft. Den Sozialdemokraten dagegen war er radikal ablehnend gesonnen.

Bis 1895 dürfte Gilbert Schartner kaum in Berührung mit den Sozialdemokraten gekommen sein. Im oberen Mühlviertel stand die Bevölkerung größtenteils dem Katholischen Volksverein nahe, in den größeren Orten wie in Haslach, Aigen oder Rohrbach hatte das liberal-nationale Bürgertum großen Einfluß auf die Politik. Zwar werden sich unter den Arbeitern wohl einige Sympathisanten der Sozialdemokraten befunden haben, jedoch scheint dies eine verschwindend kleine Zahl gewesen zu sein, der Gilbert Schartner keine große Bedeutung zugemessen haben dürfte, denn sonst hätte er sich wohl dazu geäußert. Die oben geschilderten Versuche, unter den Fabrikarbeitern sozialdemokratische Schriften zu verbreiten, dürften nicht sehr erfolgreich gewesen sein. Ein weiteres Indiz für die Schwäche der Sozialdemokratie in Haslach ist, daß die Fabrikdirektoren, die zwar der liberalen und deutschnationalen Partei zuzurechnen sind, den

¹⁰⁶ MN, 12. 10. 1912.

¹⁰⁷ MN, 26. 4. 1912. Dies ist eine der wenigen Äußerungen Gilbert Schartners, die beweisen, daß er den Antisemitismus der Christlichsozialen nicht ablehnte. Sie zeigt auch, daß man sich in der nationalen Frage ständig in Konkurrenz mit den Liberalen bzw. Deutschfreiheitlichen sah.

Sozialdemokraten zeitweilig näher als dem Katholischen Volksverein standen. Hätten sie eine echte Gefahr dargestellt, wäre es wohl kaum zu der oben geschilderten, vorübergehenden Zusammenarbeit zwischen Deutschfreiheitlichen und Sozialdemokraten gekommen.

1895 kam es zu einer ersten umfangreicheren Agitationswelle der Sozialdemokraten in Haslach, die dem Katholischen Volksverein — aber damals auch noch den Industriellen — große Sorge bereitete. Die Sozialdemokraten hatten geplant, am 29. Juni eine Versammlung beim Gastwirt Josef Mayr abzuhalten. Die Bürgerschaft des Marktes stand diesem Vorhaben ablehnend gegenüber, sodaß der Pfarrer befriedigt feststellen konnte, daß die Bürger von den Seelsorgern nicht viel Belehrung brauchten¹⁰⁸. Auch die Leitung der Textilfabrik Vonwiller und der Bleicherei Fölser befürchtete, die Sozialdemokraten könnten auf die Arbeiterschaft Einfluß gewinnen. Die Direktoren kündigten daher an, selbst bei der sozialdemokratischen Versammlung zu erscheinen, was die Arbeiter als ein deutliches Signal empfinden mußten¹⁰⁹. Dem Gastwirt Josef Mayr erteilte der Pfarrer selbst den Rat, seine Zusage zurückzunehmen, der diesen auch aufgrund drohender Geschäftseinbußen befolgte. Doch damit begnügte sich Gilbert Schartner noch nicht. Am 26. Juni fand in Rohrbach eine Besprechung statt, in der beraten wurde, wie man die geplante Versammlung verhindern könne. Teilnehmer waren neben dem Haslacher Pfarrer auch der Rohrbacher Kooperator und spätere Prior des Stiftes Schlägl, Dominik Watzinger, und der ehemalige Haslacher Pfarrer, Kämmerer Raimund Lengauer¹¹⁰. Noch am Tag, an dem die Versammlung stattfinden sollte, nämlich am 29. Juni 1895, warnte Gilbert Schartner in der Predigt vor den Sozialdemokraten und *zeigte an einigen Citaten deren Religionsfeindlichkeiten*¹¹¹. Laut der sozialdemokratischen Presse soll er dabei gesagt haben, daß die Sozialdemokraten *mit dem Schwerte in der Hand Christus zertrümmern!!! Wer heute zu dieser Versammlung gehe, von dem sei es soviel, als ob er mit einem Messer das Herz Jesu durchbohre!!!*¹¹² Die Versammlung konnte erfolgreich verhindert werden, da die Sozialdemokraten bei der Bezirkshauptmannschaft nicht mehr rechtzeitig einen Antrag auf Genehmigung der Versammlung in einem anderen

¹⁰⁸ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 156.

¹⁰⁹ Ebd. pag. 157.

¹¹⁰ Volkstribüne, 5. 7. 1895.

¹¹¹ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 157.

¹¹² Volkstribüne, 5. 7. 1895.

Lokal einbringen konnten. Die Aktivitäten des Pfarrers hatten aber auch zu einem ersten Konflikt zwischen ihm und der sozialdemokratischen Presse geführt.

Ein Jahr später hielt der der Sozialdemokratie zuzurechnende Verein »Junge Lehrer« in Haslach eine Versammlung ab, zu der auch der Vorsitzende des Vereines und der spätere Präsident der Nationalversammlung und Wiener Bürgermeister, Karl Seitz, erschienen war. Gilbert Schartner war zwar nicht anwesend, der Haslacher Kaplan Bernhard Stögmüller besuchte jedoch die Versammlung¹¹³. Auch dieser Versammlung konnte Schartner nichts gutes abgewinnen. Besonders schockiert dürften ihn die Schlußworte von Karl Seitz haben: *Hinweg die Kutten, frei die Bahn!*¹¹⁴

Offenbar hatte sich inzwischen das Verhältnis einiger Haslacher Bürger zur Sozialdemokratie geändert. Wurde im Vorjahr noch alles getan, die sozialdemokratische Versammlung zu verhindern, so beglückwünschte diesmal Bürgermeister Zlabinger die Redner und gratulierte dem Land Oberösterreich, daß es solche ausgezeichnete Lehrer habe¹¹⁵. Kooperator Bernhard Stögmüller verfaßte daraufhin einen Bericht in den »Mühlviertler Nachrichten«, in dem er Zlabinger Vorwürfe wegen seines Verhaltens machte. Zlabinger dementierte und schalt Bernhard Stögmüller einen Lügner, was schließlich zu einer Gerichtsverhandlung zwischen den beiden führte¹¹⁶.

Auch in der Fabriksdirektion zeichnete sich die gleiche Änderung ab. Bei den Reichsratswahlen 1897 ging der Direktor, wie oben bereits dargestellt, ein Bündnis mit den Sozialdemokraten ein und soll dabei die Bemerkung gemacht haben, daß er bedauere, die sozialdemokratische Versammlung 1895 verhindert zu haben¹¹⁷. Die Häufigkeit, mit der Gilbert Schartner in der Pfarrchronik über das Verhältnis zwischen Deutschfreiheitlichen und Sozialdemokraten berichtet, zeigt, mit welcher großer Sorge er dieser Entwicklung gegenüberstand. Schienen die Sozialdemokraten den Industriellen keine Gefahr zu sein, so schätzte Gilbert Schartner die Lage anders ein. Aus einer Zusammenarbeit zwischen dem liberal-national gesinnten Bürgertum und der Sozialdemokratie konnte dem Katholischen Volksverein nur Schaden erwachsen.

¹¹³ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 182f.

¹¹⁴ Ebd. pag. 182.

¹¹⁵ Ebd. Dennoch ist zu bemerken, daß zu dieser Versammlung aus der großteils liberalen Haslacher Lehrerschaft keine einzige Person erschien.

¹¹⁶ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 186.

¹¹⁷ Ebd. pag. 184.

Die ersten Agitationen der Sozialdemokraten in Haslach versetzten ihn in ziemliche Unruhe. Ab Mitte der neunziger Jahre hat sich der Pfarrer intensiv mit der sozialdemokratischen Literatur beschäftigt. Das »Linzer Volksblatt« beschrieb ihn schon 1897 als einen *der gründlichsten und umfassendsten Kenner der sozialdemokratischen Literatur*¹¹⁸. Als solcher war er als Redner zu einer Volksvereinsversammlung in Rohrbach eingeladen worden. In seinem Vortrag bezeichnete Gilbert Schartner die Sozialdemokraten als *gefährliche Gegner*¹¹⁹.

Daß Gilbert Schartner sich nicht zu Unrecht Sorgen machte, zeigte die sozialdemokratische Versammlung in Haslach im November 1897. In den Tagen davor hatte der Pfarrer, wie bereits 1895, wieder in den Gottesdiensten gegen die geplante Versammlung agitiert. Jedenfalls berichtete die sozialdemokratische »Wahrheit!«, daß der Klerus von der Kanzel eifrig gewirkt, damit aber bei den Leuten ein umso größeres Interesse geweckt habe¹²⁰. Diesmal blieb Gilbert Schartner erfolglos. Er mußte feststellen, daß nicht nur die gesamte Leitung der Textilfabrik Vonwiller anwesend war, sondern sich auch eine große Zahl von Bauern und Arbeitern eingefunden hatte¹²¹. Die Ortsgeistlichkeit war ebenfalls zu dieser Versammlung eingeladen worden, der aber der Haslacher Klerus mit der Begründung, sich nicht Angriffen von sozialdemokratischer Seite aussetzen zu wollen, nicht Folge leistete¹²². Daß die Haslacher Sozialdemokraten zur Zusammenarbeit mit dem Klerus bereit gewesen wären, ist trotz dieser Einladung unwahrscheinlich, denn auch bei dieser Versammlung kam es zu polemischen Äußerungen gegen die katholische Kirche und ihre Priester¹²³. Kurz nach dieser Versammlung wurde eine Ortsgruppe des den Sozialdemokraten nahestehenden Arbeiterbildungs- und Rechtsschutzvereines für Oberösterreich gegründet¹²⁴.

Die Versammlungen im Jahre 1898 waren ebenfalls gut besucht. Wieder waren viele deutschfreiheitliche Gemeindepolitiker bei diesen anwesend und spendeten Beifall¹²⁵. Auf der sozialdemokratischen Seite hoffte man, nun auch im oberen Mühlviertel festen Fuß zu fassen: *Einen besonderen Wert für die Verbreitung unserer Ideen hatte die Versammlung in*

¹¹⁸ LV, 21. 1. 1897.

¹¹⁹ Ebd.

¹²⁰ Wahrheit!, 3. 12. 1897.

¹²¹ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 200.

¹²² Wahrheit!, 3. 12. 1897.

¹²³ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 200.

¹²⁴ Ebd.

¹²⁵ Ebd. pag. 218.

Haslach. Von vielen Stunden weit entfernten Ortschaften kamen die Besucher und erbrachten durch ihre Zustimmung zu den Ausführungen des Genossen Rieger den Beweis, daß auch im 'Königreiche Ebenhoch' die festesten Bürger zu wankeln beginnen [...] ¹²⁶. Erfolge hatten die Sozialdemokraten auch mit der Verbreitung ihrer Presse. Die »Wahrheit!« wurde 1898 bereits von 64 Personen abonniert ¹²⁷.

1899 kam es infolge der Verweigerung des kirchlichen Begräbnisses für den sozialdemokratischen Fabriksbeamten Anton Ulbrich zu einer neuerlichen Auseinandersetzung zwischen der sozialdemokratischen Presse und Gilbert Schartner. Jener, den Gilbert Schartner als 'geistlichen Ratgeber' der hiesigen Sozialdemokraten bezeichnete, lehnte auf dem Sterbebett den Empfang der Sakramente ab ¹²⁸. Nach seinem Tod wurde infolgedessen vom Pfarrer, der sich der Zustimmung des Ordinariats versicherte, das kirchliche Begräbnis verweigert.

Von der »Wahrheit!« wurde ihm daraufhin vorgeworfen, er habe aus pfäffischem Fanatismus das Begräbnis verweigert und aus Bosheit die Beisetzung außerhalb des geweihten Raumes angeordnet ¹²⁹. Der Pfarrer sandte an die Zeitung eine Berichtigung und wies darin alle Vorwürfe zurück. Er hätte nur nach der geltenden Rechtslage gehandelt. Verweigere demnach jemand die Sterbesakramente, sei auch das kirchliche Begräbnis abzulehnen, und dieser nach der Friedhofsordnung außerhalb der Grabesreihe zu bestatten. Außerdem würde Ulbrich ohnedies auf ein kirchliches Begräbnis verzichtet haben ¹³⁰.

Im April 1900 wurde Gilbert Schartner erneut von der sozialdemokratischen Presse angegriffen. Der Pfarrer hatte damals im Zuge der Regotisierung der Haslacher Pfarrkirche einen Hochaltar bestellt und die Bevölkerung der Pfarre um Spenden gebeten ¹³¹. Von der »Wahrheit!« wurde ihm daraufhin vorgeworfen, er hätte von einem Knaben für diesen Zweck die Entnahme einer Krone aus der Sparbüchse verlangt und ihn

¹²⁶ Arbeiter-Zeitung, 3. 7. 1898.

¹²⁷ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 218. Vergleichszahlen der »Mühlviertler Nachrichten« liegen leider nicht vor. Jedoch hatten sie 1897 eine Auflage von etwa 800 Exemplaren. Wenn man bedenkt, daß die »Mühlviertler Nachrichten« im ganzen oberen Mühlviertel gelesen wurden, werden diese in Haslach wohl kaum mehr Abonnenten als die »Wahrheit!« gefunden haben. Vgl. KERN, *Oberösterreichischer Landesverlag* (wie Anm. 76), S. 175.

¹²⁸ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 225.

¹²⁹ Ebd.

¹³⁰ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 227.

¹³¹ BAYER Petrus A., *Die Regotisierung der Pfarrkirche Haslach* (3.), in: Schlägl intern 23 (1997), 55.

angewiesen, seinen Eltern hiervon nichts mitzuteilen. Außerdem solle er in einer Predigt die »Wahrheit!« als Schundblatt bezeichnet haben. Alle diese Anschuldigungen dementierte Gilbert Schartner¹³².

Der Zustrom zu den Sozialdemokraten scheint in den folgenden Jahren jedoch etwas nachgelassen zu haben, zumindest erwecken die Schilderungen Gilbert Schartners diesen Eindruck. Er war der Meinung, daß die antikirchlichen Äußerungen bei den sozialdemokratischen Versammlungen große Teile der Pfarrbevölkerung abschreckten. Als ein paar Tage nach einer solchen Versammlung das Gasthaus, in dem diese stattgefunden hatte, von einem Gewittersturm schwer beschädigt wurde, sollen das viele Leute als Strafergericht Gottes interpretiert haben. Bei dieser Versammlung war der Wiener Parteiführer Schuhmeier anwesend, der den von den Liberalen oft zitierten Satz: »Los von Rom« in »Los auf Rom« umformulierte¹³³. Damit dürfte er die Gunst vieler Haslacher verloren zu haben. Dies war jedoch nicht der einzige Grund für die Mißerfolge der Sozialdemokraten. Im Jahr 1900 zeichnete sich nämlich wieder eine Änderung der Haltung bei der Leitung der Textilfabrik Vonwiller zu den Sozialdemokraten ab. Wie schon geschildert, wurde zu Beginn des Jahres der Fabriksdirektor Ferdinand Jelinek entlassen und durch den dem Katholischen Volksverein nahestehenden Karl Rahn ersetzt. Diese Entwicklung verfolgte das sozialdemokratische Organ »Wahrheit!« mit Sorge und schrieb: *Die Haslacher Fabrik segelt unter schwarzer Flagge*¹³⁴. Für die der Sozialdemokratie zugelegten Arbeiter blieb der Wechsel in der Leitung tatsächlich nicht ohne Folgen, wie die Entlassung des Führers der Haslacher sozialdemokratischen Bewegung, Karl Lehner, zeigt¹³⁵. Den Arbeitern war es von nun an sicher nicht mehr so einfach möglich, zu den sozialdemokratischen Versammlungen zu erscheinen, ohne Repressalien befürchten zu müssen.

Erfuhren die Sozialdemokraten also in Haslach nach der Jahrhundertwende keinen Bedeutungszuwachs, so ist es in diesen Jahren auch zu keinen weiteren Konflikten zwischen dem Haslacher Klerus und der Sozialdemokratie gekommen, sieht man von persönlichen Vorwürfen ab, die

¹³² LV, 7. 4. 1900.

¹³³ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 252

¹³⁴ Ebd.

¹³⁵ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 251. Gilbert Schartner äußerte sich dazu mit keinem Wort des Bedauerns. Repressalien gegenüber christlichsozial organisierten Arbeitern stand er nicht so emotionslos gegenüber.

von der »Wahrheit!« 1905 an den Haslacher Kooperator Leopold Meindl gerichtet wurden¹³⁶. Auch Gilbert Schartner berichtete in der Pfarrchronik kaum über Aktivitäten der Haslacher Sozialdemokraten. Erst 1908 erwähnte er, daß diese eine Textilarbeitergewerkschaft gegründet hätten, der aber nur sehr wenige Arbeiter und keine einzige Arbeiterin beigetreten seien¹³⁷.

Wie die deutschfreiheitliche Presse reagierten auch die sozialdemokratischen Zeitungen nicht auf die Kandidatur Gilbert Schartners zum Landtag. Er war auf Landesebene ein unbeschriebenes Blatt und zählte keinesfalls zu den Spitzenpolitikern des Katholischen Volksvereins. Dies zeigt auch die Tatsache, daß er bei den jährlichen Generalversammlungen des Volksvereins keine große Rolle gespielt hat. Es konnten keine Hinweise gefunden werden, daß er bei diesen jemals das Wort ergriffen hätte.

Mit der sozialdemokratischen Presse kam es erst nach den Landtagswahlen zu einer neuen heftigen Auseinandersetzung. Auslöser dieser Kontroverse war eine Volksvereinsversammlung in Schwarzenberg am 3. Oktober 1909, in der Gilbert Schartner eine Rede über die Lehrerschaft hielt, worin er gegen die Bestrebungen, den Religionsunterricht aus der Schule zu entfernen, Stellung nahm und überhöhte Gehaltsforderungen kritisierte¹³⁸. Die sozialdemokratische »Wahrheit!« war darüber empört. Sie sprach von einer *Hetzrede*, die Gilbert Schartner gehalten habe. Im Bericht heißt es: *Mit boshafter Breite legte er die Gehaltsverhältnisse der Lehrer dar, deren Gehälter bis zu der enormen Höhe von — 3000 K jährlich steigen können. Freilich sagte er nicht, wie viele Lehrer dies zu erreichen vermögen. Aber aus dem satten Bauche eines regulierten Chorherren ist leicht Zufriedenheit zu predigen*¹³⁹. Außerdem hätte er die Lehrerschaft beschuldigt, die Hälfte der Landesumlagen in Anspruch zu nehmen¹⁴⁰.

¹³⁶ MN, 6. 1. 1905 und 21. 1. 1905.

¹³⁷ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 158.

¹³⁸ MN, 9. 10. 1909.

¹³⁹ Wahrheit!, 8. 10. 1909.

¹⁴⁰ Es ist hierzu zu sagen, daß dies nicht als ein Hinweis auf eine unsoziale Einstellung Gilbert Schartners gelten kann. Er hatte zwar tatsächlich Einwände gegen Lehrergehaltserhöhungen, jedoch gehörten die Lehrer nicht zum Proletariat. Seine Haltung illustriert gut eine Debatte im Landtag, die im November 1910 geführt wurde. Von seiten der Deutschfreiheitlichen wurde eine Pensionserhöhung für die Lehrer im Ruhestand gefordert. Gilbert Schartner lehnte dies ab und forderte, daß zuerst eine Altersversorgung für Arbeiter, Handwerker und Bauern zu errichten sei. Vgl. Sten. Prot. des öö. Landtages, XI/I/2, 26. Sitzung vom 16. 11. 1910.

Weiter berichtete die »Wahrheit!«: *Aber auch auf die Bezirksschulinspektoren ist der Herr nicht gut zu sprechen, wenn sie auf guten, regelmäßigen Schulbesuch dringen. Er sagte: 'Solche Inspektoren befehlen einfach dem Lehrer, keinen Halbttag zu entschuldigen. Aber Leute, wenn ihr eure Kinder zur Arbeit braucht, dann lasset sie nur getrost daheim.'* Ein Kommentar zu dieser Äußerung ist wohl überflüssig!¹⁴¹

Dieser Bericht rief heftige Reaktionen hervor. Wenige Tage später erhielt die Redaktion der »Wahrheit!« einen Leserbrief, vermutlich von einem Haslacher Lehrer, der die Vorwürfe gegen Schartner noch weiter verschärfte. Mit Bezug auf den Aufruf Schartners an die bäuerliche Bevölkerung, die Kinder zur Erntearbeit daheim zu lassen, beschuldigte dieser Lehrer den Abgeordneten: *Diese bezeichnende Äußerung illustriert übrigens nur das agitatorische Wirken des genannten Pfarrherrn, der schon seit langem — er ist auch Ortsschulinspektor in Haslach — unter der Bevölkerung seines Wirkungskreises in diesem Sinne tätig ist, wie die Absenzlisten der dortigen Schule sowie der Umgebung von Haslach beweisen. Im Landtag hat ein Herr Schmidlechner, wie die Blätter berichteten, den Antrag gestellt, daß die zur Erntezeit vorkommenden Schulversäumnisse zu entschuldigen seien. Herr Schmidlechner, obwohl ein Bauer, scheint also vom Einhalten der bestehenden Gesetze und Vorschriften doch noch mehr Respekt zu haben wie sein Kollege im Mönchsgewande. Solche Anträge wie der Schmidlechners, wären auch selbst vom klerikalen Standpunkt überflüssig, wenn die bloße Aufforderung eines Pfaffen, sich um Gesetze und behördliche Vorschriften nicht zu kümmern, diese schon außer Kraft zu setzen vermöchten. Herr Schartner scheint allerdings dieser Meinung zu sein. Er kann sich diese Vorgangsweise als ausgemachter Herr über den Rohrbacher Bezirksschulrat allerdings auch leisten. Das Benehmen des Herrn Schartner erklärt sich zunächst aus seinem Ärger über den ihm nicht ganz gefügigen Bezirksschulinspektor Professor Schauburger in Rohrbach, der noch die 'veraltete' Gepflogenheit der ehemaligen Bezirksschulinspektoren übt, auf die Einhaltung der Gesetze und Verordnungen zu dringen. Deshalb dürfte Herr Schauburger auch demnächst durch einen Günstling Schartners ersetzt werden. Im oberen Mühlviertel wirds schon gehen!*¹⁴² Dieser Brief zeigt, welche Macht nach sozialdemokratischer Sicht Gilbert Schartner auf die Lehrerschaft ausübte.

¹⁴¹ Wahrheit!, 8. 10. 1909.

¹⁴² Wahrheit!, 22. 10. 1909.

In den »Mühlviertler Nachrichten« dementierte der Pfarrer die gegen ihn erhobenen Vorwürfe¹⁴³. Er wies darauf hin, daß es 1907 zu Lehrer-gehaltserhöhungen gekommen sei, und ein Lehrer seither bis zum vollendeten 29. Dienstjahr bis zu 3000 Kronen jährlich verdienen könne. Tatsächlich sei dies bei den jetzigen Teuerungsverhältnissen keine enorme Gehaltshöhe, jedoch müßten die Lehrer damit auch nicht am Hungertuch nagen. In diesem Zusammenhang konnte er sich unter Bezugnahme auf das vorhin angeführte Zitat einen persönlichen Seitenhieb auf den sozialdemokratischen Landtagsabgeordneten Josef Hafner, der ein Lehrer war, nicht verkneifen: *Wenn sich der sozialdemokratische Berichterstatter seinen Kollegen, den Genossen Hafner anschaut, wird er zugestehen müssen, daß der Bauch desselben bei der jetzigen Gehaltshöhe gerade so satt ist wie der eines regulierten Chorherren*. Weiters wies er darauf hin, daß er in der Versammlung nicht gesagt habe, die Lehrer würden die Hälfte der Landesumlagen beanspruchen, sondern das Land würde die Hälfte der Umlagen, nämlich 4,5 Millionen Kronen von 9 Millionen, für die Schule aufwenden, daher könne es nicht als schulfeindlich beschimpft werden. Wieder fällt ein stark polemischer Unterton auf, wenn Gilbert Schartner schreibt: *Das nennt der 'Junge'¹⁴⁴ eine Lüge; er möge zuerst das Dividieren mit 2 lernen und dann seinen Schülern sagen, wieviel die Hälfte von 9 ist*.

Zudem bestritt er, daß er die Zuhörer aufgefordert habe, ihre Kinder vom Schulbesuch abzuhalten, wenn sie zur Arbeit gebraucht würden. Er habe selbst als Lehrer immer den regelmäßigen Unterricht befürwortet. Wahr sei aber, daß er auf einen Beschluß des Landtages hingewiesen habe, der beinhaltete, die Regierung aufzufordern, Absenzen wegen dringender Erntearbeit als entschuldigt zu akzeptieren, und daß er einen ehemaligen Bezirksschulinspektor kritisiert habe, der den Standpunkt vertrat, einen einzigen versäumten Halbtage keinesfalls zu entschuldigen. Einer solchen Auffassung könne er, Gilbert Schartner, nicht zustimmen.

Die »Wahrheit!« antwortete auf die Klarstellung Schartners, daß dieser alle von ihm gesprochenen Worte ableugne und verdrehe, was nicht anders zu erwarten gewesen wäre, sei doch *jeder Klerikale ein Meister im Verdrehen*¹⁴⁵.

¹⁴³ MN, 23. 10. 1909.

¹⁴⁴ Als Verfasser des Artikels in der »Wahrheit!« vom 8. 10. 1909 vermutete Gilbert Schartner einen Lehrer aus dem Umkreis des sozialdemokratischen Vereines »Junge Lehrer«.

¹⁴⁵ Wahrheit!, 29. 10. 1909.

Vom Großteil der Haslacher Lehrerschaft wurde Schartner unterstützt, zumindest verteidigten die Lehrer ihn gegen den Vorwurf, er hätte agitatorisch gewirkt, was sich auf die Schülerabsenzen ausgewirkt habe. Dies zeigt ein Brief des Haslacher Lehrkörpers an die »Wahrheit!«, in dem betont wurde, daß Gilbert Schartner auf die Absenzlisten in Haslach keinen Einfluß ausgeübt habe¹⁴⁶.

Weitere Konflikte zwischen Gilbert Schartner und Sozialdemokratie konnten in dem untersuchten Zeitraum nicht festgestellt werden. Bemerkenswert ist, daß es keine Hinweise darauf gibt, daß Gilbert Schartner bei den Volksvereinsversammlungen in der Zeit, als er Abgeordneter war, gegen die Sozialdemokraten Stellung genommen hat. Damals haben eher, nicht zuletzt wegen der Obstruktion des Landtages, die Deutschfreihlichen sein Interesse auf sich gezogen, gegen die er in den Versammlungen ab 1912 heftig polemisierte. Dennoch ist festzuhalten, daß im gesamten das Verhältnis Gilbert Schartners zu den Sozialdemokraten ein wesentlich schlechteres war als zu den Liberal-nationalen. Es deutet alles darauf hin, daß er mit den Sozialdemokraten zu keiner Zusammenarbeit bereit war. Den Liberalen und Deutschnationalen stand Gilbert Schartner kooperativer gegenüber, vor allem wenn es darum ging, gemeinsam gegen die Sozialdemokraten, die er als das größere Übel betrachtete, vorzugehen. Für einen katholischen Kleriker des ausgehenden 19. Jahrhunderts war dies kein ungewöhnlicher Charakterzug. Auch andersorts war der Klerus der sozialdemokratischen Bewegung negativer gesinnt als den Deutschnationalen. Die Sozialdemokraten sah man als Gottesgeißel oder betrachtete sie als vom Teufel geschickt¹⁴⁷. Um das Erstarken der sozialdemokratischen Bewegung zu verhindern, ist es daher immer wieder zur Zusammenarbeit in Form von Wahl- oder Koalitionsabsprachen mit dem liberalen und nationalen Lager gekommen.

1.4. Konservativ oder Christlichsozial?

Der Katholische Volksverein war in der Anfangszeit seines Bestehens konservativ gefärbt. Erst durch das drohende Erstarken der sozialdemokratischen Arbeiterbewegung — in Oberösterreich wurden ab 1870 einige sozialdemokratisch beeinflusste Arbeiterbildungsvereine gegründet — erkannte man die Notwendigkeit einer katholischen

¹⁴⁶ Ebd. 10.11.1909.

¹⁴⁷ Rupert KLIEBER, *Politischer Katholizismus in der Provinz. Salzburgs Christlichsoziale in der Parteienlandschaft Alt-Österreichs*, Salzburg 1994, S. 208f.

Arbeiterbewegung¹⁴⁸. Der eigentliche Anstoß zur Formierung eines christlichsozialen Flügels innerhalb des Katholischen Volksvereins kam jedoch von außen.

In Wien bildete sich Ende des 19. Jahrhunderts eine christlichsoziale Partei. Anfangs war die christlichsoziale Bewegung noch in das deutsch-nationale Lager eingebunden, bis sich ab Mitte der 1880er Jahre ein Scheidungsprozeß vollzog. Der Grund für die Trennung von Christlichsozialen und Deutschnationalen ist darin zu suchen, daß der niedrige und antiepiskopale Klerus die Führung des politischen Katholizismus übernahm. Geprägt von der Ideologie des Karl von Vogelsang und Priestern wie Josef Scheicher war der Einfluß der neuen christlichsozialen Partei vorerst auf Wien und Niederösterreich beschränkt¹⁴⁹. Ihr Aufschwung führte aber zu harten Konflikten zwischen Konservativen und Christlichsozialen in den Kronländern. Eine Ausnahme bildete Oberösterreich, wo Konservative und Christlichsoziale weitgehend in friedlicher Koexistenz lebten. Ein Grund dafür dürfte sein, daß in Oberösterreich der Antisemitismus, der für die christlichsoziale Propaganda ein wichtiges Element war, nicht richtig Fuß fassen konnte¹⁵⁰. Dennoch wurden auch in Oberösterreich von konservativen Kreisen Bedenken gegen die christlichsoziale Politik geäußert. Besonders deutlich wurde das, als 1895 die Wiener Christlichsozialen in Oberösterreich einen »Missionsversuch« unternahmen, indem sie in Linz unter der Führung von Alois Lichtenstein eine Großversammlung abhielten in der Hoffnung, Oberösterreich für die christlichsoziale Idee zu gewinnen. Für diese Versammlung hatten sie es nicht versäumt, den päpstlichen Segen einzuholen. Bischof Doppelbauer protestierte in Rom gegen die päpstliche Unterstützung der christlichsozialen Agitation. Er betrachtete den »Missionsversuch« als Angriff auf seine Person und seine bischöfliche Autorität. Die Christlichsozialen hatten keinen Erfolg. Der Katholische Volksverein war als Massenpartei so gefestigt, daß die christlichsoziale Agitation kaum eine Auswirkung auf ihn hatte. Außerdem konnte die städtisch orientierte christlichsoziale Partei aufgrund der bäuerlichen Bevölkerungsstruktur in Oberösterreich nicht gerade den besten Boden finden. Es wurde zwar im Jahre 1896 ein christlichsozialer Verein für Oberösterreich gegründet, der aber nur ein unbedeutendes Dasein fristete¹⁵¹.

¹⁴⁸ SLAPNICKA, *Christlichsoziale* (wie Anm. 5), S. 100.

¹⁴⁹ HANISCH, *Der lange Schatten* (wie Anm. 85), S. 118f..

¹⁵⁰ Gerhard RAUCH, *Die christlich-soziale Vereinigung und die Katholisch-Konservativen Oberösterreichs 1907-1914*, Phil. Diss., Wien 1964, S. 6.

¹⁵¹ SLAPNICKA, *Christlichsoziale* (wie Anm. 5), S.137-143.

In den folgenden Jahren entwickelten sich die beiden Parteien mehr und mehr zueinander. Unter dem Einfluß Alfred Ebenhochs hielten die sozialen und demokratischen Grundsätze der Christlichsozialen im Katholischen Volksverein Einzug, während sich auf der anderen Seite auch die christlichsoziale Partei um die Jahrhundertwende an den Volksverein annäherte. 1907 gelang es Ebenhoch mit der Zustimmung Karl Luegers den Zusammenschluß zwischen den beiden Parteien herbeizuführen. Man erhoffte sich dadurch eine Stärkung des katholischen Lagers, nach dem die Einführung des allgemeinen Wahlrechts den Sozialdemokraten zum Vorteil gereichte¹⁵². Dieser Schritt war aber in der eigenen Partei nicht unumstritten. Die Konservativen befürchteten, daß der Katholizismus darunter leiden würde, während die Christlichsozialen vor einem möglichen Aufschwung des Klerikalismus warnten.

Der Haslacher Pfarrer Gilbert Schartner zählte zu denen, die sich darüber erfreut zeigten¹⁵³, und nahm damit eine gegensätzliche Position zu seinem Diözesanbischof Franz Maria Doppelbauer ein, der den Christlichsozialen seit dem »Missionsversuch« der Wiener Christlichsozialen ablehnend gegenüberstand und ihnen fortan noch mißtrauischer gesonnen war als die anderen österreichischen Bischöfe¹⁵⁴.

Schon 1905 hatte in Haslach eine christlichsoziale Versammlung stattgefunden, anläßlich der Gilbert Schartner seine Sympathien zu dieser Partei äußerte¹⁵⁵. Besonders wies er auf deren Eintreten gegen die Abschaffung des Schulgebetes und ihr Engagement für die Arbeiter hin. Weiters äußerte der Pfarrer die Hoffnung, daß diese Versammlung zur Beseitigung von Mißverständnissen zwischen den Christlichsozialen und den *Andersgesinnten*¹⁵⁶ beitragen möge. Trotz seines Alters — er war bereits über fünfzig Jahre alt, gehörte also nicht zur jungen politisch tätigen Priestergeneration — war er bereit, den Wandel des Volksvereins von der konservativen zur christlichsozial geprägten Partei mitzumachen. Als Pfarrer, der ständig mit dem Arbeiterproblem konfrontiert war, kam ihm diese Entwicklung offenbar nicht ungelegen.

Dennoch sind seine Äußerungen dazu so spärlich, daß man ihn nicht einfach als kämpferischen Christlichsozialen einordnen kann. Andererseits

¹⁵² RAUCH, *Die christlich-soziale Vereinigung* (wie Anm. 150), S. 17.

¹⁵³ PfAHasl., Pfarchronik II, pag. 136.

¹⁵⁴ SLAPNICKA, *Christlichsoziale* (wie Anm. 5), S. 163f.

¹⁵⁵ MN, 30. 12. 1905.

¹⁵⁶ Vermutlich ist damit der katholisch-konservative Flügel des Volksvereins gemeint und nicht die liberale oder sozialdemokratische Partei.

ist zu bemerken, daß sich Gilbert Schartner offensichtlich ausführlich mit christlichsozialer Literatur und Ideologie auseinandergesetzt hat. In der Stiftsbibliothek Schlägl befindet sich das Buch des St. Pöltner Moraltheologen Josef Scheicher »Der Klerus und die soziale Frage«, das 1896 in zweiter Auflage in Chur erschienen ist¹⁵⁷. Dieses Buch hat, so scheint es, Gilbert Schartner intensiv studiert, wie die vielen handschriftlichen Bemerkungen und Markierungen zeigen¹⁵⁸. Josef Scheicher, der zu den sozial engagierten Priestern zählte, die das »Correspondenzblatt für den katholischen Klerus« herausgaben, ist der Vogelsangschule zuzuordnen¹⁵⁹. Karl Freiherr von Vogelsang gilt als der bedeutendste Vertreter des christlichen Sozialismus. Er war ein Gegner der liberalen Wirtschaftsform und befürwortete stattdessen eine geordnete Volkswirtschaft, in der eigenverantwortliche Berufsgenossenschaften eine große Rolle spielen sollten. In den Berufsgenossenschaften sollte Kapital und Arbeit vereinigt und das Lohnsystem abgeschafft werden¹⁶⁰. Scheicher legte in seinem Buch vor allem die wirtschaftliche Misere der Handwerker, der Kleinbauern und der Arbeiter dar. Er vertrat die Ansicht, daß das Wirtschaftssystem die soziale Frage hervorgerufen habe und nicht der moralische Verfall der Gesellschaft daran schuld sei¹⁶¹.

Zumindest in Schartners näheren Umgebung lassen sich Konflikte mit den Konservativen nachweisen. So bestellte 1897 der Schlägl Abt Norbert Schachinger, der zweifellos eher den Christlichsozialen skeptisch gegenüberstand, aufgrund eines Artikels Gilbert Schartners in den »Mühlviertler Nachrichten« diese Zeitung ab. Die Tatsache, daß viele Schlägl Chorherren an der Redaktion dieses Blattes beteiligt waren, läßt erahnen, welches Aufsehen die Vorgehensweise des Abtes in der Öffentlichkeit erregt haben muß. Der damalige Chefredakteur und Rohrbacher Kaplan Dominik Watzinger versuchte die Wogen zu glätten und den Abt dazu zu bewegen, die »Mühlviertler

¹⁵⁷ StBSchl., 417 111.

¹⁵⁸ Leider entbehrt das Buch eines Besitzvermerkes. Ein Schriftvergleich zeigt jedoch, daß es sich mit hoher Wahrscheinlichkeit um Gilbert Schartners Handschrift handelt. Die Handschriften der anderen Schlägl Chorherren, die sich mit der sozialen Frage auseinandersetzten, wie etwa Pius Feldler und Petrus Dolzer, konvergieren nicht mit derjenigen, die sich im Buch befindet.

¹⁵⁹ John W. BOYER, *Political radicalism in late imperial Vienna. Origins of the Christian Social Movement 1848-1897*, Chicago 1981, S. 138-143.

¹⁶⁰ Franz PRINZ, *Kirche und Arbeiterschaft. Gestern — heute — morgen*, München 1974, S. 93f.

¹⁶¹ BOYER, *Political radicalism* (wie Anm. 159), S. 159.

Nachrichten« wieder zu bestellen¹⁶². Ob ihm dies gelang ist nicht bekannt.

Wie sich Pfarrer Gilbert Schartner politisch selber einordnete, zeigt eine Bemerkung zum folgenden Absatz bei Scheicher: *Die Christlich-Sozialen sind ihres Prinzipes und ihrer Organisation wegen den übrigen Parteien nicht stets genehm; man fürchtet von ihnen, daß sie der Zukunft ihren Stempel aufdrücken werden*¹⁶³. Diesem Absatz fügte der Leser *Am wenigsten den bornierten Clericalen* hinzu¹⁶⁴. Diese paar Worte weisen doch auf eine gewisse ablehnende Haltung gegenüber dem konservativen Flügel hin, wenn sich das nach außen hin auch nur selten manifestierte.

In dieselbe Kerbe schlägt auch ein anderer Absatz, dem die Anmerkung *Bravo!* beigefügt ist: *Ein Bischof, der in einem Hôtel garni statt in einem Palais wohnen müßte, der nicht einmal soviel Geld hätte, sich das goldene Kreuz zu kaufen, dabei aber frei von Kirche zu Kirche, von Haus zu Haus gehen könnte, würde mehr ausrichten als ein Ordengeschmückter, vor dem Soldaten Spalier bilden*¹⁶⁵. Scheicher war kein Anhänger der hierarchischen Kirchenverfassung und versuchte seine Gegner zu überzeugen, daß die politisch engagierten Kleriker durchaus demokratiefähig waren¹⁶⁶. Die anderen Bemerkungen in dem Buch geben keinen weiteren Aufschluß zur ideologischen Zuordnung Gilbert Schartners. Sie und die zahlreichen Markierungen erwecken jedoch den Eindruck, daß sich Gilbert Schartner vorbehaltlos mit den Thesen Josef Scheichers einverstanden erklärte und damit zu den Kapitalismuskritikern zu zählen ist.

¹⁶² StASchl., PB 512/4/5, Brief Dominik Watzingers an Abt Norbert Schachinger vom 9. 4. 1897. *Euer Gnaden kennen auch den Charakter und die politische Gesinnung des Herrn Gilbert, infolge deren es mir oft recht schwer wird, es zu wagen, seine politischen Artikel in etwas zu corrigieren. [...] Den von Euer Gnaden gerügten Passus habe ich nicht gewagt zu streichen, weil Herr Gilbert dagegen ganz gewiß und entschieden Einspruch erhoben hätte. Mich mit ihm vorher hierüber noch auseinanderzusetzen, war nicht mehr möglich. Auf die Mitarbeiterschaft des H. Gilbert als gewigten Politiker sind wir aber unbedingt angewiesen.* Leider ist der entsprechende Jahrgang der »Mühlviertler Nachrichten« und damit der Anstoß erregende Artikel Gilbert Schartners nicht mehr erhalten.

¹⁶³ StBSchl., 417 111, Josef SCHEICHER, *Der Klerus und die soziale Frage*, Chur ²1896, S. 272.

¹⁶⁴ Ebd.

¹⁶⁵ Ebd. 13.

¹⁶⁶ BOYER, *Political radicalism* (wie Anm. 159), S. 123.

2. Die soziale Tätigkeit Gilbert Schartners in der Pfarre Haslach

2.1. Die katholische Arbeiterbewegung in Haslach

2.1.1. Der katholische Arbeiterverein

2.1.1.1. Der Arbeiterverein als antisozialistische Institution

Bis zum Erscheinen der päpstlichen Enzyklika »Rerum novarum« hatten die katholischen Arbeitervereine nur ein unbedeutendes Dasein gefristet. Papst Leo XIII. gestand mit der Enzyklika den Arbeitern das Recht zu, sich in Vereinen zu organisieren. Die berufsständisch gegliederten Arbeitervereine sollten Elemente der Zunftverfassung, aus Gewerkschaften und Produktionsgenossenschaften aufnehmen¹⁶⁷.

Davon angeregt nahmen die katholischen Arbeitervereine ab Beginn der 1890er Jahre einen raschen Aufschwung. Der erste in Österreich, der im Gefolge von »Rerum novarum« gegründet wurde, war vermutlich der katholische Arbeiterverein in Hallein. Er wurde bereits 1891 ins Leben gerufen¹⁶⁸. Das Interesse, das von seiten der Kirche der Arbeiterfrage nun plötzlich entgegengebracht wurde, läßt sich nicht nur aus sozialen Motiven erklären. Ein Faktor, der die Entwicklung der katholischen Arbeiterbewegung maßgeblich beschleunigte, war der Bedeutungszuwachs der Sozialdemokraten. Dies schürte im katholischen Lager Ängste, die Arbeiter würden zu den Sozialisten abwandern¹⁶⁹. Man gründete daher vielerorts entsprechende Organisationen, die den Zweck erfüllen sollten, die Arbeiter von der Sozialdemokratie fernzuhalten. Auch der Linzer Bischof Franz Maria Doppelbauer betrachtete die Abwehr der Sozialdemokraten als Hauptzweck der katholischen Arbeitervereine. In einem Schreiben an den oberösterreichischen Klerus rief er im Anschluß an »Rerum novarum« zur Gründung von katholischen Arbeitervereinen auf. Sie und alle anderen katholischen Vereine würden dazu beitragen, *das Volk vor dem Verderben des Sozialismus zu bewahren*¹⁷⁰. Außerdem würden die Vereine die religiösen Kenntnisse der Mitglieder fördern und Tugenden wie Sparsamkeit und Nüchternheit pflegen¹⁷¹. Wenn auch die Arbeitervereine hauptsächlich gegen die Sozialdemokratie gegründet wurden, so

¹⁶⁷ Martin GRESCHAT, *Das Zeitalter der Industriellen Revolution*. Das Christentum vor der Moderne, Stuttgart 1980, S. 183.

¹⁶⁸ KLIEBER, *Politischer Katholizismus* (wie Anm. 147), S. 77.

¹⁶⁹ PRINZ, *Kirche und Arbeiterschaft* (wie Anm. 160), S. 167.

¹⁷⁰ LDB 38 (1892), 2.

¹⁷¹ Ebd.

war dies jedoch nicht das einzige Ziel. Einen hohen Stellenwert nahmen sozialcaritatives Wirken und die Bildung der Arbeiter ein¹⁷².

Auch im oberen Mühlviertel wurden in den größeren Orten ab der Mitte der 1890er Jahre katholische Arbeitervereine gegründet. Die bedeutendsten, zu denen auch der Haslacher Arbeiterverein zu zählen ist, befanden sich in Rohrbach, Aigen, Neufelden und in Friedberg in Südböhmen. Sieht man sich das Gründungsjahr des Haslacher Arbeitervereines an, dann fällt auf, daß dieser just zu dem Zeitpunkt errichtet wurde, als sich in Haslach zum ersten Mal die sozialdemokratische Agitation bemerkbar machte, nämlich im Jahr 1895. Gilbert Schartner gab selbst den Arbeitern den Anstoß, sich in einem katholischen Arbeiterverein zusammenzuschließen¹⁷³. Diese Anregung machte er im Rahmen einer Predigt am 29. Juni 1895, also genau an dem Tag, an dem in Haslach die erste sozialdemokratische Versammlung hätte stattfinden sollen. Wie weiter oben bereits ausgeführt wurde, bestand der Inhalt dieser Predigt aus einer Warnung, sich den Sozialdemokraten anzuschließen. Nicht nur das Datum der Konstituierung des Arbeitervereines, sondern auch die Tatsache, daß Pfarrer Gilbert Schartner selbst die Gründung des Arbeitervereines mit der sozialdemokratischen Bewegung in Zusammenhang brachte, zeigt, daß auch in Haslach der Arbeiterverein als eine Institution betrachtet wurde, die die Arbeiter vom sozialdemokratischen Lager fernhalten und sie in das kirchliche Leben verstärkt einbinden sollte. Gilbert Schartner selbst schrieb, die sozialdemokratische Agitation hätte zur Folge gehabt, daß sich die Gründung des katholischen Arbeitervereines, die zwar schon länger geplant war, beschleunigte¹⁷⁴. Später bezeichnete er den Arbeiterverein ausdrücklich als Gegengewicht zur Sozialdemokratie¹⁷⁵. Die These, der Arbeiterverein sei hauptsächlich deswegen gegründet worden, um der aufkeimenden sozialdemokratischen Bewegung entgegenzuwirken, wird auch dadurch gestützt, daß die zahlreichen Versammlungen einen stark antisozialistischen Akzent hatten. Eine bedeutende Versammlung fand 1897 statt. Damals hielt der Verband der katholischen Arbeitervereine von Oberösterreich in Haslach eine sogenannte »Wanderversammlung« ab¹⁷⁶. Der Kooperator von Thalheim bei Wels, Kilian Jäger von Waldau, hielt einen eineinhalbstündigen Vortrag über den Sozialismus. Er behauptete,

¹⁷² PRINZ, *Kirche und Arbeiterschaft* (wie Anm. 160), S. 172f.

¹⁷³ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 159.

¹⁷⁴ Ebd.

¹⁷⁵ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 218.

¹⁷⁶ LV, 28. 10. 1897.

daß der Sozialismus nur die Interessen der sozialdemokratischen Führer, aber nicht die der Arbeiter vertrete. Seine Rede hatte zahlreiche Zwischenrufe unter den anwesenden Sozialdemokraten zur Folge, was Gilbert Schartner veranlaßte, sich selbst zu Wort zu melden. Über den Inhalt seiner Rede ist leider nichts bekannt.

Wie mit den katholischen Arbeitervereinen im allgemeinen, verfolgte man auch mit dem Haslacher Arbeiterverein noch andere Ziele. Ein solches war vor allem die Bildung der Arbeiter. Nicht nur durch wissenschaftliche Vorträge sollte diese gefördert werden, sondern auch durch die Einrichtung einer Bibliothek, deren Existenz ab 1898 bezeugt ist¹⁷⁷. Besonders der Klerus des Stiftes Schlögl und Abt Norbert Schachinger bereicherten die Bibliothek durch Bücherspenden und konnten so Einfluß auf die Bildung der Arbeiter nehmen. Eine sozial-caritative Tätigkeit des Haslacher Arbeitervereines läßt sich aufgrund der Tatsache, daß die Statuten nicht erhalten geblieben sind, kaum nachweisen. Eine Bemerkung in der Pfarrchronik, nach der viele Arbeiter dem Verein beigetreten seien, um im Krankheitsfalle Unterstützung zu erhalten, weist jedoch auf die Existenz einer Krankenkasse hin¹⁷⁸.

2.1.1.2. Unter den Fittichen des Klerus

Die Anregung, den Arbeiterverein zu gründen, kam zwar von Pfarrer Gilbert Schartner, die Durchführung besorgte aber sein Kaplan Bernhard Stögmüller, der auch zum geistlichen Ratgeber des Arbeitervereines gewählt wurde und damit eine sehr einflußreiche Position innehatte¹⁷⁹. Am 24. August 1895 wurden von der k. k. Statthalterei die Statuten genehmigt und am 29. September konnte die konstituierende Versammlung stattfinden¹⁸⁰. Bis zum Jahresende umfaßte der Verein 70 Mitglieder. In den nächsten fünf Jahren stieg die Zahl der Mitglieder noch auf etwa 100 an¹⁸¹. Beachtet man, daß allein in der Textilfabrik Vonwiller etwa dreihundert Arbeiter beschäftigt waren, so erscheint diese Zahl sehr niedrig. Offenbar standen die Arbeiter dem Verein nicht vorbehaltlos

¹⁷⁷ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 218f.

¹⁷⁸ Ebd. 230.

¹⁷⁹ Die geistlichen Ratgeber der Arbeitervereine waren in Haslach und Rohrbach immer die jeweiligen Kooperatoren.

¹⁸⁰ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 159. Leider sind im OÖLA weder der Briefverkehr mit der Statthalterei noch die Statuten des Arbeitervereines erhalten geblieben.

¹⁸¹ KAZ, 17. 8. 1900.

gegenüber, die Pfarrchronik berichtet sogar von einem anfangs vorhandenen Mißtrauen unter den Arbeitern¹⁸².

Bernhard Stögmüller hat den Arbeiterverein zweifellos entscheidend geprägt. Gilbert Schartner war der Meinung, daß es hauptsächlich sein Werk war, daß der Verein in den ersten Jahren seines Bestehens zu einer *schönen Blüte* gelangte¹⁸³. Er habe große Opfer an Zeit und Geld auf sich genommen, um das Wohl der Arbeiter zu fördern und sei vor keinen Anfeindungen zurückgeschreckt. Die Leistungen von Bernhard Stögmüller würdigten die Mitglieder des Arbeitervereins, indem sie ihn anläßlich seiner Versetzung nach Rohrbach im Jahre 1902 zum Ehrenmitglied ernannten.

Schwieriger gestaltete sich jedoch das Verhältnis Bernhard Stögmüllers zum Rohrbacher Arbeiterverein, dessen geistlicher Ratgeber er ab 1902 war. Lassen die Schilderungen Gilbert Schartners auf ein intensives Engagement im Haslacher Arbeiterverein schließen, so hat man den Eindruck, daß in Rohrbach eher das Gegenteil der Fall war. Petrus Dolzer berichtete, daß Bernhard Stögmüller seinen Austritt aus dem Verein erklärt habe, und dem Ausschuß geraten habe, den Verein aufzulösen. Grund dafür sei gewesen, daß der Ausschuß *hinter dem Rücken* des geistlichen Ratgebers eine Versammlung einberufen hatte, nachdem Bernhard Stögmüller selber keine Versammlungen mehr hielt¹⁸⁴. Als 1905 Petrus Dolzer zum Nachfolger von Bernhard Stögmüller bestimmt wurde, legten ihm der Rohrbacher Pfarrer Ferdinand Laad und der Prior des Stiftes Schlägl, Dominik Watzinger, nahe, sich um den katholischen Arbeiterverein anzunehmen. Petrus Dolzer strebte in der Folge an, vor allem junge Arbeiter aufzunehmen, was ihm auch gelang. Als er zum neuen geistlichen Ratgeber gewählt wurde, umfaßte der Verein nur fünfzig Mitglieder, die großteils nicht aktiv waren. Bis 1914 konnte die Mitgliederzahl mehr als verdoppelt werden¹⁸⁵. Die Beispiele Bernhard Stögmüller und Petrus Dolzer zeigen, wie sehr die Arbeitervereine von ihren geistlichen Ratgebern abhängig waren. War der Obmann zwar jeweils ein Arbeiter und waren somit zumindest auf dem Papier die Arbeitervereine autonom, so hatte der Klerus doch einen weit größeren Einfluß. Die Tatsache, daß Bernhard Stögmüller aus dem Verein ausgetreten ist, weil er sich vom

¹⁸² PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 160.

¹⁸³ Ebd. pag. 285.

¹⁸⁴ StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 2.

¹⁸⁵ Ebd.

Ausschuß hintergangen fühlte — so hat zumindest Petrus Dolzer seinen Austritt interpretiert — läßt die Autorität eines geistlichen Ratgebers erahnen. Auch das Schicksal des Rohrbacher Arbeitervereines, der von Petrus Dolzer zur Blüte geführt wurde, zeigt, welche wichtige Position der Klerus in den Arbeitervereinen einnahm. Hinter dem Interesse des Klerus, auf die Arbeitervereine einen möglichst großen Einfluß zu nehmen, stand die Befürchtung, die Vereine würden ohne die Leitung eines Priesters zur Sozialdemokratie abgleiten¹⁸⁶. Dieses paternalistische System brachte aber auch große Nachteile für die Arbeitervereine mit sich. Es war dadurch zwar die kirchliche Einbindung der Vereine gewährleistet, es führte aber auch dazu, daß die religiöse und moralische Zielsetzung dominierte¹⁸⁷. Daher konnten die Arbeitervereine kaum eine Interessensvertretung für die Arbeiter bilden.

2.1.1.3. Repressalien seitens der Fabrikanten

Die Fabrikleitung der Textilfabrik Vonwiller stand dem Arbeiterverein von Anfang an mißtrauisch gegenüber. Zur konstituierenden Versammlung war auch Heinrich Vonwiller eingeladen worden, der aber erklärte, nicht zu erscheinen, da er den Verein für einen politischen Verein halte, doch würde er den Arbeitern den Beitritt nicht verwehren¹⁸⁸. Der Arbeiterverein ist aber von Vonwiller überschätzt worden, denn ein wirksames Eintreten für die sozialen Interessen der Arbeiter konnte von ihm nicht erwartet werden und lag vermutlich damals auch nicht in der Absicht der Gründer. Dennoch erachtete man den Arbeiterverein und den in ihm engagierten Klerus für nicht ungefährlich. Pfarrer Gilbert Schartner bemerkte dazu: *Den kapitalistischen Fabriksherrn ist eben nicht allein die sozialdemokratische, sondern jede Arbeiterbewegung sehr zuwider; in der Bewegung der katholischen Arbeiter ist ihnen aber, wie sie verstohlen u. offen sagten, am lästigsten die Person eines geistlichen Ratgebers im Verein*¹⁸⁹. Anders verhielt sich die Leitung der Bleicherei Fölser, die das Entstehen des Vereines zumindest nach außen hin begrüßte¹⁹⁰.

¹⁸⁶ Karl-Heinz VOGT, *Katholische Arbeiterbildung und Kirchlichkeit der katholischen Arbeiterschaft Deutschlands im 19. Jahrhundert*. Ein Beitrag zur Genese der kirchlichen Erwachsenenbildung, Bonn 1978, S. 337.

¹⁸⁷ GRESCHAT, *Das Zeitalter der Industriellen Revolution* (wie Anm. 167), S. 200.

¹⁸⁸ PFAHasl., *Pfarrchronik I*, pag. 159.

¹⁸⁹ Ebd.

¹⁹⁰ Ebd.

Bereits ein Jahr nach der Gründung des Arbeitervereines kam es zu heftigen Auseinandersetzungen zwischen dem Haslacher Klerus und der Fabrikseitung der Textilfabrik Vonwiller. Anlaß dazu war, daß von der Direktion versucht wurde, die Arbeiter vom Beitritt zu diesem Verein abzuhalten, obwohl, wie der geistliche Ratgeber Bernhard Stögmüller in einer Versammlung erinnerte, Heinrich Vonwiller versprochen haben soll, niemand am Beitritt zu hindern. Den Werkmeistern wurde von Direktor Ferdinand Jelinek sogar der Austritt befohlen, mit der Begründung, daß *es sich nicht schicke, wenn Vorgesetzte und Untergebene im Vereine an einem Tische sitzen*¹⁹¹. In der Folge traten tatsächlich einige Mitglieder aus dem Verein aus. Pfarrer Gilbert Schartner schrieb von *beständigen Verfolgungen des Vereines, über den sich seitens des Direktors Jelinek ein ganzes Netz von Spionage ausdehnte*¹⁹². Anläßlich eines Vortrages über den oberösterreichischen Bauernkrieg in einer Monatsversammlung des Arbeitervereines fühlte sich Gilbert Schartner bemüßigt, das Wort zu ergreifen und zog eine Parallele zwischen den Bauern und den Arbeitern. Die Arbeiter sollten daher in den Ruf einstimmen: *Von diesem Joch und dieser Schinderei mach' uns lieber Herrgott frei!*¹⁹³ Solche Äußerungen scheinen doch über das normale Maß eines in der Arbeiterfrage engagierten Priesters zu gehen. Hier klingt deutlich ein sozialkritischer Ton mit. Wenn es vielfach darum ging, durch soziale Anteilnahme bloß das Vertrauen der Arbeiter zu gewinnen¹⁹⁴, so wurde Gilbert Schartner doch auch von anderen Motiven geleitet. Er nahm mit solchen Bemerkungen schließlich in Kauf, daß sich der Konflikt zwischen den Fabrikanten und dem Haslacher Klerus weiter verschärfte. Direktor Jelinek forderte vom Obmann des Arbeitervereines, Johann Keplinger, eine Versammlung einzuberufen, in deren Verlauf die Äußerungen des Pfarrers widerrufen werden mußten. Ansonsten würde Keplinger entlassen werden¹⁹⁵. Der Haslacher Klerus gab Keplinger den Rat, den Vorsitz zurückzulegen und einfaches Vereinsmitglied zu werden, was letzterer auch befolgte. Damit hatte der Pfarrer ein zweifaches Ziel erreicht. Erstens brauchte er nicht zu widerrufen, was die Entlassung Keplingers zur Folge gehabt hätte, und zweitens konnte die Fabrikseitung, nachdem auch alle Ausschußmitglieder, die in der Fabrik beschäftigt waren, zurückgetreten waren, kaum

¹⁹¹ Ebd., pag. 179.

¹⁹² Ebd.

¹⁹³ Ebd.

¹⁹⁴ Vgl. SILBERBAUER, *Österreichs Katholiken* (wie Anm. 1), S. 132.

¹⁹⁵ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 179f.

mehr Einfluß auf den Arbeiterverein nehmen. Nachdem Gilbert Schartner sich bei Heinrich Vonwiller über die Fabriksleitung beschwert hatte, gelang es Vonwiller, den Streit zu beenden. In der Folge wurden auch alle Maßnahmen der Fabriksleitung gegen den Arbeiterverein eingestellt¹⁹⁶.

2.1.1.4. Versammlungen und Feste

Die Festkultur der katholischen Arbeitervereine hatte vor allem den Zweck, die Arbeiter in das kirchliche Leben zu integrieren¹⁹⁷. Die zahlreichen Feste der Arbeitervereine lassen sich in zwei Gruppen einteilen: Die eine bildeten die großen Feste, die infolge eines besonderen Anlasses stattfanden, wie Jubiläen oder Fahnenweihen. Daneben gab es aber auch noch Feste, die im Jahreskreis gefeiert wurden. Dazu zählten Christbaumfeiern und die Festtage der Vereinspatrone.

Ein solches außerordentliches Fest ging 1898 anlässlich des fünfzigjährigen Regierungsjubiläums Kaiser Franz Josephs vonstatten. Über den Ablauf dieser Feier ist nicht viel bekannt, außer daß der Bibliothekar des Stiftes Schlägl, Gottfried Vielhaber, die Festrede hielt und patriotische Gedichte und Lieder vorgetragen wurden¹⁹⁸.

Wesentlich bedeutsamer waren jedoch die Fahnenweihen der Arbeitervereine, die als «Initiationsritus in die örtliche Vereinswelt»¹⁹⁹ zu verstehen sind. Die Fahnenweihe des Haslacher Arbeitervereines erfolgte am 11. August 1900²⁰⁰. Die Vorbereitungen dazu hatten einige Jahre gedauert — bis das nötige Geld beisammen war, um das Material für die Fahne kaufen zu können. Die Anfertigung der Fahne besorgten die Kreuzschwestern der Kinderbewahranstalt und der Arbeitsschule mit ihren Schülerinnen unentgeltlich. Als Fahnenpatin wurde die angesehene Stifterin des Haslacher Krankenhauses, Anna Dorfwirth, gewählt²⁰¹. Das Fest selber wurde bereits am Vorabend mit einem musikalischen Ständchen für Anna Dorfwirth begonnen. Die Bedeutung, die der Fahnenweihe von den katholischen Arbeitern zugemessen wurde, zeigt die Anwesenheit von Mitgliedern der katholischen Arbeitervereine aus Linz, Kleinmünchen, Aigen, Rohrbach, Peilstein, Obermühl, Ottensheim, Traun, Wels und

¹⁹⁶ Ebd., pag. 180f.

¹⁹⁷ KLIEBER, *Politischer Katholizismus* (wie Anm. 147), S. 83f.

¹⁹⁸ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 211.

¹⁹⁹ KLIEBER, *Politischer Katholizismus* (wie Anm. 147), S. 84.

²⁰⁰ KAZ, 17. 8. 1900.

²⁰¹ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 242.

sogar aus Attnang-Puchheim und Bad Ischl. Die Festpredigt wurde vom Landtagsabgeordneten und späteren Landeshauptmann Johann Nep. Hauser gehalten. Auch Abt Norbert Schachinger war anwesend. Am Nachmittag des Festtages wurde im Vereinslokal eine Festversammlung abgehalten, in der erneut der Abgeordnete Hauser die Festrede hielt und über die Tätigkeit der katholischen Kirche in der Arbeiterfrage sprach. Mit einem Hoch auf Papst und Kaiser wurden die Festlichkeiten beendet²⁰².

Sehr viel bescheidener wurde das 10jährige Vereinsjubiläum am 24. September 1905 begangen²⁰³. Zwar legte man wieder wert auf eine Prozession durch den Markt zur Pfarrkirche, jedoch waren viel weniger Personen anwesend als bei der Fahnenweihe. Der Pfarrer führte dies auf die zugleich stattfindende christlichsoziale Versammlung in Rohrbach zurück²⁰⁴.

Neben diesen großen Festen gab es, wie schon erwähnt, noch kleinere Feiern, die alljährlich stattfanden. Dazu zählte vor allem das Fest des Vereinspatrones, des heiligen Joseph, das mit einem feierlichen Kirchenzug mit Musik begangen wurde²⁰⁵. 1907 begann man, jährliche Christbaumfeiern abzuhalten, die sich bei den Arbeitervereinen großer Beliebtheit erfreuten. Die Christbaumfeier beinhaltete eine Bescherung für die Arbeiterkinder, die Stoffe für Kleider, Spielsachen und Bäckereien erhielten²⁰⁶. Parallel dazu bildeten Unterhaltungsveranstaltungen einen wichtigen Bestandteil des Vereinslebens. In Haslach wurden zu diesem Zweck ab 1904 Faschingsabende veranstaltet²⁰⁷, und 1905 begannen die Mitglieder, Theaterstücke zu spielen²⁰⁸.

Den wichtigsten Baustein des Vereinsalltages bildeten jedoch die Versammlungen, die allmonatlich im Vereinslokal stattfanden. Der Ablauf dieser Monatsversammlungen war geprägt von einem oder mehreren Vorträgen zu einem allgemeinbildenden oder politischen Thema. Über den Inhalt der gehaltenen Vorträge ist außer dem Titel meist nicht viel bekannt. Wenn man die Vortragsthemen der Jahre 1903 bis 1906 näher untersucht²⁰⁹, fällt auf, daß vor allem die allgemeinbildenden Themen

²⁰² KAZ, 17. 8. 1900.

²⁰³ MN, 30. 9. 1905.

²⁰⁴ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 43.

²⁰⁵ MN, 13. 5. 1905.

²⁰⁶ KAZ, 4. 1. 1908.

²⁰⁷ MN, 6. 2. 1904.

²⁰⁸ MN, 25. 2. 1905.

²⁰⁹ Als Quelle hierzu wurden die entsprechenden Jahrgänge der »Mühlviertler Nachrichten« herangezogen. Zu beachten ist jedoch, daß im untersuchten Zeitraum nicht von allen Monatsversammlungen die Vortragsthemen bekannt sind.

dominierten, die sich in zwei Bereiche aufteilten, nämlich in geschichtliche Vorträge und Reiseberichte, wobei letztere die größere Zahl ausmachten. Fünfzehn solcher Vorträge konnten in diesen vier Jahren ausfindig gemacht werden. Bei weitem kleiner waren die Themenbereiche zur katholischen Arbeiterorganisation, zu Politik und Religion. Es konnte nur ein Vortrag nachgewiesen werden, dessen Inhalt spezifisch religiös war. Ähnlich zeigt sich auch das Verhältnis in den benachbarten Arbeitervereinen. Damit unterscheidet sich die Schwerpunktsetzung der Vorträge deutlich von denen der Salzburger Arbeitervereine, die nach denselben Gesichtspunkten untersucht wurden²¹⁰. Dort nahmen vor dem Ersten Weltkrieg die Themenbereiche Religion und Katholische Arbeiterorganisationen den Schwerpunkt ein, während der Themenbereich Allgemeinbildung im Jahre 1913 nur mit 14% vertreten war. Ein möglicher Grund für diese auffälligen Unterschiede könnte in der ungünstigen verkehrsgeographischen Lage des Mühlviertels zu suchen sein. Redner vom Landesverband, Landtags- und Reichsratsabgeordnete kamen nur selten ins obere Mühlviertel. Dies mag dazu beigetragen haben, daß die Themenbereiche Arbeiterorganisationen und Politik zu kurz kamen. Auch die Nähe des Stiftes Schlägl nahm Einfluß auf den Inhalt der Vorträge. Die meisten Redner waren Schlägler Chorherren. Unter ihnen sind vor allem der Stiftsbibliothekar Gottfried Vielhaber, der nur über geschichtliche Themen sprach, sowie Gerlach Indra und Benedikt Sobotka, die Reiseerlebnisse vortrugen und Lichtbildervorträge hielten, zu nennen. Die geographische Nähe des Stiftes Schlägl ließe allerdings auch vermuten, daß der Themenbereich Religion stärker zur Geltung gekommen sein müßte, was aber offenbar nicht der Fall war.

2.1.2. Der Verein zur Förderung der Hausweberei

Die soziale Lage der selbständigen Weber hängt nicht direkt mit der Arbeiterfrage zusammen. Ihr wurde jedoch seitens des sozialen Katholizismus so große Aufmerksamkeit zuteil, daß sie hier nicht einfach übergangen werden kann. Die wirtschaftlichen Schwierigkeiten, mit denen die Mühlviertler Leinenindustrie in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts zu kämpfen hatte, wirkte sich höchst negativ auf die Hausweber aus. Das Problem wurde schon bald erkannt, jedoch konnten kaum

²¹⁰ Vgl., KLIEBER, *Politischer Katholizismus* (wie Anm. 147), S.81f.

Lösungsmöglichkeiten gefunden werden. Einzelne Ansätze, wie die Gründung der Webereifachschule und der Bau der Mühlkreisbahn, trugen zu keiner wesentlichen Verbesserung der Lage der Hausweber bei. Ab 1893 kam auf landespolitischer Ebene dieses Thema einige Male zur Sprache, ohne daß man jedoch Lösungen fand²¹¹. 1894 wies der Landtagsabgeordnete Alfred Ebenhoch auf die Situation der Hausweber hin. Er machte auf die Gefahr aufmerksam, die das geplante Hausierverbot bringen würde. Dieses würde nämlich die Absatzmöglichkeiten für die Weber stark verschlechtern²¹². Konkrete Vorschläge, wie die Lage der Hausweberei zu bessern sei, machte Ebenhoch nicht. Solche kamen jedoch von deutschnationaler Seite. Der Rohrbacher Lederfabrikant Rudolf Poeschl schlug im Verlauf dieser Debatte vor, Produktivgenossenschaften und eine gemeinsame Verkaufsstelle zu gründen. Dies ist deswegen bemerkenswert, weil diese Idee später von Ebenhoch selber aufgegriffen wurde.

1895 ergriffen die Pfarrer von Haslach, Aigen, St. Oswald und St. Stefan die Initiative und starteten einen Versuch, die Lage der Hausweber zu verbessern. Dazu verfaßten sie ein Memorandum an das bischöfliche Ordinariat, die Kirchenwäsche möge in Zukunft bei den Mühlviertler Webern eingekauft werden. Die Pfarrämter würden sich bereiterklären, die Bestellungen zu vermitteln²¹³. Bischof Doppelbauer griff diese Anregung auf und rief nun seinerseits die Kirchenvorstehungen auf, ihren Leinenbedarf bei den Mühlviertler Webern zu decken und sich so *dem Liebes- und Rettungswerke für die armen Weber an[zu]schließen*²¹⁴. Ob man damit Erfolg erzielte und daraufhin tatsächlich die oberösterreichischen Pfarrämter verstärkt im Mühlviertel einkauften, sei dahingestellt. Jedoch hat zumindest Gilbert Schartner fünfzehn Jahre später diesem Aufruf einen einigermaßen bedeutenden Erfolg zugemessen, denn im oberösterreichischen Landtag brachte er das Anliegen vor, daß auch andere Ämter und Anstalten, ähnlich wie Bischof Doppelbauer, solche Empfehlungen abgeben sollten, was zu einem größeren Absatzgebiet für die Weber beitragen würde²¹⁵.

²¹¹ MN, 17. 3. 1893. Am 9. März 1893 wurden im Zuge einer Handelskammersitzung verschiedene Vorschläge zur Verbesserung der Mühlviertler Hausweberei erörtert.

²¹² LV, 10. 2. 1894.

²¹³ PfAHasl., Sch. Pfarrkirche, pfarrl. Leben, Fasz. Pfarrkirche 1730-1900, Brief des bischöflichen Ordinariates an das Pfarramt Haslach vom 24. 7. 1895 und LDB 1895, S. 131f..

²¹⁴ LDB 1895, 132.

²¹⁵ Sten. Prot. d. oö. Landtages, XI/I, 42. Sitzung vom 5. 2. 1910.

Am 7. Mai 1899 wurde in Haslach eine Versammlung einberufen, zu der auch der Landeshauptmann Alfred Ebenhoch erschien. In deren Verlauf faßte man den Beschluß, einen Verein zu Förderung der Hausweberei im oberen Mühlviertel zu gründen. Eigentlich hatte man eine Produktivgenossenschaft, wie sie Poeschl empfohlen hatte, ins Auge gefaßt, man stieß dabei jedoch auf den Widerstand der Weber, die offenbar fürchteten, ihre Selbständigkeit einzubüßen²¹⁶. Zum Obmann des Vereines, dessen offizieller Name *Verein zu Förderung der nicht fabrikmäßig betriebenen Weberei im oberen Mühlviertel* lautete, wurde der ehemalige Haslacher Bürgermeister Franz X. Mathie gewählt. Vom Landesausschuß wurden Pfarrer Gilbert Schartner und Landesrat Victor Kerbler in den Vereinsvorstand entsandt²¹⁷.

Wie den anderen Initiativen, die den Webern wirtschaftlich zu Hilfe kommen sollten, war auch diesem Verein nur geringer Erfolg beschieden. Einer Produktivgenossenschaft waren die Weber zu ängstlich gegenübergestanden, und dem Verein, der als Kompromiß gegründet wurde, fehlte ein wirksames wirtschaftliches Konzept. Die einzigen Maßnahmen zur wirtschaftlichen Verbesserung der Hausweberei, die vorerst in Angriff genommen werden sollten, waren die Errichtung eines gemeinsamen Garnlagers sowie die Veranstaltung von Ausstellungen der produzierten Textilien²¹⁸. Beide Mittel scheinen nicht ausreichend gewesen zu sein, um den Vereinszweck zu erfüllen.

Als im Jahre 1900 die Webereifachschule geschlossen wurde, entschloß man sich im Verlaufe einer Generalversammlung des Vereines, eine Lehrwerkstätte mit acht Webstühlen einzurichten, um weiterhin einzelne Weber in der Jaquardweberei unterrichten zu können. Doch auch diese neue Lehrwerkstätte wurde kaum frequentiert²¹⁹. 1905 waren in der Vereinswerkstätte nur drei bis fünf Weber beschäftigt, und dem Verein gehörten damals nur 42 Mitglieder an²²⁰. Angesichts der zahlreichen Hauswebereien im oberen Mühlviertel muß man also ein sehr geringes Interesse der Weber an diesem Verein konstatieren. Aufträge an die Werkstätte

²¹⁶ PfAHasl., Pfarrchronik I, pag. 230f.

²¹⁷ PfAHasl., Sch. Pfarrkirche, pfarrl. Leben, Fasz. Armenfürsorge, Brief des oö. Landesausschusses an den Verein zur Förderung der nichtfabrikmäßigen Weberei vom 4.11.1899.

²¹⁸ PfAHasl., Sch. Pfarrkirche, pfarrl. Leben, Fasz. Armenfürsorge, Statuten des Vereines zur Förderung der nichtfabrikmäßig betriebenen Weberei.

²¹⁹ Michaela Anna KEPLINGER, *Die Entwicklung der Mühlviertler Leinenindustrie im 19. Jahrhundert anhand des Webermarktes Haslach*, Dipl. Arb., Wien 1987, S. 88-91.

²²⁰ MN, 8. 12. 1905.

wurden vor allem von der Direktion der Staatsbahnen in Linz und von der Nervenheilanstalt Niedernhart vergeben.

Der Verein zur Förderung der Hausweberei konnte die Verhältnisse der Mühlviertler Weber kaum bessern. Das beweisen die Landtagsdebatten in den darauffolgenden Jahren, in denen die Not der Hausweber mehrmals zur Sprache kam²²¹. Am 5. Februar 1910 wies Gilbert Schartner in einer aufsehererregenden Rede im Landtag erneut auf die Problematik der Hausweber hin²²². Lobend erwähnte er dabei, daß alle Landesanstalten die benötigten Textilien bei den Mühlviertler Webern bestellten. Er bemerkte aber auch, daß dies bei den *Privat-Wohltätigkeitsanstalten* nicht der Fall sei. Er ersuchte daher den Landesausschuß, bei der Verteilung der Subventionen die Verantwortlichen dieser Anstalten darauf aufmerksam zu machen, sie möchten bei den einheimischen Betrieben ihren Bedarf an Textilien decken. Gilbert Schartner beklagte außerdem, daß die Staatsbahndirektion zuwenig im Mühlviertel bestellte: *22 Jahre fährt nun bald die Mühlkreisbahn von Urfahr hinauf bis Aigen, aber wir haben in den Mühlviertler Waggonen noch nie einen Vorhang gesehen, den ein Mühlviertler Weber gewebt hätte*²²³. Er appellierte daher, die Staatsbahnen sollten wenigstens für die oberösterreichischen Bahnlinien ihren Bedarf aus den oberösterreichischen Webereien decken. Weiters kritisiert er die k. k. Ämter, wie etwa die Post-, Finanz- und Justizbehörden, die ebenfalls bei ihren Bestellungen das Mühlviertel nicht berücksichtigen würden. Jedoch nicht nur die potentiellen Kunden der Mühlviertler Weber seien Schuld an deren mißlichen Lage, sondern auch die Weber selber. Sie würden zuwenig in den Zeitungen inserieren und gelangten damit nicht in das Bewußtsein der Geschäftsleute, die vorwiegend in schlesischen und böhmischen Textilfabriken einkaufen würden: *Gehen Sie bei den Auslagen vorüber in der Stadt, ja sogar bei uns in unseren Märkten (ich gestehe es zur Schande von uns Mühlviertlern), in unseren Märkten finden Sie vielfach böhmische und schlesische Webereiwaren aus ausgesprochen tschechischen Fabriken, welche auch dann von der Bevölkerung gekauft werden, aber Sie sehen kein einziges Stück Mühlviertler Leinwand, von einer Mühlviertler Serviette oder von Mühlviertler Handtüchern*²²⁴. Die

²²¹ Eine Debatte, die sich ausführlich mit dieser Frage befaßte, fand zum Beispiel im November 1904 statt. Sten. Prot. d. öö. Landtages, X/II, 25. Sitzung vom 12.11.1904.

²²² Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 42. Sitzung vom 5. 2. 1910.

²²³ Ebd.

²²⁴ Ebd.

Forderung, durch Inserate auf sich aufmerksam zu machen, erneuerte er ein paar Jahre später anlässlich einer Generalversammlung des Vereines zur Förderung der Hausweberei²²⁵. Die Lage der Mühlviertler Weber beurteilte Gilbert Schartner als so ernst, daß er sogar von einer drohenden Hungersnot sprach, könnten sich die Mühlviertler nicht von ihrem Vieh und ihren Äckern notdürftig ernähren.

Die Rede Schartners fand im Landtag große Zustimmung, auch von der Seite der Deutschfreiheitlichen. Einer ihrer Vertreter, Rudolf Poeschl, der schon des öfteren die Notlage der Mühlviertler Weber zur Sprache gebracht hatte, schlug erneut vor, eine Genossenschaft zu gründen²²⁶. Der ebenfalls deutschnationale Abgeordnete Ernst Jäger pflichtete Poeschl in dieser Frage bei, da eine Genossenschaft die Bestellungen erleichtern würde. Einer Genossenschaft konnte jedoch Gilbert Schartner nichts abgewinnen. Er meinte, daß einer solchen kein selbständiger Weber beitreten würde, da damit *seine Firma verschwindet und er nur ein einfaches Mitglied der Genossenschaft* werden würde²²⁷. Öffentliche Anstalten könnten sich stattdessen an den *Verein zur Förderung der nicht fabriksmäßigen Weberei* wenden. Die Debatte im Landtag ist tatsächlich nicht ganz erfolglos geblieben. 1912, dem Verein gehörten zu diesem Zeitpunkt 67 Mitglieder an, wurden vom k. k. Monturs-depot in Kaiser-Ebersdorf 620 Meter Jackenzwilch, 5270 Meter Zwilch für Sommerhosen, 1000 Meter Leinwand und 840 Meter Strohsackleinen bestellt. Die Staatsbahndirektion in Linz bestellte 330 Stück Leintücher, und auch die Landesnervenheilanstalt Niedernhart bestellte eine größere Menge Textilien. Offerte an die k. k. Militär-Erziehungsanstalt in Wien und an das k. k. Hafen-Admiralat in Pola blieben jedoch erfolglos²²⁸. Ähnlich präsentierte sich die Situation im darauffolgenden Jahr, in dem die »Mühlviertler Nachrichten« erneut ihr Bedauern darüber ausdrückten, daß die Heeres- und Marineverwaltungen *tun, als ob sie von der notleidenden Leinenindustrie des Mühlviertels nichts wüßten*²²⁹. Auch 1914 konnte der Verein von der Militärerziehungsanstalt und der Marineverwaltung keine Bestellung einholen²³⁰.

²²⁴ Ebd.

²²⁵ MN, 6. 12. 1913.

²²⁶ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 42. Sitzung vom 5. 2. 1910.

²²⁷ Ebd.

²²⁸ MN, 30. 11. 1912.

²²⁹ MN, 6. 12. 1913.

²³⁰ MN, 5. 12. 1914.

Den Hauswebern konnte in diesen Jahren also nicht nachhaltig geholfen werden. Die Ursache für das zumindest teilweise Scheitern der Initiativen ist aber nicht nur in der inneren Struktur des Vereines zur Förderung der Hausweberei zu suchen, sondern wohl auch in der mangelhaften Risikobereitschaft der Weber selber. Eine Genossenschaft wäre unter Umständen erfolgreicher gewesen als der Verein. Diese Meinung vertraten jedenfalls sowohl die deutschfreiheitlichen als auch die christlichsozialen Politiker.

2.1.3. Die christlichen Gewerkschaften der Leder- und Textilarbeiter

Bald nach der Gründung der Arbeitervereine wurde von christlichsozialer Seite erkannt, daß diese höchstens langfristig das Los der Arbeiter verbessern konnten. Kurzfristig konnten von ihnen keine wirksamen Leistungen erwartet werden²³¹. Am zweiten Parteitag der christlichsozialen Arbeiterschaft 1897 wurde daher eine Resolution verabschiedet, die sich für die Bildung von gewerkschaftlichen Fachvereinen aussprach²³². Zog man vorerst auf christlichsozialer Seite die Bildung von Fachsektionen innerhalb der Arbeitervereine vor, so setzte sich ab 1902 in der Partei derjenige Flügel durch, der zentrale Verbände befürwortete. In den ersten Jahren des 20. Jahrhunderts wurden daraufhin einige zentral organisierte Gewerkschaften gegründet, wie etwa 1905 der Verband der christlichen Textilarbeiter.

Die Gewerkschaftsidee wurde im Haslacher Arbeiterverein schon bald nach der Gründung des Textilarbeiterverbandes aufgenommen. Gilbert Schartner selber berichtete anläßlich einer Generalversammlung des katholischen Arbeiterverbandes am 6. Jänner 1906 über die Gründung dieser Organisation und empfahl dem Verein, einige Exemplare des gewerkschaftlichen Organes »Der christliche Textilarbeiter« zu abonnieren. Ob der Pfarrer im Zuge seines Berichtes auch dazu aufrief, eine Ortsgruppe des Verbandes zu gründen, ist nicht bekannt²³³. Schon im Mai

²³¹ Es ist dem Tübinger Historiker Karl Erich Born daher durchaus zuzustimmen, wenn er meint, die katholischen Arbeitervereine hätten nur Bildungsaufgaben und keine aktive Interessensvertretung wahrgenommen. Der Grund dafür, daß man christliche Gewerkschaften ins Leben gerufen habe, sei demnach die Befürchtung gewesen, die Arbeiter würden aus den Arbeitervereinen zu den sozialistischen Gewerkschaften abwandern. Vgl. Herbert GRUNDMANN (Hg.), *Gebhardt — Handbuch der deutschen Geschichte*, Stuttgart 9/1973, S. 247.

²³² *Die christlichen Gewerkschaften in Österreich*, hg. von der Stiftung für die Pflege der Tradition der Christlichen Arbeiterbewegung, Wien 1975, S. 33f.

²³³ MN, 13. 1. 1906.

desselben Jahres sprach ein Abgesandter des Landesverbandes im Arbeiterverein über die *Notwendigkeit der gewerkschaftlichen Organisation*²³⁴. Aus den folgenden Jahren gibt es keine Hinweise auf Initiativen zur Gründung einer Textilgewerkschaft. Erst nachdem in Rohrbach eine Ortsgruppe der Gewerkschaft der christlichen Lederarbeiter ins Leben gerufen worden war, wurde auch in Haslach die Gewerkschaftsfrage wieder diskutiert.

Mit der Gründung der Rohrbacher und Haslacher Gewerkschaften ging auch eine Verschlechterung des Verhältnisses zwischen der christlich-sozialen Arbeiterbewegung und den Fabrikanten einher. Dies zeigt sich besonders deutlich in der Radikalisierung der Sprache der »Katholischen Arbeiterzeitung«, die ab 1909 zu bemerken ist. Anlässlich der Dekoration von langjährigen Arbeitern der Lederfabrik Poeschl im April 1909, bei der die Arbeiter auch zu einem Festmahl eingeladen wurden, berichtete die Arbeiterzeitung: *Es muß bei dieser Gelegenheit konstatiert werden, daß in der Rohrbacher Lederfabrik das Verhältnis zwischen Fabrikherrn und Arbeitern stets ein friedliches war. Es wird nicht viele Fabriken geben, die eine so große Anzahl Arbeiter mit so vielen Arbeitsjahren aufzuweisen haben. Aber unsere Arbeiter sind auch so gut und genügsam, wie man sie nicht oft findet*²³⁵. Der Lederfabrikant Poeschl wird in diesem Bericht im allgemeinen positiv beurteilt. Höchstens im letzten Satz klingt eine leise Kritik mit, die sich auf die schlechte Entlohnung bezieht.

Anders sieht es schon ein paar Monate später aus, nachdem in Rohrbach die Gewerkschaft gegründet worden war und die »Katholische Arbeiterzeitung« in ihrem Bericht die Ursachen dafür darlegt: *In unserem Markte befindet sich eine Lederfabrik, wo so geringe Löhne bestehen, daß man sich fragen muß, wie es möglich sei, daß solche Arbeiter ihre Familien ernähren können nach menschlichem Sinne. Welche Armut daher unter solchen Arbeitern, welche nebenbei bemerkt, schwere Arbeiten zu verrichten haben, besteht, kann man sich denken bei einem Lohne bei 12 stündiger Arbeitszeit von 1 Krone 60 Heller bis 1 Krone 80 Heller!!! Doch auch die Geduld solcher Arbeiter geht zu Ende, speziell wenn diese sehen, daß Bitten etc. etc. das Herz eines Fabrikanten nicht mehr erreichen kann [...]*²³⁶.

²³⁴ MN, 12. 5. 1906.

²³⁵ KAZ, 17. 4. 1909.

²³⁶ KAZ, 16. 10. 1909.

Am 10. Oktober 1909 wurde in Rohrbach eine Betriebsversammlung abgehalten, bei der Gewerkschaftssekretär Hermann Kletzmayer ein Referat über die christlichen Gewerkschaften hielt. Anwesend war bei dieser Versammlung auch der Rohrbacher Kooperator und geistliche Ratgeber des katholischen Arbeitervereines, Petrus Dolzer, der sich für die Gründung einer Ortsgruppe des Verbandes der christlichen Lederarbeiter aussprach. Dies wurde in der Folge beschlossen und achtzig der vierundachtzig Lederarbeiter traten der Gewerkschaft sofort bei²³⁷. Die Rolle Petrus Dolzers bei der Gründung der Gewerkschaft beschränkte sich aber nicht nur auf seine Rede in der Betriebsversammlung, sondern er hatte unter den Arbeitern auch Agitationsschriften verteilt und seine aktive Mithilfe bei der Gründung zugesagt²³⁸. Auch die Reaktion des Fabrikanten Poeschl zeigt, daß dieser dem Kaplan eine maßgebliche Rolle zuschrieb. Er berichtete im November 1910 dem öö. Landtag, die Zentrale der christlichen Lederarbeitergewerkschaft habe Petrus Dolzer beauftragt, für eine christlichsoziale Organisation zu agitieren: *Dieser Herr, der darum ersucht worden ist, hat dann Flugschriften und in der so bekannten geschwollenen Phraseologie von Ausbeutung, Unterdrückung abgefaßte Pamphlete hinter dem Rücken der Arbeitgeber [...] in der Fabrik verteilen und zirkulieren lassen. [...] Dieser Herr hat den Leuten auch gesagt, er sei gerne bereit, ihnen an die Hand zu gehen, Versammlungen zu veranstalten und alles zur Errichtung einer Organisation zu veranlassen. Nachdem durch Versammlungen und auswärtige Redner die Arbeiter gehörig aufgepulvert waren, wurde die Organisation gegründet*²³⁹. Die Ausführungen Poeschls und Dolzers zeigen, wie sehr der Klerus auch bei den Gewerkschaftsgründungen um Einflußnahme bemüht war. Über die Folgen der Gründung berichtet der Rohrbacher Kaplan: *Am Tage nach der Versammlung kommt Herr Fabrikant Poeschl auf mein Zimmer und fragt mich, wie dies alles zugegangen sei. Ich erzähle ihm alles der Wahrheit gemäß, und erinnere ihn an seine Äußerung, die er mir gegenüber einmal gemacht hat, daß ihm eine christliche Organisation lieber sei als eine sozialdemokratische. Er zuckte die Achseln, fährt nachmittags nach Schlägl und verklagt mich beim Herrn Prälaten. Viele Leute (auch Geistliche) wollen die Gründung nicht verstehen. Ich bekomme Vorwürfe zu hören, werde von meinen Mitbrüdern halb im Spaß, halb im Ernst 'Hetzkaplan'*

²³⁷ Ebd.

²³⁸ StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 11.

²³⁹ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I/2, 26. Sitzung vom 16.11.1910.

genannt. Aber ich brauche sie nicht. Ich habe die Arbeiter, diese guten Leute, für die christl. Idee gewonnen, habe sie vor dem Abgrund der Sozialdemokratie gerettet²⁴⁰. Wie schon zwei Jahre zuvor der Reichsratswahlkampf zu einem Konflikt zwischen Abt Norbert Schachinger und Petrus Dolzer geführt hatte, so schien auch die Gründung der Gewerkschaft beim Abt und einigen Mitbrüdern nicht auf Gegenliebe gestoßen zu sein. Rudolf Poeschl hätte sich wohl bei Abt Norbert Schachinger auch nicht beschwert, wäre dieser der Gewerkschaftsidee nahestanden. Von christlichsozialer Seite wurden die Interventionen Poeschls als Versuche interpretiert, die Organisation zu ruinieren²⁴¹.

Am Tag nach der Rohrbacher Betriebsversammlung fand auch in Haslach wieder eine Monatsversammlung des Arbeitervereines statt, bei der der Obmann des Landesverbandes, Vinzenz Langhammer, über die Gewerkschaftsfrage sprach. Gilbert Schartner plädierte für die Gründung einer Ortsgruppe der Textilgewerkschaft. Eine Abstimmung unter den Arbeitern ergab, daß diese *ganz freiwillig mit Begeisterung und Entschiedenheit, unbeeinflusst von außen, sich für eine christliche Textilgewerkschaft aussprachen*²⁴². Dem Redakteur der »Katholischen Arbeiterzeitung« war es besonders wichtig zu betonen, daß die Arbeiter nicht zum Beitritt genötigt worden wären, denn von seiten der Fabrikanten wurde immer wieder der Verdacht geäußert, die Gewerkschaften hätten auf die Arbeiter Druck ausgeübt, und sie würden nicht so sehr die Interessen der Arbeiter vertreten, sondern die Ortsgruppen der Leder- und Textilgewerkschaft seien vor allem deshalb gegründet worden, um der Sozialdemokratie zuzukommen²⁴³.

Ähnlich wie in Rohrbach spielte auch in Haslach der Klerus eine wichtige Rolle. Der Kooperator und geistliche Ratgeber des Arbeitervereines, Florian Krinzinger, ging den Arbeitern *hilfsbereit zur Hand* und verständigte den Gewerkschaftssekretär Hermann Kletzmayer vom Beschluß der Haslacher Textilarbeiter²⁴⁴. Am 31. Oktober fand in Haslach die konstituierende Versammlung der Textilgewerkschaft statt, in deren Verlauf sich 150 Arbeiter der Gewerkschaft anschlossen²⁴⁵. Die nichtorganisierten Arbeiter, die von der »Katholischen Arbeiterzeitung« immer wieder

²⁴⁰ StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 11.

²⁴¹ KAZ, 6. 11. 1909.

²⁴² KAZ, 23. 10. 1909.

²⁴³ So etwa der Landtagsabgeordnete Rudolf Poeschl in einer Debatte im Jahre 1910. Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I/2, 26. Sitzung vom 16. November 1910.

²⁴⁴ PFAHasl., Pfarrchronik I, pag. 216.

²⁴⁵ KAZ, 6. 11. 1909.

aufgefordert wurden, in die Organisation einzutreten, gerieten in der Folge unter gewissen Druck seitens der Gewerkschaft. Tatsächlich konnten die Gewerkschaften in den ersten Monaten ihres Bestehens sowohl in Haslach als auch in Rohrbach einen Mitgliederzuwachs verzeichnen. Im Jänner 1910 traten die letzten nichtorganisierten Arbeiter in Rohrbach der Gewerkschaft bei, und damit gehörten nun alle Arbeiter der Lederfabrik Poeschl der Gewerkschaft christlicher Lederarbeiter an. Die Textilgewerkschaft in Haslach war zu diesem Zeitpunkt bereits die stärkste Ortsgruppe von Oberösterreich²⁴⁶.

Schon bald nach der Gewerkschaftsgründung machte sich in der Textilfabrik Vonwiller eine Gegenbewegung bemerkbar. Einige Meister sollen auf die Arbeiter Druck ausgeübt haben, um diese zum Austritt aus der Gewerkschaft zu bewegen²⁴⁷. Auch die Fabriksleitung setzte in diese Richtung Aktionen, indem sie den nichtorganisierten Arbeitern eine Lohnaufbesserung gewährte. Nach dem Textilarbeiterstreik des Jahres 1910, der als Folge der Gewerkschaftsgründung zu verstehen ist, setzte man in der Textilfabrik erneut Mittel ein, die christliche Gewerkschaft zu schwächen. Die »Katholische Arbeiterzeitung« berichtete, daß die Lohnbücher der organisierten Arbeiter des öfteren kontrolliert wurden²⁴⁸. Interessant ist auch, daß die Fabriksleitung den sozialdemokratischen Gewerkschaftern offenbar gestattete, in den Fabriksräumen zu agitieren. Den Christlichsozialen war dies verboten²⁴⁹. Man sah vermutlich die größere Gefahr von der christlichen Gewerkschaft ausgehen, was durch die Schwäche der Sozialdemokraten bedingt war. Würde man also die Sozialdemokraten stärken, hätte dies eine Schwächung der Christlichsozialen zur Folge. Auch durch die Errichtung einer Krankenkasse versuchte man, die Arbeiter von der christlichen Gewerkschaft fernzuhalten. Nutznießer dieser Kasse waren nur die nichtorganisierten Arbeiter²⁵⁰. Heinrich Vonwiller erklärte dazu: *Es fällt uns nicht ein, Euch an der Organisation zu hindern und in Verbände einzutreten, aber dann sorget für Euch selber. Wir Arbeitgeber lassen nur unsere Fürsorge den Arbeitern zukommen, die mit Herz und Seele zu uns stehen*²⁵¹.

²⁴⁶ KAZ, 5. 2. 1910.

²⁴⁷ KAZ, 27. 11. 1909.

²⁴⁸ KAZ, 8. 10. 1910. Dies betraf die Akkordarbeiter. Allen, die ihr Soll nicht erfüllen konnten, wurde mit der Entlassung gedroht. Außerdem sollen den organisierten Arbeitern die schlechteren Ketten zur Verarbeitung gegeben worden sein.

²⁴⁹ KAZ, 10. 12. 1910.

²⁵⁰ KAZ, 17. 12. 1910.

²⁵¹ Ebd.

Vergleicht man die Mühlviertler Gewerkschaften mit den dortigen Arbeitervereinen, so ist festzustellen, daß sie strukturelle Ähnlichkeiten aufwiesen. Wie die Arbeitervereine veranstalteten auch die Gewerkschaften regelmäßige Versammlungen, in denen Vorträge gehalten wurden. Allerdings war die Themenpalette sehr viel eingeschränkter als bei den Arbeitervereinen. Die Referate in den Gewerkschaftsversammlungen waren in den Jahren 1909 und 1910 immer sozialpolitischer Natur²⁵². Jedoch legte man wie in den Arbeitervereinen auch Wert auf die Bildung der Arbeiter. Diese sollte aber ebenfalls nicht allgemein sein, sondern die Arbeiter zur Ausschöpfung ihrer Rechtslage befähigen²⁵³. Der Rohrbacher Kaplan Petrus Dolzer erklärte sich dazu bereit, solche Unterrichtskurse zu leiten, die 1911 eingerichtet wurden²⁵⁴. Wie in den Arbeitervereinen spielte auch in den Gewerkschaften der Klerus eine wichtige Rolle. Bei den Versammlungen ergriffen des öfteren Petrus Dolzer und Gilbert Schartner das Wort und versuchten damit, auf die Arbeiter Einfluß zu nehmen.

2.2. Die Nagelprobe der katholischen Arbeiterbewegung — Streik und Aussperrung

Die Gewerkschaftsgründung führte, wie gezeigt wurde, zu einer Verschlechterung des Verhältnisses zwischen den Fabrikanten und der katholischen Arbeiterbewegung. Die Gewerkschaften strebten eine kurzfristige Verbesserung der Lage der Arbeiter an, was sich vor allem in Lohnforderungen manifestierte. Schon bei der Gründung der Textilgewerkschaft wurde auf die schlechte Entlohnung der Arbeiter in den Haslacher Fabriken hingewiesen²⁵⁵. Gilbert Schartner informierte im Februar 1910 den oberösterreichischen Landtag über die Lohnsituation in Haslach und stellte dabei fest, daß von anderen Fabriken, wie etwa von der Lederfabrik Poeschl, die Löhne bereits im Vorjahr aufgebessert wurden, während in Haslach keine Lohnerhöhung vorgenommen wurde²⁵⁶. Rudolf Poeschl gab daraufhin zu, daß die Löhne der Weber im Mühlviertel sehr niedrig seien. Dies sei aber nicht nur im Mühlviertel, sondern auch in Böhmen,

²⁵² Als Quelle dazu dienen die entsprechenden Jahrgänge der »Katholischen Arbeiterzeitung«.

²⁵³ KAZ, 6. 11. 1909.

²⁵⁴ KAZ, 28. 1. 1911 und KAZ, 8. 7. 1911.

²⁵⁵ Ebd.

²⁵⁶ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I, 42. Sitzung vom 5. 2. 1910.

Mähren und Schlesien der Fall. Grund dafür sei nicht die Habsucht der Unternehmer, sondern die schlechte wirtschaftliche Lage der Webereien, bedingt durch Absatzprobleme.

2.2.1. Der Verlauf des Streiks

Diese Landtagsdebatte vom 5. Februar sowie Druck seitens der Textilgewerkschaft hatten zur Folge, daß es am 1. Mai 1910 zu einer Aufbesserung der Löhne für die Beamten, Werkmeister und Arbeiter der Textilfabrik Vonwiller um 10% kam. Die Arbeiterschaft zeigte sich jedoch damit nicht zufrieden, bei einem Großteil von ihnen belief sich die Lohnaufbesserung nur auf zehn bis fünfzehn Heller²⁵⁷.

Mitte Mai wurde auch dem Lederfabrikanten Poeschl von der Gewerkschaft eine Lohnforderung überreicht, die sich auf durchschnittlich 30% belief. Einige Löhne sollten um 60 und 80% erhöht werden²⁵⁸. Poeschl erklärte sich bereit, den Tagelöhnern eine Lohnerhöhung von 20 h und den Akkordarbeitern von 5%²⁵⁹ zu gewähren, mehr wäre laut der »Linzer Tages-Post« aufgrund der ungünstigen wirtschaftlichen Situation der Lederbranche nicht möglich gewesen.

Die Situation eskalierte, als Poeschl den denkbar ungünstigsten Zeitpunkt wählte, um vier Mitarbeiter zu entlassen. Zwei von ihnen waren Funktionäre der Gewerkschaft, sie wurden *wegen unbotmäßigen Benehmens* nach Überreichung der Lohnforderungen sofort gekündigt, die beiden anderen wurden wegen Arbeitsmangel und *Unfähigkeit* entlassen²⁶⁰. Die Tatsache, daß die Posten wieder nachbesetzt wurden, erregte weiteren Unwillen²⁶¹. Interventionen von Gewerkschaftsekretär Kletzmayer und vom Herausgeber der »Katholischen Arbeiterzeitung«, Landtagsabgeordneten Fuchs, waren erfolglos. Poeschl gab weder den Lohnforderungen noch den Forderungen nach kürzerer Arbeitszeit nach. Auch erklärte er sich nicht bereit, die vier Entlassenen wieder aufzunehmen²⁶². Die Verhandlungen wurden abgebrochen, und am 20. Mai traten die Arbeiter in den

²⁵⁷ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 216f.

²⁵⁸ LTP, 22. 5. 1910.

²⁵⁹ 5% Lohnerhöhung bedeuteten bei zehn bis zwölf Kronen Wochenlohn der Akkordarbeiter einen Reallohnzuwachs von 50 bis 60 Heller. 20 Heller Lohnerhöhung bei den Tagelöhnern bedeutete bei Löhnen von 1 K 60 h bis 1 K 80 h etwa 11 bis 12,5% Zuwachs.

²⁶⁰ LTP, 22. 5. 1910.

²⁶¹ MN, 21. 5. 1910.

²⁶² KAZ, 21. 5. 1910 und 28. 5. 1910.

Ausstand. Schon am 21. Mai ging ein Schreiben des Industriellenverbandes an die Fabriken Oberösterreichs, das die Bitte enthielt, keinesfalls aus der bestreikten Lederfabrik Arbeiter aufzunehmen²⁶³.

In Haslach waren inzwischen ebenfalls den Fabrikanten Denkschriften übergeben worden. Während die »Mühlviertler Nachrichten« von der Firma Vonwiller berichten konnten, beiderseits sei, *der gute Wille da, die Lohnfrage in friedlicher Weise zu lösen*²⁶⁴, präsentierte sich in Lichtenau die Lage anders. Der Fabriksdirektor der Bleicherei Fölser, August Böhlje, gestand den Arbeitern nur eine Lohnerhöhung von zehn Heller zu und soll diese mit den Worten abgefertigt haben: *Wem's nicht paßt, soll gehen!!!*²⁶⁵

Der Streik in Rohrbach sowie die Lohnforderungen der Haslacher Arbeiter hatten zur Folge, daß die Fabriken Fölser und Vonwiller, die sich mit Poeschl solidarisch erklärt hatten, über ihre Arbeiter die Aussperrung verhängten. Die Arbeiter sollten erst wieder in die Fabriken eingelassen werden, wenn es in allen drei Fabriken zu einer Einigung gekommen sei²⁶⁶. Durch die Aussperrung verschlechterte sich das Verhältnis zwischen organisierten und *indifferenten* Arbeitern beträchtlich. »Die Katholische Arbeiterzeitung« schrieb darüber: *Die wenigen Indifferenten sind von der Aussperrung ganz kopflos geworden, da der Herr Direktor immer seit Gründung der Organisation sagte, er werde sie jederzeit unterstützen, jetzt aber diese der Schutz des Herrn Direktors sie alle im Stiche gelassen hat*²⁶⁷. Dagegen berichtete Gilbert Schartner, daß auch die nichtorganisierten Arbeiter größtenteils auf der Seite der Organisierten gestanden hätten²⁶⁸. Seitens der Gewerkschaft scheint sich der Druck auf die nichtorganisierten Arbeiter durch die Arbeiterunruhen verstärkt zu haben. Der Streik bzw. die Aussperrung ging jedoch vorerst ruhig vor sich. Es kam in den ersten Tagen zu keinem Streikbruch, sodaß es zwischen Streikposten und der Gendarmerie, die auf Anforderung der Fabrikanten verstärkt wurde, zu keinen Auseinandersetzungen kam. Man hoffte durch einen friedlichen Streikverlauf die Sympathien der Bevölkerung zu

²⁶³ MN, 4. 6. 1910.

²⁶⁴ MN, 21. 5. 1910.

²⁶⁵ MN, 4. 6. 1910.

²⁶⁶ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 218. Der Fabrikant Poeschl jedoch berichtete, daß die Arbeiter bei Fölser nicht ausgesperrt worden seien, sondern selber in den Ausstand getreten wären. Nur Vonwiller habe seine Arbeiter ausgesperrt. Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/1/2, 26. Sitzung vom 16. 11. 1910.

²⁶⁷ KAZ, 28. 5. 1910.

²⁶⁸ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 219.

erringen, die zumindest teilweise den Streikenden skeptisch gegenübergestanden sein dürfte. Dennoch hielt man es für notwendig, Versammlungen zu veranstalten, in denen *das gute Recht der Arbeiter vor der ganzen Bevölkerung verteidigt werden sollte*²⁶⁹. In Haslach fanden solche Versammlungen am 27. und 30. Mai sowie am 1. Juni statt. Während die »Wahrheit!« berichtete, daß die Bevölkerung eher auf der Seite der Unternehmer stand und kaum jemand den Lohnkampf ohne Vorbehalte unterstützte²⁷⁰, erwecken die Schilderungen Gilbert Schartners²⁷¹ und der »Mühlviertler Nachrichten«²⁷² den Eindruck, daß die Bevölkerung den Streikenden zugeneigt war. Bei den ersten Versammlungen in Haslach kam es auch schon zu kleineren Zusammenstößen zwischen Werkmeistern, die weiterhin in der Fabrik arbeiteten, und der Arbeiterschaft. Auch in Rohrbach fanden Versammlungen der Arbeiter statt.

In Haslach scheiterten alle Verhandlungen, die der Gewerkschaftssekretär Kletzmayer und der Zentralobmann der Textilgewerkschaft Krikawa mit den Fabriksdirektoren und dem Sekretär des Industriellenbundes Peyrer führten. Dabei ist die Fabriksleitung der Textilfabrik Vonwiller zu Zugeständnissen bereit gewesen, erhielt aber diesbezüglich vom Fabriksbesitzer Heinrich Vonwiller keine Weisungen²⁷³.

Je länger Streik und Aussperrung dauerten, desto schärfer wurde der Ton, mit dem über die Situation berichtet wurde. Besonders auffällig ist dies bei der »Katholischen Arbeiterzeitung«, die im Juni auch einige persönliche Angriffe gegen Poeschl unternahm²⁷⁴. Die »Linzer Tages-Post« hingegen, die nur am Rande von der Arbeiterbewegung berichtete, behielt ihren sachlichen Ton. Bemerkenswert ist auch, daß das sozialdemokratische Parteiorgan »Wahrheit!« der Streikbewegung sympathisierend gegenüberstand. Die Sozialdemokraten betrachteten die christlichen Gewerkschaften sonst meist als *Streikbrecher, Lohndrücker usw.*²⁷⁵. Der

²⁶⁹ MN, 28. 5. 1910.

²⁷⁰ Wahrheit!, 1. 7. 1910.

²⁷¹ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 220.

²⁷² MN, 4. 6. 1910.

²⁷³ MN, 4. 6. 1910. Darauf deutet auch der Bericht Gilbert Schartners in der Pfarrchronik hin. Demnach habe Direktor Amerstorfer Heinrich Vonwiller um Weisungen gebeten. Dieser, der schon früher einmal mit einer Aussperrung gedroht haben soll, habe Verhandlungen mit den Vermittlern Krikawa und Kletzmayer abgelehnt. Nur mit den Arbeitern selbst dürfe verhandelt werden. Dies soll Direktor Amerstorfer in einem persönlichen Gespräch dem Pfarrer erklärt haben. PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 218.

²⁷⁴ KAZ, 4. 6. 1910.

²⁷⁵ Die christlichen Gewerkschaften (wie Anm. 232), S. 36.

Haslacher und Rohrbacher Arbeiterbewegung mußten sie allerdings zugestehen, den Streik *ganz gut organisiert* zu haben²⁷⁶.

Um die Streikenden und Ausgesperrten finanziell zu unterstützen, rief die Landesleitung der Gewerkschaften mittels eines Flugblattes zu einer Spendenaktion auf²⁷⁷. Besonders die katholischen Arbeitervereine beteiligten sich an den Spenden, die sich auf insgesamt 2000 Kronen beliefen. Die organisierten Arbeiter erhielten davon täglich etwa eine Krone²⁷⁸.

In der zweiten bzw. dritten Streikwoche eskalierte der Arbeitskampf weiter, und in der Folge ist eine weitere Radikalisierung der Sprache der Medien zu beobachten. Die Fabriksleitung der Textilfabrik Vonwiller begann ab dem 6. Juni trotz der von ihr verhängten Aussperrung, einzelne Arbeiter als Streikbrecher anzuwerben. Diese wurden von den »Mühlviertler Nachrichten« als *Judasseeelen, welche sich von der Organisation losmachen müssen*, und der Fabriksdirektor als *Sklavenhalter* bezeichnet²⁷⁹. Nur *indifferente* Arbeiter wurden von der Textilfabrik zur Arbeit zugelassen, was das Verhältnis zwischen diesen und den Organisierten weiter verschlechterte²⁸⁰. Die Stimmung unter der streikenden Arbeiterschaft war derart aufgeheizt, daß man es für notwendig hielt, die Streikbrecher von der Gendarmerie in die Fabrik geleiten zu lassen. Am 10. Juni äußerten die Ausgesperrten ihren Unmut auch mittels »Katzenmusik«, nachdem man vorher unter die Arbeiter Pfeifen und Kindertrompeten verteilt hatte²⁸¹. Erwecken die Schilderungen der »Mühlviertler Nachrichten« und der »Katholischen Arbeiterzeitung« sowie der Haslacher Pfarrchronik den Eindruck, daß nur wenige Arbeiter die Arbeit aufgenommen hätten, so zeichnete die deutschsprachige »Linzer Tages-Post« ein anderes Bild²⁸². Sie berichtete, daß etwa ein Drittel der gesamten Arbeiterschaft, allerdings nur solche Arbeiter, die nicht der Gewerkschaft angehörten, die Arbeit wieder aufgenommen hätte. Nach diesem Bericht arbeiteten in der zweiten Woche also wieder etwa 100 Weber. Damit konnte der Betrieb in der Fabrik zumindest notdürftig aufrechterhalten werden. Ähnliches spielte sich in Rohrbach ab, wo Fabrikant Poeschl ebenfalls begann, Arbeiter anzuwerben²⁸³.

²⁷⁶ Wahrheit!, 6. 6. 1910.

²⁷⁷ StASchl., Sch. 61/1/18, Flugblatt des Landeskartelles der christlichen Gewerkschaften Oberösterreichs.

²⁷⁸ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 221.

²⁷⁹ MN, 11. 6. 1910.

²⁸⁰ KAZ, 11. 6. 1910.

²⁸¹ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 223f.

²⁸² LTP, 11. 6. 1910.

²⁸³ KAZ, 11. 6. 1910.

Unterdessen waren die Verhandlungen fortgesetzt worden, die jedoch vorerst noch immer keinen Erfolg aufweisen konnten. Zentralobmann Krikawa hatte mit Heinrich Vonwiller eine dreistündige persönliche Unterredung, die ergebnislos blieb. Allerdings hat Vonwiller in den Lohnforderungen nicht das Hauptproblem gesehen. Das Haupthindernis einer Einigung ist demnach der Streik und die Aussperrung bei Poeschl und Fölser gewesen, denen gegenüber sich Vonwiller solidarisch erweisen wollte²⁸⁴.

Am 10. Juni wurden erneut mit der Leitung der Textilfabrik Vonwiller Verhandlungen aufgenommen, in denen schließlich der Durchbruch gelang und den Arbeitern eine 10 bis 20%ige Lohnaufbesserung zugesagt wurde²⁸⁵. Die Aussperrung würde jedoch erst dann aufgehoben, wenn die Arbeitskämpfe in Rohrbach und Lichtenau beendet wären. Die Arbeiterschaft erklärte sich mit dem Angebot Vonwillers einverstanden. Pfarrer Gilbert Schartner berichtet, daß diese Einigung nur deswegen möglich war, weil seitens der Gewerkschaft die Fabrikdirektoren massiv unter Druck gesetzt worden seien. Demnach habe man den Direktoren gedroht, *Vorkommnisse in der Fabrik* an die Öffentlichkeit zu bringen²⁸⁶.

Die Situation in Lichtenau und Rohrbach entspannte sich jedoch noch nicht, sondern verschärfte sich noch weiter. Die dortigen Fabrikleitungen scheinen ihrem Unmut immer schärfer Luft gemacht zu haben. So soll etwa die Gattin des Fabrikdirektors Böhlje von der Bleicherei Fölser gesagt haben: *Für die Arbeiter ist ohnehin Kraut und Erdäpfel zum Essen gut genug und an Sonntagen zur Abwechslung a rote Rübn!!!!*²⁸⁷

Auch in Rohrbach und Lichtenau gab es Proteste in Form von »Katzenmusiken« gegen Streikbrecher²⁸⁸. Die Firma Vonwiller veröffentlichte daraufhin eine Kundmachung, in der gedroht wurde, alle, die die Arbeitswilligen belästigen und an ihrer Arbeit hindern bzw. dies von ihren Angehörigen und Bekannten dulden, würden nicht mehr in die Fabrik aufgenommen werden. Verhandlungen konnten mit Direktor Böhlje noch immer nicht begonnen werden. Dieser forderte, daß zuerst die Arbeit wieder aufgenommen werden solle, dann könne über Lohnerhöhungen verhandelt werden.

²⁸⁴ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 222f.

²⁸⁵ MN, 18. 6. 1910.

²⁸⁶ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 224.

²⁸⁷ KAZ, 25. 6. 1910.

²⁸⁸ KAZ, 25. 6. 1910 und 2. 7. 1910.

Der Ledergewerkschaft gelang es, mit dem Fabrikanten Poeschl Anfang Juli eine Einigung zu erzielen. Am 4. Juli wurde in allen Fabriken die Arbeit wieder aufgenommen²⁸⁹.

2.2.2. Erfolg und Mißerfolg

Was haben die Arbeiter mit ihrem Kampf erreicht? Die Ergebnisse sind sehr unterschiedlich. Die Textilfabrik Vonwiller gewährte den Arbeitern Lohnerhöhungen von zehn bis dreißig Prozent zusätzlich zu der vom Mai. Die Löhne der Lederfabrik Poeschl wurden ebenfalls erhöht. Die Maschinenwärter erhielten dort von nun an 20 K Wochenlohn (bisher 16 K), der Lohn der Meister wurde von 2 K 20 h bis 2 K 40 h pro Tag auf 16 K in Woche erhöht. Über 100% Lohnzuwachs erhielten die Einbrenner und Kesselputzer nämlich von 1 K 80 h auf 4 K pro Tag. Die anderen Tagelöhner wurden mit 20 h mehr vergütet, und Akkordarbeiter erhielten eine Lohnerhöhung von 5%. Überstunden wurden ab nun mit 20% Zuschlag entlohnt. Der Arbeitsschluß an Samstagen wurde von 18 Uhr auf 17 Uhr vorverlegt²⁹⁰. Damit scheint der Streik in Rohrbach einigermaßen guten Erfolg gehabt zu haben. Jedoch ist zu beachten, daß gerade den Schlechtverdienern, den Tagelöhnern und Akkordarbeitern, nur die Aufbesserung zuteil wurde, zu der sich Poeschl schon vor dem Streik bereit erklärt hatte. Die vier entlassenen Arbeiter wurden wohl wieder aufgenommen.

Anders sieht das Ergebnis des Streiks in Lichtenau aus, wo der Lohnkampf als verloren gelten kann. Die Arbeiter der Bleicherei Fölser mußten bedingungslos die Arbeit wieder aufnehmen. Die älteren Arbeiter, die zum Teil schon über vierzig Jahre in der Bleicherei gearbeitet hatten, wurden nicht mehr aufgenommen²⁹¹. Pfarrer Gilbert Schartner intervenierte bei der Inhaberin der Firma, Camilla Jeßler²⁹², hatte damit jedoch nur einen bescheidenen Erfolg. Immerhin erklärte sich Camilla Jeßler bereit, den Entlassenen eine Pension von monatlich 11 Kronen zukommen zu lassen. Gilbert Schartner kommentierte die Vorgehensweise des Direktors Böhlje mit den Worten: *So blieb ein oldenburgischer Tyrann Sieger über eine arme, hart bedrückte Arbeiterschaft*²⁹³.

²⁸⁹ MN, 9.7.1910.

²⁹⁰ Ebd.

²⁹¹ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 227f.

²⁹² Bei ihr handelte es sich um die Mutter von Clara Vonwiller, geb. Fölser.

²⁹³ PfAHasl., Pfarrchronik II, pag. 228.

Von einem uneingeschränkten Erfolg der Streikbewegung kann also keine Rede sein, die Arbeiter der Bleicherei Fölser hatten im Gegenteil einen totalen Mißerfolg hinnehmen müssen. Von der offiziellen Berichtserstattung wurde der Streik jedoch im gesamten als erfolgreich dargestellt. Das Urteil des Rohrbacher Kaplans, der zweifellos mit den Streikenden sympathisiert hat, fiel allerdings anders aus. Er meinte, daß sich die Arbeiter nicht viel *erobert* hätten²⁹⁴. Von seiten der Fabrikanten wurde der Streik ebenfalls als erfolglos beurteilt. Rudolf Poeschl meinte in einer Landtagssitzung, die Arbeiter hätten nicht mehr erreicht, als ihnen bereits vor dem Streik zugesichert worden wäre. Es wären ihnen keine wesentlichen Zugeständnisse eingeräumt worden, sodaß *der Streik daher vollkommen überflüssig und nicht gerechtfertigt* gewesen sei²⁹⁵. Der Streik sei von den Gewerkschaften in Szene gesetzt worden, deren Vorgehen ein *vollkommen terroristisches* gewesen sei²⁹⁶.

2.2.3. Die Rolle des Klerus

Näher zu untersuchen ist noch, welche Rolle der Klerus im Verlauf des Streiks gespielt hat.

Sehr viele Nachrichten haben wir nicht darüber, doch deuten alle darauf hin, daß der Klerus sich aktiv in das Geschehen eingeschaltet hat.

Petrus Dolzer stand dem Streik zumindest in der ersten Zeit skeptisch gegenüber. Er warnte die Arbeiter davor, in den Streik zu treten²⁹⁷. Vermutlich fürchtete er eventuelle negative Folgen für die Arbeiter, wie sie später in Lichtenau tatsächlich eintraten. Die sozialdemokratische »Wahrheit!« sah in ihm allerdings den Hauptagitator des Streiks. Sie bezeichnete ihn als *Seele dieser 'christlichen' Streikbewegung* und äußerte zugleich den Verdacht, daß die Arbeiter von Petrus Dolzer nicht so viel Unterstützung finden würden, würde der Lederfabrikant Poeschl der christlichsozialen Partei angehören²⁹⁸. Von der »Katholischen Arbeiterzeitung« wurde dies zurückgewiesen. Der Rohrbacher Kaplan sei weder im Streikkomitee gewesen noch von den Arbeitern um Rat gefragt worden. Auch würde er nicht zu den Verhandlungen mit der Firma beigezogen: *Wenn darum der Streik für die Arbeiter einen guten Ausgang nehmen*

²⁹⁴ StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 14.

²⁹⁵ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/1/2, 26. Sitzung vom 16.11.1910.

²⁹⁶ Ebd.

²⁹⁷ StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 14.

²⁹⁸ Wahrheit!, 6.6.1910.

sollte, so gönnt der Kooperator den Arbeitern die Verbesserung ihrer Lage von Herzen; aber die Ehre, 'Seele' der Streikbewegung zu sein, kann er nicht in Anspruch nehmen²⁹⁹. Zumindest die Behauptung, er sei von den Arbeitern nicht um Rat gefragt worden, dürfte nicht zutreffen, wie die Schilderungen Petrus Dolzers zeigen.

Etwas mehr wissen wir über das Engagement Gilbert Schartners. Er erschien bei den Versammlungen der Arbeiter und ergriff dabei auch das Wort. Laut seinem eigenen Bericht hat er die Arbeiter zur *Ausdauer in den ihnen aufgedrungenen Kämpfe, aber auch zur Einhaltung der Ruhe und Ordnung* aufgerufen³⁰⁰. Außerdem protestierte er bei den Versammlungen und beim Amtsleiter der Gemeinde gegen das verstärkte Gendarmerieaufgebot³⁰¹.

Wie oben bereits erwähnt, wurde in Petrus Dolzer von den Sozialdemokraten der Drahtzieher des Lohnkampfes gesehen. Es warfen aber auch die Fabrikanten dem Klerus vor, sich in der Streikbewegung zu sehr engagiert zu haben. Als Hinweis darauf kann eine Bemerkung der Gattin des Fabrikdirektors Böhlje gelten, die gesagt haben soll, daß die organisierten Arbeiter entlassen würden und diese *sich dann bei den Pfaffen einen Verdienst suchen könnten*³⁰².

Am 16. November 1910 berichtete Gilbert Schartner dem Landtag über den Streik und prangerte dabei besonders das Verhalten von Direktor Böhlje an, der viele der alten Arbeiter nicht mehr aufgenommen hatte³⁰³. Es kam in der Folge zu einem Streitgespräch zwischen ihm, Rudolf Poeschl und einigen anderen Abgeordneten. Poeschl schilderte das Engagement des Klerus mit folgenden Worten: *Was mir doppelt wehe getan hat in diesem Streik, ist das, daß zu dem Streike Geistliche aufgemuntert und denselben unterstützt haben und daß Geistliche in den Versammlungen, anstatt beruhigend und versöhnend einzuwirken, immer geschürt und angetrieben haben, so daß nie Ruhe bei den Arbeitern eingetreten ist und man eine Lohnfrage zu einer parteipolitischen Frage umgestalten wollte. Ich finde ein derartiges Vorgehen weder christlich noch katholisch, sondern terroristisch*³⁰⁴. Auch der deutschnationale Abgeordnete Karl Beurle äußerte sich in ähnlicher Weise: [...] *und wenn der hochwürdige Herr Pfarrer*

²⁹⁹ KAZ, 11. 6. 1910.

³⁰⁰ PFAHasl., Pfarrchronik II, pag. 217.

³⁰¹ Ebd. pag. 219f. und KAZ, 4.6.1910.

³⁰² MN, 25. 6. 1910.

³⁰³ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I/2, 26. Sitzung vom 16.11.1910.

³⁰⁴ Ebd.

Schartner — ich habe aus den Ausführungen des Vorredners und auch aus seiner Rede dies entnommen — auch sehr lebhaft bei diesem Streik mitgetan hat (Heiterkeit) und in diesen Streikversammlungen eine Rolle gespielt hat, da, meine Herren, gäbe es ja eine wunderbare Lösung, nämlich die, er möge sehen, daß jene Arbeiter, die ihren Dienstplatz verloren haben, entschädigt werden!³⁰⁵ Die massiven Vorwürfe die von der deutschfreiheitlichen Fraktion erhoben wurden, versuchte Gilbert Schartner zu entkräften: Ich weise es ferner mit aller Entschiedenheit zurück, daß Geistliche an der Verhetzung teilgenommen haben; dann müßte es schon Verhetzung sein, wenn man hinaus in die Arbeiterversammlungen geht und dort deren Wünsche anhört. (Zwischenruf rechts: 'Sehr richtig!') Im Gegenteil, vielfach ist es vorgekommen, daß ich oder ein anderer meiner Kollegen, die in den Arbeiterversammlungen waren oder die wir privat mit den Arbeitern verkehrt haben, gesagt haben: 'Weicht nicht ab von dem Gesetze, was das Gesetz euch gestattet, tut, aber hütet euch vor jeder Gewalttätigkeit und macht uns nicht die Schande, daß einer von euch eingesperrt wird.' Kann man da sagen, daß wir da terroristisch vorgegangen sind und daß wir verhetzt haben?³⁰⁶

Noch einmal ergriff Rudolf Poeschl in dieser Sitzung das Wort und schilderte konkreter das Vorgehen der Geistlichen: Die christlichsozial organisierten Arbeiter haben sich vor der Fabrik in Reihen aufgestellt und die Arbeitswilligen mußten diese Reihen passieren, um in die Fabrik zu gelangen. Dabei wurden den Arbeitswilligen Schimpfnamen zugerufen, sie wurden angespuckt und bedroht. (Zwischenruf rechts.) Und ich weiß sehr gut, daß Herr Kollege Schartner dabei Zuschauer gewesen ist. (Heiterkeit links.) Wie dann Herr Kollege Schartner behaupten kann, dort werde nicht terroristisch vorgegangen, das begreife ich nicht. Sollen das vielleicht Liebeserklärungen gewesen sein? (Große Heiterkeit links.) Ich nenne das Terrorismus, er mag es vielleicht anders nennen. Es ist auch behauptet worden, es sei nicht wahr, daß die Geistlichen gehetzt haben.

Meine Herren! Das Wort 'hetzen' ist ein sehr weitgehender und sehr dehnbarer Begriff. Es ist folgendes vorgekommen: Es ist vorgekommen, daß in der Versammlung der Arbeiter, nicht bloß in der offiziellen, sondern auch in der inoffiziellen, geistliche Herren erschienen sind, welche die Arbeiter, wie die Ausgleichsverhandlungen im Zuge waren,

³⁰⁵ Ebd.

³⁰⁶ Ebd. Der Rohrbacher Kaplan Petrus Dolzer sah sich von Gilbert Schartner als schwächlich verteidigt. StASchl., PB 527/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 15.

immer, sagen wir harangierten, ja nicht nachzugeben, fest bei ihren Forderungen zu bestehen. Nun, meine Herren, wenn Ausgleichsverhandlungen stattfinden, so verstehe ich das doch dahin, daß jeder Teil etwas nachgeben soll. (Zuruf: 'Gewiß!') Wenn aber geistliche Herren und einige derselben sagen: 'Nur nicht nachgeben! In keinem Punkte zurückweichen!' dann, meine Herren, nenne ich das 'Hetze'. Wie Sie es nennen, weiß ich nicht; ich nenne es 'Hetze' und bleibe bei dieser Bezeichnung³⁰⁷.

Auch der Industriellenverband reagierte auf das Engagement des Klerus. Anlässlich eines Streiks in Reichraming zu Beginn des Jahres 1911 soll der dortige bestreikte Fabrikant Sommer der Gemeindevertretung mitgeteilt haben, daß der Industriellenverband sich mit einer Beschwerde gegen Gilbert Schartner und den Reichraminger Pfarrer an den Linzer Bischof gewendet habe³⁰⁸.

Es fällt auf, daß der Rohrbacher und Haslacher Klerus kein großes Interesse daran hatte, mit der Streikbewegung in einen zu engen Zusammenhang gebracht zu werden. Die Gründe dafür dürften in der ablehnenden Haltung von Teilen der Bevölkerung, aber auch in den Vorbehalten, die auch Vertreter des christlichsozialen Lagers gegenüber der Arbeiterbewegung hatten, zu suchen sein. Die Linzer Tages-Post etwa berichtete, daß einige der christlichsozialen Abgeordneten im Verlauf der oben dargestellten Landtagsdebatte sich mit Beifall sehr zurückgehalten hätten und nicht der Meinung des Pfarrers gewesen wären³⁰⁹. Ein weiterer Grund könnte auch in der Ablehnung des Streikrechts von seiten der Kirche liegen. Papst Leo XIII. verwarf noch in seiner Sozialenzyklika »Rerum novarum« den Streik als Mittel zur sozialen Besserstellung des Arbeiterstandes³¹⁰. Der Klerus, der sich an solchen Streiks beteiligte, handelte daher entgegen der Soziallehre der katholischen Kirche.

Diese Gründe dürften die Priester von Haslach und Rohrbach veranlaßt haben, eine Richtigstellung zu verfassen, die in den »Mühlviertler

³⁰⁷ Sten. Prot. d. ö. Landtages, XI/I/2, 26. Sitzung vom 16. 11. 1910.

³⁰⁸ MN, 28. 1. 1911. Die »Mühlviertler Nachrichten« berichten dazu, daß eine solche Beschwerde niemals abgeschickt worden sei. Tatsächlich konnten im Diözesanarchiv, im Pfarrarchiv Haslach und im Stiftsarchiv Schlägl keine Hinweise darauf gefunden werden.

³⁰⁹ LTP, 20. 11. 1910. Dies dürfte vor allem auf die Vertreter des Großgrundbesitzes zugetroffen haben, wie auch die »Katholische Arbeiterzeitung« zugeben mußte. KAZ, 26. 11. 1910.

³¹⁰ Gerhard BESIER, *Religion – Nation – Kultur*. Die Geschichte der christlichen Kirchen in den gesellschaftlichen Umbrüchen des 19. Jahrhunderts, Neukirchen-Vluyn 1992, S. 101.

Nachrichten« veröffentlicht wurde³¹¹. Unterschrieben hat sie Gilbert Schartner, Petrus Dolzer, der Rohrbacher Benefiziat Pius Feldler und der Haslacher Kooperator Florian Krinzinger. Darin wurde noch einmal betont, daß Geistliche nicht zum Streik aufgemuntert und nicht an den Streikversammlungen in Rohrbach teilgenommen hätten. Dort sei der Kooperator nur kurze Zeit bei der allgemein zugänglichen Versammlung anwesend gewesen, hätte aber nicht das Wort ergriffen. Dennoch äußerte der Klerus in dieser Klarstellung auch seine Sympathien gegenüber den Arbeitern: *Als die Arbeiter in Streik treten mußten (trotz Warnungen), haben wir uns allerdings nicht von ihnen zurückgezogen. Wir kannten ihre Not und haben die Verbesserung ihrer Lage von ganzem Herzen gewünscht. Darum haben wir ihnen Einigkeit und Zusammenhalten, nie aber Unnachgiebigkeit angeraten. Uns Geistlichen ist es ganz wohl ums Herz, wenn wir auf der Seite der Armen und Unterdrückten stehen. Wir bleiben an ihrer Seite, auch wenn wir deshalb angefeindet, beschimpft und denunziert werden sollten*³¹².

Es ist nicht einfach, die Rolle des Klerus zu beurteilen. Auf jeden Fall standen die vier oben genannten Priester auf der Seite der Arbeiter und haben diese zumindest moralisch unterstützt. Allein durch die Anwesenheit bei den Versammlungen setzte der Klerus ein Signal, auf welcher Seite er stand. Ob die Priester nun »gehetzt« oder beruhigend auf die Arbeiter gewirkt haben, kann nicht eindeutig gesagt werden. Die Berichte darüber sind zu unterschiedlich. Sicher hat der Klerus aber den Eindruck erzeugt, und das nicht nur bei den Industriellen, sich aktiv für die Arbeiter engagiert zu haben.

Einige Schlägler Chorherren und Abt Norbert Schachinger standen der ganzen Entwicklung skeptisch gegenüber, besonders was die Auseinandersetzungen nach dem Streik betraf, die sich vor allem auf der Ebene der Medien abspielten. Der Rohrbacher Pfarrer Ferdinand Laad zeigte sich besorgt über die Folgen der Landtagsdebatte und sah den Frieden in seiner Pfarre gefährdet. Er intervenierte daher bei Abt Norbert Schachinger, damit dieser Petrus Dolzer und Pius Feldler zur Raison rufe³¹³. Weiters machte er den Vorschlag, das Ordinariat zu bitten, es solle dahingehend wirken, daß die Zeitungsberichte über die Landtagsdebatte eingestellt

³¹¹ MN, 10. 12. 1910.

³¹² Ebd.

³¹³ StASchl., PB 499/4/4, Brief Ferdinand Laads an Abt Norbert Schachinger vom 22. 11. 1910.

würden. Bereits zwei Tage später richtete er erneut ein Schreiben an den Abt des Stiftes Schlägl, in dem er mitteilte, daß sein schlechter Gesundheitszustand von den *fortwährenden Zeitungsschreibereien* herrühre³¹⁴. Er schlug Abt Norbert Schachinger vor, mit Poeschl ein klärendes Gespräch zu führen. Ein weiterer Satz in diesem Brief ist interessant: *Einen sehr großen Trost würden mir ein paar Zeilen von Euer Gnaden bereiten in meinem entsetzlichen Gemütszustand, daß mir Euer Hochwürden und Gnaden nicht zürnen wegen meiner ungeschickten Teilnahme an der Berichtigung und daß ich keine Schuld trage an dem ganzen Zeitungselend*. Norbert Schachinger dürfte über die Artikel in den »Mühlviertler Nachrichten«, die über die Landtagsdebatte vom 16. November berichteten, ungehalten gewesen sein. Welche *Berichtigung* allerdings gemeint ist, ist nicht ganz klar. Es wird sich vielleicht um die oben erwähnte Richtigstellung vom 10. Dezember handeln. Vielleicht hatte Ferdinand Laad bei einer ersten Fassung, die nicht veröffentlicht wurde, unterschrieben, später aber seine Unterschrift zurückgezogen.

Wie sehr Ferdinand Laad die ganze Angelegenheit zu Herzen ging, zeigt der kurze Abstand, in dem die Briefe an den Schlägler Abt verfaßt wurden. Auf die Briefe vom 22. November und 24. November folgte noch einer am 25. November, in dem er erneut die Befürchtung äußerte, daß Zeitungsartikel über die Landtagssitzung für Unruhe sorgen könnten. Die Reaktionen Ferdinand Laads und Abt Norbert Schachingers zeigen jedenfalls, daß man von dieser Seite der Arbeiterbewegung nicht vorbehaltlos gegenüberstand. Manche Kleriker sahen durch einen allzu radikalen Einsatz für die Arbeiterfrage den Frieden und die Harmonie in den Pfarren gefährdet.

2.2.4. Auseinandersetzung mit der Arbeiterfrage im Stift Schlägl

Im letzten Kapitel wurde bereits darauf eingegangen, daß die Haslacher und Rohrbacher Arbeiterbewegung das Klima zwischen den Fabrikanten und dem dortigen Klerus stark verschlechterte, und daß sich daher auch die Leitung des Stiftes Schlägl genötigt sah, einzugreifen. Der Streik hatte zur Folge, daß man sich mit der Frage auseinandersetzte, wie das Kloster

³¹⁴ StASchl., PB 499/4/4, Brief Ferdinand Laads an Abt Norbert Schachinger vom 24. 11. 1910. Ferdinand Laad dürfte an einer Gemütskrankheit gelitten haben. Er schrieb wenige Wochen später an Abt Norbert: *Mein Gemütszustand bringt es mit sich, daß ich alles, was irgendwo gesprochen oder geschrieben wird, wie jetzt in den Mühlviertler Nachrichten, auf mich beziehe als ob ich die Schuld hätte*. Er würde an seinem Gemütszustand erschrecklich leiden. StASchl., PB 499/4/4, Brief Ferdinand Laads an Abt Norbert Schachinger vom 3. 12. 1910.

selbst mit seinen Arbeitern, die meisten waren Holzhauer, umging. Grund dafür waren Vorwürfe, die von der sozialdemokratischen Seite und von den Deutschfreiheitlichen gegen das Stift vorgebracht wurden.

Die Anschuldigungen, die die Sozialdemokraten äußerten, scheinen sehr vage zu sein. Von ihnen wurde behauptet, daß um 1905 vor dem Stift Schlägl ein Weber verhungert sein soll³¹⁵. Dieser Vorwurf wurde von der katholischen Presse aufs heftigste zurückgewiesen und der Verdacht geäußert, man wolle mit solchen Berichten das Stift Schlägl, das mit der Weberei nichts zu tun habe, *an dem Weberelend verantwortlich machen*³¹⁶.

Konkreter war die Beschuldigung Rudolf Poeschls, die er im Verlauf der vorhin dargestellten hitzigen Landtagsdebatte erhob³¹⁷. Er wies darauf hin, daß die Löhne immer nach dem lokalen Maßstab gemessen würden. Man könne daher die Löhne des oberen Mühlviertels nicht mit denen der großen Städte messen. Weiters sagte er: *Ich erlaube mir darauf zu verweisen, daß wenn der hochw. Herr Vorredner [Gilbert Schartner] es so notwendig findet, eine Verbesserung der Lohnverhältnisse im oberen Mühlviertel herbeizuführen, so soll er damit doch den Anfang in den geistlichen Häusern machen. Ich will keinen Stein auf diese Häuser werfen, aber ich konstatiere nur die Tatsache, daß in einem benachbarten großen Stifte heute noch Löhne bezahlt werden, die bei weitem nicht heranreichen an die Löhne, die von uns Industriellen dort gezahlt werden*³¹⁸.

Eine Reaktion Gilbert Schartners darauf liegt nicht vor, und so wurde von seiner Seite dieser Vorwurf auch nicht zurückgewiesen³¹⁹. Der Verdacht liegt deshalb nahe, daß die Arbeiter im Stift Schlägl tatsächlich schlecht entlohnt wurden. Sieht man sich die Lohnlisten der Forstarbeiter an, ist festzustellen, daß die Löhne sich teilweise unter dem Niveau der Leder- und Textilarbeiter bewegten. Ein Holzhauer verdiente 1909 pro Tag zwischen 70 h und 1 K 70 h³²⁰. Ähnlich niedrig waren die Löhne auch in den folgenden Jahren. Zu beachten ist allerdings, daß nicht alle Forstarbeiter die gleiche Arbeitszeit gehabt haben dürften und sie auch

³¹⁵ KAZ, 23. 7. 1910.

³¹⁶ Ebd.

³¹⁷ Sten. Prot. d. öö. Landtages, XI/I/2, 26. Sitzung vom 16. 11. 1910.

³¹⁸ Ebd.

³¹⁹ Nur der Abgeordnete Franz Fuchs ging darauf ein, mußte aber zugeben, über die Arbeiterverhältnisse des Stiftes Schlägl nicht unterrichtet zu sein. Er berichtete aber, daß im Benediktinerstift St. Lambrecht in der Steiermark die Arbeiter nach zwanzigjähriger Dienstzeit die volle Altersversorgung genießen würden, und empfahl Poeschl dies zur Nachahmung.

³²⁰ StASchl., Sch. 853, Taglohnlisten.

zusätzlich mit Naturalien entlohnt wurden. Meistens bekamen die Arbeiter fünf bis sieben Raummeter Brennholz an Naturallohn³²¹. Ein seriöser Vergleich mit den Fabriken müßte dies alles berücksichtigen. Soviel kann jedoch gesagt werden, daß die Löhne der Stiftsbediensteten jedenfalls nicht höher waren als die der Fabriksarbeiter. Dies beweist meines Erachtens auch die Reaktion Gilbert Schartners und anderer Mitbrüder auf die Vorwürfe Rudolf Poeschls.

Wieder war es der Rohrbacher Kooperator, der die Initiative ergriff, die Lage der Stiftsbediensteten zu verbessern. Am 23. Februar 1911 wurde in einer Kapitalsitzung beschlossen, die Gehälter der Chorherren zu erhöhen. Petrus Dolzer ergriff die Gelegenheit und trat auch für eine Lohnerhöhung der Arbeiter ein, blieb jedoch erfolglos. Forstinspektor Ludolf Breiteneichinger brachte dem Kapitel zur Kenntnis, daß die meisten von Petrus Dolzer vorgebrachten Klagen nicht zutreffend wären *und zumeist von unbeteiligten, in die Verhältnisse nicht eingeweihten Personen ausgehen würden*³²². Auch der Protokollführer, Prior Dominik Watzinger, scheint seine Sympathien auf der Seite des Forstinspektors gehabt zu haben, wie die Formulierung vermuten läßt, daß der Forstinspektor die *Debatte mit einer glänzenden Widerlegung betreff der Lage der Forstarbeiter zu einem Ende gebracht hätte*³²³. Petrus Dolzer selber berichtete über die Debatte, er habe ihm Einvernehmen mit Pius Feldler und aus Anlaß der Landtagsdebatte vom 16. November 1910 diesen Vorschlag gemacht. Er äußerte auch die Vermutung, daß einige Mitbrüder bei der Abstimmung darüber unter Druck gestanden seien³²⁴.

Einen Konflikt zwischen Petrus Dolzer und den Mitbrüdern gab es auch bei einer der nächsten Kapitalsitzungen. Kämmerer Benedikt Sobotka regte in dieser Sitzung an, daß an Privatpersonen nur mehr in Ausnahmefällen Kapitalien verliehen werden sollten. Der einzige Chorherr, der dagegen stimmte, war der Rohrbacher Kaplan³²⁵. Es muß jedoch dazugesagt werden, daß Gilbert Schartner, Pius Feldler und Florian Krinzing, von denen vielleicht auch eine Gegenstimme abgegeben worden wäre, nicht anwesend waren. Der Beschluß hatte noch eine längere

³²¹ StASchl., Sch. 854, Lohnliste, Revier Obernhof.

³²² StASchl., Sch. 59/1/1, Protokoll der Faschingskonferenz vom 23. 2. 1911.

³²³ Ebd.

³²⁴ StASchl., PB 427/6/6, »Pfarrchronik Rohrbach«, pag. 15f.: *Ich konnte aber die Stiftsherren für meinen Vorschlag nicht begeistern und wurde niedergestimmt. Fast niemand getraute sich, mit mir zu stimmen.*

³²⁵ StASchl., Sch. 59/1/2, Protokoll der Faschingskonferenz vom 30. 1. 1913.

Debatte über die wirtschaftliche Lage des Stiftes zur Folge, in der sich Petrus Dolzer zu Wort meldete und die Anfrage stellte, ob das Stift einem Unternehmerverband beigetreten ist oder einem solchen beitreten wird. Abt Norbert Schachinger verneinte dies und fügte hinzu, daß das Stift aber *auf sozialem Gebiete eine möglichst segensreiche Tätigkeit zu entfalten bestrebt sein [...] werde*³²⁶.

Petrus Dolzer war aber nicht der einzige Chorherr, der sich im Stift Schlägl für die Arbeiter einsetzte. 1912 regte Laurenz Pröll die Errichtung von Armenhäusern an und zwar in den Pfarren, in denen sich Stiftsarbeiter aufhielten³²⁷, und schon 1903 wurde ebenfalls in einem Kapitel die Errichtung einer Unterstützungskasse für die Stiftsangestellten befürwortet³²⁸. Diese Unterstützungskasse, die zu zwei Drittel vom Stift finanziert werden sollte, sollte ehemalige Arbeiter mit einer Rente sowie Witwen und Waisen versorgen. Subprior Hermann Voraberger legte Abt Norbert Schachinger die Gründung einer solchen Kasse besonders nahe. Er wies darauf hin, daß das Stift einen Beitrag von 15.000 Kronen zu leisten habe und daß die bisher gezahlten Pensionen und Gnadengaben einen Betrag von 8.000 Kronen ausmachen würden, wobei aber noch keine Arztkosten eingerechnet seien. Dieses *Opfer würde den Arbeitern zum Nutzen, dem Stifte selbst aber zur größten Ehre gereichen*³²⁹. Ob diese Unterstützungskasse tatsächlich errichtet wurde, konnte nicht festgestellt werden.

Um die Tätigkeit des Stiftes auf dem sozialen Gebiet adäquat beurteilen zu können, mußten vor allem die Forst- und Kammeramtsakten des Stiftsarchives ausgewertet werden. Aufgrund der Materialfülle konnte das in dieser Arbeit jedoch nicht geschehen. Es lassen sich daher nur vorläufige Eindrücke formulieren: Einige wenige Mitbrüder, die mit dem Arbeiterproblem konfrontiert worden waren, setzten Initiativen, die das Stift Schlägl veranlassen hätte sollen, sich mit dieser Problematik zu befassen. Hierbei stießen sie offenbar auf Widerstände und sind mit ihrem Anliegen zumindest zum Teil erfolglos geblieben. Einen besonderen Einsatz für die Lösung der Sozialen Frage dürfte es vom Stift Schlägl aus nicht gegeben zu haben.

³²⁶ Ebd.

³²⁷ StASchl., Sch. 59/1/2, Protokoll der Faschingskonferenz vom 15. 2. 1912.

³²⁸ StASchl., Sch. 59/2/11, Brief des Subpriors Hermann Voraberger an Abt Norbert Schachinger vom 24. 8. 1903. Wer von den Mitbrüdern sich dafür eingesetzt hat, ist unbekannt.

³²⁹ Ebd.

Summary

Gilbert Schartner's political engagement was determined by the tensions between *Catholic-conservatives* and *Christian-socials*, who together formed the political camp of Catholicism. Closely connected with the *Christian-social* line Schartner was conflicting on several fronts when he was deputy to the 'Landtag' (i.e. the regional Parliament) of Upper Austria from 1909 to 1919. The most important group of opponents in Haslach belonged to the liberal and national movement, who he yet accepted as partners for political cooperation — in contrast to the social democrats, who he considered to be the major menace to society. Another front-line ran through the own ranks: Again and again discrepancies arose with General-abbot Norbert Schachinger and some confreres, who as *Catholic-conservatives* had different political ideas.

The years 1909 and 1910 can be considered as the zenith of Schartner's political and social engagement, when he got involved in the confrontation between factory workers and entrepreneurs owing to the foundation of a trade union, which finally led to strikes of several weeks duration.

Stift Schlägl

Petrus A. BAYER O.Praem.

A-4160 Aigen i. M.

Documentum

Ecclesia Abbatialis Grimbergensis a Summo Pontifice Ioanne Paulo II ad dignitatem Basilicae Minoris evehitur

IOANNES PAULUS PP II

ad perpetuam rei memoriam

Spiritale foventes Christifidelium bonum, diligenter contendimus ut sanctorum divinum cultum diffundamus atque sacras in toto orbe aedes in eorum honorem Deo dicatas exornemus. Ideoque cum Venerabilis Frater Noster Godefridus S.R.E. Cardinalis Danneels, Archiepiscopus Mechliniensis-Bruxellensis, cleri populique vota interpretatus, rogaverit ut templum abbatiale et paroeciale Deo dicatum in honorem Beatae Mariae Virginis et sanctorum Apostolorum Petri et Pauli loco v.d. — Grimbergen — in archidioecesi Mechliniensi-Bruxellensi situm ad dignitatem Basilicae Minoris eveheretur, petitioni illi libenti animo obsecundare volumus. Itaque de Congregationis de Cultu Divino et Disciplina Sacramentorum consultu, Apostolicae potestatis Nostrae plenitudine, statuimus ut sacra illa aedes ad titulum ac dignitatem Basilicae Minoris evehatur, omnibus adiectis iuribus et privilegiis, quae templis hoc nomine insignibus rite competunt, secundum Decretum — De titulo Basilicae Minoris —, die IX mensis Novembris anno MCMLXXXIX datum, contrariis quibusvis non obstantibus. Datum Romae, apud Sanctum Petrum, sub anulo Piscatoris, die V mensis Novembris, anno MCMXCVIII, Pontificatus Nostri vicesimo primo.

de mandato Summi Pontificis

† Angelus Card. Sodano

[loc. sig.]

Miscellaneum

L'architecture prémontrée dans l'Espagne médiévale, (/ Recherches et premiers bilans

Maria Teresa LOPEZ DE GUEREÑO SANZ, *Monasterios medievales premonstratenses. Reinos de Castilla y León*. Editions Junta de Castilla y León, Caja Duero, collection «Estudios de Arte» n. 9, 1997, 2 vol. paginés 1-329 & 337-703.

Les études prémontrées espagnoles ont-elles pris un vrai départ? Après la publication en 1992 de la belle thèse de Mme Maria-Estela Gonzalez de Fauve sur Aguilar de Campoo¹ — consacrée surtout au développement économique de ce monastère — voici une thèse d'architecture. L'ouvrage se présente ainsi au lecteur: après une large introduction sur l'ordre de Prémontré en général et sur le développement en Espagne en particulier (p. 1-63), l'Auteur donne une synthèse sur l'architecture prémontrée des monastères prémontrés hispaniques (*teoria y aspectos formales*) (p. 67-142). La troisième partie, la plus neuve et la plus considérable, est consacrée à une série de monographies pour chacun des monastères médiévaux de Castille (p. 145-601) et de León (p. 605-665). La trentaine de pages de bibliographie qui conclut l'ouvrage est destinée seulement aux généralités, puisque chaque monographie de monastère contient d'abondantes notes bibliographiques de renvoi. Notons simplement que l'Auteur paraît avoir lu ou parcouru des centaines d'articles et d'ouvrages concernant l'architecture prémontrée de toute l'Europe².

¹ Maria Estela GONZALEZ DE FAUVE, *La orden premonstratense en España: el monasterio de Santa Maria de Aguilar de Campoo (Siglos XI-XV)*, Centro de Estudios del Románico, Aguilar de Campoo, 1992, 2 volumes, 313 + 432 p. Voir *Anal. Praem.* LXXII, 1996, p. 291, n. 75.

² Tout en admirant la performance, l'on regrettera certainement que l'orthographe française (et pas seulement pour l'accentuation) des ouvrages et articles cités soit estropiée en permanence: vie *comune*, la *mistique*, Saint-Jean de *Falaie*, le diocèse d'*Auranche*, l'abbaye de Beauport en *Kerite-Paimpol* (?) et *Juage*-Mondaye et mille autres coquilles (?) qui inquiètent le lecteur sur les capacités de l'auteur ou de son éditeur!

La question abordée dans la deuxième partie de l'ouvrage était une question attendue: existe-t-il une architecture prémontrée spécifique? Cette question a été souvent agitée à propos d'autres ordres (Grandmont ou Cîteaux, notamment) et résolue dans des sens divers. Pour l'ordre de Prémontré, M.T. de Guereño Sanz rappelle les propos du P. François Petit en 1984 qui parlait *volontairement de l'architecture des Prémontrés et non de l'architecture prémontrée*, soulignant qu'il n'y avait jamais eu *ni unité ni directives*³. C'est également l'avis de W. Clark, dans son article sur l'influence cistercienne sur les plans d'églises prémontrées⁴. Etudiant les cas de Laon, Dommartin, Braine, Clark arrive à cette conclusion que l'architecture prémontrée, s'il en est une, est mal identifiable et qu'elle est loin d'avoir la même dette envers Cîteaux qu'en matière de législation et d'organisation. En fait, tous s'accordent à reconnaître que prémontrés et cisterciens usent des mêmes critères fonctionnels — puisque leurs institutions sont semblables — et d'autre part qu'ils ont la même esthétique, celle de l'architecture romane tardive — c'est là, dit l'Auteur, leur *langage commun* — et celle des mêmes régions d'influence (bourguignonne notamment).

Les essais de typologie — comme une rapide synthèse d'Y. Poncelet l'avait montré il y a déjà quinze ans — sont peu décisifs, tant les modèles sont divers, d'une région ou d'une époque à l'autre. L'église en croix latine a fait fortune (Prémontré, Laon, La Lucerne, Braine, Ressons, Etival...) mais aussi l'église à trois absides semi-circulaires (avec une nef courte) qui est précisément une spécialité de l'Espagne prémontrée et du Sud de la France (Bujedo, Retuerta, Arthous...). Après avoir étudié à fond le lexique architectural ou ornemental, la spatialité et la fonctionnalité des bâtiments élevés par les prémontrés, Mme de Guereño conclut à son tour — sans doute de manière définitive désormais — qu'il n'existe pas d'architecture propre *ou du moins qu'il ne faut pas parler d'architecture prémontrée, pas plus que de cistercienne*, dans la mesure où ces ordres ont adopté les usages des lieux et des temps où ils construisaient. Du reste, dans le cas particulier des prémontrés, *ils avaient coutume de réutiliser les édifices d'autres ordres*, mais lorsque leurs maisons prennent leur essor et qu'ils reconstruisent à nouveaux frais, *ils ne déterminent ni*

³ F. PETIT, *Les exigences de l'architecture des prémontrés*, dans: Actes officiels du Xe colloque du C.E.R.P., Mondaye, 1984, p. 5-11.

⁴ W. CLARK, *Cistercian influences on Premonstratensian church planning: Saint Martin at Laon*, dans: *Studies in Cistercian Art and Architecture*, 2 vol., Michigan 1982-1984, vol. 2, p. 161-188.

espace ni formes architecturales ou ornementales étrangères au lexique du moment (p. 140).

La troisième partie contient 28 monographies d'abbayes, rangées par royaume et par province. Pour la Castille, une maison à Avila, 12 pour la province de Burgos, 5 pour Palencia, 1 pour Ségovie, 1 pour Soria et 3 pour Valladolid. Pour le royaume de León, 1 pour León, 2 pour Salamanque, et 4 pour Zamora. De cet ordre de vue, apparaît immédiatement l'évidence que l'ordre de Prémontré en Espagne est massivement castillan.

Chaque monographie s'ouvre sur une sorte de «fiche technique» avec cinq rubriques: localisation, fondation, situation actuelle, restes conservés, restaurations. J'ai tenté de dresser à partir de ces fiches, le tableau joint à cette recension, qui rendra service et actualise considérablement les données, déjà anciennes et parfois approximatives, de N. Backmund dans le t. 3 de son *Monasticon*.

L'extrême intérêt de chacune des études consacrées à ces monastères espagnols tient moins dans les *noticias historicas* que dans l'*analisi artistico* qui suit. Chaque monastère est présenté (avec de remarquables plans et des clichés noir et blanc) dans ses différentes parties: église, bâtiments conventuels. Mme de Guereño Sanz conduit l'étude de chaque monument tout au long des siècles. Ainsi, par exemple, pour le beau monastère de Bujedo (sur lequel il existe déjà une abondante littérature), sont étudiées non seulement la partie romane, extrêmement bien conservée, mais aussi les transformations du XVI^e siècle, spécialement la belle *Capilla San Norberto*, ajoutée à l'église avec une voûte sculptée fort intéressante, ou le cloître — démolé en 1582, et reconstruit au début du XVII^e siècle sur le plan ancien. En suivant pas à pas le *Libro becerro* (cartulaire, ou livre-terrier) de l'abbaye, l'Auteur décrit les transformations opérées sous les abbés triennaux des XVII^e et XVIII^e siècles: dans un raccourci fascinant, on voit apparaître les escaliers, fenêtres, galeries, atrium de l'église, cuisine moderne, écuries, qui ont donné à cette magnifique maison son allure actuelle.

L'abbaye de La Vid se taille évidemment la part du lion dans l'étude des maisons de Castille. L'Auteur n'a exploité de l'immense fonds d'archives la concernant que les documents qui traitent peu ou prou de la question artistique. Comme à Bujedo, le monastère médiéval (avec son église à chevet triple) a fait place à un monastère moderne, issu des temps de la splendeur: au XVI^e siècle, La Vid devient, notamment grâce au Cardinal commendataire Lopez de Mendoza, la maison la plus riche et la plus belle de l'ordre en Espagne, un temps chef de congrégation. L'église

actuelle, dont le chœur est reconstruit au XVI^e siècle, est issue des transformations importantes du XVIII^e siècle, où les nefs subsistant encore de l'église médiévale font place à de nouvelles, d'une esthétique anachronique qui maintient les structures gothiques. La façade médiévale est elle aussi remplacée par une autre de style baroque, couronnée par un clocher monumental. Du cloître ancien subsistent des parties XII^e-XIV^e à l'Est et au Nord, mais l'ensemble a été reconstruit et finalement redoublé aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Au fond, l'intéressant livre de Mme de Guereño est, par la force des choses, autant un livre sur l'architecture des monastères «médiévaux» que sur l'histoire des transformations architecturales — ce qu'elle appelle le *proceso crono-constructivo*. Même si tel n'était pas son but premier, l'ouvrage permet, par l'étude exhaustive et systématique de ce *proceso* de repérer l'évolution des modèles formels et des goûts partagés par les trois époques majeures : le temps des fondations (XII^e-XIII^e siècles), le *Renacimiento* (XVI^e siècle) et l'époque classique (XVII^e-XVIII^e siècles) — où les abbayes espagnoles s'affirment encore, dans leurs ambitions architecturales, pleines de vitalité. Dans cette dernière époque, du reste, il est amusant de constater comment l'esthétique monumentale est marquée par le goût des cours européennes : au XVIII^e siècle, les grands monastères prémontrés d'Espagne prennent l'allure princière de leurs homologues d'outre-Pyrénées (Pont-à-Mousson, Prémontré, Floreffe etc.). Apparaissent les ailes d'habitation à grandes cellules, les sacristies majestueuses et les cages d'escaliers monumentaux (comme à Retuerta ou Aguilar), le tout construit dans une magnifique *canteria* (pierre de taille).

L'ensemble des clichés donnés l'Auteur au long de l'ouvrage donne une idée visuelle de la qualité de ce patrimoine architectural prémontré d'Espagne. Il m'a semblé que ce patrimoine subit les lois générales : les grands monuments ont été «classés» avec soin (Retuerta, Alba de Tormes) ou même des plus petits, remarquables (comme Ribas, constamment l'objet de soin depuis 1864 et depuis son classement en 1931). Les monastères occupés par des religieux (Bujedo, Villoria, Alba de Tormes, Toro) ou par un centre culturel (Aguilar de Campo) et d'autre part les églises conventuelles devenues paroissiales (4 cas sur 28) risquent d'être bien conservés. La plupart des autres monuments sont hélas à l'abandon, et parfois déjà (11 sur 28) complètement disparus. Certains monuments sont en grand danger (comme ceux enserrés dans la ville à Valladolid ou à Ségovie, dont on peut parier qu'il ne restera bientôt plus rien).

Reste aussi à souhaiter une synthèse de même envergure pour chacun des pays d'Europe concerné par l'ordre de Prémontré. Le livre pionnier de Maria Teresa Lopez de Guereño Sanz fournira un exemple de méthodologie et de science historique pour les études d'architecture dans notre Ordre.

Abbaye de Mondaye
F-14250 Juaye-Mondaye

Dominique-Marie DAUZET O.Praem.

État des monastères prémontrés d'Espagne
d'après l'étude de Maria Teresa Lopez de Guereño-Sanz

I. Royaume de Castille

Province	Monastère	Localisation	Fondation	Situation actuelle	Restes conservés
AVILA 1	Sancti Spiritus d'Avila	S.E. d'Avila, extra- muros sur la route de Tolède.	Nuño Mateo Muñoz, 1209 – ou dès 1171 ? Fille de La Vid.	Propriété privée.	Périmètre de l'abside, sa- cristie au nord de l'église. Peut-être des murs de la maison de l'abbé ?
BURGOS 1	Nuestra Senora de Bujedo de Cande- pajares	N.E. de la province de Burgos, à 9 km de Miranda de Ebro.	Sancha Diaz de Frias, 1162 ou 1168, fille de San Cristobal de Ibeas.	Depuis 1891, occupé par les frères des Ecoles chrétiennes.	Eglise et cloître, avec des dépendances très transformées.
2	Santa Maria Mag- dalena de Fuente la Encina	Zalima, 8km au sud de Castrojeriz.	Avant 1170, comme prieuré indépendant.	Disparu.	Aucun.
3	San Cristobal de Ibeas de Juarros	Près de San Millan de Juarros, 15 km à l'est de Burgos.	Etablissement religieux dès 970, prémontré en 1151, paternité de Retuerta puis de La Vid.	En ruines.	Quelques pierres qui ont peut-être appartenu à l'abside de l'église. Un chapiteau dans une maison du village.
4	Nuestra Senora de La Vid	Sur la N122, à 17 km à l'ouest de Aranda de Duero (dioc. d'Osma).	1156 quand Alphonse VII donne le territoire de la Vid à l'abbé Domingo.	En état. Déclaré « Bien de interes cultural » (1991).	D'époque médiévale : cloître-est et quelques fenêtres du mur-nord de l'église. Le reste est des XVIIe-XVIIIe siècle.

Province	Monastère	Localisation	Fondation	Situation actuelle	Restes conservés
5	San Miguel de Villamayor de Trevino	Dans le village du même nom, au nord de Castrojeriz.	Monastère préexistant, devient prémontré en 1166.	Pratiquement disparu.	Un porche avec l'écu du monastère, un petit clocher. Dans la mairie de Villahizan, 4 colonnes supposées du cloître.
6	Santa Maria de Villamediana	Dans la vallée de Val-lejero, près d'Astudillo (Palencia).	Fondé avant 1179, filiale d'Aguilar de Campoo.	Un tas de pierres sur lieu probable de l'église.	Des pierres de tailles abimées de l'église et un morceau du mur de clôture.
7	Santa Maria de Villapedro	Près de Villasantino (dioc. de Burgos).	Première mention en 1164 — sans être encore un prieuré. Appartient aux prémontrés d'Ibeas en 1277.	Disparu depuis le XVIII ^e siècle.	Rien.
<i>Femmes</i>					
8	Nuestra Señora de Brazacorta	Dans le village du même nom, près de Peñaranda de Duero (dioc. d'Osma).	1165, avec la donation du lieu d'Alcobas de Brazacorta fait à La Vid par Ermesinde de Lara.	Eglise paroissiale du village.	Seulement l'église. Il ne reste rien des bâtiments monastiques.
9	Santa Maria del Coro de Fresnillo de las Dueñas	S.E. de la province de Burgos, près d'Aranda (à côté de La Vid). Appartenait autrefois au diocèse d'Osma.	1164, fondé pour loger les moniales de La Vid.	Disparu.	Rien.
10	Santa Maria de Quintanilla	2 km à l'ouest de Bujedo de Candapajares.	1175, par les chanoines de Bujedo.	Bâtiment agricole, propriété privée.	Fondations, difficilement identifiables.

Province	Monastère	Localisation	Fondation	Situation actuelle	Restes conservés
11	San Pablo de Sordillos	40 km ouest de Burgos, entre Villahizán et Villamayor de Trevino.	1166, par les chanoinesses de Villamayor de Trevino.	Eglise paroissiale du village de Sordillos.	L'église.
12	Santa Maria de Tortoles de Esgueva	Tout près du monastère de San Pelayo de Cerrato (Palencia), 30 km au nord de Peñafiel.	1161, Gonzalo de Torquemada fonde chez lui un prieuré de La Vid, remplacé par une fondation de bénédictines en 1194.	Propriété privée.	Rien.
PALENCIA 1	Santa Maria la Real de Aguilar de Campoo	Par la N611, au nord de la Province, à 99 km de Palencia.	822? fondation légendaire. En 1152, fondation prémontrée, filiale de Retuerta, à S. Augustin de Herrera (Palencia) transportée à Aguilar vers 1169.	Déclaré «Monumento Histórico Nacional» (1866 puis 1914). Aujourd'hui siège de la fondation du <i>Centro de Estudios del Romanico</i> . L'église est le <i>Museo del Romanico</i> .	Le monastère médiéval est intégralement conservé.
2	San Pelayo de Arenillas	Au nord de la province, vallée de Valdavia, près de Saldaña.	1132, par Diego Muñoz, passe à l'Ordre en 1168.	Déclaré «Monumento Histórico-Artístico» (1978) et «Monumento Nacional» (1979). L'église est paroissiale du village d'Arenillas.	Eglise et salle capitulaire.
3	San Pelayo de Cerrato	Au sud de la province, à 2 km de Cevico Navaro.	Des bénédictins (?) dès 934, puis des chanoines réguliers en 1156, et des prémontrés en 1159, fille de La Vid.	Abandonné et en ruines.	Des pans de mur de l'église et du cloître, tout démolis.

Province	Monastère	Localisation	Fondation	Situation actuelle	Restes conservés
4	Santa Cruz de Ribas	Entre Monzon et Ribas, à 25 km de Palencia.	En 1176. La communauté s'est transportée à Valladolid, gardant Ribas comme prieuré.	Inhabité depuis son abandon du XVIII ^e siècle. En 1931, déclaré « Monumento Nacional ». Actuellement enserré dans une exploitation agricole.	L'église et des parties du bâtiment claustral-est. Restaurations en 1864, 1922, 1971, 1978.
<i>femmes</i>					
5	Santa Cruz de Reinoso de Cerrato	A côté de Pisuerga (diocèse de Palencia).	Fondé au milieu du XII ^e siècle pour les religieuses de San Pelayo de Cerrato.	Disparu.	Rien.
SEGOVIA					
1	Santa Maria de Los Huertos	A Ségovie, quartier nord, extra-muros, au bord de l'Eresma.	Fondation de chanoines réguliers de Saint Augustin au milieu du XII ^e siècle, devenus prémontrés en 1208.	Abandonné, en ruines.	Des fondations des absides de l'église médiévale.
SORIA					
1	Santa Maria Allende Duero de Almazan	Selon les chroniques, « à mille pas de Almazan », sur la rive droite du Duero.	Prieuré de Retuerta fondé en 1231.	Disparu.	Rien?
VALLADOLID					
1	San Saturnino de Medina del Campo	A Medina del Campo, barrio de Avila, n° 9, dans la Calle de los Mostenses.	Fondé avant 1178 par Andres Bocos, comme filiale de San Pelayo.	Abandonné, dépôt de ferraille d'un atelier de mécanique.	L'abside centrale de l'église.

Province	Monastère	Localisation	Fondation	Situation actuelle	Restes conservés
2	Nuestra Señora de Retuerta	15 km de Sardon de Duero, à Quintanilla de Abajo.	Fondé en 1145 par Sancho Ansurez, comme filiale de la Case-Dieu (Gascogne) à Fuentes-Claras — depuis transporté à Retuerta.	Déclaré « Monumento Nacional » (1931). Propriété de la société Bodegas Vega Sicilia.	Le monastère est intact.
<i>femmes</i>					
3	Santa Maria de Los Huertos de Medina del Campo	A l'ouest de la ville de Medina.	Fondé en 1233 (?) pour les religieuses de San Saturnino.	Disparu.	Rien.

II. Royaume de Leon

LEON	Nuestra Señora de la Asuncion de Villoria de Orbigo	Village de Villarejo de Orbigo (diocèse de Astorga).	Filiale d'Aguilar, fondée en 1243. En 1511, occupé par des norbertines de Santa Sofia de Toro.	Occupé par une communauté de 8 chanoinesses prémontrées.	L'église et le cloître du XVIIIe siècle. Les dépendances sont modernes, et le monastère a subi plusieurs incendies. Restaurations (1993).
SALAMANCA	San Leonardo de Alba de Tormes	A 2 km d'Alba, au sud-est de la province.	Fondé par Alphonse VII en 1154, maison-mère de Ciudad Rodrigo, de S. Miguel de Gros et de Santa Sofia de Toro. Passé aux hiéronymites en 1141.	Habité par les pères Réparateurs du Sacré-Cœur (noviciat et internat de jeunes). Petit musée. Déclaré « Monumento Nacional » en 1931.	Muraille extérieure de l'église, cloître et quelques pièces de sculpture, le tout d'époque hiéronymienne. L'ensemble a été restauré en 1991.

Province	Monastère	Localisation	Fondation	Situation actuelle	Restes conservés
2	Nuestra Señora de la Caridad de Ciudad Rodrigo	A 4 km à l'est de la ville, dans la plaine de l'Agueda.	Entre 1165 et 1168 à Las Canteras, puis transféré en 1171 au lieu actuel.	L'église, sans culte et en mauvais état de conservation, appartient au diocèse. Les bâtiments conventuels appartiennent à la famille Foxa-Uhagon.	Tout le monastère est intact. Restauration 1988-1992.
ZAMORA 1	San Miguel de Gros	A 10 km de Toro, au bord du Duero.	Prieuré fondé en 1162 par Alphonse VIII.	Propriété privée. Exploitation agricole et ferme d'élevage.	Quelques colonnes (ayant appartenu au cloître?)
2	Santa Sofia de Toro	A Toro, calle de Tabla Redonda.	A été une partie du monastère double de San Miguel de Gros. Depuis 1316, les chanoinesses sont à Toro.	Habité par une communauté de sœurs norbertines, plus connues sous le nom de « Las Sofías ».	L'église, le <i>torreon</i> (la grosse tour), le patio de la citerne, et le patio principal.

Recensiones

Thomas DOEPNER, *Das Prämonstratenserinnenkloster Altenberg im Hoch- und Spätmittelalter. Sozial- und frömmigkeitsgeschichtliche Untersuchungen* (= Untersuchungen und Materialien zur Verfassungs- und Landesgeschichte, Band 16), Marburg 1999, IX+537 Seiten, eine beigelegte Karte, Preis: 58,00 DM, ISBN 3-7708-1128-3.

Nachdem in einem ersten Kapitel die Gründung und die äußere Entwicklung des Klosters Altenberg bis zum Ende des 15. Jahrhunderts (allerdings nur unter ausgewählten Aspekten) kurz vorgestellt wurden, wendet sich der Autor den angekündigten sozial- und frömmigkeitsgeschichtlichen Untersuchungen zu, die so dargeboten werden, daß die wechselseitige Durchdringung beider Aspekte deutlich wird. Schwerpunkt des 2. Kapitels *Das religiöse Leben im Kloster* ist der Elisabethkult, wobei Altenberg zwar zu Recht, aber meines Erachtens zu stark als Kult- und Traditionszentrum der Elisabethverehrung herausgestellt wird. Der Autor selbst muß einräumen, daß Altenberg in dieser Hinsicht gegenüber Marburg nur einen nachgeordneten Rang einnimmt. Hintergrund für seine These ist das langjährige Wirken Gertruds, der Tochter Elisabeths, als Meisterin von Altenberg. Außer der Materialfülle zum *Elisabethkult* bietet dieses grundlegende Kapitel zur Frömmigkeitsgeschichte nur noch einen weiteren Unterpunkt, überschrieben mit *Die Religiosität der Prämonstratenserinnen*. Aufgrund der Quellenlage, die zu diesem Thema nicht viel hergibt, obwohl sie für Altenberg noch als relativ gut anzusprechen ist, begnügt sich der Autor mit 17 Seiten, wobei dennoch einige aussagekräftige Aspekte aufgegriffen werden.

Dem klösterlichen Personenfeld (Mitglieder und soziales Umfeld) gilt das 3. Kapitel. Dazu wird in einem Anhang *Prosopographie* sowohl ein umfangreiches *Chronologisches Verzeichnis der Konventualinnen* bis zum Jahr 1524 erarbeitet (S. 202-303: insgesamt 188 Namen mit Angabe der Herkunft-Familie und deren Sozialstatus, falls beides ohne ein Übermaß an Nachforschung zu ermitteln war), als auch ein *Chronologisches Verzeichnis der Stifter* mit Nachträgen (S. 304-400: insgesamt 240 Namen und Angabe der Stiftertätigkeit und soweit möglich auch der Familienzugehörigkeit und des Sozialstatus). Hauptquelle ist das private Fürst zu Solms-Braunsfels'sche Archiv, das der Autor ausgiebig auswerten durfte, eine Gunst, die bislang vielen Forschern verwehrt wurde. Doepners Bearbeitung schöpft aus der Fülle der Daten, die in diesen beiden Anhängen gespeichert vorliegen. Elf Graphiken, Tabellen und Schemata unterbrechen und erläutern den Text der Darstellung.

Im 4. Kapitel, etwas vollmundig überschrieben mit *Religiöse Dynamik und klösterliches Beziehungsgeflecht: Die Entwicklung der geistlichen*

Gemeinschaft, geht es unter der Fülle denkbarer Themen lediglich um zwei Schwerpunkte: um *Eintrittsmotive* und *Stifterverhalten*. Die Eintrittsmotive spitzt der Autor laut Untertitel auf die Alternative zu: *Freiwillige Konversion oder Versorgungsinstitut*? Daß es dabei in der Praxis auch ein *sowohl als auch* geben kann, scheint dem Autor nicht bewußt geworden zu sein. Nach vielen Fallbeispielen, die durchaus eine ambivalente Ausdeutung zulassen, folgt auf Seite 156 die ernüchternde und von jedem Forscher längst erwartete Feststellung: Das zur Verfügung stehende Quellenmaterial erlaubt keine direkte Antwort auf die Frage, wer oder was eine Altenberger Prämonstratenserin zum Klosterleben bewog. — Zum *Stifterverhalten* kann der Autor auf sein umfangreiches alphabetisch nach Orten gegliedertes Besitzverzeichnis des Klosters Altenberg (S. 401-493) und auf die beigelegte Übersichtskarte verweisen. Welch monatelange Fleißarbeit steckt allein hinter der Sichtung der Archivalien, dem Ermitteln der Motive, der Einordnung der Stifter in bestimmte Familien und der Zuordnung des Stiftungsvermögens zu bestimmten Ortschaften! Dennoch bleibt in der Auswertung auch hier ein großes Fragezeichen zwischen den in den Archivalien genannten und den tatsächlichen Motiven. Denn wer vermag schon das Motivbündel eines heutigen Stifters genau zu entflechten: Gottesliebe, Unterstützung mildtätiger Zwecke, Sühne für eigene Fehler und vielleicht auch der Wunsch, einen Schatz im Himmel für sein eigenes Seelenheil anzusammeln? Und wie groß muß da die Unsicherheit, ja Vermessenheit einer Bewertung bleiben, wenn man aufgrund von ein paar Indizien ein Stifterverhalten im Mittelalter ergründen möchte? — Diese allgemeine Einsicht ist nicht Doepler anzulasten, sondern liegt in der Natur der Sache.

Ein Quellen- und Darstellungsverzeichnis sowie ein kombiniertes Orts- und Personenregister (nur über die Seiten 1-400, ohne Aufnahme des Besitzverzeichnisses) runden das Werk ab.

Der Autor nimmt sich in seinem Untertitel viel vor und weckt hohe Erwartungen. Er kann viele Einzelheiten durch Quellen belegen und dadurch die eine oder andere Überlegung auf eine sichere Grundlage stellen. Die drei umfangreichen Verzeichnisse, die über die Hälfte des Bandes einnehmen, besitzen bleibenden Quellenwert. Ungewohnt ist die stereotyp gebrauchte Bezeichnung *Nonnen* für die Prämonstratenserinnen. Der Autor begründet dies gleich auf Seite 1. Er glaubt, die in den Quellen vorkommenden Begriffe *sorores*, *moniales* oder *juntfrauen* auch im Hinblick auf den Charakter Altenbergs als »echtes« Frauenkloster eines Reformordens durch die Bezeichnung *Nonnen* am besten wiederzugeben. Andere Autoren haben sich bei gleicher Problematik bisher durchweg für die Bezeichnung *Schwester* entschieden und die Begriffe *Mönch* und *Nonne* nicht für kanonikale Institutionen gebraucht. Weiter ist der Autor hinsichtlich des Klosters Altenberg gleich a Priori auf Seite 1 der festen Überzeugung: »Die monastische Intensität ihres Lebens qualifizierte die geistlichen Frauen, nicht die Provenienz ihrer Regel.« Unter dieser Prämisse läßt sich also auch — wie man staunend sieht (und es ist

gut, daß der Autor seine Karten aufdeckt!) — eine frömmigkeitsgeschichtliche Untersuchung durchführen!

Neu ist in dieser Bestimmtheit die Aussage auf S. 72f., die Seligsprechungsurkunde für *Gertrud von Altenberg*, ausgestellt von Papst Clemens VI. im Jahr 1348, sei eine neuzeitliche Fälschung (1655) durch den Altenberger Propst Petrus Diederich. Die von Doepner dazu angeführten Beweise scheinen mir schlüssig zu sein. Bisher pflegte man als allgemeine Überzeugung zu behaupten: Der Präm.-Orden habe zwar seine herausragenden Persönlichkeiten auch im Mittelalter geehrt und geschätzt, aber nie eine formelle Heiligsprechung durch den Papst erbeten. Als einzige Ausnahme von der Regel galt dabei die Seligsprechung Gertruds 1348. Dank Doepner fällt diese Ausnahme nun weg, wodurch sich ein einheitliches Bild ergibt. Angefangen mit Norbert 1582 wurde der ununterbrochene Kult der mittelalterlichen Seligen und Heiligen des Prämonstratenser-Ordens von Rom bestätigt, ohne daß es eines formellen Heiligsprechungsprozesses bedurfte. Dies geschah für die selige Gertrud zusammen mit sechs anderen aus dem Prämonstratenser-Orden durch Papst Benedikt XIII. am 22. Januar 1728, wobei im Dokument eigens darauf hingewiesen wurde, daß alle diese Heiligen und Seligen mit ihrem Offizium schon seit langer Zeit im alten Ordensbrevier stünden.

An der Abtei 4
D-47166 Duisburg

Ludger HORSTKÖTTER O.Praem.

Jay T. LEES, *Anselm of Havelberg. Deeds into Words in the Twelfth Century*. Brill, Leiden — New York — Köln 1988 (Studies in the History of Christian Thought, vol. 79) XIV + 317 pp. ISBN 90 04 10906 4, Nlg 218,17 / US \$ 122.

Eine monographische Darstellung über Leben und Werk des Bischofs Anselm von Havelberg (ca. 1095-1158) ist seit langem ein Desiderat der Forschung. Neben den älteren Forschungen von Dombrowski (1880) und Lauerer (1911) liegen nur Beiträge zu einzelnen Aspekten seines kirchenpolitischen, ökumenischen und schriftstellerischen Wirkens vor. Deshalb ist die umfassende Studie des Associate Professor of History an der University of Northern Iowa sehr zu begrüßen. Erklärtes Ziel der Darstellung ist es auch, den Widerspruch der historischen Sichtweisen Anselms als selbstbewußtem kirchenpolitischem Karrieremenschen und selbstlosem Diener der kirchlichen Einheit aufzuheben (S. 5). Dies kann nur gelingen durch eine möglichst genaue Rekonstruktion (so S. 6) seines Lebens auf dem Hintergrund der höfischen Gesellschaft des 12. Jahrhunderts (Part I, S. 9-122) und eine Neuinterpretation seiner wichtigsten Werke (*Epistola apologetica*, *De una forma credendi*, *Antikeimenon*) (Part II, S. 123-281). Für *Epist. apol.* und *Antik.* wurden wegen des Fehlens einer kritischen Ausgabe auch die wichtigsten Handschriften aus Berlin, München und Wolfenbüttel herangezogen.

Für die Rekonstruktion des Lebens Anselms muß man Vf. eine ausgezeichnete Quellenkenntnis bestätigen. Aus der Zeit vor der Bischofsweihe 1129 werden als bedeutendste Faktoren der Aufenthalt an der Kathedralschule in Lüttich und die daher rührende Freundschaft mit dem späteren Abt Wibald von Stablo und dem späteren Erzbischof von Köln Arnold von Wied, aber auch der Einfluß von Rupert von Deutz herausgearbeitet (S. 11-21). Die Beteiligung Norberts an dem in Ruperts *Altercatio monachi et clerici* (PL 170, 537-42) geschilderten Streitgespräch hält Vf. entgegen W. M. Grauwens Bedenken für höchstwahrscheinlich (S. 17; W. M. Grauwen, *De religieuze vorming van Norbert te Siegburg. Was er een ontmoeting met Rupert van Deutz, 1115-1118?*, in: *AnPraem* 71 (1995) 236-263, wird nicht berücksichtigt). Zentral für die manchmal stark psychologische Darstellung Lees wird die quellenmäßig schwer faßbare Begegnung Anselms mit Norbert und dessen bleibendes Vorbild, gesehen im Kontext der sich abzeichnenden Spannungen zwischen Prémontré und Magdeburg, womit Vf. S. 31 erklärt, daß sich Anselm nie als Prämonstratenser deklariert. Die Sicht eines »schism in the order into what might be called western Praemonstratensians and eastern Norbertines« ist jedoch sehr vereinfachend, zumal der *Dialogus inter Cluniacensem monachum et Cisterciensem* (Martène/Durand 1717, Sp. 1618) zeigt, daß sich die *Norbertini* eben nicht Norbertiner nennen wollten. Quellenmäßig gut belegt ist das Wirken des durch die Wenden an seinem Bischofssitz gehinderten Anselm am Kaiserhof unter Lothar III., als *apocrisiarius* des Kaisers in Konstantinopel und das teilweise unfreiwillige Wirken in dem nach dem Wendenkreuzzug befreiten Havelberg unter Konrad III. (40-97, besonders auch die Gründung und rechtliche Stellung von Jerichow S. 62-68). Vf. kann damit auch die veraltete Ansicht widerlegen, Anselm habe sich um seine Diözese kaum gekümmert. Daß hier Anselm allerdings durchgehend am Vorbild Norberts gemessen wird, scheint einer eigenständigen Wertung Anselms eher abträglich zu sein. Detailgetreu rekonstruiert sind die mit Erfolg gekrönten Versuche, mit Friedrich Barbarossa in Kontakt zu kommen, und das Wirken als Erzbischof und Exarch von Ravenna bis zum Tod bei der Belagerung von Mailand am 12. August 1158. Auffallend ist allerdings, daß der sonst gegenüber den Rollen in narrativen Quellen sehr vorsichtige Vf. die bei Vinzenz von Prag (MGH SS 17, 671) überlieferten »letzten Worte« Anselms, die kompromißlose Warnung an Barbarossa, das Lösegeld-Angebot Mailands zu akzeptieren, ohne viel Diskussion als historisch annimmt (S. 121).

Die im ganzen sehr eindrucksvolle und stimmige Interpretation der Hauptwerke Anselms, die in einer Linie eher psychologisch an den Autor gebunden werden, ist jeweils focussiert auf ein subjektives Ziel Anselms. Dies sei im Fall der *epist. apol.* die Rechtfertigung der eigenen *vita activa* gegenüber den monastischen Angriffen Egberts von Huysburg und (implizit) Ruperts von Deutz (S. 131). Der stark ironische, teilweise polemische Ton Anselms in dieser Epistel hätte über die gute Analyse der allegorischen und historischen Schriftinterpretation und der biblischen Typologie

(Martha, Maria) hinaus eine stilistische Betrachtung anhand des Briefstils, insbesondere der Briefe des Hieronymus nahegelegt, bei deren Lektüre angeblich Anselm das Schreiben Egberts erhält, das er hier apologetisch beantwortet. Wo Vf. S. 145 die als *auctoritas* herangezogene Ordination Gregors d. Gr. mit der Ordination Norberts vergleicht, werden Vita A und B ununterschieden herangezogen, ohne Reflexion auf das Verhältnis beider Texte zueinander und zu Anselm. Datiert man *epist. apol.* mit Vf. auf 1138, erscheinen die Vergleiche mit den späteren Viten ungegründet. Gut herausgearbeitet ist dagegen die Vertrautheit Anselms mit der Dialektik seiner Zeit, einschließlich einer deutlichen Betonung des Vorrangs des Individuums vor dem Universale, was ebenso wie die Betonung der Intention gegenüber dem Werk an Abaelard denken läßt (S. 137f., 153, 209). Die einlinige Interpretation, die viele Ehrerbietungs- und Demutsformeln des Briefstils außer Acht läßt, führt tatsächlich zu einem wenig einnehmenden Resümee: »On the whole, Anselm conveys the unsettling impression of a boxer who ducks his opponent's jab, lands his own punch, and then draws back to apologize while nevertheless demonstrating that he wants to deliver the knockout blow.« (S. 163).

Der negative Eindruck der *epist. apol.* soll durch *De una forma credendi* (Dialogi 1, Antik. 1), später aufgenommen in das für Papst Eugen III. zusammengestellte *Antikeimenon*, überwunden werden. Die Interpretation von *Antik. 1* als partielle Selbstkritik des Anselm der *epist. apol.* (z.B. S. 194, 197) überzeugt jedoch nicht immer. Klar stellt Vf. die Kompositionsgeschichte und den verschiedenen Adressatenkreis von *Antik. 1* und *Antik. 2-3* dar. Ebenso deutlich wird auch die Aussageabsicht gegenüber den Verteidigern einer strengen Einförmigkeit der Lebensweisen in der Kirche (bes. S. 202-205). Die Periodisierung der Welt als Heilsgeschichte wird in einem Vergleich mit Rupert von Deutz, Hugo von St. Viktor, Eberwin von Steinfeld und Bernhard von Clairvaux in ihrer Traditionsgebundenheit ebenso herausgearbeitet wie in ihrer individuellen Gestaltung bei Anselm (S. 177-224). Viel Gewicht legt Vf. zurecht auf den Wortgebrauch Anselms; gelegentlich hat man allerdings den Eindruck einer Überinterpretation (z.B. S. 174 'novissimus' mit Konnotation von 'newest' or 'youngest' in Relation zu 'novus'; S. 200f. zu 'virtus', wobei der biblische Sprachgebrauch für den Hl. Geist zu berücksichtigen wäre). Nicht überzeugend ist m.E. die Verbindung von der *una facies Christianae religionis* in der Urkirche (PL 188, 1148C) über 2 Kor 3,18 (*revelata facie*) zu der Rede von der *una facies* Jesu, »the unchanging image of Jesus« (S. 202-206, 214 u. öfter), eine Verbindung, die in dieser Weise im Werk Anselms nicht gegeben ist.

Den Höhepunkt der Interpretationskunst Lees bildet zweifellos die Darstellung von *Antik. 2-3* (S. 224-281). In Anwendung der literaturwissenschaftlichen Erkenntnisse zum antiken und mittelalterlichen Dialog (bes. nach von Moos 1989) und in klarer Interpretation der zwei Prologe unterscheidet Vf. zwischen dem Schreiber Anselm in Havelberg und seinen Abfassungszielen auf Bitten der Brüder (*Antik. 2, Prooem.*) und den daraus dem Sprecher Anselm im aktuellen Dialog mit Erzbischof Niketas

von Nikomedien in Konstantinopel 1136 zugeschriebenen Worten bzw. Rollen und schließlich der durch den Auftrag Eugens III. 1149 veranlaßten Zusammenstellung und Sichtweise von *Antik. 1-3*. Was ursprünglich eine Belehrung der Brüder über die Verschiedenheit der Lebensformen in der lateinischen (*Antik. 1*) und griechischen Kirche (*Antik. 2-3*) war, wird so insgesamt zu einem Lehrschreiben an den Papst bzgl. des Umgangs mit verschiedenen Lebensformen und Neuerungen (*Antik. 3,20*) innerhalb der mit den Griechen letztlich doch einen Glaubensform. Die Sprecher Anselm und Niketas werden aber nicht zu literarischen Konstrukten aufgelöst (S. 237). Keineswegs ist dabei der Anselm von 1136 in der *Filioque*-Frage (*Antik. 2*) immer der Vertreter der ökumenisch-irenischen Position, vielmehr lassen sich durchaus Parallelen zur ironischen Bissigkeit der *epist. apol.* zeigen (S. 243-250). Indem der Schreiber Anselm das ungeschminkt darstellt und jenseits aller logischen Fallstricke, die man einander und sich selbst auslegt (S. 244), vor allem dem Griechen die entscheidenden Argumente für einen Konsens, aber auch das Lob für die Demut des Lateiners in den Mund legt, wird auch die Aussageabsicht angesichts der umgekehrten Situation bei griechischen Delegationen im Westen deutlich (S. 228f.). Gut herausgearbeitet wird auch die scholastische Rolle von *ratio* und *auctoritas* angesichts eines Traditionalismus auf beiden Seiten, insbesondere in der Frage des ungesäuerten Brotes in der Eucharistie (zu *Antik. 3*, S. 258-262). Der Unterschied zwischen lateinisch-scholastischem und griechisch-patristischem Denken hätte jedoch in den beiden Sprechern zugewiesenen Argumenten noch stärker akzentuiert werden können, wenngleich hier die Argumente des Griechen natürlich aus der Feder und dem scholastisch gebildeten Kopf des Schreibers Anselm von Havelberg fließen.

Die Stringenz der Interpretation Anselms durch Lees ist bewundernswert, auch wenn man an manchem Detail und am Interpretationsschlüssel seine Zweifel hat und das Werk einige kleine Schönheitsfehler, vor allem bei geographischen Angaben, aufweist (S. 24 Anm. 3 Siegberg statt Siegburg; S. 47 Z. 11 wohl 'as Humbert'; S. 54 Z. 5 Huysberg statt Huysburg; S. 75 Abs. 3 Klitzsee statt Kletz-See, vgl. ebd. Anm. 8 Kletz; S. 115 Z. 9 Sancti Ravennatis ecclesiae?; S. 192 Z. 4 Fidei statt fide wie Anm. 94). Das Werk ist weit über die Bedeutung im Orden hinaus ein wichtiger Beitrag zur Geschichte und Literatur des Mittelalters, aber auch zu den ökumenischen Bestrebungen unserer Tage. Schließt *Antik. 3* mit dem Ruf *Calos dialogos — Bonus dualis sermo* (1248 B), so kann der Rezensent diesem Beifall auch für den vorliegenden Dialog des Vf. mit den Quellen — trotz mancher Schwächen — zustimmen, zumal auch beim Dialog Anselms nicht alle Fragen gelöst werden konnten.

Lexikon des Mittelalters, Band IX (Werla bis Zypresse; Anhang), Herausgeber und Berater: Norbert ANGERMANN u. a., Redaktion: Gloria AVELLA-WIDHALM u. a., LexMA Verlag, München 1998, VIII Seiten + 1094 Spalten, ISBN 3-89659-909-7.

Mit Band IX, der vom Umfang her nur halb so stark ist wie die übrigen Bände, wurde dieses bedeutende Standardwerk vollendet. Die Prämonstratenser-Klöster *Windberg* (Sp. 231) und *Wittewierum* (Sp. 275) sind mit einem eigenen Artikel vertreten. Nach dem sicherlich gleich bedeutenden *Stift Wilten* in Innsbruck sucht man vergeblich. Kurz mitbehandelt wird beim schottischen *Whithorn* (Sp. 56) auch das dortige Prämonstratenser-Priorat, ebenso bei der mährischen Stadt Znaim (Sp. 660f) das Kloster *Louka*. Beiläufig werden in Sp. 61 die Stifte *Unser Lieben Frauen* in Magdeburg und *Gottesgnaden* bei Calbe/Saale genannt. Unter dem Stichwort *Zypern* (Sp. 744) findet sich ein Verweis auf das Kloster *Belapais*, das bereits in einem eigenen Artikel gewürdigt wurde.

Spezielle Artikel zu einzelnen Personen aus dem Prämonstratenser-Orden: *Wichmann von Arnstein/Ruppin*, zunächst im Kloster ULF in Magdeburg, später Übertritt zum neu gegründeten Dominikanerorden (Sp. 62), Bischof *Wigger* von Brandenburg (Sp. 95), *Zacharias von Besançon*, auch *Chrysopolitanus* genannt (Sp. 436) und *Jan Želivský*, zunächst im Kloster Selau, dann radikaler hussitischer Prediger (Sp. 520).

Wichtige Anregungen auch für den Prämonstratenser-Orden enthalten u.a. die Artikel *Windesheim* (Sp. 233ff), *Zelle* (Sp. 520f) und *Zisterzienser* (Sp. 632ff). — Im Anhang ab Sp. 749 finden sich u.a. Stammtafeln, Herrscher- und Papstlisten, ein winziges Personen- und Ortsregister (Sp. 1029-1038), das Nachwort, ein Gesamtverzeichnis der Herausgeber und Berater sowie der Mitarbeiter aller neun Bände (ohne Nennung der von ihnen verfaßten Einzelartikel).

Nach Abschluß der Edition, die sich von 1977 bis 1998 hinzog, steht dem historisch und kulturell Interessierten ein umfassendes Nachschlagewerk an Informationen und Verweisen zur Verfügung, das fertige Lösungen bietet, aber auch als Arbeitsmittel eingesetzt werden kann, um zu weiteren Lösungen zu gelangen. Die Redaktion hat versucht, das volle Spektrum mittelalterlicher Forschung, auch die so genannten Randgebiete oder Spezialdisziplinen, für alle europäischen Länder systematisch zu erfassen und übersichtlich darzustellen. Immer wieder besticht die Breite der Auswahl der Stichwörter und die Fülle des verarbeiteten Wissens.

Um dieses ungemein reichhaltige Werk zu erschließen und die auch unter entlegenen Stichwörtern verborgenen Schätze zu entdecken, hätte es eines eingehenden Sachregisters bedurft. Der nachfolgend angezeigte *Registerband* verfehlt diese einmalige Chance. Er ordnet im ersten Teil die bereits im Lexikon ausgewiesenen Stichwörter bestimmten Sachbereichen zu, zählt ab Sp. 201 alle Hauptverweise auf und stellt von Sp. 285 bis 776 die Mitarbeiter in alphabetischer Reihenfolge vor, jeweils mit den von ihnen verfaßten Beiträgen. Siehe dazu *Lexikon des Mittelalters*:

Registerband, erarbeitet von Charlotte BRETSCHER-GISIGER u.a., Verlag J.B. Metzler, Stuttgart und Weimar 1999, VIII Seiten und 776 Spalten, ISBN 3-476-01688-9.

An der Abtei 4
D-47166 Duisburg

Ludger HORSTKÖTTER O.Praem.

Christian SCHOLL, *Die ehemalige Prämonstratenserstiftskirche St. Marien in Leitzkau*. Gestalt und Deutung. Ein Beitrag zur mitteldeutschen Architektur des 12. Jahrhunderts. Tenea-Verlag Berlin 1999, 484 Seiten, 70 Zeichnungen, 72 Abbildungen, Preis: 75,00 DM, ISBN 3-932274-23-7.

Diese zur Promotion an der Universität Göttingen (Kunstgeschichte) vorgelegte Dissertation setzt sich zum Ziel, die Vorstellungen über den Urzustand des fragmentarisch überkommenen Kirchenbaus in Leitzkau (Sachsen-Anhalt) zu konkretisieren sowie den Bau architekturgeschichtlich einzuordnen und nach seiner Funktion zu befragen. Wichtigste Vergleichsbeispiele sind dabei die Magdeburger Klosterkirche Unser Lieben Frauen und die Klosterkirche in Jerichow (Elbe). Dem Autor geht es darüber hinaus um eine Klärung der oft gestellten Frage einer spezifischen *Ordensbaukunst* und *Reformarchitektur*, ja um den Bedeutungsgehalt und die Bildhaltigkeit romanischer Architektur überhaupt, insbesondere um folgende Probleme: Welche Bauformen sind vom liturgischen Gebrauch her bedingt, und was läßt sich zu den *ikonologischen Gehalten* der Bauformen aussagen. Es bleibt anzumerken: Die kunsthistorische Untersuchung Scholls beschränkt sich allein auf die Kirche in Leitzkau und klammert den übrigen Stiftsbereich aus. Dieser wäre sinnvollerweise im Zusammenhang mit den Renaissancebauten des Schlosses zu untersuchen, siehe dazu zum Beispiel: Barbara PREGLA und Reinhard SCHMITT, *Zur Baugestalt der romanischen Klausur des Prämonstratenserstiftes Leitzkau*, in *Denkmalpflege in Sachsen-Anhalt* 7. Jg. (1999), Seite 146-163.

Scholl bietet im ersten Hauptkapitel eine gediegene historische Einführung von der Vorgeschichte des Stifts bis zur Umwandlung in eine Schloßkirche (16. Jahrhundert), ja bis zur Restaurierung nach 1945. Einzelaspekte sind dabei u.a.: der Bau der Pfarrkirche, die Stiftsgründung, der Ablauf beim Bau der Stiftskirche und die Errichtung des Domkapitels in Brandenburg. Dabei stützt sich der Autor zu Beginn auf die Untersuchung »Slawen und Deutsche« von Hans-Dietrich Kahl (1964), setzt sich aber mit einigen Schlußfolgerungen Kahls über den Anspruch, der hinter der Leitzkauer Stiftsgründung stehen soll, kritisch auseinander. Mit dem Kloster Leitzkau, das auf einer sanften Anhöhe liegt und das ganze Umland beherrscht, wurde die Reorganisation des Bistums Brandenburg eingeleitet. Das Leitzkauer Kapitel der Prämonstratenser erhielt

Funktionen, wie sie sonst nur auf ein Domkapitel zugeschnitten sind. Die 1155 geweihte Basilika wurde nach Aufhebung des Klosters im Zuge der lutherischen Reformation (16. Jahrhundert) in die Schloßanlage einbezogen und nach den Zerstörungen im Zweiten Weltkrieg durch Wegbrechen aller späteren Hinzufügungen ab 1960 in ihrer romanischen Baubsubstanz freigelegt. Der ehemalige Kirchbau blieb seitdem Fragment, ohne eine neue Funktion zu erhalten.

Das zweite Hauptkapitel beschreibt die Leitzkauer Stiftskirche St. Marien zunächst in ihrem Bestand, um daran anknüpfend eine Rekonstruktion des ursprünglichen Zustands der Bauteile (Westbau vor dem Umbau von 1572, Langhaus, Querhaus, Ostbau) zu versuchen und mit einigen bisher in der Literatur erwogenen Ansätzen zu vergleichen.

Das dritte Hauptkapitel vergleicht den Leitzkauer Kirchbau mit anderen Kirchbauten. Dabei werden Halberstadt und Hamersleben (auch Hirsau) als Vorbilder diskutiert. Breiten Raum nehmen die Einzelvergleiche der Bauteile ein: Kirchenschiff (Jerichow), Choranlage (Ratzeburg) und über 50 Seiten zum Westbau (Magdeburg U.L.F., rheinisch-maasländische Dreiturm Bauten, mögliche regionale Vorbilder, Jerichow usw.). Hier werden auch Bauablauf und Datierung erörtert.

Das vierte Hauptkapitel hat die Nutzung der Innenräume zum Thema (Sanktuarium, Nebenchöre, Querhaus, Langhaus, Westbau, Westempore). Das Eingehen auf Besonderheiten der sächsischen Prämonstratenser in Kleidung und angeblich auch in den Zeiten des Chordienstes führt zu keiner baulichen Konsequenz, ist also für die vorliegende Untersuchung ohne Relevanz. Erörterungen über den eventuellen Platz der Laienbrüder in den Querhausarmen oder über das Fehlen einer nachgewiesenen Raumscheidung in Form eines Transversalbogens zwischen »chorus minor« und Langhaus [hier dürfte stattdessen ein *Lettner* gestanden haben!] führen zu keiner Konsequenz für die Bauausführung. Diese ist nach Ansicht des Autors vielmehr durch die gleiche Arkadenzahl des Magdeburger Klosters U.L.F. bzw. durch die vorgegebene Form des Kreuzes bestimmt. Ein dreiseitiger Exkurs über die Funktionalität der Basilika (mit Rückblick bis auf die römische Kaiserzeit) schließt mit der Erkenntnis, daß ein solcher Innenraum offen für viele Nutzungsmöglichkeiten sei, während ein für einen bestimmten Nutzungszweck konstruierter Raum keine so lange Überlebenszeit zu erreichen pflege. Ergebnis: Man schaffte sich in Leitzkau keinen Innenraum, zugeschnitten auf konkrete Nutzungswünsche, sondern man richtete sich im vorgegebenen großen Raum der vertrauten Basilika entsprechend ein.

Im fünften Hauptkapitel geht es um eine Sinndeutung der Leitzkauer Architektur. Ist die Stiftskirche ein *Bedeutungsträger*? — Ein Punkt ist dabei der Westbau, der nach Ansicht des Autors nicht allein aus seinem Wehr-Zweck zu erklären sei. Aufgrund der Entstehungsgeschichte im Ostelbe-Gebiet in exponierter Lage kam bei Badstübner der Gedanke auf, der Westbau sei Ausdruck der *Landesherrschaft*, doch wird diese These von Scholl abgeschwächt und letztlich verworfen. Dann wird nach einem Ordensbezug gesucht, und in manchen Details werden Verbindungen

zumindest zum Magdeburger Kloster U.L.F. und zu Jerichow gefunden. Anschließend wird über *allegorische Bedeutungen* in mittelalterlichen Kirchen allgemein und in der Leitzkauer Stiftskirche im Besonderen nachgedacht: Zahlen und Proportionen, die Lage des Kreuzaltars in der topographischen Mitte sowie das Kirchengebäude als Abbild des himmlischen Jerusalem bzw. als *Templum Salomonis*.

Ein Schlußkapitel faßt die Ergebnisse zusammen. Es folgen Quellen- und Literaturverzeichnis, ein Nachweis der 70 Architekturskizzen, Orts- und Personenregister sowie 72 Abbildungen zu Leitzkau und seinen Parallelen.

Zur Wertung: Größere Monographien zur Geschichte oder zu Bauten der Prämonstratenser im Norden und Osten Deutschlands (mit rühmlicher Ausnahme Magdeburgs) waren im nun vergangenen 20. Jahrhundert recht selten. Schon von daher ist eine so gründliche Arbeit zur Stiftskirche Leitzkau, eingebettet in die lokale Ordens- und Profangeschichte, zu begrüßen und für andere Klöster anzuregen. Was auf Jahrhunderte bleibt, ist die genaue Baubeobachtung und Baubeschreibung durch den Autor, wozu er bereits feststellt, daß einiges davon durch Unkenntnis bei nachfolgenden sogenannten »Restaurierungs«-Maßnahmen unwiederbringlich zerstört wurde. Zeitgebunden ist meiner Ansicht die recht breit geführte Auseinandersetzung um den Bedeutungsgehalt des romanischen Kirchenbaus zwischen den verschiedenen zitierten »Schulmeinungen«.

An der Abtei 4
D-47166 Duisburg

Ludger HORSTKÖTTER O.Praem.

J.C.M. VAN STRATUM, *De Vijftig van Berne; het werk van de Norbertijnen in India, 1923-1998* (Edition Missieprocurer Abdij van Berne, Heeswijk, 1998), 478 p. with sources, literature, indexes of persons, objects, places, and name lists; illustrated with 120 photographs.

Over 3000 letters, sent in the course of three-quarters of a century from the Indian mission-territory to the abbey of Berne and kept there in the archives, were used in the publication of this beautifully published book. From 1996 onward the author — who had already published a scientific study on Saint Norbert's College¹, lead by the abbey in earlier days — compiled a catalogue and summary of these letters. The commemoration in 1998 of the start of the Bernenses' work in India 75 years before was an opportunity for the administration of the abbey and the mission-office to issue a memorial volume on the occasion of this jubilee.

¹ VAN STRATUM, drs J.C.M.: *Hoe Berne het rooide*, in: *Om kijken en doorgaan; gedenkboek bij de viering van honderd jaar gymnasium te Heeswijk, 1886-1986* (Heeswijk 1986), p. 15-260.

In preparation to this, the author stayed in India during the autumn of 1997 and the spring of 1998, each time for a period of four to six weeks, to do research in the archives of the diocese of Jabalpur and St. Norbert's Priory of Jamtara. There in a number of cases he came across reactions from Berne to problems that the mission had submitted to the abbots through the years. This was a find of importance, because a copy of the letters, even from the abbey superiors, was rarely kept there. In this way the principle of hearing both sides could be applied, what improved the value and quality of this present study.

The book is diachronic of design and contains, besides a sketch of the global development of the mission in India, three main parts: a survey of the pragmatic structure of the missionary work, followed by an explanation of the organisation and staffing policy and a history of the permanent establishment in India. The whole ends with lists of names, registers, and many other sources. The extensive references, over one thousand, are listed page by page. Many illustrations are inserted as well as tables and graphics.

The publication opens with a description of the mission idea that emerged in Europe in the middle of the 19th century, which can be contrasted with that of the Norbertines in general and specifically that of the Bernenses. It is striking that the choice made by Berne for the mission in India showed all features of coincidence. Originally the abbey had a mission territory in the present Indonesia in mind, but by misunderstandings in the papal Curia and because of the state of emergency at the time in the archdiocese of Madras, Berne decided to put confreres at the disposal of the local archbishop, J. Aelen.

In the actual development of the missionary work in India one should bear two periods in mind. From 1923 until 1929 a group of Bernenses (three in 1923 increasing to six in 1926) were active in the South of India. When there was no apparent prospect for a permanent establishment of a mission territory of their own in the South of India, due to the fact that they had become superfluous, Berne accepted the challenge to make a new start in and about the town of Jabalpur in Central India, where they could have a mission territory of their own. Within a few years this region developed into a prefecture, which in 1954 was raised to the status of diocese.

It is obvious that the book pays little attention to the first, or so-called Madras-period, which scarcely left any traces of Bernensian activity. An overview of the growth in number of the mission stations in the Mandla-district, a tribal territory situated South of Jabalpur and entrusted to the Norbertines by the Propaganda Fide, the development of education, and the expansion of the medical provisions is followed by a description of a "self-examination" of the diocese, conducted by the Jesuits (!) in 1975, and of the current situation of the Catholic Church in the state of Madhya Pradesh.

From the beginning there was a business-like relationship between the abbey and the mission territory. The first so-called contract, closed in 1935 between abbot Stöcker and prefect Ignatius C. Dubbelman (1894-1977),

who later became the first bishop, was in the opinion of abbot Ondersteijn (1942-1959) far too generous, particularly concerning the matter of who was to bear the costs for the missionaries coming on holiday after the Second World War. The book describes extensively the problems regarding finance between the two authorities, who often behaved as real fighting-cocks.

The second contract was closed in 1950, after abbot Ondersteijn had postponed his visitation to India by many years. This, however, led to new dissatisfactions, as the abbot later on interpreted certain parts of the contract in a different way. His successor abbot Haselager (1959-1967) brought about modifications to the already disturbed relations. As a result, a third contract was concluded with bishop Dubbelman in 1962, offering more breathing space. He also decided on the definitive establishment of a Priory in India, which his predecessor had delayed for many years on account of indistinctness about the ideal place, lack of finances, and other matters.

In this business-like part of the book, the author pays full attention to the way in which the mission acquired the necessary funds. This is quite exceptional, as this is mostly a neglected chapter² in the description of missionary activities. Besides the traditional source of income for the mission from contributions of the Propaganda Fide, Bishop Dubbelman was very smart in securing money from the Holy Childhood Fund, and later from other relief organisations. This part of the book also deals with the activities of the various mission procurators working from the abbey to collect funds by taking part in exhibitions, lecture-engagements, organised all over the country, and collections taken from the famous mission-box. These funds were pleasing to some in India, but not to others. From the mid seventies onward, bishop Theophane Thannickunnel, with the help of procurator and former missionary Fr. Lamers, was also able to secure funds from the above mentioned relief organisations. It was a brilliant idea of bishop Dubbelman and his first Indian successor bishop D'Souza, to withdraw missionaries from their missionary work and to appoint them as procurators in the U.S.A. between 1940 and 1972 to collect funds. In this respect abbot Ondersteijn and bishop Dubbelman appeared to be each other's opposites, whereas abbot Haselager had a more open approach. The correspondence between abbot Haselager, bishop Dubbelman, and the missionaries showed that the relations were far better than at the time of his predecessor, abbot Ondersteijn.

In the section dealing with the organisation and the staffing policy of the mission various superiors are mentioned: Bazelmans, Dubbelman (besides prefect he was also superior from 1933 until 1946), van Oosterhout (superior 1946-1961 and 1965-1975) and van Heertum. While the superior had to take to heart the personal needs and interests of confreres

² STEENBRINK, dr. K.: *Enkele tendensen in de recente missiegeschiedenis*, in: Trajecta (1995), no. 4, p. 355.

with respect to holidays and income, it appeared that bishop Dubbelman, being charged with leadership over the territory, took matters into his own hands. He clearly put his stamp on matters such as education and building, but barely paid any attention to developments in the agricultural field. Initiatives of individual missionaries rarely got off the ground and when they did, they were not continued for a long time. Together with the author one may be surprised and consider it a missed opportunity of the mission, that no agricultural undertaking ever got off the ground, even though the majority of the missionaries came from the countryside and had known in the abbey at close quarters the "farmers' apostle", Father van den Elsen (1853-1925), or had at least heard of his work.

After the Second World War the function of secretary of the diocese became important. Part of his task was to provide for the confreres. Particularly secretary van Thiel (1954-1969), originating from a family of manufacturers, developed many activities in this respect, and the vicissitudes of his cigar commerce gave rise to hilarious moments. Within the diocese he also took care of the distribution of food relief, which mainly came from the U.S.A., and which was supplied to India for many years as part of an agreement made in 1951.

Problems continuously cropped up from the very beginning of the occupation of the mission territory. In bishop Dubbelman's view, the abbey did too little in sending reinforcements. Attempts to find support from the abbeys of Postel, Grimbergen, and De Pere came to nothing. With regard to this matter the government of India closed its borders to new missionaries in 1953. During the Second World War a few Indian priests came to strengthen the ranks and in the beginning of the fifties a minor seminary was started.

On a personal level, the policy of bishop Dubbelman, who kept on extending the mission stations, clashed with the abbey's policy: there, one wished to take to heart the interests in spiritual care, education, and liturgical work. Again, with the author one can wonder whether the consequences of the choice of the Indian mission and the continuous intensifying of the work there had been evaluated well from the beginning, viz. as far as the required quantity of staff was concerned. Also, one may ask oneself whether or not there should have been a regular evaluation between. Now one cannot dispose of the fact that from the abbey's point of view a somewhat reckless interpretation of the Order's motto "*Ad omne opus bonum parati*" was made, and that on bishop Dubbelman's side, on the other hand, there seemed to be a rash trust in his own motto: "*Deus providebit*".

The author also examines some angles of human resource management concerning the mission. Missionaries did not seem to have any say as far as their nominations were concerned: when one of them would ask if he could first think about it, the abbot would reply: "I already did that for you!" In selecting, one did not take into account matters of character or personal structure. Actually, any sound preparation for the task ahead in a completely strange country was out of the question: they had to do with

the little information gathered from the mission procurator or a missionary who happened to be on holiday. Some candidates, however, took a course in Missiology during the Second World War. Hindi was not taught, but they learned English in the abbey or during a stay of a few weeks in England. A medical course was mostly taken, but according to bishop Dubbelman it was a matter of minor importance. After arrival in the mission one studied Hindi, mainly on one's own, after which one was appointed as assistant to an experienced missionary. Some time later a transfer was made and after a few years one was experienced enough to be able to occupy a mission post independently, after which one was transferred with a certain regularity. The author discerns in this so-called transfer-system one of the reasons of the fairly frequent problems of a psychosomatic nature, which arose among the missionaries. The fact that 25% of the missionaries remained at the most for ten years in the mission territory hints at that fact. One may link this problem with the scanty progress made in agriculture at the time.

On their definitive return to the Netherlands (seven died in India and among them was bishop Dubbelman himself) the ex-missionaries had to adapt themselves to a new situation. Those who were still young enough were able to do pastoral work, mostly as rector in a hospital or nursing home. Those who were aged retired to a life of "*otium cum dignitate*".

In the last section of his book the author describes the definitive establishment of Berne in India. During the Madras-period they had dreamt of a "*domus filialis*", but after moving to Jabalpur this dream faded. After World War II a discussion arose between India and abbot Ondersteijn, which was to develop into a lingering question: what was the most appropriate place, how much would it cost, and who would be the first inhabitants? Already in 1951 a countryseat was purchased by the Order in the neighbourhood of Jabalpur on condition that the abbey would not have to put up with the financial consequences; bishop Dubbelman for many years had another place in mind, which he had acquired for the diocese. In 1961 abbot Haselager cut the knot, and the countryseat of the Order became the definite location for the new foundation. The Dutchman Fr. Rooymans was appointed as the first prior. Together with two Dutch friars and some Indian confreres, who had been trained in the Netherlands, he became responsible for the building and the organisation of Jamtara as well as for the education of new candidates. Because the prior in 1965 already left more or less for good to the U.S.A. to raise funds, the responsibility was with the Indian confrere Ambrose, who was still rather young and had little experience. The main problems for St. Norbert's Priory, which opened in 1963, were, besides the completion of the buildings, the education of young men and the specialization in the working environment.

In 1966 the Bernenses started a new and large-scale project in Bombay, at a distance of over 1000 km from Jabalpur, where an existing parish had to be provided with a church, presbytery, educational centre, and high school. This meant that there were activities on two fronts,

which again raises the question in how far this matter had been considered fundamentally. In 1973 the buildings had been completed, and the project was then entrusted to Indian confreres. In spite of ardent attempts the priory did not succeed in starting its own seminary due to the lack of competent staff. It was then decided to decentralize education, and after a two years' noviciate in the priory students were sent to seminaries in Bombay, Pune, and Nagpur respectively. The newly ordained priests of the priory hardly found any work in the diocese, where the secular clergy had in the mean time increased considerably. The confreres had to look further afield, to places such as Benares and later on in the South of India. This latter preference would certainly have been influenced by their places of origin, which were mainly situated in that region. In 1984 the Indian confreres, who until then belonged to Berne, received the status of independent canonry with a prelate of its own. Since then, many more or less dependent houses have been established, mainly in the South of India, where a number of confreres is living together and working in parishes and schools as well as taking special care of the socially weak. Jamtara is the central governing body.

With his book *De Vijftig van Berne* the author has contributed in an important way to the knowledge of the missionary activity of the abbey. This work calls for a deeper study. One may consider the role of procurator and later abbot-general Noots, his successors, and their co-operators with respect to the Norbertine missions in general and those of the individual canonries or circaries in particular. A comparative study of diverse missions started by Norbertines in the 19th and 20th centuries need not remain a pious wish; *De Vijftig van Berne* seems to be a solid foundation for this purpose.

Abdij van Berne
Abdijstraat 49
NL-5473 AD Heeswijk

H. VAN BAVEL O.Praem.

Index Tomi LXXVI, 2000

In memoriam Koenraad Edward Stappers, abbé d'Averbode, 'moderator' de la commission historique de l'ordre de Prémontré (L.C. VAN DYCK)	5-7
--	-----

ARTICULI

Janick APPELMANS, Thierry de Tuldela et les Prémontrés bra- bançons face à la commende (1470-1481)	158-220
Petrus A. BAYER, Die sozialpolitische Tätigkeit des Schlägler Abtes Gilbert Schartner als Pfarrer von Haslach (1885- 1922)	236-305
Sabine GÄBE, <i>Me peperit ecclesia mater</i> . Einige Bemerkun- gen zur Selbstdarstellung Hermanns von Köln in seinem <i>Opusculum de conversione sua</i>	70-106
Andreas E. KOVÁCS, Die Prämonstratenser in Ungarn zur Zeit des Freiheitskampfes 1848/49	221-235
Bruno KRINGS, Zum Ordensrecht der Prämonstratenser bis zur Mitte des 12. Jahrhunderts	9-28
B.J.P. VAN BAVEL, Schakels tussen abdij en stad. De stads- hoven van de norbertijner abdijen in de Nederlanden (ca. 1250 – ca. 1600)	133-157
Dirk VAN DE PERRE, Die ältesten Klostersetzgebungen von Prémontré, Oigny, Cîteaux, Klosterrath und Arrouaise und ihre Beziehungen zueinander	29-69
Jozef WOUTERS, <i>Schola claustrum alterum dici debet</i> . Filip van Harvenchts raadgevingen aan studenten	107-132

DOCUMENTUM

Ecclesia Abbatialis Grimbergensis a Summo Pontifice Ioanne Paulo II ad dignitatem Basilicae Minoris evehitur	306
---	-----

MISCELLANEUM

- Dominique-Marie DAUZET, L'architecture prémontrée dans
l'Espagne médiévale. Recherches et premiers bilans ... 307-317

RECENSIONES

- Thomas DOEPNER, *Das Prämonstratenserinnenkloster Altenberg im Hoch- und Spätmittelalter. Sozial- und frömmigkeitsgeschichtliche Untersuchungen* (L. Horstkötter O.Praem.) 318-320
- Jay T. LEES, *Anselm of Havelberg. Deeds into Words in the Twelfth Century* (U. G. Leinsle O.Praem.) 320-323
- Lexikon des Mittelalters*, Band IX (L. Horstkötter O.Praem.) 324-325
- Christian SCHOLL, *Die ehemalige Prämonstratenserstiftskirche St. Marien in Leitzkau. Gestalt und Deutung. Ein Beitrag zur mitteldeutschen Architektur des 12. Jahrhunderts* (L. Horstkötter O.Praem.) 325-327
- J.C.M. VAN STRATUM, *De Vijftig van Berne; het werk van de Norbertijnen in India, 1923-1998* (H. van Bavel O.Praem.) . 327-332
- Index tomi LXXVI, 2000 333-334

